This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

600075313P

SOMMARIO

DI

DOCUMENTI OFFICIALI

A DIMOSTRAZIONE

DELLE MEMORIE ECONOMICO-POLITICHE

O SIA

DE' DANNI ARRECATI DALL' AUSTRIA ALLA TOSCANA

DAL 1737 AL 1859

RACCOLTI E COMPILATI

DAL CAV. ANTONIO ZOBI

VOL. II.

FIRENZE
PRESSO GRAZZINI, GIANNINI E C.

1860

246. a. 228.

BODLEIANA

SOMMARIO

DI

DOCUMENTI OFFICIALI

IN CORREDO

ALLE MEMORIE ECONOMICO-POLITICHE

SULLA TOSCANA

AVVERTENZA

Tutti i documenti di questa collezione vengono riportati nel loro idioma originale, ed è stata scrupolosamente rispettata la dizione e l'ortografia, abbenchè talora scorrette.

DOCUMENTI OFFICIALI

(REGNANTE FRANCESCO II)

PARTE PRIMA

Doc. I.

La Principessa Elettrice de' Medici partecipa a Francesco di Lorena la morte di Gio. Gastone suo fratello, e propone un accomodamento di famiglia.

Serenis. Sig. mio Cugino Caris.

Nel trovarmi giustamente trafitta dal maggior dolore per la gran perdita che ho fatta del Serenis. Gran Duca mio Sig. Fratello chiamato dal Signore Iddio all' eterno riposo nella mattina de 9 del mese corrente un' ora avanti mezzogiorno, dopo di essere stato munito di tutti i Sacramenti della Chiesa, e date molte prove di pietà, e di cristiana rassegnazione sodisfaccio ai primi atti del mio dovere verso V. A. Reale con parteciparle questo funesto avvenimento, nel quale non so trovare più efficace conforto di quello, che mi fa sperare il benigno cuore di V. A. R., ben promettendomi di ritrovare in Lei nuovo Sovrano di questi Stati, i più amorevoli ed affettuosi riguardi a favore de' miei interessi, e delle mie convenienze, per l' accomodamento delle quali essendomi prestata a tutte quelle facilità alle quali ho creduto di potere estendermi, faccio dare le commissioni opportune al Marchese Bartolommei munito della mia Plenipotenza di trattare con i

Ministri di V. A. R. autorizzati per tale effetto, onde possino convenire concordemente in un Trattato particolare con reciproca sodisfazione e decoro. Nel rimanente prego la Bontà sua a farmi la giustizia di credere che troverà sempre in me la più attenta, la più grata, e la più sincera corrispondenza alle Grazie, che io mi prometto dall'equità e dalla finezza di V. A. R., alla quale non mancherò in ogni tempo di dare le più positive testimonianze coll'opere effettive del devoto affettuoso attaccamento, che averò sempre per il Bene del suo Servizio, e de' suoi Sudditi, i quali coll'esatta fedeltà, ed obbedienza mostrata ben per due secoli ai Granduchi del mio Sangue, non demeritano, che implori a favor loro gli effetti della benigna sua Protezione; E pregando V. A. R. a porgermi frequenti occasioni di servirla, onde io possa farle meglio palese la stima singolare che io Le professo, mi confermo qual sono, e sarò sempre distintamente

Di Vostra Altezza Reale

Di Firenze 13 Luglio 1737.

Affez. Cugina, e Serva
ANNA MARIA ELETTRICE.

Copiata dall'originale esistente nell'Archivio Mediceo, Filza intitolata carteggio della Principessa Elettrice Palatina col granduca Francesco II. (Acquisto Rinuccini).

Doc. II.

Progetto d'accomodamento inviato dall'Elettrice al nuovo granduca Francesco II, insieme colla surriferita lettera.

Madame l'Electrice Palatine, n'ayant rien plus à coeur, que d'établir solidement la plus sincere, et parfaite intelligen-

ce, et amitiè avec Sou Altesse Royale Monseigneur le Duc de Loraine nouveau Grand Duc, authorise par un plenipouvoir, et par ses ordres les plus précis M. le Marquis de Bartolommei a faire au plutôt une petite convention de Famille sur les instructions, qu'on lui avoit dejà donnè pour le conveniences de S. A. Electorale, et pour celles, qui interessent l'Ètat.

S. A. Electorale, outre tout ce, qui avoit êtè accordè au Serenissime Infant Don Carlos dans la Convention passée, et qu'on a deja offert au nouveau Grand Duc, permet au Marquis de Bartolommei, pour satisfaire aux instances reiterèes de S. A. Royale de Loraine, de declarer après la nouvelle Convention faite sous la garantie de S. M. Imperiale, et S. M. Tres-Chrêtiènne, que, quoique S. A. Electorale veuille conserver dans son entier la liberté, et les droits naturels de faire, pendant sa vie, et à l'article de sa mort telles dispositions, qu'elle trouvêra à propos, des Biens, qu'elle possede, et possedera en France, dans le Royaume de Naples, dans l'Êtat Eclesiastique, et particulierement dans ceux de l'Êtat d'Urbino, comme aussi des Meubles, Bijoux, et de toutes les raretès precieuses, qui se trouveront dans la Toscane, et qui ont appartenu au Grand Duc son Frere. L'intention de S. A. Elect. est, que les Biens, Meubles, et Raretes marquées cydessus, dont elle n'aura pas dispossè soïent de têms en têms possedées par le Souverain pro tempore de la Toscane exclusivement à tout autre Heritier naturel, à condition, que chaque Souverain pro tempore de la Toscane soit obligé de conserver toujours dan leure credit les presens fonds publics et de conserver en même têms pour la comoditè des Habitans, et des Etrangers dans les Galleries, et dans les Palais de Florence, et Maisons de Campagne toutes les Statùès, Tableaux, Medailles, Bibliotheques et autres monumens, et raretes precieuses, que S. A. Elect. fixera dans la Ville de Florence, et dans les autres endroits de ce Pàis par un arrangement fatt a lôisir avec les Inventaires, et Dispositions convenables.

S. A. Elect. ne veut point comprendre sous la declara-

tion, dont on a parlè, son petit patrimoine particulier consistant dans ses Luoghi di Monte, ses autres credits faits avec l'argent de sa Dot, ses Bijoux, Meubles de toute sorte, Argent, Or, et pierreries, qu'elle possede dans sa proprietè, voulant y conserver une libertè, et authoritè entiere pour son usage, et pour ses dispositions, pour les quelles, et pour toutes les autres, que cette Princesse se reserve de pouvoir faire, elle souhaite, qu'on l'assûre d'une maniere authentique, qu'on n'y apportera jamais aucune obstacle, et qu'on les executerà religieusement.

S. A. Elect. jouira d'une entiere libertè d'habiter dans ses Palais de Florence, et des autres Villes, et Maisons de Campagne, et d'y faire loger les personnes, qu'elle voudra, et devant être entretenùé, et defrayée par tout avec toute sa Cour aux fraix du Souverain, M. le Marquis Bartolommei proposera un expedient, pour lui rendre insensible le Douvaire de trente mille Ècus par an, que Monseigneur le Grand Duc Cosme son Pere Lui destina durant sa vie.

S. A. Elect. se prêtera encore à se mettre à la tête de la Regence, et à faire tout ce, qui pourra être dans son pouvoir pour la prosperité et la gloire du nouveau Gouvernement, si on voudra bien la mettre en êtat de le faire avec une authoritè et une dignitè convenable à sa naissance, et a son rang.

Copiato dall' originale esistente nella Filza di sopra citata.

Doc. III.

Responsiva del granduca Francesco II alla precedente lettera dell' Elettrice.

Madame ma Cousine

Je suis tres sensiblement obligé à Votre Altesse Electorale de la part, qu'Elle à bien voulù me donner de la mort

du Serenissimo Grand Duc. Elle peut être persuadée, qu'Elle trouverà en Moy les mémes sentimens qu'avoit pour Elle le Defunct, et que je chercherai toutes les occasions de l'en convaincre. Il ne tiendra pas a Moy, que le Traité particulier dont V. A. E. me parle ne se conclue à sa satisfaction; j'y contribueray de mòn Coté, tout ce qu'il me sera possible, et serai bien charmé de procurer par là quelques avantages a des sujets, par lesquels V. A. E. s'interesse si fort, et qui ne me tiennent pas moins à Coeur, étant devenûs les miens. Je suis avec un detachement des plus parfaites

Madame ma Cousine

Au Camp de Vissa le 3°
Aoust, 1737.

Vôtre trés aff. Cousin et Serviteur
FRANÇOIS.

Copiata dall' originale esistente nella Filza di sopra citata.

Doc. IV.

Convenzione o patto di famiglia stipulato tra la Principessa Elettrice de' Medici ed il granduca Francesco II di Lorena.

Al nome della Santissima Trinità Padre, Figliolo e Spirito Santo, e così sia.

Avendo piaciuto alla Divina Provvidenza di terminare la guerra che s' era accesa tra le principali Potenze dell' Europa che d' un concorso unanime tanto con gli articoli preliminari segnati a Vienna ai 3 d' ottobre 1735 che altri trattati, convenzioni, et atti susseguenti, hanno creduto necessario per il cambiamento delle circostanze degl' affari pubblici di cambiare ancora tutti i regolamenti presi per la successione della To-

scana, e stipulato che i Ducati di Lorena e di Bar, allodiali, appartenenze e dependenze saranno ceduti al Serenissimo Re di Polonia Stanislao I, e dopo di lui alla Corona di Francia, e che in cambio ed indennità la Serenissima Casa di Lorena entrerà dopo la morte del Serenissimo Gran Duca Gio. Gastone a condizioni eguali in possesso del Gran Ducato di Toscana.

Sua Altezza Reale il Duca di Lorena Gran Duca ora regnante, e Sua Altezza Elettorale vedova Palatina son concorse a tutte le misure prese dalle principali Potenze per la quiete dell' Europa, la tranquillità dell' Italia, ed in particolare per la felicità della Toscana, e Sua Altezza Reale in virtù dei suddetti trattati, convenzioni, et atti avendo preso il possesso del Gran Ducato di Toscana, non resta più che qualche regolamento da prendersi fra il Serenissimo Gran Duca e la Serenissima Elettrice per le sodisfazioni e convenienze reciproche, e principalmente per l' avvantaggio della Toscana le Altezze Loro Reale ed Elettorale hanno stimato il più convenevole di regolarle con un trattato o convenzione di Famiglia, vi hanno autorizzato i loro Ministri respettivi che in virtù delle loro Plenipotenze comunicate da una parte e dall' altra son convenuti di quel che segue.

Art. I. Con tutto che in conseguenza dei trattati gli allodiali nel Gran Ducato di Toscana siano già assicurati a S. A. R. a titolo d' indennità degl' allodiali che sono stati nei Ducati di Lorena e di Bar, Sua Altezza Elettorale vedova Palatina volendo nondimeno concorrere a tutte le misure prese per il più grande stabilimento della tranquillità pubblica, e levare fino il minimo pretesto che potesse esser allegato un giorno a suo pregiudizio, rimette, cede, e trasferisce a S. A. R. tutti i diritti, e pretensioni qualunque, e per qualunque titolo o causa si sia che Ella potesse avervi.

Art. II. La Serenissima Elettrice assicura al presente a S. A. R. per lui, e suoi successori, come Gran Duca di Toscana tutti gli allodiali situati fuori della Toscana tanto quegli che le possano appartenere della successione del Serenis-

simo Gran Duca suo fratello che quegli che provengono, e le appartengono della successione delle Serenissime Gran Duchesse sua madre ed ava per averne la proprietà ed il godimento alla morte di S. A. Elettorale.

Art. III. La Serenissima Elettrice cede, dà, e trasferisce al presente a S. A. R. per lui, e suoi successori Gran Duchi tutti i mobili, effetti, e rarità della successione del Serenissimo Gran Duca suo fratello, come gallerie, quadri, statue, biblioteche, gioie ed altre cose preziose, siccome le sante reliquie, i reliquiari e loro ornamenti, della Cappella del Palazzo Reale che S. A. R. s'impegna di conservare, a condizione espressa che di quello è per ornamento dello Stato, per utilità del pubblico, e per attirare la curiosità dei Forestieri non ne sarà nulla trasportato e levato fuori della Capitale e dello Stato del Gran Ducato. Le guardarobe, mobili, argenterie, ed effetti che son per l'uso resteranno alla libera disposizione di S. A. R.

Art. IV. Sua Altezza Reale si carica di tutti i debiti della Serenissima Casa de Medici fatti sino al giorno della presente Convenzione, e non ostante che essi sorpassino quello che è stato trasferito, ceduto e dato a S. A. R., la Serenissima Elettrice non ne potrà mai esser inquietata per il pagamento.

Art. V. Sua Altezza Reale si obbliga a mantenere il credito dei fondi pubblici.

Art. VI. Sua Altezza Elettorale riceverà tutti gli anni quarantamila scudi moneta di Firenze per il suo mantenimento, e per quello della sua Corte, nei quali saranno comprese le rendite degl'allodiali fuori della Toscana che saranno tassate e fissate per sempre alla somma di venticinquemila scudi per anno, il sopra più fino alla concorrenza dei quarantamila scudi sarà assegnato da S. A. R. sopra a fondi sicuri, e chiari, e pagato a S. A. Elettorale regolarmente tutti i mesi.

Art. VII. Sua Altezza Elettorale sarà alloggiata in un Palazzo di S. A. R. in Firenze, o avrà un appartamento convenevole in quello chiamato Pitti a sua scelta, il tutto ornato e ammobiliato come conviene a una Principessa del suo rango.

Art. VIII. La Serenissima Elettrice sceglierà ancora fra le case di campagna quella che Ella stimerà a proprosito, la quale sarà parimente ammobiliata per il suo uso durante la sua vita.

Art. IX. S. A. R. farà fornire a S. A. Elettorale per una volta gli equipaggi, carrozze, lettighe, cavalli, rimesse e stalle coi loro utensili, gli attrezzi di cucina, e la biancheria necessaria, l'argenteria per la tavola, e appartamento della Serenissima Elettrice, di ciò che esiste della successione del Serenissimo Gran Duca Gio. Gastone, e S. A. Elettorale farà dare a quest'effetto una nota di quello che le potrà bisognare, di che sarà fatto un inventario. Tutti questi effetti non essendo che per l'uso di S. A. Elettorale restandone la proprietà a S. A. R.

Art. X. La Serenissima Elettrice sarà servita dalle Guardie a piedi e a cavallo di S. A. R. secondo che conviene al rango e alla sua nascita.

Art. XI. In assenza di S. A. R. la Serenissima Elettrice avrà la Reggenza della Toscana nella maniera la più onorevole, e combinabile colla gloria, e autorità di S. A. R.

Art. XII. La Serenissima Elettrice sarà assicurata che allora che S. A. R. sarà presente avrà Egli in tutti gli affari e nominazioni d'impieghi tutti i riguardi possibili ai di lei sentimenti e raccomandazioni, e che in tutti i casi le farà rendere nei suoi Stati tutti gli onori dovuti ad una Principessa del suo rango, della sua nascita, e che gli è sì congiunta.

Art. XIII. E perchè quello che è stato stipulato da una parte e dall'altra sia più stabile e sicuro, le AA. LL. Reale ed Elettorale faranno debitamente la requisizione, e pregheranno le MM. LL. Imperiale e Cristianissima di voler garantire la presente Convenzione; le AA. LL. Reale, ed Elettorale s'obbligano di ratificarla, e far scambiare le ratificazioni nella Città di Vienna in un mese di tempo da contarsi dal giorno della soscrizione, e più presto se far si può. In fede di che noi Ministri Plenipotenziarj delle AA. LL. Reale ed

Elettorale abbiamo segnato questa presente convenzione, e vi abbiamo fatto apporre i sigilli delle nostre armi. Fatto a Vienna questo dì 31 Ottobre 1737.

(L. S.) Carlo Barone di Pfutfchner
à Pallude.

(L. S.) Ferdinando Marchese
de Bartolommei.

Articolo segreto. Con tutto che S. A. Elettorale nell'articolo secondo della convenzione assicuri solamente a S. A. R. ed ai suoi successori come Gran Duca di Toscana tutti gli allodiali situati fuori della Toscana, tanto quegli che le possano appartenere della successione del Serenissimo Gran Duca suo fratello, quanto quegli che le pervengano, e le appartengano della successione delle Serenissime Gran Duchesse sua madre ed ava, per averne la proprietà, ed il godimento dopo la sua morte, Ella gli trasferisce, cede, e dà a S. A. R. al presente, per non aver però il suo effetto che alla sua morte, e S. A. Elettorale potrà sua vita durante vendere gli allodiali di Napoli e di Francia per più gran sicurezza di S. A. R., e appropriargliene il capitale, nel qual caso S. A. R. assicurerà e rimpiazzerà alla Serenissima Elettrice le rendite di detti allodiali sopra altri Beni situati in Toscana. S. A. R. s'impegna ancora di garantire, e buonificare a S. A. Elettorale le medesime rendite in caso che per una forza maggiore ella fosse impedita di riceverle, di sorte che ella non possa soffrire alcuna diminuzione della somma de quarantamila scudi moneta di Firenze che li è stata assicurata per il suo mantenimento e per quello della sua Corte. È stato convenuto che quest'articolo segreto debba avere la medesima forza e vigore come se fosse stato inserito nella convenzione soscritta in questo giorno. In fede di che noi Ministri Plenipotenziarj delle AA. LL. Reale ed Elettorale in virtù delle nostre Plenipotenze comunicate da una parte e dall'altra, abbiamo segnato il presente articolo, e vi aviamo fatto apporre i sigilli

delle nostre armi. Fatto a Vienna questo dì 31 Ottobre l'anno 1737.

(L. S.) Carlo Barone di Pfutfchner.

(L. S.) Ferdinando Marchese de Bartolommei.

Questa Convenzione o patto di famiglia concorda con la copia esistente nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri di Toscana.

Doc V.

Lettere del granduca Francesco di Lorena a suoi consiglieri in Toscana, Richecourt e Ginori, relativamente al primo donativo gratuito, *e decreto d' accettazione.*

Au Conte de Richecourt

Nous vojons par la votre du 28. du passè l'effet que produisent en Toscane les bruits que l'on y fait courir; il est de la prudence de tacher d'en prevenir les suites; Nous ne trouvons cependant pas à propos de renvòier de Pise celui des Chevaliers de St. Etienne que vous cròiè autheur, ou Chef de certain party: il faut èviter tout eclat.

Comme Nous envoions aujour d'hui l'acception du Don gratuit que l'on Nous offre, Nous comptons en apprendre bientôt la repartition avec toutes les circonstances qui l' accompagneront.

Nous avons ordonné de remettre au Depositaire general les $\frac{m}{25}$ Scudi qu'on a frappè de Notre Vaisselle pour en disposer suivant Nos ordres.

Au Conte Ginori

Nous avons vû avec une entiere satisfaction la reussite du projet que vous avés fait sur le Don gratuit; Nous recon-

noissons in cela vôtre zele pour Notre service, et Nous Nous en souviendrons dans l'occasion.

Nous vous envojons icy-joint l'acceptation du Don su Notre Motuproprio; Nous y avons laissè en blanc le nom du sixieme Senateur a nommer pour Commissaire, que vous remplires suivant ce que vous le trouveres convenable: Nous espèrons que vous conduirès cet ouvrage à une heureus fin; que la repartition s'en fera suivant la justice, et que l'execution s'en suivra d'une facon qui ne fera pas crier, en quoi Nous Nous promettons l'effet de vos soins, et de votre experience.

Francesco ec.

Avendo Noi inteso con particolar gradimento il Donativo di scudi trecentomila proposto farcisi dal Senato della nostra buona e fedele Città di Firenze in nome suo, e del pubblico, accettiamo e gradischiamo tal Donativo confermandolo colla pienezza della nostra Potestà, e volendo noi dimostrare il paterno amore con cui riguardiamo i Nostri fedelissimi sudditi, e la premura che abbiamo di sollevarli per quanto ci sia possibile dagli aggravi, ci contentiamo che nella somma degli scudi trecentomila offertici resti compreso il debito contratto dalla Cassa del Pubblico per le spese occorse nel passaggio, e accantonamento dell'Esercito di S. M. Cattolica, per la soddisfazione del quale si doveva fare l'imposizione generale già pubblicata, per il qual fine essendo stati deputati i Senatori Marcello Malaspina, Ascanio Samminiati, e Cammillo Coppoli, aggiunghiamo e deputiamo i Senatori Gio. Francesco Quaratesi, Gio. Francesco Ricasoli e ..... perchè unitamente facciano la distribuzione, e reparto di detti scudi trecentomila sopra i Popoli di tutti i nostri felicissimi Stati, e ne procurino l'esigenza nel modo e forma che stimeranno più conveniente e più giusto, e vogliamo che tutti i soprannominati abbiano autorità d'ordinare, terminare, e

far tutto quello, che per l'effetto suddetto e sue dependenze sarà necessario, ed opportuno, et tutto non ostante ec.

Dato in Vienna questo di 15 di Febbrajo 1738.

Firmato — FRANCESCO.

Archivio della Reggenza, tomo I° de' Rescritti ec., a carte 103, anno 1738.

Doc. VI.

Singolare richiesta di nuova sovvenzione in danari col titolo di donativo gratuito.

François par la grace de Dieu Empereur des Romains toujours Auguste, Roy de Germanie et de Jerusalem, Duc de Lorraine et de Bar, Grand Duc de Toscane ec. Tres chers et feaux, Le Mariage de notre trés cher et bien aimé Fils ainé l'Archiduc Joseph avec l'Infante Isabelle Louise de Parme ayant été célebré icy le six du courrant, Nous vous donnons part de cette alliance comme d'un Evénement au bonheur du quel Nous sommes persuadés que vous vous interesserés. Cest pourquoy Nous voulons que l'on fasse dans notre bonne Ville de Florance et dans les principales de nos Etats des fêtes et réjouissances publiques rélatives á la satisfaction que Nous ressentons. Nous ne doutons pas quén conformité de ce qui s'est pratiqué lors du mariage des Princes héréditaires fils des Grands Ducs nos Prédecesseurs, Nos fidels sujets ne s'empressent á Nous donner dans cette occasion un nouveau temoignage de leur attachement en Nous faisant un Don proportionné aux circonstances. Et nous laissons á Votre zéle pour notre service le soin de les y disposer sans neanmoins leur etre trop á charge. Vous donnerès en conséquence les ordres et

participations nécessaires. Atant Dieu vous ait trés chers et féaux en sa sainte et digne garde. Donné à Vienne.

Le 13 Octobre 1760.
FRANÇOIS

VS. CB. DE PFÜTSCHNER
Par ordre de Sa Majesté Imperiale et Royale
RICHARD.

Archivio della Reggenza, Dispacci di S. M. I., anno 1760, n° 119.

Doc. VII.

Sollecitazioni del granduca Francesco II alla Principessa Elettrice rispetto alla vendita de' beni demaniali di Francia, ed alla distrazione delle gioie dello Stato.

Madame ma Cousine

Par la reponse, que votre Altesse Electorale a reçue de son Conseil à Paris, Elle aura réconnû que je ne Luy ai rien demandé, que la sureté de l'Execution de la Convention de Famille; Ce que j'ai mandé au Prince de Craon avant méme d'avoir reçû la lettre de V. A. Electorale du 3 du passé, en est une preuve bien convaincante; de sorte que nos sentimens s'accordant sur cette affaire j'ose esperer et je supplie mème V. A. Electorale de vouloir bien donner les Ordres qu'Elle croira necessaires pour la vente des Allodiaux situés en France, et pour en employer le prix en autres fonds de Terre en Toscane o aux environs, de la maniére qu'Elle estimera la plus convenable à ses vues et à ses intentions, que je seconderai toujours en tout ce qui dependra de moi.

À l'égard des rentes viagéres sur l'hotel de Ville de Pa-

ris, je ferai ce que V. A. Electorale exige, et tacherai d'obtenir l'agréement du Roy de France.

Il se presente une autre Affaire qui n'est pas moins interessante pour Moi dans les Conjunctures actuelles; Pour ne point en ennuyer Votre Altesse Electorale je charge le Comte Ginori de Luy en parler, et l'authorise de faire tout ce qu'Elle pourra exiger, et sera necessaire pour la terminer sans contres-Ordres, etant extremement pressé, et n'y ayant pas un moment de tems á perdre.

Je supplie donc Votre Altesse Electorale par ces bontés qu'Elle m'á temoignés d'ecouter favorablement le dit Comte Ginori, et de Luy accorder ce qu'il a ordre de Luy demander de ma part; Ce sera une nouvelle grace qui m'obligera d'etre toute ma vie avec un tres parfait attachement.

Madame ma Cousine

A Vienne ce 14 Janv. 1741.

Votre trés Aff. Cousin et Serviteur
FRANÇOIS.

Copiato dall' originale esistente nell' Archivio Mediceo, Filza intitolata carteggio della Principessa Elettrice Palatina col granduca Francesco II.

Doc. VIII.

Maria Teresa d' Austria unisce le sue preghiere a quelle del marito per ottenere dalla Principessa Elettrice quanto veniva da esso sollecitato con l' antecedente lettera.

Madame

Votre Altesse me pardonnera si je viens si tard avec mes suhaits pour la nouvelle année, mais l'état ou je me trouve

avec cela les occupations et meme de celle qui ne sont guere agreable me rend les moments bien pretieus la situation ou les affaires de l'Europe se trouvent a present sans prendre des resolutions bien dures dans une autre occasion mais dans un pareils tout est necessaire a resquer. Le comte ou marquis Ginori doit parler a V. A. d'une affaire qui est fort a coeur a Son Alt. je ne doute nullement des bontés et assurances que V. A. nous a toujours temoignés et pour nos interets qui sont egales asteur *(sic?)* avec cette assurance je finis priant de me conserver son amitié et suis de

[De] Votre Altesse

Tres aff. et Servante
MARIE THERESE.

Questa lettera autografa della Regina d'Ungheria, che si conserva nella Filza testè citata, quantunque manchi di data, nientedimeno vuolsi riguardare come contemporanea a quella del marito, il quale manifestamente serviva a' di lei interessi, ed alle vedute del gabinetto di Vienna.

Doc. IX.

Responsiva della Principessa Elettrice al granduca Francesco II, colla quale mentre acconsente l'alienazione de' beni demaniali di Francia, nel tempo stesso rifiuta di consegnare al senator Ginori le gioje dello Stato.

Seren. Sig. mio Cugino Ornatis.

Ricevei martedì mattina dal Senatore Marchese Ginori la benigna lettera di Vostra Altezza Reale in data de' 14 del mese corrente, e da quanto Ella si degna di dirmi in proposito dei Beni Allodiali di Francia, compresi che non fosse ancora giunta a V. Altezza Reale l'ultima mia risposta, che

consegnai al Principe di Craon. Da questa avrà veduto V. A. Reale, che per uniformarmi più presto, e con maggior facilità ai suoi desiderj, credevo che il più proprio fosse di regolarsi col metodo indicato dalla prima delle due proposizioni che V. A. Reale si compiacque di farmi nel mese di luglio dell'anno scorso, per passare un Contratto di respettiva Compra e Vendita fra V. A. Reale e me, e riservandomi io in quel contratto il possesso, e godimento di quei Beni e Rendite nel breve tempo del rimanente della mia vita, e degnandosi V. A. Reale, come mi ha fatta la grazia di significarmi in appresso, di pigliare nel tempo stesso l'impegno di rinvestire il prezzo di quelli Effetti in altrettanti Beni contigui e convenienti alla nostra Toscana, parrebbe che si fosse provveduto al più essenziale a forma della nostra Convenzione, e delle altre misure prese per evitare il temuto pericolo alla mia morte. V. A. Reale col suo Superiore intendimento averà la bontà di riflettere, che non posso fare di più per secondare in questa materia le sue riverite istanze, e che fissato il piano predetto, non ho luogo di dare alcun ordine in Francia, dove sarebbe bisognato di scrivere, se si fosser dovuti vendere quei Beni a terze persone, il che non poteva farsi nè in breve tempo, nè senza molto scapito, e solo nel più facile presente sistema converrà forse di sentire, se il progetto del Contratto da farsi, che non ho ancora veduto, possa sicuramente produrre tutti i bramati effetti, ottenute che abbia V. A. Reale le precedenti necessarie permissioni del Re, che solo ho suggerite per l'interesse di V. A. Reale a fine di render valido il Contratto che con sodisfazione reciproca dovrà farsi.

Intesi Martedì tutto ciò che, d'ordine di V. A. Reale mi spiegò il Senatore Ginori intorno alle Argenterie et alle Gioie della mia famiglia. Toccante alle Argenterie V. A. Reale saprà che la maggior parte di esse, senza mia precedente saputa, due anni sono furono disfatte, e ridotte in monete, e le poche che rimangono nelle Guardarobe parmi che consistano in una Credenza con tutto il suo servizio, in alcuni Torcieri, alcune altre cose di poco rilievo, e in una serie di Bacili storiati,

dei quali mi ricordo di aver avuto l'onore di parlare a V. A. Reale, che si degnò di convenire meco, che bisognava conservarli, e che voleva anche accrescerli con altri suoi di un perfetto lavoro, parendole che potessero comprendersi fra le cose più rare, che V. A. Reale si era benignamente impegnata di mantenere sempre in questo stato per decoro et ornamento maggiore del medesimo. Le Gioie poi della mia famiglia furono anche più specialmente considerate in questa qualità, e per questo motivo V. A. Reale si contentò, che si destinassero per Gioie dello Stato per uso et ornamento delle Granduchesse, quando vi avessero risieduto, e su questo reflesso di tanta mia soddisfazione le ho fatte accomodare e rilegare con qualche spesa, e le ho anche accresciute con diverse delle mie proprie gioie di qualche valore. Spero di ottenere un benigno perdono dalla tanto conosciuta Bontà di V. A. Reale se il mio cuore affezionato molto alla conservazione in Toscana di queste Gioie, non ha potuto permettermi di consentire di mandarle altrove per impegnarle, non parendomi sì vicino e certo il pericolo d'una guerra in questo Stato, come è stato forse rappresentato a V. A. Reale, e credendo anche che sia di suo miglior servizio di conservare questo capitale di qualche rilievo, che in breve tempo sparirebbe nello spendere il denaro, che se ne caverebbe nell'impegnarle, e nell'aggravarsi del grosso inteteresse che bisognerebbe pagarne. Si aggiunge a ciò, che variandosi il destino convenuto di queste Gioie, non sarebbero più a quello uniformi alcune altre mie disposizioni dettate da quel sincero affetto, che professo a V. A. Reale, e alla sua Regia Famiglia, alla quale spero e desidero, che riuscirà col divino ajuto, che ogni giorno imploro per questo fine, di mantenere questa Sovranità, e tante altre più riguardevoli, che formano il vasto Patrimonio della nostra amabilissima Regina, la quale confido che mi assisterà, per impetrare da V. A. Reale in questa occasione un grazioso compatimento, e la continuazione della sua grazia, e de' suoi più favorevoli riguardi per me, e per questo suo Stato, che raccomando nuovamente con me stessa al suo benefico Patrocinio; e piena del più vivo

Doc. XI.

Lettera credenziale del granduca Francesco II al senator Carlo Ginori per la Principessa Elettrice, ond' ella facessegli la consegna delle gioie dello Stato.

Tres Cher et feal. L'objet des preparatifs de guerre, qui se font a Naples, et en Espagne, est trop peu dissimulé, pour douter qu'il ne soit l'invasion de la Toscane. L'injustice d'un pareil procedé ne nous met aucunement en surete, et nous nous trouvons obligès de prendre toutes le misures necessaires pour prevenir la desolation des nos peuples, la ruine, et peut etre la perte des États, qui nous sont si legitimement acquis. Quoy que nous n'ayons aucun sujet de douter de la Garantie de la France, il nous y avolt cependant de la prudence, de prendre les precautions necessaires, pour n'etre point surpris. Les plus efficaces sont sans contredit de mettre les Troupes en état de s'opposer à l'entrée de celles de l'ennemy, et pour ce faire il faut de l'argent.

Si l'on considere les Depenses immenses, aux quelles nous avons été obligès depuis dix ans, il sera aisè de juger que nous en manquons; Celles da la Toscane passent les revenus, et les Sujets sont si surchargès, qu'il n'est pas possible d'en esperer le moindre secours. Nous serions bien plus portés à leur en donner, s'il nous êtoit possible, de sorte que nous nous trouvons forcés malgré nous d'avoir recours à des resources extraordinaires, et de chercher du credit chez l'etranger.

Les circostances actuelles empechent, que nous n'en trouvions sans des assûrances reelles, et les seules que nous ayons à donner sont les bijoux, et la vaisselle d'argent de Toscane, sur les quels on pourra trouver de l'argent à Lucques, ou à Gennes a un interet tolerable. Il s'agit du consentement de l'Electrice, pour pouvoir engager ces Bijoux, ou Pierreries

et argenterie ; Nous vous chargeons de le Luy demander de notre part, et de Luy donner toutes les assurances, qu'elle desirera. A l'effet de quoy vous trouverez cy-joint un Blanc signé, et la present vous servira de Plein pouvoir, au quel nous suppleérons le las echéant, s'il le faut, par un plus ample et plus speciale, si on en exigeoit un, ou en confirmant ce, que vous aurez trouvé à propos de faire.

Si vous remontrez les malheurs, dont est menacée la Toscane en cas d'invasion, la ruine de la noblesse, et de tous les Sujets, qui est immancable par la resistence, que nous ferons a l'ennemy ; enfin les autres moyens, que nous serons contraints de prendre, faute de resources pour defendre ce, qui nous appartient, Nous osons d'esperer, que l'Électrice se portera, et même avec plaisir, à ne pas faire de difficulté sur ce, que nous demandons. Vous la presserez sur une decision; c'est pour l'obtenir, sans être obligés de corrispondre sur cette affaire, que nous vous donnons le pouvoir libre, et aussy ample, qu'on puisse le desirer.

Nous attendons vôtre reponse, où plutôt celle de cette Princesse par un Expres, pour ne nous pas laisser prevenir, et prendre à téms, les têms, les precautions qui sont si necessaires pour nous conserver nos États et nos sujets.

Vous pouvez assurer l'Electrice, qu'il n'y a qu'une circostance aussy violente, qui puisse nous porter a cette extremité, et que des que le danger sera passé, ce que nous esperons dans peu, nôtre premier soins sera de degager ces Bijoux, et cette argenterie. Vous Luy direz aussy, que nous commençons par faire engager nôtre propre argenterie ; enfin vous n'oublierez rien pour la porter a ce, que Nous demandons ; sur ce Nous prions Dieu, qu'il Vous ay, Tres-Cher et feal, en sa Sainte, et digne Garde.

A Vienne ce 14 Ianvier 1741.

Signé — FRANÇOIS.

Esiste nella già citata Filza dell' Archivio Mediceo.

Doc. XII.

Responsiva del senator Ginori al granduca Francesco II, dandogli conto della fallita commissione affidatagli presso la Principessa Elettrice rispetto alle gioie dello Stato.

Altezza Reale

In adempimento dei Comandi di Vostra Altezza Reale in data dei 14 stante, mi portai subito giunto il Corriere Lunedì 23 cadente alle ore tre della notte, dal Marchese Rinuccini, e resagli la lettera, e comunicandogli gli Ordini che avevo, lo pregai a voler Esso prima che io parlassi alla Serenissima Elettrice dell'affare incaricatomi, disporla ad acconsentire a quanto veniva da V. A. Reale richiesta, gli feci vedere l'ordine che avevo, ed aggiunsi tutte le ragioni che credetti più forti per persuaderlo ad insinuare efficacemente la convenienza di concorrere a quanto veniva richiesta, mi si scusò di voler egli il primo parlare d'un tal affare alla Seren. Elettrice, volendo persuadermi che meglio sarebbe stato se ne avessi fatta io indirittura l'istanza; sicchè portatomi dalla medesima esposi le circostanze, nelle quali conveniva di pensare ad assicurare la Toscana, e la necessità che vi era di trovar il danaro necessario per la difesa della medesima, non lasciai d'esprimere la confidenza che V. A. Reale aveva in questa Principessa, persuasa che avrebbe data tutta la mano per ciò che fosse stato di vantaggio a questi Stati, e per difendere questi Sudditi; Che si trattava di prendere in tempo le precauzioni necessarie, e di mettersi in stato di potersi difendere, il chè non poteva farsi senza avere qualche quantità di danaro in pronto, e che cessata la necessità si sarebbe potuto rimettere ben presto il danaro, nè tralasciai di dire tutto quello che credetti più efficace per persuaderla alla richiesta, che gli feci colla maggior maniera che seppi; in fine

gli lessi la lettera stessa di V. A. Reale, facendogliela considerare in tutte le sue circostanze, ed aggiungendo come da per me tutto ciò che credetti dovesse fargli maggior impressione, ma la trovai sempre invariabile con dirmi, che era stato convenuto che le Gioie (diceva essa) e le rarità di questo Stato, dovevano rimanere in Toscana; che mandandosi fuori in ipoteca non sarebbero più tornate, con molte altre ragioni, che stimo superfluo enunciare; Presi da questo occasione di dire, che poteva S. A. Elettorale prendere un compenso di trovar essa col suo credito danaro, e prestarlo a V. A. Reale con quelle cautele e sicurezze, che avesse giudicate più convenienti; mi replicò Ella che non vedeva presentemente la necessità di ciò fare, mentre credeva molto lontani i timori fatti concepire a V. A. R. soggiunsi allora che le precauzioni prese in tempo potevano frastornare le idee, che potessero essere state concepite, ma che ad ogni evento era sempre ottimo consiglio esser preparati, e che quando il Danaro non fosse occorso, nulla o poco vi poteva essere di perdita. Vedendo però che colle mie ragioni nulla profittavo, stimai di dirgli, che S. A. Elettorale poteva più comodamente riflettere a quanto avevo avuto l' onore d' esporle, e che la pregavo a considerare quanto mi veniva espresso nella lettera che avevo ricevuta, e che mi presi la libertà di lasciarle per andare a riprenderla subito che S. A. Elettorale mi avesse potuta dare una positiva risposta. Sperai di profittare col tempo, e colle rimostranze che son andato facendo opportunamente in tutti questi giorni al Marchese Rinuccini, ma inutile e troppo tedioso diverrei a V. A. Reale se volessi spiegarle tutte le particolarità.

Jersera finalmente fui chiamato dalla Seren. Elettrice, e consegnandomi l' annesse lettere, mi disse, che non poteva Ella consegnare le Gioie dello Stato senza scostarsi dal convenuto, e replicando io, che almeno avrei desiderato di aver la consolazione di potere scrivere a V. A. Reale che essa per mostrarle il suo attacco e desiderio di conservarle questi Stati, avrebbe impiegato il suo danaro, ed il suo credito per som-

ministrare il modo di difenderli, ha sempre scansato di darmene una positiva promessa con dirmi, che non vedeva ora la necessità, nè è giovato il dire, che per non venire agli estremi era necessario pensarvi in tempo.

Fatto dunque quanto ho saputo, pensai che vantaggioso sarebbe sempre stato per l'interesse di V. A. Reale lasciar un adito aperto, perchè quando volesse far nuovo tentativo con questa Principessa, potrebbe prevalersi del più proprio canale, quale è quello del solo Marchese Rinuccini, mostrando di voler riconoscere da esso il felice esito di quest'affare, che a me non è riescito, e restando egli solo nella confidenza di V. A. Reale, e d'un tal Trattato, potrebbe forse gloriarsi di dare certi riscontri di quello zelo, che doviamo tutti avere per l'interesse e servizio di Vostra Altezza Reale.

Qui annesso dunque ritorno il foglio bianco firmato che V. A. Reale si compiacque confidarmi, provando sommo rammarico della congiuntura poco favorevole incontrata, e desiderando di comprovarle, non solo colle mie poche sostanze, che col sangue stesso il mio zelo, e fedeltà, ho l'onore d'inchinarmi umilmente ai Piedi.

Di Vostra Altezza Reale

Firenze 30 Gennajo $17\frac{41}{40}$

Umilissimo Servo, e Suddito
Carlo Ginori.

Esiste nella sopraddetta collezione epistolare.

Doc. XIII.

Lettera del granduca Francesco II al marchese Carlo Rinuccini per esortarlo a consigliare la Principessa Elettrice di venire alla conclusione per la vendita de' beni di Francia, e soprattutto a cedere le gioie dello Stato.

Très chér et fèal. J'ecris aujourd'huy à l'Electrice sur la vente des Allodiaux situés en France, et l'employ des deniers qui en proviendront en conformité de ce qu'Elle souhaite, et de ce que j'avois deja mandé au Prince de Craon.

Je compte donc cette affaire reglée, et que l'Electrice donnera sans rétards les ordres necessaires pour la terminer, c'est a dire pour vendre effectivement ces Allodiaux, et en employer le prix de la façon qu'Elle éstimera pour le mieux.

Il se présente une autre affaire, qui n'est pas de moindre consequence. J'en ecris aussi à l'Electrice, sans lui marquer en quoy elle consiste, pour ne La pas trop ennuyer, et je charge le Compte Ginori de luy en rendre compte. Il doit vous en parler, et vous l'expliquer aupravant;

Je compte trop sur vôtre zéle et sur vôtre attachement pour ne point expérer que vous contribuerés, autant qu'il dependra de vous, á engager l'Electrice á m'accorder ce que je luy demande, dont vous sentirés d'abord et la justice et la necessité, et dans la suite le souvenir que je conserverai de la reussite de l'un et de l'autre. Sur quoy je prie Dieu, qu'il vous ait, trés-cher et feal, èn sa sainte et digne garde.

A Vienne ce 16 Janvier 1741.

Signé — FRANÇOIS.

L'originale è nell'Archivio Centrale di Stato, *Scritture e Legazioni di personaggi di Casa Rinuccini*, Filza XIX, intitolata: *Lettere di vari Principi al marchese Carlo di detta casata.*

Doc. XIV.

Responsiva del marchese Rinuccini all' antecedente lettera indirizzatagli dal granduca Francesco II.

Altezza Reale

Il Senatore Marchese Ginori mi consegnò Lunedì sera la Clementissima Lettera di Vostra Altezza Reale in data dei 16 del mese corrente, dalla quale intesi quanto si degnò di significarmi intorno ai Beni Allodiali di Francia, e mi figuro, che a quest' ora V. A. Reale averà veduto dall' ultima Lettera responsiva che la Seren. Elettrice Palatina aveva creduto che la prima delle due proposizioni di V. A. Reale potesse essere la più propria a terminare più presto con sodisfazione reciproca questo piccolo affare, e mettersi al coperto dal temuto pericolo alla morte di S. A. Elettorale, che ha voluto anche in questa occasione informare nuovamente V. A. Reale delle sue più precise, e reverenti intenzioni, affine che V. A. Reale possa opportunamente dare le ulteriori sue savissime et accertate disposizioni su questa materia.

Dal canto mio non ho mancato certamente nella esecuzione di quelli ordini, che è piaciuto a S. A. Elettorale di darmi, di avere tutta la dovuta fedele attenzione ai voleri, e alle brame di V. A. Reale come ho procurato, e procurerò pure di fare nell' altro affare comunicatomi dal nominato Senatore Ginori intorno agli Argenti, e alle Gioie, che appartenevano alla Famiglia di S. A. Elettorale. S. A. Reale udirà dai più individuali ragguagli, che le vengono fatti, che gli Argenti, che rimangono, e che esistono in queste sue Guardarobe alla custodia dei suoi Ministri, non sono di un gran valore, e non possono fare un prodotto di un qualche rilievo. Toccante poi alle Gioie, per quanto il cuore di S. A. Elettorale sia naturalmente disposto a tutto ciò, che possa incontrare il genio riverito di

V. A. Reale, e chè sia tanto interessato nella conservazione, e difesa di questo suo Stato, non ha potuto risolversi a consentire di mandare altrove per impegnarle le Gioie predette, per quelle ragioni appunto che S. A. Elettorale si da l'onore di spiegare da se stessa a V. A. Reale, e che si è incaricato di narrarle più particolarmente il Senatore Ginori, col quale ho procurato di camminare di concerto nell'esporre più volte i motivi, che avevano indotto V. A. Reale di pensare per il pubblico Bene a questo straordinario espediente. Si è anche considerato col Senatore Ginori al riguardo necessario di non apportare qualche pregiudizio all'interesse di V. A. Reale nelle altre disposizioni di S. A. Elettorale relative al destino di queste Gioie, nelle quali e in ogni altra cosa bramo sommamente che V. A. R. ritrovi tutte le convenienze e sodisfazioni, che le sono dovute, e tutto risegnato alle sovrane determinazioni di V. A. Reale, che devono essere la regola d'ogni mia azione, imploro sempre più il Regio suo Patrocinio, e tutte le più frequenti occasioni di ubbidirla, e resto riverentemente inchinato ai Piedi

Di V. Altezza Reale

Firenze li 29 Gennaio $17\frac{41}{40}$

Umilissimo Servitore e Suddito
RINUCCINI.

Esiste in originale nel carteggio della Principessa Elettrice più volte citato.

Doc. XV.

Il granduca Francesco II con questa nuova lettera cerca di blandire la Principessa Elettrice sul tema de' beni di Francia, e sembra desistere dalla richiesta delle gioie.

. Madame ma Cousine

. J'ai vû avec Reconnoissance par les deux Lettres, que Vôtre Altesse Electorale m'a écrites les 17. et 29 du passé, qu'Elle consent á me passer un Contract de Vente de ses Allodiaux de France, en s'en reservant l'Usufruit, et la Possession, sa vie durante; C'est precisement ce qu'a proposé mon Conseil de Paris pour m'assurer ces mémes Allodiaux, qui me sont cedés par la Convention de Famille, dont cette Vente n'est qu'une confirmation ou une formalité requise, suivant les Lois des differentes Provinces, oú ces Allodiaux sont situés.

'Ce Contract exigeant beaucoup de Clauses et de Formalités, il ne peut gueres étre stipulé, que sur les lieux; C'est ce qui m'oblige de le faire minuter en France, pour ensuite le passer de la maniére qui sera estimée la plus solide; Je prie instament V. A. Elect. de vouloir ordonner á ses Gens d'affaires á Paris, d'agir sur cela de concert avec les miens.

Les Rentes Viagéres sur l'hotel de Ville, provenant de la Vente du Duché d'Alençon sont un fait a part. J'ai demandé au Roy de France la permission réquise pour me les transporter; J'espere aussi l'obtenir.

A l'égard des Bijoux, que j'avois prie V. A. Elect. de vouloir bien me permettre de donner pour sureté de quelques sommes dont j'ai besoin, et que je comptois trouver oú dans le Paijs ou á Gesnes; Il faut que je ne me sois pas assés expliqué.

Je sçais ce qui a été stipulé á cet égard, je ne pretendois pas aliéner ces Bijoux.

Mais s'avoue que les Circonstances présentes, ou mes Etats sont menacés d'Invasion, ou mes Revenus ordinaires ne suffisent pas pour subvenir aux Preparatifs que je me trouve forcé de faire, pour me defendre en cas d'Attaque, et ou enfin je ne puis me passer de quelques Resources, j'avoüe, dis-je, que ces Circonstances me paroissoint des Motifs asses fort pour avoir récours à de pareils moyens, en prenant les precautions les plus fortes et les plus efficaces pour retirer ces Bijoux dan le Tems, dont on seroit convenû. Mais puisque V. A. Elect. est d'un sentiment contraire, je n'y penserai plus, et tacherai de trouver d'une autre façon les moyens de parer le Coup, qui ménace mes Etats.

Je continue d'être avec un attachement tres parfait.

Madame me Cousine

A Vienne ce 19 Fevrier 1741.

Vôtre trés Aff. Cousin et Serviteur
Signé — FRANÇOIS.

Esiste in originale nella collezione preallegata.

Doc. XVI.

Responsiva della Principessa Elettrice alla precedente lettera del granduca Francesco II.

Serenis. Sig. mio Cugino Oss.

Il Principe di Craon mi consegnò Lunedì della passata settimana la benigna lettera, di cui mi onorò Vostra Altezza Reale ne' 19 del mese di febbraio, per dirmi colle consuete sue obbliganti espressioni sopra il noto affare dei Beni di Francia la sua savissima determinazione di commettere ai

Giureconsulti di Parigi di sua confidenza di minutare un progetto di contratto di vendita dei Beni predetti da passarsi fra V. A. Reale, e me, e non dubito, che quei Giureconsulti bene informati delle Leggi, e delli Statuti dei luoghi nei quali sono situati i beni in diverse provincie, concepiranno il progetto con tutte le clausole e formalità necessarie per produrre gli effetti, che V. A. Reale desidera di assicurare a me il possesso e godimento di quei beni e rendite, come ora le godo, nel rimanente della mia vita, e il loro intero passaggio senza alcuna difficoltà alla mia morte, nel dominio di V. A. Reale, la quale per compiacermi gentilmente anche in questo articolo, vuole avere la bontà d' impegnarsi, nel caso di vendita dei Beni, e rendite enunciate, di rinvestire il giusto prezzo nell' acquisto di Feudi, o altri beni vicini, e di convenienza dalla nostra Toscana, nel modo che ebbi l' onore di supplicarla. Spero che potranno anche esservi comprese le mie rendite sulla casa della città colla precedente permissione del Re, che V. A. Reale, si era degnata di domandare, affine di togliere il pericolo, che potrebbe esservi alla mia morte di perdere questo capitale, e benchè non mi sia noto a quali Giureconsulti di Parigi sia stata appoggiata la commissione della accennata minuta, non mancherò come brama V. A. Reale di descriverne quanto prima qualche cosa all' Abate Pennetti mio agente, se sentirò, che egli cominci a essere in grado di applicare dopo la seconda grave malattia ch' egli ha sofferto in breve tempo. Confido, che V. A. Reale si compiacerà di farmi comunicare questa minuta, e che mi permetterà di farla considerare con sollecitudine, per cercare unicamente il più perfetto adempimento dei suoi e dei miei desideri.

Ringrazio nel modo più ossequioso, et efficace V. A. Reale dei graziosi riguardi, che si è compiaciuta di avere per le mie divote suppliche, di conservare queste gioie, che spesso mi tentano di aggiungere loro qualche cosa nelle legature, o nelle pietre, e lo fo con molto piacere, dovendo servire per ornamento delle Serenissime Granduchesse. Provai una sodisfazione infinita in quei giorni, nei quali la nostra Regina,

V. A. R. il Serenis. il Principe Carlo, essendo in Firenze, si degnarono di adornarsene. Per quanto queste gioie sieno di qualche valore, essendo quasi da per tutto il denaro divenuto più raro, non ho creduto che se ne troverebbe una gran somma, e mi figuravo per alcune ragioni, che il pericolo di essere assalito questo Stato dalle Armi straniere, non fosse sì vicino, ma il mio sesso, e la mia situazione, non mi permettono di giudicare con intero accerto di queste materie, che sono più proporzionate allo spirito superiore, e alle migliori notizie di V. A. Reale, che non pongo in dubbio, che piglierà sempre a tempo, e coi più pietosi riguardi verso questo paese, le precauzioni necessarie per la sua conservazione, e difesa, nella quale piglio tutta la parte con un cuore sommamente affezionato a V. A. Reale, e chiedendole il lieto avviso della felicità del parto della Regina che aspetto con una grande impazienza, e per il quale porgo, e fo porgere ogni giorno i voti più fervorosi al Signore, imploro colla sua preziosa bontà le più frequenti occasioni di ubbidirla, e resto confermandomi a V. A. Reale coll'ossequio più reverente e sincero.

Di Vostra Altezza Reale

Di Firenze 12 Marzo $17\frac{41}{40}$

Aff. Cugina e Serva
ANNA MARIA ELETTRICE.

Esistente nella summenzionata collezione epistolare.

Doc. XVII.

Lettera del granduca Francesco all' Elettrice rivolta a fare un nuovo tentativo onde smuoverne la costanza sull' argomento delle gioie dello Stato.

Madame ma Cousine

Les Conjonctures présentes m'ayant obligé de changer les deux présents Porteurs d'une Commission trés intéressante pour

Votre Altesse Electorale et pour moi; j'ôse esperer de son amitié, qu'Elle voudra bien les écouter favorablement, ajouter foy à ce qu'ils luy diront de ma part, et séconder les justes précautions qu'il convient de prendre; Ce sera une nouvelle marque de sa bonté, qui m'obligera de continuer à être avec le très parfait attachement, qu'Elle me connoit,

Madame ma Cousine,

A Penneschau en Bohéme ce 30 Nov. 1741

Vôtre trés aff. Cousin et Serviteur
Signé — FRANÇOIS

Può riscontrarsi nella precitata collezione epistolare.

Doc. XVIII.

Risposta dell' Elettrice al granduca Francesco colla quale gli dichiara il suo fermo proponimento di non voler nulla cedere sul punto delle gioie.

Serenis. Sig. mio Cugino Oss.

Confesso a Vostra Altezza Reale, che fui sommamente sorpresa giovedì nel ricevere la sua lettera in data de' 30 del mese caduto da questo suo Sergente Maggiore delle Guardie del Corpo, e dal Tenente della sua Guardia Svizzera, che unitamente mi fecero una istanza pressante di consegnare loro tutte le Gioie, per trasportarle a Livorno durante il presente pericolo. Non potei consentirvi, perchè nell'oppinione, che ho del modo di pensare delle principali Nazioni, credo che il luogo più sicuro in qualunque evento per queste Gioie, sia di rimanere appresso di me a forma del convenuto; e sono persuasa, che alla gloria, e all'interesse stesso di V. A. Reale, non possa convenire di apportarvi alcuna alterazione. Spero che la mente superiore e

il cuore medesimo di V. A. Reale saranno di questo sentimento, e che ella continuerà ad avere per me i più benigni e graziosi riguardi, dei quali la supplico, siccome di tutte le opportunità di ubbidirla, e resto confermandomi a V. A. R. col solito reverente rispetto.

Di V. A. R.

Di Firenze 26 Dicembre 1741.

Aff. Cugina e Serva
ANNA MARIA ELETTRICE.

Esiste ugualmente nella precitata collezione.

Doc. XIX.

Il granduca Francesco II vuole scusarsi con l' Elettrice del fallito tentativo relativamente alle gioie, e nel tempo medesimo si lagna che tale sconcezza sia stata propalata al pubblico.

Madame ma Cousine

Je ai été extrémement surpris, que malagré les sages Précautions, que je ai crû devoir prendre dans les Circonstances presentes, malgré tous les egards, que je ai eùs jusqu'ici pour Votre Altesse Electorale dans toutes les occurrences, Elle ait donné a tout ce que j'ai fait, un Explication entierement contraire a mes bonnes intentions, et occasionné un Eclat, qui ne peut que faire un trés mauvais Effet dans le Monde, plus pour Elle, que pour moi. Il paroit, qu'il y a des Gens mal intentionnés, qui cherchent á donner une mauvaise tournure á toutes mes Actions, par lá troubler son repos, et lui donner une Idee d'un Caractere, qui ne me convient absolument point. J'espere, que V. A. Elect. reconnoitra toujours en moi les vrais sentimens, que j'ai pour Elle, et qu'Elle voudra bien désormais ne plus preter l'oreille aux insinuations, qui pourroient luy donner une impression contrai-

re, devant être persuadée, que je continue d'être avec un parfait attachement.

Madame ma Cousine

A Vienne ce 17 Janv. 1742.

Votre trés Aff. Cousin et Serviteur
Signé — FRANÇOIS.

L'originale esiste nella predetta collezione.

Doc. XX.

Dispaccio di Francesco II al principe di Craon capo della Reggenza, rammaricandosi del biasimo ovunque suscitatosi per l'indegno attentato commesso contro l' Elettrice.

Au Prince de Craon

Ce qui me surprend le plus de la conduite de l'Electrice, est, que tant que je m'efforce á Lui témoigner des attentions sans bornes, je trouve toujours que la méfiance envers moy augmente, comme Elle l'a encore témoigné dans cette derniere occasion, ou Elle a non seulement ténu une conduite extraordinaire dans sa Chambre, mais méme a poussé son extraordinaire jusqu á éclater hors du Pâis, comme il me révient de toute part. J'avoüe que un pareil procedé auroit lieu de me faire tenir une autre conduite, mais je veux pourtant Lui démontrer et pousser les attentions jusqu'au bout, et ne Lui écrivant que ce que vous voiez par ma Lettre. Quoiqu'il paroisse que le Caractere de cette Princesse soit fort vif, prompt et de fort peu de réflexion, je ne puis cependant m'imaginer que tout ceci ne soit fomenté par quelques Gens du Pais, qui cherchent de nourir dans l'Electrice les soupçons, qu'il paroit qu'Elle a eû en toute occasion sur ma façon de penser pour Elle; comme vous savez que cela est absolument contraire á mon Caractére, je souhaite que

vous employéz, vos plus exactes attentions á tacher de découvrir pareils Gens, pour pouvoir en faire un exemple sevére; comme je sais que le M. Rinuccini m'est fort attaché et a du credit sur l'esprit de cette Princesse, vous pouvez le conseiller en sécret sur ce dernier article, pour qu'il tache de son coté de découvrir de pareils Caracteres, cela interessant trop mon service et l'honneur de l'Electrice, que de pareilles scenes ne paroissent plus dans le Public, lesquelles, quand elles sont approfondies et mises au jour, ne peuvent que rétomber sur Elle, ce qui me causeroit toujours beaucoup de peine. Comme je crois qu'il ne seroit pas mauvais que ce que je vous mande ici fût scû, vous pourez le communiquer, comme de vous, et en confiance á quelques Personnes, qui le fasse passer plus loing etc.

17 Janvier 1742.

Signé — FRANÇOIS.

Archivio Centrale di Stato, *Dispacci e Lettere a vari*, dal 1742 al 1744.

Doc. XXI.

Altro dispaccio di Francesco II diretto al marchese di Stainville suo incaricato d' affari alla corte di Francia per dargli mendicate spiegazioni in quanto all' affronto fatto all' Elettrice per strapparle di mano le gioie dello Stato.

Au Marquis de Stainville

Nous avons récu votre Lettre du 17 Janvier dernier si nous ne vous avons pas envoié jusqu'á present un détail de ce qui s'est passé á Florence avec Mad. l'Electrice, la raison en est que nous avons toujours éu pour cette Princesse des égards, qui nous ont fait tacher de cacher au Public l'affreux ridicule qu'Elle s'est donnée dans la sus decte affaire, et nous

aurions fort souhaité par cette méme raison qu'elle ne fût pas du tout éclatée; mais puisqu'il paroit par la votre, que le Ministre n'est point informé de la verité du fait, et au contraire qu'on a cherché a y donner une tournoure desavantageuse, cela nous oblige á passer sur ces considérations, et á vous instruire de ce qui s'est passé. Sur les bruits reitirez et réels des mouvemens des Espagnols en Italie, et sur les mouvemens que ces mémes bruits occasionnóient á Florence, Ville ouverte et sans garnison, nous avons crû qu'il étoit á propos de faire transporter les meubles les plus précieux et par conséquent les pierreries de la Couronne dans l'ancienne forteresse de Livorne, vous verrez par les Copies cy jointes dè la Lettre ecrite á l'Electrice, de l'instruction donnée á Ceux qui ont été chargez de nos ordres, et par leur relation, qu'il n'y a pas un seul mot de vrai dans le raport que l'on a fait de cette affaire á M. Amelot, et qu'il n'a jamais été question d'effects appartenans á l'Electrice, mais á nous, suivant la Convention faite avec cette Princesse, en vertu de la quelle nous sommes dez á present Maitres de la succession Mobiliaire, qui Lui appartenoit incontestablement avant la Cession qu'Elle nous en a faite, et qui est á notre libre disposition, desorte que nous ne vóions pas, quelle influence a Transport de nos effets d'un lieu á un autre peut avoir avec la prétension de l'Espagne sur les Allodiaux de la Toscane.

Tout ce que dessus bien rémontré, comme vous dévéz le faire, otéra sans doute toute prevention sur ma façon d'agir avec l'Electrice, et tout prétexté á la France de se dégager de sa Garantie, sur la quelle nous comptons toujours.

Vienne le 7 Fevrier 1742.

Signé — FRANÇOIS.

Archivio Centrale di Stato, *Dispacci e Lettere a vari*, dal 1742 al 1744.

Doc. XXII.

Inventario delle Gioie dello Stato di Toscana fatto legalmente compilare dalla Principessa Elettrice de' Medici il di 10 *marzo* 1740 *(Ab Incar.), alle quali ella pure aveva aggiunte alcune delle proprie gioie.*

I. Una custodia tonda e alta coperta di velluto cremisi, entrovi

Una Corona Granducale di piastra d' oro, sopra la fascia della quale vi è un giglio di rubini cogoli, e intorno intorno diciassette punte lavorate di bassorilievo con smalti di diversi colori ornata tutta di centocinquantadue pietre orientali, cioè Diamanti, Rubini, Zaffiri e Smeraldi.

II. Un cassettino quadrilungo d' acciaio di colore violetto, entrovi

Un gran diamante faccettato da una parte e dall' altra, di peso carati centoquaranta contornato da un sottile serpente tutto tempestato di piccoli diamanti, il quale colle sue branche sostiene per aria il detto diamante. (Esso è il diamante citato alla pag. 27 del testo in *nota*).

III. Una custodia ovale coperta di sommacco rosso, entrovi

Due gran diamanti di fondo di gran vista di figura quadrangolare, legati in acciaio e rapportati in castoni d' oro, smaltati di bianco e nero, ciascheduno de' quali contornato di trenta piccoli diamanti simili, e detti castoni congiunti insieme con un gancio d' oro, sopra di cui vi è un altro piccolo diamante di fondo.

IV. Una custodia lunga coperta di velluto cremisi, entrovi

Una Collana di quarantacinque diamanti grandi di fondo, e in tavola di varie grandezze, legati in castoni d' oro smaltati di bianco e turchino e infilati con due cordoncini.

V. Una custodia coperta di sommacco rosso, entrovi

Una Croce da Cavaliere dell'Ordine di Santo Stefano con quattro spicchi di granati di Soria, tramezzati di quattro diamanti grandi triangolari a faccette, sotto ai quali negli angoli interni vi sono quattro piccoli diamanti simili, e sopra ciascheduno di detti diamanti grandi vi sono tre minori disposti a forma di giglio. La croce pende da una catena composta di otto diamanti simili, sopra la quale vi è una borchia o sia passante formato di un grosso diamante a faccette contornato di dodici diamanti simili minori, e tutti legati a giorno,

VI. Una custodia quadrilunga coperta di pelle nera alla Sagri, entrovi

Un arriccia-cappello formato di due borchie, e un cappio tra l'una e l'altra, e in tutto contiene sessantuno diamanti a faccette di varie grandezze.

Una fibbia d'oro per il cinturino del cappello composta di dodici diamanti simili.

Un bottone di un diamante grosso simile per il collino della camicia.

Due bottoni composti ciascheduno di dodici diamanti per i polsetti della camicia.

Due fibbie per le scarpe ciascheduna contenente sedici diamanti simili.

Due fibbie per i cinturini de' calzoni ciascheduna contenente venti diamanti simili.

VII. Una custodia lunga coperta di pelle nera alla Sagri, entrovi

Un cinturino per il cappello composto di dugentonovantaquattro diamanti di varie grandezze.

VIII. Una custodia piccola quadrangolare coperta di pelle nera alla Sagri, entrovi

Un cappio composto di centoventicinque diamanti a faccette di varie grandezze, il maggiore de'quali che è posto

nel mezzo un poco gruppito, e della figura di un mostacciuolo, pesa grani settantotto.

IX. Una custodia centinata coperta di pelle nera alla Sagri, entrovi

Due pendenti ciascheduno con due diamanti a faccette quadrangolari, e tre gocciole faccettate da tutte due le parti bucate pendenti con cinque piccoli brillanti per guarnimento. I quattro suddetti diamanti a faccette pesano grani novantadue, e le sei gocciole pesano grani centosessantotto.

Una gioja da collo composta di trenta diamanti, che sette gocciole faccettate da tutte due le parti bucate pendenti.

Un pennino composto di diciannove brillanti che tre gocciole faccettate come sopra bucate pendenti.

Un pennino composto di dodici brillanti, che due gocciole faccettate come sopra bucate pendenti.

Un anello con un brillante ottangolare colore di rosa con due brillantini cristallini per parte sul gambo.

X. Una custodia coperta di sommacco rosso, entrovi

Uno Spillo tondo da testa composto di diciannove diamanti, che diciotto lavorati a schiena e legati a giorno, nove dei quali formano i raggi di una stella e altri nove il contorno con un piccolo diamante a faccette nel centro.

XI. Una custodia centinata coperta di sommacco rosso, entrovi un fornimento di brillanti cristallini e gialli, cioè

Un Alamaro o sia Gioia da petto composta di dugentotrentasette brillanti, che centonovantatre cristallini, e quarantaquattro gialli, dei quali quello del mezzo pesa grani settantanove e mezzo, e quello pendente a gocciola pesa grani settantanove.

Due orecchini formati di due buccole, nel mezzo delle quali un brillante giallo contornato di piccoli brillanti cristallini, sotto alle quali un cappietto di brillanti simili, nel nodo del quale un piccolo brillante giallo, e a questi pendono due perle a pera, le quali pesano carati quarantacinque. I

due pendenti contengono in tutto cento ventotto brillanti, che quattro di colore giallo.

Una Gioia da collo composta di quarantuno brillanti, che sette di essi gialli, e contiene in mezzo un bottone di perla che pesa carati undici.

Un pennino composto di venticinque brillanti, che due di essi gialli, fra i quali uno a faccette.

Un pennino composto di venti brillanti, che sei di essi gialli.

Un pennino composto di diciotto brillanti che due di essi gialli.

Un pennino composto di dodici brillanti, che uno a gocciola, bucato pendente, di peso grani settantadue, e altro piccolo giallo.

XII. Una piccola custodia a bauletto coperta di pelle nera alla Sagri, entrovi

Un anello con un diamante a faccette vistoso quasi rotondo di colore giallo, di peso grani trentadue.

XIII. Una custodia coperta di pelle nera alla Sagri, entrovi

Un cappio da portare in petto composto di quattrocentosei brillanti, nel mezzo del quale risiede un gran topazzo orientale di figura ottagona, che pesa carati cento ottantanove, e mezzo.

XIV. Una custodia quadrilunga coperta di sommacco rosso, entrovi un fornimento di perle, ornato di diamanti a faccette, cioè

Un Alamaro composto di diciassette perle a pera che tutte insieme pesano carati quattrocentodiciassette, guarnito di novantatre diamanti.

Un paio di orecchini, ciascheduno dei quali contiene un bottone di perla per buccola e tre perle a pera pendenti e sono ornati ambedue di sedici diamanti.

Un pennino di due perle a pera, ornato di diciotto diamanti.

Un pennino di una perla a pera ornato di diciotto diamanti.

Un pennino di una perla a pera ornato di diciotto diamanti.

Un pennino di una perla a pera ornato di quindici diamanti.

Un pennino di una perla a pera ornato di quattordici diamanti, che uno a gocciola.

Un pennino di una manina smaltata di nero che sostiene una perla grossa bislunga, ornato di otto diamanti.

Due perle a pera sciolte.

XV. Una custodia ovale coperta di sommacco rosso, entrovi

Un vezzo di ventinove perle di peso carati dugentoquarantatre al netto.

Un paio d'Orecchini, che hanno per buccola un diamante a faccette, e una perla a pera pendente per ciascheduno, e queste due perle pesano carati sessantasei.

XVI. Una custodia ovale coperta di sommacco rosso, entrovi

Un vezzo di quarantuna perla di peso carati cento cinquanta al netto.

Un paio di Orecchini che hanno per buccola un brillante contornato di tredici piccoli brillantini e una perla lunga pendente per ciascheduno, e queste due perle pesano carati cinquantacinque.

XVII. Una custodia a mezzo cerchio coperta di sommacco rosso, entrovi

Tre fila di ottantadue perle grosse tonde per ciascheduno, che in tutte sono dugentoquarantasei perle, e pesano once quindici e denari dodici che sono carati duemila dugentotrentadue.

XVIII. Una custodia quadrangolare coperta di sommacco rosso, entrovi

Due fila compagne di centonovantacinque perle per ciascheduno minori delle sopraddette, sono in tutte perle tre-

centonovanta, e pesano once sette, danari dieci e grani dodici, che sono carati millesettantuno.

XIX. Una custodia grande ovale coperta di velluto cremisi, entrovi un fornimento di rubini, cioè

Una Collana di rubini legati in oro con smalti di vari colori composta di settantatre pezzi, e trentasette contengono sette rubini per ciascheduno, e trentasei contengono tre rubini per ciascheduno, tutti di varie grandezze.

Un paio d' orecchini, ciascheduno de'quali contiene cinque rubini maggiori, che tre a gocciola, e ognuno di questi orecchini è ornato di settantadue piccoli rubini.

Un paio di manigli, ciascheduno de' quali è composto di ventiquattro pezzi di tre rubini l'uno.

Una Borchia tonda con un rubino maggiore in mezzo e otto altri minori intorno.

Un rubino cogolo a gocciola legato a giorno, pesa colla legatura carati trentanove.

Un rubino balascio cogolo lustrato, pendente a un cappio d' oro smaltato di nero, il quale insieme col detto cappio pesa carati dugentoquarantuno e mezzo.

XX. Una custodia quadrilunga coperta di sommacco rosso, entrovi un fornimento di balasci guarnito di brillanti, cioè

Un Alamaro da petto composto di cinque borchie tonde, ciascheduna delle quali contiene in mezzo un gran balascio, e intorno sono spartite con quattro brillanti, e quattro rubini tramezzati di venti piccoli brillanti.

Una Croce composta di sei balasci quadri compreso il passante con sua catena di brillanti, e altri quattro negli angoli di detta croce.

Un paio di orecchini di due balasci per ciascheduno, che uno di figura ottagona per buccola e l' altro a gocciola pendente con tre brillantini nel cappietto.

Un pennino di un rubino colore di rosa di figura ottagona, ornato di ventisette brillanti.

Un pennino di un rubino color di rosa di figura ottagona bislungo pendente, ornato di diciotto brillanti.

Un pennino di due balasci ottagoni, che uno di essi pendente, ornato di ventotto brillanti.

Un pennino di due balasci ottagoni, che uno di essi pendente, ornato di venticinque brillanti.

Un pennino di due balasci ottagoni, che uno di essi pendente, ornato di ventitre brillanti.

Un pennino di un balascio grande ottagono, ornato di ventiquattro brillanti.

Un pennino di un balascio ottagono col contraffiletto intorno la tavola, ornato di ventiquattro brillanti.

Un pennino di un balascio ottagono, ornato di ventidue brillanti.

Un pennino di un balascio ottagono ornato di venti brillanti.

Un pennino di un balascio ottagono, ornato di diciotto brillanti.

Una fermezza di due balasci ottagoni ornata di ventisette brillanti.

Una fermezza di due balasci quadri ornata di ventisette brillanti.

Un anello di un rubino di figura ottagona quasi rotondo brillantato intorno la tavola, con un brillante per parte.

Un anello di un rubino di figura ottagona un poco bislunga con un brillante per parte.

XXI. Una custodia quadrangolare coperta di sommacco rosso, entrovi un fornimento di zaffiri ornato di brillanti, cioè

Un Alamaro o sia gioia da petto composto di sei zaffiri ornato di dugentotre brillanti, che uno di detti zaffiri a gocciola pendente pesa carati cento ottantaquattro.

Un paio di Orecchini, cioè buccola e gocciola di zaffiri che le buccole di figura ovale, ciascheduna di esse contornata di sedici piccoli brillanti; le due gocciole pesano carati novantaquattro.

Una Gioia da collo composta di due zaffiri, che uno tondo liscio come un bottone posto nel mezzo di un cappio, nel quale vi sono quarantotto brillanti, e l' altro zaffiro a gocciola cogolo liscio pende da detto cappio e pesa carati sessantadue, e mezzo.

Un pennino di due zaffiri ottagoni che uno faccettato e l'altro brillantato e questo pendente, ornato di diciannove brillanti.

Un pennino di uno zaffiro grande ottagono brillantato ornato di ventisei brillanti.

Un pennino di uno zaffiro quadro ornato di diciannove brillanti, due de' quali pendenti.

Un pennino di uno zaffiro grande ovale brillantato, ornato di diciotto brillanti.

Un pennino di uno zaffiro quadrilungo brillantato, ornato di diciassette brillanti, che uno di essi pendente.

Un pennino di uno zaffiro ottagono faccettato, ornato di diciassette brillanti.

Un pennino di uno zaffiro ottagono bislungo pendente, ornato di quindici brillanti, che uno di essi pure pendente.

Un pennino di uno zaffiro ottagono un poco bislungo brillantato, ornato di quattordici brillanti.

Un pennino di undici brillanti, al quale pende una gocciola di zaffiro faccettata da tutte le parti.

Dieci alamari, a guisa di fermezza a mostacciuolo con uno zaffiro grande in mezzo per ciascheduno, che sei zaffiri di figura quadraugolare, uno dei quali faccettato sopra la tavola, e quattro di figura ottangolare, ciascheduno di detti Alamari ornato con diciotto brillanti.

Un anello di uno zaffiro ottagono faccettato con un brillante per parte.

Un anello di uno zaffiro tondo cogolo liscio a foggia di bottone, la metà colore di topazzo con un brillante per parte.

XXII. Una custodia coperta di Sagri nero, entrovi

Una Spada con guardia d' argento dorato, ornata di diamanti a faccette di varie grandezze, nella guardia vi sono

trecento trentasette diamanti, nel gancio del fodero vi sono quattordici diamanti simili e nel puntale ventisei, che in tutti sono trecento settantasette diamanti.

XXIII. Una custodia coperta di pelle nera alla Sagri, entrovi

Una Spada da Corte con guardia, impugnatura, ghiera, gancio e puntale d'oro smaltati di bianco il tutto ornato di centoquattro diamanti a faccette di varie grandezze.

XXIV. Una custodia di velluto cremisi, entrovi

Una Spada con guardia d'oro all'antica smaltata di bianco e verde con alcuni piccoli diamanti, e rubini.

XXV. Una custodia coperta di pelle nera alla Sagri, entrovi

Una mazza d'appoggio di tartaruga bionda, col pomo lungo d'argento di lavoro traforato, nel quale vi sono dugentosettantanove diamanti a faccette di varie grandezze, e altri otto diamanti simili nel cerchietto in fondo a detta mazza.

Firmata — Io Anna Maria Elettrice Palatina affermo quanto sopra, et in fede mano propria.

A dì 10 Marzo 1740 ab Inc.

Costituito io Notaro infrascritto d'avanti, ed in cospetto di S. A. Elett. la Ser. Anna Maria Luisa Elettrice Palatina del Reno ec. Gran Principessa di Toscana ec. figlia di S. A. R. il Seren. Cosimo Terzo Granduca di Toscana di G. M. per causa ed occasione di riconoscere il sopraddetto Inventario, e specialmente la soscrizione e firma della medesima A. S. Elett. in piè di esso fatta, quale da me letto, e da Essa ben visto e considerato, asseri con suo giuramento per me deferitole, e da Essa preso in verbo principis, essere vero il

contenuto di esso, e perciò averlo sottoscritto di sua propria mano e carattere. In quorum fidem ec.

(L. S.) Ego Jacobus olim Ser. Johannis Vinceslai de Vincis J. U. D. Civis et Not. pub. Flor. de praedicta recognitione rogatus in fid. me subscrissi ad Dei laudem, solitoque mei not. sigillo subscriptione munivi.

Nos Proconsul, et Consules Almi Collegii Judicum et Notariorum Civitatis Florentiae fidem facimus, et publice attestamur retroscriptum Dominum Jacobum Vinci fuisse et esse talem qualem se facit legalem, et fide dignum, eiusque scripturis, et subscriptionibus semper adhibitam fuisse et ad praesens adhiberi plenam, et indubitatam fidem in iudicio, et extra ab omnibus indifferenter; In quorum testimonium praesentes fieri jussimus nostri soliti sigilli impressione munitas. Datum Florentiae hac die 13 Martii 1740 ab. Inc.

(L. S.) Michael Angelus Gamucci Canc.

Noi infrascritti Negozianti nella piazza di Firenze attestiamo il soprascritto Sig. Dott. Jacopo Vinci essere tale quale si fa, et alle sue scritture e soscrizioni si presta piena e indubitata fede, tanto in giudizio che fuori da tutti indifferentemente; e perciò ci siamo sottoscritti di nostra propria mano questo dì 13 Marzo 1740 ab. Inc. in Firenze.

(L. S.) Gio. Frescobaldi e F.°
Andrea Chiavistelli
Cosimo del Sera q. Alessandro
Compagni e Libri.

Estratto dall' Archivio Centrale di Stato. e precisamente dalla Filza n° XXV intitolata: *Recapiti risguardanti l' eredità della Serenissima Elettrice* ec.

Doc. XXIII.

Particola *di Testamento della Principessa Elettrice del dì* 5 *Aprile* 1739 *consegnato ai Rogiti del Notaro Dottor Iacopo Vinci.*

Dispose, e dispone (detta Principessa), che di tutte le Gioje, che si troveranno nella di Lei Eredità, detratte quelle lasciate per Legato come sopra, se ne faccia Inventario, e si unischino alle Gioje provenienti dalla sua Famiglia, e che si chiamano dello Stato, ad effetto che l'uso di esse deva servire per ornamento dei Serenissimi Granduchi, e Serenissime Granduchesse Regnanti di Toscana, per dovere tutte sempre, et in perpetuo conservarsi in questa Città di Firenze, insieme con tutte le Statue, Pitture, Medaglie, et altre rarità singolari ritrovate nell'Eredità della Famiglia già Regnante della Serenissima Testatrice; ed a forma della Convenzione fatta con S. A. R. in Vienna ne' 31 Ottobre 1737, dovendo pure tutti i Beni Stabili, e Rendite possedute ora da S. A. Elet. nei Regni di Francia, e di Napoli, e nello Stato Ecclesiastico, possedersi dopo la sua morte da S. A. R. e da ogni Serenissimo Granduca di Toscana Regnante *pro tempore* in perpetuo, secondo le precise intenzioni, che ebbe S. A. Elettorale nel fare la nominata Convenzione con S. A. R., alla quale a tenore pure di detta Convenzione S. A. Elettorale raccomanda premurosamente la più pronta sodisfazione dei debiti di tutti i Serenissimi Principi della sua Casa, e la manutenzione del Credito dei Fondi Pubblici di questa Città, e dell'altre parimente dello Stato

Il Testamento dell'Elettrice che riassume tutte le disposizioni integrate nella Convenzione del 1737 a favore del pubblico e dello Stato, può riscontrarsi tanto nell'Archivio Mediceo, quanto nella serie degli Atti solenni, esistenti presso l'Avvocatura Regia.

Doc. XXIV.

Particola *di lettera della Principessa Elettrice al granduca Francesco II de' 7 ottobre 1740, con cui gli accompagna un esemplare delle sue disposizioni testamentarie.*

La supplico nuovamente quanto mai so e posso a degnarsi di provvedere colla sua Sovrana Autorità, acciò sieno perfettamente adempite le accennate mie disposizioni, e le altre Cedole o Biglietti, che in futuro da me venissero fatte, e firmate di mio proprio pugno, siccome ancora la Convenzione, che si fece in tutte le sue parti, ed a forma degli impegni presi da V. A. R., e particolarmente nell' esatta sodisfazione di tutti gli obblighi, e debiti dei Principi, e Principesse della mia Casa, e nel mantenimento del Credito dei Fondi Pubblici.

Esistente in copia autentica fra le carte governative che si conservano nel Ministero degli Affari Esteri di Firenze relative alle vertenze e negoziati passati fra le corti di Toscana e d' Austria in quanto a *Luoghi di Monte.*

Doc. XXV.

Nota delle medaglie d' oro di diverse grandezze attinenti all' Eredità della Principessa Elettrice richieste e mandate a Vienna dopo la di lei morte.

Due medaglie del Serenissimo Elettore Gio. Guglielmo Palatino con la sua impronta Elettorale a cavallo dell' anno 1711 come Vicario dell' Imperio, con sua iscrizione intorno. Nel rovescio, due figure nude cioè Ercole e Atlante, che sostengono il mondo, con la seguente iscrizione intorno — *His tuto concredere possum* —

Una medaglia colla impronta del sopraddetto Serenissimo

Elettor Palatino senza iscrizione intorno. Nel rovescio, l' arme spiegata con tre scudi del Blasone dell' Imprese dell' Altezza S. E., e nel mezzo quello del pomo d' oro dell' Impero come Vicario del medesimo, e questi nel corpo dell' Aquila a due teste con l' ali spiegate col seguente motto intorno — *Ales custodit Poma sub ala* —

Una medaglia con l' impronta del suddetto Serenissimo Elettore Palatino come Vicario dell' Imperio con sua iscrizione intorno. Nel rovescio, la seguente iscrizione:

MDCCXI

Ecce Palatino crevit reverentia Monti
Exultatque habitante Deo potioraque Delphis
Supplicibus late Populis oracula pandit

Claud. de VI. Cons. Honorij.

Una medaglia coll' impronta del predetto Serenis. Elettor Palatino armato, e laureato con i due ordini del Tosone, e di S. Uberto, e con l'inscrizione intorno del di lui nome. Nel rovescio, l'arme di S. A. E. divisa in tre scudi, nel corpo dell' Aquila Imp. come Vicario dell'Imperio ornata con i sopraddetti due ordini pendenti dalla medesima con la seguente inscrizione intorno.

MDCCXI

Ejusque in Palatinatu Reni, Sveviae, et Franconiae jure provisor, et Vicarius.

Una medaglia coll'impronta suddetta, e armato coll'ordine del Tosone pendente davanti coll' iscrizione del suo nome intorno. Nel rovescio, un Vascello in acqua con vele gonfie, e con la seguente iscrizione intorno — *Dominus virtutum nobiscum* — Nello stendardo del detto vascello sono le armi dell'A. S. E. come Ammiraglio del Reno. La suddetta Medaglia ha la sua maglia con campanella d' oro, che serve per attaccarsi a una collana

Una medaglia coll'impronta del Granduca Ferdinando Secondo armato coll' iscrizione — *Ferdinandus II Magnus Dux*

Etruriae V — Nel rovescio, una pianta di rose col seguente motto intorno — *Gratia obvia ultro quesita* —

Una medaglia coll'impronta del Granduca Ferdinando Secondo armato da giovane fatta da Gaspero Mola nel 1622 con la seguente iscrizione intorno — *Ferdinandus II Magnus Dux Etruriae* — Nel rovescio, le sei palle dell' arme nel mezzo delle quali la Corona granducale, per la quale passa lo scettro col seguente motto intorno — *Premia Virtutis* —

Una medaglia coll' impronta del Serenissimo Infante Don Carlo di Spagna con la seguente iscrizione intorno — *Carolus D. G. Inf. Hisp. M. Etrur. Princeps Parmae et Plac. Dux* — Nel rovescio, una femmina in piedi vestita, che tiene con la mano destra il Giglio di Francia, col motto intorno — *Spes publica* 1731 —

Una medaglia col presente Re di Napoli armato con la seguente iscrizione intorno — *Carolus D. G. Utri. Sic. et Hier. Rex Hisp. Inf.* — Nel rovescio, una spada nuda incrociata con un ramo di olivo con sopra Corona Reale intorno la seguente iscrizione. — *Peractis Imperiis Decus.* 1735 —

Una medaglia coll' impronta del Re e della Regina sposa di Napoli con la seguente iscrizione intorno cioè — A quella del Re — *Carolus* — A quella della Regina — *Amalia* — e sotto ai medesimi le seguenti lettere — *V. S. R R. P. P. F. F.* — Nel rovescio, la seguente iscrizione — *Venturo letentur ut omnia seclo.* 1738 —

Una medaglia con i due scudi delle armi di Spagna, e di Pollonia coronati con la seguente iscrizione intorno — *Permixti heroes.* 1738 — Nel rovescio, in una cartella la seguente iscrizione — *Surgat gens aurea mundo* —

Una medaglia col ritratto del Seren. Granduca Cosimo VI[a] coll' iscrizione intorno — *Cosmus VI D. G. Mag. Etr. Dux* — Nel, rovescio la Fama sostenuta da nuvole suonando la tromba dalla quale pende lo stendardo coll' arme di Palle colla seguente iscrizione — *Fama extendere factis* — La detta meda-

(a) Nell' originale si legge VI invece di III, errore derivato dal numero VI scolpito nella medaglia, il quale deve riferirsi alla serie de' granduchi.

glia ha la sua presa bucata, che serve per passarvi il cordone esistente in una custodia coperta di pelle rossa, pesa once 7 e denari 19. —

Questa Nota esiste fra le carte dell' Elettrice Palatina nell' Archivio Mediceo, incorporato a quello Centrale di Stato, dalla quale inoltre apparisce, che le dette medaglie pesavano libbre toscane 2. 9. 9. — (Acquisto Rinuccini).

Doc. XXVI.

Nota *delle Gioje dell' Elettrice richieste e mandate a Vienna il dì* 23 *marzo* 1748.

Un fornimento di mezzo bruno composto di zavacchio, e diamanti a faccette consistente in un alamaro, vezzo, cappio, e cascata, due orecchini, quattro bottoni da camicia, e otto per alzatura, due smanigli, e un oriuolo con mostra smaltata, e catena simile con sigillo.

Una croce con basso rilievo in mezzo d' elitropio contenente la faccia del Salvatore ornata di diamanti, brillanti e rubini con suo passante simile.

Una crocetta con brillante bianco in mezzo, e quattro diamanti a faccette pagliati con quattro rubini negli angoli e suo passante simile.

Uno spillo tondo con un diamante a faccette giallo in mezzo ed attorno cinque brillanti e cinque rubini.

Una croce con una amatista in mezzo e quattro brillanti gialli attorno, e otto bianchi col suo passante con un amatista, due brillanti gialli e quattro bianchi.

Una fermezza da braccio con un granato grosso in mezzo, e attorno otto brillanti gialli e otto bianchi.

Una croce con un topazzo orientale in mezzo con quattro brillanti grossi, e otto piccoli, e suo passante d' un brillante.

Un' altra croce con un topazzo grosso quadro in mezzo, ornato con otto diamanti color di rosa e nove brillanti bianchi con suo passante con diamanti in mezzo color di rosa, e quattro diamanti sugli angoli.

Un' altra croce di zaffiro entrovi intagliato un Crocifisso con quattro brillanti attorno, e suo passante di brillanti.

Una detta consistente in quattro rubini legati insieme e sei diamanti fra i quali uno a gocciola con suo passante d' un brillante.

Una detta fatta a medaglia di rubini (legati insieme) e diamanti parte brillanti e parte a faccette con una gocciola bucata in fondo, e suo passante con un brillante.

Un anello con un brillante e un rubino, e due piccoli brillanti nel mezzo.

Uno detto con un rubino in mezzo e due brillanti attorno con il cerchio ornato tutto di piccoli brillanti.

Una fermezza da braccio con un brillante grosso in mezzo, quattro brillanti e quattro rubini attorno colle staffe ornate di brillanti piccoli.

Una detta con un brillante giallo in mezzo, e quattro rubini, e quattro brillanti attorno al suddetto colle staffe ornate di brillanti.

Una detta con mani in fede in un rubino di figura ovale bislunga ornata d' otto brillanti smaltato di verde.

Uno smaniglio fatto a rabesco con tredici rubini guarniti di brillanti di più grandezze.

Un anello con un brillante giallo quadro in mezzo, e due bianchi sul gambo smaltato di turchino.

Un anellino con un brillante in mezzo color verde quattro bianchi e due color di rosa.

Esiste del pari questa *Nota* o *Inventario* fra le carte precedentemente citate (Acquisto Rinuccini).

Doc. XXVII.

Nota di altri oggetti preziosi richiesti e mandati a Vienna dalla Reggenza di Toscana in detto anno 1748, *provenienti dall' Eredità Medicea.*

Una pietra Belzued grossa occidentale.

Una simile minore di Goa.

Undici piccole di Malaga.

Una simile del Messico.

Tre pietre di Cocera.

Una scatoletta che contiene due pietre Belzued piccole, che una legata in oro.

Una pietra simile di Cervio di Persia.

Tre scatolette entrovi pietre simili.

Dodici pietre Belzued mezzane e piccole.

Una palla grande di pietra Belzued, legata in argento con due palme simili che la tengono ferma, con pedino d' argento lavorato a cesello.

Due sottocoppe d' oro lavorate di cesello con piede simile; due pietre Belzued grosse legate in oro con catene simili d' oro.

Una cassetta per dette robe foderata dentro di velluto rosso guarnita di gallone d' oro coperta per di fuori di broccato d' oro.

Je Certifie que le Belzued specifié icy dessus, de meme que la Cassette est eté envoyé, et recu icy le 23 May 1748.

Firmato — TOUSSAINT.

Esiste parimente questa terza *Nota* fra le carte dell' Archivio Mediceo già più volte citate (Acquisto Rinuccini).

Doc. XXVIII.

Il granduca Francesco II non avendo potuto ottenere le gioje dello Stato dalla Principessa Elettrice chiede denari alla Reggenza

Au Comte de Richecourt

Nôtre départ pour l'Armée est cause du retard de la reponse à celles de vos Lettres qui en demandoient. Le Conseil des Finances recevra nos ordres sur ce qui regarde les fourages.

Toussaient Nous a rendu compte des remises que vous lui faites, jusqu'á ce que les circonstances changent, vous pouvés les continuer de cette façon, non seulement pour cette année, mais aussi pour ce qui est redû de la derniere; Et comme les revenus ordinaires pouront ne pas suffire, il est d'autant plus necessaire de penser á quelques resources extraordinaires que la Campagne nous engage à des depenses imprevue, desorte que ce que Nous avons demandé n'étant pur et simplement que pour l'entretien de Nôtre Cour, il faut absolument nous envoier 60 á 80^{m} Flor. au delá pour les fraix de la Campagne, et pour cet éfet il auroit été á propos, dés le commencement de cette annèe, de continuer le Don gratuit, dans le quel il faut tacher de faire concourir les Ecclesiastiques, et les Lieux pieux Laics, les uns et les autres tenant leurs benefices de nous, ou de Nos Prédecesseurs, il est juste qu'ils contribuent dans certains cas, come Nos autres Vassaux.

Vienne, le 11 Août 1742.

Signé — FRANÇOIS.

Archivio Centrale di Stato, *Dispacci e Lettere del Granduca a vari*, dal 1742 al 44.

Doc. XXIX.

Dispaccio del conte di Richecourt capo della Reggenza toscana all' Imperator-Granduca sul progetto di creare de' debiti nel Granducato a favore della corte imperiale.

Sacrée Majesté

J'ay receu la lettre de main propre dont Votre Majesté Imperiale m'a honnoré en datte du 13 du courant par la quelle je vois qu'elle voudroit trouver à imprunter un million et demy ou deux millions de florins en Toscane et ce au plus a trois pour cent. V. M. croit que cela peut se faire par le moyen des hopytaux. J'ai esté pendant long-temps dans la meme idée, mais depuis que je suis plus au fait; Je ne vois plus l'affaire aussy facile. Il n'y pas autant d'argent dans ce Pays que l'on a pû le representer a V. M. et celuy qui y est travaillé sy utilement a Livourne que l'on pense pas a l'employer ailleurs. Cependant je vois voir tous les moyens qui seroient possibles je fais le detail au Sieur de Toussaint de ce que j'ay pû imaginer pourque ait l'honneur de luy en rendre compte.

J'ay etc.

Florence, le 30 Avril 1748.

Signé — RICHECOURT.

Archivio Centrale di Stato, *Dispacci di Richecourt al Granduca del* 1742, *n°* 22.

Doc. XXX.

Memoria del conte di Richecourt al baron Tuossaint sul progetto del prestito da farsi in Toscana a comodo della corte di Vienna.

Je vous joins la response que je fais a S. M. I. sur la proposition d'un emprunt de deux millions de florins. Je ne

la crois pas faisable a cinq et six pour cent, ce n'est pas a trois et au desous. Je n'ay pas l'honneur d'entrer en detail avec Elle, mais. Je m'en refere à ce que je vous escrit pour Luy en rendre compte, vous le trouverez dans la memoire jointe qui contient des faits vrays et rilevants. Je n'ay mis sur les Emprunts que ceux venus a ma connoissance deux jours, beaucoup d'autres cherchent de l'argent et se plaignent de ne pouvoir en trouver avec touttes les suretès possibles, et tel qui là depeint sa dis facile estoit fort embarassé alors d'en trouver pour son propre compte. Je suis etc.

Memoire sur l'emprunt que l'on propose de faire en Toscanne.

La Toscanne en general s'y l'on y comprend Livourne, se trouve au jourd'hùy fort riche par le grand commerce qui s'y fait depuis la decadence de Gesnès.

Mais Gesnes se retablissant son commerce diminueras et tout ce que l'on peut faire est de chercher d'en conserver quelque branche a quoy y l'on a une attention particuliere.

La Toscanne separée de Livourne n'est pas aussy riche en argent comptas qu'elle le paroit, ce qui la montre telle est la circulation continuelle des mesmes Especes.

L'on paye tous les quatre mois les fruits des Lieux de monti, et moins de huit jours les payements en son faits, tout le monde s'empressant à aller recevoir.

L'on paye tous les mois le militaire et tout les trois mois les gages, pensions et autres charges.

Ces deniers par differentes routtes rentrent dans les coffres du souverain et dans les caisses des monts pour en ressortir aussitot apres et faire trois ou quatre fois l'année la même circulation.

Mais si l'on a besoing de quelque somme à empruenter, on ne les trouve qu'avec difficultè et sur les assurances les plus solides.

La plus parte ne prestant que sur gages et avec un jute assé dure, cette façon en generale authorisée même par une bulle du Pontife Romain en consideration du manquement de bonne foy dans ce Pays, cette bulle est ancienne.

Quelq'uns qui avoient la delicatesse de ne pas prester sur gages, ou parcequ'ils vouloient assurer leurs dispositions et que les sommes ne seroient pas remboursées, ont prestes aux hopitaux a un leger interret.

Les plus forts ont estes féüe madame Electrice et le Mar. Rinuccini.

Et en effect le depost du jeu du Lotto ayant este fait dans la caisse de Sancte Marie Neuve pour $\frac{m}{20}$ escus, et le remboursement luy en ayant esté demandé pour la fin du mois de may, le Commissaire de cet hopital vint me trouver il y a deux jours me demandant d'èstre secourû pour ce remboursement.

Il me dit de ces $\frac{m}{20}$ escus $\frac{m}{6}$ ayant estés prestés au marquis Ginori aus mesmes condictions du depost il luy avoit escrit et qu'il comptoit sur le remboursement.

Que pour les neufmil restans, il avoit esté trouver les Mar. Rinuccini, Ximenes, Bandino Panciatichi, et Allessandri qui sont les plus pecunieux de la Ville, mais inutilement ne se trouvant aucunus en argent comptant, luy ayant promis que s'il leurs en rentreroit, il Luy donneroit; qu'il ne pouvoit se resoudre de s'adresser a des courtiers pour ne pas decrediter l'hopital de qu'ainsy il me prioit de l'aider.

Hier l'Eveque elû de Chiusi vint avec le Mar. Bagnesi son Nepveu me dire qu ils avoient estés frapper aux mesmes portes pour trouver 3500 Escus pour aller se faire sacrer a Rome, et ce avec les soubscriptions du Senateur Medicis et de son Nepveu Mar. Bagnesi, mais qu'il n'avoit pû trouver de l'argent, qu'il en trouvoit bien pres d'un usurier mais que les conditions qu'on luy imposoit faisoient monter L'intérêt a 12 % qu'iln'avoit pû s'y resoudre et venoit me prier de Luy faire fournir par quelque caisse publique pour trois mois.

Les fermiers des fours cherchent de tous costés de l'argent (ils cherchent $\frac{m}{6}$ Escus a ce que je viens d'apprendre) à emprunter sans pouvoir le trouver car il est reellement rare, je le vois journellement et que le retarde du paiement des monts en arresteroit la circulation.

D'ailleurs il faut considerer que tous les ans il sort de l'argent de ce pays pour Vienne et pour la Lorraine.

Qu'il en est sorti pour Rome, les principaux ordres Religieux ayant remboursés les capitaux sur eux imposés pour les guerres contre le Turc sous l'Empereur Leopold.

Les circostances me font croire le projet de trouver un Emprunt de deux millions de florins impossible dans le Pays.

Et quant par supposition il seroit faisable je dois observer que la sortie d'une somme pareille seroit la ruine entiere de ce Pays, et feroit plus tomber les revenus du souverain, que le benefice l'on pourroit trouver en replaccans l'argent a un jûte plus fort.

Je dois ajouter que l'argent est sy peu commun qu'il y a pour plus de $\frac{m}{200}$ escus de bien à vendre dans les tribunaux de cette ville sans que l'on trouve d'achepteurs et que presentement l' on trouve facilement à placer son argent à quatre et cinq pour cent.

Qu'en fin lorsqu'il fut question de faire en 1740 l'Emprunt de 5 à $\frac{m}{600}$ sur gages, le Mar. Ginori qui le croyoit facile ne pût y reüssir ny icy, ny à Lucques, malgré les mouvements que nous nous donnasmes l'un et l'autre, et je fus obligé de recourir à Gesnes ou il me reussit.

Si malgré ce que je viens d'observer, qui n'est que trop vray, S. M. I. persiste a vouloir qu on le tente, les seuls moyens sont de faire faire par l'hopital de Sancte Marie Neuve une Tontinne, mais qui ne pourroit passer plus de deux ou trois cent mils escus, encore tres incertain si elle sera remplie.

L'on pourroit chercher à faire quelques ventes etraordinaires de bois de marine.

L'on pourroit trouver peut estre par l'hopital des Innocents une centaine de mils escus, mais ce ne pourroit estre qú a la longue et pour le cours de plusieurs annèes.

L'on pourroit vendre les employs de courtiers a Livourne et en tirer quelque somme, mais il convient de remarquer que tous ces moyens sont incertain qu'ils sont pour la reus-

sitte, vont directement contre les autres projets de S. M. I. sur le commerce de la Toscanne.

Elle a à coeur l'etablissement de la Marinne: sans argent et sans bois l'on ne peut construirè de vaisseaux et estendre le commerce.

Elle a à coeur l'etablissement des manufactures: il ne peut avoir lieu si l'on donne au Pubblic des debourses differents pour faire valoir leur argent et si cet argent sort de l'Etat.

La vente des Employs des Courtiers je comptois que S, M. I pourroit en employer utilement et glorieusement le produit dans la construction d'un faubourg a Livourne, qui sera de despense et qui ne peut se faire que par un secours extraordinaire tel que ce luy la.

L'on pourroit peut estre trouver sur les effects qui sont à Gesnes, quelque argent de plus que celuy pour le quel ils sont hypotequés, mais jusqu'a present il n'a pas esté possible de les retenir.

La despense de l'année derniere excedóit la recette: il y a beaucoup de despenses extraordinaires en la presente, l'on n'a pû jusqu'a present chercher des subsides extraordinaires, l'année estoit trop mauvaise, la recolte des grains ayant manqué dans tout l'etat, l'on a esté obligè de les tirer du deshors a haut prix.

L'on pense quand les apparences de recolte seront favorables d'en demander un, soubs preteste de travailler aux grands chemins.

Les avances que peut avoir fait le ferme generale outre ce qui l'on a touché, doivent etre mis a part pour rembourser les fermiers sortant, soit que S. M. veuille remettre ses revenus en administraction, soit que luy plaise les continuer en ferme.

En fin qui seroit peut estre en partie faisable a la paix, ne peut l'estre en temp de guerre, ou le general est toujours incertaine que ce Pays doit rester a S. M. I. du moins pour long temps, et il ne manque pas de gens qui soubs mains le repandent.

Telles sont les observations que j'ay cru devoir fere sur

la proposition de l'emprunt et sur le quel j'attendray les ordres de S. M. I. assurans qui je feray tout ce qui dependent de mois pour les executer.

Florence, le 30 Avril 1748.

Signé — RICHECOURT.

Archivio di sopra citato, *Dispacci* ec., n° 22.

Doc. XXXI.

Replica dell' Imperator-Granduca al Capo della Reggenza sul progettato imprestito toscano promosso a Vienna, di cui s' ignora l' esito.

Au Comte de Richecourt.

Nous devons dans ce pays cy un million trois cent mille florins, il nous importe d'y maintenir notre credit et par consequent d'acquiter ces detes. Pour ce faire nous n'avons de resources que dans notre grand-Duché et c'est de la que nous voulons absolument que vous nous procurés cette somme, dans le courant de cette année et de la prochaine 1750. Il est vrai que sur pareille demande vous nous avez envoyé un Memoire le 30 Avril 1748 contenant les raisons qui selon vous faisoit voir l'impossibilité de trouver telle somme, mais comme il y a grande difference entre un souverain et un particulier qui cherche de l'argent, que la paix est faite, que tous les autres motifs que vous allegués ne sont que des conjectures, et que jusqu'ici nous n'avons pas vu le billaut de l'argent qui entre et qui sort de Toscane, ce memoire nous frappe d'autant moins, que nos prédecesseurs ont trouvé le moyen de faire plus de 30 millions de florins de dettes, dont l'argent n'est surément point resté dans le Pays, et par consequent nous vous ordonnons de nous fournir cette somme dans les termes prescrits. C'est à vous qui estes sur les Lieux et devés connoitre le Local à imaginer, trouver et executer les moyens d'avoir cet argent. Ceux que nous pourront vous suggerer d'icy pouroit

être la vente des Biens de la succession de l'Electrice situés à Rome, à Naples et dans le Duché d'Urbin : nous ignorons le produit de ces derniers; L'etablissement de quelque nouveau Lotterie qui puisse engager les etrangers à y mettre, en assurant les deniers sur tels de nos revenus que vous trouverés à propos. En fin la vente des factories suivant le projet du Directeur des Finances du 30 Janvier 1748, joint à vôtre dépeche du 13 Febrier de la meme année, en observant de mettre ces factories à l'enchere sur le pied qu'elles sont relaissées actuellement, ou quelles vont l'etre, de commencer par les mauvaises et les mediocres crainte le étant vendues celles là ne restent; stipulant le payement des meubles comme celuy des bestiaux, fourages et utenciles, et dans un terme plus court que celuy qui est proposé, et prenant les assurances necessaires pour la suréte de ces memes payemens. Et comme dans un Etat il y a souvent des revenus et des depenses extraordinaires, que les depenses ordinaires et fixes doivent étre proporsionnées aux revenus de meme nature que jusqu'à present nous n'avons que des Extraits tres sommaires des uns et des autres, il est necessaire que vous nous n'envoyés de plus specifiques et detaillées pour pouvoir les regler comme nous le trouverons a propos, sur ce etc.

Le 30 avril 1749.

Signé — FRANÇOIS.

Archivio Centrale predetto, *Dispacci del Granduca al Consiglio di Reggenza, supplemento al Registro* ec., n° 7.

Doc. XXXII.

Prima lettera indirizzata da Francesco di Lorena alla Principessa Elettrice per richiederla d' acconsentire all' alienazione de' beni allodiali medicei situati in Francia.

Madame ma Cousine

Par la convention du 31 Octobre 1737. Votre Altesse Electorale a fait tout ce qui depend d'Elle, pour m'assurer

dans un tems que je souhaite fort éloigné, la possession et jouissance des Allodiaux, qu'Elle a en France; Mais les Loix, Cotûmes et Statuts des differentes Provinces, où ces biens sont situés exigeant de certaines formalités non contenües dans la decte Convention, et sans les quelles, le cas echéant, je serois privé des dectes Allodiaux ou en tout, ou en partie. Je charge le Prince de Craon de parler de cette affaire à Votre A. Elect. de la luy expliquer plus amplement, et de luy proposer de ma part les moyens de prevenir le fort evident, qui pourroit en resulter, sans que V. A. E. en tire aucun avantage. J'ose espérer de son amitié, qu'elle voudra bien entrer dans des temperemens aussi justes, et ainsy interessants pour moy; je la prie de me croire toujours avec un parfait attachement.

Madame ma Cousine

A Vienne ce 10 Juin 1740.

Votre tres Aff. Cousin et serviteur
Signé — FRANÇOIS.

Fa parte della collezione epistolare esistente nell' Archivio Mediceo già più volte citata.

Doc. XXXIII.

Altra lettera di Francesco di Lorena all' Elettrice sul medesimo argomento.

Madame ma Cousine

J'envoye au Prince de Craon une Procuration avec le modéle de celle que Vôtre Altesse Electorale aura la bonté de donner a telle personne qu'il luy plaira, pour passer le contract de vente des Biens et revenûs situés en France, L'une et l'autre à été minutée par l'Advocat Le Roy, qui depuis tant d'années sert l'une et l'autre Maison, et qui par consequent est au fait de ce dont il s'agit.

Vôtre A. Elect. verra, que toute la formalité consiste dans un contract de vente, qui devant se passer á Florence, et par consequent sous ses yeux, ne peut avoir aucune difficultê; et peut être stipulè, connue V. A. Elect. le trouvera le plus á propos, ne cherchant en cela, comme en tout, que ce qui peut luy être agréable.

Je continüe d'étre avec un trés parfait attachement.

Madame ma Cousine

A Vienne ce 17 May 1741

Vôtre trés Aff. Cousin et Serviteur
Signé — FRANÇOIS.

Esistente nella prefata collezione epistolare.

Doc. XXXIV.

Responsiva della Principessa Elettrice a Francesco II sul tema della vendita de' beni demaniali situati in Francia.

Serenis. Sig. mio Cugino Oss.

Il Sig. Principe di Craon mi fece pervenire esattamente la riverita Lettera di Vostra Altezza Reale in data de 17 del Mese di Maggio nel tempo, in cui mi trovavo nel mio Ritiro della Quiete, et essendomi restituita a Firenze Mercoledì scorso, incominciai subito a vedere la Procura di V. A. Reale, e il modello di quella che io dovrei fare, per celebrare un Contratto di Vendita dei miei Beni e Rendite di Francia, che vi sono espresse; Trattandosi d'un affare puramente legale, del quale non posso avere per me stessa alcuna cognizione, e non essendo in grado alcuni di questi Professori che sono solita di consultare in queste materie, di consigliarmi accertatamente, per non essere loro ben note le Leggi, li

Statuti, e le formalità delle diverse Provincie di Francia, nelle quali sono situati i Beni e Rendite predette, ho creduto che V. A. Reale, non disapproverebbe, che io incaricassi, come ho già fatto, l'Abate Pennetti, al quale non so che ne sia stato parlato, come mi pareva, che V. A. Reale si fosse degnata d'accennarmi che sarebbe seguito di consultare qualche altro di quei migliori Professori, e di pigliare e mandarmi prontamente quelle notizie, e schiarimenti che credo necessari, per adempire con un intero accerto i desideri di V. A. Reale, e provvedere nel tempo stesso alle mie convenienze, che altre non sono, che quelle che ho avuto l'onore reverentemente di significarle, e alle quali V. A. Reale si è dimostrata sì benignamente disposta. Subito che mi perverranno le risposte di Francia con le notizie richieste, non mancherò di rendere intesa V. A. Reale di tutto ciò che potrà farsi da me, per avere la sorte, che bramo sopra ogni altra, di ubbidirla, e d'incontrare il suo riveritissimo genio in questo, et in ogni altro riscontro colla più fedele, obbligata et affettuosa attenzione, che non cesserò mai di professarle.

Supplico V. A. Reale di conservarmi costantemente la sua Bontà, che mi è tanto preziosa, e di coltivarmi ogni giorno più quella di Sua Maestà la nostra incomparabile Regina, che è sempre nel mio cuore, nel quale provo adesso una consolazione infinita pensando alla nuova Gloria di sua Maestà nel comparire adorna a Presburgo colla magnifica Corona del Regno d'Ungheria, e implorando i più frequenti stimabilissimi comandamenti di V. A. Reale, resto confermandomi col più reverente rispetto.

Di Vostra Altezza Reale

Di Firenze 2 Luglio 1741.

Aff. Cugina e Serva
ANNA MARIA ELETTRICE.

Esiste nella precitata collezione epistolare dell'Archivio suddivisato.

Doc. XXXV.

Il granduca Francesco aggiunge nuove premure all' Elettrice onde venire a concludere la vendita de' beni di Francia.

Madame ma Cousine

S'il s'ètoit tenû a Paris des conferences sur la façon de me vendre les Allodiaux situés en France on n'aurait pas manqué d'y appeller l'Abbé Penetti ; mais le S. le Roy Advocat de Vôtre Altesse Electorale et le mien ayant trouvé qu'il n'est question que d'une simple vente, qui peut se faire sans autre formalité, que celle qui s'observent, où elle se passe, il s'est contenté d'envoyer un model de Procuration.

Vôtre A. Elect. remarquera, s'il Luy plait que Cette vente ne me donne pas plus de droit, que la Convention de famille ; mais que celle cy devient nulle sans celle-là, qui n'ayant son effet, que dans le temps, que la Convention devroit l'avoir, ne porte aucun préjudice a V. A. E. J'ose donc esperer, qu'apres la reponse qu'Elle a demandée de Paris, Elle voudra bien se porter a finir, et à m'assurer d'une maniere efficace, ce qui m'est dû avec tant de justice. Au reste V. A. Elect. sera sans doute deja informée que dés que j'ai pû disposer du Fidei-Commis Usimbardi, je l'ai fait en faveur du Marquis Alamanni pour lequel Elle s'est interessé,

Je continue d'etre avec un trés parfait attachement.

Madame ma Cousine

A Presbourg, ce 28 Juillet 1741.

Vôtre tres Aff. Cousin
Signé — FRANÇOIS.

Esiste nella predetta collezione epistolare.

Doc XXXVI.

Il granduca Francesco insiste presso l' Elettrice onde venire a pronta conclusione rispetto alla vendita de beni di Francia.

Madame ma Cousine

Votre Altesse Electorale sçait, que je n'aurois jamais pensé á luy proposer la Vente des Allodiaux situés en France, si Elle n'étoit absolument necessaire pour m'assurer dans son tems la Proprieté qui m'en est acquise par la Convention de Famille; de sorte que cette vente n'adjoute rien a mon Droit.

Elle sçait encore, que j'ai toujours offert de Luy donner les Assurances le plus efficaces pour la Conservation de l'Usufruit de ces mèmes Allodiaux qui luy appartient.

Pour parvenir á l'un et l'autre Bût, je marque au Prince de Craon deux moyens, entierement conformes aux intentions de Votre A. Electorale et au Memoire de son Conseil de Paris.

J'ose me flatter, qu'Elle voudra bien choisir l'un ou l'autre, et pour ne la point ennuyer par une trop longue lettre, je me rapporte a ce que le dit Prince de Craon aura l'honneur de Luy proposer sur cette matiére, la priant d'y faire attention, et de vouloir enfin finir cette Affaire de la maniere, qu'Elle croira la plus convenable.

Je continue d'étre toujours avec un trés parfait attachement.

Madame ma Cousine

A Presbourg ce 8 Octobre 1741.

Votre trés Aff. Cousin et Serviteur
Signé — FRANÇOIS.

Esiste nella più volte citata collezione epistolare.

Doc. XXXVII.

La Principessa Elettrice, mentre si mostra proclive all' alienazione de' beni di Francia, significa al granduca Francesco la sua ferma intenzione di volerla effettuare con le debite cautele.

Serenis. Sig. mio Cugino Oss.

Colla sincera attenzione, e colla ossequiosa confidenza, che devo a Vostra Altezza Reale, ho l' onore di renderla intesa che l' Abate Pennetti incaricato dei miei pochi interessi a Parigi mi informò coll' ultima sua lettera, che sperava che potesse esservi un Offerente, che Egli non nomina, per acquistare in compra col prezzo di centosettantamila franchi pagabili in diverse rate le mie Contee di Saint Lô, e Carantan poste nella Provincia della Normandia, dove si suppone, che le Leggi, e i Costumi non ammettino le disposizioni particolari, e che solo si possino vendere quelli Effetti stabili durante la vita dei Possessori. Avendo io osservato, che il prezzo che fu fissato per il rimborso, che dovrebbe farne il Re, quando volesse ritirare, e riunire quelle Contee alla Corona, era di franchi centoottantacinquemila, ho ordinato all' Abate Pennetti di procurare coll' accennato motivo, che l' Oblatore s' induca ad aumentare la sua offerta quanto si potrà ottenere, e a disporsi di pagare una buona porzione del prezzo nell' atto della celebrazione del Contratto, e il rimanente in rate pattuite nei termini più brevi, e colle necessarie sufficienti cautele. Quando io sappia, che questo Offerente ancora incognito si sia indotto alle accennate condizioni, che pajono giuste, e che rimanga io nel tempo stesso assicurata, che V. A. Reale persiste nel desiderio palesatomi, che si faccia l' accennata vendita, potrò mandare la Procura necessaria all' Abate Pennetti, per eseguirla nei termini appuntati, e in-

caricarlo di ritirare e rimettermi fedelmente il denaro, per impiegarlo, come V. A. Reale si è benignamente contentata che si faccia, subito che ve ne sia l'opportunità, nell' acquisto di qualche feudo, o altro effetto nobile da possedersi dopo di me da V. A. Reale, e dai Reali suoi successori in questo Dominio, invece delle nominate Contee poste nella Normandia. Mi figuro, che quando piaccia pure a V. A. Reale, per farsi l' uso medesimo del ritratto, che non dovrebbe incontrarsi difficoltà nel voler vendere le mie rendite di franchi 1250 l'anno sulla casa della Città di Parigi comprate coi suoi proprii denari dalla Seren. Gran Duchessa mia madre, come ho accennato all' Abate Pennetti, acciò me ne dia nuove, e più certe notizie. Per le altre maggiori mie Rendite sulla stessa Casa della Città di Parigi, già è noto a V. A. Reale, che non si può procedere alla vendita senza il precedente Regio assenso, che non sò che tuttavia V. A. Reale abbia ottenuto, e per i pochi stabili da me posseduti in Alençon, mi dicono, che non possono vendersi, per essere ipotecati a quello Ospedale, siccome che non può sperarsi di trovar compratori dell' altra mia Rendita di quindici in sedici mila franchi l' anno sopra l' esito dei sali di Bruage, per la mancanza dei recapiti fondamentali come si suppone nella copia acclusa del foglio statomi mandato di Parigi, che neppure spiega abbastanza qual porzione di esse rendite non incontrerebbe difficoltà alla mia morte per avere l'effetto delle mie disposizioni. Non mi pare di aver altro per ora da significare a V. A. Reale sù questa materia di non molto rilievo, nella quale, siccome in ogni altro riscontro mi studierò sempre di praticare i più attenti riguardi al suo genio, et alle sue convenienze. Supplico V. A. Reale di conservarmi sempre il suo cuore, e quello di Sua Maestà la Regina presentandole i miei più riverenti Doveri, e assicurandola dei miei più vivi desiderj della sua preziosa conservazione, e della sua felicità nel vicino suo Parto, come pure della sua maggior Gloria; e della sua più sublime prosperità in ogni avvenimento, e offrendo la mia ubbidienza all' onore frequente de' suoi riveritissimi

comandamenti, resto confermandomi a V. A. Reale col più distinto ossequio.

Di Vostra Altezza Reale

Di Firenze 17 Aprile 1742.

Aff. Cugina, e Serva
ANNA MARIA ELETTRICE.

Esiste sempre in originale nella sopradetta collezione epistolare.

Doc. XXXVIII.

Francesco II partecipa all' Elettrice d' aver incaricato il marchese di Stainville di trattare coll' abate Pennetti a Parigi per facilitare la vendita de' beni di Francia.

Madame ma Cousine

J'ai vû par la lettre de Votre Altesse Electorale du 17 du passé les Offres qu'on Luy fait pour le Comté de Saint Lô, et ce qu'Elle a trouvé à propos d'en mander à l'Abbé Penetti. Elle sçait les Raisons, qui m'ont porté à démander la Vente de ces Allodiaux; comme elles subsistent toujour je n'ai pas changé de sentiment. La seule chose, que je dois adjouter à tout ce que j'en ai dit, est, qu'il me paroit nécessaire, que le dit Abbé ait l'Ordre de conferer sur toute cette Affaire avec le Marquis de Stainville mon Ministre a Paris, pour concerter ensemble, et avec l'Advocat de Roy la façon de traiter et finir tout ce qui régarde ces Allodiaux, dans la persuasion, que V. A. E. donnera cet ordre á l'Abbé Penet-

ti; J'en écris au dit Marquis de Stainville ; et continûe d'être avec un trés parfait attachement.

Madame ma Cousine

A Vienne ce 19 May 1742.

Votre trés Aff. Cousin et Serviteur.
Signé — FRANÇOIS.

Esiste nella suddetta collezione epistolare.

Doc. XXXIX.

Il granduca Francesco II incarica il suo Ministro a Parigi di concertare con l' Agente dell' Elettrice la pronta contrattazione de' beni demaniali toscani situati in Francia.

Au Marquis de Stainville

Vous vérres par la Lettre cy-jointe de l'Electrice, et ce que Lui mande l'Abbé Penetti, son homme d'affaires a Paris, ce dont il est question. L'avocat Le Roy aiant fait tous les Mémoires qui nous ont engagé à prendre les mésures nécessaires pour Nous asseurer les Allodiaux situés en France aprés la mort de l'Electrice; il poura mieux que tout autre vous mettre au fait, et vous indiquer les moiéns de finir tout ce qui poura l'être.

Nous vous envoions ausst la réponse que nous faisons à l'Electrice; comme nous ne doutons pas que l'Abbé Penetti ne réçoive l'ordre de vous communiquer tout ce qu'il fera, et en conférer avec vous; taches de faire terminer ces affaires le plutôt que faire se pourra.

Vienne 19 May 1742.

Signé — FRANÇOIS.

Archivio Centrale, di Stato, *Dispacci a vari dal* 1742 al 1744.

Doc. XL.

Il principe di Craon notifica alla Principessa Elettrice di aver ricevuto da Vienna la qui annessa Procura per devenire alla stipulazione del contratto di vendita de' beni di Francia all'istesso granduca Francesco II.

Madame

J'ay l'honneur de joindre icy a Votre Altesse Serenissime Electorale une lettre de Son Altesse Royale pour elle, et comme il n'est question dans cette lettre que de la passation du contract de vente des Allodiaux de France, j'y joings aussi la procuration que S. A. R. a fait mettre sous mon nom pour qu'elle puisse servir de modelle a celle qu'il plaira a V. A. S. Electorale d'ordonner pour celuy qui aura l'honneur d'agir en son nom, j'y joings aussi le modelle du contract quoy que je doive juger que ses pieces qui ont eté dressées par le S. le Roy Avocat commun de V. A. S. E. et de S. A. R. seront deja parvenues entre vos mains, j'espere que V. A. S. E. me fera connoitre ses intentions a fin que j'en puisse rendre compte a S. A. R. par la poste prochaine.

J'ay l'honneur d'etre avec le plus profond respect.

Madame

Florence ce 2 Juin 1741.

De V. A. S. E.
Le tres humble et tres obeissant serviteur
Le Prince De Craon.

Procura del granduca Francesco II al principe di Craon per l' oggetto superiormente indicato.

Al Nome d' Iddio Amen

L' anno corrente della sua Incarnazione millesettecentoquarantuno, Indizione Romana quarta, e dopo la morte dello Altissimo, Potentissimo, e Invincibilissimo Principe Carlo VI. già Imperatore de Romani; come anche Re di Germania, di Spagna, d' Ungheria, di Boemia, Arciduca d' Austria di G. M. ec. ec. Questo giorno venerdì 19 del mese di Maggio in Vienna d' Austria ec.

Avanti di noi sottoscritti Notari Gio. Teofilo Keroldt Dottore di Legge, e Gio. Francesco Giuseppe Fridmann Notai Imperiali in questa Città di Vienna d' Austria deputati a quest' effetto, presente l' Altissimo Potentissimo, et Eccellentiss. Principe S. A. R. Francesco di Lorena Gran Duca di Toscana ec. il quale colle presenti ha dato facoltà al Sig. Principe di Craon Grande di Spagna della prima classe, Cavaliere del Tosone d' oro, Consigliere attuale di Stato di S. M. la Regina, e di S. A. Reale di Lorena Gran Duca di Toscana, e suo Cavallerizzo Maggiore dimorante a Firenze in Toscana, di acquistare dalla Altissima, Potentissima et Eccellentissima Principessa S. A. E. Anna Maria Luisa de Medici, nata Principessa di Toscana, Vedova dell' Altissimo Potentissimo et Eccellentiss. Principe Gio. Guglielmo Elettore Palatino, unica Erede dell' Altissimo Potentissimo et Eccellentiss. Principe S. A. R. Gio. Gastone de Medici Gran Duca di Toscana suo Fratello i Dominij di S. Lò, e Carentan situati in Francia nel *Distretto* di Normandia, e gli cinque soldi, sette danari, e un quinto di danaro per *Muid* di sale da prendersi sopra i sali di Brouage, una parte dei quali è situata nel *Distretto* della Roccella, una parte nel Distretto di S. Gio. de'Angely, e una parte nella *Giurisdizione* di Xaintes.

Cioè i Dominij di S. Lò, e Carentan sul piede di due

terzi *del Capitale*, attesa la riserva dell' usufrutto, che la prefata A. Sua, Madama l' Elettrice, ha proposto di fare dell' usufrutto dei detti Dominij di S. Lò, e Carentan, il qual capitale monta in tutto alla somma di cento novantaquattromila settecentocinque lire, come apparisce dalle lettere patenti di S. Maestà il fu Rè Luigi XIV. de'19 Giugno 1662 registrate nella Camera dei Conti di Parigi gli 19 Agosto 1662, e come apparisce per la transazione de' 19 Settembre 1665 fatta tra i Commissarj di S. Maestà il fu Re Luigi XIV, Madama Margherita di Lorena seconda moglie di Gastone di Francia Duca d' Orleans, e S. A. Reale Madamigella d' Orleans figlia del primo letto di Gastone di Francia, con Madama Maria di Borbone Duchessa di Montpensier, che in caso del rimborso delle 194,705 lire sarà fatta deduzione della somma di ottomila novecentosessanta lire pagate a S. A. R. Madamigella d' Orleans medesima, al Tesoro Reale per indennizzarlo della revocazione del diritto annuo degli Ufizi straordinarj, quali due terzi della detta fatta deduzione montano alla somma di cento ventitremila ottocentotrenta lire.

E a riguardo dei Diritti dei cinque soldi, sette danari, e un quinto di danaro da prendersi sopra ciaschedun *Muid* di sale sopra i sali di Broüage, la stima dei quali monta in tutto a quattrocento cinquantamila dugento *ottantacinque* lire, conforme apparisce dalla transazione fatta tra i Commissarj deputati dal fu Re Luigi XIV, Madama Margherita di Lorena seconda moglie di Gastone di Francia, e S. A. R. Madamigella d' Orleans figlia del primo letto di Gastone di Francia, con Madama di Borbone Duchessa di Montpensier de' 19 Settembre 1665, e dalla quale è detto che il rimborso di quattrocento cinquantamila dugentonovantacinque lire non può esser fatto, che in due uguali pagamenti, i due terzi di questa somma, che faranno il prezzo della vendita, atterrà la riserva dell' usufrutto, che sarà fatta per mezzo del contratto di vendita da Madama l' Elettrice monta alla somma di trecentomila centonovantasei lire.

Le quali due somme di 123,830 lire per una parte, e

300,196 lire per l'altra saranno pagate in contanti dal detto Procuratore di S. A. R. suddetta nella stipulazione del contratto di vendita, che sarà fatta dei detti Beni e Diritti sopra espressi colle somme, che saranno rimesse a quest' effetto nelle mani del detto Procuratore per gli ordini di S. A. R.

Il quale usufrutto, che sarà riservato da Madama l' Elettrice, cesserà e sarà riunito alla proprietà dei detti Beni, e Diritti venduti il giorno della morte di Madama l' Elettrice, nel qual giorno sarà convenuto per detto contratto di vendita che S. A. Reale potrà far ritirare tutti i titoli di proprietà dei detti Beni e Diritti venduti dalle persone, nelle mani delle quali si troveranno, e che fino di presente Madama l' Elettrice darà i suoi ordini, perchè siano consegnate delle copie collazionate dei titoli principali della proprietà dei detti Beni, e Diritti venduti alla persona che sarà indicata da S. A. R. promettendo S. A. R. d' avere per grato e ratificare tuttociò che sarà fatto dal detto Procuratore in esecuzione della detta procura.

Fatto e passato a Vienna d' Austria il dì, mese ed anno suddetto.

(L. S.) Io Gio. Teofilo Keroldt Dottore di Legge e Notaro Imperiale pubblico giurato in Vienna. In fede di che mi sono sottoscritto, e ho apposto il mio sigillo ordinario di Notaio.

(L. S.) Io Gio. Francesco Giuseppe Firdmann Notaio Imperiale pubblico giurato in Vienna d' Austria.

Nos Andreas Ludovicus Leitegel suae Regiae Majestatis Praetor, nec non NN. caeteri Assessores Regij Praetorij Metropolis Austriae Viennensis. Attestamur, et notum facimus palam omnibus praenobiles ac doctissimos Dominos Joannem Theophilum Keroldt J. U. Doctorem, et Joannem Franciscum Josephum Fridmann autoritate Imperiali Notarios publicos Juratos tales esse quales se scribunt, eorumque Instrumentis

publicis tam in Judicio quam extra plenam, ac indubia adhiberi fidem, in cuius robur medium officii nostri Sigillum sub consueta expeditione apponi fecimus. Actum Viennae Austriae die 20 Maij 1741.

(L. S.) Dismas Tutzanskij Regio Viennensis Praetori Assessor, nec non Actuarius de Mandato.

Può riscontrarsi nella sopraddetta collezione epistolare.

Doc. XLI.

Il principe di Craon dà comunicazione all' Elettrice di una lettera ad esso inviata dal Granduca per indurla a superare la repugnanza ch' ella aveva di stipulare la cessione de' beni di Francia nel modo espresso nell' antecedente procura.

Madame

J'ai l'honneur d'envoyer a Votre Altesse Serenissime Electorale une lettre de S. A. R. pour elle, et d'y joindre celle dont il m'a honoré, V. A. S. E. verra dans l'une et dans l'autre le Desir que S. A. R. a de finir l'affaire des Allodiaux de France et qu'il ne met point de Bornes aux suretes et aux conditions que V. A. S. E. pourroit exiger de Luy.

J'expere que V. A. S. E. ne desapprouvera pas la liberté que je prend de Luy confier la lettre que S. A. R. a daigné m'ecrire et qu'elle voudra bien me faire connoitre ce que je puis luy repondre.

J'ay l'honneur d'etre avec le plus profond respect.

Madame

Florence ce 21 Octobre 1741.

De V. A. S. E.
Le tres humble et tres obeissant serviteur
Le Prince de Craon.

Lettera del granduca Francesco al principe di Craon superiormente allegata.

Mon Cousin.

Je vous envoye cy-joint la reponse a la lettre de madame l'Electrice du 26 du passé dans la quelle je remarque avec plaisir que cette Princesse veut enfin terminer l'affaire des allodiaux situés en France, en prenant seulement certaines precautions portées dans un memoire de son Conseil de Paris, qu'elle m'a envoyé, et dont copie.

Vous savez que j'ai toujours offert de lui donner toutes les assurances, qui pouvoyent la tranquiliser, et que je n'aurois jamais pensé a la vente, que je luy propose aujourd'hui, si elle n'etoit absolument necessaire pour me faire jouir d'une chose, qui m'est d'allieurs acquise par la convention de famille.

Comme tout ce que madame l'Electrice a sujet de craindre est de perdre l'usufruit des biens, dont question, et que d'allieurs je ne souhaite rien tant, que de luy assûrer de la façon la plus efficace, je crois que le moyen le plus convenable est de me passer un contracte de vente pur, et simple, suivant le memoire de l'Advocat le Roy son conseil, et le mien, dans le quel elle se réserve l'Usufruit des Biens sa vie durante; Et par un traité separé stipuler toutes ces reserves, les clauses et conditions portées dans le dit memoire, même d'autres plus fortes encore, si elle le trouve a propos, n'etant pas necessaire, que ces dernieres soient inserées dans le dit contrat de vente, ni connues dans les Tribunaux de France, ou il faudra le faire enregistrer. Un autre moyen plus facile, plus assuré, et qui m'epargneroit beaucoup de depenses, seroit que cette Princesse voulut vendre elle même ces allodiaux et en placer le produit en tel fond de terres en Toscane, qu'il luy plairoit, ou en attendant sur les monts, et en ce cas, qu'elle ne tireroit point de ce remplacement autant qu'elle per-

coit actuellement de ces allodiaux, je m'engagerois a luy assigner le supplement sur tel revenû, qu'elle trouveroit a propos.

Ces deux propositions sont si justes, et si conformes aux intentions meme de madame l'Electrice, que j'ai tout lieu d'esperer, qu'elle adoptera l'une ou l'autre, et voudra bien enfin finir une affaire, qui traisne deja depuis tres long tems.

Mais j'avue, que le dernier party me seroit le plus agreable, et en même têms le plus assûre contre tout evenement.

Vous me manderez la reponse, qu'on vous donnera, et tacherez de finir enfin d'une façon ou de l'autre.

Je continue d'etre toujours à vous.

A Presbourg ce 8 Octobre 1741.

Signé — FRANÇOIS.

Esiste parimente nella succitata collezione epistolare.

Doc. XLII.

Minuta dell' atto di consenso della Principessa Elettrice relativamente alla vendita de' beni allodiali medicei situati in Francia, prestato a richiesta del granduca Francesco II.

D' avanti gli Notai della città di Firenze ordinati a quest' effetto presente l' Altissima, Potentissima et Eccellentissima Principessa S. A. E. Anna Maria Luisa de' Medici, nata Principessa di Toscana vedova dell' Altissimo Potentissimo et Eccellentissimo Principe Gio. Guglielmo Elettore Palatino, unica erede dell' Altissimo Potentissimo et Eccellentissimo Principe S. A. R. Gio. Gastone de' Medici Granduca di Toscana suo fratello, la quale ha venduto in vigore della presente, e promesso di garantire da ogni molestia dependente unicamente per dato e fatto suo, e non altrimenti, nè in altro modo l' Altissimo, Potentissimo et Eccellentissimo Principe S. A. R. di Lorena Gran Duca di Toscana ec. ec. nostro Sovrano accet-

tante per mezzo di . . . . . suo procuratore a quest' effetto munito della sua procura spedita in Vienna il dì . . . . . d'avanti Notai, i Dominii di S. Lò, e Carentan situati nella provincia di Normandia, e gli diritti di cinque soldi, sette danari, e un quinto di danaro da prendersi sopra i sali di Broüage situati parte nel *Distretto* della Roccella, parte nel Distretto di S. Giovanni d' Angely, parte nella *Giurisdizione* di Xaintes, sotto la condizione della riserva dell' usufrutto dei detti Beni, e diritti a Madama l' Elettrice. Cioè i Dominii di S. Lò. e Carentan sul piede di due terzi *del capitale*, attesa la detta riserva di usufrutto fatta dalla prefata A. Elettorale, qual *capitale* monta in tutto a centonovantaquattromila settecentocinque lire, conforme apparisce per le lettere patenti di S. Maestà il fu Re Luigi XIV. de 19 Giugno 1662 registrate nella Camera de' Conti di Parigi gli 19 Agosto 1662, e come apparisce per la transazione de' 19 Novembre 1665 fatta tra i Commissari deputati da S. Maestà il fu Re Luigi XIV da una parte e Madama Margherita di Lorena seconda moglie di Gastone di Francia Duca d' Orleans, e S. A. Reale Madamigella d' Orleans figlia del primo letto di Gastone di Francia con Madama Maria di Borbone Duchessa di Montpensier, che in caso del rimborso dei centonovantaquattro mila settecentocinque lire, sarà fatta deduzione della somma di ottomila novecentosessanta lire pagate a S. A. R. Madamigella d' Orleans per indennizzarla della renunzia del diritto annuo degl' Ufizi straordinari, i quali due terzi, fatta la detta deduzione montano alla somma di centoventitremila ottocento trenta lire.

E a riguardo dei diritti dei cinque soldi, sette danari e un quinto di danaro da prendersi sopra ogni *Muid* di sale, sopra i sali di Brouage, la stima dei quali in tutto monta alla somma di quattrocentocinquantamila dugento novantacinque lire, conforme apparisce dalla transazione fatta tra i Commissari di S. Maestà il fu Re Luigi XIV, Madama Margherita di Lorena seconda moglie di Gastone di Francia, e S. A. R. Madamigella d' Orleans figlia del primo letto di Gastone di

Francia Duca d' Orleans, con Madama Maria di Borbone Duchessa di Montpensier de' 19 Settembre 1665, e nella quale vien detto, che il rimborso non può esser fatto, che in due pagamenti eguali, i due terzi di questa somma di quattrocento cinquantamila dugentonovantacinque lire, che fanno il prezzo della vendita dei detti diritti sopra i sali di Brouage, attesa la riserva dell' usufrutto fatta da Madama l' Elettrice, montano alla somma di trecentomila centonovantasei lire. Le quali due somme, cioè quella di centoventitremila ottocentotrenta lire per il prezzo della vendita dei Dominij di S. Lò, e Carentan da una parte, e quella di trecentomila centonovantasei lire per il prezzo della vendita dei diritti de' cinque soldi, *cinque* danari e un quinto di danaro da prendersi sopra ogni *Muid* di sale sopra i sali di Brouage dall' altra parte, sono state presentemente pagate dal . . . . . Procuratore della prefata A. S. R., e col danaro, che è stato rimesso a quest' effetto nelle mani del detto Sig. Procuratore per gl' ordini di S. A. R.

È stato convenuto che l'usufrutto, come sopra riservato da Madama l' Elettrice, cesserà e sarà riunito alla proprietà dei detti beni e diritti venduti nel giorno della morte di Madama l' Elettrice, e che dopo la morte di Madama l' Elettrice S. A. R. il Granduca potrà far ritirare tutti i titoli di proprietà dei detti beni e diritti venduti dalle persone, fra le mani delle quali si troveranno, e che fino d' adesso Madama l' Elettrice darà i suoi ordini perchè siano consegnate copie collazionate dei principali titoli dei detti beni e diritti, come sopra venduti, alla persona, che sarà indicata da S. A. R. il Gran Duca. Promettendo il detto Sig. Procuratore in detto nome di far ratificare le presenti da S. A. R. il Granduca ec.

Questa *minuta* di procura trovasi unita alle altre carte risguardanti la Principessa Elettrice nell' Archivio Mediceo, ove manca il contratto dipoi effettuato, perchè avendo allora la Toscana due centri di governo, vale a dire, uno a Firenze e l' altro a Vienna, molte ed importanti carte interessanti lo Stato nostro rimasero in Austria, allorquando Leopoldo I venne a prendere il governo del Granducato.

Doc. XLIII.

Il granduca Francesco manda al marchese di Stainville suo ministro a Parigi le opportune facoltà per raccogliere l'eredità della Principessa Elettrice, circa a quanto ella possedeva in Francia.

Au Marquise de Stainville

Nous vous envoions cy-joint une Procuration telle que vous nous l'avés demandée pour pouvoir agir dans l'affaire de la succession de feue l'Electrice, avec l'extrait du premier et second article de la Convention, l'article secret et le Testament, pieces sur lesquelles nos Droits sont fondés et qui feront peut être penser nôtre Conseil differement de ce qu'il marque dans ses observations jointes à la vôtre du 27 du passé.

Cette même Procuration porte avec Elle une instruction, qui est de prendre possession de la decte succession et faire tout ce qui en est une conséquence necessaire.

Les ordres sont donnés en Toscane pour le païement des pensions des Avocats de nôtre Conseil; nous ne doutons pas qu'on ne les exécute.

Lettera patente inviata contemporaneamente al suddetto Ministro.

François Trois ec.

A nôtre trés cher et amé le Sieur Marquis de Stainville Conseiller d'Etat de sa Majesté la Reine de Hongrie et de Bohéme et le notre, notre Grand Chambeland et Ministre Plenipotentiaire à la Cour de France, salut.

Les biens allodiaux de feue S. A. Electorale Madame Anne Marie Louise de Toscane Doüairiere Palatine du Rhin decedée le 18 fevrier dernier, qui sont situés en France, nous appartenant tant en vertu de la Convention conclué et passeé à Vienne entre nous et Elle le 31 Octobre 1737 que par son Testament du 5 Avril 1739. Savoir faisons, que nous vous avons choisi, nommé et constitué, choisissons, nommons et constituons, donnons mandement, commission et procuration speciale et expresse, pour en nôtre nom et de nôtre part retirer de toutes personnes telles qu'elles puissent être, tous les titres, pieces, papiers et contracts qu'elles peuvent avoir appartenant à la succession de sa dicte A. E.

Faire compter tous les fermiers anciens et nouveaux et tous autres debiteurs de la méme succession, arrêter leurs comptes et en recevoir les reliquats, si aucuns se trouvent;

Recevoir des Païeurs des Rentes de l'Hôtel de Ville de Paris et de tous autres receveurs Tresoriers et autres, les arrerages des Rentes, Droits, revenus et autres choses que se trouvent être dües à la dicte succession, ensemble les autres revenus, droits, arrerages des dites Rentes échus et depuis le decez de sa dicte A. E. et qui écherront par la suite;

Affermer les Droits et revenus qui peuvent y être sujets, aux conditions les plus avantageuses que faire se pourra, resilier les Baux, si besoin est, pour en passer d' autres.

Recevoir de méme, de M. le President Portail ce qu'il redoit du prix des Terres de Saint Lò et Carentan, tant en principal qu'arrerages et interêts;

Faire pareillement compter la succession du Sieur Abbé Penetti de tout ce qu'il a receu pour feue sa dicte A. E., recevoir ce qui se trouvera deu par le dicte Sieur Abbé Penetti, et pour raison de tout ce que dessus, donner toute quittance, reconnoissances et de charges valables; à l'effet de quoi vous donnons toute faculté de substituer et commettre en votre place telles personnes que vous jugerés à propos pour recevoir les susdites rentes et revenus sous telles retributions et emolumens que vous trouverés à propos de regler;

Vous accordons en outre tout pouvoir de traiter, de traiter, *(sic)* transiger et compromettre avec les anciens fermiers, Debiteurs et autres Redevables de la succession de sa dicte A. E. et de faire en votre nom toutes poursuites et diligences necessaires, constituer un, ou plusieurs procureurs, les revoquer et generalement faire pour raison des droits appartenans à sa dicte A. E. dans la dite succession, tout ce qui sera necessaire, promettant d'avoir pour agreable, ferme et stable tout ce que vous aurés fait en consequence de ce Plenipouvoir.

En foy de quoi ec.

Prague le 29 Mai 1743.

Signé — FRANÇOIS.

Esiste insieme con l'altre citate carte nell'Archivio Mediceo; ma tosto fu di mestieri revocare il mandato al marchese di Stainville, perchè distrasse 100,000 lire spettanti alla predetta Eredità per pagare i propri debiti, siccome apparisce da altre carte che si conservano presso l'Avvocatura Regia. Nonostante egli ottenne a carico del tesoro toscano la profumata pensione di lire 64,000 annue.

Doc. XLIV.

Il granduca Francesco commette al Segretario La Guerre d'impossessarsi per suo conto di tutto quanto rimaneva in Francia di pertinenza della defunta Principessa Elettrice.

François III. par la grace de Dieu Duc de Lorraine et de Bar Grand Duc de Toscane, Roy de Jerusalem etc. à notre cher et amé le S. Jean François La Guerre, notre Secretaire actuel de notre legation à Paris; salut.

La connoissance que nous avons de vôtre capacité, probité, zele, fidelité et attachement à nôtre Service, nous porta des le 7 Mars dernier à vous faire donner les ordres de vous rendre à Paris, pour y etre chargé et comptable de toutes les

sommes, qui doivent nous revenir de la succession de feüe l'Electrice Palatine, et en tenir la caisse, dont vous envoyeres l'Extrait au fur et à mesure qu'elles rentreront au Baron de Toussaints nôtre Conseiller intime des Finances, qui disposera des dites sommes. Suivant que nous l'ordonnerons, des quels ordres nous avons informée le Marquis de Stainville notre Ministre Plenipotentiaire en Cour de France pour vous procurer toutes les facilités compatibles au recouvrement des dites sommes; et notre intention etant que vous preniez connoissance de l'Etat actuel de la dicte succession; et des deniers qui en ont été touches, nous vous avons nommé commis et deputé et donné tout pouvoir par ces présentes de toucher ce qui est actuellement echû, et tout ce qui échira cy aprés, et d'en donner en nôtre nom toutes quittances, et decharges valables; a l'effet de quoy vous vous ferés remettre incessament, par le Sieur Maupassan Procureur au Parlement de Paris, toutes les pieces qu'il a en main concernant la même succession, de même que les sommes qu'il en a récües jusqu'á ce jourdhui, dont il sera dressé un état signé de vous et de luy, du quel vous envoyeres aussitôt un double au d. Sieur Baron de Toussaint, qui nous en rendra comptes: nous exceptons néanmoins des pieces qui doivent vous étre remises par le dit Sieur Maupassan celles qui pourroient concerner les affaires litigieuses, si aucunes il y a, pour faire ou continuer les poursuites necessaires, au quel cas il en sera fait mention dans l'Etat que vous dresserés avec luy, vous authorisant á donner au dit Sieur Maupassan et a tous autres les quittances et decharges necessaires pour le recouvrement des deniers et affaires de la dite succession circonstances et dependances. En foi de quoy nous avons aux présentes signées de notre main et contre signées par l'un dè nos Conseillers Secretaires intimes, fait mettre et apposer nôtre Siel Sécrét.

Donné a Vienne le 12 Septembre 1744.

Signé — FRANÇOIS.

Esiste nella tante volte menzionata collezione epistolare.

Doc. XLV.

Minuta della protesta spedita dal granduca Francesco II alla corte del re Carlo III di Napoli relativamente a' beni medicei situati in quel reame, preceduta dal parere del Consiglio privato di detto Granduca.

Son Altesse Royale aïant ordonné qu'on luy reproposât l'affaire concernant la protestation á faire á l'occasion des prétentions de la Reine d'Espagne, qui a été mise en possession par la Cour de Naples; le Conseil à l'honneur de lui remettre sous les yeux en précis la lettre du Comte de Richecourt du 16 Jullet avec le projet de protestation qu'il á envoié.

S. A. R. peut faire Elle même cette protestation ou en charger qui Elle aura agreable; cette seconde maniere paroit plus convenable à sa dignité ne s'âgissant que de biens scitués dans la souveraineté d'un autre Prince.

La protestation peut être faite par un acte public passé par devant notaire;

Ou par une déclaration par écrit signée de celuy qu'il plaira a S. A. R. d'en charger la quelle il notifiroit par une lettre jointe aux Ministres de Naples, qui sont en même tems Ministres d'Espagne scavoir au M. Silva á Livourne et au Cardinal Acquaviva á Rome.

La formalité d'un acte public est plus sûre et plus suivant l'usage d'Italie.

Cet acte passé par devant Notaire pourroit rester secrêt si S. A. R. l'ordonne.

L'ordonne pour le rendre public lors qu'on le croiroit necessaire.

Par lá on previendroit la publication des prétentions qu'on ne manquera pas de former, et si cet acte est rendú public,

cela engagera les Cours d'Espagne et de Naples à y repondre et à publier leurs pretentions.

S. A. R. est suppliée de donner ses ordres.

Avis du Conseil.

Le Conseil estimé que le Comte de Richecourt aiant été jusqu'a present chargé des affaires concernant la dite succession il doit naturellement être aussi chargé de faire la protestation, et que S. A. R. pourra l'authoriser par une dépeche exprés à la faire pur une declaration par ecrit signée du dit Comte qu'il notifiera aux Marquis Silva et Cardinal Acquaviva.

A Vienne, ce 21 Aoust 1743.

I componenti il Consiglio privato
- Jacquemin.
- Pfûtschner.
- Molitoris.
- Poirot dè Saint'odile.

Atto di Protesta.

Sono legitimi ed incontrastabili i due titoli per i quali si devono alla R. A. di Francesco III Duca di Lorena e Bar Gran Duca di Toscana tutti i beni allodiali che possedeva e godeva la già regnante Famiglia dei Medici totalmente estinta per la morte della Serenissima Principessa Anna Luisa Elettrice vedova Palatina ed entro al continente del Gran Ducato di Toscana e fuori di esso.

L' uno risulta dalle convenzioni particolari per le quali la Sereniss. Principessa Elettrice, unica superstite della sua famiglia, ancora vivente correspettivamente ai pesi de' quali si compiacque caricarsi S. A. R. li cede tutti i beni suddetti riservandosi solamente l' usufrutto di quelli che ella godeva e possedeva fuori del continente della Toscana finchè naturalmente fusse vissuta.

L' altro titolo nasce dal Testamento della detta Serenissima Principessa Elettrice, in cui è stato scritto ed instituito erede S. A. R. che ha stimato del suo interesse di adire ed accettare, siccome ha adita, ed accettata la detta Eredità col noto benefizio della Legge e dell' Inventario.

In forza e vigore di questi due titoli, benchè si devino a S. A. R. tutti i beni che la Serenissima Elettrice ha goduto e posseduto vivente nel Regno di Napoli, e per ciò abbia fatto ordinare ai due ministri Don Bartolommeo Intieri e Don Carlo Giamoretti che in Napoli ed in Abruzzo respettivamente hanno servito alla Serenissima Elettrice defunta ed amministrate l' entrate dei beni esistenti in quel Regno fin che è vissuta, che li corrispondino di quanto si trovano avere in mano spettanti all' eredità della Serenissima Elettrice defunta, e permessi (*sic*) gli atti legittimi e necessari procurino di ottenere il possesso dei detti beni, e ottenutolo continuino a ritenerli ed amministrarli in futuro in nome ed in conto della R. A. S.

Per le risposte di detti ministri e per altri mezzi S. A. R. è venuto in cognizione, che la Corte di Napoli non solo ha sequestrato, appresso ai detti ministri, quanto si ritrovavano in mano, ma ha in oltre ordinato che si prenda il possesso e si ritenga. Siccome è stato preso, e di fatto indubitatamente si ritiene.

In tale stato di cose N. N. spezialmente incaricato da S. A. R. di sopraintendere a tutto ciò che riguarda le successioni che si fussero aperte e purificate a favore dell'A. S. nel caso della morte della Serenissima Principessa Elettrice vedova Palatina; stima dell' interesse del suo Sovrano e della sua obligazione, il protestare (*sic*) e reclamare in nome di S. A. R. siccome protesta e reclama contro tutti li atti fatti fin ora, che in futuro si faranno dalla Corte di Napoli, e di dichiarare siccome dichiara che li atti fatti suddetti come irregolari, illegitimi e turbativi, non debbano, nè possino di ragione esser in alcun tempo o modo attesi o considerati in pregiudizio dei titoli giusti ed incontrastabili per i quali S. A. R. ha il diritto di godere e possedere tutti i beni, cre-

diti, ragioni ed azioni; che nel Regno di Napoli godeva e possedeva al tempo della sua morte la Serenissima Principessa Elettrice vedova Palatina etc.

Archivio Centrale di Stato, carte della reggenza, successione dell' Elettrice Palatina, *Miscellanea*, filza 355.

Doc. XLVI.

Nota o relazione de' beni allodiali medicei nel reame di Napoli, in Romagna, ed a Roma, divenuti proprietà dello Stato di Toscana in virtù della Convenzione del 1737 *inserita al n° IV.*

Nel Regno di Napoli li Effetti che vi possiede la Real Casa sono di tre sorti.

1. Beni Feudali, e sono il Principato dell' Amatrice, il Principato di Capestrano, Bussi, Civita Reale, ed Accumuli.

2. I Fiscali, che sono situati sopra diversi luoghi, e terre feudali come sopra.

3. Il Credito sopra la Dogana di Foggia in sorte di Ducati 200 mila, e frutti *attrazzati* (arretrati), che sono in somma anco maggiore del capitale.

I primi secondo le Regie Pragmatiche, che non ammettono alla successione congiunti oltre al 4° grado, dopo la mancanza del Serenissimo Gran Duca, e della Serenissima Elettrice si devolvano alla Real Camera di Napoli; a riserva di Civita Reale, ed Accumuli, i quali due Feudi sono intestati nella Casa Salviati, durante la quale resteranno a comodo di chi disporranno i Principi della Real Casa di Toscana; anzi se dovessero attendersi, come di ragione, dovrebbero attendersi le domande del Reale Assenso fatte alla Corte di Vienna dal Serenissimo Cosimo III di G. M. in tempo in cui erano tre fiati anco viventi, di vendere tutti i suddetti Feudi secondo le stesse Regie Pragmatiche, la domanda della licenza,

e del Real Assenso fatta in tempo abile, dovrebbe valutarsi per impedirne la devoluzione, e permetterne la vendita, o la disposizione;

Li secondi, cioè i Fiscali, sono acquistati liberamente dalla Real Casa, e come possono vendersi, così l' ultimo della Real Casa può liberamente disporne.

Li terzi, cioè Gran Crediti in sorte e frutti sopra la Dogana di Foggia, come un Effetto libero passò dalla Casa d' Urbino nella Casa di Toscana, e fu spezialmente dato in Dote a Ferdinando Secondo dall' ultimo Duca Francesco in occasione del maritaggio della Serenissima Vittoria della Rovere di lui nipote, e per testamento della predetta Serenissima Gran-Duchessa Vittoria passò liberamente nel Serenissimo Principe Francesco Maria già Cardinale di lei figliolo, che ne dispose, lasciandolo per la metà alla Compagnia dei Poveri di San Giovan Battista, per l' altra metà al Serenissimo Granduca Regnante, che da qualche anno in qua ne esige anco i frutti, e per la metà sud.ª sono liberi, ed alienabili ad ogni suo piacere.

Nello Stato Ecclesiastico si hanno due sorti di Beni, cioè le sette Fattorie, che sono nelle due Legazioni d'Urbino, e di Romagna; ed i tre Palazzi di Roma colla Villa, e casino che si dice volgarmente di Papa Giulio.

In quanto alle sette Fattorie, eccettuatane una che è quella di Castel Leone, co' piccoli Feudi annessi di Castel Leone medesimo, e della metà di Mirabello, la quale per una solenne transazione dopo l' estinzione della Real Casa si devolve all' Abbadia di San Lorenzo in Campo col peso però di corrispondere annualmente scudi 2000, che in parte devano cedere in pagamento di alcuni aggravi, che sono sopra l' altre Fattorie, e parte devano pagarsi in perpetuo a quello o quelli, a favore di cui all' ultimo della R. Casa piacerà disporne; Le altre sei Fattorie passarono come un libero Allodio della Casa d' Urbino nella Real Casa di Toscana, e sono soggette alla disposizione della Serenissima Gran Duchessa Vittoria, secondo la quale l'ultimo della Real Casa ne resterà libero, ed assoluto padrone.

Rispetto poi ai tre Palazzi di Roma, Vigna, e Casino di Papa Giulio, a riserva del Palazzo di Campo Marzo, che per disposizione del Granduca Cosimo primo è destinato per tutti quelli, che di tempo in tempo succederanno nel Granducato di Toscana, sono di libera proprietà, e pertinenza della R. A. del Granduca Regnante.

Finalmente gli Effetti di Francia, procedenti dalla Serenissima Granduchessa Margherita Luisa d' Orleans moglie di Cosimo Terzo di G. M. per i capitoli matrimoniali passati fra i Serenissimi Coniugi per la morte della Serenissima Granduchessa suddetta passarono liberamente, come dovevano passare, ne' Serenissimi Figlioli oggi viventi del Serenissimo Granduca Cosimo Terzo, che sopravvisse alla moglie, e che dovette sostenere in Francia una lite ben dispendiosa per far dichiarare, che stante i suddetti Capitoli Matrimoniali non dovesse, nè potesse attendersi il Testamento della Serenissima Granduchessa Margherita Luisa d' Orleans sua moglie che ne aveva disposto diversamente.

Questa nota o relazione fu inviata il dì 25 giugno 1737 al marchese Ferdinando Bartolommei ministro del morente granduca Gio. Gastone presso la corte di Vienna, ed ora si trova fra le carte relative a' rapporti internazionali e dinastici dello Stato di Toscana esistenti presso l' Avvocatura Regia.

Doc. XLVII.

Altra relazione de' beni, capitali e crediti spettanti all' eredità Medicea nel reame di Napoli.

La Casa Medici estinta nella Persona della Serenissima Principessa Anna Margherita Luisa Vedova Palatina del Reno ultimamente defunta, possedeva nel Regno di Napoli i seguenti feudi; cioè,

La Città, e Stato dell' Amatrice;

Il Principato di Capestrano, e Baronìa di Carapelle;

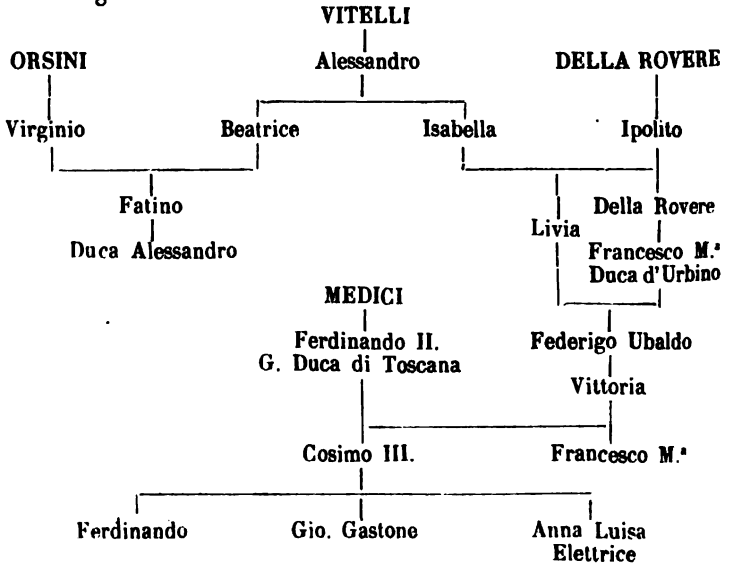
La Terra di Bussi;
Civita Reale, e Accumuli.

Dell' Amatrice

L' Amatrice è un feudo nobile, che dall' Imperatore Carlo Quinto, fino dell'anno 1538, fu concesso ad Alessandro Vitelli suoi Eredi, e successori legitimamente descendenti in perpetuo, nati, e da nascere: Ecco le parole dell' Investitura *In te praedictum Alexandrum Vitellium, tuos haeredes, et successores ex tuo corpore legitimi descendentes in perpetuum ec. natos, vel in antea.*

Il predetto Alessandro non ebbe figli maschi, ma sole tre femmine; cioè Beatrice, Lavinia ed Isabella: — Beatrice primogenita si maritò al Duca Virginio Orsini; Lavinia rimase innutta, ed Isabella si congiunse in matrimonio con Ipolito Della Rovere.

La descendenza di dette Beatrice, ed Isabella, per maggior chiarezza, e brevità, si descrive nel seguente Albero Genealogico.



Si estinse la descendenza della Beatrice Vitelli primogenita nel Duca Alessandro Orsini; Onde fu questione del passaggio di detto feudo dell' Amatrice nella descendenza della Isabella, e nominatamente nella Vittoria Della Rovere di lei pronepote allora vivente, e moglie di Ferdinando Secondo Gran Duca di Toscana.

Il Regio Fisco di Napoli pretendeva che, quantunque detta Serenissima Gran Duchessa Vittoria fosse descendente da detto Alessandro Vitelli primo investito del feudo, con tutto ciò non fusse capace della successione, per esser solo in settimo grado di parentela con il Duca Alessandro Orsini ultimo possessore defunto, quando la Prammatica del Regno limita la successione a congiunti fino al quarto grado, relativamente alla persona di detto ultimo possessore.

Ma come che oltre la successione la detta Serenissima Gran Duchessa Vittoria deduceva anche un credito di dote si propria, che della Lavinia sua sorella, detraibile da detto feudo, liquidata per decreto del Regio Consiglio di Napoli in Ducati 21 mila moneta di Regno, quindi avvenne, che dell' anno 1693 tra essa, ed il Regio Fisco fu proceduto ad una transazione, per la quale mediante lo sborso di altri 28 mila Ducati fatto al detto Regio Fisco, fu la medesima nuovamente investita di detto feudo — *pro se suisque haeredibus, et successoribus juxta naturam et successionem feudorum in Regno, vigore Capitulorum, Constitutionum, et gratiarum ejusdem Regni ec.*

Del Principato di Capestrano, e Baronia di Carapelle.

Donna Costanza Piccolomini Duchessa di Amalfi posseditrice di detti feudi dell' anno 1581 con il Regio Assenso, e necessarie solennità li vendè a Francesco Primo de' Medici Gran Duca di Toscana per prezzo di scudi centoseimila, che ne fu investito con tutta la sua descendenza, secondo la natura de' feudi del Regno.

Della Terra di Bussi.

Apparteneva nell' anno 1599 ad un tale Dottore Fulvio Paoli Napoletano, che allora la vendè al Gran Duca Ferdinando Primo di Toscana per prezzo di Fior. 22 mila, che l'acquistò *pro se, suisque haeredibus et successoribus quibuscumque, tam particularibus, quam universalibus.*

Di Cività Reale, e Accumuli.

Questi due feudi nell' anno 1643 furono acquistati dalla Serenissima Casa Medici per prezzo di Sc. 33,660 e per giusti motivi la investitura fu intestata ne' primogeniti pro tempore della Casa Salviati, che per anche dura.

In virtù delle soprariferite investiture e titoli tutti i detti feudi sono stati goduti, e posseduti da' Serenissimi Principi di detta Casa Medici fino alla persona della Serenissima Elettrice ultima di detta Casa, dopo la di cui morte il Regio Fisco di Napoli ha di essi preso il possesso, mediante l' incorporo fatto di mano Regia.

Ma questo incorporo non pare, che a' termini di giustizia si sostenga.

Imperciocchè rispetto a questi due ultimi feudi di Cività Reale, e Accumuli basta il riflettere, che la loro concessione è fatta sulla descendenza della Casa Salviati, e questa per anche dura. Adunque non può pretendersi venuto il caso della devoluzione.

Quanto a tutti gli altri, è vero che la Casa Medici investita è estinta nella persona di detta Serenissima Elettrice; Ma è altresì vero, che il già Serenissimo Gran Duca Cosimo Terzo, in tempo che aveva due figli, compresi in detti feudi; cioè il Serenissimo Principe Gio. Gastone, e la detta Serenissima Elettrice, dimandò all'Augustissimo Carlo Sesto, a cui era soggetto il Regno di Napoli, la licenza ed assenso di potere alienare tutti i detti Feudi; E quantunque non li fosse

mai accordato, con tutto ciò, siccome in ordine alle Prammatiche del Regno, quando il feudatario non è destituto di successore nel feudo, ma ne ha superstite almeno uno, tale assenso per l'alienazione non se li può giustamente denegare, e denegato senza giusta causa è lo stesso, che se fosse concesso, così per concesso reputare si dee a detto Serenissimo Gran Duca Cosimo Terzo, che in quel tempo non aveva un solo successore, ma due.

Oltre l'insussistenza dell'incorporo di detti feudi, vi è un' eccesso nell' esecuzione del medesimo; perciocchè in occasione che la Camera di Napoli ha occupato detti feudi, ha preso eziandio il possesso di diversi capi di beni allodiali, e proprii della Casa Medici annessi a detti feudi, e di fiscali, et arrendamenti non soggetti a devoluzione, ma assolutamente alienabili, e transitori in tutti i successori, almeno con assenso Regio, che non si può negare con la condizione, che la vendita si faccia in Nazionali del Regno, l'annua rendita dei quali beni ascende in tutto a Ducati quattromila cinquecento in circa.

Notizie risguardanti un credito della Serenissima Casa Medici contro la Comunità di Foggia.

Filippo Terzo Re di Spagna e di Napoli dell' anno 1608 sopra il Territorio chiamato volgarmente le Terre Salde della Regia Dogana di Foggia, impose un' annuo perpetuo, e libero censo di Fior. 17 mila e quello vendè al Duca Francesco Maria Della Rovere Duca d' Urbino, da cui passò in Federigo Ubaldo di lui figlio, indi nella Vittoria figlia di esso Federigo Ubaldo, e moglie di Ferdinando Secondo Granduca di Toscana, e da essa nel Principe Francesco Maria di lei figlio secondogenito per donazione, qual Principe Francesco Maria instituì erede il Principe Gio. Gastone di lui Nepote per una metà, e per l'altra la Congregazione sopra il soccorso de poveri di San Gio. Battista della Città di Firenze.

La detta Comunità di Foggia non essendo stata puntuale ogn' anno al pagamento delli Ducati 17 mila, l' anno 1688 vivente detta Serenissima Gran Duchessa Vittoria, fu fatta una solenne liquidazione del reliquato dei detti frutti arretrati, e con approvazione de' Ministri del Regio Fisco di Napoli, fu fissato ascendere allora alla somma di Ducati trecentoseimila.

In varii tempi sono emanati ordini dalla Corte di Spagna del pagamento di somme rilevanti a conto delli arretrati, e specialmente una volta a tempo del mentovato Principe Francesco Maria, che li fossero pagati Ducati dugentomila, ma non mai eseguiti.

Solo dall' anno 1700 fino all' anno 1704 si trova essere stato pagato a detto Principe Francesco Maria la somma di Ducati seimila l' anno, a conto de' frutti correnti, ed altri Ducati quattromilacinquecento a conto sono stati pagati dopo al Serenissimo Gran Duca Gio. Gastone, e finalmente alla Serenissima Elettrice è stata accordata la compensazione di parte di detti frutti con i rilevi, o siano spedizioni delle investiture feudali in occasione di esser succeduta ne' mentovati feudi del Regno.

Da tutto ciò chiaramente si comprende, che non parlando del capitale di detto censo di Ducati dugentomila, i soli frutti di esso arretrati, e non pagati ascendono ad una somma cospicua, che con un calcolo proseguito dall' anno 1688 in poi facilmente si può liquidare, e sopra questo credito, tanto per il fondo, che per gli arretrati non può aver luogo la devoluzione, o incorporo a prò del Regio Fisco di Napoli, trattandosi di cosa allodiale, e non feudale.

Questa seconda relazione si trova insieme coll' antecedente presso l' Avvocatura Regia nella citata serie di carte.

Doc. XLVIII.

Lettera corredata di dimostrazioni dell' auditor Antonio Mormorai al conte di Richecourt relativamente alle rendite de' Beni medicei di Francia, d' Urbino e di Napoli descritti negli antecedenti documenti.

Eccellenza

Ho l' onore di presentare nei tre annessi fogli a Vostra Eccellenza, lo stato dei Beni posseduti dalla Real Casa de' Medici fuori del Granducato di Toscana, cioè nel Regno di Napoli, nella Legazione d' Urbino, e nel Regno di Francia, formato a norma de' suoi veneratissimi comandi.

Lo specchio riguardante i Beni situati nel Regno di Francia dependenti dalla successione di Margherita Luisa d' Orleans Granduchessa di Toscana, non si è potuto corredare coll' annua rendita rispetto alle Saline di Broüage, e ai Beni di Normandia, perchè non avendo questi una rendita certa, e invariabile come la hanno i Beni di Parigi, sarebbe stato necessario fare uso dei libri dell'amministrazione: questa non è stata tenuta rispetto a questi Beni dall'Auditore Pier Francesco mio padre, ma dal Cavaliere Averardo Serristori e dal Guiducci, in mano dei quali, per mezzo dell' Abbate Pennetti agente di Francia, passavano le dette rendite.

I documenti tutti riguardanti i Beni di Francia, e specialmente una Sentenza del Parlamento di Parigi sopra la successione della Granduchessa Margherita Luisa, furono nel dì 2 Maggio 1729 consegnati dall' Auditore Neri a Rocco Vatrini Custode dell' Archivio segreto in una cassetta di stagno, come rilevo da un biglietto del detto Auditor Neri esistente presso di me, in data de'14 Agosto 1737.

Vedrà V. E. nello Specchio dei Beni di Napoli l' insigne prodotto delli arretrati della Dogana di Foggia; questo è tale, perchè, nè il Duca Francesco Maria Della Rovere, nè i suoi Reali Successori hanno mai potuto esigere cosa alcuna, a riserva di ducati seimila esatti dal Granduca Gio. Gastone.

Rispetto allo Specchio dei Beni d' Urbino, è da notarsi, che i Mulini di Pesero nell' anno 1748 e 1749, soffersero la spesa di scudi 12,039 quale cadendo nel ventennio, sul quale è stato formato l' anno comune, rende il prodotto dei medesimi di scudi 601 l' anno inferiore di quello che sarà in avvenire.

Non mi resta, che pieno della più viva fiducia nella protezione dell' E. V. e del più profondo rispetto dirmi.

Di Vostra Eccellenza

Di Casa 26 Dicembre 1755.

Umilissimo Servitore
ANTONIO MORMORAI.

SPECCHIO di Beni o Rendite di Francia dipendenti dalla successione di Margherita Luisa d' Orleans Granduchessa di Toscana.

NORMANDIA

	CAPITALI.	RENDITE
Vicecontea di Saint Lò, e Carentan.		
Casa e diritti demaniali a Alençon, dependenti dalla successione di Madamigella Anna Maria d' Orleans di Montpensier . . . Franchi	185,745. —. —.	
Haintonge, Pays d' Aunix Isle de Rè, La Rochelle.		
Diritto sopra le Saline di Broüage, o sia il diritto di esigere sopra a ciascheduno *Muid* di Sale, cinque soldi, e due denari, dependente dalla successione del Duca d' Orleans . . . . . »	420.050. —. —.	
Parigi.		
Rendite sopra alla Città acquistate da Margherita Luisa d' Orleans Granduchessa di Toscana alla ragione di cinque per cento . . . . »	684,350. —. —.	34,217 ½
Altre simili acquistate dalla medesima a 2. ½ per cento. »	50,000. —. —.	1250. —. —.
Franchi	1,340,145. —. —.	35,467. ½

SPECCHIO de' Beni e Rendite dependenti dalla successione di Vittoria della Rovere Granduchessa di Toscana, situati nello Stato Ecclesiastico.

BENI FRUTTIFERI

Rendita annuale.

Fattoria di Pesero. . . Scudi	1314. 4. 15. 4.		
Mulini di Pesero . . . . »	2597. 5. 13. 4.		
Fattoria di Sinigaglia . . »	3751. 6. 2. 4.		
Fattoria di Fossombrone . »	2874. —. 11. 8.		
Fattoria di Urbania . . . »	462. 3. 10. 8.		
Fattoria d'Urbino. . . . »	428. 1. 17. 4.		
Fattoria del Poggio di Berni. »	638. 5. 11. 8.		
Beni di Giubbio allivellati. »	11. 3. —. —.		
Magazzino della Salara allivellato . . . . . »	—. 1. 17 4.		
Dal Conte Ondedei per Canone del Barchetto posto nella Città di Pesero concessoli in Enfiteusi per benigno Rescritto di S. M. I. de' 6 Agosto 1755 . . . . . »	9. 3. 13. 4.		
Dal Cardinale Albani per l'annua prestazione della Fattoria di Castel Leone. . »	952. 2. 13. 4.		
Per l'utile della Trattura della Seta. . . . . »	47. 4. 9. 4.		
Somma	13,089. 1. 15. 8.		
Sbattesi le spese	1,639. 2. 5. 4.		
Resta al netto la rendita. Scudi	11,449. 6. 10. 4.	11,449.	6. 10. 4.

Spese annuali.

Per le appresso che si fanno in Pesero. . . . . Scudi		971.	6. 10. 8.
Cioè			
Provvisioni e Spese di Scrittojo. . . . . »	667. —. 8. 8.		
Elemosine e Donativi . »	109. —. 14. —.		
Obblighi e spese generali . . . . . »	195. 5. 8. —.		
Per le appresso che si fanno in Firenze . . . . . »		667.	2. 14. 8.
Cioè			
Provvisioni e Spese di Scrittojo. . . . . »	381. 2. 19. 3.		
Scapiti di monete . . »	193. 4. 18. 10.		
Porti di denaro e Scritture . . . . . »	41. —. 2. 1.		
Spese generali . . . »	51. 1. 14. 6.		
Sommano . . .		1639.	2. 5. 4.

BENI INFRUTTIFERI

Pesero . . .	Palazzo di Mualfiore.
	Palazzo dell' imperiale.
Sinigaglia . .	Palazzo.
Urbania . . .	Palazzo di Monteberticchio.
	Palazzo di Urbania.
Poggio de' Berni	Palazzo.

SPECCHIO de' Beni, Rendite e Crediti esistenti nel Regno di Napoli.

ABBRUZZO

Principato di Capestrano, Baronia di Carapelle, Terre di Ofena, S. Lucia, Castel Monte, Calascio, acquistati nel 1578 dal Gran-Duca Francesco de' Medici per il prezzo di Ducati centoseimila dalla Casa Piccolomini Aragona.	Ducati	106,000. —. —.	
Baronia di Bussi comprata dal sopradetto per il prezzo di Ducati diecimila . . .	»	10,000. —. —.	
Principato della Amatrice, a cui sono annessi 57 Villaggi, acquistata nel 1639 dalla Gran-Duchessa Vittoria della Rovere, per le ragioni dotali di Isabella Vitelli della Rovere dichiarate dal Regio Consiglio di Napoli nella somma di Ducati ventunmila novecentonovanta, e per altri crediti a lui spettanti, e di più collo sborso di ducati ventiottomila . . .	»	49,990. —. —.	
Rendita di detti Feudi formata sul prodotto della coacervazione dell' incassato dal di 1° Giugno 1730 a tutto Ottobre 1742	»	—. —. —. —.	9,312. —. —.
Somma e segue.	Ducati	165,990. —. —.	9,312. —. —.

Retro Somma	165,990. —. —.	9.312, —. —.
PUGLIA		
Credito colla Regia Camera di Napoli creato nel 1607 da Francesco Maria della Rovere Duca di Urbino nella somma di Scudi dugentomila sopra la Dogana di Foggia, per il quale se li doveva la corrisposta di Ducati diciassettemila l'anno, quale fu ridotta nel 1650 nella somma di Ducati 9333 l'anno. »	285,714. —. —.	9,333. —. —.
Arretrati dal 1607 al 1650 alla ragione di Ducati diciassettemila l'anno . . . . . »	731,000. —. —.	
Arretrati dal 1650 al 1755 alla ragione di Ducati novemila trecento trentatre . . . »	979,965. —. —.	
Ducati	2,162,669. —. —.	18,645. —. —.

La riportata lettera dell'Auditor Mormorai, e gli annessi *Specchi* o dimostrazioni che le fanno seguito, forman parte delle carte esistenti presso l'Avvocatura Regia relativamente ad interessi internazionali e dinastici del Granducato di Toscana.

Doc. XLIX.

Relazione del Luogotenente Fiscale Scaramucci al conte di Richecourt rispetto a' crediti dello Stato di Toscana colla Corona di Spagna.

Eccellenza

La mancanza de' documenti necessari, e nella Segreteria de' Gran-Duchi predecessori, e nel Monte di Pietà, derivante forse dall' essere i medesimi stati portati a diversi Congressi, e mandati anco in Spagna a' ministri di Toscana, è il motivo per cui io non ho potuto prima, e meglio servire V. E. nell' incombenza commessami.

Pure avendo da vari luoghi, con tempo e diligenza, fatta

di essi quella raccolta che mi è stata possibile, espongo a V. E. il tenore de' medesimi in questa mia Relazione.

I.

Sotto dì 6 Luglio 1583 la Maestà Cattolica di Filippo Secondo Re di Spagna, richiese il Serenissimo Gran-Duca Francesco, acciò volesse procurare che da Mercanti e Banchieri fiorentini gli fosse imprestata la somma di tre o quattrocento mila scudi da pagarsi a D. Pietro Gonzales de'Mendoza, acciò questo gli trasmettesse ad Alessandro Farnese Principe di Parma, e General Comandante dell'Armi Spagnole in Fiandra per servirsene nelle guerre, che la Cattolica Maestà aveva allora in quelle parti, come resulta dalle regie lettere che si danno tradotte sotto numero 1 (a).

Il Gran-Duca Francesco non mancò di provvedere a S. M. C. scudi trecentomila d' oro, che formano scudi trecentoventunmila quattrocento ventotto, e lire quattro di moneta di lire sette per scudo, e questi fece pagare al suddetto D. Pietro Gonzales de Mendoza procuratore deputato dal Re Cattolico, e per esso a Giovan Battista Dadda da lui sostituito per istrumento publico da Banchieri Zanobi Carnesecchi, ed Alessandro Strozzi in apparenza (ma in verità dallo stesso Granduca Francesco, come vedrassi in appresso), secondo che il tutto apparisce dall' istrumento del dì 17 Agosto 1583 rogato da Ser Zanobi Paccalli Notaro pubblico, che si dà annesso al numero 2.

In questo instrumento il Dadda procuratore sostituito precisamente inerendo non solo alle regie lettere sopradette, ma ancora all' instrumento di sua deputazione fatta in Genova dal precitato Ambasciatore Mendoza, promesse, che S. M. C. dentro l'anno 1583 averebbe restituiti scudi centocinquantamila, ed ogni restante per tutto l' anno 1584, e per il disborso che soffrivano gli Imprestitori convenne di pagare i cambii e ricambii purchè non eccedessero la somma di scudi otto per

(a) Tutti i documenti citati dallo Scaramucci in questa sua elaborata *relazione*, esistono in copia autentica là dove abbiamo estratta la *relazione* medesima.

cento, ed obbligò non solo tutti li Stati e Beni del Re debitore, ma anco tutti i successori in tutti i di lui Dominii.

Nella fine dell' anno 1599 non essendo mai stata pagata cosa alcuna da S. M. C. a conto di detto imprestito, e frutti, con tutto che fosse stato mandato a Madrid il predetto Zanobi Carnesecchi, uno degli apparenti Imprestatori, furono questi obbligati a cedere detto credito al Marchese Ambrogio Spinola dimorante in detta Corte, con che detto Spinola cedesse una rendita equivalente di fondo, e frutti sopra dei giuri che esso teneva dal Re Cattolico, e stabilita che fu tal cessione per conguaglio di essa furono consegnati tanti *giuri* (a) da venti al migliajo di entrata annua di sedici milioni cinquecento trenta quattro maravidis, sopra il capitale di trecentoventitre milioni novecento trentamila seicento ottanta maravidis, situati sopra le rendite delli schiavi neri, che si navigavano per l' Indie, e Isole in testa e nome del marchese Lorenzo Salviati, a favore del quale sotto dì 29 Gennajo 1601, fu spedita da S. M. C. amplissima carta di privilegio per se, suoi eredi, e successori, e chi avesse causa da lui, benchè non naturale di quei regni, qual carta si dà sotto il numero 3.

Di detti capitali di giuri ne furono alienate tre partite, ne' seguenti modi

Cioè

1607. a 30 Marzo	Camp. A	a	38 M^s.	3,750,000
1622. a 8 Giugno	Camp. B	a	391 M^s.	22,968.740
1623. a 9 Dicem.	Camp. C	a	220 M^s.	22,031,371
			M^s.	48,750,111

Dipoi sotto dì 25 Marzo 1650 essendo seguita la vendita di Pontremoli fatta dal Re Cattolico Filippo IV al Granduca Ferdinando II per scudi cinquecentomila, fu estinta e compensata altra porzione dei frutti maturati di detto credito di giuri per la somma di scudi centottanta mila, come per l' instrumento segnato di numero 4.

(a) I *giuri* antichi di Spagna costituivano titoli di credito guarentiti dallo Stato sulle regie rendite.

Successivamente non piacendo al Serenissimo Gran-Duca che il credito predetto stesse più in testa del Salviati, a cui realmente non atteneva, sotto dì 19 Ottobre 1671 ne fece questi pubblica dichiarazione, con cui confessò che tutto l'importare del credito medesimo e degli assegnamenti avuti per quello, ed in sua faccia cantanti, atteneva in realtà al Monte Pio, da cui originariamente era stato in principio sborsato il denaro del primo imprestito, come dall' Instrumento di detto giorno rogato Ser Orazio Busatti Notaro pubblico fiorentino, che si dà sotto numero 5.

Finalmente sotto dì 25 Aprile 1672 per finire di dar luogo alla verità, i Protettori del suddetto Monte Pio dichiararono solennemente ancor essi che il suddetto imprestito, e per conseguenza gli assegnamenti dei suddetti giuri acquistati per il medesimo atteneva in verità al Serenissimo Gran-Duca Francesco, e allora per lui al Serenissimo Gran-Duca Cosimo III e non altrimenti al detto Monte, come del tutto costa per altro Instrumento rogato dal detto Ser Orazio Busatti Notaro pubblico fiorentino, che si dà sotto numero 6.

Da due certificazioni segnate numero 7 e 8 resulta che nell' anno 1685 il capitale di detti giuri era ridotto a dugento settantacinque milioni, centottantamila cinquecento sessantanove maravidis, che furono valutati scudi settecento trentasettemila novanta, soldi diciotto, e denari otto di nostra moneta, come apparisce al libro campione segnato L del Monte Pio a 50. E il frutto maturato a tutto dicembre 1684 ridotto a ragione di tredici milioni e settecento cinquantanove mila trentaquattro maravidis l'anno, ascendeva a seicentotrentadue milioni novecentoquindicimila cinquecento sessantaquattro maravidis, che di nostra moneta sono un milione cinquecentocinquantunmila dugentosessantatre pezze da otto reali, le quali fanno scudi un milione dugentosettanta quattromila dugentocinquantuno e soldi quindici moneta.

I frutti poi maturati dal detto dì ultimo Dicembre 1684 a tutto Dicembre 1750, importano a detta ragione maravidis novecento otto milioni novantaseimila dugentoquarantaquat-

tro che sono circa scudi due milioni, e quattrocentoventimila.

II.

Altro credito tiene pure la Corte di Toscana con quella di Spagna, e dipende dall' Instrumento matrimoniale stipulato in Madrid per gli atti del regio notaro Giovanni Gallo di Andiada sotto dì 28 Giugno 1608 ratificato in Firenze per i rogiti di Ser Cosimo Serguglielmi Notaro pubblico fiorentino sotto dì 9 Agosto di detto anno segnato di numero 9, in cui il Re Cattolico Filippo Terzo promette al Granduca di Toscana Cosimo II per aumento di dote della Serenissima Arciduchessa Maria Maddalena di Austria scudi dugentomila nel seguente modo cioè « secondo che la Maestà Cattolica del Re nostro « Signore a titolo di dote, e per augumento di essa fa grazia « di dare e darà alla detta Signora Arciduchessa Maria Mad- « dalena dugentomila ducati castigliani di undici reali per « ducato, situati in buona e sicura rendita nel Regno di Na- « poli, e la detta rendita sarà a ragione di otto per cento « della medesima forma e valuta, entrata e frutto secondo e « come si fondorno le doti della Maestà Cesarea della Signora « Imperatrice Maria avola di Sua Maestà, e della Signora In- « fanta Donna Caterina sua sorella, e per adempimento ed « esecuzione di questa grazia, donazione ed augumento di « dote, detti dugentomila ducati comanderà Sua Maestà che « si faccia la sua cedola reale, ed ogni altra spedizione ne- « cessaria in tale bastante e legittima forma come si con- « venga, il che si farà ed adempirà subito che questa capi- « tolazione sarà ratificata, e per li Signori Contraenti e per « gli altri interessati in quella; come resulta dall'Instrumento che si dà segnato sotto numero 9.

Dunque dal detto giorno della ratifica, che come si è detto fu il dì 9 Agosto 1608 in poi, era dovuto alla Casa di Toscana non solo il detto capitale di ducati castigliani dugentomila, ma ancora il frutto alla ragione dell'otto per cento in futuro.

Che questo credito non sia estinto, pare che lo mostri con tutta chiarezza il biglietto del Marchese Carlo Rinuccini ministro plenipotenziario di Toscana al Congresso di Utrecht da lui scritto al Signor Duca di Ossuna ministro plenipotenziario di Spagna al Congresso medesimo, che assieme con la risposta del predetto Sig. Duca si danno sotto numero 10 in cui egli dice, che i crediti che tuttavia non sono stati sodisfatti dipendono in primo luogo dall' aumento di dote stato fatto dalla Corte di Spagna alla Serenissima Arciduchessa Maria Maddalena moglie del Granduca Cosimo Secondo.

Quanto ai frutti potrà forse opporsi che questi non siano più dovuti dopo la morte della detta Serenissima Arciduchessa, perchè i frutti dotali sciolto così il matrimonio non sono più dovuti.

Ma si potrà rispondere, che quando è destinato nella promessa, un fondo fruttifero, in tal caso il debito de' frutti continua anco dopo lo scioglimento del matrimonio, come appunto vediamo che succede, quando il promissore si obbliga di fare un investimento fruttifero del capitale, perchè in tal caso non cessano mai di essere dovuti i frutti.

III.

Dall' istesso instrumento dotale resulterebbe la giustificazione di altro credito di scudi trecentomila che aveva la Corte di Toscana con il Re Cattolico Filippo Secondo, e che fu ratificato dal di lui figlio Filippo Terzo nel medesimo Instrumento al terzo capitolo, che dall' idioma spagnolo tradotto nell' italiano dice così:

« Che Sua Maestà a contemplazione di questo matrimo-
« nio, e per le cause suddette pagherà e comanderà si paghi
« al detto Sig. Granduca un debito di trecentomila scudi,
« che gli restò debitore la Maestà Cattolica del re Don Fi-
« lippo di gloriosa memoria suo Signore e Padre, ed il detto
« pagamento si farà infra li tempi e paghe, cioè centomila
« scudi ogni paga, la quale ha da pagare e pagherà S. M.
« nelle flotte dell' Indie Occidentali dell' anno corrente mille-

« seicentotto, e delli due anni seguenti, cioè 1609 e 1610, e « perciò e per l' adempimento di questo capitolo Sua Maestà « darà e comanderà che si dieno le sue reali cedole con tutti « li requisiti, clausule, e solennità necessarie e solite, acciò « il detto pagamento sia sicuro, e si effettui nella detta con- « segnazione e flotte alli detti tempi, i quali tempi hanno da « cominciare a correr subito che questa detta capitolazione « sia ratificata per le parti nella forma suddetta nel prece- « dente capitolo; e perchè li detti trecentomila scudi, ed il « pagamento di essi alli detti tempi nella forma predetta si « fa a contemplazione e per conto di questo matrimonio, e la « Real volontà di Sua Maestà è, che il detto pagamento si « faccia con condizione, che subito che si vadino pagando, e « riscuotendo li detti trecentomila scudi, il detto Signore Gran- « Duca gli ha da rispondere e risponderà, e resta obbligato « risponderli in entrata e situazione ferma e sicura, che al- « meno sia di cinque per cento, della quale hanno a godere « li detti Signori Contraenti Principe di Toscana, ed Arci- « duchessa Maria Maddalena per aiuto alle spese matrimo- « niali, Casa e Stato; e caso che succeda la dissoluzione di « detto matrimonio infra li detti Signori Principe di Toscana « e Arciduchessa, in tal caso, in considerazione, surrogazione « e luogo dell' Arre che si avevano a dare alla detta Signora « Arciduchessa Maria Maddalena, il detto Signore Gran-Duca « si ha da obbligare e restare obbligato a dare, e che si diano « l' entrate, e gli utili delli detti trecento mila scudi alla detta « Signora Arciduchessa tutto il tempo di sua vita, mentre « starà vedova, e di poi li detti utili delli detti trecentomila « scudi hanno a tornare a benefizio, ed in prò del detto Si- « gnore Gran-Duca, e sua Casa con tale dichiarazione, che se « del detto matrimonio infra li detti Signori Principe di To- « scana, ed Arciduchessa Maria Maddalena restassero figli, li « detti trecentomila scudi, e entrata di essi ed il loro capi- « tale e situazione, hanno da servire e convertire in utile, e « pro delli detti Signori Figli del detto matrimonio; per lo « che, e stante che il detto pagamento fatto per Sua Maestà

« si fa mediante questa condizione, e condizioni, e non senza « esse il detto Signore Gran Duca ha da far passare tutte le « scritture necessarie in conformità di questo capitolo con le « clausule, forze, e fermezze solite in tali contratti apporsi « fra tali personè, e conforme all' uso e stile del luogo dove « le suddette cose si faranno; di tal maniera che gli utili di « detti trecentomila scudi abbino da restare e restino per li « detti Signori Principe e Arciduchessa costante il detto ma- « trimonio, e sciolto, e restando vedova la detta Signora Ar- « ciduchessa, gli detti utili hanno da essere proprii beni suoi, « come ora per allora restano dichiarati per tali beni proprii « suoi in surrogazione, e luogo delle dette Arre, come è stato « detto, ed in caso che al tempo della morte dell' Arciduchessa « restino figli di questo matrimonio, il capitale, utile, « e situazione delli trecento mila scudi ha da spettare alli « detti Signori Suoi Figli, come tutto il suddetto e ciascuna « cosa, e parte del menzionato e riferito in questo capitolo si « ha da specificare e dichiarare nelle dette scritture che ha « da passare il detto Signor Gran Duca a favore delli detti « Signori Principe di Toscana, ed Arciduchessa M. Maddalena, « e prole futura di questo matrimonio per adempimento, osser- « vanza ed esecuzione del contenuto in questo detto capitolo, « e della volontà di Sua Maestà e sicurezza delle parti. »

Ma questo credito si crede possa essere restato estinto nella seguente maniera, e nei seguenti tempi.

Si ha dai libri della Depositeria generale esistenti nei Soprassindaci, ed in specie da un libro dell' anno 1579 segnato di lettera D a 150, che nel saldo fatto in Lisbona sotto dì 6 Novembre 1581 con i ministri del Re Filippo Secondo, restò il medesimo debitore di scudi seicento quattromila novecento cinquantatre 3. 8. 8.

Da altro libro azzurro, segnato pure di lettera D, resulta un pagamenio di scudi trecentoduemila quattrocento settantasei 5. 4. 4. fatto in Siviglia a Domenico Simoni ministro del Gran Duca, qual pagamento viene ad estinguere la metà di detto debito, e questo pagamento si vede scritturato al me-

desimo libro il dì 12 Settembre 1583; sicchè il Re Cattolico restò debitore dell' altra metà in somma pure di altri scudi trecentoduemila quattrocento settantasei. 5. 4. 4., la quale fu successivamente estinta nella seguente forma.

Primo; mediante un pagamento di scudi dugentomila ottocento novantadue, e lire sei fatto dai ministri dell' Azienda di S. M. C. al Capitano Raffaello da Romena, qual pagamento fu scritturato nel libro C a 412 il di 9 luglio 1610, sicchè restò il debito del Re medesimo in scudi centunmilacinquecento ottantatre 6. 4. 4.

Secondo; mediante altro pagamento di scudi trentamilatrecento ottantacinque 3. 3 stati pagati al medesimo Romena, e scritturato sotto dì 6 Ottobre 1611 nel libro D a 101.

Terzo; con altro pagamento di scudi cinquantaduemilanovecento trentaquattro 3. 6. 8, scritturato sotto di 29 ottobre 1612 al libro A a 28.

Quarto finalmente, con altro pagamento di scudi diciannovemila seicentosei, e lire quattro riscossi pure dal Romena il dì 3 Ottobre 1613 e scritturati nello stesso libro A sotto dì 31 Gennaio 1613.

Questo credito parrà che non dovesse da me notarsi in questa mia relazione per essere in questa forma restato estinto.

Ma riflettendo che i suddetti pagamenti furono fatti in conto di uno imprestito di scudi trecentomila, e che per conseguenza potrebbe dalla Corte di Spagna pretendersi che i medesimi si riferissero a quell' altro imprestito di simil somma che ho sopra riportato al numero I°, perciò all' effetto che venendo opposti i suddetti pagamenti non ne nasca a S. M. I il pregiudizio di vedersi estinto quel primo credito che è ancor vivo, ho stimato proprio di dimostrare all' E. V. che non nel primo, ma nel secondo credito di scudi trecentomila quei pagamenti devono assolutamente imputarsi.

Il che tanto più si prova vero, quanto che il primo imprestito era stato convertito nell' assegnazione dei giuri situati sopra le rendite delli schiavi neri nel modo e forma che pure ho narrato al numero I°, onde avendo avuto questo credito il

suo esito nella consegna dei giuri, è impossibile che restasse successivamente estinto dalla Corte di Spagna con pagamenti manuali.

Ed in ogni peggior caso è sempre sicura la nostra replica, che se mai con quei pagamenti fosse restato estinto il primo imprestito, sarebbe sempre vivo il secondo, di sorte eguale al primo, giacchè un pagamento non puole estinguere due crediti, e però sarà sempre vero che S. M. I. averà anco in oggi un credito creato in origine con il Re Filippo II di scudi trecentomila in capitale con più i frutti fin ora decorsi, e da decorrere in futuro.

IV.

Il quarto credito deriva dalla negoziazione delli *assienti* (a) parimente negoziata con l'altro Re Cattolico Filippo IV da Niccolò Bonaventuri stato ministro del Monte in Spagna nelli anni 1643, 1644, 1646 e 1647.

Questi per l'autentica certificazione datane dai Ministri della Contadoria Maggiore di Sua Maestà Cattolica, che si dà sotto numero 11, costituiscono debitore il predetto Re Cattolico di sessantasei milioni ottocento novemila dugentoventi maravidis di argento, che formano di nostra moneta di scudi 178,157. 18. 1, e di tanta somma appunto lo costituisce debitore la partita al libro Campione L del Monte di Pietà a 388, segnata di numero 12.

Se deve farsi conto di un' informe Memoria esistente in detto Monte resulterebbe, che parte di questo credito fosse stato alienato da Niccolò degli Albizzi ministro del Monte stesso nelli anni 1655, 1658 e 1659, e che solamente ne fosse restato in essere trentadue milioni settecento cinquantaquattro mila settecentocinquantasette maravidis, che si valutano di nostra moneta scudi circa ottantottomila, ai quali aggiungendosi i frutti a sei per cento per anni centotrè, ascenderebbero a scudi 543,840.

(a) Secondo certe nostre informazioni ne sembra che gli *assienti* fossero azioni sulla Compagnia che negoziava gli *schiavi neri* per l'Indie Occidentali.

Questo credito pare, che sia ancor vivo, e non estinto assolutamente, perchè nel suddetto biglietto del fu Marchese Carlo Rinuccini, egli lo richiede esplicitamente al Duca di Ossuna, onde è credibile che esso che doveva avere allora in mano le giustificazioni che di presente mancano, non l'avesse certamente richiesto, se la Corte di Spagna avesse potuto mostrargli il pagamento.

V.

Il quinto credito che pure par senza disputa, è quello che fu confessato l'anno 1602 dal Marchese Ambrogio Spinola Genovese nella sua lettera del dì 4 Settembre segnata di numero 13, per il quale furono da lui assegnate diverse rendite situate nel Regno di Napoli, con i frutti dal dì primo settembre di detto anno.

L'assegnazione fatta con il Regio Assenso, e con tutte le necessarie solennità delle dette rendite nel detto Regno di Napoli, si giustifica con gl'instrumenti pubblici segnati di numero 14.

E finalmente la quantità di detto credito ascende in capitale a scudi sedicimila cinquantanove e denari sedici moneta.

Il frutto poi fino al presente giorno parte a ragione di scudi sei, e parte a sette per cento, importa circa scudi novantacinquemila settecento sessanta per anni 114, come si giustifica dalle partite de' libri del Monte segnate di numero 15.

Questo credito e queste rendite cantavano al solito in Lorenzo Salviati, che era quello che prestava il nome a tutti i crediti, che aveva in questi tempi la Corte di Toscana, ma la stessa lettera del Marchese Spinola dimostra chiaro, che il vero creditore era il Granduca di quel tempo.

Si potrà pure opporre che questo era un debito dello Spinola, non della Corte di Spagna.

Ma sia come si vuole, è cosa indubitata, che con l'assenso regio attualmente ipotecò lo Spinola le regie rendite del Regno di Napoli, onde si chiede adesso, che o siano rese a

S. M. I. le dette rendite, o sia pure per rimborso assegnato a S. M. C. l'equivalente, assieme con i frutti decorsi.

VI.

Il sesto credito è quello che è descritto al libro Campione L del Monte Vecchio a 335, in cui si vede sotto di 20 giugno 1647 indebitato un conto di giuri di Spagna fondati nella prima e seconda situazione del dazio uno per cento, della somma di scudi seicento ventinovemila cinquecento settantacinque, lire sei, e soldi sedici moneta, ma essendone stati dati in pagamento a diversi creditori del Monte una porzione statane alienata da Niccolò Albizzi procuratore del medesimo Monte, pare che in oggi quelli che possiede il Monte suddetto si riduchino ai seguenti:

	CAPITALE DI GIURI	RENDITE ANNUE
	Ms	
1. Cordova di 2ª	7,000,000.	1,460,000.
2. Siviglia di 2ª	30,000,000.	5,000,000.
3. Carmona di 1ª	4,890,000.	840,500.
4. Carmona di 2ª	5,900,000.	1,180,000.
5. Villa nuova delle Infanti di 2ª	9,250,000.	1,850,000.
6. Jeres della frontiera di 2ª	30,120,000.	5,020,000.
7. Baezza di 2ª	15,660,000.	2,610,000.
8. Antequera di 2ª	21,960,000.	3,360,000.
9. Anducar di 2ª	10,140,000.	1,690,000.
10. Jaen di 2ª	35,700,000.	5,950,000.
11. Martos, e Calebrava di 2ª	30,000,000.	5,000,000.
12. Zamora di 2ª	10,380,000.	1,730,000.
13. Quadalcara di 2ª	1,660.000.	330,256.
14. S. Clemente di 2ª	6,550,000.	1,310,000.
15. Cosegna di 2ª	9,290.490.	1,540,915.
16. Lierena di 1ª	18,000,000.	3,000,000.
17. Alcantara di 2ª	33,000,000.	5,500,000.
18. Murzia e Advana di 2ª	12,080,478.	2,010,413.
19. Cartagene di 2ª	6,000,000.	1,000,000.
Somma totale Ms	297,580,968	50,352,084.

Che di nostra moneta sono Scudi ottantamila circa di capitale, dico . . . . . Scudi 800,000.

Il frutto annuo di questo capitale ridotto a nostra moneta importa scudi tredicimila cinquecento circa, che in anni centotre a tutto dicembre 1750 forma circa un milione e trecento novantamila scudi . . . . . Sc. 1,390,000.

A conto dei sopradetti frutti ascendenti, come si è detto, fin' ora ad un milione e trecento novantamila scudi il Monte di Pietà dall' anno 1671 all' anno 1718 ne ricavò scudi diciassettemila trecento sessantasette, soldi undici e denari sei moneta, e dall' anno 1734 all' anno 1749 ne ricavò scudi cinquemila ottocento novantaquattro, e soldi sette moneta, sicchè in oggi il solo credito dei frutti ascenderebbe ad un milione e trecento sessantaseimila settecento trentotto scudi, un soldo, e sei denari di moneta.

Ma in oggi vi è di peggio, perchè la Corte di Spagna non vuol più pagare neppure quelle suddette piccole responsioni, e non bastandogli il possessò di esigere in cui era il Monte Pio, pretende adesso che si giustifichi l' origine legittima di questo credito, altrimenti nega voler più corrispondere al Monte medesimo di somma alcuna, come dalla lettera del Signor Filippo Michelozzi stato incaricato dal Monte di questa riscossione che si dà in copia autentica segnata di numero 16.

Dovendo dunque giustificarsi il principio di un tal credito, a forma della pretensione della Corte di Spagna, si dice per parte di S. M. I. che di questo credito ne è al Monte Pio impostata la partita segnata di numero 17, e vi sono i privilegi e certificazioni originali di giuri esistenti in Spagna in mano di Pietro Maria Fava per consegna fattagliene dallo stesso Michelozzi, come dall' Inventario segnato di numero 18.

VII.

Il settimo credito è un censo in sorte di ducati dugentomila di Carlini dieci per ducato, e di grani dieci per Carlino moneta di Napoli, quali il fu Francesco Maria della Rovere Duca d' Urbino sborsò attualmente al Re Cattolico Filippo III,

e per esso al Vicerè di Napoli per instrumento del di 21 Febbrajo 1607, e questo contratto fu poi dallo stesso Re ratificato nell' anno 1608, come il tutto apparisce dall' autentico documento che si dà segnato di numero 19.

Il frutto di questo censo fu stabilito in annui ducati diciassettemila a ragione di ducati otto e mezzo per cento l'anno, e per l' esazione di questi furono assegnate al Duca creditore l' entrate delle terre salde della regia Dogana di Puglia, delle quali per dare maggiore braccio ed autorità al creditore per l' esazione, nello stesso instrumento ne fu figurata una vendita.

Questo credito passò successivamente nella Granduchessa Vittoria della Rovere nipote del suddetto Duca Francesco Maria e moglie del Granduca Ferdinando II, la quale dipoi per instrumento de' 4 gennajo 1688 rogato Ser Tommaso Ceppe-relli lo donò al Principe Cardinale Francesco Maria suo figlio, alla di cui morte, in vigore del di lui testamento la metà ne passò nel Granduca di Toscana, e per conseguenza in oggi in Sua Maestà Imperiale, e l' altra metà nella Congregazione dei poveri di San Giovan Battista, le ragioni del quale pure si promuovono da S. M. I. per esser la medesima un Luogo Pio, che esiste sotto la Cesarea protezione.

Pretesero in vari tempi diversi Vicerè di Napoli di ridurre il detto frutto dai convenuti ducati diciàssettemila a soli ducati quattordicimila annui, e di questi pretesero pagarne solamente due terze parti, e per quante istanze ed opposizioni facessero in più tempi i creditori, non si vede che gli sortisse di potere impedire una tale riduzione, e diminuzione, come resulta dall' informazione segnata di numero 20 che ne contiene tutta l' istoria.

Ma come che a queste reduzioni e diminuzioni resisteva la chiara lettera dell' instrumento, credo però, che non ostante i fatti dei Vicerè contrari all' instrumento medesimo, e perciò nulli ed invalidi, possa esser luogo a dimandare in oggi la restituzione dell' intero capitale, con più le rate dei frutti decorsi convenuti, e non pagati.

Resiste l' instrumento, perchè in esso espressamente si leggono le seguenti parole: « Cum declaratione expressa quod « ubi forte perceptio, seu exactio dictorum territoriorum pro « quavis causa etiam urgenti, necessaria, et privilegiata etiam « pro bono pacis, et statu reipublicae dicti regni ac publica « utilitate, et pro quavis alia causa quantumvis urgentissima « cognita vel incognita et inopinata et signantes ob pestem « vel bellum quod forte in regno evenerit, seu per quem- « cumque alium casum etiam fortuitum et insolitum, etiam « si tales causae et casus de quibus oporteret hic fieri expres- « sam, et specialem mentionem, et in generali, seu quovis « alio sermone non venirent, et quomodocumque et qualiter- « cumque diminuerentur aut suspenderentur, taliter quod cum « effectu, et integre dicti annui *introibus sue supra (sic?)* venditi « exigi non possent, in tali casu dicta Regia Majestas, suique « haeredes, et successores curia, et fiscus huius Regni teneant- « tur, prout sic dictus excellentissimus dominus Vicerex quo « supra nomine promisit illos defendere, et antestare, ac de « evictione teneri, verosque *bonoret (sic?)* exigibile facere, ac re- « ficere, et emendare eidem Illustriss. Duci ejusque haeredi- « bus et successoribus, praedictisque procuratoribus pro eo « quotiescumque casus eveniret in et super omnibus aliis bo- « nis et introitibus regalibus regni huius ad regiam Curiam « spectantibus, ad electionem dicti Illustrissimi Ducis, ejusque « haeredum, et successorum ac praedictorum procuratorum pro « eis etc. »

Come che poi per la parte del debitore non sono state, come si è detto, mantenute le suddette promesse, ma ed è seguita la diminuzionè del frutto delli effetti assegnati, ed è stato anco recusato di pagare interamente il frutto come sopra ridotto, non vi può esser dubbio che sia luogo alla repetizione del capitale, giacchè sarebbe cosa troppo dura, che dovesse un Principe poter recedere da una obbligazione ed assegnazione correspettiva, senza che l' altro in quello stesso caso potesse ripetere e riavere ciò che ha pure correspettivamente sborsato per conseguire quella tale assegnazione.

E con la repetizione del capitale credo che deva ancora domandarsi il di più dell' entrate delle terre assegnate fino alli ducati diciassettemila annualmente promessi, della quantità delle quali entrate non esatte ne dà sufficiente riscontro l'informazione segnata di numero 21, giacchè era troppo chiaro il Contratto, in vigor di cui non potevasi, come si è detto, ridurre il frutto delli scudi otto e mezzo ai soli sette per cento, e molto meno potevansi pagare le sole due terze parti del frutto stesso, come è seguito per molto tempo.

VIII.

Oltre tutti questi crediti nella predetta forma giustificati, ve ne sarebbe un altro dipendente da due imprestiti fatti l'anno 1609 dalla Corte di Toscana al Re Filippo III di scudi centocinquantamila di oro l'uno, e che tutti due formano la somma di scudi trecentomila di oro.

Della creazione di questi due imprestiti esiste ancora il documento, cioè una copia della cedola regia in lingua spagnola con la sua traduzione in italiano, e che si danno annesse sotto numero 22.

Ma questa copia non è autentica, e perciò incapace di fare una legittima prova.

Vero è che ai libri della Depositeria si vede chiaramente impostato il Re suddetto debitore di queste somme, e nominatamente al libro C dell' amministrazione del Depositario Sera a 363 si vede ridotto il debito in faccia del Re Cattolico Filippo IV nell' anno 1643 a scudi trentaduemila ottocentodue 13. 4 moneta, attesi i pagamenti di tempo in tempo stati fatti in questo conto dalla Corona di Spagna.

Ma comecchè questo è un credito infruttifero, e mancante nell' origine di legittima giustificazione, e di più ridotto a non grandissima somma, potrebbesi perciò tralasciarne la domanda.

E quando nonostante si credesse proprio di promuoverlo, potrebbesi fare istanza che o dalla Contadoria del Re, o dalla

Casa della Contrattazione dell' Indie, residente in Siviglia, si mostrassero i libri del 1610, perchè indubitatamente sarà in essi il Dispaccio autentico del Re Filippo III, conforme totalmente alle nostre copie.

Questi sono i crediti che con tutta l' attenzione e diligenza usata, meglio di tutti gli altri sono potuti provarsi e purificarsi; e se ulteriori giustificazioni si troveranno tanto dei medesimi, quanto di qualcun' altro, di cui fin' ora non se ne ha se non un' oscura et informe notizia, non mancherò di presentarle con altra mia relazione all' E. V.

Non posso però impegnarmi, che anco quei riportati in questa mia relazione siano di presente tutti vivi, e non estinti, o in altra forma diminuiti.

Il motivo di questa mia protesta nasce dal non essere in veruno dei nostri Archivii una serie ordinata delle carte giustificative di essi, e dall' essere state smarrite e perdute in Spagna molte scritture risguardanti gli affari del nostro Monte Pio con quella Corte, del quale smarrimento ne esiste la prova fra le lettere dei procuratori stati in Spagna per il Monte suddetto, le quali sopra di ciò sono in una quantità considerabile; onde altro non mi resta per ora, se non soscrivermi con il più profondo ossequio.

Di Vostra Eccellenza

Di Casa 8 Maggio 1751.

Umiliss. et Obbligatiss. Servitore
Ippolito Scaramucci.

Questo documento esiste parimente presso l' Avvocato Regio fra le carte attinenti agli interessi internazionali e dinastici del Granducato di Toscana.

Doc. L.

Francesco II ordina alla Reggenza d' allestire tre battaglioni di fanterie toscane per inviarle a guerreggiare in Germania.

François par la Grace de Dieu Empereur des Romains toujours Auguste, Roy de Germanie et de Jerusalem, Duc de Loraine et de Baar, Grand Duc de Toscane etc. tres chers et féaux, ayant pris la résolution d'employer rélativement à notre service un Bataillon de chaque regiment que nous avous en Toscane, nous vous ordonnons de les faire tenir prêts à marcher au premier ordre.

Chaque bataillon sera composé de six compagnies de fusiliers, chacune à cent qaarante hommes, et de deux compagnies de grenadiers à cent hommes chacune, ce qui fera 1040 par Bataillon et 3120 pour les trois.

Ils seront commandés par un colonnel, un lieutenant colonnel, et un major, en tout trois officiers de l'état major.

On choisira tout ce qu'il y a de mieux dans chaque Régiment pour former ces trois Bataillons, et lorsqu'ils seront en état de marcher vous nous en rendrez compte pour reçevoir nos ordres, vous donnerez promptement par le canal de notre Sécrétairie de guerre les ordres et participation nécessaires. Atant Dieu vous ait, trés chers et féaux, en sa sainte et digne garde.

Donné à Vienne le 20 Septembre 1756.

FRANÇOIS.

VS. CB DE PFÜTSCHNER.

Par ordre de sa Majesté imperiale et Royale

RICHARD.

Esiste nell' Archivio Centrale di Stato, Dispacci del Granduca al Consiglio di Reggenza dell' anno 1756, n° 115.

Doc. LI.

Rappresentanza del Consiglio di Reggenza al suddetto sovrano intesa a stornar l' ordine d' inviare truppe toscane a guerreggiare in Germania.

S. C. M. I.

Con la data de' 20 del caduto Settembre ricevè Giovedì mattina questo Consiglio di Reggenza il veneratissimo Dispaccio di V. M. I., col quale Le è piaciuto di comandare che siano scelti tre Battaglioni da questi suoi Reggimenti, composti ciascun Battaglione della miglior Gente, e di sei compagnie di Fucilieri di centoquaranta uomini l'una, e di due compagnie di Granatieri per Battaglione di cento teste ciascuna, che formano il numero di 1040 per Battaglione, e di 3120 in tutto, da comandarsi da un Colonnello, Tenente Colonnello, e Maggiore, che siano tutto lo stato maggiore, perchè le sia in appresso reso conto quando saranno in grado di marcia, e si aspettino li nuovi sovrani suoi ordini ec.

In obbedienza pertanto de' voleri della M. V. non si lasciò ieri mattina di darne la partecipazione da questa Segreteria di Guerra al Generale incaricato del comando per la più pronta esecuzione [a]; E in questo mentre si spera, e si supplica colla maggior sommissione, che la incomparabil Clemenza di V. M. voglia permettere, che se le rappresenti col solo fine del suo necessario servizio, che non abbiamo in Toscana, secondo l'ultima Tabella, che soli 4903 teste di militari, compresi li Ufiziali, in questo piede compresi li infermi, che sono alli Spedali, e li 204 uomini del paese, che stanno

(a) Il general comandante la truppa toscana in quel tempo era il Barone Henard. conforme resulta dall' ordine ad esso abbassato dalla Reggenza d' apparecchiare i detti battaglioni nel modo prescritto da Vienna.

fissi a Grosseto per quella Guarnigione ec. Da tal Corpo vien fornita la Piazza di Livorno, quella di Portoferraio, la Guardia alla Marina, alle Navi, e Barche di Guerra, il Distaccamento al Monte S. Maria per la quiete di quel Feudo, a Barberino per impedire li Contrabandi, e il residuo per guarnigione delle due Fortezze di questa Città, e per guardia ai Palazzi di V. M. I., ed alle Porte ec. Di tutto il completo attuale sopraindicato, facendo marciare il Corpo dei 3120 ordinato da V. M. I. non pare che vi resti una forza sufficiente per Livorno, e Portoferraio, anzi talmente scarsa, e debole, che degnandosi la M. V. di considerare le circostanze presenti per due Sue piazze sul mare, e tutte le relazioni, che se Le sono umiliate da due mesi in qua, e l'ultima per Corriere, si persuade il Consiglio che la M. V. sia per dubitare che rimarrebbero esposte dette Sue piazze ai passati, ed a qualunque maggior insulto. Sulla voce, che la Flotta Inglese pensi di passare l'Inverno nei Porti di Toscana, con poca sodisfazione probabilmente della Francese, e per prevenire come si poteva, che non fosse più oltre mancato di rispetto al Governo di V. M., si spedì mercoledì un'altro Battaglione di rinforzo a Livorno, e si pensava di accrescere il numero del Presidio troppo scarso di Portoferraio, ambedue le Piazze essendo parse troppo esposte con la Guarnigione ordinaria, e minori di quelle vi stavano nei tempi di guerra nel passato, e nel presente Governo. Il ripetere tutto quello è seguito a Livorno per l'animosità delle Nazioni, sarebbe un incomodare inutilmente V. M. che ne ha si freschi li rapporti, il porle in vista quello può arrivare, tanto a detta piazza, che all'altra di Portoferraio, se si accostano le Flotte, come può immaginarsi, e l'Inglese particolarmente, che ha delle Truppe da sbarco ec. sarebbe superfluo alla somma penetrazione di V. M., e da non potersi ora fare in pieno dettaglio, e prima di avere le considerazioni che dovrà esporre il comando militare per suo discarico. Noi eseguiremo tutti con piena rassegnazione la Mente di V. M. I., e la Sua infinita Benignità rifletterà se mancando dalla Toscana il maggiore, e miglior

piede di Truppe si possa sperare la necessaria quiete, sicurezza, e neutralità in si critiche congiunture ec.

Li 2 Ottobre 1756.

Archivio Centrale di Stato, carte della Reggenza per gli affari di guerra, Dispacci al Granduca, Filza 8, n° 307.

Doc. LII.

Risposta di Francesco II alla Reggenza, ingiungendole di tener pronte le richieste truppe toscane alla partenza per la Germania.

François par la Grace de Dieu Empereur des Romains toujours Auguste Roy de Germanie et de Jerusalem, Duc de Lorraine et de Bar Grand Duc de Toscane ec. Trés chers et féaux, apres nous étre fait rendre compte de vôtre Dépêche du 2 courant, nous vous chargeons de faire Exécuter ponctuellement les ordres contenus dans nôtre Rescript en datte du 20 du mois dernier, en conformité du quel nous voulons que le corps de Trouppes que nous avons demandé se tienne incessamment prêt à marcher.

Vous donnerez par le canal de nôtre Sécretaire de Guerre, les ordres et participations nécessaires. Atant, Dieu vous ait, trés chers et féaux, en sa sainte et digne garde.

Donné a Vienne le 15 Octobre 1756

FRANÇOIS.

VS. CB. DE PFÜTSCHNER.

Par ordre de sa Majesté Imperiale et Royale
RICHARD.

Archivio Centrale di Stato, Dispacci della Reggenza al Granduca, anno 1756, n° 115.

Doc. LIII.

Capitoli o Convenzione colla quale S. M. l' Imperator-Granduca cede tre de' suoi battaglioni del Granducato di Toscana al militar servizio, soldo e mantenimento di S. M. l' Imperatrice-Regina.

Primo. S. M. l' Imperatore cede a S. M l' Imperatrice tre Battaglioni completi da campagna delle sue Truppe granducali toscane. Ciascuno di essi è composto di due compagnie di Granatieri e sei di Fucilieri, col competente Stato maggiore e *prima Plana* in conformità dell' annessa Tabella. I suddetti tre Battaglioni formano insieme 3199 teste.

Secondo. Questi tre Battaglioni di truppa saranno da S. M. l' Imperatore posti in completo equipaggiamento di monture, come di armi da fuoco di giusto calibro e sciabole, e forniti altresì dei loro corredi da campagna, esclusi i pezzi di artiglieria e le munizioni, di cui si fa carico S. M. l' Imperatore.

Terzo. S. M. l' Imperatore si obbliga di rimpiazzare a sue spese con valide reclute le diminuzioni che avvengano di tempo in tempo nella Truppa.

Quarto. S. M. l' Imperatore farà marciare a sue spese i rammentati tre Battaglioni fino ai confini del Tirolo.

Quinto. S. M. l' Imperatrice dal canto suo li riceverà col mezzo di una Commissione della sua amministrazione, da destinarsi a tal uopo, sui predetti confini del Tirolo a Halla di Roveredo, ove saranno regolarmente passati in rivista; e da quel momento ne assumerà il soldo e mantenimento, tanto in denaro come in natura, alla pari delle sue proprie truppe. Quindi tutto ciò che spetta a queste per stipendio di Uffiziali, paga, pane, foraggi e vestiario sarà somministrato ugualmente ai Battaglioni toscani entrati al suo soldo, come pure verrà corrisposto ai comuni soprannumerarj che adesso si trovano in ciascuna compagnia, il mantenimento di pane e paga finchè rimangano.

Sesto. È ugualmente stabilito che questi Battaglioni, che S. M. l' Imperatrice prende al suo soldo, saranno trattati per riguardo ad indennità di alloggio, quartieri ed altre compensazioni in tutto alla pari delle Truppe Imperiali e Reali. I malati saranno accolti negli Spedali militari ed ivi curati con tutta l' assistenza ed i medicamenti che si richiedono.

Settimo. Dal giorno in cui tali Battaglioni passeranno al soldo ed al mantenimento di S. M. l' Imperatrice, staranno sotto il comando dei Generali Imperiali e Reali. S. M. l' Imperatore si riserba peraltro la giurisdizione dei suoi Battaglioni, come il rimpiazzo e la nomina di tutti gli Uffiziali.

Ultimo. Siccome questa convenzione e cessione dei Battaglioni predetti deve durare fino al termine della presente guerra, così S. M. l' Imperatrice s' impegna di rimettere a guerra finita i Battaglioni medesimi nello stesso luogo della cessione presso Halla di Roveredo ai confini italiani, e fino allora di continuare il mantenimento, in denaro e natura, che loro spetta sul piede delle Truppe Imperiali e Reali.

In fede di che la presente convenzione, insieme col relativo Prospetto, è stata dai sottoscritti Ministri plenipotenziarj firmata e munita di sigillo, e regolarmente registrata nelle loro respettive Cancellerie.

Vienna 31 Gennajo 1758.

(L. S.) NEIPPERG.

(L. S.) *(Non si legge)*

(L. S.) G. K. VON PFÜTSCHNER.

Questi Capitoli o Convenzione stipulata fra marito e moglie per mandare al macello la truppa toscana, si conserva nell' idioma originale tedesco, da cui è stata fedelmente tradotta, nella serie degli Atti internazionali affidati alla custodia dell' Avvocato Regio.

Doc. LIV.

L' Imperator-Granduca impone al Capo della Reggenza di far partire il contingente toscano per la guerra di Germania.

Au Marquis De Botta

Dès l'année passée nous avions pris la resolution de faire venir trois Bataillons et six compagnies de grenadiers de nos Troupes de Toscane. Les circonstances d'à present nous engageant à les tirer le plutot possible, nous vous envoyons cy-joint les etats suivant les quels ces trois Bataillons et les 6 compagnies de grenadiers doivent être formès. Vous y verrez la païe que ces troupes auront au service, et les utencilles, chariots, tentes etc. dont elles auront besoin, voulant qu'elles soyent absolument sur le pied de celles de ce pays-cy. Nous vous laissons le choix des Officiers qui doivent être a ce corps tant pour l'Etat Major que pour les compagnies qu'il faut en conséquence former, et aux quels on doit d'abord donner l'ordre de se tenir prets a marcher. Il sera ensuite necessaire de nous envoyer l'Etat de tout ce que ces troupes ont, de ce qu'il leur faut tant pour marcher, que pour faire campagne, de ce qu'il leur manquera et pourra être fait en Toscane, et de ce qu'on devra faire faire icy; afin de donner sur cela à tems les ordres nécessaires. Ces troupes ne recevront icy que les gages des Officiers, le pré du soldat, le pain et le fourage; le reste leur sera fourni du magasin comme aux autres. Mais comme ces gages et ce pré peuvent être differens de ceux de Toscane, si ceux-ci sont plus forts, nous suppléerons aux premiers ce qui manquera, deduction faite du pain et des fourages. Surquoi vous ferez faire par notre Commissaire de guerre, et nous enverrez un état combiné de ce qu'elles ont en Toscane, de ce qu'elles auront icy, y compris le pain et le fourage, et du supplement a leur payer. Vous remarquerez par l'Etat que nous voulons six hommes de sur-

numeraires par compagnie de fusiliers. Vous pourrez faire vos réflexions sur ce que dessus; sur le tems que ces troupes pourront être prêtes a partir, la façon de les faire marcher et par où. Comme par ce detachement il restera peu de troupes en Toscane, mais qu'il n'en faut, pour ainsi dire qu'à Livourne, Portoferrajo, sur quelque frontiere et le pure necessaire à Florence, on pourra augmenter chaque compagnie, qui restera, de cent au plus de tetes suivant l'exigence, et les faire fournir par les Communautés, ou les tirer comme on a fait cy-devant les trois regimens de milice. Nous ne doutons point que vous n'apportiez tous vos soins pour mettre ce petit corps en etat de se rendre dans ces pays le plûtôt que faire se pourra, et nous y faire honneur. Nous ignorons l'Etat de l'habillement, et s'il y auroit moyen de faire faire en Toscane et á tems ce qui pourroit y manquer et devoir etre fait etc.

Le 20 Decembre 1757.

Signé — FRANÇOIS.

Archivio Centrale di Stato, Dispacci e Lettere relative al Dipartimento di Guerra, dal 1745 al 1762, n° 4.

La seguente lettera del Barone di Toussaint al Marchese Botta-Adorno fa come parte integrale dell' antecedente.

Monsieur. — Depuis les ordres que sa Majesté a envoyés en Toscane, on a fait quelques changemens dans le militaire de ces pais-cy, qui en occasionneront dans les trois bataillons qui doivent venir de Toscane. C'est pourquoi Sa Majesté Imperiale m'á ordonné d'envoyer á votre Excellence la tabelle cy-jointe, suivant la quelle il faudra former les dits bataillons. Les principaux changemens sont 1.° Qu'il y aura deux Majors dans chaque regiment au lieu d'un : Sa. M. I. se reserve de nommer le seconde. 2.° Qu'il doit y avoir deux Ajutans qui peuvent être nommés en Toscane. 3.° Que les

Enseignes ne seront plus dans l'Etat Major du regiment, mais dans les compagnies. De sorte qu'au lieu de six il en faudra dix huit. 4.° Il doit aussi y avoir un chirurgien par compagnie. Il est à croire qu'on les trouvera aisément en Toscane, et il est essentiel d'en avoir de bons. Il suffira d'en prendre vingt ordinaires, parcequ'il y en a un icy, qui est de Toscane, et que l'on à arrêté. Les autres changements ne tombent que sur les bas Officiers, il sera aisé de les faire. Il est à remarquer que quoiqu'il y ait dix-huit Enseignes, il ne faut cependant que six drapeaux. Il y a en outre beaucoup de changemens pour la païe qui est toute reduite en argent comptant, le pain et le fourage gratis pendant la guerre ec. comme on peut le voir par la tabelle imprimee cy-jointe, suivant la quelle il faudra que le Commissaire General fasse une nouvelle combinaison pour voir en quoi et pour qui les gages du militaire de Toscane sont plus ou moins forts que ceux contenus dans la dite tabelle. Par la convention que Sa Majesté à faite, Elle s'oblige de livrer ces trois bataillons à ses frais jusqu'en Tyrol, ou ils seront recus par un Commissaire de l'Imperatrice qui les passera en revue, et les conduira au lieu de leur destination, et dés ce moment finira la solde de Sa Majesté l'Empereur. Il sera nécessaire d'être averti à témps du départ de ces troupes de Toscane; du téms à peu prés qu'elles arriveront en Tyrol, et d'envoyer un Officier en avant pour avertir le commissaire, qui s'y trouvera, du jour de leur arrivée, et convenir avec lui des mesures à prendre; ensuite de quoi cet Officier, ou un autre viendra icy pour rendre compte du tout à Sa M. I. Le primier Commissaire de guerre doit les conduire de Toscane jusqu'en Tyrol, et lorsqu'ils auront été recus pàr le Commissaire de l'Imperatrice, il s'en retournera à sa station en Toscane. Il faudra que le Quartiermaître soit pourvu de l'argent nécessaire pour paier le surplus des gages, s'il en a, pendant la campagne, ou qu'il soit fait des dispositions pour l'envoyer successivement. A ce moment je recois la lettre de vôtre Excellence du 21 du passé. Je lui accusai dans la mienne du 9 la re-

ception de celle qu'elle avoit mise dans le pacquet du Courier. J'attens avec impatience d'apprendre si l'on fournira en Toscane les ustenciles, dont on ne m'a rien dit. Je continue d'être avec une parfaite vénération etc.

2 Febbraio 1758.

Esiste come sopra, ed insieme con la precedente.

Doc. LV.

Estratto di lettera del Baron Cristiani governatore di Milano al suddetto marchese Botta-Adorno relativa alla diserzione delle truppe toscane durante la loro marcia alla volta della Germania.

Eccellenza

Rispondendo al pregiatissimo foglio di Vostra Eccellenza de' 4 andante, ho l'onore di dirle, che sebbene queste Gride disponghino, che per ogni Soldato Disertore, che venga arrestato, e consegnato si paghino cinque zecchini, ciò non ostante per dar a conoscere anche in questo la mia premura di contribuire al buon servizio di Sua Maestà Imperiale avevo già dati li miei ordini a Mantova, perchè quando si tratti di poco numero si debba stare al tenore delle Gride, e quando fossero in quantità, il che non posso mai credere, in tal caso debbano le milizie, che li avranno trattenuti, stare a quella discreta ricognizione, che sarà da V. E. arbitrata, ritenuto detto principio. *(Omissis aliis etc.)*.

Milano, 15 Marzo 1758.

Archivio Centrale di Stato, carte della Reggenza per gli affari di Guerra, Filza 40, n° 329.

Doc LVI.

Estratto di lettera del colonnello Goundrecourt comandante il contingente militare toscano al maresciallo Botta-Adorno relativamente al giuramento della truppa, e alla diminuzione del soldo appena entrata a servizio dell' Austria.

Eccellenza

Ho l' honore di rendere informata Vostra Eccellenza, come la Prima Colonna giunse qui in Borghetto il 18 del corrente, la seconda il dì 20, e la terza il 22 detto, e ciascheduna nel giorno susseguente al suo respettivo arrivo, dopo esserli stati letti gli articoli di guerra, prestò il solito giuramento di fedeltà a Sua Maestà l' Imperadrice-Regina d' Ungheria, e di Bohemia; ed in seguito in conformità dell' instruzione datami passò la Rivista del Commissario Austriaco, dal quale fu munita della marcia rotta per il proseguimento del viaggio, non già però con quella sodisfazione d' animo, e di buona volontà, che il soldato aveva dimostrato fin quì, il che è derivato dalla diminuzione della paga, contuttochè io, e li Signori Uffiziali non abbiamo mancato di far loro conoscere, che il soldo che hanno presentemente non varia quasi che nulla da quello, che avevano in passato, poichè tanto la carne, e gli altri generi dei viveri a loro necessari sono di assai minor prezzo di quello che gli pagavano, allorchè erano in Toscana; Ma tutte queste ragioni non hanno avuto forza sufficiente per appagarli, e togliere l' impressione fatta da questa innovazione; ciò produsse, che il giorno susseguente alla rivista ne disertarono sei della prima colonna, e sette della seconda, non ostante tutte le precauzioni prese mediante diversi picchetti comandati da Uffiziali postati nei passi pericolosi per impedire l' effettuazione dei male intenzionati, e qui acclusa ho l' onore di compiegare all' E. V. la Tabella dell' effettivo, come si passò la rivista.

Se io avesse creduto di non essere disapprovato mi sarei preso l' arbitrio di far continuare la paga solita sino al mio arrivo a Inspruck. Io sono persuaso, che V. E. in tal caso non sarebbe stato contrario al mio operato, ma alcune riflessioni fatte mi hanno ritenuto dal mettere in esecuzione questa mia volontà.

Io credo in oltre che sarebbe convenuto al miglior servizio di S. M. Imperiale, che la truppa fusse restata pagata sull' istesso piede in tutto il viaggio, come per il passato, fino al suo arrivo a Lintz, dove si sarebbe potuto passare la rivista senza perdita, e senza diminuire la buona volontà de' soldati, mentre le monture, ed altre cose a loro necessarie che potevano colà ricevere, averebbero forse contribuito a renderli più contenti, e tranquilli. *(Omissis aliis etc.)*

24 Marzo 1758.

Esiste fra le carte della Reggenza relative a' negozi di Guerra, nell' Archivio Centrale di Stato, Filza 40, n° 329.

Doc. LVII.

L' Imperator-Granduca esige nuovi contingenti militari dalla Toscana per valersene in Germania.

François par la grace de Dieu Empereur des Romains toujours Auguste, Roi de Germanie, et de Jerusalem, Duc de Lorraine et de Bar, Grand Duc de Toscane ec. Tres chers et féaux etant necessaire de recruter les trois bataillons de nos trouppes qui sont en campagne a qui il manque, scavoir un bataillon de notre premier regiment trois cent quarante huit hommes; au bataillon de notre second régiment trois cent quatre hommes, et au bataillon de notre troisieme régiment trois cent cinq hommes, faisant en tout neuf cent cinquante sept hommes, nous vous chargeons de faire lever dans l'etendue de notre grand-Duché avec le moins de bruit que faire se pourra, autant de recrues pour les remplacer, et vous les

ferez partir comme l'année derniere dés le 15 février de l'année prochaine pour etre á portée d'entrer de bonne heure en campagne, et escorter par des Officiers et troupes regulieres jusqu'a Borghetto frontiere du Tyrol, où elles seront recues et passées en revue par un Commissaire de Sa Majesté l'Imperatrice Reine notre tres chere et tres aimée Epouse, et entreront dés lors dans sa solde. À l'exception des fusils et bayonnettes qu'on leur fournira ici vous nous informerez a tems si et de quelle espece de monture elles auront bésoin, les quelles dans ce cas on leur fera préparer dans ces païs cy. — Vous donnerez en conséquence par le canal de notre Sécrétaire de guerre les ordres et participations necessaires. À tant Dieu vous ait, trés chers et féaux, en sa sainte et digne garde.

Donné á Vienne le 5 Novemb. 1759

Firmato — FRANÇOIS.

VS. CB. DE PFÜTSCHNER.

Par ordre de sa Majesté Imperiale et Royale
KAYSER.

Archivio Centrale di Stato, Dispacci di Vienna alla Reggenza, del 1759.

Doc. LVIII.

Altra rappresentanza del Consiglio di Reggenza per esimere la Toscana da un secondo contingente militare.

S. M. C.

Col veneratissimo dispaccio segnato ne' 7 del mese corrente si è degnata la M. V. I. di notificare a questo suo Consiglio di Reggenza che essendo mancate nel corso della campagna numero 957 teste al Corpo delle Truppe Toscane, che sono in servizio della M. dell'Imperatrice, si rendeva però necessaria la leva nell' estensione del Gran-ducato d' altrettante reclute col minor strepito possibile, col farle poi partire, come nell' anno scorso, alla volta della Germania.

In vista pertanto d' un tal ordine premettendo alla M. V.

una umilissima supplica di voler esser persuasa che non manca alla sua Reggenza lo zelo e l' attività che può bisognare per eseguire le Sovrane Sue determinazioni, quando però sia persuaso dalle circostanze locali, e dal maggior bene del Suo servizio, pare adesso veramente di essere nel caso, che senza un danno troppo notabile di questo Suo Stato non vi sia possibile senza contradire affatto alle clementissime intenzioni della M. V. di reclutare in poco più di due mesi e mezzo 957 uomini atti a servire in campagna; Ed in primo luogo resti servita di rammentarsi la M. V. ciò che Le abbiamo rappresentato altre volte, che in Toscana non eccedendo il popolo alla coltura faticosa e tanto industriosa, che si richiede per i terreni, e sussistendo dopo tanti anni di felice tranquillità un' avversione naturale al servizio di guerra, non vi è stato altro compenso per rimettere in questi Reggimenti il minor numero che si poteva di soldati relativamente alle necessarie Guarnigioni, che di obbligare le Communità a descrivere li più capaci e mandarli per forza accompagnati dagli Esecutori, senza di che poche teste si sarebbero arruolate.

Questo stesso metodo che non si sarebbe praticato senza la causa dell' estrema necessità, non ha lasciato però di produrre del pregiudizio, perchè non pochi dei descritti, ed anche di quelli che aveano solo sospetto di poter esserlo, si sono allontanati dallo Stato, e seguitano a rimaner fuori per timore, con scapito del paese e delle loro famiglie.

Per il Corpo dei Dragoni, per il quale non vi era tale urgenza, avendo opportunamente giudicato il Capo del Governo M. Marchese Botta, che non si dovesse far forza a veruno, ma solo ricever quelli che volontarj si fossero presentati, si conta già passato un anno e più che sono fuori diversi Uffiziali a reclutare, e nonostante finora non si è potuto completare, ed alcuni hanno anche disertato, e tutto insieme cogli Uffiziali, secondo l' ultima tabella, siamo arrivati a teste dugentocinque e non più, benchè possa osservarsi che il toscano resta più allettato dal servire a cavallo, e dalla maggiore apparenza dell' uniforme.

Lo stesso Capo del nostro Governo, che ben poteva prevedere il caso presente di doversi spedire qualche numero di Reclute per il Corpo Toscano, palesò nel Consiglio di aver tenuto più forti le compagnie di questi Reggimenti, ad oggetto di farne una scelta discreta per tale occorrenza, e stima che possa arrivarsi il tutto al più ad avere in grado di marcia circa 300 o 350 teste: Ma quanto al reclutare attualmente 957 uomini, lo trova troppo nocivo al paese, computando, che dovendosi pigliare assolutamente per forza senza poterlo sperare in altro modo, si sottopone la Toscana a perderne almeno almeno altrettanti per la fuga, ed a qualche altra inquietudine forse contro li Ministri incaricati, e li Esecutori, massime nel confine, onde senza un nuovo espresso comando non stima con noi, che possa esser la mente della M. V. che in simili circostanze possa eseguirsi la prescritta leva; e perciò staremo per ora nell' intelligenza di tener pronte le 350 reclute da scegliersi tra i Reggimenti, le quali almeno essendo abbastanza esercitate, potranno rendere qualche servizio, quando all' incontro, se fosse anche possibile di avere le designate reclute, dubitandosi di avere una quarantina di teste di più da servire nei cannonieri, che sono indispensabili per rimpiazzare quelli impiegati alla marina, può esser sicura la M. V. che oltre alla corporatura ed apparenza infelice, perchè oramai li migliori e li buoni sono stati scelti, dovendosi cominciare dall' insegnarli a camminare, e portar il cappello, benchè lo possino intendere più presto di molte altre nazioni, tuttavolta e per natura e per il mal umore che sveglia in Toscana la forza, può azzardarsi la proposizione che non sasebbero capaci di rendere nella nuova campagna il desiderato servizio.

Li 17 Novembre 1759.

Archivio Centrale di Stato, dispacci della Reggenza al Granduca. Filza 83, n° 1.

Doc. LIX.

Terza rappresentanza della Reggenza all' Imperator-Granduca per impetrare alleviamento da nuovi contingenti militari.

Ces. Mae. Imperiale

Essendo venuto in cognizione questo Consiglio di Reggenza, che il Barone Theilliers Colonnello Comandante del Corpo di Truppe Toscane, che hanno l' onore di servire in campagna la Maestà dell' Imperatrice abbia fatto pervenire alla notizia di V. M. I. d' avere nel Reggimento n. 69 teste che non hanno capitolato, nè ricevuto l' ingaggio, e successivamente ne abbia passato qualche osservazione al Capo di questo Governo Maresciallo Marchese Botta, il quale non lasciò in primo luogo di ordinare al Commissario Stölzlin una specificazione distinta nome per nome di ciascuno de' 69 soldati dati in nota con le respettive repliche per il domandato schiarimento, e di farla passare con la posta di martedì a detto Theilliers. Ma nello stesso tempo vedendosi che la M. V. è stata incomodata per sì piccolo oggetto, e senza nostra saputa, come pareva in regola, perchè Ella ne fosse dispensata, crediamo di dover umiliarle il qui annesso duplicato delle spiegazioni mandate a Theilliers, dalle quali la supplichiamo di rimaner servita di riconoscere, che delle teste 69 deve farsi un reparto in 4 classi: che la prima di queste in numero di 44 è composta di reclute somministrate dalle Comunità del Granducato, dalle quali dopo aver preso con uno scandaglio non facile lo stato di tutti li giovani sani, scapoli, e di sufficiente presenza, esclusi li primogeniti ed unici in famiglia che potevano essere più atti all' armi, fu fatta una proporzionata scelta di tanti per Comunità, obbligandole di rimettere il loro contingente al Commissariato, e di mantenerlo ogni volta che per morte, deserzione o infermità ne venisse alcuno a mancare. Questo metodo abbracciato per mera ne-

cessità, benchè maneggiato con tutta la discretezza ed avvertenza dal Senat. Soprassindaco de' Nove, e da' Cancellieri con il riscontro del Commissariato, ha meritato e merita tuttavia ogni più delicato riguardo in una popolazione scarsa piuttosto chè copiosa, nella quale non si trova il genio naturale, ma bensì l' avversione al servizio militare, onde per non perdere un più gran numero di Sudditi, che sariano fuggiti dalle proprie case in Stato alieno, è convenuto e si rende necessario di lasciare ciascuno di tali descritti nella libertà di pigliare o recusare l' ingaggio, benchè a tutti offerto, perchè si è sperimentato che la lusinga di poter una volta tornare alle loro case, senza vedersi obbligati per un termine prefisso, ha potuto tenerli in migliore umore e salvarne non pochi dallo strano partito della deserzione, che fà perdere il soldato ed il suddito.

La seconda classe in numero di dieci, è formata di giovani arruolati con altro metodo, ed è stato quello di far descrivere e rimettere al Commissariato dai Tribunali di Giustizia tutti quei scapoli oziosi e libertini che perdendo il tempo senza lavoro, riescono d' aggravio alle loro stesse famiglie ed alle Comunità, e questi pure non hanno preso ingaggio che nel solo caso di essersi volontariamente disposti ad accettarlo, avendosi cercato di scansare qualunque violenza, per le medesime ragioni di sopra individuate, contenti d' aver posto per regola generalmente, e massime per la seconda classe, che non siano licenziati senza l' approvazione del Consiglio.

Con sbaglio poi di chi ha formata la Nota per il Colonnello si osservano undici teste collocate nella terza classe, le quali hanno effettivamente preso l' ingaggio alcuni per 5, altri per 10 anni, ed a ciascuno dal Commissariato si descrive nel foglio di specificazione il mese, l' anno, la compagnia ed il termine della Capitolazione, come devono e possono riscontrare al Reggimento.

Nella quarta ed ultima classe non vi sono che li nomi di 4 Comuni li quali non essendo descritti ne' Ruoli de' trasporti di reclute, che si sono spedite finora, convien supporre

che siano stati arruolati per strada o in campagna, o che ne abbiano scambiati li nomi, cose tutte che non possiamo indovinare, o che per sì piccolo oggetto non pare che richiamino ad un maggiore e più minuto esame. E giacchè l' occasione ha portato Theilliers a far parola che gli si rende difficile di trovare soldati capaci nelle ultime reclute d'esser compresi nelle compagnie de' Granatieri; permetta la gran Clemenza di V. M. I. che abbiamo luogo di rappresentarle, che non ne avrà raccolti certamente quel numero che desiderava per tener completo il corpo marciato a principio che comprendeva la scelta fatta in più anni. Ma questa stessa mancanza deve render persuasa la Maestà Vostra prima, che non si è lasciato in tutti li passati trasporti di far trascegliere e di unirvi li più capaci e adattati, ed in secondo luogo le piacerà di rammentarsi, come La supplichiamo con la maggior premura, che per le riflessioni già partecipate alla Maestà Vostra con li dispaccj dei 29 Decembre 1758, e de' 12 Gennajo e 16 Febbrajo 1760, siamo ridotti pur troppo alla dispiacente contingenza, che dopo aver fatti marciare dalla prima spedizione fino all' ultima il cospicuo numero di teste quattromila quattrocento novantasei, ci troviamo costretti a confessare, che si rende sempre più malagevole il poter continuare a supplire con altro numero di reclute, nella speranza che l'incomparabile sua benignità seguiti ad approvare per il di Lei miglior servizio, e per il massimo dei bisogni del paese e de' suoi sudditi, che si lascino all' Agricoltura nella maggior tranquillità necessaria le famiglie che vi sono destinate, e particolarmente la gioventù che ne sostiene tutte le fatiche in una provincia che non ne abonda, e che senza travaglio, e industria superiore a tante altre non ricaverebbe il frutto necessario; motivi che ci fanno animo a supplicare con la più umile sommissione la M. V., che voglia degnarsi d' ordinare che siano ammessi li espedienti più proprj, cercando buone reclute in Germania, siano di prigionieri o altri nel modo più eseguibile, che di quà non possiamo accertare, col solo fine, che non manchi il corpo di poter servire, come sospiriamo,

la Maestà dell'Imperatrice, e resti sollevato il più che si possa il Granducato, a cui non riesce facile presentemente di mantenere il ristretto Corpo delle sue scarse guarnigioni; o almeno almeno, se le contingenze ed il servizio richiedessero che anche in quest'anno Le fosse incamminato qualche nuovo trasporto, ci riduchiamo a supplicare che Le piaccia di darcene un cenno preventivo il più sollecito per poter riparare con minor danno alle non poche attuali difficoltà che dovranno incontrarsi. E umilmente ec.

Li 8 Agosto 1761.

Archivio Centrale di Stato, Dispacci della Reggenza al Sovrano Filza 87, n° 1.

Risposta di Francesco II alla precedente rappresentanza.

François per la grace de Dieu Empereur des Romains toujours auguste, Roy de Germanie et de Jerusalem, Duc de Lorraine et de Bar. Gran-Duc de Toscane ec. Tres chers et féaux; ayant égard á ce que vous nous réprésentéz par votre dépéche du 8 aout dernier, nous nous sommes déterminés a faire recruter en Empire 850 hommes pour compléter notre Régiment de Toscane qui est actuellement en campagne, ce dont nous vous informons, afin que vous preniez en conséquence les mêsures convenables pour faire fournir par les Communautés de notre Grand Duché la somme de soixante mille florins nécessaire á cet effet, vous chargeant d'en faire faire la repartition en la forme accotumée en cas pareil.

Et attendú que nous sommes informés que la levée des milices en Toscane y a causé la désertion d'un nombre considérable d'habitans essentiellement nécessaires á l'agriculture, nous vous chargeons de faire publier qu'ils peuvent rentrer dans nos Etats sans craindre d'y etre aucunement inquietés.

Et au cas que cette grace que nous leur accordons ne produise pas l'effet que nous dêsirons dans le terme que vous aurez prescrit, vous nous proposerez les moyens qui vous pa-

roitront les plus efficaces pour obliger ceux qui se sont absentés à retourner à leur domicile.

Vous donnerez en conséquence les ordres et participations necessaires. À tant, Dieu vous ait, trés chers et féaux en sa sainte et digne garde.

Donné a Vienne le 31 Decembre 1761.

Firmato — FRANÇOIS.

VS. SB. DE PFÜTSCHNER.

Par ordre de Sa Majesté Impériale et Royale
RICHARD.

Archivio Centrale di Stato, dispacci sovrani alla Reggenza dell' anno 1761.

La Reggenza invoca dal sovrano misure equitative per attenuare i mali cagionati alla Toscana dai predetti contingenti militari.

A Sua Maestà Imperiale

In obbedienza delle sovrane determinazioni di V. M. I. espresse nel Rescritto de 31 del passato mese di Decembre non ha lasciato questa Reggenza di trattare col Senat. Soprassindaco del modo più proprio, e più agevole da tenersi per avere dalle Comunità del Granducato la contribuzione straordinaria dei fiorini sessantamila sostituiti dalla Clemenza della M. V. al peso molto maggiore che avriano dovuto soffrire per le reclute necessarie al Reggimento Toscano, che ha l' onore di servire in campagna.

Il Senat. Soprassindaco ha rappresentato, che ora in un tratto non è in grado la cassa de' Nove di somministrare una tal somma, perchè tutto quello riceve vien rimesso alle sue ordinarie destinazioni, e che per chiedere ed incassare dalle Comunità l'equivalente dei sessantamila fiorini, dovendo sperarsi conforme alla Sovrana benignità della M. V. che gli fossero accordati almeno due anni di tempo; in tali circostanze ha proposto per una maggior sollecitudine, che le piaccia di permettere, che dalla Cassa dei Monti nella quale può trovarsi

l' avanzo necessario secondo le notizie dategli dal Senat. Soprintendente Marchese Incontri, si ricevino in prestito gratis in due volte li fiorini suddetti sessantamila per tenerli alla disposizione della M. V. per fare in appresso il giusto reparto alle Comunità per rimborsare la cassa dei Monti, stà alla M. V. il dichiarare la Suprema volontà che noi aspetteremo per nostra sicurezza e per dare la sua ultimazione a quest' affare.

In questa occasione dobbiamo riverentemente parteciparle che coerentemente alla Sua incomparabile Clemenza, sarà pubblicata in questi giorni la grazia accordata dalla M. V. a quei poveri mal consigliati Sudditi che per timore di essere arrolati nelle Truppe hanno presa la risoluzione di allontanarsi dalle case loro o dal Gran-Ducato, e si vuole sperare che non debba lasciar di produrre qualche vantaggioso effetto almeno sopra quelli non pochi che non avranno preso altrove qualche stabilimento.

Ben è vero però, che secondando le piissime intenzioni della M. V. ci facciamo luogo ancora a proporle reverentemente di voler estendere la sua clemenza infinita, e permettere che si passi a pubblicare un altra notificazione, colla quale siano richiamati e invitati a tornare con la sicurezza del perdono ai respettivi Reggimenti anche quei Sudditi della M. V. che dopo essere stati arrolati attualmente nei sopraddetti Reggimenti quà in Toscana, hanno presa la strana determinazione di disertare.

Parlandosi di soli Sudditi, e che non avevano preso ingaggio, reclutati dopo la partenza del Corpo Toscano per la Germania, si rilevano le stesse cagioni della loro diserzione, cioè la soverchia repugnanza al servizio militare, e il natio timore di dover passare in campagna, onde possono da un Sovrano sì clemente sperare qualche compatimento, tanto più che sempre intendiamo di parlare di quei meschini che non siano venuti volontarj, ma obbligati per il contingente richiesto alle Comunità, al Fiscale o alle Guardie di Sanità. Ci muove a tutto questo il bene universale dello Stato, e l'avere osservato dalla Nota del Commissariato che sussiste tuttavia la

diserzione e lontananza di teste cinquecento cinquanta, come la M. V. potrà rilevare dalla nota annessa, onde pare che sia oggetto da meritare l'esame della M. V. alla quale ec.

Li 30 Gennaio 1762.

Archivio Centrale di Stato, Dispacci della Reggenza al Sovrano del 1762, Filza 48, n° 2.

Doc. LX.

L'Imperator-Granduca Francesco ordina che in benemerenza de' servigi prestati dalla truppa toscana nella guerra de' sette anni, *ella sia disciplinata e montata all' austriaca.*

François par la grace de Dieu Empereur des Romains toujours Auguste Roy de Germanie et de Jerusalem, Duc de Lorraine et de Bar, Grand Duc de Toscane ec. Trés chers et féaux: Etant satisfaits des services qui nous ont été rendus par notre Régiment de Toscane pendant le cours de la derniere guerre, et trouvant conforme au bien de notre service que nos trois Régimens d'infanterie soyent sur un pied uniforme tant à l'égard de la discipline, de l'exercice, que de l'habillement, nous voulons que l'on adopte en Toscane celuy sur le quel nous a servi en campagne le dit Régiment.

Vous donnerez en conséquence, par le canal de notre Secrétaire de guerre, les ordres et participations nécessaires. À tant Dieu vous ait, trés chers et féaux, en sa sainte et digne garde.

Donné à Vienne le 14 Avril 1763.

Firmato — FRANÇOIS.

VS. CB. DE PRÜTSCHNER.

Par ordre de Sa Majesté Impériale et Royale.

RICHARD.

Archivio Centrale di Stato, dispacci del Sovrano alla Reggenza, dell' anno 1763.

(REGNANTE LEOPOLDO I.)

PARTE SECONDA

Doc. LXI.

Istrumento di transazione fra l'imperator Giuseppe II ed il granduca Leopoldo I relativamente alla pretesa eredità paterna in Toscana, preceduto dal carteggio diplomatico allora passato fra le due corti.

Il maresciallo Botta-Adorno al conte Orsini di Rosemberg.

Acclusa ho il vantaggio di rimettere all'E. V. un ampia e libera Plenipotenza che S. A. R. il Serenissimo Arciduca Granduca si è compiaciuta di fare nella di Lei Persona per il desiderato oggetto di vedere ultimate le pendenze d'interessi che seco vegliano con le LL. MM. II. È persuaso il Serenissimo Granduca che alla totale confidenza che Esso ha nella sua penetrazione, e nel suo zelo per la più amichevole final transazione di tali vertenze, corrisponderà una eguale fiducia in Lei per la parte delle II. MM. LL.; onde crede di aver tutto il luogo di sperare che al suo ritorno Ella sia per portare quest'affare ultimato, e concluso, come vivamente desidera.

Io ho piacere che la R. A. S. abbia posto l'affare, e la sua confidenza in sì buone mani, d'onde non può attendersi che un felice esito; E mentre rinnuovo all'E. V. le proteste del mio più reverente ossequio, devotiss. mi confermo.

Firenze, li 6 Maggio 1766.

Firmato — BOTTA.

Risposta del Conte Orsini di Rosemberg al maresciallo Botta-Adorno.

Coll'ultimo ordinario m'è pervenuta la pregiatissima di V. E. de' 6 del corrente, colla quale s'è compiaciuta accompagnarmi il pieno potere di S. A. R. per l'amichevole ultimazione delle pendenze d'interessi, che vertono tra S. M. l'Imperatore, e la suddetta R. A. Supplico V. E. di porgere a'piedi della medesima i miei ossequiosissimi ringraziamenti per la fiducia che si degna mettere nella mia persona, e di assicurarla del mio zelo per il suo R. serviggio e maggior vantaggio.

Mi trovo costretto a rimandare qui compiegato a V. E. il pieno potere, essendovi tre punti su' quali devo rispettosamente sottoporre a' lumi superiori di S. A R. li motivi per i quali non sembra che questo pieno potere possa servire. Il primo è che S. A. R. si nomina avanti le Loro Maestà Imperiali; questo è contrario allo stile usitato da tutti gli altri sovrani, e specialmente S. M. l'Imperatrice Regina medesima nomina sempre S. M. l'Imperatore avanti se stessa. Il secondo è che non essendo le vertenze d'interessi tra li due Fratelli negozi riguardanti il Gran-Ducato, ma solo gl'affari di Famiglia, sarebbe desiderabile che si omettesse l'espressione, *ed il nostro Gran-Ducato*, acciocchè S. M. l'Imperatore non abbia luogo di credere che S. A. R. considera le cose in questione come appartenenze del medesimo Gran-Ducato. Il terzo finalmente è, che siccome S. M. l'Imperatrice Regina non ha parte nissuna all'Eredità del fù Imperatore di gloriosissima memoria, pare che non dovrebbe farsi menzione di questa, ma solo di S. M. l'Imperatore. Io non ho trascurato di ricorrere all'oracolo di questa Principessa, onde V. E. puol considerare quanto ho l'onore d'esporle colla presente, come la mente di S. M. l'Imperatrice Regina.

Coll'occasione del ritorno del Corriere spedito quà mi riserbo di render V. E. intesa di quanto Ella s'è compiaciuta

confidarmi, ed intanto ho l'onore di protestarmi col solito perfetto ossequio

Di V. E.

Vienna 19 Maggio 1766.

Devotis. ed Obb. Servo Vero
Firmato — ROSEMBERG.

Replica del Botta al Rosemberg.

Ho dato conto a S. A. R. il Serenissimo Arciduca della riverita lettera di V. E. del dì 19 stante, e la medesima R. A. S. mi ha comandato di riformare la Plenipotenza a tenore delle insinuazioni che l'E. V. si degna fare, secondando la mente di S. Maestà l'Imperatrice Regina, alla quale S. A. R. vuol ciecamente e in tutto e per tutto referire.

Le rimetto adunque la Plenipotenza ridotta nei termini da Lei indicatimi; ma nell'istesso tempo mi permetterà V. E. che io la preghi a osservare, che le ragioni di S. A. R. si fondano in gran parte nella connessione appunto che le cose in questione hanno col Gran-Ducato, come riunito in vigore di trattati antecedenti alla Corona di Toscana; sicchè il riconoscere nell'istesso atto della Plenipotenza gli effetti controversi come appartenenti all'Eredità Paterna, e non alla Successione granducale, involverebbe una renunzia ai suoi diritti più evidenti.

Nonostante tutto questo S. A. R. è tanto ben sicura delle buone, e affettuose intenzioni di Sua Maestà l'Imperatrice Regina verso di Lui, e confidando che Ella farà di tutto il miglior uso per la quiete della famiglia, ha voluto troncare ogni riflessione e secondare il desiderio di una Madre affezionatissima, sperando che i suoi interessi nelle di Lei mani saranno sempre ben collocati.

E qui ec.

Li 30 Maggio 1766.

Firmato — BOTTA.

Il conte Orsini di Rosemberg al maresciallo Botta-Adorno.

Nell' annessa lettera per S. A. R. umilio alla medesima la Convenzione firmata col Principe di Kaunitz circa le vertenze insorte per la separazione degl' Allodj dell' Eredità di S. M. il defunto Imperatore di gloriosissima memoria. V. E. vedrà che S. M. l' Imperatore oggi regnante s' è contentato della somma di fiorini $1{,}200^{m}$, e siccome rendo conto a S. A. R. de' motivi su' quali si fondano gl' altri Articoli, mi resta solo d' accludere all' E. V. la copia del Pienopotere dato da S. M. l' Imperatore al Sig. Principe di Kaunitz, con un' altra copia dell' Istrumento di ratificazione, a cui sarà d' uopo che S. A. R. si degni di farne spedire uno consimile.

Domattina faccio conto d' incamminarmi per Spaa, ove mi chiama la mia rovinata salute. Questa gita mi piglierà due mesi, dopo i quali spero di poter essere qua di ritorno, per eseguire i cenni tanto di S. A. R. quanto quelli di cui V. E. si compiacerà d' onorarmi, mentre mi confermo col solito perfetto ossequio

Di V. E.

Vienna 3 Giugno 1766.

Devotis. ed Obb. Servo vero
Firmato — F. Orsini Rosemberg.

Plenipotenzia dell' imperator Giuseppe II al principe di Kaunitz Rittberg.

Noi Giuseppe *(s' omettono i titoli)* notifichiamo, e dichiariamo, e con ciò facciamo sapere a chiunque il saperlo abbisognasse; Che siccome dopo la morte di S. M. l' Imperator Francesco I di fel. mem. dilettissimo Nostro Genitore, Ci è devoluto per paterna disposizione, e come figlio primogenito, ed erede universale instituito ogni lascito allodiale, così ragion vuole che si devenga anche alla separazione di ogni, e qua-

lunque lascito allodiale esistente nel Gran-Ducato di Toscana.

Ma non essendo Noi intenzionati di trattare questo affare scrupolosamente, anzi di evitare ogni al Fraterno Nostro Amore ed alla pienissima fiducia non corrispondente perquisizione, così abbiamo determinato di devenire ad una stipulazione con la Celsitudine di Pietro Leopoldo dilettissimo Nostro Fratello e di dare perciò al Principe di Kaunitz *(titoli)* la piena facoltà, ed il poter trattare, e concludere col parimente dalla Celsitudine di Pietro Leopoldo Arciduca d' Austria, Gran Duca di Toscana ec. dilettissimo nostro Fratello a tal fine abilitato Conte di Rosemberg *(titoli)* questa Convenzione, e di aggiustarne altresì e fissarne il quantitativo.

Onde concediamo, ed accordiamo al ridetto Principe di Kaunitz Rittberg tal facoltà e potere, promettendo ed obbligando anche la Cesarea Nostra parola, di osservare, gradire e considerare così valido, e fermo tutto quello sarà per Noi, ed a nome Nostro dal suddetto Nostro Plenipotenziario fatto, trattato e concluso, come da Noi stesso fosse trattato, concluso ed accordato. In fede di che abbiamo sottoscritto, e munito del Nostro solito Sigillo Cesareo la presente Procura. Data in Vienna a dì . . . del mese di . . . . . nell' anno di nostra salute 1766.

(L. S.) Giuseppe m. p.
W. A. Kaunitz Rittberg.

Plenipotenzia del granduca Leopoldo al conte Orsini di Rosemberg.

Pietro Leopoldo per la Grazia di Dio Principe Reale di Ungheria e di Boemia, Arciduca d' Austria, Gran Duca di Toscana ec.

Sia noto per le presenti Nostre lettere patenti, che avendo Noi fatto informare il Nostro diletto Conte Francesco di Rosemberg sopra le pendenze d' interessi, che vertono fra S. M. l' Augusto Imperatore Giuseppe II Nostro dilettissimo Fratello

e Noi, per causa della successione del Nostro Augustissimo Genitore di sempre glor. mem., o per qualunque altro titolo o causa, e desiderando con la maggior premura, che sia tolta ogni ambiguità, e tutto riceva un' amichevole ultimazione con un Concordato di sodisfazione reciproca, abbiamo incaricato il predetto Conte di Rosemberg di trattare in nome Nostro di tali pendenze con S. M. I., nominandolo a tale effetto, e deputandolo, siccome lo nominiamo e deputiamo in questa parte per Nostro Ministro Plenipotenziario, dandoli ogni più opportuna ed ampia facoltà per convenire, arbitrare e stralciare come meglio gli sembrerà, e di fermare e stabilire in nome Nostro qualunque accordo, convenzione o transazione. E promettiamo di approvare, ratificare ed inviolabilmente osservare tutto ciò, che dal medesimo sarà stato fermato o convenuto.

In fede di che saranno le presenti firmate di nostra mano, viste dall' infrascritto Consigliere intimo attuale di Stato e di Guerra, contrassegnate da uno de' nostri Segretarj, e munite del nostro Sigillo. Date in Firenze li 30 maggio 1766.

PIETRO LEOPOLDO

(L. S.)

V. BOTTA.

ROBERTO PANDOLFINI.

Istrumento di convenzione e transazione tra i due fratelli Austriaci.

Noto, e palese sia a chiunque il saperlo fa di bisogno: Che essendo al Celsissimo, Potentissimo ed Invittissimo Imperatore de' Romani Giuseppe II sempre Augusto, Re di Germania e di Gerusalemme; Correggente e Successore dei Regni di Ungheria, di Boemia, Dalmazia, Croazia e Schiavonia, Arciduca d' Austria, Duca di Borgogna e di Lorena, Gran-Duca di Toscana, Gran Principe di Transilvania, Duca di Milano, Mantova, Parma, Conte di Hatstburg, delle Fiandre, e del Tirolo ec. come figlio primogenito ed erede uni-

versale instituito per paterna disposizione di S. M. I. Francesco I di gloriosa memoria devoluto ogni e qualunque lascito allodiale, onde, ed in conseguenza di ciò ragion vuole, che si pervenga alla separazione di quelli esistenti nel Gran-Ducato di Toscana; ma siccome la suddetta Maestà Imperiale non è intenzionata di esaminare minutamente l'affare, anzi d'evitare al fraterno amore, ed alla pienissima fiducia non corrispondente, ogni perquisizione.

Così essendosi la medesima determinata di fare col dilettissimo Suo Signor Fratello, il Serenissimo Principe Reale Pietro Leopoldo Arciduca d'Austria, Granduca di Toscana ec. una Convenzione, ed avendo perciò data a me sottoscritto la facoltà, ed il potere di trattare e concludere, S. A. R. ha a questo fine incaricato il qui sotto nominato ministro Plenipotenziario per stipulare questa Convenzione, e di agguagliarne altresì, e fissarne il quantitativo.

Onde noi infrascritti, in virtù delle Nostre vicendevolmente comunicateci facoltà, abbiamo trattata e stabilita questa Convenzione, del tenore seguente:

I° Dichiarandosi S. M. I. rapporto a qualsisia pendenza nel Gran-Ducato di Toscana ancor esistente, ed a Lui devoluta somma di capitali, provvisioni di cassa, pretensioni attive, o di qualsivoglia natura esse siano, o possano aver connessione alla già detta disposizione paterna degli *Allodiali*, totalmente e pienamente contenta della somma quantitativa d'un milione e duecentomila fiorini, rinunziando con ciò solennemente e giuridicamente per sè, suoi eredi e successori ad ogni ulteriore pretensione della summentovata disposizione paterna. In conferma di questo vero fraterno amore e particolare affetto promette S. M. I.;

II° Di pagare a S. A. R. il Serenissimo Suo Signor Fratello, fintanto che egli viverà, ed incominciando dal giorno in cui però il quantitativo della suddetta Convenzione sarà qui in Vienna totalmente ed effettivamente sborsato, li frutti al 4 per %, della surriferita somma di un milione, e duecentomila fiorini, e questi facendo soddisfare puntualmente

di quartale in quartale dal Banco della Città di Vienna. Se però;

III° Che il misericordioso Iddio voglia differire fino alla somma età, venisse a morire la prefata Altezza Sua Reale, non solo non saranno più pagati li suddetti frutti, ma sarà l'utile di questi inseparabilmente riunito alla proprietà. E siccome S. A. R. con gratissimo animo accetta come un convincente contrassegno di fraterno affetto, ed amorosa disposizione la poc'anzi detta dichiarazione, ed assicurazione di S. Maestà Imperiale, e similmente per sè, suoi eredi e successori espressamente, e giuridicamente se ne chiama contenta, e renunzia ad ogni e qualunque avente, e forse nascente pretensione sopra i lasciti alla Maestà Sua Imperiale come erede universale: Così promette ed assicura anche;

IV° La predetta Altezza Sua Reale di trasmettere quanto prima possibile, ma il più tardi alla fine di Ottobre dell'anno corrente, in moneta austriaca, il più volte detto quantitativo d'un milione e duecentomila fiorini, e di farlo puntualmente pagare qui in Vienna.

In fede di ciò son stati fatti, e da Noi sottoscritti, e muniti del nostro Sigillo due consimili esemplari del presente Instrumento di Convenzione. Fatto in Vienna a dì 5 del mese di Giugno l'anno di nostra salute 1766.

(L. S.) W. A. Kaunitz Rittberg.

(L. S.) F. Orsini Conte di Rosemberg.

Ratifica dell'imperator Giuseppe II.

Noi Giuseppe *(s'omettono i titoli)* Notifichiamo e dichiariamo con ciò per Noi, Nostri eredi e successori, e facciamo noto a chi il saperlo abbisognasse:

Comecchè è stato trattato e concluso per mezzo del Nostro caro Parente, il nobilissimo del Sacro Romano Impero Principe Vinceslao Antonio De Kaunitz Conte di Rittberg,

Nostro Ciamberlano intimo, attual Consigliere, e ministro di Stato e di Conferenza degli Affari Domestici, Cancelliere di Corte e di Stato, degli Affari Esteri, non meno che di quelli delle Fiandre Austriache, e della Lombardia, Cancelliere dell' Ordine Militare di Maria Teresa, Cavaliere dell' insigne Ordine del Toson d'Oro, come pure della Gran Croce dell' Ordine Regio di San Stefano d' Ungheria ec. Nostro Ministro Plenipotenziario a ciò destinato, e quello del Serenissimo e carissimo Nostro Fratello, Pietro Leopoldo Arciduca d' Austria, Gran-Duca di Toscana parimente a ciò destinato il nobile Nostro Ciamberlano intimo attual Consigliere di Stato, Ambasciatore alla Regia Corte di Spagna, e fedele diletto Francesco Conte Orsini di Rosemberg, Cavaliere dell' insigne Ordine del Toson d' Oro ec. fra Noi ed il Serenissimo, e carissimo Nostro fratello Pietro Leopoldo Arciduca d'Austria, Granduca di Toscana ec. rispetto alle ben giuste nostre pretensioni di ogni e qualunque lascito allodiale nel Gran-Ducato di Toscana esistente, e per paterna disposizione come crede universale della Maestà di felice memoria l' Imperatore Francesco Primo dilettissimo Nostro Genitore instituito a Noi devoluto, una Convenzione, che è del seguente tenore.

(Inserzione dell' instrumento).

Così Noi non abbiamo avuta la minima difficoltà di approvare onninamente il tenore del sopra inserto Instrumento di Convenzione, come con ciò onninamente, ed in ogni miglior forma lo approviamo, ed obblighiamo Noi, Nostri eredi e successori alla inviolabile osservazione di esso: In fede di che abbiamo la presente ratificazione di propria mano sottoscritta, ed appesovi il consueto nostro Imperiale Sigillo. Dato nella Cesarea nostra residenza di Vienna a dì 25 del mese di Luglio nell' anno di nostra salute 1766.

(L. S.) GIUSEPPE.

W. A. KAUNITZ RITTBERG.

Ad Mandatum Sac. Caes. Majestatis proprium.

FEDERIGO DE BINDER.

Ratifica del granduca Leopoldo I.

Noi Pietro Leopoldo Principe Reale d' Ungheria e di Boemia, Arciduca d' Austria, e Gran-Duca di Toscana ec. ec.

Dichiariamo in vigore delle presenti e vogliamo, che sia noto a ciascuno, come essendo stata trattata e conclusa dal nostro diletto Conte Francesco Orsini di Rosemberg, Cavaliere dell' insigne Ordine del Toson d' Oro, Ciamberlano e Consiglier intimo attuale di Stato delle LL. MM. II. e RR. e Loro ambasciatore alla Corte di Spagna, da Noi specialmente autorizzato con nostra Plenipotenza segnata in Firenze sotto dì 30 Maggio prossimo passato, col nostro caro parente il nobilissimo del Sacro Romano Impero Principe di Kaunitz Conte di Rittberg, Ciamberlano, e Consigliere intimo attuale di Stato delle LL. MM. Il. e RR, e Ministro di Conferenza degli Affari Domestici, Cancellier di Corte e di Stato, degli Affari Stranieri, e di quelli delle Fiandre Austriache, e della Lombardia, Cancelliere dell' Ordine Militare di Maria Teresa, Cavaliere dell' insigne Ordine del Toson d' Oro, e Gran Croce dell'Ordine Regio di San Stefano d' Ungheria, specialmente deputato ed autorizzato da S. M. l' Augustissimo Imperator Giuseppe II nostro dilettissimo fratello con sua imperiale Plenipotenza data in Vienna sotto dì. . . . . del corrente anno, una Convenzione sopra la successione degli allodiali esistenti nel Gran Ducato di Toscana, che possono competere alla M. S. Imperiale, come erede universale instituito da S. M. l' Imperator Francesco Primo dilettissimo nostro Genitore di gloriosa memoria, la qual Convenzione è del seguente tenore ec.

(Inserzione dell' instrumento).

Perciò avendo noi attentamente considerato l' instrumento sopra inserto della predetta Convenzione, l'abbiamo di Nostra piena scienza, e spontanea volontà approvato in tutte le sue parti, come in vigore delle presenti l' approviamo, e ratifichiamo in ogni miglior modo, obbligando Noi medesimi, ed

i Nostri eredi e successori all' invariabile osservanza di esso. In fede di che abbiamo sottoscritta di Nostra propria mano la presente ratificazione, ed appostovi il Nostro consueto Real Sigillo. Dato in Firenze il dì 25 Giugno dell' anno 1761.

PIETRO LEOPOLDO.

(L. S.) V. BOTTA.

ROBERTO PANDOLFINI.

Lettera del conte Orsini di Rosemberg al granduca Leopoldo I.

Monseigneur. J'ai l'honneur d'envoyer cij joint a votre Altesse Royale un exemplaire de la Convention, que j'ai signée icy avec le Prince du Kaunitz. J'espere, que V. A. R. daignerà l'approuver, puisqu'Elle est entierement conforme a ses intentions. S. M. l' Empereur renonce par la a toute pretension sur tout ce qui pourroit être regardè comme Allodial dans le Gran Duchè de Toscane, pour la somme convenue de $1,\overset{m}{200}$ fior.; V. A. R. au contraire renonce a Ses pretensions contre S. M. l'Empereur, qui peut-etre n'existent pas, et qu'au moins V. A. R. n'a jamais été dans l'intention de faire valoir.

Il me reste encore a rendre compte a V. A. R. des Raisons, qui m'ont obligé de passer le terme du Mois d'Octobre pour l'entier payement de la somme, la quelle doit etre payè ici en monnoye courrante de Vienne. J'ai calculè, que comme V. A. R. doit tirer les interets de cet argent du jour, que la totalitè en serà payèe, Elle regagnerà par les interets ce qui il Lui enconterà des plus sur le change, que si les termes avoient étés plus reculés, et pour ce qui est d'avoir chargé V. A. R. des remises, je n'ai gueres pu m'y opposer, parceque S. M. l'Empereur n'exige pas comme d'abord tout l'argent, que feu S. M. de glorieuse memoire a laissè dans toutes, ou dans telle des ses caisses, cas au quel S. M. auroit de porter le dechet, mais qu'Elle fait avec V. A. R.

pour $1,\overset{m}{200}$ fior. argent de Vienne. Ce donc V. A. R. qui se trouve chargée par la nature meme de ce Contrat de faire compter a S. M. l'Empereur la dite somme en entier. V. A. R. nè douterà point. J'expere que je n'ai rien fait dans cet affaire què au consentement de S. M. l'Emperatrice Reyne qui m'à temoignè sa satisfaction a ce Sujet avec des termes, qui prouvent bien elairement combien Elle s'interesse pour les avantages de V. A. R.

Vienne le 3 Guin 1766.

Le tres humble, e tres soumis
Firmato — C. DI ROSEMBERG.

Responsiva di Leopoldo I al conte Orsini di Rosemberg.

Signor Conte: Con molta sodisfazione ricevo la Convenzione da Lei firmata sopra gl' interessi, che pendevano con S. M. l' Imperatore mio Dilettissimo Fratello: Lo zelo, con cui Ella ha corrisposto in quest' affare alla confidenza, che in Lei avevo collocata, esige da me il maggior gradimento, e di questo ho il piacere d' assicurarla. Le mando l' Instrumento della mia Ratificazione con attendere al suo ritorno, quale li bramo col maggior vantaggio della sua salute, l' Instrumento simile, che sarà stipulato per parte di S. M. C.

E le confermo la mia più distinta stima.

Firenze il primo Luglio 1766.

Firmato — PIETRO LEOPOLDO.

Tutta questa corrispondenza, quanto ancora l' instrumento di transazione, esistono in posizioni diverse nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri. La traduzione autentica dell' instrumento medesimo si conserva presso l' Avvocatura Regia.

Doc. LXII.

Lettera patente dell' imperator Giuseppe II al granduca Leopoldo I rispetto all' elezione del maresciallo Botta-Adorno a Commissario plenipotenziario imperiale in Italia.

Josephus Secundus Divinâ favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniae, et Hierosolymarum Rex Corregens; et Hæres Regnorum Hungariæ et Bohemiæ, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, et Lotharingiæ, Magnus Dux Hetruriæ etc. etc.

Serenissime Princeps, et Frater Charissime! Inter peculiares semper sollicitudinis Cæsareæ curas Nostri in Sacro Romano Imperio Prædecessores sibi habuerunt, rebus in Italia per constitutos ibidem Commissarios Imperiales Plenipotentiarios prospicere; Horum proinde vestigiis et Nos meritò inhærentes, viro à perspectâ prudentiâ, integritate, et consumatâ experientiâ jam perquam commendato, ac jam sub Divo Genitore Nostro, Augustissimo Imperatore Francisco, in Italia Commissario Imperiali Plenipotentiario Cæsareo Nostro Consiliario actuali intimo, Generali Campi Mareschallo, Tribuno Legionis Pedestris, Sacriqúe Imperii fideli dilecto, Antonio Ottoni Marchisio Botta Adorno celsam hanc spartam cum iisdem facultatibus, ac prærogativis, Nostro etiam Nomine conferendam, hucque in illa eo magis confirmandum censemus, ac sparta hac à longis jam annis summa cum laude functus est.

De hac igitur Nominatione Nostra Dilectionem Vestram certionem reddendam ducimus, ut de commisso à Nobis memorato Marchisio Botta Adorno sublimi munere congruam notitiam, rationemque habere, ac in omnibus, quæ Cæsareo Nostro Nomine, vi officii sui, per occasiones propositurus, insinuaturus, aut dispositurus sit, plenam ipsi fidem adhibere, et pro rerum exigentiâ opem illi exhibere, ac præsto esse velit, quod Nobis omninò pollicentes, fraterni amoris affectu

Dilectioni Vestræ perpetim propensi manemus. Datum Viennæ die 9 Decembris anno 1765, Regni Nostri secundo.

Dilectionis Vestræ Bonus Frater!
JOSEPHUS.

PAULUS ANTONIUS GUNDEL.

V. A. COLLOREDUS.

Retroscritta

Serenissimo Leopoldo, Regio Principi Hungariæ et Boemiæ, Archiduci Austriæ, et Magno Duci Hetruriæ, Fratri Nostro Charissimo.

Conservasi nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXIII.

Lettera del gran-cancelliere Kaunitz al conte di Rosemberg primo ministro in Toscana rispetto al trattamento da farsi al granduca Leopoldo I.

Monsieur

J'ai reçu la lettre, que V. E. m'a fait l'honneur de m'ecrire en date du 3 de ce mois au sujet du ceremonial à suivre par S. A. R. dans sa reponse au Rescript circulaire de S. M. l'Empereur, touchant la confirmation du Feld-Marechal Botta en sa qualitè de Plenipotentiaire Imperial en Italie. Ie connois le prix de la confiance, que vous venez de me temoigner en cette occasion, et je vais y repondre de mon mieux, en faisant part a V. E. de mon avis relativement à sa demande sur cet objet. Le ceremonial pour Monseig. l'Archiduc a été arrangé ici avant son depart tant pour sa correspondence avec les autres Princes, que pour l'etiquette à suivre á sa cour. Il n'etoit alors qu'Archiduc, mais son avenement au grand Duché

de Toscane n'a pu rien alterer dans le plan de ce ceremonial puisque les prerogatives d'un Archiduc, comme en même tems Prince Royal de deux Royaumes hereditaires, en doivent toujours être la base, et determiner les mesures à suivre.

Il ne fut alors pas question du traitement d'un Archiduc vis à vis de l'Empereur, ainsi rien n'y a été decidé pour le cas présent. On trouve il est vrai, dans les archives de ce Département d'Etat l'xemple de l'Archiduchesse soeur de Charles VI et Gouvernante des pais Bas, la quelle se signoit, en ecrivant à l'Empereur en allemand *Unterthänigste treü-gehorsamste Dienerin und Schwester*, et commencoit ses lettres au même Prince par *Gnädigster Herr und geliebtester Brüder*.

Mais outre que cette formule allemande ne peut servir pour notre cas, il s'agit dans celuici de la correspondence de l'Archiduc Gran-Duc en sa qualité de Feudataire avec l'Empereur comme chef de l'Empire, et V. E. l'a très-bien remarqué dans sa lettre : ainsi faut-il voir, quel ceremonial puisse convenir le plus à cette qualification.

Si S. A. R. etoit dans le cas d'ecrire à S. M. Imperiale en allemand, il n'y auroit pas de difficulté d'adopter la susdite formule de l'Archiduchesse Elisabeth, attendu que les Electeurs de Baviere et de Saxe ne donnent à l'Empereur que de *gnädigster Kayser und Herr*, et souscrivent par *unterthänigster Churfürst diener und Vetter* quoique de l'autre coté les Electeurs Ecclesiastiques et même de College Electoral en corps usent des termes *Allergnädigster* et *Allerunterthänigste*, et pourtant les Archiducs puiserés ne prétendent pas le rang sur les Electeurs. Cela non obstant la dite formule, étant assez respectueuse, elle pourroit avoir lieu envers l'Empereur.

Toute la difficulté est, que la langue latine, et l'italienne puisque la réponse en question doit etre dans l'une de ces deux langues, ne sont guères susceptibles de la même gradation, comme l'Allemande dans le superlatif des mots *gnädigst, unterthänigst* etc. par l'addition de l'*aller* pour en relever de plus l'eminence, ou pour la moderer en retranchant cette particule augmentative.

Il sera donc nécessaire, que Monseig. l'Archiduc écrivant à S. M. Imperiale précisement en qualité de Grand Duc de Toscane, ne se refuse pas à mettre ainsi que tous les autres, au commencement de la lettre, écrivant en latin le titre de *clementissimus*, ou tout bref *Sacra Cœsarea Majestas*, et en Italien *Sacra Cesarea Maestà* en vedette: la souscription pourra être en latin *devotissimus obsequentissimus et fidelissimus Vasallus* et en Italien: *umilissimo ossequiosissimo, e fedelissimo Vassallo Servitore e fratello.* Cette formule me paroit bien convenable au respect, qu'un Feudataire de l'Empire, qui n'est pas Roi, doit à son chef dans une lettre, dont le sujet est relatif au meme Vassallage: et toute distinction qu'on pourroit pratiquer en Italien en faveur du rang de l'Archiduc, seroit d'en rétrancher l'epithete *umilissimo* à l'exemple de la republique de Gènes, qui souscrit par *devotissimi, et Obsequentissimi Servitores.*

Quelques Princes et Etats Vassaux omettent le terme, quoique très-convenable, de *fedelissimo*, ce qui sera indifferent, et je n'ai plus rien à y ajouter, si non, que l'epithète *Invictissimus*, est donné à l'Empereur par le Roi de Sardeigne, et par les Electeurs, et le predicat *Semper Augustus* encore par plusieurs Rois et autres puissances.

Voilà, mon cher Comte, ce que j'ai cru devoir repliquer pour satisfaire à votre demande, du reste je suis extremement sensible à la part que V. E. m'a temoigné d'avoir pris à l'état de la santè de la Comtesse ma soeur: Elle vous en a bien des obbligations, et sa convalescence est parfaite. Continuez moi, je vous en prie, votre amitié et confiance; et faites moi l'honneur d'être persuadé, que je suis avec les sentiments de la plus parfaite considération.

Monsieur
De Votre Excellance
Vienne ce... Janvier 1767.

Firmato — KAUNITZ-RITTBERG.

Conservasi nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXIV.

Responsiva del conte di Rosemberg sul proposito delle pretese avanzate dalla corte di Vienna.

Eccellenza.

Dalla pena che V. A. si è presa nel comunicarmi i suoi superiori lumi sopra il Trattamento che possa convenire a questo Real Sovrano verso S. M. I. rilevo la bontà con cui Ella corrisponde alla giusta confidenza che in Lei ripongo.

Non troverei alcuna cosa che opporre ai di Lei suggerimenti, vedendo bene che son regolati dalla ragione, e dalle più esatte regole di convenienza, se non trovassi, rispetto solo alla sottoscrizione, che i Granduchi della Casa Medici usavano il solo Titolo di *Umilissimo Servitore* nelle loro lettere a S. M. I. Io non sò se la variazione della sottoscrizione nella forma progettata dall'A. V. potesse fare apparire che si esigesse di più da un Granduca Arciduca d'Austria, che da quelli della Casa Medici, e che il Granducato avesse cambiato natura, assumendo una maggiore soggezione dall'Impero allorchè è pervenuto in Sua A. R.

Lascio all'A. V. il prendere in considerazione questi riflessi, e se in conseguenza dei medesimi potesse soddisfarsi a ciò che si deve alla superiorità di S. M. I., ed alle convenienze del Reale Arciduca Granduca, con farli usare la sottoscrizione *Umilissimo Servitore e fratello*, usandosi nel rimanente il trattamento da Lei proposto.

La prego ad aver la sofferenza per questo nuovo incommodo sopra l'istesso oggetto, ed a credermi quale col più rispettoso ossequio ho il vantaggio di protestarmi.

Firenze. li 10 Febb.° 1767.

Firmato — ORSINI DI ROSEMBERG.

Conservasi nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXV.

Altra lettera del Kaunitz al conte di Rosemberg sul medesimo soggetto.

Monsieur !

Avant de faire reponse à la lettre du 20 du mois dernier, que votre Excellence m'a fait l'honneur de m'ecrire confidentiellement, au sujet du dernier rescript Imperial à S. A. R. il etoit necessaire, que je pris connoissance de la maniere, dont les Empereurs ont ecrit autre fois dans la meme occasion aux grands Vassaux de l'Empire en Italie, pour en savoir juger, si le stile de la chancelerie a été alteré dans le rescript en question.

La dificulté, ce me semble, roule sur le terme *disposituras*, attribuè dans le rescript au commissaire plenipotentiaire, et à l'expression, qui suit, *præsto esse velit*, appliquèe au grand Duc.

Ce ton peut paroitre imperieux, et un peu dur en l'apliquant à la personne d'un Ministre, quoique representant: mais V. E. sent bien, que l'usage decide des formules; il reste donc à voir, si celles dont il s'agit actuellement, sont anciennes et reçues, ou nouvelles et arbitraires.

Pour verifier ce point, j'ai fait reconnoitre les *Ante Acta*, qui sont gardés dans le depot de la chancelerie de l'Empire, et il en est resulté, que l'Empereur Charles VI ecrivant d'apres l'exemple de ses antecesseurs, et sur le meme sujet en 1733 au Roi de Sardeigne, au Grand Duc, et aux autres Vassaux d'Italie, s'est servi de termes bien plus forts et plus determinés, savoir *ordinaturus* au lieu de *dispositurus*, et en parlant du Vassal vis-a-vis du Commissaire, *morem gerere sciat*, à la place de *præsto esse velit*. Cela non obstant les dits Princes ont repondu au rescript Imperial dans des termes convenables sans marquer le moindre resentiment.

Feu l'Empereur pourtant, se trouvant en 1745 dans le meme cas de notifier aux Princes Vassaux la nomination du Comte

de Stampa comme son plenipotentiaire en Italie, fit de son bon grê adoucir les deux termes ci dessus, et y substituer ceux, qui sont entrés de même dans le rescript de S. M. l'Empereur d'aujour d'hui. Le Roi de Sardeigne a deja repondu à celui qui fut adressé à lui dans le même stile, comme à l'Archiduc grand Duc: Sa reponse est en latin et accompagnée d'expressions obligeantes.

Il est vrai, l'exemple de l'an 1716 que V. E. a allegué dans sa lettre, n'y est pas conforme, mais il faut observer, que le Prince Ercolani y enoncé comme plenipotentiaire, n'en a eu que le titre, et en effet il n'est pas nommé dans le rescript Commissaire, par consequent le pouvoir, qui est attaché à la charge de ce dernier, ne lui convenoit pas.

Du reste il doit exister dans les Archives de Florence plusieurs exemples de pareils rescripts les Empereurs ayant toujours ecrit aux grands Ducs sur le même sujet; Celui du Roi de Sardeigne pourra seul dissiper toute difficulté.

Conservez moi, mon cher Comte, je vous en prie, l'honneur de votre amitié et confiance, et soyez persuadé que je me vante de celui d'etre avec la plus parfaite consideration.

Monsieur
De Votre Excellence

Vienne ce 9 Fevrier 1767.

Firmato — KAUNITZ-RITTBERG.

Conservasi nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc LXVI.

Terza lettera del Kaunitz al conte di Rosemberg sull' argomento medesimo.

Eccellenza

Si è compiaciuta l' E. V. di comunicarmi con la riverita sua 10 corrente il dubbio che le rimane sopra il trattamento

di S. A. R. verso la Maestà dell' Imperatore, con farmi osservare, che i Granduchi della Casa Medici nelle loro lettere all' Imperatore si sottoscrivevano solamente *umilissimo servitore.*

La formula a V. E. da me proposta d' una sottoscrizione latina non porta che il *devotissimus obsequentissimus ec.* e per l' italiana ho suggerito io stesso, che si potrebbe omettere l' epiteto di *umilissimo*, seguendo in ciò l' esempio della Repubblica di Genova; sicchè il dubbio di codesto Ministero non può cadere sul medesimo, e avrà probabilmente per oggetto l' aggiunta nella formula da me progettata di *fedelissimo vassallo* ec. Mi conferma in tale mia supposizione l' E. V. con accennarmi, ch' Ella non sa, se il Granducato avesse cambiata natura assumendo una maggior soggezione all' Impero, allorchè è pervenuto in S. A. R.

Il Granducato è passato alla medesima, conseguentemente all' instituzione della secondogenitura fatta dal fù Aug. Imperatore il dì 14 Luglio 1763; questa disposizione non stabilì niente che cangiar potesse la natura del Granducato, ma suppone come cosa indubitata la di lui qualità feodale, tanto nell' introito dell' Instromento con le parole: *pro sua Cæsarea utpote in Imperii feudo auctoritate*, che nella fine del medesimo, dove il fu Imperatore si riservò di confermare tale disposizione *qua Romanorum Imperator et supremus Feudi Dominus directus*, professando ivi precisamente siccome *Magnus Hetruriæ Ducatus Sacro Romano Imperio feudali nexu sit obnoxius.* Nè ciò deve sembrare novità, non potendo esser ignoto a codesto Ministero l' atto, con cui lo stesso Imperatore di gloriosa memoria, prima di pervenire alla dignità imperiale, e ancora sotto Carlo VI, riconobbe tutto il Granducato di Toscana solennemente per feudo dell' Impero.

Su questo principio fu progettata nella sottoscrizione del Ser. Arciduca Granduca l' aggiunta di *fedelissimo vassallo*, per fare altresì conoscere che gli epiteti precedenti di *umilissimo, devotissimo o ossequiosissimo*, tanto lontani da quelli, che S. A. R. usa nelle sue lettere ad altri monarchi, sieno nel pre-

sente caso solamente correlativi alla sua qualità di vassallo, scrivendo appunto come tale a S. M. l'Imperatore.

Se però V. E. giudica, che nell'omettersi i medesimi vi sia più convenienza per il Serenissimo Arciduca, forse perchè la Repubblica di Genova non si segna con esprimere il titolo di vassallaggio, la cosa mi è indifferente; benchè il caso di detta Repubblica sia alquanto diverso, non riconoscendo essa dall'Impero che una parte del suo Stato.

A me basta aver fatto presente all'E. V. quale sia stata la ragione di progettare la domandata forma di sottoscrizione in una maniera piuttosto che nell'altra: e ringraziandola della confidenza di cui Ella ha voluto onorarmi in questo proposito passo a confermarmi con i più sinceri e ossequiosi sentimenti

Di V. E.

Vienna 23 Febbraio 1767.

Firmato — KAUNITZ RITTBERG

Conservasi nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXVII.

Quarta lettera del Kaunitz relativa all'istessa materia.

Eccellenza.

Secondando come fo, sempre con piacere, le premure di V. E. mi son fatto carico di quella spiegatami nella riverita sua 26 dello scorso mese relativamente alla lettera, che vi era unita, di S. A. R. a S. M. l'Imperatore.

Nel presentare dunque alla M. S. la detta lettera non mancai di esporle, quanto V. E. mi aveva scritto della disposizione del Ser. Arciduca di regolare il trattamento nelle sue lettere di Cancelleria all'Imperatore secondo che la stessa

M. S. lo stimerà giusto e conveniente. Essa si dimostrò moltissimo soddisfatto di questa attenzione, ed accettò la lettera di S. A. R. gradendo però ed approvando le osservazioni ch' io credetti del dovere del mio Ministero di fare in proposito del Cerimoniale, e ciò per corrispondere ancora alla benignissima confidenza, di cui l' Arciduca si degna onorarmi.

Ho dunque detto, che la lettera mi sembrava in termini ben misurati e convenienti al presente caso, il quale è diverso da quello, in cui un Principe vassallo scrive all'Imperatore, come tale, per affari relativi al suo vassallaggio: che avrei desiderato soltanto, che al *devotissimo* nella soscrizione si fosse aggiunto ancor altro termine esprimente l'ossequio, sull' esempio degli stessi Elettori, per non allegare quello della Repubblica di Genova: che una osservazione cadeva anche sulla enunciativa di *mio Fratello* nella soprascritta senz' altra qualificazione che alla preeminenza dell' Imperatore dasse quel rilievo, che è giusto e in regola, venendo esso sino dallo stesso Re de' Romani chiamato in iscritto *Suo Signore*, anzi in tedesco *Gnädigster Herr*, come apparisce dagli esempi tutti uniformi antichi e recenti: onde soggiunsi essere la forma di *mio Signore e Fratello* il meno che S. A. R. possa dare nelle lettere italiane a S. M. Imperiale.

Mi lusingo che queste osservazioni saranno gradite da S. A. R. e che serviranno per i casi avvenire.

Ragiona V. E. meco in altra sua pregiatissima lettera 29 del passato mese sopra la lingua di cui si serve l'Arciduca Granduca nella corrispondenza di lettere ai Sovrani. So che l' uso dell' italiana vi è stato introdotto dal di Lei antecessore nel Ministero, e sono del sentimento ch' essendo già stabilito, non convenga più alterarlo. Fu opportuna e giudiziosa la scelta e fissazione d' una lingua, di cui si servisse S. A. R. costantemente nelle sue lettere, a scanso degl' imbarazzi e inconvenienti: Così fanno le Corti di Napoli, di Sardegna, e le altre d' Italia, che scrivono in latino, e questa stessa Imperiale Regia, salvo che nelle lettere ai Principi dell' Impero Germanico, come ancora qualche volta al Re di Danimarca, e al Principe

d' Oranges preferisce la lingua tedesca. Con tutto ciò non mi è ignoto, che il trattamento dell'Arciduca messo in corso così felicemente colle Corti, eccettuata quella di Torino, ha incontrato in principio non piccola difficoltà, appunto per l'uso della lingua italiana, essendosi voluto arguire da quello, come se S. A. R. scrivesse in qualità di Granduca, la quale certamente non poteva dare dritto al trattamento, che domandava, e con sì buon successo ha conseguito.

Ho l'onore di essere con la più perfetta considerazione

Di V. E.

Vienna, li 14 Aprile 1768.

Firmato — KAUNITZ RITTBERG.

Conservasi nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXVIII.

Atti relativi alla formale recognizione della Galleria Fiorentina, *qual proprietà dello Stato toscano, emanati da Leopoldo I.*

Pietro Leopoldo per grazia di Dio Principe Reale d'Ungheria e di Boemia, Arciduca d' Austria, Gran-Duca di Toscana ec. ec.

Volendo Noi deputare un soggetto dotato di probità, d'intelligenza, e di zelo perchè invigili alla custodia, e al buon ordine della nostra Reale Galleria, ci siamo determinati a nominare conforme col presente Motuproprio nominiamo col titolo di Direttore della medesima il Canonico Giuseppe Querci, cogli obblighi e facoltà espresse nell' Istruzioni qui ingiunte; e oltre al godimento del quartiere, e de' soliti emolumenti, gli assegniamo, la provvisione di scudi venti il mese da avere principio dal dì primo del mese corrente; per la qual somma

sarà descritto sul ruolo degli stipendiati della Nostra Depositeria generale, a forma del Brevetto, che gli sarà spedito per mezzo della Nostra Segreteria di Finanze. E il Senator Guardaroba maggiore parteciperà gli ordini opportuni perchè il soprannominato canonico Giuseppe Querci sia riconosciuto nella qualità sopraddetta da chiunque occorre. Dato in Pisa li 24 gennaio 1769.

PIETRO LEOPOLDO.

V. ROSEMBERG.

DI SCHMIDVEILLER.

Memoria annessa.

Questa mattina 25 gennaio 1769, l'Infrascritto ha presentato il suo giuramento in mano di S. E. il Sig. Conte Francesco Orsini di Rosemberg nel modo che segue:

Io canonico Giuseppe Querci giuro sull'anima mia, e sull'onor mio, di fedelmente esercitare l'Impiego conferitomi dalla Clemenza di S. A. Reale mio unico Signore e Sovrano, di Direttore della Sua Galleria, e d'impiegarmi con tutto lo zelo e attenzione in servizio e maggiore gloria della R. A. S.: Così mi aiuti Iddio il di cui Santissimo Nome invoco *tacto pectore.*

Istruzioni allegate nel surriferito Motuproprio.

Avendo S. A. R. nominato per Direttore della Sua Reale Galleria il canonico Giuseppe Querci, vuole che il medesimo si regoli secondo le istruzioni seguenti.

1.° Riceverà la consegna, chè gli sarà fatta dai Ministri delle Revisioni e Sindacati di tutte le rarità e cose preziose contenute in detta Galleria, previo un esatto riscontro e Inventario, che dovrà esserne fatto dai Ministri suddetti, con facoltà al medesimo Direttore di sodisfarsi sopra ciaschedun capo dovendolo sottoscrivere.

2.° Essendo soppressa la carica di Custode dell'Armeria dovrà farsi la consegna anco di essa al sopraddetto Direttore, il quale prenderà con le altre chiavi anche quelle delle stanze di detta Armeria, e le riterrà presso di sè sino a ulteriori disposizioni.

3.° Dovrà trovarsi presente ogni giorno alla Real Galleria per invigilare al buon ordine della medesima; e perchè i forestieri che vi intervengono per ammirare le rarità di essa, abbiano tutto il comodo di sodisfarsi. E sarà sua principal cura il pensare a tutto quello che può contribuire alla conservazione e al maggior lustro della detta Galleria.

4.° Quantunque la detta Galleria sia distinta e separata dalla Guardaroba generale, nulladimeno per un particolare riguardo all'attuale Guardaroba Maggiore, il soprannominato Direttore dipenderà dal medesimo; Ma venendo a mancare il Senator Marchese Riccardi, e passando in altri le funzioni del Guardaroba Maggiore, allora dovrà dipendere unicamente dal Ministro Presidente delle Finanze, a cui dovrà riferire, e proporre tutto quello che stimerà conveniente per il miglior servizio.

5.° Averà una piena autorità sopra i subalterni inservienti nella Reale Galleria, perchè tutti concorrano al miglior servizio del Sovrano.

6.° Sarà in sua libertà di abitare o non abitare nel quartiere che gli è assegnato, confidando S. A. R., che sì nell'uno, come nell'altro caso, non sarà per mancare ai doveri del suo Impiego.

7.° Per ovviare agli abusi, e disordini, che si sono introdotti nel chiedere, percipere e dividere le mance, non permetterà che alcuno dei suoi subalterni faccia maneggi, e abbia la minima intelligenza co' servitori che introducono i forestieri alla Reale Galleria, e trovandogli trasgressori al presente Ordine, potrà immediatamente licenziarli colla previa partecipazione al Guardaroba Maggiore; o respettivamente al Ministro Presidente delle Finanze.

E perchè il portinaio non abbia in questo alcun luogo di

scusa, potrà il Direttore, volendo, ammetterlo alla partecipazione della decima parte di tutte le mance, a condizione però che detto portinaio metta in comune qualunque piccola somma risquotesse anche in nome proprio al cancello, con che per altro s' intenda dover restar fermo, ed in tutto il suo vigore il reparto delle mance suddette ordinato sotto il dì 13 novembre 1763.

Fatto in Pisa li 24 gennaio 1769.

DI SCHMIDVEILLER.

Firmato — F. ORSINI DI ROSEMBERG.

Rappresentanza del Senator Gianni al Granduca rispetto alla consegna della Galleria predetta.

Altezza Reale

A forma del Motuproprio de' 24 gennaio 1769 è stata fatta la consegna al canonico Giuseppe Querci della R. Galleria ed Armeria annessa. Fu incaricato di tale commissione Francesco Rondinelli, ministro di questo Ufizio, il quale ne dà il suo discarico con l' annessa relazione del suo operato, con la quale presenta due volumi, che contengono l'Inventario predetto, cioè uno della Galleria, e l' altro dell' Armeria ivi annessa.

Questo ultimo è bene averlo separato dall' altro per maggior facilità, in caso che V. A. R. volesse disporre in tutto, o in parte delle robe della Armeria predetta.

In tutto il resto non trovo che aggiungere alla partecipazione suddetta del Rondinelli, perchè l'operazione mi pare ben fatta, come ho avuto luogo anche di osservare sul luogo mentre si andava facendo. Se piacerà a V. A. R. di comandare che i suddetti Inventari restino a conservarsi in questo

Ufizio, dove si conservano anche quelli delle Fortezze e Magazzini di Artiglieria, che furono consegnati per mezzo di questi ministri, sarà bene che in avvenire, per le cose da consegnarsi di nuovo al Direttore della Galleria, ne venga mandato l'ordine a questo Ufizio, dove si possa fare le convenienti aggiunte all'Inventario; e se piacerà all'A. V. R. d'ordinare che detti Inventari si conservino nella Guardaroba Generale, sarà opportuno che quando il Direttore della Galleria deve ricevere qualche cosa, la riceva per mezzo della Guardaroba predetta, acciò vi sia notizia e registro continovo di ciò che costituisce la consegna di chi ha la cura della Galleria.

Ed in esecuzione de' sovrani comandamenti ho l'onore di inchinarmi al bacio della R. Veste.

Dall'Ufizio delle Revisioni e Sindacati 22 maggio 1769.

Umillms. Servo e Suddito
Francesco Maria Gianni.

Rescritto.

Approvasi, e si consegnino detti Inventari dalla Segreteria di Finanze all'Ufizio delle Revisioni e Sindacati, permettendosi al Direttore della Galleria di cavarne copia per proprio uso. E ogni qualvolta si faranno de' nuovi acquisti per la Galleria medesima, dovrà la Depositeria generale darne conto all'Uffizio delle Revisioni, acciò possano registrarsi opportunatamente in detti Inventari.

V. Rosemberg.

F. A. Bonfini.

Archivio Centrale di Stato, tra le carte provenienti dal Ministero delle Finanze, e dall'Ufizio delle Revisioni e Sindacati, sotto i respettivi anni.

Doc. LXIX.

Lettera del cons. Tavanti Ministro delle Finanze al conte di Thurn Maggiordomo Maggiore, con due motupropri comprovanti la proprietà dello Stato sul Museo di Fisica di Firenze.

Eccellenza

Ho l'onore di trasmettere a V. E. copia di un Motuproprio di S. A. R., col quale vengono assegnate le provvisioni agl' Impiegati nel Gabinetto di Fisica sulla Depositeria Generale, dalla quale dovranno ancora pagarsi in avvenire le spese occorrenti per servizio dello stesso Gabinetto.

E fra questi restano compresi tanto Luigi Gagli, quanto Claudio Valvani, e per conseguenza dovranno cessare ancora ad essi dal dì 1.° del prossimo Marzo le provvisioni che ritirano dalla Cassa della R. Corte.

E con la più distinta venerazione mi pregio di confermarmi

Di V. E.

Di Segreteria di Finanze 25 febbrajo 1775.

Devotis. Obb. Servitore
ANGIOLO TAVANTI.

Primo Motuproprio relativo al Museo di Fisica.

S. A. R. vuole che dal 1.° marzo prossimo sieno pagate dalla Cassa della Depositeria Generale, ogni mese, agl'Impiegati nel Gabinetto di Fisica e Storia Naturale, le provvisioni assegnate a ciascheduno di essi nella somma infrascritta.

Al Direttore Dottor Felice Fontana scudi trentasette, compresi in questi gli assegnamenti che ritira dalla Depositeria e dalla Zecca, e fermi stanti i suoi onorarj sopra la Cassa dello Studio come Professore dell'Università di Pisa.

Al Dottor Giuseppe Pigri ajuto del Direttore scudi venticinque.

A Claudio Valvani scudi sedici, con che gli cessino le altre provvisioni.

A Luigi Gagli custode della Casa o Palazzo Torrigiani, scudi quattordici.

Al Primo Modellatore delle cere anatomiche, scudi dieci.

Ad un uomo che dice assistergli, scudi tre.

Al Secondo Modellatore, scudi nove.

Al Terzo Modellatore, scudi sei.

Ad un uomo che abbia cura del Giardino, scudi sei.

Dovranno inoltre pagarsi le spese per la provvista delle cere, alle quali vanno uniti diversi generi, come spermaceti, cinabro, carminio, olio di terebinto, vernice a spirito, pennelli, ferri, forme e altre simili cose, come pure le cassette per le cere anatomiche.

Tanto le spese per le provviste dei suddetti generi, quanto le provvisioni ai modellatori, e all'uomo del Giardino, dovranno pure pagarsi su i conti mensuali, che dovranno presentarsi alla Depositeria Generale dal Direttore di detto Gabinetto, e in sua assenza o impedimento, dal suo ajuto, o sia Sostituto, il quale alla fine di ogni anno presenterà le giustificazioni dei pagamenti fatti a fronte delle somme, che avrà ricevute dalla Depositeria, per averne il saldo dall' Ufizio delle Revisioni e Sindacati. — La costruzione, e provvista di nuovi scaffali e macchine non dovranno farsi senza la previa permissione di S. A. R.

Dovranno pure terminarsi quelle che sono già incominciate, e pagarne l' importare sopra i conti che saranno presentati alla Depositeria Generale dal Direttore suddetto, o suo Sostituto.

Dato in Firenze li 21 febbrajo 1775.

PIETRO LEOPOLDO

V. ANGIOLO TAVANTI

F. A. BONFINI

Secondo Motuproprio relativo al detto Museo di Fisica.

Sua Altezza Reale avendo preso in considerazione le proposizioni dell' ajuto del Direttore del R. Museo di Fisica per una più semplice e regolare amministrazione delle spese occorrenti per il servizio del R. Museo, ha ordinato il seguente Motuproprio ed Istruzioni.

Sua Altezza Reale volendo provvedere alla più semplice e regolare amministrazione delle spese occorrenti per il servizio del R. Museo di Fisica e Storia Naturale, comanda la retta osservanza ed esecuzione delle annesse Istruzioni, fermo sempre stante il disposto delle precedenti, ed altri ordini veglianti in tutte quelle parti, nelle quali non viene attualmente derogato.

Ed il nuovo metodo che colle mentovate Istruzioni resta stabilito, richiedendo l'istituzione di un Dispensiere, la R. A. S. nomina a tale impiego l' Abate Gaetano Cari con la mensuale provvisione di scudi 10, per cui dovrà essere descritto sul ruolo degli impiegati fissi del mentovato R. Museo.

Restano poi autorizzati tanto il Direttore dell' istesso R. Museo, quanto il di lui Ajuto a dare quelle ulteriori disposizioni, che crederanno convenienti al buon regolamento interno, sì per l' economia delle spese, che per la disciplina e pulizia del Museo predetto.

E dalla R. Segreteria di Finanze si partecipino in conformità gli Ordini opportuni.

Dato li 21 giugno 1788.

PIETRO LEOPOLDO.

V.° — DI SCHMIDVEILLER.

A. PONTENANI.

Esistono entrambi nell' Archivio della R. Corte sotto il respettivo anno.

Doc. LXX.

Stime fatte per conto dello Stato del materiale greggio e lavorato esistente nei Magazzini dell' Officina delle pietre dure, quando fu consegnata all' Amministrazione de' beni della Corona.

Illustris. Sig. Soprintendente de' Sindaci.

In adempimento di quello che mi venne richiesto col biglietto di V. S. Illustris. de' 29 Agosto passato, posi subito mano a formare un inventario delle pietre esistenti in questa R. Galleria de' Lavori, e avendo pesate e distinte le greggie, ne ho fatta una stima nelle debite forme, siccome quelle segate e ridotte in fette, avendole valutate quel che sono costate, o costerebbero ad acquistarle, senza riguardare in questa parte quel che è espresso nel suo Biglietto, di considerare il prezzo che se ne potrebbe ricavare, presentandosi un compratore, ciò che difficilmente può darsi, essendo questo un genere, che conviene solo ai sovrani, e che non sarà mai abbassato alla speculazione particolare.

1° Le pietre greggie, che abbiamo, pesano libbre dugento sedici mila ottocento trenta cinque, quali unite a quelle molte di varj paesi occidentali e orientali, e che hanno la prima lavoratura, sia per scoprirle o dividerle in fette, restano in tutte stimate e valutate . . . . . Lire 310,385. —. —.

2° I lavori finiti e che sono l'avanzo di quel che è stato fatto, e collocati nel corso di più di due secoli sono in stima. » 199,356. —. —.

3° E i lavori principiati che sono in mano dei lavoranti restano valutati ora. » 176,000. —. —.

4° E i diversi generi a consumo dei quali solo si tiene scrittura. . . . . » 50,189. —. —.

Somma totale Lire sette cento trenta cinque mila novecento trenta . . . . Lire 735,930. —. —.

Che tanto credo bastante per l'oggetto motivatomi, avendo procurato di formar questi dati colla più accurata osservazione, essendo stato obbligato a fare infinite ricerche e divisioni per formare uno stato che corrisponda sufficientemente alle tante diverse pietre, nelle quali è stato d'uopo valutare la difficoltà d'ottenerle, le spese che portano le più lontane, e il tempo ed il consumo che è occorso per segarle e renderle atte a questi lavori.

E con la più vera e inalterabile stima ho l'onore di essere

Di V. S. Illustris.

Dalla R. Galleria dei Lavori
Li 26 Settembre 1789.

Umilis. e Obb. Servitore
Luigi Siries.

Sfogo della sopraddetta stima in quanto ai generi di magazzino.

A dì 26 Settembre 1789.

A Pietro Giusti Magazziniere della Regia Galleria de' Lavori lire cinquecento trentaseimila cinquecento settantaquattro, buoni a effetti, e capitali di nostro conto, e sono la valuta data ai seguenti generi, a forma del Biglietto indicato nella precedente partita . . . . . Lire 536,574. —. –.

Per valuta delle pietre greggie esistenti in magazzino . . Lire 310,385. —. –.

Per valuta dei diversi generi in mano ai respettivi lavoranti. » 176,000. —. –.

Per valuta degli smerigli, spoltiglie e legnami . . . . . » 50,189. —. –.

Lire 536,574. —. –.

Sfogo della sopraddetta stima relativamente ai lavori ultimati.

A dì 26 Settembre 1789.

A generi a cura di Luigi Siries Direttore della R. Galleria dei Lavori Lire centonovantanovemila trecento cinquantasei, buoni a effetti e capitali di nostro conto, e sono la valuta stata data ai lavori finiti, ed esistenti presso il medesimo Direttore, come dal di lui Biglietto di questo giorno diretto al Direttore dell' Uffizio delle Revisioni e Sindacati Giulio Piombanti, ed esistente in copia autentica in Filza al N° . . . . . Lire 199,356. —. –.

Proposizione del Direttore Siries su tal materia.

Il Direttore della R. Galleria dei Lavori partecipa essere rimaste terminate Num. 12 Cassette di Pietre Dure, legate in legni orientali e cornici di bronzo dorato, formate di lavori che esistevano negli armadi della R. Galleria medesima; dipende ora da S. A. R. il disporne come più le piace.

Con questa occasione propone di far trasportare e riporre nello stanzone, che è per restituirsi a quel Dipartimento, per

uso di magazzino, gli avanzi di porfido ed altre pietre dure esistenti nei sotterranei della Cappella di S. Lorenzo, come ancora tutti quei gran pezzi di pietre dure che restano abbandonati nell' Arsenale di Pisa, e consistono in graniti orientali, diaspri di Sicilia, verde di Corsica, nefritica, porfido ed altro.

Parere del Maggiordomo Maggiore della Corte su tal proposito.

L' Amministrazione Generale sul primo articolo, cui è diretto il presente affare, altro non deve che attendere gli ordini di S. A. R., bastando solo, che qualunque siasi il destino delle 12 Cassette delle quali si tratta, resulti di tale lavoro la qualità, e valore desunto dalla spesa ad esso corrispondente, onde, coerentemente alli nuovi regolamenti, chiaro apparisca, ciò che si ottenga dalla Galleria dei Lavori in equivalenza di farla esistere.

Nel rimanente concorre l' Amministratore medesimo nel voto del Direttore, trovando opportuno, che restituito alla Azienda, a forma degli Ordini del dì 29 Settembre prossimo passato, il grande stanzone adiacente alla memorata Galleria, si congreghi in esso pienamente quel tanto, che attiene alla condizione dello Stabilimento.

Lettera dell' Amministratore de' beni della Corona al Direttore Siries.

Umiliata a S. A. R. l' annessa lettera da V. S. Illustris. diretta a questo Sig. Senatore Amministratore Generale, devo per ordine supremo significarle di passare le 12 Cassette di Pietre Dure in essa enunciate alla Real Guardaroba Generale, per ivi conservarsi a disposizione della R. A. Sua, sempre fermo stante, che di tale lavoro resulti nella scrittura inerente a codesta Azienda, la qualità, quantità e giusto valore, onde

a forma dei nuovi regolamenti comparisca ciò che importi economicamente, e ciò che si conseguisca da cotesto Stabilimento.

Approva pure la Reale Altezza Sua, che vengano colle regolarità dovute, consegnate all'antedetta Real Galleria le diverse specie di pietre dure, da Lei descritte come esistenti nei sotterranei della Cappella di S. Lorenzo, e negli Arsenali di Pisa, acciò facciano collezione adoprabile nel nuovo memorato magazzino; et a tale fine potrà Ella intendersela e concertare l'occorrente col Signor Direttore delle Reali Fabbriche, cui restano avanzati in questo medesimo giorno gli ordini convenienti, non trascurando a suo tempo di soggettare dette pietre alla debita stima, onde riguardarle nell'aspetto di un capitale componente l'Azienda avvertita.

E con ec.

Firenze, 30 Settembre 1789.

V.o — L. Bartolini-Baldelli.

Carlo Huart.

Prima lettera del Soprintendente de' Sindaci all'Amministratore de' Beni della Corona relativa all'Officina delle pietre dure.

Illustris. e Claris. Sig. Sig. Proc.

A forma di quanto fu operato in questo Uffizio per l'Azienda della Guardaroba Generale, di cui resi conto a V. S. Illustris. e Claris. con mio Biglietto del dì 21 stante, è stato ora formato il piano di scrittura, e le istruzioni per la Galleria de' Lavori a forma delli ordini contenuti nel Biglietto di cotesta R. Segreteria del dì 29 Agosto prossimo passato.

Trasmetto pertanto annesse in copia a V. S. Illustris. e Claris. le istruzioni suddette, e il bilancio della scrittura della Galleria, come apparisce il dì primo Luglio 1789, riserbandomi a darle notizia dell'importare dei lavori e generi esistenti nella

medesima dopo che mi saranno state rimesse da quel Direttore le stime alle quali presentemente attende.

Io la prego di passare i detti documenti a cotesta Computisteria, acciò possa servirli di documento su cui appoggiare le partite che nello stato presente possono passarsi ai libri di scrittura.

In questo stesso giorno rimetto al Direttore della predetta R. Galleria dei Lavori le istruzioni suddette, le quali assieme con i modelli fo pervenire al primo Guardaroba, acciò gli faccia dare esecuzione, giacchè la scrittura e cassa della Galleria, in conseguenza del Motuproprio del dì 19 Agosto 1783, deve tenersi dal Computista della Guardaroba.

Intanto col più distinto ossequio ho l'onore di confermarmi

Di V. S. Illustris.

Firenze, Dall' Uffizio delle Revisioni e Sindacati
Li 25 Settembre 1789.

Devotis. Obbl. Servitore
Giulio Piombanti.

Seconda lettera del Soprintendente de' Sindaci all' Amministratore de' beni della Corona sul medesimo soggetto.

Illustris. e Claris. Sig. Sig. Proc.

Trasmetto annesso in copia a V. S. Illustris. e Claris. il Biglietto che in data del 26 stante mi ha scritto il Sig. Luigi Siries Direttore della R. Galleria dei Lavori, rendendomi conto delle stime dei lavori e generi esistenti in quel Dipartimento, le quali stime si fanno ascendere a Lire 735,930.

Rimetto pure a V. S. Illustris. e Claris. copia delle partite di giornale minutate per la scrittura della predetta R. Galle-

ria, che in questo giorno ho fatte passare al primo Guardaroba Sig. Gio. Battista Moggi, assieme con una copia del precitato Biglietto del Signor Siries.

Prego la di Lei persona a comunicare tutto il presente affare a cotesto Computista, acciò possa valersene per proseguire la sua scrittura.

E con distinto ossequio ho l'onore di confermarmi

Di V. S. Illustris. e Claris.

Dall' Uffizio delle Revisioni e Sindacati
Li 28 Settembre 1789.

Devotis. Obbl. Servitore
GIULIO PIOMBANTI

Tutte queste carte si conservano nell' Archivio della Real Corte sotto il respettivo anno.

Doc. LXXI.

Rescritti ed Ordini relativi all' Appannaggio della Real Corte imposto al Tesoro pubblico dal granduca Leopoldo I.

Resoritto Primo.

Sua À. R. volendo che le spese che saranno fatte dal dì 1.° del corrente mese di Ottobre in avvenire per dependenza della nuova R. Corte, siano pagate dalla Cassa particolare dell' istessa Corte; in esecuzione degli Ordini veneratissimi della R. A. Sua partecipati al suo Major Domo Maggiore, doverà pagarsi fino a nuovo ordine dalla Cassa della Depositeria Generale alla Cassa suddetta, e per essa in mano al Cassiere *pro tempore* della medesima l'annua somma di fiorini cinquecentomila, che ragguagliati a soldi sessantatre per fiorino vagliono scudi dugentoventicinquemila, o siano lire un

milione cinquecentosettantacinquemila ogni tre mesi la rata anticipata, da avere avuto il suo principio dal dì primo del corrente mese.

In conseguenza di che il Computista della Depositeria stenderà l' opportuno mandato per il suddetto pagamento ogni quartale anticipato come sopra.

Fatto in Firenze il dì 5 Ottobre 1765.

Marchese BOTTA-ADORNO

ANGIOLO TAVANTI.

Rescritto Secondo portante l' esecuzione dell' antecedente.

In conseguenza d' altro Rescritto di questo stesso giorno il Cassiere generale Domenico Martin paghi a se medesimo come Cassiere della R. Corte lire trecentonovantatremila settecentocinquanta per l' importare di un quartale anticipato da dovere avere avuto il suo principio il dì primo Ottobre corrente, e terminare a tutto Dicembre prossimo avvenire 1765, dell' assegnazione fissata alla Cassa di detta Real Corte in fiorini cinquecentomila l' anno ragguagliati a soldi 63 per fiorino. E ponga a uscita a Cassa della nuova Real Corte.

Fatto in Firenze li 5 Ottobre 1765.

Marchese BOTTA-ADORNO.

ANGIOLO TAVANTI.

Motuproprio che induce aumento d' appannaggio.

Richiedendo il buon servizio di S. A. R., oltre alle lire un millione dugento sessantamila assegnate per le spese della R. Corte, il supplemento di altre lire centosessantottomila l'anno per pagare le pensioni a diverse persone impiegate in servizio di detta Corte, vuole S. A. Reale che dalla Cassa della Depositeria Generale si paghino a quella della R. Corte le pre-

dette lire centosessantottomila ogni tre mesi la rata per passarla in mano del segretario Sauboin, che dovrà pagare le pensioni suddette. E il Computista della Depositeria ne stenderà in conformità l'opportuno mandato alle respettive scadenze.

Dato in Firenze li 21 gennajo 1767.

PIETRO LEOPOLDO.

V.° — ROSEMBERG

ANGIOLO TAVANTI.

Altro Motuproprio che induce ulteriore aumento.

Sua Altezza Reale vuole che l'assegnamento annuo che presentemente ritira la Cassa della Real Corte dalla Depositeria Generale nella somma di lire un millione settecentocinquantacinquemila, compresovi l'importare delle spese per la Guardaroba, venga aumentato per lire dugento diecimila l'anno, il che costituirà a favore della detta Cassa di Corte l'assegnamento annuo di lire un milione novecentosessantacinquemila, dalla qual somma detraendo lire trecentoventisettemila che riguardano le spese della Guardaroba, rimarranno da pagarsi liberamente alla prenominata cassa di Corte lire un milione seicentotrentottomila, le quali dovranno esser pagate dalla detta Depositeria in quattro rate l'anno, ogni tre mesi la rata anticipata, dovendo cominciare questa a decorrere dal dì primo luglio dell'anno corrente. In conformità di che il Consiglier di Stato Direttore delle Finanze parteciperà gli Ordini.

Dato in Firenze li due Maggio 1774.

PIETRO LEOPOLDO.

V.° — ANGIOLO TAVANTI.

DI SCHMIDVEILLER.

Dimostrazioni delle somme enunciate negli Ordini antecedenti.

Con Motuproprio de 5 ottobre 1765 furono assegnati fiorini $\frac{ma}{500}$ l'anno per le spese della R. Corte, compreso il Dipartimento della R. Guardaroba Generale, che i detti fiorini valutati a soldi 63 sono lire 1,575,000, e questa somma fu confermata con Motuproprio de 19 aprile 1766 esistente in Filza II. . . . . Lire 1,575,000, —. —.

E poichè la R. Guardaroba supplisce a più e diverse spese estrinseche dalla R. Corte, a quest'oggetto, in ordine al suddetto Motuproprio de' 19 aprile 1766, furono aumentate alla somma suddetta L. $\frac{ma}{12}$ l'anno, onde in tutto lire 1,587,000 con che la R. Depositeria ritenga L. $\frac{ma}{327}$ l'anno ogni tre mesi la rata per supplire alle spese totali della R. Guardaroba (non compresi i provvisionati) e con passare alla fine dell'anno nella Cassa della R. Corte l'avanzo che risultasse . . . . . » 12,000. —. —.

Con successivo Motuproprio de' 21 gennajo 1767 esistente in Filza IV fu fatto un aumento per le spese della R. Corte di L. $\frac{ma}{168}$ l'anno . . . . . « 168,000. —. —.

E finalmente col Motuproprio che qui precede del dì 2 maggio 1774 è stato fatto altro aumento di lire 210,000 l'anno. » 210,000. —. —.

Annuo contingente totale al prossimo luglio 1774 . . . . . » 1,965,000. —. —.

Annua ritenzione come sopra . . » 327,000. —. —.

La Cassa della R. Corte ritira liberamente dalla R. Depositeria . . . » 1,638,000. —. —.

Che sono ogni quartale . . . . » 409,500. —. —.

Questi rescritti ed ordini surriferiti trovansi nell'Archivio di Corte nelle filze dei respettivi anni.

Doc. LXXII.

Motuproprio relativo alla Guardaroba Generale riconosciuta proprietà dello Stato.

S. A. R. sopprime la carica di Guardaroba Maggiore insieme con la provvisione annessa alla medesima, e vuole che per la provvista e fabbricazione di mobili e robe occorrenti al R. servizio, il Primo Guardaroba ne faccia rapporto al Maggiordomo Maggiore della R. Corte col metodo sinora praticato dal passato Guardaroba Maggiore, e che tanto per la fissazione dei prezzi dei detti generi, la verificazione e tara dei conti, come pure per la firma dei conti medesimi dei ristretti mensili che si presentano alla R. Depositeria, e delle lettere e rappresentanze, il prefato Primo Guardaroba abbia l' istesse facoltà che erano rilasciate al detto Guardaroba Maggiore.

E dalla Segreteria di Finanze si partecipino in conformità gli ordini opportuni.

Dato in Firenze il dì 24 Novembre 1784.

PIETRO LEOPOLDO.

V.° — DI SCHMIDVEILLER.

FRANCESCO MARMI.

Istruzioni annesse al precedente Motuproprio.

Avendo S. A. R. determinato di sopprimere, conforme col presente Motuproprio sopprime, l' impiego di Guardaroba Maggiore, vuole:

1.° Che la soprintendenza della Guardaroba generale sia riunita al Ministro Presidente delle Sue Reali Finanze.

2.° E in conseguenza, che l'approvazione e gli ordini di tutte le spese per la detta Guardaroba continuino a passare per la Segreteria delle Finanze, precedente la verificazione e tara

de' conti autenticata dalle firme del Primo Guardaroba, e corredata dalle altre firme, delle quali sarà parlato in appresso.

3.° Essendo che tutti i generi di Guardaroba consistono in mercanzie e robe vecchie e nuove acquistate per fabbricare e risarcire mobili e immobili già fatti per disporre in servizio de' quartieri dove abita, ed è per abitare la R. Corte, e le persone del servizio, per ciò la consegna della Guardaroba sarà divisa in due classi, assegnando alcune stanze e comodi per la conservazione delle mercanzie e robe vecchie e nuove, delle quali conviene far uso per la formazione e riparazione dei mobili, e queste potranno distinguersi col nome di Fondaco.

Altre stanze con i necessari comodi dovranno destinarsi ad uso di magazzino e custodia de' mobili già fatti, così nuovi che usati, e de' quali non si attende che la disposizione in qualche palazzo, villa o quartiere, o in altro uso che richiegga il servizio.

Per non confondere le classi delle robe suddette dovranno destinarsi altre stanze per la fabbricazione e risarcimenti dei mobili ed arnesi, le quali stanze potranno designarsi col nome di Officina o Bottega, e dovranno servire per il lavoro de' manifattori, cioè tappezzieri e legnaioli, o altri artefici che possano occorrere.

Alcune altre stanze con i comodi necessarj dovranno essere destinate a conservare i mobili d'oro, d'argento e di altra simile natura che possano cadere sotto il titolo di tesoro o di mobili preziosi.

4.° Dovranno essere sotto la chiave e speciale custodia e consegna del Primo Guardaroba i mobili d'oro e d'argento, e tutti quelli che possono dirsi preziosi.

5.° Sarà nominato un ministro per il Fondaco che riceva dal Primo Guardaroba la consegna di tutti i generi e robe, tanto esistenti attualmente, quanto di quelli che si acquisteranno per fabbricare o risarcire mobili.

6.° Sarà destinato un altro ministro magazziniere per ricevere la consegna di tutti gli arnesi e mobili, tanto esistenti

attualmente, quanto quelli che in progresso di tempo saranno fatti, o altrimenti acquistati o introdotti.

7.° Sarà assegnato al ministro del Fondaco un garzone che possa servire ai lavori e servizj di fatica di quel Dipartimento.

8.° Altro garzone sarà assegnato al ministro di magazzino.

9.° Tanto il ministro del Fondaco quanto quello del magazzino dovranno sempre fare la ricevuta di ciò che perverrà alla loro consegna, e non sarà loro lecito all' incontro il consegnar cosa alcuna senza riportarne ricevuta o altro riscontro.

10.° Sarà assegnato un registratore al Fondaco ed uno al magazzino.

11.° Questi avranno l' obbligo di tener sempre in giorno il libro registro del loro respettivo Dipartimento, sul quale dovranno notare i generi consegnati o che vi provengano, e viceversa tutti quelli dei quali sarà disposto per il servizio, e che verranno per conseguenza levati alle respettive consegne.

12.° Quando occorrerà qualche mercanzia o roba nuova, o usata per fabbricare o risarcire mobili, l' artefice tappezziere, legnaiolo o altro, dovrà domandarlo con polizza al ministro del Fondaco, dal quale gli sarà consegnata, conservando la polizza per suo discarico.

13.° Risarciti i mobili o fabbricati di nuovo, i respettivi manifattori li consegneranno al magazzino con polizza, o sia descrizione del lavoro fatto, la quale dovrà essergli firmata dal ministro del magazzino per discarico del respettivo loro lavoro compito.

14.° Detti manifattori non intraprenderanno lavori di sorte veruna senza polizza firmata dal Primo Guardaroba.

15.° Il ministro del magazzino non darà alcuna cosa fuori del magazzino a chiunque, senza polizza firmata dal Primo Guardaroba.

16.° Il Primo Guardaroba dovrà tarare i conti di manifatture, come di compre di robe, e non ammetterà per pagabili tali conti senza riportare in piedi de' medesimi un riscontro del Fondaco o del magazziniere che dichiari di aver ricevuto in

consegna le robe, mobili o arnesi che respettivamente in tali conti si dessero per comprati, fabbricati o risarciti.

17.° Sarà stabilito un Computista generale di Guardaroba con un ajuto, i quali serviranno a tenere in giorno primieramente tutti gl' inventarj dei guardarobi subalterni, sì dei palazzi come delle ville, e di tutte le persone che nei diversi Dipartimenti della Corte ricevano da S. A. R. il comodo dei quartieri con l' uso de' mobili di qualunque sorte.

Sarà accordato al detto Computista ed ajuto qualche emanuense, almeno sino a tanto che siano posti in regola i suddetti inventarj, e potranno così facilmente supplire al bisognevole, ed inoltre fare ogni anno il saldo al ministro del Fondaco e del magazzino per riportarne i resultati in massa, o sia in totale al libro inventario generale.

18.° Nessun ministro od impiegato nella Guardaroba di qualunque classe o titolo sia, potrà approfittarsi di qualunque cosa benchè minima, e di niun uso per la Guardaroba, ancorchè fossero robe di scarto o di avanzo, e in qualunque modo inservibili ed inutili, dovendo ciascuno esser contento della provvisione che gli viene assegnata.

19.° Il Primo Guardaroba dovrà uniformarsi esattamente alle Istruzioni in cui gli sarà spiegato e descritto come e quando, e alle richieste di chi potrà somministrare arnesi e mobili per il servizio di S. A. R.

20.° Non potrà acquistar mercanzie nè mobili nuovi, nè farne fabbricare, senza un formal Rescritto di S. A. R. da ottenersi per il canale della Segreteria di Finanze.

21.° E perciò dovrà ogni mese presentare una partecipazione alla suddetta Segreteria, con la nota delle provviste che gli sembrasse necessario di fare, così in mercanzie all' ingrosso da comprarsi o da commettersi, come in mobili nuovi da acquistarsi fatti, o da farsi fabbricare.

22.° Essendo necessario che i manifattori i quali non possono soffrire la dilazione di risquotere l' importare dei loro conti, siano puntualmente pagati, sarà anticipata dalla Cassa della Depositeria generale una somma, la quale sarà tenuta in

mano di quel ministro della Guardaroba che sarà destinato, per disporre con i mandati stessi del Computista e firmati dal Primo Guardaroba.

Il surriferito Motuproprio ed annesse istruzioni si trovano nella Filza I dell'anno 1789 nell'Archivio della Real Corte.

Doc. LXXIII.

Motuproprio e dimostrazioni relative alla constatazione delle sostanze patrimoniali private del granduca Leopoldo I nel 1786.

Essendoci fatto render conto delle annesse Dimostrazioni da Luigi De Cambray Digny computista della Nostra R. Depositeria, riguardante lo stato attuale dei capitali, parte rinvestiti nel Banco e nell'Uffizio del Rame di Vienna, parte in Luoghi del Monte Comune della nostra città di Firenze, e parte esistenti nella Cassa della nostra R. Depositeria per dipendenza della Dote e Controdote della Nostra dilettissima Consorte la Serenis. Granduchessa Maria Luisa Infanta di Spagna, costituite nei nostri capitoli matrimoniali stipulati ne' 15 febbraio 1764, siccome anche di altri nostri capitali riportati e individuati nelle precitate Dimostrazioni; E volendo Noi a tutti gli effetti porre in regola i conti dei suddetti capitali e loro frutti decorsi e da decorrere in avvenire, siamo venuti nella determinazione, dopo aver sentito il Nostro Avvocato Regio, di dichiarare e ordinare quanto appresso:

1.° Che il capitale originario della Dote della Serenissima Granduchessa Maria Luisa Infanta di Spagna rinvestito nel Banco in Vienna, ascendente a Lire cinquemilioninovecentotrenta seimilasessantadue, e soldi dieci, rappresentanti scudi cinquecentomila d'oro *detti del Sole*, ed il capitale parimente originario e primitivo della Controdote rinvestito come sopra, che ammonta a Lire cinquemilioni cinquecentocinquanta settemila cento, rappresentanti fiorini un milione ottocentoventiduemila di Vienna, devano restare con i medesimi titoli e

nelle medesime somme descritte ai Libri del suddetto Banco; Ed all'opposto questi medesimi capitali dovranno separarsi da tutti gli altri della R. Depositeria, e porsi sino dalla loro respettiva origine in un Libro a parte in faccia Nostra per capitali primitivi di Dote e Controdote, con frutti da decorrere liberamente in futuro a Nostro favore.

2.° Similmente ordiniamo che i capitali formati in Vienna con i frutti provenienti dalla Dote e Controdote, ed ivi rinvestiti nel Banco e nell' Uffizio del Rame, nella somma di Lire settemilioni centocinquantamila settecentottantasei, ed in Firenze nel Monte Comune in somma di Lire settemilioni trecentosettemilacentoventicinque non devano ulteriormente rimanere uniti al conto e titolo di Dote e Controdote sotto il quale sono stati erroneamente descritti nell'occasione de' respettivi rinvestimenti, dovendosi perciò correggere opportunamente tali descrizioni e mutarne il titolo ed il conto con descriverli semplicemente in faccia Nostra; Al qual' effetto per le nuove descrizioni da farsi in conformità tanto nei Libri del Banco e dell' Uffizio del Rame in Vienna, quanto in quelli del Monte Comune di Firenze, incarichiamo il Direttore della nostra Real Depositeria di dare le opportune istruzioni, da concertarsi con l'Avvocato Regio; E vogliamo che nel predetto nuovo Libro si accenda a parte nella R. Depositeria un conto straordinario Nostro personale di tutti i precitati capitali provenienti come sopra da frutti d'avanzi rinvestiti dall' epoche dei respettivi rinvestimenti, da restare i medesimi a nostra libera disposizione, non meno che i frutti che sopra quelli decorreranno, e l' istesso si pratichi per il capitale di Lire ottocentosettantamilaseicentoventidue e soldi dieci, individuato parimente nelle ingiunte Dimostrazioni, formato con i frutti rinvestiti in Vienna, e procedenti dall' annua prestazione vitalizia a Noi dovuta.

3.° Dichiariamo inoltre, che nel medesimo precitato nuovo Libro da aprirsi nella R. Depositeria si aggiunga il capitale di Lire tremilionicentosessantamilaseicentoquarantuna proveniente dai diversi crediti enunciati nelle mentovate dimostrazioni del Computista della Nostra R. Depositeria, per diverse

somme pagate in Vienna per conto dello Stato con i Nostri proprj straordinarj assegnamenti, e per altre pervenute parimente da Vienna alla R. Depositeria, ed erogate nella sua generale amministrazione, rinunziando però a favore dello Stato medesimo a' frutti, ed a' frutti de' frutti posti in calcolo nelle dette Dimostrazioni che ci competerebbero sopra l' enunciate somme dal tempo della loro erogazione e respettiva esazione; Ed all' effetto della reintegrazione suddetta, quanto alla sola sorte, comandiamo che dai Libri correnti della R. Depositeria sia riportata in credito al Nostro conto straordinario personale del nuovo separato Libro la surriferita concorrente quantità di Lire tremilioni centosessantamila seicentoquarantuna da tenersi a Nostra libera disposizione.

4.° I frutti che successivamente matureranno a Nostro favore sopra a tutti i precitati capitali distinti nei due citati nuovi conti, dovranno continuarsi ad esigere come in passato dal Cassiere della Nostra R. Depositeria, prevj i soliti mandati, il quale ne terrà pure un separato Libro; Ed in ogni caso di revisione ordinaria o straordinaria di quella Cassa, sarà data ai revisori dal Computista la notizia ed appunto preciso delle somme che per i predetti due Nostri conti dovranno effettivamente esistere nella medesima Cassa, indipendentemente dall' Amministrazione generale della Depositeria, poichè intendiamo che l' amministrazione particolare di tali nuovi conti dipenda unicamente e direttamente da Noi, riservandoci di dare in seguito intorno a quella al Direttore dell' enunciata Depositeria gli ordini che Ci piaceranno.

Tale è la Nostra volontà: In conseguenza di che abbiamo firmato il presente Motuproprio di Nostra mano, e ordinato che sia munito del Visto del nostro Consigliere intimo attuale di Finanze e Direttore della nostra R. Depositeria, Luigi Di Schmidveiller e contrassegnato da uno dei Nostri Segretarj.

Dato in Firenze questo dì 7 giugno 1786.

PIETRO LEOPOLDO.

V.° — DI SCHMIDVEILLER.

GIULIO PIOMBANTI.

PRIMA DIMOSTRAZIONE GENERALE de' capitali e frutti posseduti personalmente dal granduca Leopoldo I.

CAPITALI

1° Esistono nel Banco di Vienna per titolo di Dote e Controdote indistintamente . . . . . Fiorini 4,549,140. —.

Nello Scrittojo detto Kupferampt per il medesimo titolo . . . . . » 1,563,630. —.

Capitali e frutti rinvestiti » 6,112,770. —.

2° Nel Banco provenienti dal rinvestimento del vitalizio di Fiorini 48,000 . . . . . » 178,910. —.

Nel Kupferampt . . . . . » 106,540. —.

Capitali e frutti rinvestiti » 285,450. —.

3° Dal di 1° Gennajo 1778 in poi non si è più rinvestito in Vienna i frutti della Dote e Controdote, ma nel Monte Comune con i frutti di mano in mano de' rinvestimenti fatti.

A tutto Maggio 1786 detti rinvestimenti formano un capitale di . . . . . Lire 7,307,125. —. -.

4° La Dote ragguagliata coerentemente alle espressioni del contratto importerebbe. . . . . Fiorini 1,882,300. —.

La Controdote di cui la rendita deve essere di Fiorini 56,469 annui sarebbe di. . . . . » 1,414,725. —.

Vi sarebbero in Banco di più per questo titolo per capitale straordinario in proprio di S. A. R. . . . » 1,255,115. —.

Fiorini 4,549,140. —.

Non appariscono per altro i Capitali della Dote nella predetta somma, e si trovano dichiarati ne' conti del Consigliere De Posch per Fiorini 1,946,250. —

Crescono di Fiorini 63,950; il che è attribuibile a' cambi di quel tempo sicchè lo sborso di cinquecentomila Scudi d'oro in Madrid avrà prodotto Fiorini 1,946,250 —. in Vienna.

Rispetto al fondo costituito per la Controdote dalla Cassa di Vienna si vede che non è stato regolato sopra i Fiorini 56;469 di frutto pattuito, ma che è piaciuto alle LL. MM. II. di sborsarlo in maggior somma fino a Fiorini 1,822,000 che producono Fiorini 75,280.

Devesi stare alle precise somme state costituite, e per conseguenza considerare l'avanzo proveniente dal rinvestimento de' frutti per soli Fiorini 780,890. —.

5° Sarebbe similmente Capitale in proprio di S. A. R. quello che esiste nel Kupferampt per titolo di Dote e Controdote in Fiorini. 1,563,630. —.

Come quello ancora proveniente da 48,000 Fiorini { In Banco 178,910 / Kupferampt 106,540 } 285,450. —.

E finalmente il capitale esistente nel Monte Comune per titolo Dote e Controdote . . . . . Lire 7,326,637. 10. -.

6° Il tutto ridotto a Lire Fiorentine è come segue:

Per Dote Fior.	4,946,250.—	a S. 61		L. 5,936,062. 10. -.
Per Contro Dote . .	» 4,822,000. —.	» 61		» 5,557,100. —. -.
Per conto in proprio.	» 780,890. —.	» 61	L. 2,384,714. 10. -.	
Per altri capitali a titolo di Dote ec. in Kupferampt con gli aumenti . . .	» 4,563,630. —.	» 61	» 4,769,071. 10. -.	
Per capitali in Banco provenienti dal Vitalizio con gli aumenti .	» 178,910. —.	» 61	» 870,622. 10. -.	
Per Capitali come sopra nel Kupferampt. .	» 106,540. —.			
In Vienna Fior.	6,398,220. —.		» 8,021,408. 10. -.	
Nel Monte Comune di Firenze			Lire 7,307,125. —. -.	
			Lire 15,328,533. 10. -.	» 15,328,533. 10. -.
				Lire 26,821,696. —. -.

FRUTTI

7° La totalità annuale de' frutti è come appresso

Dal Banco di Vienna

Sopra Fiorini	4,728,050. —.	a 4 %	Fiorini 189,122. —.
Dallo Scrittojo Kupferampt			
Sopra Fiorini	1,318,820. —.	a 4 %	» 52,752. 12.
Sopra Fiorini	351,350. —.	a 3 ½ %	» 12,297. 15.
	Fiorini 6,398,220. —.		Fiorini 254,171. 27.

Valutabili a Soldi 60 per Fiorino sono per adequato Lire 762,514. 7. -.

Repartibili

Sopra Fiorini. .	1,946,250. —.	a titolo di Dote	Lire	233,550. —. –.
Sopra Fiorini. .	1,822,000. —.	a titolo di Controdote. . . .	»	218,640. —. –.
Sopra Fiorini .	2,629,970. —.	per conto straordinario dei capitali in proprio derivanti dai risparmi di S. A. R. per il rinvestimento de'frutti	»	310,324. 7. –.
Fiorini	6,398,220. —.		Lire	762,514. 7. –.

Non compresi i Fiorini 48,000 di frutto Vitalizio che non ha capitale che sono. . . . . Lire 144;000. —. –.
Al conto di S. A. R. in proprio . . . . . » 310,324. 7. –.
Oltre i frutti di Vienna sopradescritti verranno ancora i frutti del Monte Comune, in somma ed al netto d'imposizione di . . . . . » 212,647. 6. 9.

Totale Lire 666,971. 13. 9.

8.° Così ogni anno vi saranno nella Cassa della Depositeria generale da impiegarsi nel modo che piacerà a S. A. Reale

Per frutti di Dote	Lire	233,550. —. –.
Per frutti di Controdote	»	218,640. —. –.
In Conto straordinario	»	666,971. 13. 9.
	Lire	1,119,161. 13. 9.

Si osserva che per ora restano in Vienna fiorini 6004. 24, o siano Lire 18,013. 4. — per disposizione cognita a S. A. Reale.

9.° Ma vi è un'altra sorgente di frutti che nasce da diversi debiti contratti dallo Stato con S. A. R. in proprio, alla quale le Osservazioni fatte sopra i Conti dell'Anno 1766 a tutto 1785 hanno fatto dare attenzione.

Questo debito proviene da diverse porzioni di frutti stati erogati in spese concernenti lo Stato, il che ne ha impedito il rinvestimento ordinario che ne sarebbe indubitatamente seguito, onde si deve bonificare al Conto di S. A. R. in proprio tutto quello che per mancanza di rinvestimento non ha finora goduto.

Ne Conti del Consig. De Posch dell'anno 1766, si rileva che furono ritenuti in Vienna i frutti della Dote e Controdote sino al compimento del Debito che aveva la Toscana a tutto Dicembre 1765, per supplemento a Fiorini 1,200,000 estratti dalla Cassa Riservata. Fiorini 200,000. —. -.

Nel predetto anno 1766 fu pagata con i frutti appartenenti a S. A. R. una Gratificazione alla Contessa di Thurn di . . . . . » 12,000. —. -.

Il Calcolo progressivo del rinvestimento di detti frutti, secondo il metodo tenuto per gli altri, forma per tutto giugno prossimo futuro 1786 un Capitale di . . . . . Lire 1,254,327. —. -.

Nel soggiorno delle LL. AA. RR. in Vienna nell'anno 1771 passò in mano del Consig. De Posch una somma di straordinario di L. 128,000. Il calcolo progressivo del rinvestimento della medesima secondo il metodo consueto forma un altro Capitale di . . . . . » 211,810. —. -.

Si rimetteva dalla Depositeria a Vienna tanto per l'Appannaggio di S. A. R. il Principe Carlo, che per il pagamento de' Pensionati, le somme occorrenti, quartale per quartale, e nel medesimo tempo si rinvestiva in Vienna a profitto della R. A. S. la somma di Fiorini $\frac{m}{48}$ dell'annuo suo vitalizio . . . . . » 1,466,137. —. -.

Nel 1772 fu pensato al comodo di sopprimere le rimesse, e di valersi per l'effetto che sopra de' predetti Fiorini 48,000, ma non venne in mente di reintegrare S. A. R. del danno del mancante rinvestimento, al che si crede giusto di rimediare in questa congiuntura. Ed il rinvestimento progressivo, secondo il metodo solito, forma un altro Capitale di . . . . » 2,729,116. —. -.

Si aggiungono diverse partite di entrate straordinarie ed incerte state pur erogate in servizio dello Stato, che in più anni formano insieme la somma di . » 16,212. —. -.

Totale . . . . . Lire 4,211,465. —. -.

Risegnando tanti Luoghi di Monte corrispondenti alla predetta somma, ne verrà l'annuo frutto di . . . . . Lire 122,379. 1. -.

Sicchè alla fine dell'anno corrente vi saranno in Cassa per questo Conto . . . . . Lire 122,379. 1. -.

E per gli altri titoli descritti al N.° 8 . . . . . » 1,119,161. 13. 9.

Totale . . . . . Lire 1,241,540. 14. 9.

E seguirà così annualmente, qualora S. A. R. non determini i modi del rinvestimento.

CONCLUSIONE

Astrazion fatta per ora dalle somme, dipende da S. A. R. di determinare intanto:

1.° Se tutto l' oggetto de' capitali e frutti deve considerarsi come di Sua personale proprietà.

2.° Se devano dividersi in tre classi

Dote
Controdote
Conto Straordinario.

3.° Se per questi articoli, in questo caso totalmente estranei all' amministrazione della Depositeria, si deva seguitare a tenere i conti nei Libri della medesima, o pure formarne una separata scrittura.

4.° Se approva nella sostanza l' indebitamento della Depositeria per i capitali che si sarebbero costituiti col rinvestimento delle somme state erogate nel 1766 per conto di detta Depositeria, nel 1771 e dal 1778 in poi.

5.° Se approva pure che l' attuale suo credito, che fa parte del contante esistente nella Cassa della R. Depositeria, sia immediatamente rinvestito in Luoghi di Monte, con i frutti da decorrere dal dì 1.° luglio 1786.

6.° Se approva che al conto de' capitali della Dote e Controdote i quali sono un debito dello Stato già impostato ne conti della Depositeria senza distinzione, e che attualmente dovrà separarsi, sia di concerto con l' Avvocato Regio apposta una precisa dichiarazione, che provveda al caso di reversione de' capitali, e riservi i frutti a conto personale di S. A. R.

7.° Se approva che per maggior chiarezza nel nuovo Libro che si aprirà per i precitati interessi personali della R. A. S. si dia principio a' conti fino del 1766, onde niente manchi per gli schiarimenti che potranno desiderasi in futuro.

Dalla Depositeria Generale li 24 maggio 1786.

Luigi De Cambray Digny.

DISTINZIONE della Sorte e Frutti componenti la Somma totale di L. 4,211,465, alle quali ascende il Credito di S. A. R. riportato nella Dimostrazione Generale.

		Sorte	Frutti Semplici	Aumenti per Frutti di Frutti
Per Fiorini 200,000. E per . . 12,000.	del 1766 . Lire	610,000. — -.	429,545. — -.	151,958.—.-.
	del 1766 . . »	36,600. —. -.	26,224. —. -.	
Per Lire . 128,000.	del 1781 . . . »	128,000. —. -.	70,447. —. -.	13,963.—.-.
Per Fiorini 59,418.	del Vitalizio del dì 1 Luglio 1772 »	2,406,429. —. -.	251,219. —. -.	71,468.—.-.
Entrate spezzate ed eventuali.	»	16,212. —. -.		
	Lire	3,197,241. —. -.	777,435. —. -.	236,789.—.-.

Dipende da S. A. R. di dichiarare se vuole repetere
dallo Stato il tutto . . . . . Lire 4,211,465. —. —.
O pure rinunziando a' Frutti straordinarj . . . » 236,789. —. —.

Contentarsi del Capitale con i Frutti ordinarj. . » 3,974,676. —. —.
O finalmente rinunziando ancora ai Frutti ordinarj. » 777,435. —. —.

Contentarsi del puro Capitale . . . . . » 3,197,241. —. —.

Dalla Depositeria Generale li 24 Maggio 1786.

LUIGI DE CAMBRAY DIGNY.

N° Dalle . . . . . Lire 3,197,241. —. —.
Si defalca ancora sopra i Capitali la Partita di
Fiorini 12,000 a' quali S. A. R. ha rinunziato. » 36,600. —. —.

Restano i Capitali Lire 3,160,641. —. —.

DIMOSTRAZIONE FINALE dello stato attuale del Credito Personale di S. A. R. con la R. Depositeria, Banchi di Vienna, e Monte Comune.

DEPOSITERIA GENERALE

DI TOSCANA

Stante che S. A. R. in vista dell' antecedente Dimostrazione che portava il suo credito alla somma di. . . . . Lire		4,214,465. —. —.
Ha dichiarato di rinunziare		
1° A frutti de' Capitali per ordinario frutto . . . . . »	777,435. —. —.	
2° A frutti straordinarj de' frutti supposti rinvestiti . . . . »	236,789. —. —.	
3° Alla gratificazione pagata alla Contessa di Thurn. . . . »	36,600. —. —.	
In tutto Lire	1,050,824. —. —.	» 1,050,824. —. —.
Resta il credito effettivo Lire		3,160,641. —. —.

Quale Credito è composto delle seguenti partite, le quali non sembrano ammettere altra diminuzione.

1° Della valuta di Fiorini 200,000 erogata nel 1766 e 1767 non in supplemento come fu detto ne' conti del Consigl. De Posch, e così nelle antecedenti Dimostrazioni, ma in saldo veramente di Fiorini 1,200,000 accettati dall' Imperatore per saldo delle sue pretensioni; in conto de' quali si è verificato che dalla Cassa Riservata erano stati spediti soli Fiorini 1,000,000, cambio a Soldi 61 per adequato . . . . . Lire 610,000. —. —.

2° Della somma di Lire 128,000 passate nell'anno 1771

Somma e segue. Lire 610,000. —. —.

	Somma retro Lire	610,000. —. -.
nelle mani del Consigl. de Posch, e pervenute per i Conti del medesimo alla Cassa della Depositeria.	»	128,000. —. -.
3° Per l'importare di Fiorini 59,418 l'anno provenienti dal Vitalizio di S. A. R. che cosi fruttava a tutto Giugno 1772 tra sorte di Fiorini 48,000 e frutti già rinvestiti, essendo questi passati dal dì 1° Luglio 1782 ne' Conti della Depositeria ed erogati per tutto Dicembre 1785 in di lei servizio specialmente per pagare le Pensioni e Spese diverse a carico della medesima, sono per anni 13 ½ a tutto Dicembre 1785 Fiorini 802,143 a Soldi 60 per adequato	»	2,406,429. —. -.
4° Entrate diverse straordinarie pervenute alla Depositeria	»	16,212. —. -.
	Lire	3,160,641. —. -.

BANCHI DI VIENNA

Capitale della dote.	Fior. 1,946,250. -. -.	a S. 61	In banco	L. 5,936,062. 10. -.
Capitale della contro dote	» 1,822,000. -. -.	» 61	In banco	» 5,557,100. —. -.
Cap. straordinario creato col risparmio de' frutti rinvestiti in banco	» 780,890. -. -.	» 61	L. 2,381,714. 10. -.	
Altro capitale creato come sopra nello Ufizio del rame. .	» 1,563,630. -. -.	» 61	» 4,769,071. 10. -.	
Cap. creato in Banco col rinvestimen-				
	Somma e segue.	L. 7,150,786. —. -.		L. 11,493,162. 10. -.

Somma retro			L. 7,150,786. —. -. L. 11,493,162. 10. -.
to del Vitalizio di Fiorini 48,000	» 178,940. -. -.		
Capitale come sopra nell'ufizio del rame. . .	» 106,540. -. -.	61 » 870,622. 10. -.	
Totale per straordinario Lire		8,021,408. 10. -. »	8,021,408. 10. -.
Totale dei Capitali Lire			19,514,571. —. -.

MONTE COMUNE DI FIRENZE

Il capitale costituito nel Monte Comune era a tutto Dicembre 1785 per il titolo — Dote e Contro dote — di. . Lire			7,326,637. 10. -.
È cresciuto per l'acquisto fatto nel 1786 dal Conto Personale della Serenissima Granduchessa di . . . . . »			30,450. —. -.
		Sarebbe Lire	7,357,087. 10. -.
Ma è piaciuto a S. A. R. di alienare la somma di Lire 49,962. 10. -. cioè per risegna a fatta persona cognita alla R. A. S. . . . . »	35,000. —. -.		
Per tante risegnate al Conto Generale spettante allo Stato nel Monte Comune, valuta in contante ritirata da S. A. R. »	14,962. 10. -.		
Lire	49,962. 10. -.	»	49,962. 10. -.
Restano effettivamente Lire			7,307,125. —. -.

FRUTTI spettanti a S. A. R. maturati a tutto Marzo 1786 *e da maturare fino a tutto Dicembre.*

		SULLE CASSE DI VIENNA	SUL MONTE COMUNE
Primo quartale riscosso da Mayer per la Dote e Controdote, al netto di Frutti, che d' ordine di S. A. R. passano nelle mani del Generale Miltitz Fior. 59,355. 51 a Soldi 60. L. 178,067. 11. –.			
Dai quali sono state erogate nell' acquisto di tanto Capitale del Conto della Serenissima Granduchessa. »	30,450. —. –.		
Restano . L.	147,617. 11. –.	147,617. 11. —.	
Secondo quartale a tutto Giugno da maturare Fior. 59,284. 43. a Scudi 60 probabilmente al più.		177,854. 3. —.	
Terzo quartale che matura a tutto Settembre Fior. 59,355. 51. —.		178,067. 11. —.	
Ultimo quartale che maturerà a tutto Dicembre Fior. 59,284. 43. —.		177,854. 3. —.	
Primo quartale de' frutti del Vitalizio Fior. . . .		1,898. 18. —.	5,694. 18. —.
Secondo quart. Fior. 27,810. 42. —.			83,432. 2. —.
Terzo quart. Fior. 1,898. 18. —.			5,694. 18. —.
Ultimo quart. Fior. 27,810. 42. —.			83,432. 2. —.
Prima terzeria di Frutti nel Monte Comune sopra il Capitale di L. 7,326,637. 10 a tutto Marzo. .		. . . . .	71,068. 17. 9.
Seconda terzer. sopra a L. 7,307,125 a tutto Luglio.		. . . . .	70,882. 8. 11.
Ultima terzeria sopra detta medesima somma a tutto Novembre.		. . . . .	70,882. 8. 11.
	Lire	859,647. 8. —.	212,833. 15. 7

In tutto . . . . Lire 1,072,481. 3. 7.

DIMOSTRAZIONE delle Somme delle quali S. A. R. può disporre attualmente, e di quelle che di mano in mano saranno incassate sopra le antidescritte.

Attualmente sono in Cassa della Depositeria:				
Per il Credito che ha S. A. R. con la medesima per Capitali Personali de' quali è stato disposto da detta Depositeria	Lire	3,160,641.	—.	—.
Per frutti di Vienna, primo Quartale, Dote e Controdote	»	147,647.	11.	—.
Per frutti di Vienna, primo Quartale, Vitalizio .	»	5,694.	18.	—.
Per frutti del Monte Comune, mesi quattro a tutto marzo	»	71,068.	17.	9.
Attualmente		3,385,022.	6.	9.
In Agosto				
Per frutti di Vienna, secondo Quartale, Dote e Controdote	»	177,854.	3.	—.
Per frutti di Vienna, secondo Quartale, Vitalizio.	»	83,432.	2.	—.
Per frutti del Monte Comune, mesi quattro a tutto Luglio	»	70,882.	8.	11.
A tutto Agosto		3,717,191.	—.	8.
In Novembre				
Per frutti di Vienna, terzo Quartale, Dote e Controdote	»	178,067.	11.	—.
Per frutti di Vienna, terzo Quartale, Vitalizio .	»	5,694.	18.	—.
Per frutti del Monte Comune, mesi quattro a tutto Novembre	»	70,882.	8.	11.
A tutto Novembre		3,971,835.	18.	7.
A tutto Dicembre saranno maturati i seguenti, ma non se ne può fare assegnamento che in febbrajo				
Per frutti di Vienna a tutto Dicembre, Dote e Controdote	»	177,854.	3.	—.
Per frutti di Vienna a tutto Dicembre, Vitalizio. .	»	83,432.	2.	—.
A tutto Dicembre		4,233,122.	3.	7.

FRUTTI ANNUALI

Se avesse S. A. R. un rinvestimento pronto per la scadenza del 1786, supponendo i frutti al 3 per cento ricaverebbe dal sopradescritto cumulo l' annualità di	Lire	126,987. 12. —.
Frutti annuali di Vienna. Stato attuale. Dote ec.	»	711,843. 8. —.
Frutti annuali di Vienna. Stato attuale. Vitalizio.	»	178,254. —. —.
Frutti del Monte Comune. Stato attuale. Personale.	»	212,647. 6. 9.
	Lire	1,229,732. 6. 9.

CAPITALI ATTUALI

In Vienna fruttiferi. Dote	Lire	5,936,062. 10. —.
» Controdote.	»	5,557,100. —. —.
» Straordinarj	»	7,150,786. —. —.
» Vitalizio	»	870,622. 10. —.
In Firenze fruttiferi. Straordinarj	»	7,307,125. —. —.
» infruttiferi. Supposti rinvestibili dentro l'anno 1786.	»	1,232,964. 13. 2.
	Lire	31,054,660. 13. 2.

RISTRETTO de' capitali che esistono nel Banco e Ufizio del Rame di Vienna, e nel Monte Comune di Firenze, provenienti dalla Dote e Controdote primitiva di S. A. R. la Serenissima Granduchessa di Toscana, a forma delle Dimostrazioni annesse al Motuproprio de' 7 Giugno 1786.

CAPITALI

Nel Banco di Vienna.

Per il Capitale della Dote Controdote e frutti rinvestiti in Capitali.	Fiorini	4,728,050. —. —.
Somma e segue.	Fiorini	4,728,050. —. —.

Somma retro. Fiorini 4,728,050. —. –.

Nello Scrittojo Kupferampt di Vienna.

Per il Capitale formato dai frutti provenienti da più assegnamenti . . . . . « 1,670,170. —. –.

Fiorini 6,398,220. —. –.

Li detti Fiorini a Soldi 61 l' uno sono Scudi 2,787,795. 6. –.

Nel Monte Comune

Per luoghi di Monte di Firenze 10,438 3/4 acquistati con i frutti dei suddetti Capitali . . . . . 1,043,875. —. –.

Sommano i Capitali fruttiferi . . . Scudi 3,831,670. 6. –.

Nella Cassa della R. Depositeria.

Per i denari contanti spettanti alla proprietà di S. A. R. come dall' Articolo 3.° del suddetto Motuproprio . . . . . » 451,521. —. –.

Sommano i Capitali. . . . . Scudi 4,283,191. 6. –.

RISTRETTO dell' ammontare de' frutti annui sopra i di contro Capitali esistenti nei due Banchi di Vienna e Monte Comune di Firenze relativo alle Dimostrazioni che fanno parte integrale del Motuproprio di S. A. R. del dì 7 Giugno 1786.

FRUTTI

Dal Banco di Vienna.

Frutti a 4 per % sopra Fiorini 4,728,050 di Capitale che si trova in detto Banco. . Fiorini 189,122. —. –.

Dallo Scrittojo Kupferampt di Vienna.

Frutti a 4 per % sopra Fiorini 1,318,820 di Capitale che si trova in detto Scrittojo . . » 52,752. 12. –.

Somma e segue. Fiorini 241,874. 12. –.

Somma retro. Fiorini 241,874. 12. –.

Frutti a 3 ½ per % sopra Fiorini 351,350 del Capitale che si trova in detto Scrittojo . . » 12,297. 15. –.

Fiorini 254,171. 27. –.

Li detti Fiorini a cent. 60 l' uno sono. Scudi 108,930 4. 7. –.

Dal Monte Comune di Firenze

Frutti a 3 per % meno la corrente imposizione sopra 10,438 ¾ luoghi di detto Monte . . . . . » 30,378. 1. 6. 8.

Somma. . . . . Scudi 139,308. 5. 13. 8.

Si aggiunga all' ammontare dei suddetti frutti il Vitalizio annuo in Fiorini 48,000 dovuto a S. A. R. . . . . » 20,571. 3. — –.

Sommano i frutti annui Scudi 159,880. 1. 13. 8.

A primo Maggio 1789.

G. B. Bruck Computista.

RESULTATO delle due precedenti Dimostrazioni.

Secondo il ristretto dell' Entrata e Uscita dell'anno 1787 per gli assegnamenti e aggravi della Corona di Toscana mancano . . . . . Scudi 227,474. 1. 6. 4.

I frutti annui provenienti dalle rendite personali di S. A. R. ascendono a » 159,880. 1. 13. 8.

Mancano per supplire al vuoto della Corona . . . . . Scudi 67,593. 6. 12. 8.

OSSERVAZIONI

Per dedurre la mancanza sopra il ristretto della Corona che più si approssimi al vero, converrebbe sopra a molti articoli di esso formare l' adequato di più anni, poichè non pare

che il resultato di un solo anno possa servire di norma ai successivi.

A dì 1° di Maggio 1789.

G. B. Bruck Computista.

Il Motuproprio e le annesse Dimostrazioni di sopra inserite, esistono nella Filza I, dell'anno 1789 nell'Archivio della R. Corte.

Doc. LXXIV.

Risoluzioni sovrane relative all' Amministrazione del Patrimonio della Corona, e di quello personale del Granduca.

Sua Altezza Reale in sequela del Motuproprio di questo giorno concernente la distinzione delli interessi ed amministrazione di Finanze dello Stato, e quelli della Corona e del suo privato Patrimonio Personale, nomina ed elegge il senator Luigi Bartolini-Baldelli al posto di Amministratore della Corona e Patrimonio suddetto, con l'annua provvisione di lire settemila, dovendo il medesimo esercitare un tale impiego a forma delle Istruzioni che saranno date a parte, e con che debba cessargli qualunque altro assegnamento che abbia fin qui percetto.

Parimente al posto di Segretario Regio per tutti gli affari concernenti l'Amministrazione suddetta, e dependentemente dalla Direzione del prefato Amministratore, nomina ed elegge Carlo Huart con la provvisione di lire duemilaottocento l'anno e con la pensione d'indennità che percipe di presente dalla Cassa della R. Depositeria.

Inoltre per le occorrenze manuali della Segreteria dell'Amministrazione suddetta, nomina ed elegge al posto di Commesso Vincenzio Checchini con la provvisione annua di lire milleseicentoottanta.

E finalmente nomina per primo custode Luca Fontani con l'annua provvisione di lire novecento.

E per secondo custode Ferdinando Gambacorta con la provvisione annua di lire ottocento.

Le suddette provvisioni e le spese occorrenti al Dipartimento dell'Amministrazione e Segreteria suddetta dovranno pagarsi dalle Casse di detta Amministrazione e Patrimonj, senz'altra distinzione di loro particolare pertinenza, o attribuzione, e sempre con mandato, o ordine del precitato Amministratore.

E dalla Segreteria di Finanze si partecipino in conformità gli Ordini opportuni.

Dato li 6 aprile 1789.

PIETRO LEOPOLDO.

V.° — ANTONIO SERRISTORI.

ALESSANDRO PONTENANI.

ISTRUZIONI per l'Amministratore Generale del Patrimonio della Corona, e del Patrimonio personale del Granduca.

Dall'Amministrazione del Patrimonio della Corona dipenderanno:

1.° L'azienda dello Scrittojo delle Possessioni con ogni articolo di interesse attivo, e passivo della medesima, e con tutti i suoi annessi e connessi attualmente esistenti, o che in avvenire si fossero aggregati, compresivi anche i Luoghi di Monte, e tutti gli altri crediti, capitali ed entrate, pesi, obblighi, spese, ragioni ed azioni pertinenti all'Azienda dello Scrittojo suddetto.

2.° Quella porzione di Azienda ora sottoposta allo Scrittojo delle Fabbriche, e Giardini spettanti al Patrimonio della Corona, con tutti i capi, articoli e beni che la costituiscono, secondo la distinzione già fattane.

3.° I beni, capitali, entrate, ragioni ed azioni di proprio e libero patrimonio personale di S. A. R., tanto per quello che riguarda la Dote, Controdote, e suoi frutti, quanto i capitali che appartengono personalmente a S. A. R., non meno che quelli di proprietà personale di S. A. R. la Granduchessa, secondo la nota e stato che dall' attuale Direttore della Depositeria generale, gli verrà dettagliatamente indicato.

4.° Le entrate conosciute dai conti attuali della Depositeria sotto i titoli di entrate diverse in Roma.

Le entrate di Lorena

Il Gabinetto R. di Fisica.

Il totale attivo e passivo interesse di ogni sorta concernente le spese, provviste, ritratti, obblighi, volontarie distinzioni de' beni, assegnamenti, stipendi, pensioni, sussidj, doti e tutto ciò insomma, che comunque appartenga al trattamento della Corte di S. A. R. e Sua R. Famiglia, tanto per ciò che riguarda il Dipartimento della Corte, quanto per quello della Guardaroba generale.

5.° Quali sopraindicati articoli, sebbene compresi nel Dipartimento di Amministrazione della Corona dovranno continuare ad esser condotti e governati per mezzo de' respettivi capi di Azienda e loro subalterni, tanto nei Dipartimenti delle cariche di Corte, come di altro qualunque carattere, ed all'Amministrazione della Corona apparterrà soltanto il ricevere, riferire e partecipare, risoluti i negozi ed affari che sino al presente sono passati per mezzo delle Reali Segreterie, e da quelle emanate le respettive risoluzioni.

6.° All'oggetto pertanto di dare la più esatta esecuzione alla volontà espressa nel Motuproprio di questo giorno, dovrà il suddetto Amministratore usare ogni attenzione perchè nelle Aziende predette vengano puntualmente adempiti tutti gli ordini di S. A. R., e frattanto terrà per sussistenti quelli veglianti precedentemente alla divisione e separazione comandata col Motuproprio suddetto di questo giorno, referendoli congruamente al medesimo ed alle presenti Istruzioni.

7.° Potrà farsi render conto da tutti gli impiegati ed

agenti suddetti di ciò che accada nel servizio, ma senza accordar loro nuove facoltà, nè delegare funzioni di quelle, che come capo dell' Amministrazione a lui solo vengono confidate, ed a lui appartiene di renderne conto.

8.° Tutti gli affari poi concernenti le suddette Aziende, dei quali sino al presente veniva reso conto a S. A. R. per mezzo del Consigliere di Finanze, o di Stato, e poi emanate le risoluzioni, per la respettiva Segreteria, dovrà l' Amministratore suddetto referirli direttamente a S. A. R. nelle conferenze settimanali, o in altri tempi che li piaccia d' intimarle, sul piede e forma dalle Segreterie praticata, cioè con l' effettiva esibizione de' Negozj e loro Documenti, e con un fedele estratto di ciascuno cui sia aggiunto il parere dell' Amministratore per la risoluzione; potendo peraltro in qualunque circostanza di servizio rappresentare in carta l' occorrente, o sivvero dirigersi personalmente a S. A. R.

9.° Sul resultato di tali conferenze, e secondo che S. A. R. avrà risoluto, dovrà formarsi un protocollo duplicato che contenga l' estratto de' Negozj, il parere o voto dell' Amministratore sopra ciascuno di essi, e per *estensum* la risoluzione che S. A. R. avrà espressamente data.

10.° Il Segretario Regio dell' Amministrazione della Corona interverrà alle conferenze, e sarà sua incumbenza speciale il ricevere i Negozj nella Segreteria, formare gli estratti e rappresentarne il contenuto, senza che perciò venga disobbligato l' Amministratore dall' esaminarli prima di aggiungervi il suo parere.

11.° Un esemplare del suddetto protocollo sarà lasciato a S. A. R. firmato dall' Amministratore e dal Segretario, e l' altro collazionato dal Segretario, si degnerà S. A. R. di firmarlo in giustificazione di chiunque occorra, e dovrà conservarsi nella Segreteria dell' Amministrazione con i Negozj a quello relativi.

12.° Tutte le proposizioni che l' Amministratore crederà di dover fare per il bene del servizio, dovrà esporle a S. A. R. per mezzo di protocollo, ed attenderne le risoluzioni nella forma indicata.

13.° Di qualunque risoluzione o ordine, che S. A. R. darà in tal forma, e qualora la natura dell' affare richieda partecipazione, o notificazione, l' Amministratore ne renderà inteso chi occorra per mezzo di lettere o altro avviso munito della sua firma, e di quella del Segretario.

14.° E perchè è intenzione precisa di S. A. R. che prima l' entrate del Patrimonio della Corona e quelle del Suo Patrimonio personale si vadano erogando nelle spese della Sua R. Corte ed Augusta Famiglia, e poi per supplemento si ricorra alla Cassa dello Stato che sarà quella della Depositeria solamente, quando non sieno sufficienti l' entrate dei patrimonj suddetti, così l' Amministratore dovrà far pervenire alla Cassa di Corte l' importare del contingente che sino ad ora dallo Scrittojo delle Possessioni era assegnato alla Depositeria Generale, ed inoltre tutto il di più che il prodotto dell' entrate dei suddetti patrimonj desse luogo a somministrarsi per la Corte come sopra.

15.° Per regolare e prendere misure e disposizioni su questo punto dovrà intendersela col Direttore delle Finanze a cui è stato dato un ordine simile, e tra di loro nulla deve occultarsi che possa giovare di lume all' altro per il meglio del servizio, e per eseguire la generosa volontà di S. A. R., che intende di non locupletare il Patrimonio della Corona, e molto meno il suo privato personale, con aggravare lo Stato o il Tesoro pubblico.

16.° Sino a tanto che piaccia a S. A. R. di non disporre altrimenti, dovrà l' Amministratore ricevere, e passare i Negozj pertinenti allo Scrittojo delle Fabbriche e Giardini in quella stessa forma e modo che sino ad ora sono passati per la Segreteria di Finanze; E sino a nuovo ordine, tanto il Segretario delle Fabbriche, quanto gli altri impiegati nello Scrittojo predetto, continoveranno nel loro respettivo esercizio, e riceveranno gli ordini e le resoluzioni di S. A. R. per mezzo dell' Amministratore in tutto ciò che possa riguardare gli articoli, ed interessi del Patrimonio della Corona, e di quello personale, benchè non si farà innovazione alcuna, nè distin-

zione o separazione di competenza e ratizzazione delle provvisioni, o stipendj dei suddetti impiegati, nè delle spese ordinarie di Uffizio in detto Scrittojo.

17.° Farà passare ai tempi opportuni dentro l'annata alla Cassa dello Scrittojo predetto delle Fabbriche l'istessa assegnazione ordinaria di Lire cinquantamila, che sino ad ora gli è stata pagata da quella della Depositeria, e parimente quelle somme straordinarie, che il servizio richiedesse, e per le quali dovrà averne ottenuta preventivamente la sovrana approvazione.

18.° Sull'istesso piede si conterrà con tutti gli altri impiegati o agenti, tanto in paesi esteri che in Toscana, che comunque abbiano maneggio e governo d'interessi pertinenti ai patrimonj indicati.

19.° Anche per ciò che riguarda il servizio dell'Avvocato Regio continuerà senza innovazione dagli ordini già dati precedentemente alla separazione, senza far distinzione, o ratizzazione dei suoi stipendj che ritira dalla Depositeria.

20.° Sarà sua cura il fare a S. A. R. le più mature proposizioni per il rimpiazzo dei posti di servizio che venissero a vacare, come per quelli che fossero da riformarsi o da instituirsi, e le elezioni per esso valide non avranno bisogno di rescritto del Sovrano, ma dipenderanno dalle private risoluzioni di S. A. R. autenticate come le altre dalla firma dell'Amministratore e dal Segretario dell'Amministrazione.

21.° In tutte le occasioni che convenga celebrare contratti per instrumento pubblico, o per scrittura privata, non interverrà l'Amministratore, ma bensì interverranno i respettivi capi delle Aziende, che a tale effetto sono autorizzati dagli ordini veglianti, o che respettivamente verranno destinati da S. A. R.

22.° Tutti i Negozj che si trovassero pendenti nella Segreteria di Finanze, o di Stato, o di Guerra concernenti interessi relativi ai patrimonj sopraindicati, dovranno dall'Amministratore predetto recuperarsi, ed esso ne renderà conto a S. A. R., e ne averà la resoluzione nella forma espressa di sopra.

23.° Le Aziende, Amministrazioni e Casse de' Patrimonj suddetti, dovranno anche in avvenire esser sottoposte alle revisioni ordinarie e straordinarie solite farsi dall'Uffizio delle Revisioni.

24.° La Segreteria dell' Amministrazione della Corona sarà collocata nel Real Palazzo detto de' Pitti in una porzione delle stanze già occupate dalla Reale Segreteria di Stato, avanti la sua traslazione in Palazzo Vecchio, e quivi risederà l'Amministratore col Segretario, e con gli altri impiegati che saranno destinati al servizio di quel Dipartimento.

Dato li 26 aprile 1789.

PIETRO LEOPOLDO.

ANTONIO SERRISTORI.

ALESSANDRO PONTENANI.

Doc. LXXV.

Singolare Chirografo portante dichiarazione di credito, e respettivamente di debito fra i granduchi Leopoldo I e Ferdinando III, padre e figlio Loreno-Austriaci.

Noi Leopoldo II per la Divina Grazia eletto Imperatore de' Romani sempre Augusto, Re di Germania, Ungheria, Boemia, Dalmazia, Croazia, Schiavonia, Gallicia, Ludomiria e Gerusalemme, Arciduca d'Austria, Duca di Borgona e di Lorena, Granduca di Toscana, Gran Principe di Transilvania, Duca di Milano, Parma, Mantova ec. Conte di Ausburgo, Fiandra, Tirolo ec. ec. ec.

Essendo creditori dello Scrittojo delle Reali Possessioni di Toscana del capitale di scudi un milione trecentonovantunmila, novecentocinquantatre, lire una e soldi cinque moneta fiorentina per l'ammontare dei Luoghi del Monte Comune di questa città di Firenze, risegnati e pervenuti in detto Regio Diparti-

mento in tre partite nell' anno 1789 dal Nostro Patrimonio Personale privato per erogarsi in *Censi* nell' occasione dello scioglimento del Debito Pubblico di Toscana, a forma della sovrana legge del dì 7 marzo 1788, siamo venuti nella determinazione di cedere, conforme per Noi e per i Nostri Eredi e Successori cediamo all' Altezza Reale del Serenissimo Ferdinando Terzo Principe Reale d' Ungheria e di Boemia, Arciduca di Austria, Granduca Decimo di Toscana ec. ec. ec. Nostro carissimo Figlio, presente ed accettante per sè, Suoi Eredi e Successori il sopraddetto capitale nello stato e grado in cui attualmente ritrovasi, passato e convertito per la somma di scudi un millione centoduemila trecentocinquantuno e soldi sedici in tanti dei riferiti Censi, e per la residual porzione consistente tuttora in Luoghi di detto Monte fino alla somma di scudi dugento ottantanovemila seicentodue e soldi nove secondo l' annesso prospetto segnato di lettera A, e firmato da Giuseppe De Bruck Computista di detto Reale Scrittojo, bene inteso però che la divisata cessione debba sempre ed in ogni futuro tempo reputarsi ed aversi per fatta ad ogni miglior fine ed effetto ec. con tutte le clausole le più efficaci, e convenienti alla natura dell' atto, e con i seguenti patti, obblighi, dichiarazioni e convenzioni, cioe:

I. Che in veduta non solo delle spese sì di esazione che di ministero, quanto ancora di quelli scapiti, i quali potesse la R. A. S. Cessionaria soffrire per la cessione che forse le convenisse fare dei suddetti Censi all' oggetto di liberarne i Regi Dipartimenti, non meno che in contemplazione dell' aggravio e peso dell' imposizione a cui son soggetti gli accennati Luoghi di Monte rimasti in avanzo sul predetto capitale, e per altre ragioni e cause l' Animo Nostro moventi ec. il prezzo dell' antedetta cessione deva essere, e realmente sia nella somma e quantità di scudi un millione centotredicimila cinquecentosessantadue, lire tre e soldi sedici, stante il defalco del venti per cento che sul totale di detto Nostro credito accordiamo non tanto per i sopraindicati riflessi, che per un tratto di liberalità che vogliamo usare verso il Nostro Real Figlio

Cessionario, al quale intendiamo e dichiariamo di donare, siccome doniamo spontaneamente, irrevocabilmente e liberamente per capo separato tutto quel di più che, scomputati i suddetti aggravj, venisse a lucrare sul citato defalco, perchè così ec.

II. Che sia in facoltà del Real Cessionario e Suoi ec. di poter ritenere in mano il prezzo o capitale come sopra stabilito della detta cessione e vendita per il tempo che a Lui più parrà e piacerà, senza che possa mai in qualunque circostanza essere costretto al pagamento del capitale medesimo, nè di veruna parte di esso, perchè così ec.

III. Che parimente rimanga in piena libertà del prelodato Real Cessionario e suoi ec. di pagare in ogni tempo in cui ciò gli torni più comodo il prezzo o capitale predetto, tanto per l'intiero che a rate non minori però di scudi trentamila per ciascheduna, da sborsarsi in Toscana nelle mani di quella persona che a Noi piacerà di deputare per tale effetto, senza verun carico e rischio ulteriore del Debitore, previo però un conveniente avviso da darsi in termine di due mesi almeno alla detta persona come sopra da Noi deputata, perchè così ec.

IV. Che dal dì primo del mese di maggio corrente dell'anno 1791 sia tenuta ed obbligata l'A. S. R. Cessionaria di far pagare annualmente ed ogni tre mesi la rata per mezzo della Cassa delle Sue Reali Possessioni in Firenze a quella persona che similmente Ci piacerà di deputare ed autorizzare opportunamente per tale oggetto, i frutti recompensativi, che a ragione del tre per cento decorreranno sulle somme insolute di detto prezzo come sopra residuato e ridotto, perchè così ec.

V. Che Noi ed i Nostri Eredi e Successori dobbiamo essere onninamente disimpegnati dall'obbligo di mantenere vivi ed esigibili i Censi e Luoghi di Monte dei quali è composto il capitale ceduto, talmente che l'effetto sia che in qualunque caso tanto solito che insolito, pensato ed impensato, debbano essi reputarsi come contratti, creati ed acquistati originariamente dal Real Cessionario, ed in conseguenza a di Lui carico dovranno essere tutti i casi o contingenze future, senza che

Noi possiamo mai in qualunque caso nè per qualsivoglia título restar tenuti a veruna specie di evizione, deperizione, inesigibilità ec. a riserva soltanto di quella che accader potesse per fatto Nostro e non altrimenti ec. perchè così ec.

VI. Che fermo stante quanto sopra, la presente cessione o vendita s' intende fatta nella forma la più solenne con tutte le clausole traslative di dominio pieno, libero ed assoluto, e con tutte le facoltà e consensi necessari ed opportuni per la retta esecuzione dell' atto presente, perchè così ec.

VII. Che per la esatta ed inviolabile osservanza delle sopraespresse convenzioni si intenda obbligata la Nostra Cesarea Persona, Eredi e Beni, e i Beni de' Nostri Eredi presenti e futuri, e rispetto all' Altezza Reale del Serenissimo Granduca Nostro carissimo Figlio, oltre la obbligazione della Sua propria Persona, Eredi e Beni, deva intendersi ancora obbligato ed ipotecato, come la R. A. S. obbligò ed ipotecò specialmente non derogando ec. non solo il Suo Patrimonio Allodiale presente e futuro, consistente in immobili, mobili, ragioni, azioni ec. quanto ancora i Beni tutti della R. Corona di Toscana in ogni più ampia e valida forma che di ragione ec., perchè così ec.

In fede di che sarà il presente atto con altro simile munito tanto della Nostra firma, quanto di quella della prefata A. S. R. e convalidato con i respettivi Sigilli come appresso.

Fatto in Firenze questo dì 4 Maggio 1791.

Noi Leopoldo II cediamo, promettiamo e Ci obblighiamo come sopra

(L. S.) *Firmato* — LEOPOLDO m. p.

Noi Ferdinando III accettiamo, promettiamo e Ci obblighiamo come sopra

(L. S.) *Firmato* — FERDINANDO. m. p.

Allegato di lettera A nel surriferito Chirografo.

Prospetto che dimostra lo stato attuale del capitale in Luoghi del Monte Comune di Firenze nella somma di scudi 1,391,953, 1. 5. –. attenenti al personale di S. M. C. Leopoldo II, Granduca di Toscana ec., e passati all' Amministrazione dello Scrittojo delle Possessioni, per cederli assieme con i proprj di detto Scrittojo ai debitori di Tassa di Redenzione in ordine alla legge del 7 marzo 1788.

Per n° 12,484. Debitori di Censi creati per estinzione del Debito Pubblico nella cessione fatta loro di Luoghi di Monte sulla proporzione di n° 20,302 Debitori formati dal prefato Scrittojo nella total somma di Sc. 1,792,738. 1. 16. —. Sc.	1,102,351.	—.	16.	—.
Per la nota de' Luoghi di Monte in Sc. 470,974. 6. 9. —. che sono rimasti, e tuttavia veglianti in testa del precitato Scrittojo . . . . . »	289,602.	—.	9.	—.
Somma il Capitale Sc.	1,391,953.	1.	5.	—.

Frutti di detti Capitali.

Per il Capitale erogato in Censi che a 3 per % sono . . . . . Sc.	33,070.	3.	17.	—.
Per il Capitale nel Monte Comune meno la ritenzione del 3 per % . . . »	8,427.	2.	19.	—.
Somma il Frutto Sc.	41,497.	6.	16.	—.

Li 30 Dicembre 1790.

GIUSEPPE DE BRUCK Computista.

Il senator Bartolini-Baldelli Amministratore del Patrimonio della Corona partecipa il surriferito Chirografo al Direttore delle Regie Possessioni.

Illustriss. Sig. Sig. Pron. Colmo.

Di commissione di Sua Eccellenza il sig. Consigliere Direttore di questa R. Segreteria sono in dovere di rimettere a

V. S. Illustriss. copia autentica dell'atto solennizzato fino de' 4 maggio corrente, mediante il quale Sua Maestà Cesarea l'Augustissimo Imperatore, venuto nella determinazione di dividere totalmente i suoi particolari Interessi dall' Amministrazione dei Beni della Corona di Toscana, ha effettivamente ceduto e venduto a S. A. R. il Nostro Sereniss. Granduca il noto capitale dei Luoghi di Monte di sua personal proprietà, già voltati in conto di codesto Reale Scrittojo, con lo sbasso e con le condizioni, che averà luogo di rilevare dall' atto medesimo.

E per rendere effettiva la voluta separazione d' interessi, dall' altro documento che egualmente ho il vantaggio di trasmetterle in copia, resulterà come la C. M. S. abbia dichiarato di Lui Procuratore ed Attore per la percezione dei frutti del ceduto capitale dalla Cassa di codeste Reali Possessioni, il Suo Segretario privato sig. Tommaso Mannucci, ed a cui in conseguenza dovrà essere ogni tre mesi corrisposta la rata del frutto predetto determinato nell' annua somma totale di scudi 33,406. 6. 2. 8., fintantochè non venga diminuita mediante il pagamento di porzione del capitale a forma delle condizioni espresse nell' atto predetto.

Questi documenti adunque da Lei opportunamente comunicati a codesta Computisteria generale, dovranno servire di fondamento per la impostatura del corrispondente nuovo conto passivo nella scrittura.

Per quanto però l' espressione dell' atto passato, tra l' Augusto Cedente ed il Real Cessionario, determini l' epoca del suo principio ed effetto dal giorno primo del corrente maggio 1792, e che in conseguenza, naturalmente parlando, dovesse in detto giorno incominciare a vegliarne il conto da esso derivante in codesta scrittura, pure sul riflesso che da questa Cassa della Corona e di Corte sono stati già presso a poco quasi che anticipati i frutti da maturarsi a tutto il futuro Dicembre al Real Venditore e Cedente, e restano tuttavia da liquidarsi e conguagliarsi diverse partite ora necessariamente sospese, la prelodata Eccellenza Sua è venuta nella risoluzione che questo nuovo conto non sia posto in attività nella scrittura di

codesto Dipartimento se non all' epoca del dì primo di gennajo del futuro anno 1792.

Intanto facendo proseguire Sua Eccellenza il conto, secondo il disposto nell' atto solennizzato, in questa scrittura della Corona e di Corte a tutto il dì 31 Dicembre del corrente anno 1791, vi resterà chiuso e saldato in detto dì, e sarà dato luogo all' attività e prosecuzione dell' equivalente conto come sopra da accendersi in codesta scrittura, senza che perciò sia per occorrere altro successivo avviso per parte di questa Real Segreteria: mentre per qualunque incidente e difficoltà che sopravvenisse, basterà che passino di concerto i due Signori Computisti, Jacopo Zipoli e Giuseppe De Bruck, per il passaggio e consegna del conto secondo le regole dell' arte.

E col più distinto ossequio passo a dichiararmi

Di V. S. Illustrissima

Dalla Reale Segreteria della Corona e di Corte
Li 11 Maggio 1791.

V.° — Luigi Bartolini-Baldelli.

Devotiss. Obb. Servitore
Carlo Huart.

Estratti da copie autentiche esistenti nell' Archivio della Direzione Generale de' Possessi dello Stato, Filza 80 Negozi ec.

PARTE TERZA

Doc. LXXVI.

Motuproprio di Ferdinando III col quale costituisce alla moglie un estradotale onerandone il Patrimonio nazionale della Corona.

Sua Altezza Reale dopo aver preso nel più maturo esame l'apoca matrimoniale stipulata in Napoli ai 9 agosto 1790 nella fausta occasione dei di lui contratti sponsali con S. A. R. l'Arciduchessa Maria Luisa Principessa delle due Sicilie, Granduchessa di Toscana, Sua dilettissima Consorte, e dopo avere col parere di diversi Ministri ben ponderati i patti e condizioni che descendono dall'apoca referita, in pieno adempimento di essi per quanto di presente si convenga, comanda e dispone quanto appresso:

I. Dovrà il Consigliere intimo attuale di Stato e di Finanze, Amministratore generale e direttore della sua R. Segreteria della Corona e di Corte passare formalmente, e previo l'opportuno riscontro, al Consigliere intimo attuale di Stato e di Finanze, primo direttore delle Segreterie medesime, l'apoca rammentata nell'unica copia autentica pervenuta da Vienna, che esso di presente ritiene unitamente a copia pure autentica del presente motuproprio, ad effetto che questo interessante documento si conservi nell'Archivio della detta Segreteria di Stato, nel posto e modo che vi hanno luogo gli altri simili dei suoi Reali Predecessori.

II. Dichiara la R. A. S. per debita sicurezza della Depositeria generale, o sia del pubblico Erario, che la dote co-

stituita e già corrisposta alla prelodata Real Granduchessa in Fiorini dugentomila del Reno, facienti la somma di Scudi 85,714. 2. —., trovasi attualmente impiegata in maggior somma nel pubblico Banco in Vienna, senza però che ivi esista tale espresso carattere, ond' è che S. A. R. intende di obbligare la concorrente quantità del capitale che in nome di Sua Reale privata proprietà esiste nel Banco medesimo alla garanzia sopraespressa, fintantochè non Le piaccia di darle rinvestimento diverso canto e sicuro in questi felicissimi Stati: fermo stante però che a tale rinvestimento non possa devenirsi indipendentemente da un' ulteriore sovrana disposizione.

III. E poichè ai termini dispositivi dei paragrafi V, VI e XII dell' apoca rammentata, trovasi ridotta in patto la costituzione di un capitale di Fiorini sessantamila, o siano Scudi 25,714. 2. — col titolo di controdote che impingui ed aumenti la dote primitiva, così dovendo il capitale medesimo secondo il preciso ordine di ragione formarsi a carico dello Stato, dovranno in conseguenza immediatamente attergarsi tanti Luoghi di Monte facenti la somma riferita al Dipartimento del Patrimonio della Corona, e per esso al conto dello Scrittojo delle Reali Possessioni, imponendo sopra di essi le condizioni volute dall' apoca matrimoniale, e lasciando che i frutti annui di tali Luoghi di Monte, egualmente che gli altri derivanti dal capitale impiegato in Vienna, cedano a favore del prelodato Patrimonio della Corona in correspettività de' pesi e contingente dovuto e pattuito al mantenimento della R. Granduchessa, il quale essendo di gran lunga superiore all' importare de' frutti stessi resterà per la differenza rimanente in aggravio della Cassa della Corona e di Corte, senza che se ne addebiti l' altra dello Stato.

IV. Deve pure aversi per compito e perfezionato il patto contenuto nel paragrafo VIII, giacchè S. M. C. Leopoldo Secondo augustissimo genitore di S. A. R. di gloriosa memoria, passò di fatto in dono alla Real Granduchessa con carattere estradotale in Fiorini trentamila, o Scudi 12,857. 1. —. pro-

messi nel paragrafo precitato, ond' è ch' essendo il capitale medesimo del pari già rinvestito nel pubblico Banco di Vienna, ne cederanno i frutti maturati e da maturarsi alla proprietà libera della R. Granduchessa, sia in aumento di fondo sia in disposizione spendibile, purchè il capitale riferito resti sempre intatto in discarico della condizione menzionata, senza poterlo assoggettare a nuovo e diverso rinvestimento indipendentemente dalle cautele prescritte nel precedente articolo II.

V. Fatta inoltre attenzione al paragrafo XII dell' apoca matrimoniale, determina S. A. R. l' inefficacia della condizione voluta nel paragrafo stesso, poichè non constando da verun atto o documento consegna alcuna di gioje, corredo e ricche suppellettili, per cui la R. A. S. sia costituito debitore di tali articoli nei casi contemplati nel paragrafo medesimo, ne discende la conseguenza di non potere essere debitore di ciò che non è dato in custodia, e qualunque oggetto prezioso che possa avere avuto o possedere la Real Granduchessa, resta sempre qual' è a di Lei libero uso e volere.

VI. Di tal categoria esser dovranno egualmente gli avanzi di contanti fatti e da farsi in conto particolare della prelodata Reale Granduchessa, il cui resultato attivo e passivo tutto che debbasi costantemente scritturare nelle provenienze ed effetti dalla Computisteria generale della Corona e di Corte, non per questo qualunque capitale di tal carattere potrà reputarsi indisponibile a volontà della Real Proprietaria, subito che non si riconosca soggetto alli patti reversibili contenuti nell' apoca matrimoniale.

In conseguenza pertanto di tutto il sopra disposto, incarica S. A. R. specialmente il prenominato Consigliere Amministrator generale del Patrimonio della Corona, ed il Consigliere secondo direttore della Segreteria di Finanze, ad invigilare respettivamente e disporre quanto convenga per la più pronta esecuzione; e vuole del pari che il Sopraintendente dell' Uffizio delle Revisioni e Sindacati, procedendo di concerto con l' Avvocato Regio, assista alla impostatura delle scritture che relativamente all' oggetto devono tenersi tanto nel dipartimento

di Corte che in quello delle Reali Possessioni ed ovunque più occorra.

E dalla Segreteria della ridetta Corona e Corte Reale si partecipino in conformità gli Ordini opportuni.

Dato li 25 Aprile 1793.

FERDINANDO.

V.° — LUIGI BARTOLINI-BALDELLI.

CARLO HUART.

Estratto da copia autentica esistente nell' Archivio della Direzione generale de' Possessi dello Stato, nella Filza di n° 82 Negozi ec.

Doc. LXXVII.

Obbligazioni assunte dai comandanti austriaci di pagare all' Erario toscano tutto quanto veniva loro somministrato.

Biglietto del generale Klenau al Senato Fiorentino del dì 24 luglio 1799.

Dal momento del mio ingresso in questa capitale è cessata ogni specie di requisizioni, il di cui nome non è conosciuto nei nostri Stati, nè deve esserlo nei paesi occupati da Truppe Austriache.

L' intenzione, l' ordine dell' Imperatore si è di pagare tutto quel che vien richiesto per il sostentamento dell' Armata: saranno date ricevute esatte di tutto quello che verrà fornito, ma deve osservare l' Illustrissimo e Clarissimo Senato di non dar niente, se non in seguito di un mio ordine, per evitare ogni domanda arbitraria.

Il presente ordine però non ha da influire in niente sulle convenzioni che esister potessero tra le varie Truppe dello Stato.

Firmato — KLENAU.

Lettera del tenente maresciallo Frelich al Senato Fiorentino de' 9 settembre 1799.

In riguardo alli approvvisionamenti delle milizie ho il vantaggio di ripetere quello, che alle SS. LL. Illustrissime e Clarissime verbalmente esposi, cioè che fuori di quella quantità di vettovaglia e foraggio, che ciò è del sistema degli eserciti di S. M. I. e R., e che non possono dalla truppa riscuotersi, se non colle corrispondenti ricevute, a null'altro sono le Comunità obbligate a prestarsi, e che l'ordine è stato replicatamente a tutti i corpi emanato, che nessun soggetto militare debba, nè possa altro pretendere, restando per altro in libertà alle Comunità di far pervenire alcun piccolo vantaggio alla Truppa in quella guisa che esse crederanno, e che da loro assolutamente depende.

Firmato — FRELICH Ten. Mar.

Lettera del cav. Federigo De' Ricci Luogotenente del Senato Fiorentino al Cancelliere della Comunità di Firenze del dì 9 Settembre 1799.

Eccellentiss. Sig. Sig. Pron. Colmo.

S. E. il sig. Tenente Maresciallo Frelich più volte ha fatto intendere al Senato che la Truppa Austriaca deve esser soltanto approvvisionata con i suoi buoni di pane, e di foraggio per i cavalli, e legna, non di vino, nè di carne, e se alcuno degli Ufiziali Austriaci avesse preteso il vino e la carne per i detti soldati, che fosse preso il nome, e partecipato a Lui medesimo per tenerli all'ordine, e nel dovere.

Quest'ordine del Tenente Maresciallo comandante potrà servire di regola a cotesta Comunità per negare carne e vino.

E con perfetta stima sono

Di VS. Eccellentissima.

Dalla Residenza di Servizio, li 9 settembre 1799.

Firmato — FEDERIGO DE RICCI L. Ten.

Il Commissario austriaco Bunoch richiede il Senato Fiorentino, sotto il di 28 ottobre 1799, che le Comunità presentino i conti delle somministrazioni fatte alle truppe tedesche.

Chiedendo l'ordine ed il sistema militare che alla fine dell' anno militare, il quale si chiude col mese di ottobre, sieno presentate le ricevute per tutte le sussistenze somministrate alle Truppe Imperiali nel corso dell' anno suddetto, si ricerca perciò l' Illustriss. e Chiariss. Senato Fiorentino di render intese le respettive Comunità del Granducato di Toscana, le quali tenessero quietanze militari, perchè produrle debbano colla maggior sollecitudine ai signori Ufficiali delle sussistenze in Livorno e Firenze, dove fossero a miglior portata per l' oggetto delle loro lontananze, onde contro le suddette quietanze di verificata somministrazione, ottenere da quelli le relative ricevute o *recepisse* per la successiva liquidazione, di cui ne perderebbero l' utile in caso di mancanza, o soverchio ritardo.

Ritirate le suddette ricevute o *recepisse* dovranno poscia le respettive Comunità spedirle o all' Inclito General Comando Interinale in Pavia, o direttamente al Ces. Reg. Ufficiale di Provianda sig. de Tauber pur in Pavia, a cui si appartiene l' ulteriore enunziata liquidazione, verificata la quale, riceveranno in seguito dal medesimo per la posta a miglior loro vantaggio i respettivi certificati.

Ciò si accenna a lume delle suddette Comunità, essendo certi del più pronto effetto, tanto perchè riguarda il loro interesse, quanto perchè così esigge il sovrano servigio, fissando per la presentazione delle suddette quietanze il periodo di giorni venti.

V.° — Il Ten. Mar.
HOHENZOLLERN.

Firmato — T. B. DE BUNOCH
I. e R. Ufficiale alle Sussistenze.

Biglietto indirizzato dal general Palfy al Senato Fiorentino il dì 1° novembre 1799.

Egli esser deve uno degli oggetti più interessanti per questo Militare Imperial Comando il migliore stato delle sue truppe, specialmente dei viveri in un paese dove i generi più necessari arrivano a prezzi esorbitanti, e ad onta che non siasi potuta stabilire da cotesto Illustriss. e Clariss. Senato una qualche restrizione a vantaggio delle Truppe suddette, pure verranno dati gli ordini opportuni per il ricevimento delle tre once di minestra invece di sei, ed il fiasco di vino da distribuirsi non più per sette ma per otto individui come dono gratuito ec.

Firmato — Leopoldo Conte Palfy.
General Magg. Comand.

Invito del Commissario austriaco Faller alla Comunità di Firenze per devenire alla liquidazione delle somministrazioni fatte agli Austriaci, del dì 29 Dicembre 1799.

Volendo procedere quanto prima alla verificazione delle quittanze, e fare i conti colle respettive Comunità del Granducato de generi somministrati alle Cesaree Regie Truppe, e ciò alla presenza di almen uno, se non due deputati d' ogni Comunità, ed i giorni fissati per tali operazioni essendo a 2, 3, 4 e 8 di gennaro prossimo venturo.

Invito perciò la Nobile Comunità della Dominante a far circolare l' opportuni avvisi a chi spetta, ma specialmente a quelle qui sotto notate Comunità che ne hanno già indirizzati dei plichi, che sin ad ora son rimasti illesi, in tal ordine però che ogni giorno tre deputazioni possino essere spedite.

Comunità che hanno mandate le Quittanze — Pitigliano — Siena — Radicoffani — Valdelsa — Sancasciano — Sanquirico — Castelfranco — Arezzo — Basacchio — Pistoja — Prato.

Firmato — Carlo Saverio Faller.
Ufficiale della Provianda.

Lettera del generale austriaco Spannocchi al Senato Fiorentino del dì 5 febbrajo 1800 ond' avere degli approvvisionamenti per le truppe anche fuori di Toscana.

Il Tenente Maresciallo Baron Ott comandante del corpo di Truppe per la riviera mi ha comunicata la necessità in cui trovasi di provvedersi quanto più presto possibile di 200 Muli almeno, indispensabili sia per l' attacco per la riviera all'apertura della campagna, sia per la difesa di questi paesi, che però sono stato dal medesimo sig. Generale incaricato di voltarmi per questo effetto all' attività, e zelo cognito dell' Inclito Senato di Firenze, affinchè si compiaccia d' influire col suo peso al presente ritrovamento di questi Muli al N.° di 200 almeno, per i quali sarà pagato dal giorno che compariranno in Lucca un fiorino e trenta soldi, cioè L. 4. 10. –. moneta toscana per bestia il giorno, con condizione però di non essere noi tenuti nè a nutrimento, nè al servizio di detti Muli.

Generalmente sarebbe da desiderarsi che l' Inclito Senato potesse trovare tre o quattro persone, le quali si addossassero il peso, o l' intrapresa di cinquanta o sessanta Muli per ciascuno, che allora con questa divisione ne risulterebbe l' uso più adattato all' operazioni che saranno per succedere.

Trovate tali persone, questo Comando militare potrebbe stendere un contratto colle medesime alle condizioni sopradette, e assicurarne la paga in contante immancabile ogni mese.

L' Inclito Senato conosce troppo il peso di questo affare, e la necessità di provvedervi, per aver bisogno che si venga a raccomandarlo ulteriormente, in maniera che ne starà aspettando la più presta risposta, del contenuto dalla quale sono in obbligo d' informarne subito il predetto sig. Tenente Maresciallo Ott.

Firmato — SPANNOCCHI.
G. M.

Queste lettere dei generali e commissari austriaci si trovano in originale nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXXVIII.

Lettera *del conte Cobentzel al conte Mozzi per accreditare il marchese Ghisilieri a trattare gl' interessi pendenti fra l' Elettore di Salisburgo e l' Imperatore d' Austria, con la Corte d' Etruria, e responsiva di questo a quello.*

Monsieur

L'Empereur, de concert avec Monseigneur l'Archiduc, Electeur de Salzbourg, ayant chargé le Marquis de Ghisilieri, Chambellan et Conseiller Aulique de Sa Majesté Impériale et Royale, de régler avec la Cour de Florence les différens objets, dont l'accomplissement a été stipulé par l'Article V du Traité de Lunéville, je me flatte que Votre Excellence voudra-bien l'accueillir favorablement, et faciliter par son influence l'heureuse et prompte issue de l'objet qui lui est confié.

Nous connaissons trop les sentimens élévés de la Reine Régente, pour pouvoir douter un instant, que Sa Majesté ne reconnaisse la validité de nos réclamations fondées sur la plus stricte justice et sur l'execution du Traité, et qu'Elle ne contribue par-là à l'affermissement des rapports d'amitié qui subsiste entre les deux Cours, unies d'ailleurs par les liens du sang.

Je me felicite d'avoir cette occasion pour pouvoir offrir à Votre Excellence les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être.

Vienne le 3 Septembre 1803.

Monsieur
De Votre Excellence

Le très-humble et très-obéissant serviteur.
Signé — Louvis C. Cobentzel.

Responsiva del conte Mozzi al conte Cobentzel.

Eccellenza

Ricevuto appena il pregiatissimo Foglio dell' E. V. in data dei 3 corrente, io mi feci il gradito dovere di sottoporlo alla Sovrana Considerazione, e di presentare a S. M. la Regina Reggente il Sig. Marchese Filippo Ghisilieri, il quale fu accolto con tutti quei riguardi dovuti alle particolari di Lui qualità, ed alla affidatagli Missione.

La prefata M. Sua ha già manifestate le Sovrane sue intenzioni degne di Lei per regolare i differenti oggetti relativi a S. A. R. l'Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo, e stipulati nel Trattato di Luneville, dichiarandomi essere Sua precisa Mente, che siano diretti con quello spirito d'imparzialità, e giustizia, che richiede la Religiosità Sua ugualmente che quella di S. M. Imperiale Reale Apostolica, e della prefata Altezza Sua Elettorale.

Dietro queste massime di reciproca giustizia, io mi felicito anticipatamente colla speranza, che simile pendenza verrà promossa, e compita con ogni reciproca soddisfazione, e che questa circostanza contribuirà a rassodar maggiormente quei Rapporti di amicizia, che sì felicemente sussistono fra le due Corti unite d'altronde co' vincoli di sangue.

Profitto io pure con tutto il piacere di simile favorevole occasione per assicurare l'E. V. che non lascerò anche dal canto mio intentato alcun mezzo per manifestare al prelodato Sig. Marchese ogni mia premura, e per convincere l'E. V. de' sentimenti della distinta stima, e considerazione, con cui ho l'onore di protestarmi

Firenze, 23 Settembre 1803.

Firmato — Giulio Mozzi.

Esistono entrambe nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXXIX.

Pienopotere *dell' Elettore di Salisburgo al marchese Filippo Ghisilieri, accompagnato da una* Nota *pel conte Mozzi.*

Noi Ferdinando per la Grazia di Dio Principe Reale d' Ungheria e di Boemia, Arciduca d' Austria, Elettore di Salisburgo, ec. ec.

Avendo preso in considerazione il Trattato di pace concluso in Luneville il 9 febbraio 1801 fra S. M. I. R. ed A. nostro Augustissimo Fratello da una parte, e la Repubblica di Francia dall' altra, siamo venuti nella determinazione di incaricare il Marchese Filippo Ghisilieri, Cav. dell' Ord. Gerosolimitano, Ciamberlano, e Cons. Aulico attuale della prelodata M. S. di portarsi in Firenze, e di combinare ivi per parte Nostra con chi sarà destinato da S. M. la Regina, e Reggente d' Etruria per l' interesse di S. Maestà il Re d' Etruria Suo Augustis. Figlio, l'esecuzione dell'Art. V del Trattato stesso in quella parte, in cui dichiara che noi disporremo a Nostro piacere dei Beni e proprietà a Noi appartenenti particolarmente in Toscana, sia per acquisto personale, sia per eredità degli acquisti personali dell' I. M. del fu Imperatore Leopoldo II nostro Genitore, e dell' I. M. del fu Imperatore Francesco I nostro Nonno. Commettiamo perciò al suddetto Marchese Ghisilieri di prendere possesso per Noi, nella nostra qualità attuale, di tutti, e singoli i suddetti beni, e proprietà colle loro appartenenze, e di fare in nome Nostro quanto sarà espediente per assicurare a Noi ed ai nostri eredi e successori il pieno godimento di tutti i diritti, che ci competono sì per l' avvenire che per l' arretrato in conseguenza del suddetto trattato di Luneville, e concediamo al medesimo Marchese Ghisilieri tutte le facoltà necessarie ed opportune non solamente per la piena esecuzione di questo incarico, ma anche per transigere a nome Nostro sopra i suddetti beni, proprietà, dependenze e diritti, qualora ciò si renda opportuno, e pro-

mettiamo in conseguenza di avere per ben fatto e rato quanto Egli farà in sequela delle facoltà da Noi attribuitegli col presente Atto.

FERDINANDO.

V.° — FEDERIGO March. MANFREDINI

(L. S.) GAETANO RAINOLDI Segr.

Nota del marchese Ghisilieri al conte Mozzi.

Incaricato il sottoscritto di reclamare presso la Real Corte di Etruria, in nome di Sua Altezza Reale ed Elettorale il Serenissimo Arciduca d' Austria Ferdinando, Elettore di Salisburgo e Principe di Aichrtadtc, Passavia e Berchtolsgaden l' esecuzione dell' articolo V.° del trattato di pace conchiuso a Luneville il 9 febbraio 1801 fra Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica, e la Repubblica Francese, in quella parte che riserva alla stessa Altezza Sua Reale ed Elettorale la libera disposizione de' beni e delle proprietà ch' Essa possiede particolarmente in Toscana, sia per acquisto personale, sia per eredità delli acquisti personali delle Loro Maestà li Imperatori Leopoldo Secondo, e Francesco Primo Suoi Augusti Genitore ed Avo di sempre gloriosa memoria, mentre si fa un dovere di accludere in copia a Sua Eccellenza il Signor Senator Mozzi Segretario di Stato, e Ministro delli Affari Esteri il pienopotere, di cui si è il Real Elettore degnato munire a tale effetto il sottoscritto medesimo mancherebbe alli ordini clementemente abbassatigli da Sua Maestà l' Imperatore e Re suo Augusto Signore, se non indicasse nel tempo stesso all' Eccellenza Sua qual viva ed essenzial parte prenda Sua Maestà e come fratello del Real Elettore, e come principal contraente nel trattato di Luneville alla piena ricognizione delle legittime e incontrastabili pretese della stessa Altezza Sua Reale ed Elettorale: Che però non minore sia la fiducia che nella

trattativa di tale affare sì alla Sacra Maestà Sua Imperiale e Reale Apostolica, che al Reale Arciduca Elettore inspira la conosciuta lealtà della Real Corte d'Etruria, può bastare per prova la domanda, che il sottoscritto è autorizzato a fare a Sua Eccellenza medesima de' dati che devono servir di base alla individuazione di tutte le proprietà costituenti il riservo garantito al Reale Arciduca Elettore di Salisburgo dal sopracitato articolo V.° del trattato di Luneville, e come tali dati non possono essere colla dovuta previsione indicati che dal Ministero della Real Corte di Etruria, presso il quale solo esistono tutti i relativi documenti originali, così poi la discussione de' medesimi appianerà la via ad un finale accomodamento su detti oggetti, alla sollecita ed amichevole conclusione del quale nulla ommetterà per parte sua il sottoscritto, che in attenzione frattanto di gentile riscontro, presenta a Sua Eccellenza il Sign. Senator Mozzi le assicurazioni più ingenue della sua distintissima considerazione.

Firenze, 10 Novembre 1803.

Firmato — March. FILIPPO GHISILIERI.

Estratte dall'Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXXX.

Lettera del ministro spagnuolo Cevallos al conte Mozzi relativa alla missione del marchese Ghisilieri alla Corte d'Etruria, tradotta dall' idioma iberico.

Eccellenza

Questo Incaricato d'Affari della Corte di Vienna ha per mio mezzo, e d'ordine del suo Sovrano, comunicato al Re mio Signore, che S. M. Imperiale e l'Arciduca Ferdinando, avendo proprietà personali da reclamare in Toscana, hanno deciso inviare a codesta Corte un Commissario incaricato unicamente di

questa commissione, ed hanno eletto a questo fine il Marchese Ghisilieri, già Ministro dell' Imperatore presso la Santa Sede, accompagnandolo coll' unito foglio nel quale è espresso l' oggetto delle loro pretese, e domandando la raccomandazione del Re. S. M. essendosi di tutto informato, m' impone rimettere nelle mani di V. E. il detto foglio, il che faccio colla presente, onde si compiaccia Ella di porlo sotto gli occhi del Suo Sovrano per gli effetti che stimerà convenienti.

Colgo intanto l' opportunità di pormi di nuovo a disposizione di V. E., desiderando occasione di compiacerla e di ossequiarla, e prego Dio che conservi la sua vita per molti anni.

Aranjuez, 15 Maggio 1803.

Firmato — PEDRO CEVALLOS.

Questa lettera tradotta fedelmente dall' idioma spagnuolo, si conserva in originale nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

DOC. LXXXI.

La Regina Reggente d' Etruria nomina una Commissione specialmente incaricata di raccogliere i documenti necessari per difendere gl' interessi della Finanza toscana contro le pretese Austriache.

Sua Maestà la Regina Reggente, volendo prestare accoglienza alle istanze avanzatele dal Consigliere Aulico Marchese Filippo Ghisilieri in nome, e per parte di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica, non meno che di S. A. R. il Serenissimo Arciduca Ferdinando d' Austria Elettore di Salisburgo, dependentemente dalle Convenzioni stabilite nel Trattato di Pace di Luneville del dì 9 Febbrajo 1801, e provvedere insieme alla difesa che interessa i diritti della Real Corona, e del Real Demanio, crea una Deputazione composta del Senator Cavalier Claudio Sergardi Amministratore Generale della Real Corte e Guardaroba, del Consigliere di Finanze Giulio

Piombanti, Soprintendente all' Uffizio delle Revisioni e Sindacati, e dell' Auditor Bernardo Lessi, Avvocato Regio e Direttore dell' Archivio delle Riformagioni. Questa Deputazione, dietro gli ordini e commissioni che le verranno date dal Consigliere di Stato, Direttore delle Reali Finanze, Marchese Francesco Antonio Corsi Salviati, in conseguenza delle Note che gli saranno trasmesse dal Consigliere Segretario di Stato, Ministro degli Affari Esteri, Senator Cavalier Giulio Mozzi, dovrà occuparsi dell' esame de' titoli, e pretensioni di credito, che promuoverà il detto Ministro Ghisilieri, per quindi renderne conto alla M. S. per il Canale della Reale Segreteria di Finanze.

Gli Archivisti delle Reali Segreterie, e di qualunque altro Dipartimento dovranno somministrare alla prefata Deputazione tutti quei documenti e notizie, che le occorressero per l'oggetto indicato, quale vuole la M. S. che sia trattato con quello spirito d' imparzialità e di giustizia, che richiede la religiosità Sua, egualmente che quella dei prelodati Sovrani.

Dato li 21 Settembre 1803.

MARIA LUISA.

V.° — CORSI SALVIATI.

CRISTOFANO CORSI.

Esistente nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXXXII.

Due lettere diplomatiche del conte Mozzi sul proposito della missione Ghisilieri a Firenze.

Al Principe di Castelfranco ambasciatore di Spagna a Vienna.

Firenze, 24 Settembre 1803.

Nel giorno 15 corrente giunse in questa città il Signor Marchese Filippo Ghisilieri, e nel susseguente giorno si portò da

me, presentandomi una lettera, che codesto Eccell. Sig. Co. Luigi Cobentzel mi scrive per parteciparmi il motivo della missione del suddetto Sig. Marchese, e relativa a regolare i diversi oggetti stipulati nell'Art. V del Trattato di Luneville. Può immaginar facilmente l'E. V. che io lo accolsi colla massima distinzione, e siccome mi manifestò di avere due lettere da presentare a S. M. la Regina Reggente, mi resi sollecito a procurargli immediatamente una particolare udienza della prefata mia Sovrana, a cui presentò una lettera di S. M. Imperiale e Reale Apostolica, ed altra lettera di S. A. R. il Serenis. Elettore di Salisburgo.

Ambedue queste lettere concepite con i sentimenti i più obbliganti, contenevano la partecipazione della commissione affidata al prefato Marchese Ghisilieri.

La sullodata Maestà della Regina rispondendo in oggi alle precitate due lettere, mi ha ordinato di trasmetterle all'E. V. pregandola a compiacersi di presentare nelle solite forme quella diretta alla prelodata Maestà dell'Imperatore, e di fare inoltrare nei modi che crederà più convenienti l'altra lettera a Salisburgo diretta a S. A. Elettorale.

Nell'adempiere ai Sovrani Comandi, mi reputo in dovere di partecipare all'E. V., che le due lettere presentate dal suddetto Sig. Marchese Ghisilieri non erano accompagnate dalle consuete rispettive copie, e quindi potendo considerarsi piuttosto per due lettere amichevoli, favorirà anche l'E. V. di presentare, ed inoltrare le qui unite due risposte senza il corredo delle copie. Intanto accludo le copie medesime all'E. V. all'unico oggetto che ella sia informata per solo di Lei lume dei termini ugualmente obbliganti, con cui S. M. la Regina risponde ai preossequiati Sovrani, e perchè possa l'E. V. anche in viva voce esprimere a cotesto Augustissimo Monarca i sentimenti di religiosità e di giustizia, da cui sarà sempre animata e diretta questa mia Reale Sovrana.

Per uguale di Lei solo lume trasmetto altresì all'E. V. copia della risposta, che io fo al sullodato Sig. Conte di Cobentzel a cui favorirà di far tenere la lettera, che qui le accludo.

Dopo tutto ciò devo confidenzialmente significare all'E. V., che il prefato Sig. Marchese mi ha esposto che gradirebbe di trattar meco e a tavolino, senza ricorrere a Memorie o Note in iscritto. Io gli ho replicato, che non potrebbe adottarsi un tal metodo, e che trattandosi tanto più di una Regina Reggente e Tutrice tutto dovea resultare da richieste, e risposte in iscritto, affinchè col tratto successivo, ed in ogni tempo si potesse sottoporre a considerazione di S. M. il Re, e far conoscere in dettaglio il treno che si è dato a simile pendenza. Pare che sia rimasto persuaso di queste ragioni, ma avendomi egli esposto, che non ha carattere diplomatico, e però non si credeva senza un ordine espresso di codesta Sua R. Imperial Corte autorizzato ad avanzar Note o Memorie in iscritto, ne avrebbe perciò scritto costà per ottenere le opportune istruzioni.

Mi reputo intanto in dovere di rendere di ciò intesa l'E. V., affinchè dandosele occasione di entrare in questo proposito col Sig. Conte Cobentzel, si compiaccia di fargli sentire che il domandare dal canto nostro che si proceda per via di Memorie in iscritto, non può giammai derivare da diffidenza, o da poco riguardo, ma soltanto dallo stato di Reggenza, in cui si trova questo Regno, che esige maggiore scrupolosità nel trattare gli affari di tanta importanza, facendogli poi comprendere, che anche senza un carattere ministeriale non è nuovo, che siasi veduto intraprendere una trattativa con Memorie e Note in iscritto.

Profitto di questa favorevole circostanza per ripetere all'E. V. i sentimenti della distinta stima e considerazione, con cui ho l'onore ec.

Firmato. — G. Mozzi.

A don Pedro Cevallos a Madrid.

Firenze, 3 Ottobre 1803.

Nel giorno 15 dello scorso mese giunse in questa città il Sig. Marchese Filippo Ghisilieri spedito da S. M. l'Impera-

tore de' Romani, e da S. A. R. il Sig. Elettore di Salisburgo per regolare i diversi oggetti stipulati nell' Art. V del Trattato di Luneville. Egli mi presentò una lettera, che l'Eccel. del Sig. Conte Luigi Cobentzel mi scrive per parteciparmi l'oggetto della di lui missione, e siccome mi manifestò di avere due lettere da presentare a S. M. la Regina, mi resi sollecito a procurargli una particolare udienza dalla prefata mia Reale Sovrana, a cui umiliò una lettera della Imperiale prefata M. S., ed altra del Serenis. Elettore di Salisburgo, ambedue concepite con i sentimenti i più obbliganti ed amichevoli, e le quali contenevano la partecipazione della Commissione affidata al prefato Sig. Marchese Ghisilieri.

La prefata Maestà della Regina mia Sovrana rispose con eguali termini e sentimenti alle suddette due lettere, facendole rimettere all' Eccel. Sig. Principe di Castelfranco Ambasciatore di S. M. Cattolica a Vienna, e pregandolo a compiacersi di presentare nelle solite forme quella diretta alla prelodata Maestà dell' Imperatore, e di far inoltrare nei modi i più convenienti l' altra per Salisburgo diretta a S. A. Elettorale.

La stessa M. Sua animata poi sempre da sentimenti della più scrupolosa giustizia, che formano una delle esimie Sue doti Reali, ha formata una Deputazione, mediante la quale vuole, che accolte siano da un canto le istanze, che verranno promosse dal nominato Marchese Ghisilieri, e che dall' altro canto sia provveduto insieme alla difesa, che interessa i diritti di questa R. Corona, e del Reale Demanio, e che il tutto sia trattato con quello spirito d' imparzialità e di giustizia, che richiede la religiosità Sua, ugualmente che quella dei prelodati Sovrani.

In vista di simile pendenza avendo la preossequiata mia Sovrana considerato, che può di frequente abbisognare d' impiegarsi il citato Sig. Ambasciatore di S. Maestà Cattolica in Vienna, ha creduto necessario, profittando delle paterne disposizioni dell'Augustissimo di Lei Real Genitore di prevalersi de' suoi Ambasciatori e Ministri, e sull' esempio di quanto è

stato praticato col Sig. D. Nicola Azara in Parigi, di rimettere le Lettere Credenziali anche al prenominato Sig. Principe di Castelfranco in Vienna, affinchè sia senza eccezione riconosciuto per destinato anche da S. M. la Regina Reggente a trattare, e promovere tutti gli oggetti relativi a questo Regno.

Il sud. Sig. March. Ghisilieri, il quale non è stato finora rivestito di verun titolo e carattere ministeriale, e diplomatico presso questa R. Corte, avrebbe desiderato di trattar meco soltanto a tavolino, e senza ricorrere a veruna Memoria o Nota in iscritto. Io gli ho risposto d'ordine di S. M. che non può adottarsi un tal metodo, e che trattandosi specialmente di una Regina Reggente e Tutrice, tutto dovea risultare da richieste e risposte in iscritto, affinchè col tratto successivo ed in ogni tempo si potesse far conoscere in dettaglio il treno, che si è dato a simile pendenza, sembra che sia rimasto persuaso di queste ragioni, ed ha superiormente conosciuto, che il domandare dal canto nostro, che si proceda per via di Memorie in iscritto, non può giammai derivare da diffidenza o da poco riguardo, ma soltanto da una voluta maggiore regolarità, e dallo stato di Reggenza, in cui si trova questo Regno.

Ho creduto mio dovere d'informare di tuttociò dettagliatamente l'E. V., affinchè si compiaccia di sottoporre alla considerazione di cotesti Augustissimi Monarchi le misure di saviezza e di previdenza, che dirigono tutta la condotta di questa Augustissima Loro Real Figlia, e mia adorata Sovrana.

E con tutto l'ossequio ec.

Firmato — G. Mozzi.

Esistono entrambe nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXXXIII.

Il conte Mozzi accompagna al marchese Ghisilieri una Memoria compilata dalla Commissione incaricata d' appurare gl' interessi pendenti fra la Casa Loreno-Austriaca e la Toscana.

Firenze, 9 Dicembre 1803.

Eccitato dalla pregiatissima Nota dell' E. V. in data dei 10 Novembre scorso ad indicarle i dati, che individuar possono le proprietà costituenti il riserbo garantito a S. A. R. il Sereniss. Arciduca Elettore di Salisburgo dall' Articolo V del Trattato di Luneville, io mi fo il dovere di corrispondere alle di Lei premure, cominciando dall' accennare alla di Lei saviezza, che i beni e le proprietà, le quali in vigore del Trattato medesimo devono appartenere a S. M. C., o alla prelodata R. A. S. Elettorale di Salisburgo, appellano unicamente ai beni o agli acquisti contemplati nell' annessa Memoria.

Che è quanto ec.

Firmato — G. Mozzi.

Prima Memoria della Commissione speciale risguardante i conteggi fra l' Elettore di Salisburgo e l' Imperator d' Austria, con lo Stato di Toscana.

I beni e le proprietà che in vigore dell' articolo V del Trattato di Luneville devono appartenere o a S. M. C., o a S. A. R. l' Elettore di Salisburgo, appellano unicamente a' beni, o acquisti personali propri, o per eredità respettivamente del Padre e dell' Avo.

Tali proprietà, secondo quanto resulta dai documenti, scritture e registri chiaramente tenuti ed esistenti, sono quelle descritte negli ingiunti conteggi.

A maggiore schiarimento e intelligenza de' medesimi si crede necessario di far osservare che tutti i beni di suolo, e stabili proprj del Principato in Toscana non appartengono alla

proprietà privata della Famiglia regnante, ma sono beni demaniali dello Stato.

Nessun acquisto è stato fatto in Toscana per interesse diretto, e in nome de' Granduchi poi Imperatori di gloriosa memoria, Francesco II e Pietro Leopoldo I, nè del Granduca Ferdinando III ora Elettore di Salisburgo, salvo quanto sarà detto in appresso relativamente al Granduca Pietro Leopoldo.

Lo Scrittojo delle R. Possessioni, che ha amministrato sempre tali beni fino dal principio del Regno del Granduca poi Imperatore Francesco II, è stato sempre considerato e trattato come una dependenza delle Finanze dello Stato.

A tempo del Granduca, poi Imperatore Pietro Leopoldo, con Motuproprio de' 6 Aprile 1789, che si annette, fu formata una distinzione fra il Patrimonio Ereditario della Corona dal Patrimonio dello Stato unicamente tendente ad un diverso metodo d'amministrazione delle spese occorrenti al trattamento della Casa Reale e sue dependenze.

Nella suddetta disposizione fu litteralmente fatta la distinzione di beni e interessi del Patrimonio Ereditario della Corona da quelli che costituivano il libero Patrimonio personale e di Famiglia; il che conferma che non si è mai confuso, nè si poteva confondere l'uno con l'altro.

Tuttociò che lo Scrittojo delle R. Possessioni ha venduto, o acquistato, è seguito sempre per conto della sua intrinseca amministrazione, e per interesse dello Stato o del Patrimonio della Corona, che ha continuato costantemente ad essere una parte dello Stato medesimo, stata separata per puro sistema amministrativo, senza che siano rimaste alterate le originarie proprietà, e tuttociò che procedeva dal libero patrimonio personale e di famiglia, è stato tenuto distinto, e in conti chiari e separati come ordinava il Motuproprio del 1789, e tutte le Istruzioni al medesimo correlative.

Quanto appartiene pertanto ai beni ed acquisti personali, tanto ereditarj che proprj dell'attual M. S. C., che di S. A. R. l'Arciduca Elettore di Salisburgo, derivano dai sud-

detti documenti e scritture, e vengono dichiarati nelle Dimostrazioni ingiunte.

Il Granduca poi Imperatore Pietro Leopoldo nell'occasione dell'operazione ordinata nell'anno 1788 per lo scioglimento del debito pubblico, fece col suo Patrimonio personale, tanto esistente in Toscana che in Vienna, degli acquisti in proprio di Luoghi e Azioni del Monte Comune di Firenze, una parte dei quali fu convertita in Censi, altra rimase in Luoghi di Monte, essendo poi ritornati a convertirsi in Luoghi di Monte anche i Censi per il successivo storno della suddetta operazione.

Nella cessione stata fatta dal medesimo del Granducato di Toscana al figlio Arciduca Ferdinando, restò con un atto di recognizione di debito e transazione liquidato questo credito, ed è quello che attualmente veglia impostato nello Scrittojo delle Reali Possessioni, e riguardato da una corrispondente quantità di Luoghi del Monte Comune in testa di S. M. C. per la somma di scudi un milione cento tredicimila cinquecento sessantadue, Lire 3. 16. aumentato fino alla somma di scudi un milione dugento ventunmila cinquecento settantasei, Lire 6. 7. 1. per i frutti decorsi, e non percetti dal Monte Comune a tutto il 31 Dicembre 1802, quali in ordine alla legge degli 11 Agosto 1802 sono stati portati in aumento di capitali.

Siccome peraltro non cadeva sopra questo capitale la retenzione sui frutti del 3 per % per la così detta Imposizione della Strada pistoiese, come per tutti gli altri Luoghi di Monte essendo stato fissato nell'atto sopracitato il 3 per % libero di frutto, così lo Scrittojo delle RR. Possessioni resta debitore per frutti di S. M. C. della somma di scudi tremila settecento cinquantotto, lire 1. 19. 7. a tutto il 31 Dicembre 1802, come pure dei frutti correnti del Monte dal primo Gennajo a tutto Agosto 1803 per le due terzerie già trascorse della somma di scudi ventiquattromila quattrocento trentuno, lire 3. 15. 4.

Questo è tutto ciò che costituisce il credito di beni o

acquisti personali di S. M. C. in Toscana, spiegato nella Dimostrazione di N.° 1. Passando ora a quelli dell' Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo non consta che vi siano altri beni o acquisti personali, che quelli procedenti dalla dote, stradotali e capitali in proprio della fu Principessa Maria Luisa di Lui defunta consorte, come pure dalla controdote, quali capitali son rinvestiti nel Banco pubblico di Vienna per i primi tre titoli, e per la controdote in N.° 257 1/7 Luoghi di Monte, del Monte Comune di Firenze. Vedasi la Dimostrazione di N.° 2.

Apparisce all' incontro dai conti particolari personali tanto di S. A. R. il Granduca Ferdinando ora Elettore di Salisburgo, che della defunta Granduchessa Maria Luisa di Lui Consorte, che la predetta R. A. S. l' Elettore di Salisburgo nel conguaglio di tali conti rimane debitore del Patrimonio della Corona di Toscana della somma di scudi undicimila trecento ventuno, lire 1. 5. 5., come il tutto più dettagliatamente e chiaramente può rilevarsi dalla Dimostrazione di N.° 3.

Il suddetto Patrimonio della Corona di Toscana resulta altresì creditore del Banco pubblico di Vienna della somma di Scudi 44,037. 1. –. fiorentini per capitali provenienti da denari di proprietà di detto Patrimonio, rinvestiti in detto Banco per conto ed in nome del Patrimonio medesimo, come pure di altri Scudi centomila impiegati dal suddetto Patrimonio, e in testa del medesimo nel così detto Deposito Novissimo di Venezia, come più chiaramente resulta dalla Dimostrazione sotto N.° 4.

La transazione fra S. M. l' Imperatore Giuseppe II e il Granduca Pietro Leopoldo, l' altra fra il suddetto Granduca Pietro Leopoldo e S. A. R. l' Arciduca Ferdinando III, l' apoca nuziale del medesimo stipulata in Napoli, e successive disposizioni date da esso per il rinvestimento della controdote, sono i documenti che ricavati dai respettivi originali esistenti negli Archivi Reali, si danno annessi come corredo della presente Memoria.

Si protesta peraltro, che contro il credito vegliante in nome di S. M. C. competono alla R. Corona di Toscana diversi diritti di contraposizione di credito, e specialmente quelli dependenti dalle alienazioni de' beni fondi di Urbino ed altri, non meno che dall' asportazione di alcuni assortimenti preziosi di gioje portate a Vienna tanto dall' Imperator Francesco I, che dalla Granduchessa Maria Luisa moglie del nominato Granduca poi Imperatore Pietro Leopoldo, in occasione della sua partenza dalla Toscana, mentre tali titoli, che riguardano unicamente il Patrimonio Demaniale non sono compresi nella prima delle predette transazioni.

Firmati — Claudio Sergardi
Giulio Piombanti
Bernardo Lessi

N. B. *I conteggi superiormente allegati vengono posti qui di seguito, ma non così i citati documenti, perchè da noi precedentemente inseriti nel Sommario per servire all' ordine cronologico dei tempi.*

Allegato 1.°

Avere di S. M. Imperiale e Reale Apostolica dallo Stato di Toscana.

Per Capitali.

Dal Monte Comune di Firenze per il Capitale di Scudi 1,113,562. 3. 16. —. impostato nello Scrittoio delle RR. Possessioni in testa di S. M. C., e riguardato dal rinvestimento di tanti LL. di Monte, Scudi 1,113,562. 3. 16. —.

Questo Credito derivante dagli Acquisti di Censi fatti da S. M. l' Imperatore Leopoldo II con i suoi personali assegnamenti fu fissato, e

Somma e segue. Scudi 1,113,562. 3. 16. —.

Somma retro. Scudi 1,113,562. 3. 16. —.

costituito in detta somma in guisa di Censo non repetibile per la sorte al frutto del tre per cento l'anno, in vigore dell'Atto passato fra la predetta M. S., e S. A. R. l'Arciduca Ferdinando allora Granduca di Toscana.

Dal suddetto Monte Comune per i frutti arretrati e non percetti sopra il detto Capitale a tutto il mese di Dicembre 1802, quali in ordine alla Legge degli 11 Agosto 1802 sono stati ridotti in Capitale per cominciare a decorrerne i nuovi frutti dal primo Gennajo 1803. » 108,014. 2. 11. 1.

Scudi 1,221,576. 6. 7. 1.

Per Frutti.

Dallo Scrittojo delle RR. Possessioni per la differenza del frutto del 3 per cento pattuito sul primo Capitale e il frutto dei LL. di Monte per la retenzione del 3 per 100 sui frutti dell'Imposizione della Strada Pistojese, stata abolita con la Legge degli 11 Agosto 1802. Scudi 3,758. 1. 19. 7.

Dal Monte Comune per i frutti al 3 % sul Capitale di Scudi 1,221,576. 6. 7. 1. dal primo Gennaio a tutto il mese di Agosto 1803, per le due Terzerie già scadute a tutto il suddetto mese di Agosto. . . . . » 24,431. 3. 15. 4.

Scudi 28,189. 5. 14. 11.

Allegato 2.°

Avere dallo Stato nostro di S. A. R. l'Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo ec. già Granduca di Toscana.

Per Capitali.

Dalla soppressa Amministrazione del Patrimonio della R. Corona.

Per la Dote di S. A. R. Maria Luisa, Sua Defunta Consorte.	Scudi	85,714.	2.	—. —.
Per gli Stradotali della medesima dipendente del donativo fatto alla precitata R. A. S. Maria Luisa col carattere Stradotale riguardato e garantito dal Capitale del Banco Pubblico di Vienna con i frutti di libera proprietà della medesima	»	12,857.	1.	—. —.
Per il Capitale proprio della suddetta R. A. S. Maria Luisa come dal Conto a parte	»	17,149.	2.	—. —.
Tutte le suddette somme sono rinvestite nel Banco Pubblico di Vienna in testa del Patrimonio della R. Corona di Toscana, e potranno esser cedute e voltate liberamente in Testa di S. A. R. l'Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo.				

Dal Monte Comune di Firenze.

Per la controdote stabilita nella scritta di sponsali con la suddetta R. A. S. Maria Luisa di Fiorini				
Somma e segue Scudi		115,720.	5.	—. —.

Somma retro Scudi 115,720. 5. —. —.

sessantamila del Reno, o siano scudi fiorentini venticinquemila settecentoquattordici e L. 2; qual somma fu assicurata, e garantita in N.° 257 1/7 L. L. del Monte Comune suddetto per disposizione di S. A. R. l'Arciduca Ferdinando allora Granduca di Toscana. . . . . » 25,714. 2. —. —.

Scudi 141,435. —. —. —.

Allegato 3.°

S. A. R. l'Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo, già Granduca di Toscana deve

Avere dallo Stato di Toscana per Conto corrente e frutti;

Dall'Amministrazione del Patrimonio della Corona Toscana per quanto la predetta R. A. S. vi è Creditore nel suo Conto particolare per danari somministrati dalla sua Cassa intima alla suddetta Amministrazione. , Scudi 1,387. 3. 9. 4.

Dal Monte Comune per i frutti del Capitale della controdote della defunta Principessa Maria Luisa Sua Consorte, per i due quartali dal primo Gennajo a tutto il mese di Agosto 1803. . » 514. 2. —. —.

Scudi 1,901. 5. 9. 4.

La prefata R. A. S. dare per Conto corrente

All'Amministrazione del Patrimonio della R. Corona toscana per il debito che teneva la R. A. S. Maria Luisa Sua defunta Consorte per denari imprestatile dalla Cassa di detta R. Corona per supplire all'aumento del 30 per % sul di Lei Capitale, esi-

stente nel Banco Pubblico di Vienna a forma della Legge di S. M. C. del primo Giugno 1798 Scudi 6,028. —. 5. —.

A detta per il debito vegliante al Conto particolare della predetta R. A. S. Maria Luisa per lo speso nell' acquisto di N.° 25 Biglietti della Lotteria di Livorno. . . . . » 1,265. —. —. —.

A detta per il debito resultante dal Conto del Consiglier Mayer di Vienna all' epoca della partenza di Toscana di S. A. R. l' Arciduca Ferdinando per i frutti riscossi dal Banco pubblico di Vienna sopra i Capitali ivi esistenti. » 5,929. 6. 9. 9.

Scudi 13,222. 6. 14. 9.

Allegato IV.

Crediti dell' Amministrazione del Patrimonio della R. Corona di Toscana col Banco Pubblico di Vienna, e col Deposito Novissimo di Venezia.

Banco Pubblico di Vienna per conto dell' Amministrazione del R. Patrimonio della Corona di Toscana.

Per Scudi centomila rimessi a Vienna in più tempi, che scudi 85,714. 2. —. — per rinvestimento della Dote di S. A. R. la Granduchessa M. Luisa defunta, e Sc. 14,285. 5. —. —. per conto dell'Amministrazione del Patrimonio della Real Corona . . . . . Scudi 100,000. —. —. —.

Per Scudi ventinovemila settecento cinquantuno 3. —. —. rimessi a Vienna ne' 24 Agosto 1798 per completare del trenta per cento i Capitali della R. Corona in detto Banco a forma della legge di S. M. C. del primo Giugno 1798 . . . » 29,751. 3. —. —.

Somma e segue. Scudi 129,751. 3. —. —.

Somma retro. Scudi	129,751	3.	—.	—.
Per gli Stradotali di S. A. R. la Granduchessa Maria Luisa defunta, quali furono posti direttamente nel Banco suddetto . . . . . »	12,857.	1.	—.	—.
Per il Capitale in proprio della suddetta R. A. S. stato rinvestito direttamente in Vienna nel suddetto Banco . . . . . »	17,149.	2.	—.	—.
Scudi	159,757.	6.	—.	—.

Deposito Novissimo di Venezia.

Per scudi centomila stati impiegati per interesse dell'Amministrazione della R. Corona di Toscana nel. . . . . 1796 col frutto al 4 per cento . . . . . Scudi	100,000.	—.	—.	—.
Per i frutti non percetti di detto capitale dal primo Febbraio 1797 in poi. . . . . »	. . . . .			

Erogazione e reparto dei suddetti Capitali.

A S. A. R. l'Arciduca Elettore per la dote di S. A. R. la Granduchessa defunta. . . Scudi	85,714.	2.	—.	—.
A detto per gli Stradotali e Capitale in proprio della precitata Granduchessa stati rinvestiti direttamente nel Banco di Vienna come di sopra. . . . . »	30,006.	3.	—.	—.
All'Amministrazione del Patrimonio della R. Corona di Toscana tanto per gli Scudi 14,285. 5. —. —. compresi nella superiore rimessa di Scu-				
Somma e segue. Scudi	115,720.	5.	—.	—.

Somma retr. Scudi	115,720.	5. —.	—.
di 100,000 per conto della suddetta Amministrazione, quanto per gli Scudi 29,751. 3. —. —. stati rimessi per conto della medesima per completare del 30 % i Capitali impiegati in detto Banco . . . »	44,037.	1. —.	—.
Scudi	159,757.	6. —.	—.

Gli originali si conservano nell' Archivio degli Affari Esteri.

Doc. LXXXIV.

Tre lettere del marchese Ghisilieri al conte Mozzi in risposta agli obietti contenuti nella precedente Memoria.

Lettera I.

In risposta alla pregiata Memoria di V. E. in data de' 9 corrente responsiva alla mia Nota del 10 del mese scorso, mentre le rendo le dovute grazie per la comunicazione con essa fattami de' dati che devono servire di base alla individuazione delle proprietà costituenti il riserbo garantito a S. A. R. il Serenissimo Arciduca Ferdinando ora Elettore di Salisburgo dall' articolo V.° del Trattato di Luneville, non posso dispensarmi dal rispettosamente osservare:

1.° Che convenendo con V. E. (conformemente a quanto già io medesimo dettagliatamente esposi nella mia Nota sopracitata), che i beni e le proprietà garantite dal trattato di Luneville a S. A. R. il Serenissimo Arciduca Ferdinando ora Elettore di Salisburgo, sono i beni e le proprietà derivanti da acquisti personali proprj o per eredità respettivamente del

Padre e dell'Avo, non posso con eguale facilità convenire che tutti i beni di suolo e stabili sottoposti per il Motuproprio del 6 Aprile 1789 dell'Imperatore Leopoldo II di gloriosa memoria allora Granduca di Toscana, all'Amministrazione Generale del Patrimonio detto della Corona, sieno Beni Demaniali dello Stato, giacchè l'articolo I del Trattato conchiuso in Vienna il 31 Ottobre 1737 fra i Plenipotenziarj di S. A. Reale il Duca di Lorena, Granduca di Toscana, poi Imperatore Francesco I di gloriosa memoria, e l'Elettrice Vedova Palatina chiaramente assicurano, anche in conseguenza di Trattati anteriori, a S. A. R. gli Allodiali nel Gran Ducato di Toscana espressamente *a titolo d'indennità degli Allodiali nei Ducati di Lorena e di Bar*, pare che tali Allodiali debbano considerarsi in origine proprietà personale del fù Granduca poi Imperatore Francesco I, e non potrò mai desistere da tale opinione prima che V. E. mi provi colli opportuni dati di fatto, che nella divisione fatta dall'Imperatore Leopoldo II di gloriosa memoria mentre era Gran Duca, e da V. E. accennatami, de' beni costituenti il Patrimonio dello Stato da' beni costituenti il suo Patrimonio libero personale (i quali unitamente ai primi erano egualmente amministrati dall'Amministratore Generale de'cosiddetti Beni della Corona) sieno tutti i beni di suolo e stabili, chiaramente e individualmente compresi fra i beni del Patrimonio dello Stato.

2.° Che nel pieno e illimitato dominio che avevano le LL. AA. RR. i già Granduchi Francesco e Leopoldo poi Augusti Imperatori, e il Serenissimo Arciduca Ferdinando ora Elettore di Salisburgo, sulle somme da Essi impiegate, sì nei banchi pubblici di Vienna che in quello di Venezia, come pure sui beni che possono avere alienati, e sulle gioje che possono aver asportate altrove, non è ammissibile la contraposizione di credito che V. E. oppone ai diritti di S. A. R. il Serenissimo Arciduca Ferdinando ora Elettore di Salisburgo, garantiti anche dall'articolo V del Trattato di Luneville, in cui il riserbo assicurato alla stessa A. S. R. non è limitato o circoscritto da veruna condizione relativa all'uso che possa aver

fatto l'Augusta Casa d'Austria delle rendite della Toscana per tutto il tempo che la godette in piena ed assoluta sovranità.

In conseguenza di tali riflessioni, mentre attendo dalla gentilezza di V. E. la comunicazione de' conti citati nella detta Memoria, dai quali apparisca, com'Ella asserisce, chiaramente e separatamente la distinzione di ciò che è patrimonio dello Stato, da ciò che era libero patrimonio personale de'già Granduchi della Casa di Lorena e dell'Augusta Casa d'Austria, devo poi rigettare formalmente, come in risposta alla protesta fattami da V. E. formalmente rigetto tutte le contrapposizioni di pretesi crediti affacciate ai crediti di S. A. R. il Serenissimo Arciduca Ferdinando ora Elettore di Salisburgo, e perciò riservandomi a riscuotere in nome della stessa A. S. R. i frutti già maturati del capitale impostato nello Scrittojo delle RR. Possessioni per la somma, coll'aumento dei frutti decorsi e non percetti di 1,221,576 scudi, 6 lire, 7, 1; del qual capitale benchè impostato in testa di S. M. Cesarea, pure è Esso Reale Arciduca Elettore responsabile presso l'Augusto Fratello, in virtù della transazione seguita su tal capitale fra S. M. l'Imperatore Leopoldo II di gloriosa memoria, e lo stesso Reale Arciduca Ferdinando ora Elettore di Salisburgo; e i frutti già maturati dell'altro capitale di piena proprietà di S. A. R. in Luoghi di Monte per la somma di scudi 25,714 e lire 2, domando formalmente in nome della medesima A. S. R. e in virtù della plenipotenza da Essa a tale oggetto benignamente accordatami, il pagamento al finire del corrente anno dell'intera somma di detti capitali, e ne domando la libera riscossione e asportazione dalla Toscana senza essere perciò assoggettato a veruna gravezza o per Gabella di Contratti, o per altra qualunque siasi imposizione, e come a tal domanda m'autorizza e la natura di simil credito che lo rende privilegiatissimo, e l'espresso articolo V del trattato di Luneville, che garantisce a S. A. R. il Serenissimo Arciduca Ferdinando ora Elettore di Salisburgo ogni sua proprietà personale, così non dubito punto che V. E. si farà una

premura di dare alla mia istanza quell' esito che mi promette la conosciuta lealtà di questa R. Corte.

Ho l' onore di essere col più distinto ossequio

Di V. E.

Firenze, 14 Dicembre 1803.

Devotis Obblig. Servo
Firmato — FIL. GHISILIERI.

Lettera II.

Memore di quanto mi fece l' onore di occasionalmente dirmi, già alcune settimane sono, S. E. il Ministro delle Finanze sig. Marchese Corsi sulle due terzerie già spirate de' frutti per l' anno corrente del capitale esistente in cotesto Monte Comune di proprietà del mio Augusto Padrone l' Imperatore e Re, le quali terzerie si compiacque esso sig. Marchese d' assicurarmi essere a mia disposizione, e confermato poi in tale credenza dalla pregiata Memoria di V. Eccellenza, nella quale benchè Ella abbia affacciate ad esso credito alcune contrapposizioni di pretesi crediti da me formalmente rigettate, conviene però pienamente, come da distinto conto gentilmente da Lei comunicatomi, che S. M. I. e R. A. è creditrice a tutto il mese d' Agosto anno corrente di codesto Monte Comune di scudi 24,431 3 15 e 4, e più dallo Scrittojo delle RR. Possessioni per avanzi di frutti di altri 3,758. 1. 19. 7. che formano in tutto il Credito del mio Augusto Padrone per soli interessi del Suo capitale già maturati ascendente alla somma di scudi 28,189. 5. 14. 11. sulla qual somma, che è di soli interessi, e non parte di capitale, quand' anche fossero ammissibili le contrapposizioni di credito affacciate da V. E. al

credito inviolabile e sacro che ha S. M. l'Imperatore e Re, anche dell'intero Suo capitale, non potrebbe cotesta R. Corte far veruna difficoltà, a meno di smentire col fatto le tante ripetute assicurazioni di lealtà e di buona amicizia, aver io al momento di partir per questa Villa, dove conto passare alcuni giorni, dato ordine al sig. Fenzi di riscuotere per me detta somma, non senza usare però tutte le formalità che si credessero dal Ministero toscano necessarie a legittimare tal pagamento; ma ho avuto il sensibile dispiacere di essere riscontrato da esso sig. Fenzi, che nè dai Direttori del Monte Comune, nè dallo stesso Ministro di Finanze ha egli potuto avere sulla sua istanza veruna risposta decisiva, onde a correggere tale irregolarità, la quale se dovessi portarla alla notizia del mio Augusto Padrone, troppo contrasterebbe colla lusinga che si è Esso formata di trovare per parte di cotesta R. Corte tutti quei riguardi, che a tanti titoli gli sono dovuti, massime nella spedizione di un affare tanto chiaro ed incontrastabile, prego Vostra Eccellenza di dare gli ordini opportuni, perchè senza ulterior dilazione sieno al Fenzi, contrò quella Quittanza che poi crederà l'E. V. più opportuna secondo i vigenti metodi, pagati scudi 28,189. 5. 14. 11.; e in attenzione di pronta risposta ho l'onore di confermarmi col più distinto ossequio

Di V. E.

Varramista, 18 Dicembre 1803.

Devotiss. Obb. Servo
Firmato — Fil. Ghisilieri.

Lettera III.

Le contrapposizioni de' crediti del Patrimonio della Corona di Toscana affacciate da V. E. nella pregiata Sua Me-

moria del 9 dello scorso Dicembre, contro i crediti di S. M. l'Imperatore e Re mio Augusto Padrone, e di S. A. R. il Sereniss. Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo, furono da me rigettate per i motivi esposti nella mia Memoria del 14 Decembre (che spero avrà l'E. V. ricevuta, benchè nell' ultima pregiatissima Sua del 31 Dicembre non se ne faccia menzione) e tali motivi sono: 1.° che LL. AA. RR. i già Granduchi Francesco e Leopoldo poi Augusti Imperatori, e il Sereniss. Arciduca Ferdinando ora Elettore di Salisburgo, avevano un pieno e illimitato dominio sulle somme da Essi impiegate, sì nel Banco pubblico di Vienna, che in quello di Venezia, come pure sui beni che possono avere alienati, e sulle gioje che possono avere asportate altrove: 2.° Che l'articolo V del trattato di Luneville, che assicura a S. A. R. il Sereniss. Arciduca Ferdinando ora Elettore di Salisburgo le sue proprietà personali, non limita a circoscrivere tal riserbo a veruna condizione relativa all'uso, che possa aver fatto l'Augusta Casa d'Austria delle rendite e proprietà della Toscana.

Rigettati da me così i pretesi crediti del Patrimonio della Corona di Toscana verso l'Augusta Casa d'Austria, era conseguenza naturale (nè poteva quindi eccitar la sorpresa indicatami da V. E.) che io reclamassi senz'alcuna diminuzione tutte le somme, sì per capitali che per frutti, delle quali sono creditrici S. M. I. e R. A., e S. A. R. E. di Salisburgo; e in verità per rilevare con maggior certezza i motivi da me addotti, persuaderanno il Ministero toscano della irragionevolezza di sottoporre a sindacato l'uso che ha fatto la Casa d'Austria delle rendite e proprietà della Toscana quando ne era legittima ed assoluta Sovrana, oppure da esso Ministero, malgrado le mie rappresentazioni, persisteva nella sua quanto poco mi sembra altrettanto insussistente domanda di reclamare pel Patrimonio della Corona toscana, somme o proprietà di esso Patrimonio allora impiegate o distratte dall'Augustiss. Casa d'Austria nel tempo che esso Patrimonio apparteneva pienamente, e senza restrizione veruna alla stessa Augustiss. Casa, non credevo vi fosse espediente migliore di quello di

domandare i frutti già scaduti dei capitali di S. A. I. e R. A. mentre il pagarmeli (del che per verità le ripetute assicurazioni di lealtà, e buona amicizia fralle due Corti mi dovevano lusingare) avrebbe provato col fatto che il Ministero toscano desisteva dalla sua pretesa, e il negarmeli, come è accaduto (giacchè l'assegnazione fattami nemmeno d'un terzo di frutti già scaduti nella somma di 12 mila scudi, e *per tenerne conto nella finale liquidazione*, è un mezzo termine poco decoroso per l'I. e R. Corte, e perciò meno atto a qualsisia conciliazione) mi avrebbe per la via più breve persuaso, che ogni mia negoziazione su questo affare è inutile, e che non resta alla Imperial Regia Corte che far valere in altro modo le sue ragioni. In tale stato di cose attendo solamente dalla gentilezza di V. E. la risposta indicatami sui Beni Allodiali, per sottoporre tutto l'affare nel dovuto dettaglio al mio Augusto Padrone, ed ho l'onore frattanto di confermarmi con distintissima considerazione.

Di V. E.

Firenze, 4 Gennajo 1804.

Devotiss. Obb. Servo
Firmato — F. Ghisilieri.

Queste tre lettere esistono in originale nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri..

Doc. LXXXV.

Il conte Mozzi replica al Marchese Ghisilieri, inviandogli altra Memoria della Commissione ad hoc *contenente le ragioni competenti allo Stato toscano per ammettere a compensazione i suoi titoli con quelli reclamati dalla Casa d'Austria.*

La Memoria, che qui compiegata trasmetto all'E. V. distrugge i supposti, con cui Ella procede nella sua Nota de'14 del caduto Ottobre, giacchè dimostra che i Beni fondi,

ed i preziosi effetti appartenenti all' Eredità Medicea divennero demaniali in forza delle Convenzioni riportate nel patto di Famiglia dell' Anno 1737, e che il Patrimonio della R. Corona stabilito dal Real Motuproprio de 6 Aprile 1789, con i capitali stati rinvestiti in nome del medesimo nei Banchi di Vienna, e nel Deposito Novissimo di Venezia, non possono cadere nella Categoria dei Beni, e delle proprietà allodiali riservate nell' Art.° V del Trattato di Luneville.

Tali assunti rimangono accertati dall' analisi delle Convenzioni suddette, e dalla più chiara osservanza ricavata dalla corrispondenza epistolare passata fra il Duca di Lorena Successore nella sovranità della Toscana, e la Principessa Elettrice, non meno che da diverse misure di governo prese dal sullodato Sovrano, atti tutti che ho creduto di dover far riportare in un Sommario a parte per corredo alla Memoria suddetta, perchè provata di fatto la pertinenza demaniale, sia preclusa la strada ad ogni ulterior discussione sul punto del credito da contrapporsi per dependenza de' Beni di Urbino, alienati dal mentovato Sovrano, e sull' altro della ricca collezione delle Gioje dello Stato, passate alla Real Corte di Vienna dal Ministro Richecourt fino dal 1743.

E nel riserbarmi in linea confidenziale, e come in attestato di special riguardo per l' Augustissimo di Lei Sovrano, di farle comunicare alcune lettere, che interessano l' estremo necessario del credito dedotto a favore della Real Corona di Toscana, e da esser compensato con un pari abbuono del valore correlativo, passo intanto ec.

Firenze, 8 Gennajo 1804.

Firmato — G. Mozzi.

N. B. Dette lettere furon già prodotte a suo luogo nella *Prima Parte* di questo *Sommario.*

Biglietto del Ministero delle Finanze a quello degli Affari Esteri.

La R. Segreteria di Finanze accompagna a quella degli Affari Esteri l' annessa Memoria stata approvata da Sua Maestà la Regina Reggente, perchè ne sia partecipato il contenuto, assieme con il Sommario de' Documenti di corredo, al Consiglier Aulico Marchese Ghisilieri in replica alla di Lui Nota de' 14 del caduto Dicembre.

Ha pure la Maestà Sua approvato, che per mezzo di S. E. il Sig. Consiglier Segretario di Stato, e Ministro degli Affari Esteri, sia comunicata al prefato Marchese Ghisilieri privatamente, e come in attestato di special riguardo per gli Augusti Sovrani di Lui Committenti, la copia qui pure ingiunta di due Lettere provanti l' asportazione dallo Stato dei consaputi effetti preziosi appartenenti al medesimo.

Li 5 Gennajo 1804.

Firmato — CORSI-SALVIATI.

Rappresentanza della Commissione *ad hoc* alla Regina Reggente.

Maestà

La Memoria, che abbiamo l'onore di umiliare alla considerazione della Maestà Vostra; distrugge i supposti con i quali procede il Ministro Plenipotenziario Marchese Filippo Ghisilieri nella sua Nota de 14 del caduto Dicembre, dimostrando, che i Beni fondi ed i preziosi effetti appartenenti all' Eredità Medicea, divennero demaniali in forza delle Convenzioni riportate nel Patto di Famiglia dell' Anno 1737, e che il Patrimonio della R. Corona stabilito dal R. Motuproprio de 6 Aprile 1789, con i capitali stati rinvestiti in nome del medesimo nei Banchi di Vienna, e nel Deposito Novissimo di Venezia, non possono cadere nella categoria dei beni e proprietà allodiali riservate nell' articolo V del trattato di Luneville.

Tali assunti rimangono accertati dall' analisi delle Convenzioni suddette, e dalla più chiara osservanza ricavata dalla

corrispondenza epistolare passata fra il Duca di Lorena successore nella sovranità della Toscana, e la Principessa Elettrice, non meno che da diverse misure di governo prese dal prelodato Sovrano, atti tutti, che la Deputazione ha creduto di dover riportare in un Sommario a parte per corredo alla Memoria suddetta, perchè provata di fatto la pertinenza demaniale, sia preclusa la strada ad ogni ulterior discussione sul punto del credito da contrapporsi per dependenza dei beni d' Urbino alienati dal mentovato Sovrano, e sull' altro della ricca collezione delle gioje dello Stato, passate alla Real Corte di Vienna dal Ministro Richecourt fino dal 1743.

La Deputazione istessa si è astenuta dal far trascrivere nel detto Sommario le due lettere del nominato Ministro, che unisce in copia agli altri recapiti riguardanti la transmissione della raccolta medesima, contenendo queste un punto delicato di segreta corrispondenza fra il Principe ed il suo Ministro; ma comecchè interessano l' estremo necessario del credito dedotto a favore della Real Corona Toscana, e da dovere essere compensato con un pari abbuono del valore correlativo, propone che le lettere istesse debbano piuttosto esser partecipate al Ministro Plenipotenziario in linea confidenziale dal Consiglier Segretario di Stato, Ministro degli Affari Esteri, onde per quella decenza che conviene, rimanga sempre velato ciò, che ebbe il suo iniziamento coll' estreme precauzioni di segretezza.

Abbiamo l'onore di essere con profonda rispettosa venerazione

Di Vostra Maestà

Dalla Residenza della Deputazione

Li 4 Gennajo 1804.

Umiliss. Serv., e Sudditi.

Firmati — Claudio Sergardi.
Giulio Piombanti.
Bernardo Lessi.

MEMORIA relativa a' diritti resultanti dal Trattato di Famiglia del 1737, ed alla qualità demaniale de' beni lasciati dalla Casa Medicea allo Stato di Toscana.

Tutto ciò che il supremo imperante per un tratto di sua beneficenza riunisce alle originarie proprietà dello Stato, ciò che egli acquista nel carattere preeminente della sua sovranità, ed in nome de' suoi Reali Successori, e quello pure, che riceve in conseguenza di un patto, che destini l' acquisto a garantire il pubblico debito, tutto ciò viene a formar parte del Patrimonio Demaniale, ossia dei beni pubblici, l' entrate de' quali devonsi dal Governo erogare a benefizio della nazione (*a*).

Sono ovvie le massime degli scrittori di diritto nei tre casi individuati, e se il Principe nei beni appartenenti al di lui privato patrimonio è libero dispositore dei capitali e delle rendite a similitudine di chiunque altro proprietario, non è per altro rispetto al Demanio, in cui alla prerogativa di disporre dell' entrate, e degli annui frutti, non rimane unita l' altra di distrarre la sostanza dei beni; ed in questa parte, lungi dal potere fare uso dei diritti di piena sovranità, vien legato piuttosto ai doveri di tutore, amministratore ed usufruttuario, tenuto a prendere le più prudenti, e giuste misure a comodo dell'amministrato (*b*).

(*a*) *Tholosan. De Republic, lib.* 3, *cap.* 2, *num.* 10. *Brucknero Sceptic. Tractat. De Demantis impres. fra gli scrittori de Jur Deman Pars.* 2, *cap.* 7, *num.* 2. « Bona Demanialia censeri, quae vel expresse, vel tacite usibus Reipublicae destinata. *Grozio De Jur. Bell. et Pac., lib.* 2, *cap.* 6, *artic.* 11. « Patrimonium quo- « que Populi, cuius fructus destinati sunt ad sustinenda Reipublicae, aut Regiae « Dignitatis onera. » *Ibiq. Coccejus in Notis, pag.* 359, *dell' ediz. di Losanna del* 1751, *tom.* 2. « Demanium consistit in Redditibus certorum Praediorum, vel Iurius, quae « vel ab ipso Principe, vel a Statibus Provinciarum, vel a quolibet alio ad id de- « stinata sunt, ut ex eorum Redditibus Mensa Principalis instruatur. »

(*b*) *Rhenato Choppino, De Domanio Franciae, lib.* 2, *tit.* 1, *num.* 3. *Groz. nel precitat. cap.* 6, *artic.* 11. *Heineccio in praelect. ad Grotius, lib.* 2, *cap.* 6, *num.* 11. *Wattel, De Droit des Gens, ou principes de la Loix naturelle, litr.* 1, *chap.* 21, *num.* 260. « Le Prince ou le Superieur quelconque de la societé n'etant naturellement « que l'Administrateur, et non le Proprietaire de l'Etat, sa qualitè de Chef de la

La sola causa pubblica formò una limitazione alla massima, e la prerogativa di distrarre i beni appartenenti al Demanio fu riconosciuta per giusta ed applaudita, qualora ebbe per base la pubblica salvezza. Così nel caso, che la necessità, o l'utile comune consigli di sacrificare una parte, piuttosto che il tutto, e di preservare lo Stato invece dei beni destinati in sostanza a conservarlo nella sua politica costituzione, e l'alienazione di tali beni, come anche se abbisogni, di una parte della superficie territoriale, non può ricever contrasto, servendo alla causa che è inseparabile dalla pubblica proprietà (*c*).

Con queste nozioni, la Deputazione, dopo avere esaminati attentamente i rilievi dedotti da S. E. il Sig. Consigl. Aulico March. Ghisilieri nella sua Nota del dì 14 del caduto Dicembre, e considerato altresì il Trattato del 1737, ossia Patto di Famiglia stipulato in Vienna fra S. A. R. il Duca di Lorena, Granduca di Toscana, dipoi Imperatore Francesco Primo, e la Serenissima Elettrice Vedova Palatina, è di sentimento che la Convenzione stabilita fra i Sovrani contraenti chiaramente dimostri la qualità demaniale de' beni, che una volta furono del Patrimonio Allodiale e Privato della R. Casa de'Medici, e che tra gli acquisti personali riservati nell'articolo V.° del trattato di Luneville a favore di S. A. R. il Serenissimo Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo, non debbano rimaner compresi i beni medesimi, che in parte furono distratti con la surroga in altri fondi, in parte passati

« Nation, de Souverain ne lui donne point par elle même le droit d'aliener, ou d'en-« gager les Biens publics. La regle generale est donc, que le superieur ne peut di-« sposer des Biens publics quant a la substançe. »

(*c*) *Seidel. de Sacr. Roman. Jur. impresso tra i detti scrittori de Jur. Roman. Pars.* 3, *disp.* 1. *Assert.* 12, *num.* 1. *Hahnius, De eodem Jur. Roman. in eadem Par.* 3, *disp.* 7, *cap.* 5, *num.* 8, con gli altri allegati dall'*Avv. Lamprodi nel Diritto Pubblico Univ. tom.* 3, *cap.* 2, *art.* 5. « De Domaniis, et Redditibus publicis, alibi diximus, « illud hic addendum: quod quamvis certum sit ea Bona in Patrimonio Principis non « esse, attamen si Jus Imperii absolutus translatum sit, ea, necessitate exigente, et « oppignorari, et alienari posse non ambigendum. Cui enim imposita est communi « bono consulendi absoluta obligatio. Et respondentia Jura omnia concessa intelli-« guntur, si maxime non in privatorum commodum, sed in universae Gentis salutem « publicis alienantur Conventionibus.

a disposizione della R. Corte di Vienna, ed in parte rilasciati in Toscana nell' Amministrazione dello Scrittojo delle RR. Possessioni, ed in seguito nell' altro denominato della R. Corona.

È vero che il detto trattato porta per causale il titolo d' indennità della perdita fatta degli Allodiali ceduti insieme con i Ducati di Lorena e di Bar, e presenta pure l' idea delle assicurazioni date al nuovo Granduca dalle Potenze concorse alla Pace conclusa in Vienna negli 11 Aprile 1736 per l' acquisto degli Allodiali toscani; ma ogni trattativa preliminare ed ogni causa motrice deve cedere all' espressa volontà manifestata nella Convenzione, ed alle condizioni altresì, colle quali il prelodato Sovrano consente e pattuisce di ricevere dalla rammentata Principessa Elettrice il vastissimo Patrimonio, che ritrovavasi allora a sua libera disposizione.

Se si parla degli Allodiali posti fuori del Granducato, e che consistevano nelle ricche tenute di Urbino, ne' Feudi e negli Arrendamenti di Napoli, nelle Signorie e nelle rendite di Francia, l' acquisto dal Real Cessionario si fa nel carattere e nella qualità sovrana, ed in nome dei RR. Successori. « La Serenissima Elettrice (sono parole del Trattato) « *assicura al presente a S. A. R. per Lui, e suoi Successori*, « *come Granduca di Toscana* tutti gli Allodiali situati fuori « della Toscana, tanto quelli che le possono appartenere della « successione del Serenissimo Granduca suo fratello, che quel- « li, che provengono, e le appartengono della successione delle « Serenissime Granduchesse sua Madre, ed Ava, per averne « la proprietà ed il godimento alla morte di S. A. Elettorale. » Il perpetuo godimento de' Successori, che forma l' oggetto finale dei Sovrani contraenti, ripugna coll' idea del preteso Allodio, e la contemplazione della Sovranità, a cui s' acquistano i beni, è una circostanza decisiva per dovergli dire appartenenti al Demanio, secondo la massima premessa.

L' istesso deve dirsi delle Gallerie, Quadri, Statue, Gioje ed altre cose preziose. L' articolo terzo è univoco quanto il precedente nella contemplazione finale del rilascio, e la Principessa Cedente si dichiara di dare e trasferire a S. A. R.

« *per Lui, e suoi Successori Granduchi* » i preindicati effetti, dove si legge aggiunta altresì la correspettiva obbligazione della prelodata A. S. R., mediante la quale s'impegna: « Che di quello è per ornamento dello Stato, per utilità del « Pubblico, e per attirare la curiosità dei forestieri, non ne « sarà nulla trasportato, nè levato fuori della Capitale e dello « Stato del Granducato. »

Dopo tali articoli, se si venga ai beni fondi allodiali situati dentro i confini territoriali del Granducato, che son quelli sopra i quali la nominata Principessa renunzia e cede ogni pretensione, che potesse avervi, onde rimanessero effettuate le savie vedute delle alte Potenze, che avevano data la pace all'Europa, per quanto la cessione e renunzia non abbia per base la contemplazione della Sovranità, pur tuttavolta l'onere che si assume il Serenissimo Duca di Lorena Cessionario, tanto per l'acquisto di essi, che in correspettività degli altri surriferiti effetti, gli determina e gli riunisce al Demanio, se è vero, come sembra, non potersi controvertere il divisato principio, che la destinazione dei beni alla sopportazione del Debito Pubblico basti per l'effetto, che un fondo allodiale varj qualità e divenga demaniale.

Nell'articolo IV.° il Regio Cessionario si carica di tutti i debiti della R. Casa de' Medici: dichiara in seguito che egli se gli accolla, nonostante che nel loro coacervato sorpassino l'importare di ciò che gli è stato trasferito e ceduto. Ed all'articolo V.° la R. A. S. *si obbliga di mantenere il credito dei Fondi Pubblici.*

La legge convenzionale, che prende norma dall'unanime volere dei contraenti, e che si vede dettata a prò della Nazione toscana, supplisce a tutto, e tutto decide rispetto a quella parte, che poteva dirsi dubbiosa per il rapporto della spiegata indennità. L'accollo del Debito di Famiglia, l'altro del Debito Pubblico, che sopravanzava di gran lunga le fortune cedute, obbliga direttamente i beni fondi, che trapassarono nel Serenissimo Duca di Lorena, e come obbligati a tal vincolo, non rimangono altrimenti a sua libera disposizione.

Le obbligazioni correlative non possono disgiungersi, e l'accennato peso fa sì, che i Beni suddetti divengano pubblici demaniali, non potendosi formare idea d' acquisto senza l'onere correspettivo che lo riguarda.

Che poi l' oggetto inteso nelle convenzioni surriferite fosse quello di provvedere permanentemente al più decoroso appannaggio dei regnanti, allo splendore e credito della Toscana, mediante la conservazione de' Beni fondi affetti alla soddisfazione del Debito Pubblico, non meno che dei più preziosi monumenti già spettanti alla R. Famiglia de' Medici, lo persuadono ad evidenza gli atti successivi.

Si aliena parte dei Beni allodiali situati in Francia in vita della Serenissima Elettrice, ed ella ritirandone il prezzo prende le opportune misure, col parere dei ministri, per il rinvestimento a comodo dei Reali Successori nel Granducato. La sua condotta andava di concerto colle vedute del R. Sovrano; la corrispondenza da essa tenuta su tal particolare prova, che il rinvestimento medesimo doveva farsi in Toscana o nelli Stati limitrofi, onde fosse portato alla sua esecuzione il Patto di Famiglia.

Deviene ella stessa alla disposizione testamentaria, unisce le gioje proprie ai preziosi assortimenti dello Stato, dichiara esplicitamente, che tutte insieme debbano conservarsi in perpetuo a forma della Convenzione o Patto di Famiglia per uso dei regnanti di Toscana, ed a tenore del Patto istesso raccomanda la pronta sodisfazione dei debiti, e la manutenzione dei Beni fondi, onde il credito dei Fondi pubblici non vada in deperizione.

Accompagna con officiosa lettera le sue ultime disposizioni al Serenissimo Duca di Lorena Granduca di Toscana, e torna a raccomandare l'osservanza del Patto di Famiglia in tutte le sue parti, e particolarmente fa presente il mantenimento del credito dei Fondi pubblici: E perchè si sapesse, nè rimanesse incerta la grandiosa collezione delle gioje destinate alla Corona toscana, ed ai Reali Successori, la medesima Serenissima Principessa ordina farsene un formale Inventario,

quale firma di sua propria mano, dichiarando che le gioje respettivamente notate nella qualità, nel numero e nel peso, per alcuni capi più distinti, sono quelle che rimangono unite allo Stato della Toscana.

Sul fondamento del Patto di Famiglia, che destinava i Beni situati nel Granducato al Debito Pubblico, se ne progetta la vendita da un benemerito Ministro, all' effetto che col prezzo rimanga estinta una parte del Debito medesimo, e così venga semplicizzata l' amministrazione dello Stato: Il prelodato Sovrano approva, ed ordina l' esecuzione del progetto, quale poi rimane in parte sospeso, non già perchè egli pretenda il diritto di disporre liberamente, ma perchè le rimostranze ministeriali presentate in nome della R. Corte di Spagna, e di quella di Napoli, resero i Beni litigiosi, essendo stata domandata in nome delle Corti suddette, la successione negli Allodiali già appartenenti alla Casa Reale de' Medici.

L' approvazione del progetto rimane giustificata dal Motuproprio de' 9 Aprile 1738 in data di Vienna, in cui si ordina la vendita, dichiarandosi che gli Allodiali predetti erano obbligati al Debito Pubblico dello Stato, e la volontà del Granduca rimane genuinamente accertata dalla Nota, che il Conte di Richecourt rimette all' Abate Franchini Incaricato degli Affari in Parigi, e nella quale dopo le opportune giustificazioni circa il diritto sopra gli Allodiali di Toscana contro le pretensioni di Spagna e di Napoli, vien chiaramente spiegato, che gli Allodiali stessi spettano al Serenissimo Duca di Lorena per il Patto di Famiglia del 1737, e che in forza del convenuto, debbono stare a fronte dei Debiti Pubblici dello Stato.

Si comanda con la Legge dal dì primo marzo 1738 la restituzione ai Montisti dei loro capitali col solito metodo dell' estrazioni, e colla Legge istessa si dichiara, che il frutto si abbia per ridotto da ogni maggiore somma al solo tre per cento per tutti quelli, che dentro il termine assegnato di giorni quaranta non abbiano fatta istanza di essere estratti: In tale occasione la predetta Elettrice prende interesse nei re-

clami e doglianze avanzate da diversi Montisti sul fondamento delle convenzioni passate fra di Essa ed il Sovrano rispetto al credito dei Fondi pubblici. Si dirigono a Vienna i reclami istessi, e S. A. R. nella responsiva de' 23 Settembre 1739 si protesta, che le sue disposizioni, lungi da ogni idea di contravvenzione al Patto di Famiglia, erano anzi dirette alla religiosa osservanza di quello, e che gli Azionari mancavano di ogni diritto di dolersi, subitochè dalle disposizioni medesime erano posti in libertà di ritirare i capitali nel caso che non fosse piaciuto loro il frutto del tre per cento, che era il più forte interesse, che in quei tempi pagavasi in Italia.

La Pace di Vienna non bastò per sopire le differenze fra la Spagna e l'Inghilterra, ed appena decorsi due anni si riaccende fra di loro la guerra: Teme il Granduca, che fra gli sfortunati eventi, possa esservi quello, che non rimanendo neutra la Francia, di fronte all'insorta contesa, restar possono invasi, ed occupati i proprj dominj: Con savia previsione prende quelle misure che convenivano alla circostanza, e calcolando il pericolo, si determina ad accrescere i capitali del Regio Erario, onde porsi nel caso di difendere i suoi diritti.

Fra i compensi, che gli si presentano, vi è quello dell'oppignorazione delle gioje della Toscana: Confida ad uno dei suoi ministri il progetto, perchè con tutta segretezza ne faccia parte alla Serenissima Elettrice: La Principessa espone in una sua lettera diretta a S. A. R. quell'ingenuo sentimento di dispiacenza, che concepiva sull'ideata misura, rammenta le Convenzioni, il destino delle gioje a prò dello Stato, per uso ed ornamento delle Granduchesse, e la R. A. S. nella replica de' 19 Febbrajo 1741 si compiace di annuire alle premure manifestatele, perchè rimanesse illesa la ricca collezione, nell'esternare la determinazione di ricorrere a mezzi diversi da quello, che le aveva fatto proporre, dice che era memore degl'impegni presi sull'oggetto indicato, e che le sue intenzioni non erano dirette alla distrazione, come gli sembrava che si supponesse.

Assicurato il Patto di Famiglia da tanti ripetuti riscontri, viene a mancare la prelodata Principessa Elettrice, e la religiosità dell' Imperator-Granduca dà continue riprove sull' osservanza di quanto fu convenuto. In tal proposito una serie non indifferente di atti potrebbe presentarsi nel periodo di anni 23, che decorre dall' estinzione della famiglia Medicea, all' anno 1765, epoca in cui cessò il governo del più volte rammentato Sovrano, ma a scanso di diffuse narrative, serve rivolgersi al sistema di amministrazione relativa ai Beni fondi, che egli aveva acquistati in forza del Trattato, ed alle formali dichiarazioni da esso fatte, allorchè alienò alla Camera Apostolica le tenute di Urbino e della Romagna.

L' Amministrazione de' Beni di nuovo acquisto fu diretta a comodo dello Stato, e le rendite ebbero una versione non dissimile dalle altre provenienti dalle pubbliche imposizioni, o dall' antico Demanio. Fino dal 1738, in conformità di un Ordine del R. Consiglio di Reggenza, gli avanzi dello Scrittojo delle Reali Possessioni erano stati assegnati alla Depositeria generale, e tal destinazione rimase ferma nei tempi successivi. Non fu proceduto a separazione veruna di patrimonj, nè divisi i Beni del Principato dagli altri, che prima del Patto di Famiglia potevano dirsi Allodiali. Le diverse possessioni, rimaste nel detto Scrittojo, formarono un tutto insieme, e l' entrate tutte servirono o ai pesi ordinarj, o all' ingrandimento della Nazione, o a quelli usi ai quali fu creduto di attribuirle dalla suprema autorità del Sovrano.

Si procedè alla vendita de' Beni d' Urbino, e nel contratto stipulato in Vienna fra i respettivi Ministri Plenipotenziari nel dì 26 Dicembre 1763 si enuncia, che i Beni potevano essere sottoposti a dei vincoli ed ipoteche per dependenza specialmente della disposizione della Serenissima Principessa Elettrice Palatina, e si deroga ai medesimi colla pienezza della Sovrana Potestà, surrogando però in altre signorie, feudi e possidenze di S. M. I. poste nell' Austria, il prezzo ed i vincoli stessi, dai quali erano affette le proprietà vendute. Il Contratto medesimo scende con specialità letterale alla surro-

ga e rinvestimento, e dichiara, che i Beni surrogati e posti come sopra nell' Austria, si abbiano a considerare per sottoposti a quelle stesse ipoteche, obbligazioni e vincoli che posavano sopre i Beni d' Urbino, e così a quel diritto di successione, che per i Reali Sovrani della Toscana, era stato loro imposto nel Trattato del 1737, ed individuato con specialità nella rammentata disposizione dell' Elettrice: ma un Allodio non ha surroghe, e non avendo sopra di sè garanzie, si aliena dal proprietario senza peso di successivo rinvestimento.

Condotta la Convenzione a questo grado di chiarezza, ciò che era impegno tenuto per inviolabile, divenne massima del Governo nell' anno 1765 in cui al trono della Toscana ascese l' Arciduca Pietro Leopoldo di gloriosa memoria. I Beni fondi, una volta Allodiali, furono considerati sempre, ed in ogni riscontro come Demaniali ed attenenti allo Stato. Al reclamo di S. M. l' Imperatore Giuseppe II instituito erede nell' Allodio del Padre, non si pretendono le proprietà già trapassate nello Scrittojo delle Possessioni, e l' atto della transazione firmato dai ministri Plenipotenziari nel dì 5 Giugno 1766 cade unicamente sopra gli avanzi di Cassa delle Regie Amministrazioni. Assicurano i Ministri suddetti di aver discussa ogni pretensione reciproca, ma questa loro discussione ebbe un limite come essi protestano nel rapporto unico del Patrimonio allodiale devoluto alla prelodata M. S., a cui non potevano appartenere le proprietà suddette. Di fatto, se si percorre la Convenzione, niente vedesi preteso, nè convenuto rispetto ai Beni fondi, che ritrovansi nell' amministrazione del R. Scrittojo, quali rimasero, come lo erano, a benefizio e comodo dello Stato.

Il nominato R. Arciduca Granduca Pietro Leopoldo pensa, per misura di amministrazione, di assegnare allo Stato quell' entrate che potevano abbisognarli per i pesi ordinarj, e di affidare ad altra Azienda tante proprietà, colle rendite delle quali restasse provveduto al decoroso appannaggio del Pincipe, e della sua R. Corte: Stabilisce col suo R. Motuproprio

de' 6 Aprile 1789 l' Amministrazione della R. Corona per il secondo degli accennati oggetti, e ben lontano dal dichiarar libero Allodio i Beni de' quali si tratta, vuole anzi che i medesimi sieno contraddistinti come Beni appartenenti al Patrimonio ereditario della R. Corona. L' aggiunto della libera disposizione è apposto nel Motuproprio medesimo al Patrimonio personale della Famiglia, e non all' altro, e da questa discretiva ne risulta il più invincibile argomento di volontà, aliena affatto dal considerar come libero, ed a disposizione dei regnanti ciò che era di pertinenza pubblica dello Stato.

La Deputazione pertanto non trova ragione, con cui possa abbattersi l' assunto della proprietà demaniale, basata sul Patto di Famiglia. Il trapasso degli Allodiali fece loro variar natura, mentre l' acquisto ai Reali successori nella Corona di Toscana, e la destinazione, che gli rendeva obbligati al Debito Pubblico, tolse al Sovrano Cessionario, ed agli altri che fossero pervenuti al trono, il diritto di disporne liberamente: le condizioni dalle quali fu accompagnato il Trattato, formarono una nuova Legge, e l' indennità motivata non può aver mai quel carattere di esatto conguaglio nel rapporto dell' allodialità de' Beni ceduti dal Serenissimo Duca di Lorena con quelli, che dall' altra parte si conseguivano, quando a tale idea resiste l' esplicita volontà dei Sovrani Contraenti.

Dopo tali osservazioni, non sembra, che possano altrimenti formar soggetto di discussione i seguenti punti.

Primo. Che i Beni di suolo, azioni pubbliche, e crediti considerati da S. M. l' Imperator Leopoldo II come appartenenti al Patrimonio della R. Corona, e distinti da esso dal Patrimonio libero personale di famiglia col detto Real Motuproprio de' 6 Aprile 1789, non cadono nella categoria degli acquisti personali riservati a S. A. Reale il Serenissimo Elettore di Salisburgo, già nostro Signore e Sovrano, dall' Articolo V.° del precitato Trattato di Luneville.

Secondo. Che gli acquisti e rinvestimenti stati fatti dei capitali appartenenti all' accennato Patrimonio della Corona, tanto nei Banchi pubblici di Vienna, che nel Deposito Novis-

simo di Venezia, non rimangono compresi nel riservo medesimo, quando nel sistema direttivo del predetto Reale Scrittojo le proprietà personali sono distinte e separate da quelle della Corona, e quando i rinvestimenti suddetti si trovano effettuati in nome della Corona medesima.

Terzo. Che i crediti, di che nella Protesta avanzata nella prima Memoria restano pienamente giustificati per la parte che concerne i Beni d'Urbino, e la preziosa raccolta delle gioje, e che in conseguenza la R. Corona Toscana nell'indicato special rapporto ha presentemente un diritto fondato di contrapposizione nella liquidazione domandata dal prenominato Ministro Plenipotenziario Marchese Ghisilieri.

La di lui richiesta è fondata nelle convenzioni inserte nel suddetto Trattato, ma se da una parte si riserva alla prelodata A. S. R. il Serenissimo Elettore di Salisburgo i beni e proprietà che possiede particolarmente in Toscana, sia per acquisto personale, sia per eredità degli acquisti personali di S. M. l'Imperatore Leopoldo II suo Padre, o di S. M. l'Imperatore Francesco I suo Avo, all'opposto si dichiara dall'altra, che alla Toscana, ed al suo R. Monarca rimanga intatto il Patrimonio Demaniale, e così qualunque credito, stabilimento e proprietà appartenente alla R. Corona contro il Debito Pubblico, da cui legalmente fossero rimaste affette le proprietà dello Stato. « Resta parimente convenuto (sono « parole dello stesso Trattato) che i *Crediti*, *Stabilimenti*, *ed* « *altre Proprietà del Granducato*, come ancora i Debiti dovu- « tamente ipotecati su questo Paese, passeranno al nuovo « Granduca. »

Li 4 Gennajo 1804.

Firmati — Claudio Sergardi.
Giulio Piombanti.
Bernardo Lessi.

Conservasi nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri insieme con molte altre carte relative a questo affare.

guardante le istanze avanzate dal Consiglier Aulico March. Filippo Ghisilieri in nome di S. M. Cesarea, e del Sereniss. Reale Elettore di Salisburgo, porta ad una troppo lunga e nojosa discussione, che considerata ancora in aspetto politico può produrre delle disgustose conseguenze, ha ordinato: Che per dare un nuovo luminoso contrassegno di quello spirito di lealtà e di giustizia, da cui è sempre animata, e che campeggiar deve superiormente in un oggetto di tanta importanza, si occupi la Deputazione nominata col Suo Real Motuproprio dei 21 Settembre scorso ad indicare, quali siano i diversi diritti di legittima contrapposizione di credito competente alla R. Corona toscana contro quello vegliante in nome di S. M. Cesarea, e del Sereniss. Elettore di Salisburgo. Nel richiedere simile indicazione lascia la prefata Maestà Sua a considerare alla Deputazione medesima, se nel conto di dare ed avere fra il nominato Sereniss. Elettore, e la Reale Depositeria, debba il primo in allora Granduca di Toscana, ed assoluto regnante addebitarsi di diverse somme ritirate dalla Depositeria medesima, o se possa richiedersi rimborso, o compenso di quelle somme delle quali prima di sua partenza dalla Toscana gli piacque di disporre.

Indicati così previamente dalla Deputazione i predetti diversi diritti, anche in quella estensione risultante dalle diverse di Lei Memorie comunicate al prefato March. Ghisilieri, dovrà in seguito accennare, quali sarebbero quelle pretese, da cui S. M. la Regina Reggente potrebbe recedere, senza recar lesione veruna ai diritti della Real Corona, e del Real Demanio, alla difesa de' quali Essa deve e vuole scrupolosamente provvedere.

Dopo tali successivi accenni, S. M. la Regina Reggente vuole, che la nominata Deputazione, dietro le suddette stabilite norme e principj, formi e proponga alla Sovrana Considerazione un *Ultimatum* delle proposizioni, che verranno poi col mezzo del suo Real Dipartimento degli Affari Esteri presentate in via amichevole al suddetto March. Ghisilieri, onde far maggiormente conoscere a S. M. Cesarea, ed al Serenissimo Elet-

tore di Salisburgo il desiderio di terminare una simile pendenza, la Sovrana Sua religiosità nel recedere da alcune affacciate pretese, che d' altronde trovar forse non potrebbero un solido e valido appoggio, e l' interesse che prende alla fiducia di veder anche in siffatta guisa consolidar maggiormente que' vincoli d' amicizia che la uniscono ai prelodati Augusti Regnanti.

Il Dipartimento degli Affari Esteri partecipa a quello delle Reali Finanze simili sovrane risoluzioni, affinchè si compiaccia di comunicarle all' annunziata Deputazione, per la più sollecita ed immediata esecuzione della sovrana mente.

Firmato — G. Mozzi.

Esiste nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. LXXXVIII.

Proposizioni d' Ultimatum *formulate dalla Commissione* ad hoc *relativamente agli accomodamenti fra la Casa Loreno-Austriaca e lo Stato di Toscana.*

La Deputazione incaricata di esaminare le istanze del Ministro Plenipotenziario Consiglier Aulico Marchese Filippo Ghisilieri, relative all' esecuzione dell' Art. V.° del Trattato di Luneville del dì 9 Febbrajo 1801, e di proporre tutto ciò che avesse creduto conveniente alla difesa dei diritti della R. Corona e Demanio del Regno, si occupò fino dalle prime adunanze delle convenzioni e documenti tutti, che potessero aver relazione alla trattativa da assumersi per l' effetto di determinare con qualche sicurezza fin dove giunger potevano le pretensioni, che il nominato Ministro avesse presentate non tanto in nome di S. M. l' Imperatore Francesco II, quanto in nome di S. A. R. l' Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo.

Il predetto Trattato di Luneville riserva i beni e le proprietà, che il prelodato R. Arciduca poteva possedere particolarmente in Toscana, sia per eredità degli acquisti personali del defunto Imperator Leopoldo II suo padre, sia del defunto Imperator Francesco I suo avo: ma se si vada in traccia di tali acquisti cadenti nel riservo, la domanda manca di soggetto, mentre dai pubblici atti rilevasi, che i beni fondi della R. Casa de' Medici, tanto situati in Toscana, che posti fuori di essa, assunsero la qualità demaniale per il Patto di Famiglia dell' anno 1737, che tutte le proprietà ed avanzi incorporati col R. Motuproprio del 6 Aprile 1789 nel Patrimonio così detto della R. Corona, sono egualmente del Demanio, e che ai crediti deducibili in forza della transazione del 1791, e dell' investimento in Luoghi di Monte della Controdote stabilita con i Capitoli Nuziali stipulati in Napoli ne' 9 Agosto 1790, in occasione del matrimonio della prelodata A. S. R. l' Elettore di Salisburgo colla Principessa Maria Luisa di Napoli, è dato con tutta ragione di contrapporre diversi crediti molto rilevanti, e tali da render creditore l' istesso R. Demanio d' Etruria nella finale liquidazione che ne sia effettuata.

Le convenzioni di Famiglia dell' anno 1737 nel rilasciare allo Stato le Gioje, le Gallerie, le Biblioteche, le rarità tutte, resero affetti i Beni fondi situati in Toscana al Debito Pubblico, e le convenzioni istesse immutarono la qualità dei beni, che possedeva fuori di Toscana la R. Famiglia Medici, giacchè in forza di esse il Serenissimo Duca di Lorena, dipoi Imperator Francesco I, si accolla il debito della Toscana, e dichiara di accettarne la cessione, colla clausula *per Lui e suoi Successori nel Granducato*, che per propria indole porta l' acquisto alla sovranità, e non già alla persona considerata nella rappresentanza privata.

Gli ordini sovrani emanati successivamente tennero nella più religiosa osservanza il convenuto, ed in occasione del passaggio del Granducato nell' Arciduca Pietro Leopoldo, e dell' eredità allodiale del prelodato Imperatore Francesco I nel

figlio primogenito Imperator Giuseppe Secondo, i Beni fondi suddetti non variarono qualità, nè furono reclamati, nè renunziati dal R. Successore al Trono di Toscana, come lo convince l'atto di transazione stipulato fra gli Augusti Fratelli nei 5 Giugno 1766.

Tale atto dichiara in lettera, che le pretensioni eccitate riguardavano il Patrimonio allodiale devoluto per disposizione paterna all'Augusto Figlio primogenito, dichiara pure, che di questo soltanto conveniva farne la dovuta separazione dal Granducato di Toscana, e porta infine una reciproca renunzia e quietanza di fronte al quantitativo di un milione e duecentomila fiorini per tutto ciò che aveva, o potesse avere unicamente connessione alla già detta disposizione paterna interessante gli Allodiali.

Se il Patto di Famiglia peraltro assicurò allo Stato tutti i Beni fondi dell'eredità Medicea, e se è fuori di controversia, che il Diploma dell'Imperator Francesco I de' 14 Luglio 1763, mediante il quale fu rinunziato all'Arciduca Secondogenito Pietro Leopoldo il Granducato, non indusse veruna alterazione ai trattati antecedenti, ecco che la transazione suddetta non potè togliere sicuramente ciò che apparteneva al R. Demanio, nè pregiudicare ai RR. Successori rispetto a quei diritti che nella forma più solenne acquistati avevano mediante le sopraespresse convenzioni.

Oltre all'illazione che nasce dal convenuto, la Deputazione ha avuto luogo di osservare, che tale fu di fatto la mente de' Sovrani transigenti, facendone testimonianza il carteggio passato fra il Ministro Plenipotenziario Conte di Rosemberg ed il Maresciallo Botta: « *Non essendo* » scrive il primo sotto dì 19 Maggio del 1766 « *le vertenze ed interessi fra li due Fratelli, negozi riguardanti il Granducato, ma solo gli affari di Famiglia, sarebbe desiderabile che si omettesse* (nella Plenipotenza) *l'espressione — ed il Nostro Granducato. —* » Ecco dunque un riscontro di più per convincersi, che la transazione istessa fu personale riguardante unicamente gli Allodj, e non le proprietà della Corona, mentre la proposizione

di Rosemberg venne approvata dal Granduca, come costa dalla replica del Ministro Botta de' 30 dell' istesso mese, in cui leggesi « *Le rimetto la Plenipotenza ridotta nei termini da Lei indicatimi.*

Nel governo dell' Arciduca Pietro Leopoldo non variano le costituzioni e le massime sulla divisione dei Patrimonj, per quanto egli assegnasse al creato Patrimonio della Corona tutti i Beni fondi appartenenti una volta alla R. Casa de' Medici divenuti demaniali per le convenzioni suddette di Famiglia.

Il R. Motuproprio de' 6 Aprile 1789, che è una misura di amministrazione diretta alla divisione, ed assegna dell' entrate, che respettivamente potevano abbisognare alla R. Corte da una parte, ed alla Regia Finanza dall' altra, non immuta in alcun rapporto il Patrimonio dello Stato, e distinguendo l' ereditario della R. Corona dal personale, dichiara che quest' ultimo unicamente rimane a libera disposizione della R. Famiglia.

Una riprova evidente di ciò si desume dai libri dei conti e dalla scrittura: niente in seguito delle Istruzioni approvate dal prelodato Sovrano fu promiscuato. I beni della Corona furono divisi dalle proprietà personali, e di fronte alla discretiva disposizione data loro, lo Stato di Toscana rimase sempre ne' suoi diritti.

La Deputazione pertanto colla base degli accennati rilievi tenne per massima nelle *Memorie* già umiliate a S. M. la Regina Reggente, che i Beni fondi, gioje ed effetti preziosi stati distratti formassero debito alla R. Casa d' Austria, e che i fondi tuttora esistenti, o rinvestiti fuori del Regno, potessero ripetersi, come di pertinenza del R. Demanio: di qui le proteste motivate nelle *Memorie* suddette, e di qui pure l' impegno di riguardare come dato invariabile la demanialità delle proprietà accennate e nei capitali veglianti in nome del Patrimonio della R. Corona.

Conobbe altresì, che i crediti deducibili dal prenominato Ministro Plenipotenziario si riducevano in sostanza: Primo, al

capitale in origine di scudi 1,113,562. 3. 16. —. appartenente a S. M. Imperiale e Reale per le dichiarazioni contenute nel predetto atto di transazione de' 4 Maggio 1791: Secondo, alla Controdote rinvestita in tante Azioni pubbliche sul Monte Comune di Firenze in sequela del Regio Motuproprio de' 25 Aprile 1793 per scudi 25,714. 2. —. —. che forma credito a S. A. R. l' Elettore di Salisburgo: ma che tali partite avevano di fronte le fondate pretensioni relative ai diritti competenti all' istesso R. Demanio, le quali si riducono ai seguenti titoli.

Cominciando da quei titoli di credito dello Stato di Toscana, da contrapporsi al credito di sorte della prelodata M. S. Imperiale e Reale col detto Stato, sono questi:

I Beni d' Urbino alienati e rinvestiti in Germania per scudi 550,000;

I Beni di Francia provenienti dalla Granduchessa Margherita Luisa d' Orleans moglie di Cosimo III per la somma di scudi 223,300;

I Beni di Roma, cioè il Palazzo detto *Madama*, e il Casino detto di *Papa Giulio*, di cui manca la stima, ed il prezzo di vendita, talchè si pone soltanto il prezzo del Palazzo Madama, che passò a Vienna in scudi 60,000.

Tutti i suddetti Beni erano resi demaniali, come è stato dichiarato, e costa da' documenti irrefragabili, che il prezzo di tali Beni passò a Vienna, e non fu nè rinvestito, nè erogato dentro lo Stato di Toscana; e quanto ai Beni di Urbino vi è lo special rinvestimento e surroga statane fatta in principati e fondi in Germania, tanto per la cautela d' evizione voluta dalla Corte Pontificia, quanto per tener ferme le leggi di successione a prò de' Sovrani della Toscana, prescritte nel Testamento della Serenissima Elettrice, come si vede dalla Convenzione con la quale fu effettuata in Vienna la vendita dei Beni d' Urbino dai respettivi Ministri Plenipotenziarj nel 26 Dicembre 1763.

Le gioje dello Stato di Toscana, secondo l' Inventario firmato di proprio pugno dalla Serenissima Elettrice, e la

bassissima valutazione stata data alle medesime sul detto Inventario a forma della stima, che si rimette annessa, sotto lettera A, ascendono a scudi 300;000.

In vigore del surriferito Patto di Famiglia, e di tutti gli altri posteriori documenti stati presentati nel Sommario unito alla *Memoria* della Deputazione de' 4 Gennajo scorso, le medesime non potevano, nè dovevano estrarsi di Toscana, nè esser di libera proprietà personale, ma addette al Demanio e Sovranità, ed è incontrastabile che sono state tutte asportate a Vienna.

Le gioje ed effetti provenienti dall' eredità della Serenissima Elettrice pervennero ugualmente in potestà dell' Imperatore Francesco I con la medesima espressa condizione. Costa che le gioje ed altre materie preziose, ugualmente che i capitali fruttiferi al netto dei legati e pesi dell' eredità ascendevano alla somma di scudi 534,712; che scudi 354,353 in avanzo di capitali fruttiferi, e scudi 180,359 in avanzo di gioje ed effetti preziosi.

L' avanzo dei capitali fruttiferi, che erano rinvestiti nei diversi Monti allora veglianti in Toscana, sembra che restasse riunito al Demanio, e confuso e promiscuato con i capitali dello Stato; ma quanto all' avanzo delle gioje, contanti e materie preziose in somma di scudi 180,359, consta da tutti i documenti, che rimanessero distratti, o con essere stati trasportati a Vienna, o con esserne passato il ritratto direttamente nelle mani, e nella particolar proprietà di S. M. l' Imperator Francesco.

Le spese fatte dallo Stato di Toscana per il mantenimento delle truppe imperiali dal Luglio 1799 a tutto il mese d' Ottobre 1800, benchè non interamente liquidate, e molto al di sotto della vera spesa, ascendono alla rispettabil somma di scudi 675,317.

Queste si dividono in due classi, cioè:

La prima delle spese che la Toscana fu obbligata di fare per l' approvvisionamento e trasporti delle truppe imperiali, che erano fuori della Toscana e sotto Genova, quali

a forma di tutte le dichiarazioni e promesse fatte dai Generali austriaci, che hanno comandato in Toscana in tutto il detto tempo, dovevano essere rimborsate.

Tali spese, non computata una rilevantissima parte di esse stata fatta dalle Comunità confinanti, è restata confusa nel generale assettamento del Debito Pubblico, per quella sola parte, che è stata effettivamente pagata dall' Erario pubblico, come dagli attestati rilevati dai conti autentici, annessi sotto lettera B, ascende a scudi 309,228.

La seconda di dette spese riguarda il mantenimento delle truppe imperiali stanziate nella Toscana, e questa pure a forma delle suddette dichiarazioni e promesse fatte a nome di S. M. Imperiale doveva essere rimborsata per il pane e foraggi, per i cavalli, legna e trasporti.

Anche per questa seconda classe non è possibile di stabilire senza un lunghissimo, e forse impossibil lavoro, l' importare della vera spesa, di cui una gran parte, e forse la maggiore è stata fatta dalle diverse Comunità del Regno, e confuse nell' assestamento generale del Debito pubblico, ma la spesa stata fatta direttamente dall' Erario pubblico ascende alla somma di scudi 366,089.

Tutti i sopraenunciati titoli di credito possono contrapporsi al credito irrepetibile, quanto alla sorte, di S. M. l' Imperatore, dipendente dalla citata transazione fatta da S. M. l' Imperatore Leopoldo con S. A. R. l' Arciduca Ferdinando allora Granduca di Toscana di lui figlio, e ascenderebbero in tutto alla somma di scudi 1,988,976, come dalla Dimostrazione che si rimette annessa sotto lettera C.

Passando ora al credito della detta R. A. S. l' Arciduca Ferdinando Elettore, è stato dimostrato secondo le premesse, che questo non si sostanzia in altro, che nella Controdote di scudi 25,714. 2. —. —. in Luoghi di Monte, e nel frutto di un anno della medesima dal primo Gennajo 1803, in scudi 871. 3. —. —. giacchè la Dote, Stradotali ec. furono fin dal principio rinvestiti nel Banco di Vienna, dove sempre esistono.

La sola contrapposizione, che può riguardare il detto credito di S. A. R. l'Arciduca Elettore nasce dai conti personali, accesi alla scrittura del Patrimonio della Corona, tanto in testa della R. A. S., che di S. A. R. Maria Luisa sua defunta consorte.

Nel conguaglio di tali conti, che ora si cumulano nella sola persona di S. A. R. l'Arciduca Elettore, rimane il medesimo debitore della somma di scudi 11,835. 3. 5. 5.; e provato come è stato dalla *Memoria*, e documenti rimessi sotto dì 4 Gennaio 1804, che l'Amministrazione demaniale, divisa e separata unicamente per comodo di sistema dal Patrimonio dello Stato, e che non si confondeva con i titoli del Patrimonio personale, stati sempre distinti e accesi separatamente, tanto in vigore del Motuproprio de' 6 Aprile 1789, che delle Istruzioni tutte approvate in seguito del medesimo, e della costante esecuzione di fatto, di cui si rimette ingiunto nuovo certificato sotto lettera D, sembra incontrastabile il titolo alla suddetta contrapposizione.

Partendo dagli stessi principj e fondamenti, l'Amministrazione del Patrimonio della Corona di Toscana in qualità di Amministrazione di Stato e demaniale, ha un credito sul Banco di Vienna di scudi 44,037. 1. —. —., e altro credito di scudi 100,000, con più i respettivi frutti non percetti sul cosiddetto Deposito Novissimo di Venezia, e tali crediti proprj dello Stato di Toscana non possono ripetersi contro S. A. R. l'Arciduca Elettore, ma non possono neppure qualificarsi per crediti personali della medesima R. A. S.; giacchè sono impostati a favore dell'Amministrazione Generale del Patrimonio della Corona di Toscana, che è l'istesso che lo Stato e Sovranità della Toscana.

È vero che tali rinvestimenti procedono dagli avanzi della suddetta Amministrazione (quantunque tali avanzi fossero formati con le somministrazioni di contante effettivo della R. Depositeria al di là dell'occorrenze delle spese della R. Corte), e che poteva essere nella libertà e piacimento di S. A. R. l'Arciduca Ferdinando allora Granduca, di farli rinvestire in

testa propria, come avanzi e acquisti personali; ma egli non lo fece, anzi ne ordinò il rinvestimento o impiego in nome e proprietà dell' Amministrazione generale della Corona.

E qui cade in acconcio di dare sfogo all' insinuazione, che vien fatta alla Deputazione di considerare, se nel Conto di dare e avere tra il prelodato Arciduca Elettore e la R. Depositeria, debba il medesimo allora Granduca di Toscana, ed assoluto regnante, addebitarsi di diverse somme ritirate dalla Depositeria medesima, e se possa richiedersi rimborso in compenso di quelle somme, delle quali prima della sua partenza dalla Toscana gli piacque di disporre.

La Deputazione non ha promossa mai questa pretensione, persuasa, che l' erogazione ed uso delle rendite sia nella libera disposizione del Regnante, nè possa esserne il medesimo tenuto acconto in alcuna maniera, ma veruno de' titoli di contrapposizione enunziati appella all' erogazione delle rendite. Quanto ai titoli di contrapposizione al credito di S. M. Cesarea, essi riguardano una distrazione di Capitali e Fondi del Demanio, senza che vi sieno prove di successiva erogazione in benefizio del medesimo; e quanto a quelli riguardanti S. A. R. l' Arciduca Elettore si è già rilevato, che il titolo procede dalle disposizioni medesime dell' istesso Regnante, che non hanno voluta locupletazione alcuna a favore della sua Persona e Patrimonio personale o particolare, ma hanno sempre lasciata la proprietà e diritto di tali avanzi, benchè rinvestiti fuori di Stato, allo Stato medesimo, o sia all' Amministrazione generale della Corona, che ne era una semplice diramazione. Questa medesima ragione milita ugualmente per i conti personali accesi nella scrittura di detta Amministrazione in testa delle LL. AA. RR. l' Arciduca Granduca, e la defunta Granduchessa Maria Luisa, per l' oggetto di considerare il debito, che ne resulta in vantaggio dello Stato, provando inoltre l' esatta distinzione, stata tenuta a forma degli Ordini, dei conti personali da quegli dell' Amministrazione del Patrimonio della Corona.

Dimostrata in tal maniera la ragionevolezza e sussisten-

za dei titoli di contrapposizione, e pretensioni dello Stato di Toscana con la maggiore discretezza, e renunziando a tutto quel più che non costa da autentici documenti, e che non ha potuto portarsi a sicura liquidazione, la Deputazione, in seseguito de' Sovrani Comandi di S. M. passerà ad esaminare, da quali delle dette pretensioni potrebbe recedersi per procurare un accomodamento o concordato amichevole, mediante una *Proposizione di Ultimatum*, da conciliarsi con il Consigliere Aulico, e Ministro Plenipotenziario Marchese Ghisilieri.

Tutti i sopraenunciati beni demaniali situati fuori di Toscana, e stati alienati, con esserne passata la valuta in proprietà particolare di S. M. l' Imperator Francesco I, sono in vero dell' istessa natura e carattere, ma quanto è indubitata, e senza alcun contrasto l' erogazione della valuta di essi rispetto ai Beni di Urbino stati surrogati e rinvestiti in proprietà della R. Famiglia Austriaca, che ne è anche presentemente in possesso (*a*), potrebbe forse obiettarsi, che il ritratto dei Beni di Francia e di Roma, del di cui rinvestimento non costa, potesse essere in qualche maniera ritornato in Toscana a benefizio di quello Stato, e delle spese occorse per la conservazione e difesa del medesimo, o per il decoroso mantenimento della sua Corte.

Quanto alle gioje dello Stato, non può cader dubbio che esse appartenessero al Demanio, o Sovranità della Toscana, come pure che siano state asportate dalla medesima contro la Convenzione, e non vi siano mai ritornate, o se ritornate in parte, sono state riportate a Vienna nell' occasione dell' inalzamento al Trono Imperiale di S. M. l' Imperator Leopoldo, nè possono perciò affacciarsi validi obietti per questo titolo.

L' istesso potrebbe pure asserirsi relativamente alle gioje ed effetti preziosi derivanti dall' eredità particolare della Serenissima Elettrice, ma siccome non ve ne è un inventario autentico come quello delle gioje dello Stato, che la liquidazione della loro valuta e ritratto dipende da dei documenti

(*a*) Vedasi l' *Instrumento* che fa seguito al presente *Ultimatum*.

meno autentici e sicuri, e che potrebbe nascere qualche dubbio sull'erogazione del denaro ricevuto da una porzione di tali effetti stati venduti per mezzo del Ministro in Toscana, crede la Deputazione, che anche questo articolo potrebbe soffrire dell'eccezioni.

Sulle spese state fatte dalla Toscana per le Truppe Imperiali, e Austro-Russe negli anni 1799 e 1800, sono indubitate le dichiarazioni e promesse di rimborso fatte a nome di S. M. Imperiale e Reale.

Non esistono peraltro i documenti originali di tali promesse, che mancarono insieme a tutti gli altri documenti dalle Reali Segreterie nella seconda invasione delle Truppe Francesi in Toscana, onde tutto l'appoggio è sopra delle copie autentiche, e partecipazioni del Senato Fiorentino che aveva allora il Governo della Toscana (*a*).

Crede però la Deputazione, che possa meritare una distinzione la spesa fatta per gli approvvisionamenti delle Truppe, che erano sotto Genova e nella riviera, da quelle che stanziarono e furono di residenza in Toscana. La promessa di rimborso fu certamente per tutte, ma esclusa ancora la forza e la prova di tal promessa è certo, che se la Toscana doveva per le circostanze di guerra mantenere le truppe estere, che occupavano e risiedevano sul suo territorio, non aveva peraltro alcun dovere, secondo le conosciute massime di ragione, di mantener quelle truppe che facevano una guerra contro altre Potenze fuori del suo territorio, talchè quando convenisse di recedere in linea di facilità da qualunque pretensione per il mantenimento delle truppe imperiali stanziate in Toscana, sembra che senza insistere sulla solidità della promessa, possa esser sempre sussistente e valida la pretensione del rimborso delle spese fatte per le truppe imperiali sotto Genova, tanto più che il loro importare, per stare a dei dati sicuri, è calcolato ad una somma di gran lunga inferiore a quanto sono effettivamente ascese a carico della Toscana.

(*a*) Le lettere che abbiamo riportate sotto il n° LXXVII del *Sommario* esistono in originale, forse perchè rinvenute posteriormente.

Considera pertanto la Deputazione, che quantunque si volesse rinunziare a tutti gli altri titoli di contrapposizione, per attenersi soltanto ai Beni d' Urbino, alle gioje dello Stato, e al rimborso delle spese delle truppe imperiali sotto Genova, si avrebbe sempre una somma di scudi 1,159,228 da contrapporre al credito di S. M. Imperiale, che lo assorbirebbe quasi per l' intiero.

Relativamente poi a S. A. R. l' Arciduca Elettore niuna altra contrapposizione vi è da fare, che quella del debito resultante dal conguaglio dei conti personali accesi alla scrittura per la piccola somma di scudi 11,835. 3. 5. 5,; e qualora S. M. per un tratto di buona corrispondenza credesse di non volerla curare, non sembra alla Deputazione, che possa resultarne alcun pregiudizio alla Sovranità, e ai diritti dello Stato per tal rilascio, quando peraltro si tenga ferma la massima che l' Amministrazione del Patrimonio della Corona non può essere promiscuata e confusa con il Patrimonio personale di S. A. R. l' Arciduca Elettore già Granduca, e con i conti particolari accesi in testa del medesimo, e della Serenissima Granduchessa sua defunta consorte nella scrittura di detta Amministrazione, massime, per cui devono rimanere sempre intatti e sussistenti a favore della suddetta Amministrazione, e in conseguenza dello Stato di Toscana, i due crediti col Banco di Vienna, e col Deposito Novissimo di Venezia.

Per quanto generosa, e della maggior correntezza potesse apparire la renunzia a tutti quei titoli, che mancano di così solido appoggio, quanto quelli dei Beni d' Urbino, delle gioje dello Stato, e delle spese delle truppe imperiali sotto Genova, quello spirito di lealtà e di giustizia, che S. M. ha sempre raccomandato nella discussione di tali interessi, e che si è degnata di rammentare specialmente alla Deputazione nel commetterle una *Proposizione d' Ultimatum*, l' obbligano a non tacere, e a confidenzialmente esporre alcune particolarità, che potrebbero essere di qualche peso e fondamento relativamente alle pretensioni e diritti di proprietà personale di S. A. R. l' Arciduca Ferdinando l' Elettore di Salisburgo.

Primo. Nell' Atto di Convenzione del 1791 riguardante il credito di S. M. l' Imperator Leopoldo con il figlio Arciduca Granduca Ferdinando, fu ridotto il credito per uno stralcio da scudi 1,391,953. 1. 5. —. alla sola somma di scudi 1,113,562. 3. 16. —. mediante il rilascio e condonazione di scudi 278,390. 4. 9. —., che per quanto venisse appoggiato al titolo dei rischi e spese di amministrazione dei Censi, che costituivano allora il detto capitale, sembra peraltro da tutto il contesto di detta transazione, che fosse un rilascio fatto a riguardo e per affetto al figlio, ed è perciò che potrebbe sostenersi come un dono di sua particolar proprietà, e non fatto allo Stato di Toscana.

Una tal pretensione non è stata promossa, nè accennata neppure nelle *Note* del Consigliere Aulico Marchese Ghisilieri, ma la lealtà raccomandata non permetteva che venisse taciuta, per quanto non mancherebbero ragioni da obiettare. specialmente rapporto al titolo di spese di amministrazione e risici, che è dichiarato per la causale dello stralcio.

Secondo. Nelle più volte citate convenzioni di Famiglia fra il Serenissimo Granduca di Toscana, poi Imperator Francesco I, e la Serenissima Elettrice vedova Palatina de' 31 Ottobre 1737, fu all' Articolo III dichiarato, che tutti i mobili, effetti e rarità della successione del Serenissimo Granduca suo fratello, come Gallerie, Quadri, Statue, Biblioteche, Gioje ed altre cose preziose, come le Sante Reliquie e Reliquarj ec. dovessero conservarsi, nè trasportarsi o levarsi fuori della Capitale, e dello Stato del Granducato, ma in fine di detto Articolo è pure dichiarato, che le Guardarobe, mobili, argenterie ed effetti, che sono per l' uso, dovessero restare alla libera disposizione di S. A. R. il Granduca Francesco.

Qualche parte di tali effetti, o almeno la sostituzione ai medesimi esisteva in Toscana all' epoca del Trattato di Luneville, benchè se si eccettuino le Quadrerie, Statue ec., e si consideri l' assoluta mancanza di argenterie, quella piccola parte che ne rimase all' espilazione che ne fu fatta dalla forza estera, si riduce ad una valuta di non gran rilevanza.

Sarebbe inoltre molto contrastabile, se tutto ciò, che con i denari dello Stato è rimasto sostituito e aumentato a ciò che poteva comprendersi sotto la denominazione di Guardarobe, mobili ed effetti d'uso all'epoca del Patto di Famiglia del 1737, potesse ritenere la facoltà di libera disposizione; ma in qualunque maniera questo Articolo per quanto di non rilevante conseguenza nello stato notorio in cui erano tali effetti, può esser sempre un' azione di diritto personale, e può meritar per ciò una considerazione e compensazione con altri crediti dello Stato.

Terzo. Finalmente è da rilevarsi, che tanto durante il lungo regno del Granduca Leopoldo, quanto in quello dell' Arciduca Granduca Ferdinando, l' entrate dei respettivi loro patrimoni personali sono concorse al mantenimento della R. Corte e Sovranità insieme alle rendite dello Stato, ma siccome ciò è seguito per costituzione e disposizione di loro medesimi, non può dare alcun titolo a ripetere questa erogazione, e perciò un tal reflesso non viene rilevato ad altro oggetto, che a giustificare quel più generoso stralcio, che viene proposto in linea di accomodamento finale.

Dopo tutta la suddetta narrativa, ed esposizione di fatti e di ragioni, la Deputazione, in obbedienza degli Ordini Sovrani si avanza a proporre i due seguenti progetti di *Ultimatum*: Il primo relativamente al credito di S. M. Imper. e Reale collo Stato di Toscana, e delle pretensioni e titoli di contrapposizione con la predetta Maestà Sua: Il secondo relativamente a S. A. R. l' Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo, credendo indispensabile che siano separati e distinti, non potendo confondersi i respettivi interessi dell' uno e dell' altro, quantunque deva farsi osservare, che non sarebbe conveniente nè utile, che fossero abbracciati separatamente, e senza la sicurezza di un accomodamento e transazione finale con ambedue le parti.

Proposizione d' Ultimatum sulla liquidazione degl' interessi di Sua Maestà I. e R. con lo Stato di Toscana, e stralcio delle respettive pretensioni.

S. M. Imperiale e Reale è creditore dello Stato di Toscana di un capitale di Censi convertito in tanti LL. del Monte Comune col frutto del 3 % per la somma di Scudi 1,221,576. 6. 7. 1.
E più per frutti dal 1.° Gennajo a tutto Dicembre 1803, e altri anteriori non portati in capitale della somma di » 40,405. 4. 2. 7.

Scudi 1,261,982. 3. 9. 8.

Lo Stato di Toscana all' incontro ha dei titoli di credito da contrapporre per la somma di . Scudi 1,988,976. –. –. –.

Cioè:

Beni d' Urbino .	Scudi	550,000. –. –. –.
Gioje dello Stato di Toscana asportate a Vienna	»	300,000. –. –. –.
Rimborso delle spese delle truppe imperiali sotto Genova . .	»	309,228. –. –. –.
Beni di Francia, il di cui ritratto passò a Vienna	»	223,300. –. –. –.
Beni di Roma come sopra	»	60,000. –. –. –.
Gioje ed effetti preziosi dell' eredità della Serenissima Elettrice Palatina . .	»	180,359. –. –. –.
Spese di mantenimento delle truppe impe-		
Somma e segue.	Scudi	1,622,887. –. –. –.

Somma retro. Scudi 1,622,887. –. –. –.
riali, che stanziarono
in Toscana negli an-
. ni 1799 e 1800 . » 366,089. –. –. –.

Scudi 1,988,976. –. –. –.

I suddetti titoli di contrapposizione, oltre ad assorbire intieramente il credito di S. M. Imperiale, formerebbero un credito dello Stato di Toscana con la predetta M. S. Cesarea della somma di . . . . . Scudi 726,993. 3. 10. 4.

Volendosi in vista dei riflessi esposti recedere da tutta quella parte di detti titoli, che non sono così chiari e liquidi, per attenersi soltanto a quelli incontrastabili e certi, quali sono:

I Beni d' Urbino rinvestiti per . . Scudi 550,000. –. –. –.
Le Gioje dello Stato
per . . . . . » 300,000. –. –. –.
Il rimborso delle spese
delle truppe imperiali
sotto Genova . . » 309,228. –. –. –.

Scudi 1,159,228. –. –. –.

Il credito di S. M. Imperiale e Reale, stante la contrapposizione e detrazione della suddetta somma da farsi sul capitale verrebbe a ridursi come appresso:

Capitale ridotto . . . . . Scudi 62,348. 6. 7. 1.
Frutti dal primo Gennajo a tutto Dicembre
1803, e resto anteriore non stato portato
in capitale . . . . . » 40,405. 4. 2. 7.

AVVERTENZE

L' articolo delle gioje per quanto incontrastabile e certo per lo Stato di Toscana, era un capitale infruttifero destinato soltanto all' ornamento e decoro della Sovranità, e delle Se-

renissime Granduchesse, talchè la mancanza di questo capitale non ha deteriorate le condizioni e rendite dello Stato, ma privata soltanto la Sovranità di questo ornamento, onde dipenderà unicamente dalla volontà di Sua Maestà la Regina Reggente di valutare questo articolo più o meno, qualora nonostante credesse conveniente l' abbandono e rilascio di tutti gli altri titoli non stati considerati nel suddetto conteggio, di prestarsi ad una maggior facilità nell' acomodamento e transazione finale.

La partita dei frutti che sarebbe pagabile a contanti, non può di ragione confondersi col capitale, sopra di cui unicamente devono cadere le detrazioni, ma potrebbe essere vantaggioso e comodo alle attuali circostanze della Finanza, di procurare qualche minore detrazione al capitale colla renunzia del credito de' frutti già maturati ascendenti come sopra a . . . . . Scudi 40,405. 4. 2. 7.

Proposizione di Ultimatum sulla liquidazione degl' interessi di S. A. R. l' Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo collo Stato di Toscana, e stralcio delle respettive pretensioni.

S. A. R. l' Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo è creditore dello Stato di Toscana della Controdote stabilita nella Scritta di sponsali con S. A. R. la Principessa Maria Luisa sua defunta consorte, rinvestita in un capitale sul Monte Comune di Firenze per la somma di Scudi 25,714. 2. –. –.

E più dei frutti di detto capitale dal primo Gennajo a tutto Dicembre 1803 in . . » 871. 3. –. –.

Scudi 26,585. 5. –. –.

Lo Stato di Toscana all' incontro per conto dell' Amministrazione del Patrimonio della Corona, resta creditore per il conguaglio dei conti personali di. . Scudi 11,835. 3. 5. 5.

Il suddetto Stato di Toscana ha inoltre i seguenti crediti per conto dell' Amministrazione della Corona:

Col Banco di Vienna Scudi 44,037. 1. –. –.

Col Deposito Novissimo di Venezia . . . . . » 100,000. –. –. –.

Scudi 144,037. 1. –. –.

Quali crediti non possono ripetersi dalla prelodata R. A. S., ma rimarrebbero sempre veglianti a vantaggio dello Stato di Toscana con i precitati Banchi di Vienna e di Venezia.

In vista di quell' illiquido e non sicuro diritto, che potrebbe sostenersi a favore di S. A. R. l' Arciduca Ferdinando Elettore relativamente alle Guardarobe e mobili di puro uso rimasti in Toscana all' epoca del Trattato di Luneville, di cui è stato parlato di sopra, si propone, che il suddetto titolo, qualunque possa essere, rimanga compensato colla cessione e rilascio dei suddetti crediti dello Stato con i Banchi di Vienna e di Venezia, a favore del precitato Arciduca Elettore, non meno che col rilascio di semplice generosità e correntezza del debito di conguaglio dei conti personali, talmente che tutto il credito liquidato e stralciato colla prelodata R. A. S., si sostanzi e rimanga fermo nel solo oggetto della Controdote e frutti, conforme è stato descritto in testa.

AVVERTENZE

Qualora poi piacesse a Sua Maestà la Regina Reggente di valutare il titolo di stralcio della transazione fatta dall' Imperator Leopoldo con il figlio Granduca Ferdinando come un' effettiva proprietà dell' ultimo, in tal caso converrebbe, che oltre al credito della Controdote e frutti venisse accreditato l' Arciduca Elettore di Salisburgo della somma ancora delli scudi 278,390. 4. 9. –. proveniente dall' accennato stralcio e condonazione, con accendersene la partita in di lui credito sul Monte Comune di Firenze, dall' epoca in cui avesse effetto la

Convenzione ed Ultimatum, senza alcuna corresponsione o diritto su i frutti arretrati di detto capitale dall'epoca dello stralcio del 1791; mentre questi dovrebbero, per il meno, valutarsi in linea di contrapposizione delle spese d'Amministrazione, e rischi restati a carico dello Stato, e che furono contemplati nominatamente nella suddetta transazione del 1791.

Con che lusingandosi la Deputazione di aver dato intieramente sfogo a tutti gli oggetti della commissione ingiuntale, si rimette alle disposizioni di Sua Maestà, e alle superiori cognizioni di chi dovrà maneggiare la trattativa.

Di Palazzo Vecchio, li 14 Aprile 1804.

Firmati — Claudio Sergardi.
Giulio Piombanti.
Bernardo Lessi.

Esiste insieme con le carte congeneri nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

INSTRUMENTO di vendita de' beni demaniali toscani situati ad Urbino, concluso fra l'imperator-granduca-Francesco e la S. Sede.

Essendosi determinata la Maestà dell'Imperatore Francesco I, Duca di Lorena e di Bar, e Granduca di Toscana, di vendere ed alienare alla Santità di Nostro Signore Papa Clemente XIII ed alla sua Camera Apostolica tutti i Beni che sono affittati a Bianchi e Renoli nello Stato di Urbino, nella Romagna, ed in altro qualunque luogo dello Stato Pontificio: Ed essendo altresì concorsa la S. di Nostro Sgnore nella volontà di comprarli e di acquistarli nel modo che segue, con avere autorizzato a tal effetto i sottoscritti loro Ministri Plenipotenziarj; cioè per la parte di Sua Beatitudine Monsignor Arcivescovo di Tebe Nunzio Pontificio alla Corte di Vienna, e per la parte di S. Maestà Cesarea il suo Consigliere Intimo e Direttore delle Finanze Sig. Giovanni Adamo Posch, mediante le respettive plenipotenze e procure cambiate tra loy

in originali, e fedelmente trascritte in copia a piè della presente, cioè quella di S. S. in data di Roma de' 6 Agosto 1763 e quella di S. M. Cesarea in data di Vienna de' 12 Novembre dello stess' anno.

Di qui è, ch' io sottoscritto Consigliere Intimo di S. M. Cesarea e in vigore della sopradetta plenipotenza, alieno, vendo, cedo e rinunzio per, ed in nome della M. S. come Granduca di Toscana, e per i suoi Serenissimi figli, eredi e successori nel Granducato di Toscana in perpetuo, con tutta la pienezza di podestà e di dominio, tutti e singoli i Beni, che dalla Maestà Sua si possiedono, ed alla medesima appartengono, posti nella Legazione di Urbino e di Romagna; cioè le Fattorie di Pesaro, Sinigaglia, Fossombrone, Urbania, Urbino, come pure tutti i canoni, livelli, esigenze e risposte per qualsivoglia titolo spettanti alla M. S. tutti altresì i Molini, tanto di Pesaro, che in qualsivoglia altro luogo posti e situati, e la tenuta e feudo del Poggio di Berni nel territorio di Ravenna; li vendo, dico, e li cedo con tutte le loro pertinenze, adiacenze, ragioni, privilegi ed azioni di qualunque sorte alla Santità di Nostro Signore Papa Clemente XIII e sua Camera Apostolica, e per essa a Monsignor Borromeo Arcivescovo di Tebe e Nunzio Apostolico in Vienna a ciò deputato, stipulante ed accettante, compresi anche i palazzi, le fabbriche co' loro mobili, quegli cioè che sono ad uso dei fattori, e dei ministri, giuspatronati e frutti di qualunque specie, giardini, bestiami, utensili ed attrezzi necessari *ad fundum instructum* da liquidarsi in appresso fra me e il predetto Monsignor Nunzio, l' Archivio delle scritture esistenti in Pesaro, od altrove, spettanti ai medesimi beni, ed ogni altra cosa di loro pertinenza e diritto, niuna affatto eccettuata per il tutto godere, tenere ed avere come proprio in perpetuo mediante lo sborso libero ed effettivo del prezzo e somma di scudi cinquecento cinquantamila, pagabili in zecchini romani valutati a paoli venti per zecchino, a chi sarà dalla M. S. autorizzato a ricevergli ai confini dello Stato Pontificio con la Toscana, e nel luogo più comodo in vicinanza di quelli; il qual

pagamento si farà nel modo che segue, cioè scudi 200 mila subito che sarà consegnata alla Santità Sua la Ratifica di S. M. Cesarea, e li restanti scudi 350 mila dentro un anno, e a misura de' pagamenti che si faranno dalla Camera Apostolica, gli affittuarj de' beni corrisponderanno ad essa proporzionatamente l' affitto, e seguito poi il pagamento totale, la medesima Camera entrerà al possesso di tutti i sopradetti beni.

E perchè è mente e costante volontà della medesima M. S. di guarantire in perpetuo i beni come sopra venduti da ogni evizione e molestia particolare o generale, che potesse in avvenire succedere, però a tenore di queste intenzioni e dell' a me commessa Plenipotenza, oltre il dover restare obbligati in genere tutti i beni della M. S. prometto di più in nome della medesima, che tutti quei vincoli ed ipoteche che mai potessero essere su i detti beni, o per fideicommisso, e per qualsivoglia titolo e capo, o per il testamento e disposizione della Sereniss. Principessa Maria Luisa de' Medici Elettrice Palatina, saranno da S. M. nell' atto della ratifica colla pienezza della sovrana Sua autorità trasferiti e trasfusi in altri suoi beni ed effetti che gode e possiede nell' Austria, cioè a dire ne' beni di Mannersdorff, Summerain, Hof-am-Laytaberg, Au, Hof-an-der Marek, Eugelhartsteten, Stophenreit, Wizeldorff, Loimersdorff, e Kroinsenbrunn, che essendo tutti fondi liberi, allodiali e di suo pieno e perfetto dominio, prometto a nome di S. M. che nello stesso atto della ratifica saranno dalla medesima M. S. colla stessa suprema Sua autorità surrogati in tutto e per tutto per l' entrante valore e rendita ai beni compresi nella presente vendita co' medesimi vincoli di pretesi fideicommissi, d' ipoteche e d' altra qualunque obbligazione, sicchè l' effetto sia, che da qui innanzi non più i beni, che vendo a nome di S. M. Imperiale, ma solamente i beni come sopra surrogati e posti nell' Austria, si abbiano a considerare per affetti a quelle stesse ipoteche, obbligazioni e vincoli, che mai esser potessero sopra i beni venduti, essendo questa la precisa intenzione e mente dell' Augustissimo Imperatore, a nome del quale pure consento alla Camera Apo-

stolica, che sia in suo potere di far intavolare i sopra descritti beni ne' libri della Casa Provinciale dell' Austria in Vienna, i quali obbligo a suo favore come seconda ipoteca, per assicurarli la sua indennità qualora quelli di Toscana primieramente obbligati non bastassero per tale effetto in caso d' evizione.

E così similmente io sottoscritto Arcivescovo di Tebe e Nunzio Apostolico alla Corte di Vienna, in virtù della mia Plenipotenza dichiaro d' accettare la suddetta alienazione, vendita, cessione, rinunzia e traslazione nella forma e co' patti di sopra espressi e specialmente col patto di surrogare ai beni venduti i sopra detti effetti liberi di S. M. come pure prometto che S. Santità nell' atto della Ratifica in qualità di Sovrano dei territorj ove sono situati i beni compresi in questa vendita, li dichiarerà colla pienezza della Sua autorità, attesa la suddetta surrogazione, affatto liberi e sciolti da tutte le ipoteche e vincoli anche di fideicommisso, da trasferirsi e trasfondersi nei beni come sopra surrogati. E questa alienazione e vendita l' accetto per il prezzo e somma di scudi cinquecentocinquantamila, moneta romana, da pagarsi liberamente nel luogo, valuta, tempo e modo già detto, e con tutti gli altri patti di sopra espressi, e specialmente del pagare gli affittuarj de' suddetti beni alla Santità Sua, o sia alla Camera Apostolica quella porzione dell' affitto, che corrisponda ai pagamenti del prezzo, che farà la stessa Camera a S. M.; e per tutti i miglioramenti riconosciuti come tali, che mai fatti avessero nei detti fondi i presenti affittuarj Bianchi e Renoli, per cui appartenesse a' medesimi *de jure*, e secondo lo stile dello Stato Ecclesiastico di essere rimborsati dalla detta Camera Apostolica, prometto io similmente a nome della medesima.

In fede abbiamo sottoscritti e muniti de' nostri sigilli due esemplari del presente Contratto, promettendone in nome de'nostri respettivi Sovrani la piena e leale osservanza. Dato in Vienna questo dì 26 Dicembre 1763.

(L. S.) *Segnato* — Posch.

Plenipotenza di Sua Santità.

Clemens P. P. XIII.

Venerabilis Frater Salutem et Apostolicam Benedictionem. Postulat nostri muneris ratio, ut quae ad ditionem nostram Ecclesiasticam amplificandam, atque tuendam pertinere videntur, ea quantum in nobis est, sollicite exequamur. Itaque cum acceperimus, Charissimum in Christo filium Nostrum Franciscum Romanorum Regem in Imperatorem Electum Ducem Lotharingiae et Barri, ac Magnum Ducem Hetruriae sibi subjectae vendere, et alienare statuisse omnia bona sive libera, et vulgo ut dicitur, allodialia, sive etiam feudalia, et jurisdictionalia cujusvis generis, atque speciei, quae tanquam ejusdem Hetruriae Magnus Dux atque uti haeres clā. mē. Annae Mariae Aloysiae Medices Principessae dum vixit Hetruriae, ac Neoburgi Ducissae Viduae habet, et possidet in Ducatu Nostro Urbinatensi, atque in Provincia Romandiolae, et Exarcatu Nostris (*sic*) Ravennatens, nec non in quibusvis aliis nostrae et Sedis Apostolicae temporalis ditionis partibus (exceptis dumtaxat quae posita sunt in Alma Urbe Nostra:) et velle simul in ea venditione comprehendere omnes Census et Canones, pensiones, responsiones, cujuscumque pariter generis mobilia, immobilia, et semoventia jura, actiones, et credita cum annexis et connexis, omnibus ad eundum Franciscum Regem in Imperatorem Electum nominibus quibus supra quavis de causa spectantia et pertinentia pro pretio quingentorum quinquaginta millium scutorum monetae romanae: Nos quidem optantes hujusmodi bona, et jura omnia pro Camera Nostra Apostolica pretio praedicto emere et acquirere nulli sane melios negotium hujusmodi pertractandum, et absolvendum committere posse censuimus, quam Fraternitati tuae, cuius studium, diligentiam, dexteritatem, et fidem in caeteris rebus pro hac Apostolica Sancta Sede gestis jam penitus novimus, et perspectam habuimus. Hac ergo spe, et fiducia con-

fisi Te in Nostrum, et Sedis Apostolicae praedictae Plenipotentiarum tenore praesentium nominamus, constituimus, atque deligimus, Tibique, ut Nostro, dictaeque Sedis nomine cum alia Persona ab eodem Francisco Rege in Imperatorem electo tanquam Magno Hetruriae Duce, et Haerede, ut praefertur Principissae Annae Mariae Aloysiae nominanda, et pari ad hoc authoritate munita emptionem omnium praedictorum bonorum, juriumque pretio praedicto contrahere, et pacta, conditiones, ac leges secundum instructionem, quae per Secretariam Nostram Status ad Te transmittetur, conjunctim subscribere, Tuoque, et Illius signis munire libere, et licite possis, et valeas, plenam et amplam facultatem harum serie concedimus, et impartimur: Decernentes, validum, et efficax fore, quidquid earundem praesentium vigore Tu subscripseris et signaveris, atque id omne acceptum, et gratum firmumque, ac ratum habere, nec non observare, et exequi in verbo Romani Pontificis promittentes. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die VI Augusti MDCCLXIII, Pontificatus Nostri anno sexto.

(L. S.) N. Card. ANTONELLUS.

Plenipotenza di S. M. Cesarea.

Francesco per la Grazia di Dio Imperatore dei Romani sempre Augusto, Re di Germania e di Gerusalemme, Duca di Lorena e di Bar, Granduca di Toscana ec. ec.

In virtù delle presenti Nostre Lettere e Plenipotenza concediamo al Nostro diletto e fedele Giovanni Adamo Posch Nostro Consigliere intimo e Direttore delle Nostre Finanze, ogni Nostra facoltà di potere per Noi, ed in nome Nostro come Granduca di Toscana, alienare, vendere e cedere, rinunziare e trasferire per Noi, li nostri eredi e successori in perpetuo con tutta la pienezza di proprietà e di dominio li nostri Beni

d' Urbino, Sinigaglia e Pesaro posti nella Romagna, nel modo che più ampiamente saranno descritti nell' instrumento di vendita da farsi con tutti gli annessi e connessi, ragioni e azioni qualunque siano, che da Noi si possiedono, ed a Noi appartengono, a favore e disposizione della Santità del Pontefice Regnante P. P. Clemente XIII, e per esso a cui ne sarà legittimamente autorizzato, per goderli, possederli, ed usufruttuarli come proprj, ed in perpetuo. E detta vendita per il prezzo e somma di scudi cinquecento cinquanta mila moneta romana, pagabile nella somma da convenirsi con il Nostro in questa parte Plenipotenziario predetto Consigliere intimo, e Direttore delle nostre Finanze Giovanni Adamo Posch; promettendo Noi di aver per rato e grato ogni atto sopra di ciò da farsi, anzi in quanto sia di bisogno, con altre Nostre Lettere di approvarlo e ratificarlo in tutto il suo contenuto, e nelle conformità che speriamo che possa essere approvato e ratificato dalla Santità Sua. Dato in Vienna il 12 Novembre 1763.

FRANCESCO

(L. S.)

V.° — C. B. DI PFÜTSCHNER

D'Ordine di Sua Maestà
Imperiale e Reale
RICHARD.

Articolo Separato.

Benchè nell' annesso contratto di vendita stipulato sotto questo giorno, sia dichiarato, che la Camera Apostolica potrà fare intavolare nei libri della Casa provinciale d' Austria i diversi Beni allodiali descrittivi, che S. M. I. per secondare le mire della Corte di Roma, si è compiaciuta ipotecare oltre quelli che possiede in Toscana; il sottoscritto Arcivescovo di Tebe e Nunzio Apostolico alla Corte di Vienna riconosce però e dichiara in nome della predetta Camera Apostolica, che i suddetti Beni allodiali austriaci non devono, nè dovranno mai

essere considerati che come una seconda ipoteca, di cui potrà prevalersi la Camera Apostolica solamente qualora quei situati in Toscana e parimente obbligati non siano bastanti per indennizzarla in caso di evizione di quelli di Urbino, dei quali si tratta nel suddetto contratto.

Ed in oltre promette in nome della Camera, che i suddetti allodiali non dovranno sotto qualunque pretesto intavolarsi nei libri della Casa provinciale d' Austria durante il regno glorioso di S. M. I. In fede ho sottoscritti e muniti del mio sigillo due esemplari del presente Articolo separato. In Vienna questo dì 26 Dicembre 1763.

(L. S.) Io Arcivescovo di Tebe Nunzio Apostolico.

Ratifica dell' Imperator-Granduca.

Francesco per la Grazia di Dio Imperatore dei Romani sempre Augusto, Re di Germania e di Gerusalemme, Duca di Lorena e di Bar, Granduca di Toscana ec. Giovanni Adamo Posch — Nostro Consigliere intimo e direttore delle Nostre Finanze, — avendo in virtù delle Nostre lettere e plenipotenza speditele sotto il 12 Novembre p. p. venduto a nome Nostro a Sua Santità Clemente XIII, e per essa alla Camera Apostolica i diversi beni di nostra attinenza, situati nella Legazione d' Urbino e di Romagna, approviamo, confermiamo e ratifichiamo in tutto e per tutto, nei modi, forme, prezzo e patti espressi la vendita dei suddetti beni specificati nel contratto stipulato sotto questo dì 26 Dicembre 1763 tra esso e l' Arcivescovo di Tebe Nunzio Apostolico parimente autorizzato dalla sua Corte a far la suddetta compra.

Promettiamo per Noi e Nostri successori nel Granducato di Toscana di liberare i suddetti beni da qualunque ipoteca e vincolo, anche di fideicommisso a cui potessero esser soggetti, e per tale effetto colla pienezza della Nostra autorità sovrana obblighiamo tutti i Nostri beni situati in Toscana, ai quali

surroghiamo in oltre per maggior cautela della detta Camera Apostolica, nel modo accennato tanto nel predetto contratto che nell' articolo separato annesso al medesimo, quelli che con piena ragione di dominio possediamo affatto liberi nell' Austria, cioè li beni di Mannessdorff, Summerain, Hof-am-Laytaberg Au, Hof-an-der-Marck, Engelhartstem, Wizeldorff, Stophenrect, Loimersdorff e Hroisenbrunn. In fede di che abbiamo la presente ratifica firmato della Nostra propria mano, e munita del Nostro Sigillo Segreto. Dato in Vienna li 26 Dicembre 1763.

FRANCESCO.

(L. S.) *V.°* — C. B. DI PFÜTSCHNER.

D' ordine di Sua Maestà
Imperiale e Reale
RICHARD.

Ratifica del Pontefice.

Clemens P. P. XIII.

L' Arcivescovo di Tebe nostro Nunzio Apostolico alla Corte di Vienna avendo in virtù della plenipotenza speditagli sotto il dì 6 Agosto dell' anno prossimo passato comprato a nome nostro e per il conto della Camera Apostolica i diversi beni che S. M. l' Imperadore come Granduca di Toscana possiede nella legazione d' Urbino e di Romagna, approviamo, confermiamo e ratifichiamo in tutto e per tutto nei modi, forme, prezzo e patti espressi la compra dei suddetti beni specificati nel Contratto stipulato sotto il di 26 Dicembre 1763 tra esso ed il Consigliere intimo e direttore delle Finanze di S. M. I. Giovanni Adamo Posch parimente autorizzato a far la suddetta vendita. Promettiamo di dichiarare i suddetti beni affatto liberi e sciolti da tutte le ipoteche e vincoli, anche di fideicommisso, di far subito pagare la prima rata del prezzo e

successivamente il restante nel modo e tempo convenuto, e di avere insieme per buono, fermo e valido l'articolo separato annesso al suddetto contratto. In fede di che vogliamo che il presente Nostro Chirografo abbia e debba avere sempre piena esecuzione ed effetto con la nostra semplice soscrizione.

Dato dal Nostro Palazzo Apostolico Quirinale questo di 19 Settembre 1764.

(Di mano del Papa) Clemens P. P. XIII.

Questi atti sono ricavati dalla copia autentica che si conserva nell'Archivio Centrale di Stato di Firenze nel volume intitolato — Dispacci di S. M. I. dal 27 Agosto 1738 al 26 Dicembre 1753. Supplemento A, Tomo 33.

Doc. LXXXIX.

Nota *del Conte Mozzi al marchese Ghisilieri.*

Firenze, 21 Aprile 1804.

Sua Maestà la Regina Reggente mi ha ordinato di comunicare all'E. V. la nuova *Memoria* con l' *Ultimatum* della Deputazione, e col corredo de' fogli allegativi, da cui evidentemente resultano i diritti del Reale Demanio, ed i titoli di contrapposizione che ha lo Stato di Toscana a fronte dei crediti, tanto di S. M. Imp. e Reale Apostolica, quanto di S. A. R. il Serenissimo Elettore di Salisburgo.

Desiderando però ardentemente la prelodata M. S. di terminare all'amichevole una simile pendenza, e di dare anche in siffatta guisa un nuovo contrassegno della costante premura con la quale aspira a consolidare maggiormente que' felici rapporti, che oltre ai vincoli di sangue la uniscono ai prelodati Augustissimi Regnanti, ha autorizzato il Cav. Luigi Lustrini Segretario di questo Real Dipartimento degli Affari Esteri a concertarsi coll'E. V., ed a convenire su quelle amichevoli

proposizioni che condur possono all' oggetto desiderato; nonostante che molto costino al Suo cuore i rilevanti sacrifizi cui vengono ad esser sottoposte le Finanze del Regno, dalle transazioni alle quali è la Reggente apparecchiata, in seguito delle preghiere di alti e venerati Personaggi.

Nel partecipare all' E. V. simili Sovrane Risoluzioni, profitto della circostanza per ripeterle i sentimenti della distinta stima e considerazione con cui ho l' onore ec.

Firmato — G. Mozzi.

Esiste nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri insieme con altre carte relative a questa materia.

Doc. XC.

Testo della Convenzione stipulata fra l' arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo e la Regina Reggente d' Etruria, che non fu ratificata per colpa della Corte di Vienna.

Sua Maestà Carlo Lodovico Infante di Spagna, Re d'Etruria, e per Esso Sua Maestà Maria Luisa Infanta di Spagna Regina Reggente d' Etruria

E Sua Altezza Reale Elettorale il Serenissimo Ferdinando d' Austria Elettore di Salisburgo, e Principe di Aichstädt, Passavia, e Bergtolsgaden, volendo devenire ad un' amichevole conclusione sulla esecuzione dell' Articolo V.° del Trattato di pace fatto in Luneville il dì 9 Febbrajo 1801, tra S. M. Imper. Reale Apostolica, e la Repubblica Francese, per quella parte, che assicura alla medesima A. S. R. E. la libera disposizione de' beni e proprietà appartenenti particolarmente alla medesima in Toscana, sia per acquisto personale, sia per eredità degli acquisti personali dell' Imperial Maestà del fu Imperator Leopoldo suo padre, e dell' Imperial Maestà del fu Imperator Francesco Primo suo avo, hanno nomi-

nati a tale effetto i loro respettivi Plenipotenziarj; cioè Sua Maestà la Regina Reggente il Sig. Cav. Giulio Mozzi Consigliere intimo attuale di Stato e Ministro degli Affari Esteri, e Sua Altezza Reale Elettorale il Sig. March. Filippo Ghisilieri Cav. dell'insigne Ordine Gerosolimitano, Ciamberlano e Consigliere Aulico attuale di S. M. Imperiale Reale Apostolica, i quali, dopo essersi cambiate le respettive Loro Plenipotenze, sono convenuti ne' seguenti Articoli:

I.° Sua Maestà la Regina Reggente in nome del Suo Real Figlio riconosce per proprietà personale di S. A. Reale Elettorale il capitale dalla medesima investito in questo Monte per Controdote della defunta Reale sua Sposa in scudi venticinquemila settecento quattordici, lire 2. —. —, e si obbliga di far pagare alla segnatura della presente Convenzione i frutti maturati dal primo Gennajo 1803 a tutto Aprile 1804, dichiarando la stessa Maestà Sua, che sarà successivamente soddisfatto al pagamento di tali frutti alla stessa ragione del tre per cento sul capitale suddetto, colle scadenze determinate dagli ordini veglianti.

II.° Sua Maestà la Regina Reggente in nome del Suo Real Figlio, in vista della transazione segnata in Firenze li 4 Maggio 1791 tra Sua Maestà il defunto Imperator Leopoldo II e Sua Altezza Reale il Serenissimo Arciduca Ferdinando, allora Granduca di Toscana, riconosce pure per proprietà personale della medesima R. A. S. il capitale di scudi un milione centotredicimila cinquecento sessantadue lire 3. 16. –. successivamente rinvestito in altrettanti Luoghi di Monte, e che aumentato per frutti non percetti a tenore dell' emanate generali disposizioni degli 11 Agosto 1802 di scudi cent' ottomila quattordici, lire 2. 11. 1., ascende attualmente alla somma totale di scudi un milione dugentoventunmila cinquecento settantasei lire 6. 7. 1., e Sua Maestà la Regina Reggente si obbliga di far pagare alla segnatura della presente Convenzione tutti i frutti della intera somma maturati dal primo Gennajo 1803 a tutto Aprile 1804 nella stessa ragione del tre per cento sul capitale medesimo.

III.° Sua Maestà la Regina Reggente si obbliga pure di fare contemporaneamente pagare la somma di scudi tremila settecento cinquantotto, lire 1. 19. 7. per completare il frutto del tre per cento pattuito sopra l'enunciato capitale di un milione cento tredici mila cinquecento sessantadue lire 3. 16. –. attesa l'imposizione che posava sulle rendite delle Azioni pubbliche per dependenza della Regia Strada Pistojese, e dalla quale il capitale suddetto era esente.

IV.° Sua Altezza Reale Elettorale renunzia a qualunque diritto derivante dal sopracitato Articolo V.° del Trattato di Luneville, e generalmente a qualunque altro che potesse competergli per qualsisia titolo e causa, in vista delle accennate dichiarazioni relative al capitale dei suddetti due crediti, ascendenti nella loro totalità alla somma di scudi un milione dugento quarantasettemila dugento novantuno, lire 1. 17. 1. assegnati in tanti Luoghi di Monte; e Sua Maestà la Regina Reggente promette in nome di Sua Maestà il Re, ed in quello dei Reali Successori di non aggravare nè il capitale de' suddetti due crediti, nè i loro frutti, e di tenerli esenti da qualunque imposizione, finchè le Azioni correlative al capitale predetto veglieranno in nome della sullodata R. A. S. Elettorale.

V.° In correspettività della suddetta renunzia Sua Maestà la Regina Reggente in nome istesso di Sua Maestà il Re Suo Figlio, e Reali Successori rinunzia egualmente, e con pari riguardo a qualunque diritto aver potesse, e specialmente a quello di ripetere le somme impiegate da Sua Altezza Reale Elettorale, allorchè era Granduca in Toscana per conto del Patrimonio della Real Corona, tanto nel Banco di Vienna per la somma di scudi quarantaquattromila trentasette, lire 1. —. —. quanto in quello di Venezia per la somma di scudi centomila, e consente che simili capitali e loro frutti in qualunque epoca decorsi e decorrendi, siano riconosciuti di piena e libera proprietà personale della R. A. S. Elettorale.

VI.° La presente Convenzione sarà ratificata da S. Maestà la Regina Reggente in nome dell' Augusto Suo Real Figlio, e da Sua Altezza Reale Elettorale di Salisburgo entro lo spa-

zio di trenta giorni, ed anche più presto se sarà possibile, e le ratifiche saranno cambiate in Firenze simultaneamente fra i respettivi Plenipotenziarj, e Sua Altezza Reale Elettorale promette di invitare Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica suo Augustissimo Fratello ad accedere alla presente Convenzione, come Sua Maestà la Regina Reggente promette ugualmente di procurarsi una consimile accessione per parte di Sua Maestà Cattolica Suo Augustissimo Real Genitore.

In fede di che Noi sottoscritti Plenipotenziarj di S. M. la Regina Reggente d'Etruria, e di S. A. R. il Serenissimo Elettore di Salisburgo, in virtù de' nostri pieni poteri abbiamo segnata la presente Convenzione, e vi abbiamo posti i nostri respettivi Sigilli. Dato in Firenze il dì primo Maggio mille ottocento quattro.

(L. S.) *Firmato* — G. Mozzi.

(L. S.) *Firmato* — March. Filippo Ghisilieri.

Articoli segreti annessi alla surriferita Convenzione.

I. Sua Altezza Reale il Serenissimo Arciduca Elettore di Salisburgo per corrispondere con egual delicatezza all' adesione data da Sua Maestà la Regina Reggente di Etruria a riconoscere nell' articolo II della Convenzione segnata in questo stesso giorno la di lui vera proprietà personale sul capitale investito in questo Monte Comune per la somma di scudi un milione ducento ventunmila cinquecento settantasei, lire 6. 7. 1., si obbliga di non esigere i frutti di tal capitale dopo l' ultimo del mese di Aprile 1804 prossimo scorso, nè di domandare la voltura del medesimo prima che S. M. I. R. Apostolica non abbia acceduto alla liquidazione delle spese fatte dall' Erario Regio per le Truppe Imperiali Regie, tanto in Toscana quanto sotto Genova, e le quali a forma dei fogli comunicati si

fanno ascendere alla somma di scudi seicento settantacinquemila trecento diecisette.

II. S. A. R. Elettorale dichiara pure, che liquidate che saranno tali spese non esigerà per le terzerie susseguenti i frutti, se non che in proporzione al capitale sopradetto diminuito del montante delle somme abbuonate.

Noi sottoscritti Plenipotenziarj dichiariamo che questi due Articoli, che promettiamo di tener segreti, debbano avere la stessa forza, che avrebbero come se fossero inseriti parola per parola nella citata Convenzione segnata nel presente giorno, di cui dichiariamo, che formano parte integrale.

In fede di tutto ciò abbiamo firmato di proprio pugno anche i presenti Articoli, e vi abbiamo posti i Sigilli delle nostre armi. Dato in Firenze questo dì primo Maggio mille ottocento quattro.

(L. S.) *Firmato* — G. Mozzi.

(L. S.) *Firmato* — March. Filippo Ghisilieri.

Esiste in originale nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. XCI.

Prospetto delle somme pagate al Marchese Ghisilieri appena stipulata la precedente Convenzione, e prima che fosse spirato il termine prefisso alla ratifica per parte de' Principi Austriaci.

S. M. Imperiale e Reale Francesco II.

DARE	AVERE
	Per il Capitale proveniente dal Credito di Leopoldo II. . Scudi 1,113,562. 3. 16. –.
Somma e segue. Scudi 1,113,562. 3. 16. –.	

Somma retro. Scudi 1,113,562. 3. 16. -.

Per l'aumento del capitale condizionato in tanti Luoghi di Monte derivanti dai frutti non percetti a tutto Dicembre 1802, che in vigore della Legge del dì 11 Agosto 1802 devono essere portati in aumento di capitali. Scudi 108,014. 2. 11. 1.

Scudi 1,221,576. 6. 7. 1.

S. M. I. e R. Francesco II per Frutti.

DARE		AVERE	
1804			
8 Maggio pagati contanti a S. E. il sig. March. Filippo Ghisilieri Consigliere Aulico, e Ministro Plenipotenziario di S. A. R. l'Arcid. Ferdinando Elettore di Salisburgo, e per Esso al sig. Ferdinando Fenzi, in ordine al Decreto del Monte Comune di questo giorno. Scudi	3,758. 1. 19. 7.	Per Supplimento dei Frutti dal dì . . . . . a tutto Dicembre 1802 stati posti in Capitale, ed è per la differenza fra il frutto dei Luoghi di Monte per l' Imposiz. della strada pistojese, e quello del tre per cento stato convenuto nella transazione del dì . . . . . esente da qualunque Imposizione Sc.	3,758. 1. 19. 7.
Detto - pagati contanti come sopra in ordine al suddetto Decreto, e sono per a conto di Frutti decorsi dal primo Gennajo		Per frutti al tre per cento sul capitale di Scudi 1,221,576. 6. 7. 1. corrisponden. al frutto di tanti	
Somma e segue. Sc.	3,758. 1. 19. 7.	Sc.	3,758. 1. 19. 7.

Somma retro.	Sc.	3,758. 1. 19. 7.		Sc.	3,758. 1. 19. 7.
1803, a tutto Aprile 1804, sopra il Capitale di Scudi 1,221,576.6.7.1.	»	8,863. –. 10. 8.	Luoghi di Monte condizionati a forma de' suddetti capit. stante l' abolizione dell'Imposizione della strada pistojese su' Luoghi di Monte, e sono per il tempo dal primo Gennajo 1803 a tutto li 30 Aprile 1804 . .	»	48,863. –. 10. 8.
14 detto — pagati come sopra a conto, ed a tenore di altro Decreto di questo giorno. . .	»	10,000. –. —. –.			
16 detto — pagati come sopra a conto, ed a tenore di altro Decreto di questo giorno . .	»	10,000. –. —. –.			
19 detto — pagati come sopra a conto, ed a tenore di altro Decreto di questo istesso giorno	»	10,000. –. —. –.			
23 detto — pagati come sopra per saldo de' Frutti, e tutto a forma del Decreto di questo giorno. .	»	10,000. –. —. –.			
	Scudi	52,621. 2. 10. 3.		Scudi	52,621. 2. 10. 3.

S. A. R. l' Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo.

AVVERTENZA

Per effetti e assegnamenti Scudi 25,714. 2. —. —. buoni a S. A. R. Ferdinando Elettore di Salisburgo per tanti, che fino de' 13 Luglio 1793 furono passati in debito al Monte Comune per LL. 257 1/7 di esso Monte, con la dichiarazione, che detti Luoghi erano l' equivalente del capitale di Fiorini 60,000. 00. del Reno convenuti nella scritta degli sponsali della prefata A. S. celebrata in Napoli il 9 Agosto 1790 da

costituirsi a titolo di Controdote di S. A. R. Maria Luisa Principessa delle Due Sicilie poi Granduchessa di Toscana, e dovere stare soggetti a tutte le condizioni volute nella detta Apoca Matrimoniale, ed a tenore del decreto di Esso Monte del predetto dì 13 Luglio 1793, e mediante la morte seguita di detta Serenissima Maria Luisa nel Dicembre 1802 si fa creditore il predetto Reale Arciduca Ferdinando suo marito per cominciare a decorrere il frutto a di lui favore dal dì primo Gennajo 1803 a ragione del 3 per cento corrispondente al frutto di detti LL. 257 1/7 di Monte condizionati come sopra Scudi. 25,714. 2. -. -.

S. A. R. l'Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo per Conto di Frutti del Capitale di Scudi 25,714. 2. -. -.

DARE		AVERE	
8 Maggio pagati contanti a S. E. il Sig. Marchese Filippo Ghisilieri Consigl. Aulico, e Ministro Plenipotenziario di S. A. R. l'Arciduca Ferdinando sud. e per Esso a Ferdinando Fenzi Procuratore, e tutto in ordine al Decreto del Monte Comune di detto giorno. . . . Scudi	1,028, 4. -. -.	Per frutti dei Luoghi di Monte condizionati a forma del suddetto capitale di Scudi 25,714. 2. -. -. dal 1.° Gennajo 1803 a tutto il dì 30 Aprile 1804 alla ragione del 3 per cento. . . Scudi	1,028. 4. -. -.

A di 19 Settembre 1804 — Sta bene.

V.° — G. Piombanti.

Partite estratte dal loro originale nella Filza giustificazioni del Giornale 1° dell'anno 1804 esistente nell'Archivio della Direzione generale dei RR. Possessi dello Stato.

Doc. XCII.

Lettera del conte G. Mozzi a don Pedro Cevallos ministro di Carlo IV a Madrid sul tema della predetta Convenzione.

Fin dall'epoca, in cui S. Maestà Imperiale Reale Apostolica si rivolse a codesta Augustissima R. Corte onde parteciparle che per sistemare le diverse pendenze relative all'articolo V del Trattato di Luneville spediva in Firenze il march. Filippo Ghisilieri, e fin dall'epoca in cui l'E. V. si compiacque di accompagnarmi col pregiatissimo Suo Dispaccio in data d'Aranjuez 15 Maggio 1803 la transazione seguita tra S. M. l'Imperatore Leopoldo, e S. A. R. il Serenissimo Arciduca Ferdinando allora Granduca di Toscana, occupossi S. M. la Regina Reggente di un così grave ed interessante oggetto, e formò una Deputazione mediante il Motuproprio, che qui annesso trasmetto all'E. V. segnato N.° 1, affinchè si compiaccia di osservare la religiosità e la imparzialità, con cui la prefata mia R. Sovrana volle che si procedesse all'esame ed alla discussione di simile pendenza.

Ritenendosi, che S. A. R. il Serenissimo Elettore di Salisburgo era creditore della somma di Scudi 25,714. 2. –. per Controdote dell'Augusta R. sua Sposa costituita in tanti Luoghi di Monte, e della somma di Scudi 1,113,562. 3. 16. –. a tenore della citata transazione, si trovarono diversi titoli da contrapporsi a tali due Partite, e si reclamò il prezzo di alcuni Beni di Urbino venduti, e di alcuni altri Beni di Francia e di Roma provenienti dalla Granduchessa Margherita Luisa d'Orleans moglie di Cosimo Terzo, che erano Beni dello Stato, e che furono venduti dall'Imperator Francesco Primo. Si reclamarono le Gioje dello Stato di Toscana, che secondo il Patto di Famiglia del 1737 non potevano, nè dovevano estrarsi dalla Toscana, nè essere di libera proprietà personale, ma addette al Demanio, ed alla Sovranità, e le quali furono trasportate a Vienna, e si reclamarono finalmente le

spese fatte dalla Toscana pel mantenimento delle Truppe imperiali dal Luglio 1799 a tutto Ottobre 1800 tanto per quelle che erano in Toscana, quanto per quelle, che furono approvvisionate sotto Genova.

Si dichiarò che non vi erano acquisti personali, mentre dai pubblici atti rilevavasi, che i Beni della Casa Medici, tanto situati in Toscana, che posti fuori di essa, assunsero la qualità demaniale per il suddetto Patto di Famiglia, e che tutte le proprietà ed avanzi erano stati incorporati con R. Motuproprio dei 6 Aprile 1789 nel Patrimonio cosiddetto della Corona, che era demaniale, e separato affatto dal patrimonio personale: con questo principio si dichiarò, che anche i due Capitali investiti da S. A. R. allorchè era Granduca di Toscana nel Banco di Vienna per la somma di Scudi 44,037. 1. —. -. e l' altro di Scudi centomila nel Deposito Novissimo di Venezia non potevano qualificarsi per crediti personali della prefata R. A. S. Elettorale, giacchè anche questi erano impostati a favore dell' Amministrazione del suddetto Patrimonio della Corona della Toscana, che è lo stesso, che lo Stato, e la Sovranità della Toscana.

Non s' ignorava che tali rinvestimenti procedevano dagli avanzi fatti dalla prefata R. A. S. l' Arciduca Ferdinando allora Granduca di Toscana, e che poteva essere nella sua libertà e piacimento di fargli rinvestire in testa propria, come avanzi ed acquisti personali, ma egli non lo fece, anzi ne ordinò il rinvestimento o impiego, in nome e proprietà dell' Amministrazione Generale suddetta della Corona.

Tali titoli di contrapposizione affacciati da Noi, incontrarono le maggiori eccezioni per parte del Marchese Ghisilieri, il quale sosteneva, che le transazioni seguite tra l' Imperator Giuseppe Secondo e Leopoldo suo R. Fratello allora Granduca, e quella tra S. M. l' Imperator Leopoldo e Ferdinando suo Augusto figlio allora Granduca di Toscana, toglievano a noi qualunque titolo dal chiedere conto de' Beni di Urbino, di Francia e di Roma, e di reclamare il prezzo delle gioje: Aggiungeva, che S. Maestà l' Imperator Leopoldo allorchè era

Granduca di Toscana ritraeva da Vienna tutte le sue rendite particolari, e che le impiegava in Toscana, e che quindi avrebbe diritto di reclamare moltissimi effetti e stabili formati dal prefato Sovrano.

Insistendo egli su questi principj, a cui non si lasciava dal canto nostro di dare il peso dovuto, e vedendo S. M. la Regina, che mediante Note e Contronote non poteva ultimarsi una simile pendenza, e che anzi inasprendosi maggiormente poteva cagionare maggiori disgusti, tanto più che il suddetto Marchese Ghisilieri si era espresso di voler partire sulla credenza di non potere accomodare e definire l' affare, S. M. la Regina Reggente calcolando nella Sua Saviezza quanto era necessario il non lasciarsi sortir dalle mani la finale trattativa di quest' affare, e di non porre S. M. l' Imperatore e S. A. Elettorale nella circostanza di rimetterne la definizione al Primo Console, come dichiarava lo stesso Marchese Ghisilieri, credè necessario di far trasmettere alla suddetta nominata Deputazione la Memoria, che qui pure unita compiego all' E. V. sotto N.° 2, onde abbia luogo di far campeggiare i virtuosi e degni sentimenti che hanno animata, e che animano la prefata Maestà della mia Augusta Sovrana.

Occupossi la Deputazione a formare un *Ultimatum* da proporsi in seguito in via amichevole al suddetto Marchese Ghisilieri, e da questo *Ultimatum* rilevossi, che i Beni di Urbino venduti per la somma di Scudi 550,000, ed investiti a Vienna, ed il rimborso delle spese fatte per le Truppe sotto Genova ascendenti a Scudi 309,228. erano i due oggetti, che meritar potevano tutta la Sovrana Considerazione per chiedere di essere contrapposti allé somme dovute. Dopo le più mature deliberazioni prese dalla prefata M. S. coll' intervento del Suo R. Consiglio, fu incaricato questo cav. Luigi Lustrini ben cognito all' E. V. a trattare col suddetto Marchese Ghisilieri: Fu convenuto che acquisti personali cadenti nel riservo del citato Articolo V del Trattato di Luneville non ve ne erano in Toscana, giacchè tutto era demaniale, e si superò questo

forte e grave ostacolo, che avrebbe potuto produrre delle lunghe e penose contestazioni.

Si rilevò che il suddetto Marchese Ghisilieri non richiedeva le Guardarobbe e mobili di puro uso rimasti in Toscana, e che secondo le disposizioni emanate nel suddetto Patto di Famiglia asportarsi poteano dai RR. Granduchi, e considerarsi come loro proprietà particolari: si rilevò che a tenore della suddetta transazione fatta dall' Imperator Leopoldo con il figlio Granduca Ferdinando non veniva chiesta dal suddetto Marchese Ghisilieri come un' effettiva proprietà del Serenissimo Elettore la somma di Scudi 278,390. 4. 9. —. donatagli dal Padre come a titolo di stralcio; e però in vista di tali rilievi fu receduto dalla pretesa di chiedere il rimborso de' Beni di Urbino alienati dall' Imperator Francesco Primo, tanto più, che il suddetto Marchese Ghisilieri convenne, che sarebbero state alla Toscana rimborsate le spese fatte per il mantenimento delle Regie Imperiali Truppe, tanto in Toscana quanto sotto Genova, e secondo la liquidazione da farsi.

Dopo lunghe amichevoli trattative avendo S. M. col suo R. Consiglio conosciuto, che del Reale Interesse e della Reale dignità era il procedere ad una finale Convenzione, e toglier di mezzo qualunque pretesa, che affacciar si potesse, si degnò di autorizzarmi a sottoscrivere la Convenzione, e gli articoli segreti, che qui compiegati trasmetto all' E. V. sotto il N.° 3 e 4.

Sua Maestà la Regina Reggente si riserba di trasmettere a S. M. l' Augustissimo Suo R. Genitore col venerato mezzo dell' E. V. un voto, da cui resulta colla massima evidenza la utilità somma, che risente la Toscana da simile Convenzione, e intanto da questi miei accenni conoscerà la saviezza dell' E. V. che non è stata trascurata circostanza veruna pel sostegno del Reale Interesse, e del Reale Demanio, e quindi la prefata Mia Augusta Sovrana è nell' anticipata persuasiva, che l' E. V. nel sottoporre alla Considerazione di S. M. Cattolica la Convenzione suddetta, si degnerà di procurarle la Sua Regia formale adesione, come per ogni titolo, e per dovuto fi-

liale ossequio è stato dichiarato all' Articolo VI della Convenzione medesima.

In attenzione di che passo con ogni ec.

Firmato — G. Mozzi.

Esistente nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. XCIII.

Parere emesso dalla Congregazione dirigente le Finanze del Regno d' Etruria circa le vertenze pecuniarie co' Principi Austriaci.

Inerendo all' invito del Reale Dipartimento delli Affari Esteri contenuto nella Nota del 20 Marzo, si è fatto un dovere quello delle Reali Finanze d' interpellare la Deputazione nominata per la liquidazione ed esame delle vertenze fra questa Real Corte, e S. A. R. il Serenissimo Elettore di Salisburgo sopra l' officio di S. E. il Sig. March. Filippo Ghisilieri in data del 29 Dicembre scorso.

La suddetta Deputazione richiamata contro la sua espettativa, e contro quella del R. Governo a rintracciare delle prove e dei documenti, che a forma della Convenzione del primo Maggio 1804, ed in coerenza alle precedenti trattative non sembravano necessarie, ha dovuto procurarseli da diversi Dicasteri tanto di questa capitale, che dalle provincie, e ciò ha portato un qualche ritardo nella trasmissione del Voto che essa, non meno che il R. Dipartimento di Finanze ha dovuto compilare sulle qui annesse carte.

Conviene bensì premettere una sostanziale osservazione riguardante la condizione posta nella Memoria del Marchese Ghisilieri all' accessione che S. M. Imperiale e Reale si dichiarava disposta a dare al Trattato del 1.° Maggio 1804, sembra al Dipartimento delle R. Finanze, in conformità di quanto è insinuato anche nella Nota di quello delli Affari Esteri, che

una tale condizione non possa aver luogo se si consideri l'andamento della precedente trattativa, il modo adottato per terminarla, ed il concetto delli stessi contraenti nella stipulata Convenzione.

Aveva il Plenipotenziario di S. M. la Regina Nostra Signora, dietro le Memorie e giustificazioni presentate dalla predetta Deputazione contrapposto alle domande del Plenipotenziario Imperiale i rilevanti crediti, che lo Stato di Toscana aveva diritto di ripetere dalla Corte di Vienna, crediti fondati sulla chiara disposizione de' Trattati, ed appoggiati ad autentici documenti. Risultava di fatti competere a questo Stato la reintegrazione del valore di varj Beni demaniali alienati, e capitali distratti senza erogarne il prodotto in benefizio dello Stato di Toscana, specialmente durante il governo dell' Imperatore Francesco I, mentre a forma della Convenzione del 31 Ottobre 1737 fra il prefato Imperatore Francesco allora Granduca di Toscana, e la Serenissima Elettrice Palatina, la Corona di Toscana riconosceva nei Beni e Capitali medesimi l'ipoteca dell'antico debito pubblico esistente all' epoca della cessazione del Governo Mediceo, ed ora trasfuso insieme con tutti gli altri oneri del già Granducato nell' attuale Sovranità. La legittimità di queste reintegrazioni risultava da molte autentiche carte, dalla proibizione di alienare o asportare alcuni dei capitali stessi che si legge all' Art. III.° della citata Convenzione, e perfino dalli Atti d' osservanza dell' istesso Imperatore Francesco, che in occasione della vendita dei Beni d' Urbino (che non erano di natura diversa dalli altri) volle religiosamente trasportare e surrogare con pubblico Istrumento in altrettanti beni esistenti nelle provincie austriache i vincoli che a favore dello Stato di Toscana esistevano su i Beni alienati.

L' importare di questi diritti garantiti dalle più limpide giustificazioni, e il domandato rimborso delle spese fatte dalla Toscana per le Truppe Imperiali negli anni 1799 e 1800, tanto qui che sotto Genova, formavano una somma molto maggiore di quei capitali, o Luoghi di Monte che erano per giustizia

devoluti a S. M. Imperiale, benchè tuttora impostati sul conto di S. A. R. il Serenissimo Elettore di Salisburgo.

In mezzo alla viva discussione di questi articoli, desiderosi i due Governi di devenire ad un sollecito risultato, convennero di considerarli per stralcio e dimostrativamente, come equivalenti ad una data somma, e fu dal Plenipotenziario Imperiale proposto di appoggiare questa repetizione piuttosto al titolo del rimborso delle spese di guerra, che a qualunque altro dipendente da antichi diritti, onde declinare qualunque giuridica contestazione.

S. M. la Regina si prestò ben volentieri per amore di conciliazione a questo temperamento, e fu nell'Articolo Segreto del Trattato espresso il titolo delle spese di guerra, e la somma di scudi seicento settantamila, ma senza articolare veruna renunzia alli allegati diritti; e per tal motivo restò convenuto di lasciar sospesa la percezione de' frutti del capitale de' Monti spettante a S. M. Imperiale, finchè questo Sovrano non avesse dichiarato la sua volontà sull' accessione alla liquidazione e rimborso delle spese di guerra valutate nella predetta somma.

Dal complesso di questi fatti resultano le seguenti considerazioni:

1.° Che le spese di guerra non erano il solo Articolo di reintegrazione domandato dalla Toscana, e dovuto alla medesima;

2.° Che il valore dei diritti a lei competenti sarebbe stato molto maggiore della somma richiesta per le suddette spese di guerra;

3.° Che la contraposizione fatta nel sopraccitato articolo segreto della somma di scudi 670 mila per il titolo di rimborso delle spese di guerra comprende virtualmente tutti gli altri titoli allegati dalla Corona di Toscana, e non mai da lei rinunziati, quantunque la somma medesima isolatamente presa non equivalga al valore dei diritti stessi.

4.° Che perciò nessuna condizione diretta a limitare il quantitativo della detta somma, e l' importare del solo rim-

borso delle spese di guerra può essere ammissibile, tostochè l'evidente concetto de' Contraenti è stato di contrapporre la somma di 670 mila scudi all'importare dei capitali da riconoscersi come spettanti a S. M. Imperiale, e questa somma è stata considerata come un equivalente di tutte le reintegrazioni e diritti della Corona di Toscana, onde qualora si volessero apporre delle limitazioni, o all'ammissione del titolo del rimborso delle spese di guerra, o al loro quantitativo, la Corona d'Etruria, che non ha mai rinunziato ai suddetti diritti, sarebbe nella necessità di riassumerne la discussione articolo per articolo, poichè non le viene abbuonata quella somma, che per modo di transazione e di stralcio era stata concordata in correspettività dei diritti medesimi.

Premesse queste dichiarazioni, delle quali il Dipartimento delle Finanze invita quello degli Affari Esteri a fare quell'uso che stimerà conveniente, onde in ogni caso (che però si compiace di riguardare come impossibile) di ulteriori difficoltà e restrizioni del rimborso delle spese di guerra non rimangano pregiudicati i Sovrani diritti di reintegrazione sulli altri articoli, che appoggiati ad irrefragabili documenti si proponevano nella discussione del suddetto Trattato, si fa un dovere il Dipartimento istesso di accompagnare colla presente Nota il resultato delle ricerche fatte per rintracciare le richieste giustificazioni. Questo risultato si contiene nell'annessa Memoria e nei tre fascicoli di documenti segnati, A. B. C.

Nella Nota officiale del Ministro Plenipotenziario March. Ghisilieri si domandavano delle positive promesse date dai generali austriaci, di pagare le somministrazioni fatte alle truppe. Queste promesse si trovano litteralmente nella lettera del generale Klenau al Senato Fiorentino del 24 Luglio 1799; in quella del Tenente Maresciallo Frelich del 9 Settembre di detto anno, e finalmente in quella del Tenente Maresciallo Hohenzollern del 28 Ottobre; e si deducono facilmente dalle altre lettere del generale Palfy del 1.° Novembre, e del 6 Ottobre del medesimo anno, benchè non espressamente dirette ad assicurare il rimborso delle dette somministrazioni, ma solo a

rendere più regolare il servizio delle truppe, ed a provvedere alla loro sussistenza.

Analoghi alle dichiarazioni suddette dei Generali austriaci furono gli ordini in quel tempo emanati in stampa dal Senato fiorentino che rappresentava il Governo di Toscana, come rilevasi dal fascicolo di documenti segnati di lettera C; che per se stessi formerebbero una prova convincentissima delli impegni contratti dai Comandanti austriaci, se non esistesse il loro originale carteggio; poichè dalle circolari stampate dai Regj Dicasteri per norma delle Comunità, risulta essere stati dichiarati come generi refettibili, e da rimborsarsi dalla Cassa militare austriaca, il pane, legna, foraggi per i cavalli, trasporti e vetture, ed essere stati esclusi dal rimborso, la minestra, vino, sale e carne, per la ragione che le ordinanze militari imperiali non le accordano al soldato in natura, ma si comprendono nel prè, che gli si paga a contanti, onde il comando militare austriaco saviamente dichiarò, che se queste somministrazioni fossero fatte alla Truppa sarebbero state considerate come un dono gratuito delle Comunità istesse, e non come un articolo refettibile.

Questa distinzione di spese refettibili e non refettibili, è a nostro credere il più forte argomento de' sacri impegni contratti dai Generali austriaci in nome del loro Sovrano, e molto più li conferma il sistema, che sotto la direzione del Comando militare fu tenuto per la liquidazione delle spese medesime. Di fatti il generale Hohenzollern con biglietto de' 28 Ottobre 1799; ed il Commissario Carlo Sav. Faller uffiziale della Provianda col suo biglietto de' 28 Dicembre di detto anno, ambidue inserti nel fascicolo di lettera A, invitarono respettivamente, il primo il Senato, e l'altro la Comunità di Firenze, ad avere presentato i conti delle diverse Comunità a tutto il mese di Ottobre avanti li Uffiziali austriaci di sussistenze in Firenze e Livorno, per averne le ricevute, o *recepisse*, quali dovevano in seguito essere spediti al General Comando in Pavia, onde ottenere da esso i finali ed autentici certificati.

Le Comunità si affrettarono a presentare le loro giusti-

ficazioni, e per quelle che furono trovate in regola vennero alle medesime rilasciati dei certificati dal Commissario Faller, e questi vennero spediti a Pavia, d'onde ne furono rimandati pochissimi, giacchè la lunghezza del lavoro, e le successive vicende della guerra impedirono la totale liquidazione de' crediti stessi.

Si annettono sotto lettera B. alcuni di tali certificati tanto del Comando Generale in Pavia, quanto del Commissario Faller, per dare un saggio del sistema praticato per ordine dell' istesso Comando militare austriaco.

Esistono pertanto le espresse dichiarazioni e promesse dei Comandanti austriaci, alle quali appunto ci richiama la Nota del Ministro Plenipotenziario Sig. March. Ghisilieri, e queste promesse vengono autenticate dai contemporanei ordini emanati dal Senato Fiorentino, e dalli altri Regj Dicasteri sotto gli occhi, e dietro la scorta dell' Imperial Comando militare. E finalmente si confermano dal contegno praticato dai Commissarj di Provianda, tanto in Firenze che in Pavia, e dai certificati da loro firmati. Una sola di queste prove basterebbe a compire quella giustificazione che viene richiesta dal March. Ghisilieri in nome di S. M. l' Imperatore e Re, ma la riunione di tante prove che da noi si possono allegare, riduce la cosa ad un tal grado di evidenza da non meritare ulteriori discussioni.

Che se ciò è dimostrato in rapporto alle truppe stanziate sul territorio toscano, a più forte ragione deve concludersi relativamente alli approvvisionamenti ordinati ed eseguiti per l' Armata austriaca sotto Genova, che furono dal Senato Fiorentino combinati con i Generali comandanti austriaci dietro l' indubitata promessa del rimborso. Ora la spesa occorsa per l' approvvisionamento dell'Armata sotto Genova ammontò a scudi 309,228 fiorentini: la qual somma comprende soltanto le spese eseguite per mezzo della Banca di Commercio di Livorno, e per mezzo della Deputazione degli Approvvisionamenti di Firenze, che agivano per conto della Tesoreria generale dello Stato, e non le altre spese fatte per l' istesso oggetto

dalle Comunità delle due province di Pietrasanta e Lunigiana limitrofe al Genovesato, che furono considerabilissime, e che ora formano parte del debito della Toscana. E qui giova osservare, che sebbene costi essere stato promesso il rimborso ancora di queste spese, tuttavia non sarebbe di mestieri, in rapporto all' approvvisionamento dell' Armata sotto Genova, di legittimare questa promessa trattandosi di titolo estraneo alla difesa della Toscana, e di operazioni di guerra, che succedevano fuori del di lei territorio, e per le quali uno Stato qualunque non può mai essere tenuto a sopportare alcun aggravio, ed avendolo sopportato, è nel pieno diritto di domandarne la reintegrazione, o anche di compensare di fatto, e senza alcuna precedente convenzione l' importare dell' aggravio medesimo con altrettanta rata di capitali spettanti al Governo per di cui ordine e conto dovè contrarre tali spese, se i capitali stessi si trovano sotto il suo dominio e giurisdizione.

La spesa poi delle Truppe stanziate in Toscana calcolata in somma di scudi 366,089 per i soli generi dichiarati refettibili, non comprende se non che le spese fatte direttamente dalla Tesoreria generale per mezzo della Deputazione degli Approvvisionamenti militari stabilita in Firenze, e non include le immense spese fatte dalle Comunità del Regno nel loro particolare, ad una porzione delle quali dovè supplire colle tasse fondiarie, e per l' altra si sono dovuti accreditare i particolari somministratori delle Comunità sul Monte Comune, ed aumentare vistosamente il Debito Pubblico dello Stato.

La facoltà di determinare con sicurezza il preciso importare delle spese fatte dalle Comunità tanto per le Truppe stanziate in Toscana, quanto per l' approvvisionamento dell' Armata sotto Genova, obbligò il Governo nella Convenzione del 1.° Maggio a contrapporne dimostrativamente la somma di scudi 670 mila comprensiva delle due indicate partite di spese fatte dalla Tesoreria generale, escluse quelle delle Comunità.

Ma se si dovesse, come porterebbero gli ordini e dichiarazioni dei Generali Comandanti austriaci, devenire ad una liquidazione comprensiva di tutte le spese fatte per l' Armata

austriaca, si può con sicurezza affermare, che ascenderebbe a molto più del doppio di quella indicata nella Convenzione, e che questo aumento da potersi limpidamente giustificare in specie, come è già giustificato in genere dalle dichiarazioni dei predetti Generali, non sarebbe minore di scudi 800 mila.

Riepilogando pertanto le ragioni contenute nella presente Memoria, sembra al R. Dipartimento di Finanze, che quello delli Affari Esteri, dopo aver combattuto la pretensione affacciata nella Nota Imperiale, di apporre una condizione qualunque all' articolo segreto della Convenzione del 1.° Maggio, che riguarda il rimborso nella somma di scudi 670 mila delle spese di guerra, deva dichiarare che li ordini dei Comandanti austriaci esistono, esibire a questa Legazione Imperiale la vista delle copie autentiche delli ordini stessi, e delli altri documenti qui allegati, ed in fine farle osservare, che ammesso il titolo che dopo li ordini de' Comandanti diviene anche nel concetto del Governo Imperiale incontrastabile la formale liquidazione delle spese di guerra fatte tanto qui, che per l' approvvisionamento dell'Armata sotto Genova, ammonterebbero ad una somma superiore del doppio a quella enunciata nella Convenzione del 1.° Maggio 1804, e tale che non solo assorbirebbe l' intero fondo de' capitali spettanti a S. M. I. e Reale in questo Monte Comune, ma vi resterebbe anche una non piccola somma refettibile a favore della Toscana.

Firmati LEONARDO FRULLANI.
N. CORSINI.
V. FOSSOMBRONI.
P. SPANNOCCHI.
GIOVANNI FABBRONI.

Li 22 Luglio 1805.

Firmato — CRISTOFANO CORSI Segretario.

N. B. Questo interessantissimo *voto* degl'illustri *quinqueviri* esiste insieme con le precitate carte nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri. Per amore di brevità intralasciamo di mandar fuori gli *allegati* che non sono stati precedentemente prodotti, mentre crediamo di non poterci dispensare dal collocare qui di seguito la *Nota* del Plenipotenziario Austriaco da essi presa a confutare.

Nota del marchese Ghisilieri al conte Mozzi.

In esecuzione delli Ordini ultimamente abbassatimi da S. M. l' Imperatore e Re mio Augusto Padrone, ho il piacere di significare all' E. V., che l' accessione della stessa Maestà Sua alla Convenzione segnata il 1.° Maggio p. p. dipenderà dalle prove che il Ministero Toscano potrà allegare di quanto pretende a carico dell' I. e R. Corte per conto delle somministrazioni fatte dalla Toscana nel 1799 all' Armata austriaca, mentre, sebbene anche malgrado le più minute ricerche fatte per verificare se i Comandanti austriaci abbiano mai promesso rimborso dalle Finanze II. RR. di tali somministrazioni, non siasi scoperta presso gli Aulici Dipartimenti di Vienna veruna traccia di simil promessa, è però il mio Augusto Padrone nella determinazione di riconoscere la validità della pretesa della R. Corte d' Etruria, e di ratificare per conseguenza la Convenzione sopraccitata, semprechè detta R. Corte giunga a provare legalmente che i Generali austriaci hanno data positiva sicurezza di pagare le somministrazioni indicate, come poi in difetto di tali prove non potrebbe neppure la stessa R. Corte di Etruria trovare strano che S. M. non si credesse obbligata a riconoscere, e a caricarsi per conseguenza di un debito che originariamente non deriva che dalli sforzi che la Toscana, e tanti altri Stati d' Italia hanno dovuto fare in quel tempo per la propria difesa, e che per conseguenza è ogni Stato in dovere di sopportare senza esigerne compenso alcuno; A tal determinazione poi, che esser può alla R. Corte d' Etruria un nuovo contrassegno di particolari sentimenti di riguardo, e di amicizia che per Essa nutre il mio Augusto Padrone, devo per ordine della stessa Maestà Sua aggiungere, che al Suo Ministro Plenipotenziario, e inviato straordinario Sig. Tenente Maresciallo Baron De Colli potrà l' E. V. compiacersi di comunicare le prove sopraindicate, sulle quali si crede l' I. e R. Corte in diritto di potere insistere.

Esaurita così la mia Commissione, per quella parte che

riguarda direttamente il mio Augusto Padrone, ne ho un nuovo motivo di sperare di potere da un giorno all'altro esaurirla non dissimilmente per quella parte altresì che riguarda S. A. R. E. di Salisburgo, e in tal lusinga ho frattanto l'onore di ripetermi col più distinto ossequio

Di Vostra Eccellenza

Firenze, 29 Dicembre 1804.

Firmato — March. FILIPPO GHISILIERI.

Esiste come sopra.

Doc. XCIV.

Memoria della Deputazione ad hoc *per giustificare i rimborsi dovuti dall' Austria alla Toscana per le sussistenze militari.*

Allorchè le Truppe imperiali nei primi del mese di Luglio 1799 entrarono in Toscana, scacciandone le Truppe francesi, che l'avevano occupata, il generale Klenau che comandava le dette Truppe, dichiarò con suo Biglietto al Senato Fiorentino, che rappresentava la persona del Sovrano di Toscana, essere intenzione ed ordine di S. M. l'Imperatore di pagare tutto quello veniva richiesto per sostentamento dell'Armata imperiale.

Tutti gli altri Comandanti, che dopo di esso comandarono le dette Truppe, partendo sempre dal suddetto principio e dichiarazione concertarono e schiarirono quali erano i generi che dovevano, a forma delle ordinanze degli Eserciti imperiali, somministrarsi di diritto alle Truppe, il metodo da tenersi per averne le opportune ricevute e buoni per ottenerne il rimborso, come si rileva dagl'ingiunti biglietti del generale M. Frelick, generale Hohenzollern, e generale Palfy, de' quali tutti viene rimessa copia autentica nell' inserto segnato di lettera A.

Dai suddetti biglietti, e da tutti gli ordini stati dati dal Senato alla Deputazione d'Approvvisionamenti in Firenze, ed

alle Comunità dello Stato per mezzo degli Uffizj di Soprain-tendenza Comunitativa nelle rispettive provincie risulta, che furono dichiarati, come generi refettibili e da rimborsarsi dalla Cassa militare austriaca, il pane, le legna, foraggi per i cavalli, trasporti e vetture, restando a carico delle Comunità la minestra, vino, sale e carne per la ragione, che tali generi, secondo le ordinanze militari imperiali, non si somministravano alle Truppe in natura, ma dovevano pagarsi a contanti dal soldato con il Prè, essendo rimasto dichiarato e convenuto, che tutto ciò che fosse stato somministrato per questo titolo si dovesse considerare come un dono gratuito a favore del soldato.

Una tal distinzione e dichiarazione serve sempre più a confermare la dichiarata volontà ed intenzione di pagare quei generi, che si dovevano somministrare ai soldati in natura, e dei quali sarebbero stati ammessi i buoni per averne gli opportuni certificati, o *recepisse* dal Commissariato austriaco.

In fatti come vedesi dal biglietto del generale Hohenzollern de' 28 Ottobre 1799 inserto fra i documenti di lettera A. in quanto contiene ancor esso una dichiarazione di rimborso, fu invitato il Senato ad intimare alle Comunità la presentazione dei loro conti a tutto il mese di Ottobre avanti gli Uffiziali austriaci di sussistenze in Firenze e Livorno, per averne le ricevute o *recepisse*, quali dovevano essere in seguito spediti al General Comando in Pavia per ritirarne da esso i finali ed autentici certificati. Le Comunità s' affrettarono a presentare i loro buoni e documenti, dei quali, per quanto ne fosse rigettata la maggior parte, pure ottennero, per tutto ciò che fu ammesso, i certificati dal Commissario Faller, che risiedeva in Firenze, e furono in seguito spediti e trasmessi a Pavia, di dove non ne furono mai rimandati se non che pochissimi, talchè le Comunità restarono, per la maggior parte almeno mancanti, quasi tutte *(sic?)* di tali documenti e giustificazioni.

Diversi di tali certificati tanto del Comando generale austriaco in Pavia, come pure di quelli del Commissario Faller,

che non erano stati rimessi a Pavia, si annettono sotto lettera B per una prova del sistema e contegno praticato d'ordine dell'istesso Comando austriaco.

Un tal metodo fu continuato fino a tutto il mese di Gennajo 1800, alla qual'epoca essendo stato eretto il Monte Redimibile a favore dei creditori dello Stato, e conosciuta inoltre la defatigazione delle Comunità nel mandare dei Deputati a Firenze per esibire i conti ed i buoni, e l'arbitrio con cui indebitamente se ne rigettava ai detti Deputati la maggior parte, fu stabilito di consenso del predetto Comando austriaco, che tutte le Comunità rimettessero i loro conti e buoni all'Uffizio delle Revisioni e Sindacati in Firenze, da cui verificati e posti in regola, se ne facessero le opportune liquidazioni presso il Commissario Faller, e se ne ritirassero i certificati per rimettersi da detto Uffizio al Comando generale di Pavia, e ritirarne i certificati per indi consegnarsi alle respettive Comunità.

L'Uffizio suddetto delle Revisioni e Sindacati ricevè dalle Comunità tutti i conti e buoni, e li pose in ordine per farne la liquidazione col detto Commissario Faller, il quale col pretesto di malattia protrasse quest'operazione di mese in mese. e finalmente essendo fuggito per supposta malversazione, senza che fosse sostituito altro soggetto autorizzato in sua vece alla detta liquidazione, rimase questa affatto sospesa fino al punto dell'evacuazione delle Truppe imperiali dalla Toscana.

Tutto ciò si comprova dagli ordini ed istruzioni che si rimettono annesse sotto lettera C, tra i quali è specialmente da rilevarsi un ordine del Senato dei 22 novembre 1799 per formare una dimostrazione o nota esatta dei crediti delle Comunità col Governo austriaco per dependenza del passo, o permanenza delle Truppe, appoggiato all'articolo di un Dispaccio de'7 Novembre detto di S. A. R. l'Arciduca Ferdinando allora Granduca, in cui vien dichiarato, che il detto credito è refettibile dal predetto Governo austriaco.

Sembra adunque incontrastabile la promessa refettibilità e rimborso delle spese di sussistenza, tanto dalle dichiarazioni

precise e letterali dei Generali comandanti austriaci, dalla distinzione convenuta della qualità delle spese refettibili, e di quelle che si volevano addossate alle Comunità della Toscana in aria di condiscendenza e donativo, dai certificati delle spese refettibili dati fuori dagli Uffiziali di sussistenza austriaca per averne l'approvazione e certificati del Comandante generale di Pavìa, quanto finalmente da tutte le circolari, ordini ed istruzioni autentiche o stampate, che furono date dal Governo toscano, di concerto e consenso del Comando austriaco per regolamento delle Comunità.

Se questa prova è evidente per le Truppe stanzionate sul territorio toscano, a più forte ragione dev'estendersi ancora agli approvvisionamenti ordinati ed eseguiti per l'Armata austriaca sotto Genova, che furono tutti conciliati dal Senato Fiorentino con i Generali comandanti austriaci con la indubitata promessa di rimborso.

Non si tratta di dimostrare e liquidare la somma a cui sono ascese tutte le suddette spese, ma unicamente di far vedere, che le somme poste in calcolo nei conteggi, che servirono di base alla transazione stata fatta con S. A. R. l'Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo, non sono che una piccola parte di tutta quella maggiore spesa, che è stata fatta per le suddette Truppe austriache, anche con tutte quelle modificazioni, che i Generali comandanti austriaci vollero escludere dalla promessa refettibilità.

La spesa occorsa per l'approvvisionamento sotto Genova estratta da autentici registri, è calcolata scudi fiorentini 309,228 comprende soltanto tutto ciò che fu eseguito per mezzo della Banca di Commercio di Livorno incaricata dal Senato di provvedere a tale oggetto, e per mezzo della Deputazione degli Approvvisionamenti di Firenze, che agivano ambedue direttamente per conto della Tesoreria o Cassa generale dello Stato, senza che vi sieno comprese molte spese state fatte per il detto oggetto dalle Comunità delle due provincie di Pietrasanta e Lunigiana limitrofe al Genovesato.

La spesa poi delle Truppe stanzionate in Toscana, calcolate

in somma di scudi 366,089 per i soli generi ammessi alla refettibilità, non comprende se non che le spese state fatte direttamente dalla Tesoreria generale per mezzo della Deputazione degli Approvvisionamenti di Firenze, che rilevava immediatamente dalla detta R. Tesoreria.

Mancano le spese state fatte dalle Comunità di tutto il Regno nel loro particolare, una porzione delle quali è stata eseguita con le tasse fondiarie, che le Comunità dovevano rimettere alla Tesoreria generale, una porzione è rimasta a carico delle Comunità, quale dovrà essere considerata nella generale operazione di conguaglio fra tutte le Comunità, che non è ancora terminata, ed una porzione rilevantissima derivante dai crediti dei particolari somministratori delle Comunità è stata trasportata sul Debito Pubblico in tanti Luoghi di Monte a favore dei creditori, secondo le liquidazioni già state eseguite dalla R. Giunta di Revisione.

La difficoltà di determinare con una positiva sicurezza tutte queste spese, tanto per non essere interamente compite tutte le operazioni generali ordinate, quanto per le complicate separazioni e distinzioni da farsi, fece che nei dati che servirono alla transazione restassero trascurate per appoggiarsi unicamente a quelle spese risultanti dai registri autentici che potevano senza lunghe operazioni dimostrarsi, e che erano direttamente uscite dalla Cassa della Tesoreria generale, ma per un calcolo d' approssimazione, che potrebbe facilmente provarsi, se si trattasse di una liquidazione, tutta la spesa trascurata e non posta in calcolo ascenderebbe a molto più del doppio di quella stata posta in nota, non potendosi calcolare a meno di altri scudi 800 mila.

Firmati — Claudio Sergardi.
Giulio Piombanti.
Bernardo Lessi.

Esiste insieme con l' altre carte nel precitato Archivio delle Relazioni Estere.

Doc. XCV.

Note indirizzate dal baron Colli al conte Mozzi sulle vertenze pecuniarie co' Principi Austriaci.

Nota 1.ª

Florence, le 13 Mai 1806.

Le soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Romains et d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême etc. etc. s'étant fait un devoir d'envoyer en son temps, à la Cour de Vienne, la réponse qu'en date du 19 Août 1805, Son Exellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de la Cour Royale d'Etrurie, a faite par ordre de Sa Majesté la Reine Régente à la Note que Monsieur le Marquis Ghisilieri avait remise, ensuite d'autorisation, le 29 de Décembre 1804, à cette Cour, par suite aux négociations qui avaient eu lieu sur l'execution de l'article 5 du Traité de Luneville, se trouve maintenant chargé d'avoir l'honneur de faire à cette réponse, la replique suivante: Le Ministère de Sa Majesté la Reine Régente d'Etrurie, dans sa réponse du 19 Août 1805, a l'office de la Cour de Vienne du 29 Décembre 1804, a mis en avant la pretention que la Cour de Vienne reconnaisse, sans examen préalable quelconque, la validité d'une dette de 675,317 scudi, pour ce qui aurait été fourni par la Toscane aux Troupes Autrichiennes pendant les campagnes de 1799 et 1800.

La Cour de Vienne n'a pu trouver cette prétention qu'aussi étrange que peu conforme au texte et au sens de l'article sécrèt dont on a voulu s'étayer; il suffit de lire cet article pour être persuadé qu'il n'y est question que d'une liquidation, à la quelle Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, sera invitée (ainsi qu'elle l'a été par Son Altesse Royale Monseigneur l'Archiduc, aujourd'hui Electeur de Würzbourg) de se prêter

pour l'arrangement. A cet objet, ce qui suppose que d'une côté des comptes en règle seront présentés avec les preuves requises à leur appui, et que de l'autre coté on aura le droit d'y répondre par des observations convenables pour éviter tout préjudice.

Si on avait pu entendre de dispenser la Cour Royale d'Etrurie de cette formalité préalable, on eût diminué d'abord à concurrence du montant de ses prétentions le capital de 1,221,576 scudi, existant dans les fonds publics de la Toscane; mais on ne l'a pas fait; sans doute que ce n'a pas été pour revenir sans autre formalité à l'opération de cette diminution.

Cet exposé aussi ingénu que précis parait devoir suffire pour déterminer la Cour d'Etrurie à déférer à l'instance faite par la Cour de Vienne dans son office du 29 de Décembre 1804 et fait croire qu'en consequence il sera superflu de l'appuyer d'autres considérations.

Au reste la Cour de Vienne, en se prêtant à acceder à la liquidation en question sous la condition expresse, énoncée dans son dit office, en y faisant dépendre de l'accomplissement de cette condition, son accession nécessaire à la convention signée le 1.° Mai 1804, a fait ce que le sens des articles sécrèts de cette convention l'autorisait à faire; elle a fait par là tout ce qui pouvait dépendre d'elle pour accélérer l'issue de la négociation dont la marche fait assez voir que ce n'est pas à l'Autriche, qu'on puisse attribuer les retards qu'elle éprouve.

La Cour de Vienne constamment animée du désir de voir cette affaire se terminer promptement, d'une manière équitable et à la satisfaction réciproque, n'hésite point de faire observer dès-à-présent, pour le cas où les preuves valables et légales qu'elle a demandées dans son office du 29 Décembre 1804, vinsent a lui être incessamment remises, qu'elle ne s'écarterait point de la nature de l'objet de la créance mise en avant par la Cour d'Etrurie; en insistant que la liquidation sort posterieurement étagée de tous les documens propres à constater que la dépense que la Toscane répete, a été faite en ob-

servant dans le détail, les formalités partout reconnues indispensables, déterminées même par les deux cours, dans certaine autre hypothèse, contre les abus qui peuvent avoir été commis, qui ne sont que trop communs en affaires de prestations militaires, et dont en aucune maniere la Cour de Vienne ne peut être responsable.

Ce n'est pas avec moins de surprise que la Cour de Vienne a vu le Ministére de Sa Majesté la Reine Règente, dans sa réponse du 19 Août 1805, avancer que la Cour d'Etrurie a renoncé par la convention du 1.° Mai 1804, a toutes les prétentions quelconques à charge de l'ancien souverain de la Toscane, pour s'assurer du remboursement des 675,317 scudi. On le dit avec franchise et confiance, ce n'est point pour s'assurer de ce remboursement que la Cour d'Etrurie a fait cette rénonciation; c'est parceque S. A. R. Monseigneur l'Archiduc aujourd'hui Electeur de Würzbourg, avait été engagé à renoncer de son côté aux repétitions importantes et nombreuses que l'article 5 du Traité de Luneville l'autorisait à faire à la charge de la Cour d'Etrurie, pour s'en convaincre il suffit de lire les articles 1. 2. et 3. de la convention.

Ce n'est donc point gratuitement que ces renonciations ont eu lieu, et on ne saurait se servir de ce prétexte une seconde fois, pour appuyer une prètention entièrement étrangère, ni revenir sur ce qui a été stipulé, sans vouloir annéantir la convention.

Mais la Cour d'Etrurie, tout en se plaignant de l'office du 29 Dècembre 1804, a pourtant elle même senti la necessité d'appuyer sa rèponse des documens qu'elle a jugé les plus convenables pour cet effet, ed de fait elle a ainsi reconnu le principe établi dans le dit office. L'examen sérieux et attentif que la Cour de Vienne a fait de la prétention en elle-même et des documens fournis à son appui, ne l'a confirmé que davantage dans l'obligation d'insister sur la demande faite dans son office du 29 Décembre 1804. Une intelligence particulière et une convention passée en conséquence entre l'Autriche et le gouvernement de la Toscane, aurait seule pu dispenser ce dernier

de l'obligation naturelle de pourvoir au maintien de l'armée envoyée à son secours, sur sa réquisition et sur les instances les plus pressantes du corps investi alors de la représentation nationale en Toscane, du Sénat pour délivrer le pays d'un ennemi qui y vivait à discretion.

Le billet de Mr. le L. Génèral Comte de Klenau prouve sans doute que l'intention de Sa Majesté l'Empereur était de faire cesser les réquisitions arbitraires et de soulager les habitans de la Toscane en y substituant l'ordre et les reglemens fixès pour les prestations militaires, mais non pas que l'Autriche en porterait les frais.

Ceux qui parmi les autres documens fournis, sont admissibles en discussion, expliquent à cet égard bien plus positivement encore; mais il est superflu de développer ultérieurement la chose, les trois Edits publiés le 11 Janvier 1800, par Son altesse Royale Monseigneur l'Archiduc alors Gran-Duc de Toscane, achevent de dissiper là dessus tous les doutes possibles, si jamais on peut en avoir.

Il n'est pas moins évident que les opérations des Troupes autrichiennes vers et devant Gênes, n'ont jamais pu et ne peuvent être envisagées militairement que comme une suite necessaire et le complement de celles qui avaient été entreprises pour la delivrance de la Toscane, d'autant plus que les territoires de *Pietrasanta* et de *Lunigiana* appartenant à cet Etat sont limitrophes du Gênois, et que ni ces territoires, ni le port de Livourne, ni Florence même ne pouvaient se croire à l'abri d'une nouvelle incursion ennemie, aussi longtemps que l'ennemi occupait ses positions dans l'Etat de Gênes. Il suit de là que tout ce qui à été dit des fournitures faites aux Troupes autrichiennes en Toscane est naturellement aussi applicable à celles destinées pour l'entretien du Corps d'armée dans le Gênois.

L'exactitude scrupuleuse avec la quelle Sa Majesté l'Empereur des Romains et d'Autriche est accôutumée à remplir ses engagemens, est assez connue pour n'avoir pas besoin d'être rappellée, mais la Cour Royale d'Etrurie ne peut pas trouver

étrange que Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique refuse de reconnaître une prétention toute nouvelle mise en avant par cette Cour, dans sa réponse du 19 Août 1805, prétention qui se trouve en contradiction ouverte avec les articles convenus, ni que dans cet état de choses, l'Empereur ait jugé pouvoir se borner a faire réitérer, ainsi que le soussigné réitere ici par son ordre, la déclaration contenue dans l'office remis à cette Cour par M. le Marquis Ghisilieri en date du 29 Décembre 1804; en insistant de nouveau sur la nécessité des preuves a fournir par la Cour Royale d'Etrurie.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur de Mozzi, les assurances de la plus haute considération.

Signé — Le Liut. Général Baron Colli.

Nota 2.ª

Florence le 29 Iuin 1806.

Le soussigné, en conséquence des ordres qui lui sont parvenus, a l'honneur de communiquer ci-joint, à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangérs de la Cour Royale d'Etrurie une copie authentique des pleins pouvoirs qu'il vient de recevoir de S. A. R. Monseigneur l'Archiduc Ferdinand, Prince Electeur de Würzbourg, pour reclamer et recevoir les intérêts échus depuis le 1. Mai 1804 du Capital de 1,221,576 scudi, qui lui appartient dans les fonds publics de la Toscane.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, ayant déclaré dans l'office qu'elle a fait remettre à la Cour Royale d'Etrurie, le 29 de Décembre 1804, qu'Elle etait prête à accéder à la liquidation dont il est question dans le premier des Articles sécrets de la convention du 1. Mai 1804, sous la condition énoncée dans le dit office, a rendu evidemment par là les intérêts du Capital entier de S. A. R. Monseigneur l'Archiduc Electeur, exigibles, et a fait ainsi et par les explications su-

bséquentes dans les quelles elle est entrée, tout ce qui pouvait dépendre d'elle pour accélérer la marche et la conclusion de la négociation sur l'execution de l'Article 5 du Traité de Luneville.

Il serait donc injuste de différer plus longtemps le payement des intérêts échus et dus depuis le 1. Mai 1804 sur le Capital appartenant à S. A. R. Monseigneur l'Archiduc Electeur, à concurrence de 1,221,576 scudi.

Aussi, est ce en son nom et par son autorisation formelle, que le soussigné reclame ce payement d'intérêts et demande qu'on lui désigne la caisse de laquelle il devra le faire recevoir Sa Majesté l'Empereur et Son Altesse Royale Monseigneur l'Electeur, ne doutant point que la Cour Royale d'Etrurie s'empressera de se prêter à une demande aussi juste et aussi fondée.

Le soussigné saisit cette occasion de réitérer à Son Excellence Monsieur de Mozzi les assurances de la plus haute considération.

Signé — Le Lieut. Général B. Colli.

Nota 3.ª

Florence, 1° Juillet 1806.

Le 24 du Juin j'ai reçu les pleins pouvoirs dont il a plu à Son Altesse Royale Monseigneurs l'Archiduc Electeur de m'honorer pour recuperer les intérêts du Capital qui lui appartient dans les fonds publics de la Toscane, j'en ai fait d'abord l'usage écheant en les communiquant à ce Gouvernement au moyen de la note ci-jointe en copie par laquelle j'ai aussi reclamé le payement de ces intérêts. Il m'eût été infiniment agréable de recevoir ces pleins pouvoirs plutot, et j'eusse pù peut être, en faire un usage plus utile : au reste rien ne sera negligé de ma part pour servir efficacement ici Monseigneur l'Archiduc Electeur.

Veuillez, Monsieur le Comte, en mettre l'assurance avec

mes très humbles hommages aux pieds de S. A. R. et être vous même persuadé que je tiendrai Votre Excellence exactement informée des progrès de mes demarches.

Flatté d'une occasion qui me procure l'avantage d'entrer avec Vous, Monsieur le Comte, en correspondance, j'ai l'honneur d'être avec les sentiments de la plus haute considération.

Signé — L. L. G. B. Colli.

Esistono fra le citate carte nel Ministero degli Affari Esteri.

Doc. XCVI.

Nota responsiva del conte Mozzi alle precedenti Note del baron Colli.

Firenze, li 16 ottobre 1806.

La Deputazione destinata da S. M. per l'esame delle pendenze d'interessi fra l'Imperiale Casa d'Austria, ed il Regno di Etruria, avendo richiamata a nuovo e maturo esame la transazione e gli articoli segreti firmati dai due rispettivi Ministri Plenipotenziarj nel 1.° Maggio 1804; si è facilmente determinata a credere che convenga unicamente partirsi dal convenuto nella transazione medesima per la speciale risposta da darsi alle ultime Note officiali dall'E. V. rimesse.

Ha osservato pertanto la Deputazione medesima, che in vigore della transazione, quantunque sia stato S. A. R. ed Elettorale di Würzburgo riconosciuto per creditore di un capitale di tanti Luoghi di Monte di Toscana per la somma di scudi 1,221,576. 6. 7. 1., si è la R. A. S. negli articoli segreti che fanno parte integrale della suddetta transazione, obbligata a ridurre questo capitale per la somma di scudi 675,317 da doversi abbonare da S. M. Imperiale Reale Apostolica per il titolo delle spese di Truppe imperiali mantenute in Toscana tanto dentro il suo territorio, che sotto Genova, colla condi-

zione e promessa espressa di *non esigere alcun frutto di detto capitale dal primo Maggio* 1804 *in poi*, fino a che non venisse dalla prelodata Imperiale e Reale Maestà Sua acceduto alla liquidazione di detta somma.

Questa liquidazione quanto al Regno di Etrutria, e S. A. R. Elettorale di Salisburgo, ora di Würzburgo, deve sicuramente contarsi come già fatta e convenuta, e non può mettersi in dubbio, che non sia una somma di stralcio virtualmente compresa, e correspettiva alle reciproche rinunzie comprensive di tutti i diritti e titoli, sì da una parte che dall'altra, essendo stato preferito questo titolo a fronte di tanti altri indubitati dello Stato di Toscana dal Sig. Ministro Plenipotenziario Ghisilieri, unicamente perchè creduto il meno soggetto a lunghezza di discussioni, ma se questo titolo venisse in alcuna parte controverso, restar potrebbe affatto annullata la suddetta transazione.

Ed in fatti qualunque diminuzione o aumento, che far si volesse a detta somma, formerebbe sicuramente un'alterazione e sconcerto a tutti que' rapporti, che mediante detta somma d'abbuono nella precisa quantità di scudi 675,317 da ridursi dal capitale degli scudi 1,221,576. 6. 7. 1. hanno influito nelle reciproche rinunzie, sì da una parte che dall'altra.

Tutti i titoli poi di rispettive pretensioni furono esaminati e discussi avanti di devenire alla transazione, a cui S. M. la Regina Reggente si prestò per accomodamento amichevole, e per consolidare la buona armonia, e tutti que' rapporti che sì felicemente sussistono coll'Imperiale Reale Corte, togliendo di mezzo ogni discussione e questione sopra i singoli articoli di respettive pretese.

A qual fine, ed a quale oggetto si appoggerebbero dunque gli articoli segreti, quando la riduzione del capitale enunziato non avesse un immediato rapporto alle rinunzie, le quali se nella transazione sono concepite in termini generali, ciò seguì appunto per non ricomprendere nella medesima il contenuto degli articoli segreti, che doveano formare, e formavano difatti, come fu espressamente dichiarato, una parte in-

tegrale della transazione, e doveano perciò considerarsi come la transazione istessa.

Se il resultato della transazione, quanto alla forma, restò separato nell' atto primo della medesima, e negli articoli segreti, quantunque contemporanei ed aventi la stessa forza della transazione, è chiaro che ciò fu perchè nello stralcio convenuto si trattava di un interesse particolare fra S. M. I. e R. Apostolica, e S. A. R. Elettorale, che si obbligò a procurarne la ratifica della sullodata I. R. M. Sua, e per ottenere la quale era opportuno di far valere il titolo delle spese occorse per le Truppe imperiali. E quand' anche per mala ipotesi non piacesse alla prelodata Imperiale M. Sua di accedere alla liquidazione e ratifica della transazione, non ne verrebbe perciò, che fosse invalidata dalla mancanza di tale ratifica, e che non sussistesse sempre la condizione degli articoli segreti, con cui ha S. A. R. ed Elettorale convenuto di non esigere i frutti di detto capitale, finchè non resti per parte di S. M. l' Imperatore e Re ratificata la transazione medesima.

Dovea perciò con tutta ragione credersi, che la liquidazione a cui appellano gli articoli segreti s' intendesse già fatta anche rispetto alla prelodata I. R. M. Sua, tanto più che non si trattava di pura assertiva, ma di documenti comunicati al Ministro Plenipotenziario di S. A. Elettorale, e di una somma, sopra la quale era già stato fatto un amplissimo stralcio e riduzione, e perciò sembrava che l' accessione di S. M. l' Imperatore e Re alla ratifica dovesse senza ulteriore esame riguardare il titolo non solo, ma ben anche la somma.

Ciononostante rammenterà l' E. V., che vennero fatte delle domande perchè venisse verificata la promessa dei Generali imperiali al rimborso delle spese per una parte almeno del mantenimento, e delle somministrazioni state fatte alle truppe, e i dati su i quali era stata liquidata la somma di scudi 675,317 per tale dependenza.

Fui incaricato fin sotto il dì 19 Agosto 1805 a rappresentare contro l' obbligo di tali richieste giustificazioni; ma

nonostante per un dovuto riguardo, e per ogni deferenza di perfetta buona armonia, e per quella lealtà con cui S. M. la Regina Reggente avea preferito di abbandonare nella liquidazione fatta tutte le somme pagate direttamente dalle Comunità, e di più difficile raccoglimento e dimostrazione, si prestò a dare tanto i documenti tutti più autentici sulle promesse dei Generali, quanto gli attestati dei resultati delle scritture e registri, dai quali constava della spesa effettiva, che era stata pagata per le Truppe imperiali dal Regio Erario, e che sicuramente era la metà di tutto ciò, che era stato effettivamente speso per le medesime.

Esigendo adunque la buona fede praticata regolarmente dai Gabinetti, che si prescinda dalla esibizione di nuovi conti, e dal contrasto sulla legittimità e competenza del titolo, il quale posto in discussione annullerebbe tutta la transazione, devo nonostante dichiararle, che dopo di essere state per uno spirito di conciliazione e di buona armonia ed ossequio, somministrate tutte le prove ed i documenti, che hanno servito di base alla liquidazione già stabilita col nominato Sig. Ghisilieri, non si ricuserà questo Reale Governo di far dare tutte quelle nuove maggiori soddisfazioni per comprovare sempre più la verità di quanto è stato avanzato; ma trattandosi di scritture originali ed autentiche, e di voluminosi documenti di corredo delle medesime, converrebbe che dall' Augustissima R. Corte di Vienna venisse deputato qualcuno sulla faccia del luogo per l' oggetto medesimo.

Se peraltro fosse la sullodata I. R. M. Sua nella intenzione di volere, che si entrasse in una nuova liquidazione dettagliata colla esclusione di alcune partite costituenti la somma di liquidazione stata fatta nell' atto della suddetta transazione, in tal caso conoscerà la saviezza dell' E. V., che per la parte ancora del Regno di Etruria non si potrebbe altrimenti per ogni buona regola di giustizia stare alla somma stabilita, ed ai soli articoli in essa contemplati, nè rinunziare a tutto quello stralcio che per sopra la metà è stato fatto in detta liquidazione, convenendo che fosse ripresa la liquidazione ex

integro, misura che ferirebbe sempre in sostanza la base della Convenzione già sanzionata nella transazione.

Passando poi alla richiesta che l'E. V. si compiace di avanzarmi, per il ritiro a nome di S. A. R. l'Arciduca Elettore di Würzburgo de' frutti dell'intero capitale di scudi 1,221,576. 6. 7. 1, devo rilevarle, che a forma delle citate convenzioni la sullodata R. A. S. Elettorale promise di non ripetere, nè esigere i frutti di detto capitale dal primo Maggio 1804 in poi, tanto per l'intera somma, che per la somma ridotta mediante l'abbuono degli scudi 675,317 (attribuito per facilità della transazione alle spese delle Truppe, ma comprensivo in sostanza di tutti i reciproci titoli e correspettivo allo stralcio fatto su i medesimi) prima che S. M. I. R. Apostolica non avesse acceduto alla liquidazione delle spese di Truppe per la tassativa enunciata somma di scudi 675,317.

Nè può dirsi che questa condizione siasi purificata dichiarando, che S. M. I. R. è pronta ad accedere alla liquidazione, giacchè questa nuda dichiarazione non può considerarsi come una vera e reale accessione; in primo luogo perchè si deve accedere alla liquidazione già fatta, e non ad una nuova e dettagliata liquidazione; ed in secondo luogo perchè non vi è stata Nota officiale in cui non siasi continuamente controversa la competenza del titolo.

La richiesta infatti di esibire le prove della promessa dei Generali austriaci in Toscana, conferma la disposizione di combattere la competenza del titolo, a cui è sostanzialmente appoggiata la transazione.

Non sembra questa dunque un'accessione non solo ad una liquidazione già fatta, e stabilita, ma molto meno all'ammissione del titolo astratto dell'abbuono di stralcio generale comprensivo di tutti gli altri titoli reciproci da ambe le parti rinunzianti, e quindi conoscerà l'E. V. che vi osta litteralmente il patto della convenzione al ritiro di tali frutti.

S. M. la Regina nella sua qualità di Reggente e di Tutrice non ha potuto esimersi dall'ordinarmi di pregare l'E. V. a compiacersi di elevare queste considerazioni all'Augu-

stissimo Monarca di Lei Sovrano; ma nell' atto stesso desidera che l' E. V. si compiaccia altresì di fare presente, che la sullodata mia R. Sovrana animata sempre di far campeggiare il suo contegno, ed i suoi riguardi verso S. M. l' Imperatore e Re, e verso S. A. R. ed Elettorale, coglierà sempre con piacere tutte quelle proposizioni che abilitar la potranno a manifestare i sentimenti da cui è animata, ed il desiderio di terminare di reciproco consenso e convenienza un simile affare.

E con ogni considerazione ec.

Firmato — G. Mozzi

Rapporto alla Regina Reggente d' Etruria fattole dalla Commissione incaricata di difendere gl' interessi dello Stato.

Maestà

Venendo incaricati con Biglietto della R. Segreteria di Finanze dei 19 del corrente Ottobre di riprendere in nuovo esame l' affare delle vertenze d' interessi fra il Regno d' Etruria e l' Imperial Casa d' Austria, relativamente ai risultati dell' ultima Memoria del Baron Colli Ministro Plenipotenziario Imperiale, stati comunicati dal Dipartimento degli Affari Esteri, con proporne sollecitamente quei mezzi e compensi che possino ridurre le suddette vertenze al suo termine nel modo espresso nella sopraccitata Memoria, ci crediamo in dovere di esporre e rappresentare a V. M., che il risultato di detta Memoria porta ad impugnare ed annullare il titolo del rimborso di spese tanto delle Truppe imperiali sotto Genova, che di quelle acquartierate in Toscana, che avevano formata la base dello stralcio e accomodamento fissato nella transazione del primo Maggio 1804, e degli articoli segreti che formavano parte integrale della medesima, ma che nonostante l' eccezioni date in genere a tutti gli altri diversi articoli di contrapposizione pretesi per parte del Regno d' Etruria contro i crediti

della Casa d'Austria, viene proposto un finale accomodamento e stralcio con fissare ad un milione di scudi la somma di scudi 1,221,576. 6. 7. 1. di cui è stato già riconosciuto creditore dello Stato di Toscana S. M. l'Imperatore d'Austria indipendentemente dall'altro credito di scudi 25,714. 2. —. —. stato riconosciuto a favore di S. A. R. l'Arciduca Elettore di Würzburgo.

Impugnandosi il titolo di rifusione di spese per le Truppe imperiali tanto sotto Genova, che di quelle acquartierate in Toscana, che formava, come si è detto, la base della transazione, è necessario di riassumere tutti i titoli in massa di contrapposizione a favore dello Stato di Toscana, ed è già noto a V. M., che in tanto fu acceduto alla transazione sopra l'appoggio di refezione delle spese di Truppe, in quanto che questo titolo persuase più d'ogni altro il Ministro Plenipotenziario Imperiale Marchese Ghisilieri, ma che in sostanza l'oggetto era di portare le somme di stralcio fino a quel limite a cui V. M. si era prefissa per tutti i riguardi politici e di buona armonia colla corte di Vienna di ridurre le pretensioni dello Stato di Toscana, essendo indifferente, che questa somma d'abbuonamento per stralcio s'appoggiasse piuttosto ad uno che ad un altro titolo delle pretensioni.

Per quanto s'impugni il titolo di refezione delle spese di Truppe imperiali, e si adduchino delle eccezioni generali sopra a tutti gli altri titoli di contrapposizione dello Stato di Toscana, si conviene peraltro di devenire ad uno stralcio, e di ridurre ad un milione di scudi il credito riconosciuto già proprio di S. M. l'Imperatore d'Austria per scudi 1,221,576. 6. 7. 1. per cui l'abbonamento già convenuto nella transazione per scudi 675,317. verrebbe a diminuirsi e ridursi a soli scudi 221,576. 6. 7. 1.

Sopra tali dati noi ci crediamo in dovere di rimettere sotto gli occhi di V. M. il prospetto e stato dei debiti e crediti dello Stato di Toscana con la Casa d'Austria, come erano stati già dedotti fino dal principio delle trattative, e come può rilevarsi dalla dimostrazione di N. I.

Abbiamo in seguito ripresi e compendiosamente recapitolati gli esami e discussioni sopra ciascuno di detti articoli di debito e credito, come può vedersi dalla dimostrazione di N. II, senza molto diffondersi, perchè possono vedersi più dettagliatamente discussi nella nostra rappresentanza e proposizione sul *Progetto d' Ultimatum* della transazione già seguita, distinguendo i titoli certi ed incontrovertibili dai titoli controversi, dubbiosi e di difficil prova (*a*).

Risulta dalla prima dimostrazione, che tutti i titoli di contrapposizione promossi a favore dello Stato di Toscana contro i crediti della Casa d' Austria, non solo assorbirebbero tutti i crediti di quest' ultima, ma resterebbero al di sopra di scudi 469,166. 5. 9. 4.

Dalla seconda dimostrazione risulta che i crediti certi dell' Imperiale Casa d' Austria ascenderebbero a scudi 1,397,291. e che detratti da detta somma i crediti o titoli di contrapposizione incontrovertibile dello Stato di Toscana in scudi 605,872. rimarrebbe il credito dell' Imperial Casa d' Austria in soli scudi 791,418.

E che all'incontro i titoli dello Stato di Toscana incerti e controversi ascendono alla somma di scudi 1,438,676. dai quali defalcati i titoli dubbiosi della Casa d' Austria per scudi 278,390. Rimarrebbe per questi lo Stato di Toscana creditore di scudi 1,160,286. Credito peraltro di difficile prova, sempre controverso con le eccezioni state date dai Ministri austriaci, e rinnuovate ancora nell' ultima Memoria del Ministro Imperiale Baron Colli.

Se si prescinda dai Beni d' Urbino, sui quali non possono cadere eccezioni, si è esposto nella dimostrazione di N. II quali contestazioni, dubbj ed eccezioni possono darsi, e sono state date a tutti gli altri titoli, ma attenendoci a quelle nuovamente riprodotte nell' ultima Memoria del Baron Colli, non dobbiamo nascondere, che quasi tutte potrebbero ribattersi.

(*a*) Per non affastellare le dimostrazioni numeriche a quelle che sono state già prodotte, siccome queste ora citate sostanzialmente concordano con le altre redatte dalla Commissione medesima, stimiamo conveniente di pretermetterle.

All' eccezione che i Sovrani di Toscana potessero disporre dei beni demaniali senz' essere tenuti a renderne conto, potrebbe con tutto il fondamento replicarsi, che questa ragion non vale per tutti quei beni, che erano affetti ad un vincolo di fidecommesso a favore dello Stato di Toscana, e dei quali non si poteva disporre, in forza dei patti, senza un equivalente e dimostrato rinvestimento.

All' eccezione delle transazioni seguite fra i diversi passati regnanti della Toscana può opporsi, che queste non hanno riguardato, che puri interessi di famiglia, ma non hanno potuto affliggere, nè pregiudicare agli interessi dello Stato.

All' eccezione delle somme grandiose che ritirava il Granduca Pietro Leopoldo da Vienna può replicarsi, che le somme grandiose sono quelle che costituiscono appunto il credito di S. M. l' Imperator d' Austria nella somma indicata ed ammessa di scudi 1,221,576, e che di tutte l' altre ne ha disposto a suo piacere, senza che costi in alcuna maniera, che siano state erogate in benefizio dello Stato, mentre tutti gli supposti miglioramenti sono stati fatti colle rendite dello Stato medesimo, e se in parte sono andate a diminuir le spese di trattamento e manutensione della Sua R. Corte, lo ha fatto spontaneamente, e per diminuire per un tratto di Sovrana Clemenza gli aggravj dello Stato, nè possono perciò ripetersi.

Sulle mobilie d' uso e Guardaroba spettanti all' Arciduca Elettore di Wützburgo esistenti nei palazzi e ville all' epoca del trattato di Luneville, non è stato mai da noi controverso questo titolo, e si è veduto, che restano valutati nei conteggi per una somma di approssimazione, forse al di sopra del vero, cioè per scudi 150 mila.

Ciò nonostante per quanto i titoli di credito dello Stato di Toscana relativamente ai beni di Francia e di Roma, e le gioje siano giustissimi di sua natura, le loro liquidazioni e le prove legali di tali crediti sarebbero un soggetto d' interminabile controversia.

Quanto alle spese per le Truppe imperiali sotto Genova

ogni ragione porterebbe a credere, che dovessero esser menate buone, ma con il titolo di conquista della Toscana si esclude ogni ragione, e molto più per quelle acquartierate in Toscana, che quando non si vogliono ammettere di buon grado, cessa ogni titolo a pretensione di rimborso. Benchè dunque sia vistosa la somma di scudi 1,438,676, poca speranza può esservi di realizzarla nel fatto.

Il credito poi dell' Elettore Arciduca di Würzburgo relativamente all' abbonamento e stralcio fatto dall' Imperatore Pietro Leopoldo a riguardo del Granduca Ferdinando III suo figlio, non è neppur questo certo: In primo luogo non è stato neppur promosso questo titolo dalla Corte di Vienna, e la sola lealtà insinuataci in tal trattativa ci ha obbligati a dedurlo a fronte delle pretensioni dello Stato di Toscana. In secondo luogo deve certamente in molta parte almeno valutarsi in correspettività del rischio e spese d' amministrazione, ma con tutto ciò non potrebbe interamente distruggersi.

Quando dunque per tutti i riflessi di buona armonia fra le due Corti, per evitare le mediazioni, e per ogni altro riguardo politico piaccia a V. M. come si era degnata di manifestare e commetterci anche in tutto il corso della trattativa seguita fin ora, e nella transazione stata già fatta, che questa pendenza resti ultimata amichevolmente, e per stralcio con la maggior lealtà e generosità, si crederebbe, che convenisse d'attenersi ai dati certi, rinunziando ogni altro titolo da ambe le parti.

Si è veduto che il credito certo della Casa d' Austria al netto dei titoli incontrovertibili e liquidi dello Stato di Toscana si residuerebbe nella somma di scudi 791,418 comprensiva tanto del credito di censi di S. M. l' Imperatore in scudi 1,221,576. 6. 7. 1. che dell' altra di scudi 25,714. 2. —. —. della Controdote spettante all' Arciduca Elettore di Würzburgo, e stando anche ai termini della commissione ultimamente dataci di proporre i mezzi e i compensi per l' ultimazione dell' affare nel modo espresso nella memoria della Segreteria degli Affari Esteri, cioè di stralcio, e di somma da convenirsi in tronco, crederebbamo che il credito dell' Imperial Casa d' Austria contro il Regno d' Etruria potesse ridursi alla som-

ma tonda e marcata di scudi 800,000, mediante la rispettiva rinunzia da ambe le parti di ogni altro titolo dedotto, e da dedurre, ferma stante la condizione di fondo inesigibile e risegnato in Luoghi del Monte Comune di Firenze.

Con tal accordo l'abbuono promesso nella transazione di scudi 675,317 verrebbe a ridursi a soli scudi 447,291. 1. 7. 1. sopra ambedue i capitali già riconosciuti nella transazione per propri, tanto di S. M. l'Imperatore d'Austria, che dell'Arciduca Elettore di Würzburgo, ma se questi ultimi volessero sempre tenersi separati e fermi, portando lo stralcio unicamente sulla partita dei Censi attenenti a S. M. l'Imperatore d'Austria per non confondere gl'interessi e facilitare l'accordo, trattandosi della somma di soli scudi 25,714. 2. —. —. in tal caso l'abbuono da ottenersi per stralcio verrebbe ad esser minore per la somma di scudi 25,714. 2. —. —, e così di soli scudi 421,576. 6. 7. 1, restando il credito di pertinenza diretta di S. M. l'Imperatore d'Austria in scudi 800,000, e restando fermo l'altro di pertinenza di S. A. R. l'Arciduca Elettore di Würzburgo in scudi 25,714. 2. —. —., con i frutti di detti crediti così ridotti e fissati fino dal primo Maggio 1804, giacchè furono pagati gli anteriori in seguito della transazione seguita a tutto il mese d'Aprile di detto anno.

Fino a questi termini noi saremmo di sentimento per tutti i riflessi enunciati, che potesse convenire a V. M. di rinunziare per l'interesse dello Stato di Toscana a qualunque maggior pretensione di abbuono o defalco; Oltre questi termini dipenderà dalle circostanze delle trattative, e dalle più illuminate e savie vedute della M. V. qualunque ulteriore diminuzione dell'abbuono o defalco di sopra esposto, e profondamente inchinati al R. Trono abbiamo la gloria di rassegnarci

Di V. M.

Dalla R. Camera Gen. dei Conti e Sindacati
Li 30 Ottobre 1807.

Firmati — Giulio Piombanti.
Bernardo Lessi.

Esistono ugualmente nell'Archivio delle Relazioni Estere.

Doc. XCVII.

Pienopotere dato da Ferdinando III a don Neri Corsini per il Congresso di Vienna.

Nous Ferdinand III par la grâce de Dieu Prince Impérial d'Autriche, Prince Royal De Hongrie et de Bohême, Archiduc d'Autriche, Grand-Duc de Toscane ec.

Voulant répondre à l'invitation que les hautes Puissances contractantes ont faite par l'Article 32 du Traité signé à Paris le 30 Mai de l'an de grâce 1814 à toutes les Puissances qui ont été engagées de part et d'autre dans la guerre qui vient heureusement de terminer, pour règler dans un Congrès général les arrangemens, qui doivent compléter les dispositions du Traité, et désirant pourvoir à la Représentation de nos droits, et à la conservation de nos intérêts et de ceux de nos Sujets par la nomination d'un Ministre Plénipotentiaire qui nous représente à ce Congrès, nous nous sommes occupés de faire le choix d'une personne qui pleinement informée de ce qui concerne nos droits et nos intérêts, réunisse le zèle, et le dévoument pour notre service, et les connaissances nécessaires pour faciliter le succès d'une affaire de si haute importance pour notre Bien être, et pour le Bonheur de nos Sujets.

Reconnaissant ces qualités réunies dans la personne du Prince Neri Corsini notre Conseiller intime actuel d'Etat, et de Finances, nous nous sommes déterminés à le destiner pour cette commission, pleinement persuadés que ses qualités personnelles mériteront à ce choix l'approbation des Souverains, comme le rendront agréable aux Ministres, qui appellés à siéger au Congrès, seront dans le cas d'avoir des rélations avec lui.

A ces causes par les présentes signées de notre Main, contresignées par notre Secrétaire intime du Cabinet, et mu-

nies du sceau de nos armes, de notre certaine science, et autorité Royale, nous avons nommé, commis, et député, ainsi que nous nommons, commettons, et députons le susdit Prince Neri Corsini pour nostre Ministre Plénipotentiaire à la fin d'intervenir à notre nom au Congrès général qui doit avoir lieu à Vienne, ou en tout autre endroit, et lui avons donné, et donnons plein pouvoir, commission, et mandement spécial pour agir en notre nom en cette qualité, conférer, négocier et traiter pardevant le dit Congrès, ou dans toute autre forme établie pour les négociations, et pour arrêter, conclure, et signer relativement à nos Etats, et tout ce qui nous concerne, tous articles, conditions, au traités, qu'il avisera bons et utiles à nos intérêts, et an général pour faire tout ce que nous pourrions faire nous mêmes si nous y étions en personne, lui conférant à cet effet toutes les facultés, et autorisations nécessaires, tacites comme expresses, et promettant en foi et parole de souverain, d'avoir à gré, et de tenir pour ferme et stable, accomplir, et executer ponctuellement tout ce qu'il aura stipulé, et signé a notre nom en vertu de ce plein pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause, ou pretexte, que ce puisse être, comme aussi de faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme pour être échangées dans le terme qui sera convenu.

Tel étant notre bon vouloir et plaisir Donneés à Vienne le 28 Juillet l'an de grâce 1814.

Signé — FERDINAND.

Par ordre de S. A. I. et R.

Signé — JOSEPH PAUER, Secrétaire intime du Cabinet

Esiste fra le carte particolari del Corsini relative al Congresso di Vienna, le quali si conservano nell' Archivio del Ministero dell' Interno, già Segreteria di Stato.

Doc. XCVIII.

Prima relazione di don Neri Corsini al granduca Ferdinando III sulla probabilità della guerra col re Giovacchino di Napoli.

Altezza Imperiale e Reale.

Per mezzo di un Corrier Piemontese che lascerà il mio plico a Verona, d'onde sarà spedito per staffetta a Firenze, renderò conto con maggior dettaglio delle conferenze avute jeri col Principe di Metternich sulle circostanze che hanno dato causa alle due dichiarazioni fatte alla Francia ed a Napoli, ed alle marcie dei rinforzi di truppe in Italia. Siccome però questo Corriere non partirà prima di Venerdì 3 stante, e potrebb'essere che ritardasse, non voglio tralasciare di referire all'A. V. I. e R. le sostanze di quel colloquio.

Cominciò dal dirmi che aveva scritto qualche cosa al conte di Buol, ma desiderava mostrarmi tutte le carte che poi mi avrebbe comunicato officialmente, affinchè potessi schiarir tutto questo affare a V. A. I., e dargli la direzione che conviene alle circostanze. Dopo avermi comunicato i nuovi emergenti che dalla parte di Napoli, come da quella della Francia potevano far dubitare che le loro discussioni potessero alla fine esser portate almen al punto da compromettere la sicurezza dell'Italia, e che perciò avevami lette le due dichiarazioni, e di più una lettera officiale con cui s'accompagnava al Duca di Campochiaro, quella relativa a Napoli, mi notificò che S. M. l'Imperatore aveva deciso di inviare dei rinforzi considerevoli in Italia, di render mobile quell'Armata, e di radunare un'Armata di riserva nelle provincie limitrofe all'Italia; che nella dichiarazione fatta alla Francia vi era espressamente detto che qualunque passo, che compromettesse la sicurezza delle provincie austriache, o dei paesi governati dai Principi della Famiglia sarebbe considerato come un atto di ostilità; che il Re di Sardegna era deciso a secondare in tutto queste misure

di precauzione; che l'istessa cooperazione si desiderava dalla Toscana; che si rendeva necessario ch'essa facesse subito qualche armamento, e che mettesse tutti i suoi mezzi militari e quelli che potesse organizzare alla disposizione del Maresciallo Bellegarde con cui doveva intendersela.

Gli risposi che ero contentissimo del sistema di quei mezzi che vedevo adottare, giacchè come gli avevo detto più volte il contegno del Re di Napoli, allarmato dalle minaccie della Francia, manteneva in uno stato di esitazione pericolosa tutta l'Italia; gli soggiunsi che avrebbero trovato in V. A. I. tutta la disposizione a secondarli, ma che i mezzi erano ristretti, e che il solo aumento di territorio poteva farli accrescere per la difesa comune. Gli domandai se credeva che truppe austriache sarebbero entrate in Toscana, e gli osservai che non essendovi finora alcuna minaccia dalla parte di mare, ed essendo il nostro paese fuori della linea dove erano radunate le forze napoletane, mi sembrava inutile di mandarcene, nel qual caso sarebbe stato anche più difficile di supplire per una parte al mantenimento delle truppe, e per l'altra all'armamento. Esso mi replicò che non credeva che ci fosse bisogno di mandar truppe costà, fuorchè, contro ogni probabilità, si facessero dei movimenti dalle truppe napoletane.

Il Principe mi ripetè che conveniva dare allo spirito pubblico una direzione tale che non lo allarmasse, e che non gli facesse supporre che si volesse far guerra a chicchessia, ma solo prepararsi a difendere le frontiere da ogni insulto, e mantenere la quiete interna d'Italia; suggerivami di non far pubblicazioni motivate, e facendole, di concertarle col maresciallo Bellegarde per uniformarsi a quanto da lui si annuncierà, per render ragione al pubblico delle disposizioni militari che si eseguissero.

Temendo poi che il conte di Buol, per alcuni suoi sentimenti particolari, sia per dare agli ordini del Principe di Metternich un'estensione maggiore che non debbano avere, sarei di parere, che si concertasse col Maresciallo ogni misura da prendersi, senza attenersi soltanto alle domande di Buol.

Nella prossima spedizione ragguaglierò l'A. V. I. con maggior dettaglio, tanto dello stato della cosa, quanto delle misure che crederei da preferirsi, e frattanto la prevengo che il Principe di Metternich mi disse, aver lui posteriormente saputo anche da altri, che la Francia, cioè il suo primo Plenipotenziario al Congresso, ha preso in buona parte la dichiarazione, ed assicurato che non era nell'intenzione della Francia di attentare nel minimo modo alla sicurezza delle frontiere degli Stati austriaci d'Italia. Di questa risposta procurerò di aver copia, e di saperne autenticamente il contenuto, non essendo ancora stata rimessa.

E col più profondo ossequio ho l'onore di essere

Di Vostra Altezza Imperiale e Reale

Vienna, 1.° Marzo 1815.

Umilissimo Servo e Suddito
Firmato — NERI CORSINI.

Questa e le altre *relazioni* congeneri che verranno pubblicate in seguito, si conservano originalmente nelle Filze 25 e 26 nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri, col titolo *Corrispondenza Corsini* ec.

Doc. XCIX.

Corrispondenza fra il granduca Ferdinando III, il generale austriaco Nugent ed il conte Fossombroni relativamente alla guerra contro Murat.

Sig. Generale.

Dopo averle fatto con la lettera di jeri conoscere non essere assolutamente mia intenzione di secondare la domanda da Lei fatta a questo Governatore di far marciare a di Lei disposizione due compagnie della guarnigione di questa Città,

mi viene reso conto che il Generale Pignattelli ha rinnovate al mio Ministero delle forti lagnanze per la riunione de' corpi toscani che si trovavano in Firenze alle truppe austriache sotto i di Lei ordini. I miei Ministri hanno facilmente dimostrato che una tale riunione non è mai stata nè il mio, nè il loro voto, esibendo la sommazione da Lei fatta, con la quale Ella poneva il Governo nella alternativa o di esigere un' evacuazione che non era nelle di lui forze di fare eseguire, o di soffrire l' incorporo della propria milizia.

Intanto però il Generale Pignattelli non crede dover cessare dal dolersi con il Governo Toscano di una tale riunione, che allega come il solo motivo della permanenza della sua divisione nel Granducato; onde io confido che Ella vorrà di buona voglia prestarsi ad una misura che sommamente interessa il bene dei miei Sudditi, rimettendo le mie truppe sotto la dependenza dei loro antichi Capi, e consentendo che separate dalle truppe austriache, vadano a raggiungere tutte le altre, che a Livorno ed altrove stanno a mia disposizione.

Livorno, 10 Aprile 1815.

Firmato — FERDINANDO.

Lettera del generale Nugent al Granduca.

Altezza Imperiale e Reale

Ho l' onore di prevenire V. A. I. e R., che il nemico ha per ogni parte ripiegato sopra Firenze, ed io ho occupato la linea di Prato, Poggio a Cajano, Signa e del Bisenzio, e vedo con piacere svanito qualunque dubbio poteva esser nato per codesta Città.

Nella scorsa sera ho ricevuto un Parlamentario del Generale Pignattelli, per mezzo del quale mi offriva l' evacuazione per parte delle truppe napoletane dalla Toscana, a condizione

che le truppe di V. A. I. e Reale si separassero dalle Austriache.

Conoscendo quali siano le intenzioni di V. A. I. e R. diverse affatto da quelle che si sono volute far credere, ho ricusato questa proposizione.

Nel tempo stesso mi si è presentata una Deputazione della Città di Firenze, che oltre il ripetermi la proposizione del Generale Pignattelli, progettava ancora una specie di convenzione, mediante la quale le truppe napoletane avrebbero abbandonato la Toscana, sempre che io avessi loro accordato un discreto tempo di farlo senza attaccarle.

Questa seconda proposizione, per quanto sembrasse vantaggiosa, non ha potuto essere da me accettata, perchè non fatta per parte dei Generali Napoletani, e perchè ogni ritardo darebbe al nemico un tempo maggiore da esercitare in Firenze le sue requisizioni.

Sperando intanto che questo mio operato possa incontrare l'approvazione di V. A. I. e R. ho l'onore ec.

Pistoja, 15 Aprile 1815.

Firmato — NUGENT.

Altra lettera del generale Nugent al Granduca.

Altezza Imperiale e Reale

L'attual posizione delle Armate obbligandomi a correre con le truppe affidatemi all'insieme delle operazioni, è mio dovere di prevenire V. A. I. e R. di quelle mosse che io dovrei fare, e nelle quali dovendo le sue forze aver parte, io mi lusingo di poter ottenere la di Lei Sovrana approvazione.

A tale effetto spedisco costà il Maggior Mari, al quale ho comunicato le mie vedute, affinchè egli possa farle conoscere a V. A. I. e R.

Per mezzo di un Uffiziale arrivato oggi da Bologna sono stato officialmente istruito, che una porzione dell' Armata austriaca d' Italia, sotto gli ordini del Tenente Maresciallo Bianchi si dirige verso la Toscana, nella forza di circa 35,000 uomini per seguitare le operazioni contro i Napoletani.

Per facilitare le sussistenze di questa truppa ho prevenuto del suo passaggio il Ministero di V. A. I. e R., che ha subito date le opportune disposizioni.

Ho l' onore di ripetermi col maggior rispetto

Firenze, li 17 Aprile 1815.

Firmato — NUGENT.

Responsiva del Granduca al Nugent.

Sig. Generale

Restituitomi da due giorni nella mia Capitale ho in essa ricevute le due di Lei lettere date da Siena, e che contengono diverse proposizioni interessanti le mie truppe attualmente da Lei comandate. Io le ho rimesse al mio Consiglio, che è stato da me incaricato di entrare con Lei in corrispondenza per tutto ciò che concerne il mio Militare, per l' organo del Consiglier Segretario di Stato Cav. Fossombroni, al quale comunicherò in conformità del sistema i miei Ordini.

Firenze, li 22 Aprile 1815.

Firmato — FERDINANDO.

Lettera del general Nugent al conte Fossombroni.

Eccellenza

Sua A. I. e R. con lettera de' 22 corrente si è compiaciuta di prevenirmi di aver incaricato V. E. di entrare meco

in corrispondenza per tutti gli oggetti che riguardano le Truppe Toscane, delle quali mi è affidato il comando.

Ben contento d' intraprendere con Lei direttamente dei nuovi rapporti, io mi lusingo, che possano a quest'ora già esser in viaggio le determinazioni che saranno state adottate sopra le ultime proposizioni da me fatte, e che S. A. I. e R. mi annunzia di avere per di Lei mezzo passate al Suo Consiglio. Qualora peraltro rimanessero queste tuttora sospese, prego V. E. a voler sollecitarne la risoluzione, potendo il ritardo divenire sommamente pregiudicevole al servizio.

Ho l' onore di essere con distinta stima ec.

Di Vostra Eccellenza

Devotis. Obb. Servitore
Firmato — NUGENT.

Queste lettere son ricavate da copie autentiche esistenti nelle Segreterie di Guerra e di Stato.

Doc. C.

Motuproprio ed Istruzioni concernenti le facoltà conferite da Ferdinando III al Consiglio de' Ministri all' appressarsi de' Murattiani alla Toscana.

Ferdinando ec.

Venuti Noi nella determinazione di assentarci temporariamente dai Nostri Felicissimi Stati, incarichiamo il Nostro Imperiale e Reale Consiglio di Stato di presiedere al Governo del Granducato, e di regolarne l' amministrazione a tenore degli Ordini e Regolamenti veglianti.

Ed all' effetto che il detto Consiglio in mancanza del Consiglier Direttore del Dipartimento di Stato Don Neri Corsini rimanga completo, vogliamo che il Nostro Consigliere Cav.

Giovanni Batista Nuti ne adempia provvisoriamente le funzioni fino al ritorno del predetto Consiglier Corsini.

E siccome è mente Sovrana, che il detto Consiglio rimanga in ogni caso completo, nomina in qualità di Sotto-Direttore il Cav. Giovan Batista Nomi, con facoltà di render Voto in Consiglio in mancanza di alcuno dei Consiglieri componenti il Consiglio predetto.

Lo stesso Consiglio durante la Nostra assenza risolverà nelle solite forme tutti gli affari ordinarii governativi ed amministrativi, secondo le istruzioni che gli saranno comunicate, dovendo a Noi partecipare quelli più rilevanti, che possano interessare i Diritti di Sovranità, e l'Ordine generale dei Nostri Stati.

Dato li 25 Marzo Mille ottocento quindici.

FERDINANDO.

V.° — FOSSOMBRONI.

EMILIO STROZZI.

Istruzioni annesse.

Sua Altezza Imperiale e Reale confida al Suo Imperiale e Reale Consiglio di Stato il Governo del Granducato durante la Sua assenza.

In questo tempo il detto Consiglio è rivestito di tutte le facoltà necessarie per risolvere e disporre quanto possa essere opportuno alle circostanze, salve sempre le prerogative Reali, ed i Diritti di Sovranità.

Procurerà di tenere in vigore gli Ordini, le Leggi ed i Regolamenti veglianti, uniformandosi ai medesimi nelle sue resoluzioni.

In tutto ciò che inducesse variazione agli attuali sistemi, si regolerà in modo da renderne gli effetti meno permanenti,

nel caso che si combinino circostanze tali da non permettere di attenderne le definitive determinazioni di S. A. I. e R.

Qualora occorressero straordinarie misure specialmente quanto all' economico, è autorizzato il Consiglio, verificandosi l' urgenza, di contrarre su i fondi dello Stato quegl' impegni per mezzo dei quali possa supplirsi al bisogno, e prevenire i maggiori danni, che la violenza e la necessità rendessero inevitabili.

Rapporto al Militare prenderà quelle disposizioni che le circostanze del momento potranno suggerire, come più opportune a preservare la forza pubblica a comodo dello Stato, ed impedirne l' aumento a Potenze straniere.

In caso di vacanza di impieghi, o di variazione d' impiegati avrà la facoltà di farne il rimpiazzo provvisoriamente, senza che i nuovi impiegati acquistino un diritto permanente all' impiego e respettiva provvisione.

Le contribuzioni, imposizioni, imprestiti forzati e simili, saranno regolati in modo, che ne rimanga meno che sia possibile il danno allo Stato per il tempo futuro, e che la classe infima ne sia meno aggravata.

Nel rimanente rilascia al conosciuto zelo, ed alla fedeltà dei suoi Ministri di adottare quei provvedimenti che l' urgenza delle circostanze, e la salute pubblica possano consigliare per la migliore Amministrazione de' suoi dominii ec.

Li venticinque Marzo Mille ottocento quindici.

FERDINANDO.

V.° — FOSSOMBRONI.

EMILIO STROZZI.

Esiste nell' Archivio della già Segreteria di Stato.

Doc. CI.

Lettera esortatoria del re Giovacchino Murat al granduca Ferdinando III.

Monsieur Mon Frère

On m'annonce que Votre Altesse Impèriale s'eloigne de la Toscane, et on assigne pour motif de son depart le mouvement de mes Troupes que j'ai jugé nécessaire de faire avancer sur le Po. N'ayant eu en aucune circonstance avec V. A. I. que des relations amicales, je ne puis persuader qu'elle ait considéré nos Troupes comme ennemies, et qu'Elle ait crù devoir quitter ses Etats par ce qu'elles devaient s'en approcher; si je pouvois penser qu'une telle idèe ait pû entrer dans votre esprit, je me efforcerais de rassurer V. A. I. en lui declarant, que je n'ai eû jamais aucun motif, ne aucun projet de hostilitè contre la Toscane, et même qu'il était dans mes intentions de ne pas faire passer mes Troupes dans ce pays, si V. A. I. y fut restée. Dans les circonstances actuelles il ne serait pas sans danger que la Toscane restàt privée de la présence de son Souverain. Ce pays abandonné aux intrigues et aux passions que s'agitent de toute part, pourrait devenir un Theatre de desordre. Comme j'ai le plus grand intérêt à prevénir tout ce que pourroit en ce moment troubler la tranquillité de l'Italie Meridionale, j'ose prier V. A. I. de rentrer à Florence, et je la previens, que si mon invitation demeurait sans effet, je pourrois me trouver dans la necessité de fair occuper la Toscane à fin de la preserver des troubles que pourraient s'y elever. Le parti au quel V. A. I. s'est determiné m'a d'autant plus vivement affecté, qu'il parait concerté avec celui qu'a pris le Pape. Je ne puis dissimuler à V. A. I. que l'absence de deux Souverains dans les Etats, se forment des Pays que vont se trouver entre mon Royaume et mon Armée, pourroit me forcer à des mesures extraordinaires que je voudrois eviter. Sur ce je

prie Dieu qu'il vous ait, monsieur mon frere, en sa sainte, et digne garde.

Ancone, ce 27 Mars 1815.

Votre Bon Frere

Signé — JOACHIN NAPOLEON.

Esiste in copia certificata dal ministro Fossombroni nell'Archivio della Segreteria di Guerra.

Doc. CII.

Seconda relazione di don Neri Corsini a proposito della guerra col re Giovacchino di Napoli.

Altezza Imperiale e Reale

Profitto dell'occasione offertami dal Principe di Metternich di un Corriere che spedisce oggi a Milano, per mandare il presente Dispaccio a V. A. I. e R., prevenendola nel tempo istesso che riceverà per altre vie i Dispacci dell'8, 10, 11, stante (N.° 126, 127, 128 e 129).

Dopo le lettere del cav. Fossombroni del 30 Marzo non me ne sono pervenute altre, ma da quelle crederei poter rilevare che attesa la direzione delle Truppe napoletane entrate nelli Stati Pontificj, e l'arrivo di un Corpo austriaco in Toscana, V. A. I. e R. s'era determinato a rimanervi, finchè non ci fosse un più imminente pericolo, e ciò m'è stato confermato dalla *Gazzetta* del 30 ricevuta stamani, e dalle nuove del 2 Aprile che il Principe di Metternich ha ricevute da Genova, e che annunziano l'arrivo di S. Santità in quella città, e la permanenza di V. A. I. e R. in Toscana. Il contegno ch'Ella ha stimato di adottare è stato qui universalmente approvato, e non può aver prodotto che il migliore effetto nello spirito pubblico di cotesto Paese.

Nelle mie precedenti avevo già motivato a V. A. I. e R. alcune misure che coerentemente allo stato di guerra contro Napoli mi sembravano di doversi adottare, ma avendone sta-

mani tenuto proposito col Principe di Metternich, esso mi ha confermato che qualora non sien già state eseguite, conviene che lo sieno nel più breve termine.

La dichiarazione di guerra che è oggi comparsa nella Gazzetta di Vienna, comprende anche tutti li Stati d' Italia che devono mettersi sull' istesso piede, ed agire in conformità delle istruzioni del Comando militare austriaco.

Sarà invitato il Papa come tutti gli altri Principi d'Italia ad uniformarvisi, e sebbene non dubiti che tutto sia già stato anticipatamente costà fatto, nondimeno devo suggerire a V. A. I. e R. di far partire gli Agenti tutti del Governo attuale di Napoli, e le persone che in qualunque modo dipendessero, o potessero corrispondere col Governo istesso; d' interrompere ogni commercio anche per le vie di mare con quello Stato; di secondare finalmente con tutti gli sforzi le operazioni che l' Armata austriaca va ad intraprendere contro l'Armata napoletana. Dal Comando militare austriaco saranno comunicate quelle ulteriori istruzioni che esigessero le circostanze, onde mi limito ad indicare le misure principali sulle quali ho avuto una risposta precisa da questo Ministero.

Ho creduto mio dovere d' indagare qual fosse stata la decisione relativamente alla rottura immediata dell' armistizio fra Napoli, e l' Inghilterra. Ho saputo indirettamente che il capitano del vascello l' *Aboukir* aveva creduto di non essere autorizzato a commettere veruna ostilità, finchè non gli pervenissero ordini diretti dai suoi superiori comandanti militari. Sebbene l' opinione dei Ministri delle varie Potenze, ed anco degli Inglesi sia che l' invasione di provincie tenute in deposito, a nome di tutti gli Alleati, sia un atto di ostilità anche contro l' Inghilterra istessa, e che perciò l' armistizio si possa dichiarare rotto senza l' intimazione da farsi tre mesi innanzi; frattanto Lord Clancarty che è qui capo dell' ambasciata inglese dopo la partenza di Wellington, non ha stimato di poter prendere sopra di sè di dare alcuno ordine, ed ha spedito un Corriere in Inghilterra per avere istruzioni. Questo non può giungere che fra dodici giorni al più presto. I Ministri del Re

Ferdinando lo sollecitano vivamente anche per poter cooperare insieme colle poche truppe inglesi che sono in Sicilia, e qualche divisione sulle coste napoletane.

Non ho mancato poi di domandare al Principe di Metternich, se la situazione attuale degli affari d'Italia, gli avvenimenti che possono risultarne, e le proteste formali della Spagna diano luogo a sospendere la conclusione definitiva di alcuni delli articoli che erano sul punto di concordarsi rispetto a varj paesi d'Italia, e mi ha risposto, che probabilmente le altre Potenze insisterebbero per fissare le basi e i principj di questi accomodamenti, ma che riguardava come impossibile che ricevessero adesso la loro esecuzione, nè che si conferisse l'amministrazione di alcuni paesi a chi era designato a possederli. Mi ha soggiunto, che nel trattarne avrebbe in vista tutto ciò che gli avevo rappresentato per l'interesse della Toscana.

Quanto agli ex-feudi di Lunigiana, sui quali gli ho mostrato sulla carta tutti gli inconvenienti che incontrerebbe la riunione di una gran parte dei medesimi al Ducato di Massa, mi ha risposto, che si farebbe il meglio possibile per accomodare le convenienze territoriali di tutti, e che V. A. I. e R. avrebbe modo di migliorare la circoscrizione dei confini dei tre Vicariati.

Le trattative degli affari del Congresso, quantunque assai inoltrate, non potranno essere terminate affatto che alla fine del mese, atteso il tempo occorrente per la redazione del Trattato.

Non potendo ritardare di più la spedizione del Dispaccio, mi limito ad accludere un esemplare della Gazzetta di Vienna, ed a protestarmi col più profondo ossequio

Di Vostra Altezza Imperiale e Reale

Vienna, 12 Aprile 1815.

Umilissimo Servo e Suddito
Firmato — NERI CORSINI.

Si conserva insieme con la *relazione* antecedente.

Doc. CIII.

Terza relazione del plenipotenziario Corsini al granduca Ferdinando rispetto alla guerra col Re di Napoli.

Altezza Imperiale e Reale

Accludo a V. A. Imperiale e Reale l' estratto del mio Dispaccio del 12 stante rimesso per un Corrier piemontese fino a Verona, e quindi per Staffetta al luogo ove Ella si trovasse, e l' intero duplicato dell' altro Dispaccio del 14 colle riservate. I Dispacci intermedi segnati coi Numeri 132 e 133 sono di minore importanza, e l' ultimo annunciava l' arrivo del Corriere Del Chiaro, e le partecipazioni date a questo Ministero delle novità e carte che mi aveva recato. Ne troverà un conforme ragguaglio nel foglio del *Beobachter* che le accludo.

Dalla Cancelleria di Stato mi furono comunicate jeri le due Note qui annesse. Colla prima il Principe di Metternich annuncia di avere ordinato al Maresciallo Bellegarde di somministrare i 6000 fucili già domandati, e che forse nel momento attuale non potranno arrivare in Toscana, a meno che per il Parmigiano o per Genova non abbiano pensato a spedirli.

La seconda Nota é la Circolare di cui parlai nel mio Dispaccio del 12, e che è stata rimessa a tutti i Governi amici d' Italia. L' ha avuta anche il Cardinale Consalvi, che nella situazione in cui si trova lo Stato Romano non può offrir nulla, ma pare il Cav. Lebzeltern sia stato incaricato di provocare presso Sua Santità delle misure d' altra natura.

Ho stimato di non dover tardare un momento a replicare colla Nota segnata (N.° 5), nella quale rendo conto della prontezza con cui si è corrisposto dal Governo toscano all' invito fattoci solo il 1.° Marzo di aumentare i nostri armamenti; aggiungo un ragguaglio delle disposizioni date, e dell' esecuzione che avevano avuto fino al momento della temuta invasione. Concludo che nel momento attuale i nostri mezzi mili-

tari uniti con quelli degli Austriaci non potevano essere impiegati che alla difesa del Paese, e ad agire sul fianco dell'armata napoletana secondo l'esigenze della circostanza, ma che qualora degli avvenimenti decisivi allontanassero il pericolo dalle nostre frontiere, ero persuaso che V. A. I. e R. si concerterebbe coi Comandanti dell'armata austriaca per quelle operazioni ulteriori alle quali potesse contribuire. In questi termini mi è sembrato poter rispondere, giacchè nelle circostanze attuali, e pendenti negoziazioni, è sempre utile di manifestare almeno la buona volontà, compatibilmente coi nostri mezzi per me assai limitati.

Dalle mie riservate di jeri potrà l'I. A. V. rilevare la dichiarata rottura dell'Armistizio concluso nel Gennajo 1814 fra Murat da una parte, e gli Inglesi e Siciliani dall'altra, e come questi si riguardino già in stato di guerra senza dovere aspettare i tre mesi. Nonostante che tale fosse l'opinione di questi Ministri inglesi, nondimeno non avevano essi creduto di poter dare alcuni ordini, ma Lord Bentinck ha giustamente pensato di poterlo fare, come il qui annesso Giornale l'annunzia fin d'oggi.

Devo a tal proposito informare l'I. A. V., che il Corriere del Comandante Russo, che reca a Genova il presente Dispaccio, è latore a Palermo di questa risoluzione, e dell'invito che la Corte di Vienna fa a quella di Sicilia di fare agire tutte le sue forze contro il Regno di Napoli. Con un Corrier precedente s'era già scritto di tenerle pronte. Una divisione da quella parte è adunque immancabile, ma sarà meno sollecita che non si vorrebbe. Sebbene la situazione delle provincie meridionali della Francia non sia per ora allarmante per l'Italia, ed anzi piuttosto favorevole agli interessi della causa del Re, tuttavia non credo che il Re di Sardegna sguarnirà le linee delle sue frontiere da quella parte, ma fe' solo un accantonamento di truppe nelle vicinanze d'Alessandria per unirsi in caso di bisogno alle truppe austriache rimaste nella Lombardia. Verso la metà di Maggio l'armata austriaca d'Italia sarà in tutto di circa 150 mila uomini, e sebbene speri che a que-

st' ora si sia presa l' offensiva con circa 50 mila, tuttavia i soccorsi che vanno ad arrivare mi tengono tranquillo sul risultato che non può restar lungo tempo indeciso.

Sulli affari generali non posso aggiunger altro se non che sono insorte gravissime difficoltà sui termini della seconda dichiarazione da pubblicarsi intorno alle cose di Francia. Bonaparte non potendo più nascondere la prima dichiarazione che è penetrata da tutte le parti, ha fatto spargere che questa era stata pubblicata dal Congresso appena saputo il di lui sbarco in Francia, e prima che si conoscesse il voto dell' armata, e della nazione in di lui favore. Aggiunge che le Potenze straniere avranno pensato che volesse attaccare le stipulazioni del Trattato di Parigi, ma dopo che sanno che è pronto a riconoscere, e a soscrivere quel Trattato, e che la nazione francese si è manifestata prontamente per lui, non può immaginarsi che persistano nei sentimenti espressi nella dichiarazione, a meno che non vogliano far la guerra all' indipendenza ed all' integrità territoriale della Francia. Per impedire che la nazione francese sia illusa da simili proteste alcuni dei Ministri, ed in specie i Francesi, hanno domandato una seconda dichiarazione. Questa è stata redatta in termini tali, che sebbene fortissimi contro la persona di Bonaparte, ed il suo dominio in Francia, non sono però abbastanza dichiarati per escludere ogni possibilità della cessazione della guerra fino al ristabilimento dell' attuale Re sul trono di Francia. I Ministri di Russia, Prussia ed Austria l' hanno adottata, ed il Principe di Talleyrand n' era rimasto soddisfatto, ma i Ministri inglesi opinano che il ristabilimento del Re dev'essere messo come condizione assoluta della cessazione della guerra, ed i Ministri Spagnuolo e Portoghese, che non erano intervenuti nella discussione per la redazione, ricusano di sottoscriverla. Questa è la causa della sospensione, e siccome ciascheduno sembra assai fermo nelle proprie opinioni, si crede che si prenderà il partito di differire la pubblicazione di una nuova dichiarazione fino al momento in cui s' incominceranno le ostilità, e quando si potrà meglio conoscere lo spirito e le intenzioni del Gabinetto inglese.

Indirizzo il presente plico al Cav. Lebzeltern per assicurarne il recapito ovunque l' A. V. I. si trovasse, e col più profondo ossequio ho l' onore di protestarmi.

Di Vostra Altezza Imperiale e Reale

Vienna, 15 Aprile 1815.

Umilissimo Servo e Suddito
Firmato — NERI CORSINI.

Nota officiale indirizzata dal Gabinetto di Vienna al Governo toscano onde prendesse parte alla guerra di Napoli.

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique a été informée, que le Roi Joachin a fait passer à son Armée les frontieres de l'Etait Napolitain, en même temps qu'il a fait avancer dans les Légations le corps de ses troupes qui étoit cantonné dans les Marches, et que ce mouvement a été incessamment suivi d'hostilités contre les troupes Autrichiennes.

En conséquence le soussigné Ministre d'Etat et des affaires étrangères a été chargé par Son Auguste Mâitre de déclarer au Plénipotentiaire du Roi Joachin, qu'en suite de cet état de guerre toute relation diplomatique venoit à cesser entre les deux Gouvernemens. Le soussigné a l'honneur de donner part de cette détermination de Sa Majesté Impériale à Monsieur le Prince Corsini, Plénipotentiaire de Son Altesse Impériale le Granduc de Toscane, en Le priant de transmettre cette information à Sa Cour.

Le Roi Joachin, en se portant à cette agression contre les troupes Impériales, a adressé aux Peuples de l'Italie un appel à l'insurrection, qui prouve manifestement que ses vues hostiles s'étendent à toute l'Italie. Cette communauté de dangers commande un concours de moyens de resistance; et si Sa Majesté Impériale, comme partie principale contre laquelle cette agression est dirigée, est bien resolue à ne regretter aucun effort pour repousser cette attaque, et pour assurer le repos de la Presqu'ile, Elle ne se permet pas de douter, que Son Altesse

Impériale le Granduc ne se réunisse à Elle d'intentions et de moyens, afin d'atteindre d'autant plus promptement et plus sûrement au but commun.

Dans cet état de choses, Monsieur le Prince de Corsini jugera sans doute qu'il n'ya pas de temps à perdre pour se concerter sur les mesure que les circonstances exigent, et le soussigné recevra avec intérêt et avec empressement les ouvertures qu'il seroit à même de lui faire à ce sujet:

Le Ministre d'Etat et des affaires etrangères a l'honneur de renouveller à Monsieur le Prince de Corsini l'assurance de sa considération très-distinguée.

Vienne, 13 Avril 1815.

Signé — METTERNICH.

Trovansi insieme con le altre congeneri *relazioni* e carte.

Doc. CIV.

Quarta relazione del plenipotenziario Corsini al granduca Ferdinando rispetto alla guerra col Re di Napoli.

Altezza Imperiale e Reale

Spedisco il presente Dispaccio per un Corriere inviato al Ministro austriaco in Toscana per l'affare di cui vado a render conto a V. A. I. e R.

Il Principe di Metternich mi chiamò jeri sera per comunicarmi un Dispaccio di Lord Burghersh a Lord Clancarty, ove in data delli 11 stante da Livorno s'annuncia che il Governo rimasto in Firenze era entrato in trattative col General napoletano Pignattelli sopra una dichiarazione di neutralità della Toscana pretesa da questo Generale; che in seguito di tali trattative s'era mandato un ordine al general Nugent di far partire le truppe di V. A. I. e R., e separarle dal Corpo austriaco, a cui erano state riunite; che quest'ordine sembrava essere stato confermato dall'I. e R. A. V.; che per l'istesso motivo le truppe distaccate verso Pisa e Livorno, non erano venute a

riunirsi al general Nugent; che tutto ciò era stato fatto senza interpellarne il Ministro austriaco conte Buol.

L'A. V. I. e R. comprenderà facilmente le vive lagnanze che in seguito di questi fatti si sono avanzate dal Ministro inglese al suo Collega, e che da questo si sono indirizzate al Ministero austriaco.

Il Principe di Metternich dopo aver preso gli ordini di S. M. l'Imperatore mi ha dichiarato, che quest'affare meritava le più serie attenzioni; che nissuna trattativa poteva, nè doveva intraprendersi con un inimico della Casa d'Austria, e dei di lei Alleati; che la sola esitazione, e titubanza nel sistema politico da seguitarsi era infinitamente dannosa per *l'esempio*; che molto più lo era per le qualità che si riunivano nella persona di V. A. I. R. come Principe austriaco, e fratello di uno dei principali Alleati; che ciò avrebbe potuto produrre un raffreddamento nello spirito pubblico che era tanto necessario di animare; che alla vigilia d'incominciare una guerra generale contro Bonaparte, ed i suoi alleati o aderenti, non si sarebbe mai potuto tollerare che uno Stato qualunque, e molto meno uno Stato Austriaco rimanesse neutrale, o indifferente nella guerra contro Murat; che una simile condotta, se potesse attribuirsi a V. A. I. e R., avrebbe in certo modo compromessa anche la Casa d'Austria coi di lei Alleati, e che per conseguenza se una tale trattativa avesse avuto un resultato qualunque, V. A. I. e R. era in dovere di *disapprovarla pubblicamente ed autenticamente*, e di uniformarsi al sistema politico di questa Corte, secondandola con tutti i mezzi del di Lei Stato.

Il Dispaccio del Ministro inglese è il solo che parli finora di questo fatto, non essendone pervenuti altri nè del general Nugent, nè del conte Buol. Quindi ho pregato il Principe di Metternich a sospendere il suo giudizio su tale affare finchè rapporti più diretti e dettagliati non glielo facciano meglio conoscere.

L'ho richiamato poi a considerare che il Governo provvisorio lasciato da V. A. I. e R. era un Governo intieramente

abbandonato nelle mani dell' inimico per conservare finchè si potesse l' apparenza, e la forma dell' autorità; che la di lui situazione estremamente pericolosa, ed i danni dei quali il paese sarà stato minacciato possono averlo costretto ad acconsentire a qualche atto non affatto conforme alle massime politiche del Governo, ed ai principj personali degli istessi individui che lo compongono; che da tutto ciò che gli aveva più volte manifestato in nome di V. A. I. e R., e per ordine del di Lei Ministero, avrà compreso quello che si pensava, e si desiderava costà in rapporto a Murat, che appena questa Corte si era decisa, ero io stesso andato incontro sempre alle determinazioni del Ministero austriaco, essendo ben sicuro delle rettissime intenzioni del mio Governo; che le misure annunciate in massima prima dell' invasione napoletana, ed eseguite poi al momento dell' ingresso di dette truppe, di riunire cioè tutte le nostre forze alle austriache per la difesa del paese, somministrava la prova la più convincente della risoluzione presa da V. A. I. e R.; che d' altronde il Governo provvisorio lasciato in Firenze non aveva alcun carattere per una negoziazione politica, ma soltanto le facoltà necessarie per l' amministrazioni civili; che molto meno poteva influire coi di lui atti sul sistema politico del Granducato; che tutta l' autorità rimaneva sempre nelle mani di V. A. I. e R.; che allontanatasi da Firenze non poteva essere violentato dalla presenza di una forza militare; che qualunque fossero le pratiche che il bisogno della momentanea sicurezza avesse obbligato a tenere coi Napoletani, questi non erano nè allora nè poi obbligatori per V. A. I. e R., che essendo in comunicazione colle sue truppe, e colle austriache, poteva nonostante aver dato loro quelli ordini che avesse voluto; che finalmente qualunque atto la violenza avesse estorto, ciò non avrebbe punto influito sul sistema politico di V. A. I. e R.

Il Principe mi replicò, che il Governo avrebbe dovuto ricusarsi ad ogni trattativa; che anche alle lettere di Murat sarebbe meglio rispondere che se era in guerra coll' Austria non poteva considerarlo più come amico della Toscana; che

Murat avrebbe potuto abusare di ogni atto che avesse carpito al Governo ; che la sola esitazione in una circostanza sì decisiva nuoceva infinitamente allo spirito pubblico ; che si conoscevano gli ottimi sentimenti dei Toscani, e le truppe ne avevano date delle prove combattendo insieme colli Austriaci, ma che se il Governo invece di eccitare la nazione le facesse credere d' essere indifferente nelle contese, o non deciso a prendervi parte, tutto il popolo seguiterebbe il di lui esempio con grave danno della causa comune.

Non ho tralasciato di fargli osservare che non poteva supporre che ci fosse un' atto qualunque firmato dal Governo, e ratificato da V. A. I. e R. ; che era naturale che i Napoletani volendo fingere di essere entrati come amici domandassero il richiamo delle truppe ; che questa domanda sarà stata forse accompagnata da tali minaccie contro le proprietà, e le persone del paese, che il Governo per prender tempo si sarà trovato costretto a mostrare d' aderirvi, ed avrà comunicato a V. A. I. la domanda del Generale napoletano ; che quest'atto, se vi fosse, era sempre diretto a ritardare ogni violenta misura che sarebbe tornata a vantaggio dell' inimico, e chè era sottoposto all' approvazione di V. A. I., che bene informata della situazione degli affari, che forse s' ignorava in Firenze, avrebbe potuto prendere di concerto col Ministro e Comandante austriaco le convenienti determinazioni ; che quand' anche qualche pratica di tal natura ci fosse stata (lo che non mi sembrava ancora ben dimostrato) questi erano espedienti momentanei che non portavano seco ne' cangiamenti permanenti nel sistema politico, e potevano essere annullati per mancanza di facoltà nell' autorità che li avesse firmati.

Si conchiuse che per un Corriere che il Principe mandava, e spediva al Ministro austriaco, avrei riferito con tutto il dettaglio, come faccio, il resultato di questa conferenza, benchè fossi anticipatamente sicuro che all' arrivo del Corriere tutto sarebbe in Toscana nel sistema che qui giustamente si desiderava.

Poteva con tanta maggiore asseveranza affermarlo in quan-

to che l' I. A. V. m' aveva replicatamente ordinato di prevenire il Ministero sulle misure e preparativi di Murat, e sui pericoli ai quali per di lui causa tutta l' Italia era esposta, e ben lungi dal ritenersi che ciò, che la sicurezza comune richiedeva, l' I. A. V. vi si era prestata al primo invito ricevutone in principio di Marzo, come costava dalle corrispondenze tenute col Maresciallo Bellegarde, di cui avevo reso conto al Principe di Metternich colla mia Nota del 25 Marzo.

I miei Dispacci avranno confermato l' I. A. V. in queste disposizioni avendole partecipate colle riservate del 23 di detto mese, e colle successive che non esponesse mai la sua persona, perchè questa guerra avrebbe un carattere diverso da tutte l' altre; che non s' ammetterebbero neppure Parlamentarj; che tutte le Potenze dovrebbero prendervi parte; che si degnasse concertarsi col Comando austriaco d' Italia, e con Lord Bentinck sulle misure da prendersi in Livorno e sulle coste relativamente alle provenienze dalla Francia, e dai paesi dominati da lei; e che l' istesso facesse circa i regolamenti d' interna polizia.

Quanto all' affare di Napoli i miei Dispacci del 28 Marzo e 12 stante, avranno tenuto al giorno V. A. I. e R. dei preparativi della guerra divenuta inevitabile, e nell' ultimo che consegnai al Principe di Metternich per inoltrarsi in Toscana da Milano, l' informò di ciò che aveva concertato qui per l' espulsione delli Agenti napoletani, ed altri dependenti da quel Governo, per la rottura delle relazioni non solo diplomatiche, ma anche commerciali fra i due Stati, e sulla necessità di secondare li sforzi dell' armata austriaca. Tutti questi Dispacci per l' interruzione delle corrispondenze saranno arrivati assai tardi, e non potevano essere giunti al momento in cui partì il Dispaccio inglese, ma se le intenzioni di V. A. I. erano già sì manifeste precedentemente, il contenuto delle mie corrispondenze non avrà fatto che confermarlo nell' idea che nella guerra contro Murat, come nella guerra contro Napoleone non vi poteva essere che un solo sistema, cioè di essere tutti uniti negli sforzi i più energici, perchè l' interesse della salvezza egualmente che il pericolo era comune.

Sebbene per il Corrier siciliano partito sabato scorso inviassi con raccomandazione al Cav. Lebzeltern a Genova il plico contenente le Note del Principe di Metternich del 13 stante, e l'immediata risposta fattagli del 15 detto, nonostante credo doverne accludere i duplicati. In detta risposta sono andato incontro per così dire ai desiderj di questa Corte, e conscio come sono delle intenzioni di V. A. I. e R. ho dichiarato, che durante il pericolo della Toscana, le nostre forze si sarebbero riunite alle austriache per la difesa, e che quando il pericolo si fosse allontanato dalle nostre frontiere, non dubitava che V. A. I. e R. si sarebbe concertata col Comandante dell'armata austriaca per secondare nella maniera la più efficace gli sforzi della Potenza principale. Ho allegato questo fatto come una nuova prova delle determinazioni adottate in massima dall'I. A. V. Su tal proposito il Principe di Metternich, a cui è stato supposto che abbiamo in armi soltanto 2000 uomini, lo che ho potuto smentire colle corrispondenze tenute col Maresciallo Bellegarde, mi ha detto, che presto sarebbe nel caso di conferire meco sull'aumento da farsi delle forze militari in Toscana proporzionatamente alla di lei popolazione e mezzi.

Prego l'I. A. V. d'inviarmi subito lo stato dei diversi Corpi militari, ed il dettaglio delle misure adottate per aumentarli, e di comunicarmi le di Lei ulteriori istruzioni su tale articolo.

Nulla di più sulle trattative riguardanti il destino dei paesi limitrofi alla Toscana.

E col più profondo ossequio ho l'onore di protestarmi

Di Vostra Altezza Imperiale e Reale

Vienna, 22 Aprile 1815.

Umilissimo Servo e Suddito
Firmato — NERI CORSINI.

Trovasi insieme con le precedenti carte e *relazioni*.

Doc. CV.

Memoria inviata da Ferdinando III al suo fratello imperator Francesco sulla condotta del Ministero toscano durante l' invasione de' Murattiani nel Granducato.

I movimenti dei Napoletani ingrossati nelle Marche avevano già annunziata vicina l' epoca fissata da Murat per l'esecuzione dei suoi disegni, quando l' improvviso passaggio per la Toscana dei Re di Spagna e di Etruria, non meno che del S. Padre, il di cui territorio era stato violato dalla Truppa napoletana, mi fece risolvere a non tardare a prendere delle misure per porre in luogo di sicurezza la mia Famiglia. Fatti quindi partire alla volta di Mantova i miei Figli, disposi tutto anche per la mia partenza, che volli però differire il più possibile, onde non separarmi sì presto da questi miei Sudditi, dai quali ho in ogni riscontro, e in questo particolarmente, ricevute tante riprove di speciale affezione.

Nei primi giorni di Aprile allorchè già era precorsa la voce che una Colonna napoletana procedente da Fuligno e Perugia stava per introdursi nel mio Granducato, mi pervenne una lettera del Re di Napoli data sei giorni prima da Ancona, nella quale sforzandosi a darmi assicurazioni di amicizia mi prometteva di non far transitare le sue Truppe per la Toscana, qualora io non me ne assentassi, o mi restituissi se già n' era partito (*a*).

Era appena stata spedita a Bologna la replica da me immediatamente data a questa lettera, quando fui informato che i Napoletani si avvicinavano ai confini, e già avevano fatte ordinare le razioni a Cortona, Castiglione Fiorentino ed Arezzo.

Dopo le recenti proteste del Re non potendo io ravvisare in un simil contegno, totalmente opposto alle di lui dichiarazioni, che delle intenzioni ostili, feci partecipare al General

(*a*) È questa la *lettera* che abbiamo già inserita al n° CI.

Nugent, che con un corpo di circa mille a 1500 uomini si trovava in quel momento a Pistoja per passare all' Elba, che io poneva la mia Truppa sotto i di lui ordini.

Nonostante però, volendo per la mia parte fare ogni sforzo onde togliere a costoro qualunque pretesto di trattare ostilmente questo paese, feci concertare con il detto Generale una specie di sommazione, che trasmessa da esso al mio Ministero esigeva da questo, o di astringere i Napoletani a retrocedere, o di mettere il militare toscano a di lui disposizione.

L' oggetto di questa sommazione si era di far comparire ai Napoletani come l' effetto di una forza superiore il passaggio dei soldati che componevano la guarnigione di Firenze sotto il comando di quel Generale.

Volli di più fare contemporaneamente un nuovo tentativo, ed ordinai che all'arrivo del Comandante napoletano ai confini gli si esibisse copia della lettera del suo Re, onde conoscesse il tenore delle positive assicurazioni che egli mi aveva date poc' anzi. Questo espediente però non produsse verun buon effetto.

Presi dunque allora la risoluzione di ritirarmi senza ritardo da Firenze, e mi trasferii a Pisa.

I comandanti napoletani per una parte esternarono replicatamente la ferma resoluzione di trattare la Toscana come un paese amico, e di limitarsi al semplice transito, onde trasferirsi a Bologna.

Il general Nugent per l' altra rinforzato dai miei soldati fece delle dimostrazioni di voler impedire il passaggio dei Napoletani postandosi sopra la strada aretina, e frattanto fece eseguire l' arresto di alcuni ufiziali di quella nazione che si trovavano in Firenze, e che inviò sotto scorta a Livorno.

Riconosciute peraltro le forze napoletane molto superiori a quelle da lui dependenti, egli renunziò a questo progetto, e si ritirò sulla direzione di Prato e Pistoja.

Prodigando sempre proteste di amicizia, i Napoletani entrarono in Firenze, ma appena occupata questa città, presero per pretesto la mancanza di fondi in cui dicevano trovarsi per

l'arresto degli ufiziali asserti di ciò incaricati, e dando debito al Governo toscano della riunione delle mie Truppe con le Austriache, e della somministrazione a queste ultime di alcune somme, affacciarono in principio la domanda di vistose forniture in generi, cavalli e contante, e protestarono quindi di non abbandonare la mia capitale finchè separatesi le Truppe toscane dal corpo di Nugent non si fosse questo ritirato dal Granducato, e non fossero posti in libertà gli ufiziali detenuti in una delle fortezze di Livorno.

Non bastò a far tacere queste pretensioni l'esibir loro la sommazione alla quale appoggiare si volevano le difese per parte nostra, e che era stata a tale oggetto appunto preordinata.

L'angustia in cui si trovava il mio Ministero separato da me, lo Stato penoso di tutta la popolazione di Firenze esposta agli spaventi di continui allarmi, e di quella dei contorni abbandonata alla discrezione di una truppa indisciplinata che devastava le campagne, il timore dei mali maggiori, ed incalcolabili che la forza preponderante dei Napoletani poteva cagionare in una grande interessante e pacifica città, e nella parte più florida dei miei Stati, mi determinarono allora ad apprendermi ad un compenso momentaneo, che, riescendo, poteva sollevare i miei sudditi da infinite sciagure, e combinare con la mia e loro utilità, l'utilità e il bene insieme anche della causa degli Alleati, alla quale unicamente stanno attacati i miei interessi.

Non ad altra ragione persistevano ad attribuire i generali napoletani Livron e Pignattelli la loro prolungata stazione in Firenze e nella Toscana, se non alla presenza nell'istesso paese di un corpo austriaco, alla tuttora perseverante riunione a questo di una parte del mio militare, e alla non per anche restituita libertà ai due individui di loro nazione, che Nugent non so per qual fatalità aveva fatti condurre in Livorno, e che si trovavano perciò nelle mie forze.

Mi prestai quindi al progetto imaginato dal mio Consiglio di far rilasciare questi due ufiziali, di sospendere per allora

alcune misure ordinate dal general Nugent in Livorno ove mi trovavo, e d'invitare con mia lettera questo Generale a prestarsi al rinvio dei miei soldati.

Questa lettera, della quale unisco una copia, non avendo altr'oggetto che quello di liberarmi da costoro, continuando a far comparire come effetto di violenza tutte quelle disposizioni che in sostanza erano concertate con il Generale austriaco, feci sentire contemporaneamente a questo verbalmente, per mezzo di un ufiziale di mia piena fiducia, che non avendo io se non da temporeggiare e indisporre il meno possibile l'Armata napoletana contro i miei sudditi, lo lasciavo però in piena libertà di recusarsi a quello che apparentemente gli domandavo.

Gli feci inoltre osservare che quando pure gli fosse piaciuto di prestarvisi, prendendo egli con le sue truppe posizione nel vicino Stato lucchese, e facendo postare le mie a contatto nella campagna pisana, gli rimaneva così facile l'operare nuovamente la sua riunione ogni volta che i Napoletani avessero annunziata ben altra intenzione ché quella di partire come avevano promesso, e che sottratta la mia capitale dalle loro mani avesse reputato utile d'inseguirli altrove.

Il general Nugent entrato perfettamente nelle mie vere vedute mi rispose non essere in grado di prendere veruna risoluzione senza il preventivo ordine del Ministro austriaco residente alla mia Corte, e scrisse poi a questo in termini assai veementi, e che escludevano del tutto l'esecuzione di ciò che aveva domandato.

Quindi la separazione delle mie Truppe non ebbe luogo, e anzi queste in diversi incontri agirono con molto valore contro i Napoletani, che gettato del tutto quel resto di maschera che avevano voluto fin qui conservare nell'atto di portarsi in avanti verso Prato e Pistoja, in aria di attaccare il corpo di Nugent, procederono a degli atti ostili in Firenze, impossessandosi delle persone e dell'armamento di pochi miei soldati convalescenti che si trovavano allo Spedale, e facendo affiggere in quella città i proclami incendiarj che predicano *l'Italiana indipendenza.*

Le misure di rigore in queste circostanze adottate da Nugent sono state in conseguenza pienamente secondate da me, e dai miei sudditi, onde scacciare il nemico comune. Quindi e da Pisa e da questa città rimessi e generi e denaro per la di lui Truppa; quindi requisiti e spediti cavalli occorenti per rimontare alcuni dragoni; approvato ed eseguito il reclutamento per la formazione di un nuovo corpo toscano di Cacciatori, e fatte muovere a seconda dei di lui ordini anche le Truppe della guarnigione di questa città.

Erano a questo punto gli affari quando nella notte del 13 al 14 mi pervenne una seconda lettera del Re di Napoli, del tenore di che nell' annessa copia (*a*); e nel tempo stesso i di lui Generali replicarono ai miei Ministri in Firenze la promessa di evacuare la Toscana alle solite condizioni, minacciando in caso diverso di trattare il paese con tutto il rigore, e di tirare perfino sopra la città quando alcuno dei miei soldati fosse comparso in linea contro di loro.

Per la mia parte non ho per anche data replica a questa lettera che in copia feci comunicare al conte di Buol, e a Nugent.

In Firenze poi fu imaginato di spedire a questo Generale una Deputazione, onde tentare di concludere almeno una Convenzione fra esso e i Napoletani per l' effetto che questi evacuassero i miei Stati ritirandosi verso Perugia, senza essere inquietati.

Questa ultima proposizione non venendo sostenuta per parte dei Napoletani, i quali insistevano sempre per la separazione del militare toscano, il general Nugent rinviò la Deputazione, e questa al suo ritorno avendo riferita la replica che gli era stata data, e le minaccie che faceva Nugent, il generale Pignattelli evacuò nella notte dal 14 al 15 la capitale.

Egli si ritira per la parte di Arezzo e Perugia, e voglio sperare che termineranno così i disastri di questo paese, seb-

(*a*) La seconda lettera del re Giovacchino a Ferdinando III vien posta qui di seguito.

bene si annunzj che per quella direzione stia per avvicinarsi ai confini una nuova colonna napoletana, che dopo gli avvenimenti che hanno avuto luogo anche nella parte superiore d' Italia saranno probabilmente richiamati altrove.

Pisa, 16 aprile 1815.

Firmato — FERDINANDO.

Esiste in copia nell' Archivio della già Segreteria di Stato.

Seconda lettera del re Giovacchino Murat al granduca Ferdinando III.

Monsieur mon Frère et Cousin.

J'ai reçu la lettre de Votre Altesse Impériale et Royale du 2 du courant. C'est avec regrêt que j'ai dû ordonner à ma Garde que de Foligno devait se rendre par le Furlo à Pesaro, de passer par ses Etats, mais Votre Altesse est trop juste, pour ne pas sentir que je ne pouvais pas laisser un Corps Autrichien sur mes flancs, et que j'étais forcé de faire marcher mes Troupes contre le Général Nugent. Je m'étais toujours flatté que leur ayant défendu de commencer les hostilités, le Général autrichien m'aurait laissé reprendre mes anciennes positions, ayant annoncé que je ne les prenais que pour attendre les déterminations des Alliés. Ainsi je dois déclarer à Votre Altesse Impériale et Royale, que conservant pour Elle les mêmes sentimens d'amitié, je suis prêt à évacuer la Toscane, si de son côté Elle veut prendre l'éngagement de la faire évacuer par toutes autres troupes étrangères, et d' y faire respecter sa neutralité.

Je prie Votre Altesse Impériale et Royale d'agréer les sentimens de ma sincère considération.

Boulogne, ce 12 Avril 1815.

Votre Bon-Frere et Cousin
Signé — JOACHIN-NAPOLEON.

Lettera di Gaetano Rainoldi direttore della Segreteria Intima di Ferdinando III al plenipotenziario Corsini sugli avvenimenti di Toscana durante l'invasione de' Murattiani.

Eccellenza

Dal Dispaccio di Vostra Eccellenza in data del 9 corrente Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca nostro Signore ha con somma sorpresa rilevata la sinistra interpetrazione data costà alle misure qui adottate durante la breve permanenza in Firenze delle Truppe napoletane.

Vedendo che la impressione contraria prodotta dalla corrispondenza, e dalle relazioni verbali del conte di Buol non ha potuto distruggersi a fronte delle rimostranze di V. E., S. A. I. e R. è stata indotta in sospetto che non siasi ben gustato quanto con verità e con dettaglio si esponeva nella Memoria unita alla lettera scritta a S. M. l'Imperatore da Livorno il dì 16 aprile scorso, e che conteneva in breve l'Istoria sincera della condotta del Suo Ministero nell'occasione preindicata.

Non ha potuto non apprendere con dispiacere l'Imperiale Sovrano che siasi tentato d'insinuare nell'animo di S. Maestà qualche dubbio sul contegno tenuto dal Suo Ministero in tal riscontro, nè può nascondere la Sua maraviglia che il Ministro Buol informato in Livorno per ordine Suo di quanto era stato fatto, non solo non siasi affaticato a porre le cose nel loro vero aspetto, ma abbia anzi avuto il coraggio di sostenere il contrario in aperta opposizione con la verità ad esso ben nota, e con quello che S. A. I. istessa aveva annunziato al Suo Augusto Fratello.

Cresce la maraviglia allorchè si riflette che questo Ministero fu forse il primo a dubitare della lealtà di Murat (della quale aveva dubitato anche prima del Maggio 1814), che scrisse più lettere al Maresciallo Bellegarde, al quale domandò replicatamente un poca di Truppa per unirla a quella toscana, non ancora perfettamente disciplinata, e si mantenne in

una leale corrispondenza con il bravo Ministro di S. Maestà residente a Roma, con il quale si consultò nel di lui passaggio per questa città dopo la partenza del Papa.

Quando non si dubitò più delle intenzioni ostili del Re di Napoli contro S. Maestà, non si dubitò neppure che tali non fossero anche contro l' Imperiale e Reale Altezza Sua, e contro la Toscana, e non avendo potuto confidare in un soccorso instantaneo per la dichiarazione stessa del Maresciallo Bellegarde, adottò il partito, che si doveva adottare, e fu quello; 1° di assicurare i suoi Figli negli Stati imperiali; 2° di mandare alle frontiere della Toscana le sue Truppe con ordine di non impegnarsi di contro ad una forza di gran lunga superiore, e di ripiegarsi in buon ordine sopra Pisa e Pistoja per Lucca, per ivi riunirsi alla Truppa austriaca, e tenersi aperta la strada di Genova; 3° di ritirarsi egli stesso a Pisa per attendere gli avvenimenti.

Sua Maestà è informata della Lettera del Re di Napoli, della risposta del Granduca, e dell' arrivo del generale Nugent con poca Truppa austriaca.

Immediatamente, anche con il parere del Consiglio, S. Altezza Imperiale affidò il comando di tutta la Sua Truppa a detto Generale, che la richiamò tutta sopra Firenze, e si diresse verso Pisa, dopo aver voluto che i Suoi Ministri restassero al loro posto, e comunicassero seco finchè potevano.

Da quel momento tutte le operazioni militari furono dirette dal general Nugent, e quando questi giudicò di non poter salvare la capitale, e si ritirò verso Pistoja colla doppia veduta di assicurare la stazione di S. Altezza Imperiale a Pisa e Livorno, e trattenere l' inimico onde non rinforzasse a tempo Murat a Bologna ed a Modena, egli stesso entrò nel concerto di far credere all' inimico, che il Comando austriaco si era per forza impadronito della Truppa. Da questo segreto concerto nacquero molti felici resultati. Il generale Nugent potè liberamente rinforzarsi nella Toscana inferiore, potè comunicare, e aver molti ajuti dal Ministero toscano, e dall' istesso Granduca a Livorno, potè impedire al Generale

napoletano di accorrere al soccorso del suo Re negli affari di Carpi, di Modena e di Bologna, e potè salvare la capitale di questo Granducato da uno spoglio immenso, da una strage dolorosa, e da quelle contribuzioni di guerra, che erano già annunziate come imminenti.

Il Ministero toscano, a cui S. A. Imperiale aveva comandato espressamente di restare al suo posto, non poteva ubbidirlo senza comunicare coll' inimico che occupava, e dominava nel momento l' istessa capitale, ed ecco perchè non potendo spiegare una forza aperta, stava illudendolo colla lettera che fu scritta dal Granduca, e da esso mandata a Nugent a mano per mezzo del Maggiore d' Artiglieria Giannetti, con ordine di fargli sentire, che era una conseguenza del primo concerto, e che perciò poteva, ed anzi era libero di regolarsi in conseguenza.

S. Altezza Imperiale e Reale non cura le intenzioni segrete di altri Ministri esteri, ma S. Maestà vorrà permettere senza dubbio che si maravigli di Buol, che avendo saputo tutto l' operato, siasi permesso d' insinuare dei dubbj sulla lealtà, o almeno sulla poca fermezza del ministro Fossombroni, che nulla ha fatto senza il parere del Consiglio, e quel che è tutto, senza la piena sovrana intelligenza.

Dopo tutto questo, S. Altezza Imperiale e Reale che vuole avere la continuazione dei riguardi beneficenti di S. Maestà l' Imperatore a favore del Suo Ministero, e dei Suoi Stati, alla intima persuasione in cui ama vedere la Maestà Sua della piena lealtà della condotta qui tenuta nella dolorosa circostanza della occupazione della Sua capitale, mentre contemporaneamente dirige al Suo Augusto Fratello una nuova lettera di proprio pugno, incarica per mio mezzo l' E. V. di fare quei passi ulteriori che possono condurre a distruggere qualunque prevenzione contraria si fosse maliziosamente, o disgraziatamente tentato di insinuare nell' animo di S. Maestà quanto ai membri del Consiglio in genere, e più specialmente quanto al Cav. Fossombroni, che certamente zelanti tutti per il buon servizio del loro Sovrano, sono non meno affezionati sinceramente

alla causa dell' Augusta Casa di Austria, e delle Potenze alleate.

La condotta anteriore, contemporanea e consecutiva alla invasione napoletana, offre una riprova luminosa di questa verità nella serie concatenata di tanti fatti non equivoci, che dimostrano la indole dei sentimenti che hanno senza alterazione animato questo Governo, farebbe un torto manifesto il dubitare anche per un momento che non si fosse costà saputo conoscerne l' evidenza.

L' Eccellenza Vostra potrà per un oggetto che tanto sta a cuore a Sua Altezza Imperiale, e tanto interessa l' onore del suo Ministero, fare a norma della Sua prudenza quelle rimostranze che reputerà opportune nel senso della presente, e con l' appoggio anche delle diverse Carte che troverà a questa unite.

E col più distinto ossequio mi protesto.

Di Vostra Eccellenza

Firenze, 17 Maggio 1815.

Devotiss. Obbligatiss. Servitore
G. Rainoldi.

I documenti compresi sotto questo *numero* si conservano tutti nella già Segreteria di Stato.

Doc. CVI.

Quinta relazione del plenipotenziario Corsini al granduca Ferdinando in quanto alla guerra col Re di Napoli.

Altezza Imperiale e Reale

Varj ed importanti oggetti m' obbligheranno forse a spedire oggi o dimani il Corriere Pozzesi, tanto più che dovendo secondo le apparenze aver luogo dopo il 20, e prima

del 25 stante la partenza di S. M. l'Imperatore per l'Armata, bramerei che l'I. A. V. avesse tempo sufficiente per mandarmi la di Lei risposta per altro Corriere, che potesse giungermi avanti che S. M. si ponesse in viaggio.

Il primo oggetto che mi è sembrato essenziale è stata l'occupazione dell'isola dell'Elba. Finchè le coste e porti delle provincie meridionali della Francia rimanevano sotto il dominio del Re non potevasi temere che fossero inviati dei rinforzi di guarnigione, munizioni ec. a Portoferrajo; ma attualmente che Bonaparte è padrone di detti porti, è da temersi pur troppo che s'affretti d'inviare là prima che la gran Squadra inglese giunga nel Mediterraneo. Non occorre che rammenti a V. A. I. e R. i danni e pericoli ai quali ci esporrebbe il radunamento di una forza nemica in quell'isola, e quante spese si dovrebbero fare per tener le coste in uno stato rispettabile di difesa, impiegandoci delle truppe che utilmente potrebbero essere altrove destinate. S'aggiunga che questa isola è uno dei pochi acquisti che sembra oramai assicurato alla Toscana. Quindi mi sono determinato a parlarne jeri al Principe di Metternich, a cui ho anco rimesso la Nota officiale segnata di N.° 1. Trovai che il Principe era penetrato dell'importanza di questa operazione, e soltanto imbarazzato a trovar nel momento i mezzi disponibili. Gli risposi che adesso pochi mezzi sarebbero sufficienti, ma che differendo la spedizione ci vorrebbe un assedio lungo e dispendioso, e che perciò conveniva destinarci subito qualche forza che unita alle nostre potesse sollecitamente compire l'impresa. Nella mia Nota ho indicato che basterebbero uno o due battaglioni austriaci con artiglieria d'assedio, ai quali unendosi tutte le forze che fossero disponibili in Toscana, mi lusingherei di un pronto successo. Il Principe s'assunse di parlarne ieri sera a S. M., ed io gli dissi che tenevo pronto un Corriere per inviarlo costà appena avessi ricevuto da lui le lettere a ciò relative per i Comandanti delle armate austriache. Nello spedire le lettere a quello dei detti Comandanti a cui saranno indirizzati gli ordini, l'I. A. V. può fargli sapere su qual truppa, e sopra

quali mezzi esso possa contare in Toscana. Il Principe mi partecipò in questa occasione, che nel trattato recentemente fatto col Re delle Due Sicilie aveva ottennta la rinunzia formale ad ogni diritto sullo Stato dei Presidj, e sopra Porto Longone, ed all' alto dominio di Piombino ec.

Non ho tralasciato di prevenire V. A. I. della intenzione che qui si aveva di far contribuire i diversi Stati d' Italia alla guerra contro Napoli, ed anco alle misure relative alla guerra contro la Francia. Per la parte nostra, attesi i vincoli più speciali che ci legano all' Augusta Casa d' Austria sono andato sempre incontro alle domande che potevano esserci fatte, ed avendo il Principe di Metternich manifestato in una delle ultime conferenze il desiderio di parlarne, ve l' ho io stesso invitato col mio Biglietto di Mercoledì scorso, affinchè nelle presenti delicate circostanze non si potesse mai supporre in codesta Corte freddezza o indifferenza sopra un articolo per sè stesso giustissimo e d' interesse comune. Mi sembrò tanto più necessario di prendere l' iniziativa dopo che seppi che il Conte *Saurau* destinato Governatore della Lombardia, e che rimanendo in Milano il Maresciallo Bellegarde come Luogo-tenente del Vice-Re, ha dovuto avere un' altra provvisoria incumbenza, era stato nominato Ministro ed Intendente Generale delle Armate d' Italia, ed era più specialmente incaricato di tutto ciò che riguarda l' Armata di Napoli. La creazione di questo impiego di cui mi rammentava nell' occasione delle guerre dell' Impero, ove tutti i Principi dovevano contribuire dei contingenti in truppe o in denaro, mi fece nascer l' idea, che si volesser organizzare li Stati d' Italia in quell' istessa forma, ed allora vidi più che mai la necessità di non lasciare indeterminato ed arbitrario l' aggravio che dovesse assumersi dalla Toscana; ed a tale effetto ho insistito, ed insisterò perchè *escluso qualunque altro carico* si determini il contingente di truppe che deve tener codesto Granducato, e la porzione di esse che deve essere disponibile secondo gli ordini dei Comandanti austriaci. Non occorre che dimostri a V. A. I. e R. i vantaggi di questo sistema che rende utili degli uffiziali

che lo Stato dovrebbe pensionare, e che vi fa impiegare in soddisfazione di tale aggravio una parte di quella truppa che in tutte le ipotesi si dovrebbe pagare. Secondo una tale intelligenza mi preparavo a parlare al Principe di Metternich, quando dal medesimo è stato promosso il discorso che era indeciso di far contribuire tutti li Stati d'Italia alle spese della guerra; che il Conte Saurau come Ministro delle Armate in Italia avrebbe l'incarico di raccorre i mezzi coi quali i detti Stati dovrebbero proporzionatamente supplire al detto aggravio; che questo contingente si potrebbe fornire o in uomini, o in contanti, o in generi; che il detto Ministro avrebbe presso di sè tre Referendarj, che uno Diplomatico, l'altro Militare, il terzo Amministratore e Finanziere; che inoltre tutti i Ministri residenti presso i diversi Governi dovebbero secondarlo nelle richieste dipendenti dalla sua Commissione; e in tal modo, senza averne il nome, l'Italia diverrebbe uno Stato federativo sotto la direzione dell'Austria come Potenza principale. La Corte di Sardegna, mediante i Trattati diretti che ha fatto colle Potenze Alleate, non ha assolutamente l'istesso carattere che si fa prendere agli altri Stati, cioè Modena, Toscana, Papa e Napoli, per ora come Re di Sicilia, e poi in maggior estensione quando sarà tornato al possesso del Regno di Napoli. Fin d'ora si vogliono organizzare tutti i prigionieri fatti e da farsi sopra l'armata di Murat, e formarne dei corpi da mantenersi dal Re Ferdinando.

Nel replicare al Principe di Metternich gli dissi che approvavo talmente il sistema d'una Confederazione Italiana, di cui fosse capo S. M. l'Imperatore, che appunto stavo preparando una piccola Memoria in questo istesso senso, ove gli proponevo di far modificare l'articolo VI del Trattato di Parigi che s'oppone chiaramente a questa Confederazione, a cui la gelosia della Francia aveva già messo ostacolo colla redazione di detto articolo, e coll'idea già riassunta dal Gabinetto Borbonico d'estendere il Patto di Famiglia alle Dinastie Borboniche da ristabilirsi in Italia. Si convenne facilmente che questa era l'occasione più opportuna per stabilire un tal siste-

ma, ma che per non renderlo odioso agli Stati Italiani conveniva che questi aggravj fossero proporzionati a paesi affatto esausti, ed assai moderati. Quindi mi feci strada a rappresentargli che tutta la ricchezza della Toscana consisteva primieramente nella sua numerosa popolazione, che non era già soverchia e ridondante, ma strettamente necessaria alla sua agricoltura, e che secondariamente consisteva nel conservare quei capitali che ogni anno erano indispensabili per mantenere la riproduzione, e che quindi non si poteva calcolare sui medesimi principj sui quali si erano calcolati i contingenti forzati che in questi ultimi tempi avevano fornito tanti Stati della Germania.

Il Principe ne rimase d'accordo, e disse che in Germania i contingenti si valutavano a *due per cento* sulla popolazione, ma che in Italia si sarebbero potuti valutare ad *uno per cento* in tempo di guerra, ed a *mezzo per cento* per fissare lo stato militare, in tempo di pace.

Richiamandolo io alle circostanze particolari della Toscana mi parve che sarebbe stato disposto ad usare qualche facilità, e mi aggiunse ancora, che per dare un incoraggiamento agli uffiziali si sarebbe potuto stabilire che il servizio prestato da loro nelle Truppe toscane dovesse considerarsi come prestato nell'Armata austriaca, e che a tale effetto era necessario che la nostra organizzazione fosse analoga alla loro.

In seguito di questa conferenza, e colla veduta di far determinare qui lo stato militare che doveva organizzarsi in Toscana, qual porzione di esso doveva fornirsi come contingente all'Armata austriaca, tentai d'invitarlo ad una Convenzione mediante il Biglietto qui annesso sotto N.° 2. Osserverà l'I. A. V. che parlo in detto Biglietto dello stato militare da organizzarsi, e non del contingente da somministrarsi, e che limito a 6,000 uomini l'Infanteria di linea, ed a 600 la Cavalleria, e solo estendo il numero delle Milizie Nazionali, perchè è il corpo che sarebbe in libertà del Governo di lasciare inattivo, e non stipendiato, e che potrebbe unirsi in riserva per supplire in alcune guarnigioni alla mancanza della truppa di linea se questa dovesse sortire dal paese.

In tale stato sono rimaste le cose fino a jeri sera, giacchè non ho potuto prima rivedere il Principe di Metternich. Per il caso che si prestasse a fare una Convenzione ne avevo preparato il progetto che accludo sotto N.° 3. Se non che le condizioni precise che mi proponeva di domandare in correspettività del contingente da somministrarsi, condizione che mi sembrerebbe doversi proporre tutte le volte che si dovrà parlare d' un aggravio da imporsi o in uomini o in danaro.

Nelle nuove conferenze col soprallodato Principe di Metternich ebbi da lui in risposta primieramente, che S. M. l' Imperatore aveva giudicato importantissima l' occupazione dell' isola dell' Elba, e che senza distrarre alcune forze dall'Armata di Frimont e di Bianchi, aveva per mezzo della Cancelleria di Guerra fatto scrivere al Maresciallo Bellegarde che comanda le guarnigioni delle diverse piazze d' Italia, e che precedentemente aveva avuta una tale commissione, di trovar modo di eseguire la spedizione, concertandosi col Governo toscano. Si rende perciò necessario che dopo l' arrivo del mio Corriere l' I. A. V. faccia fare una spedizione a Milano per combinar l' occorrente col prefato Maresciallo, indicandogli sopra qual numero di Truppe toscane, e sopra quanta Artiglieria possa contare. Sarà bene di avere anche esplorati gli animi degli abitanti dell' isola, e di sapere qual partito possa trarsene, e frattanto può darsi loro la sicurezza, benchè non convenga annunziarlo officialmente, che diverranno tutti sudditi toscani, onde non temino di passare ad altro dominio.

Il Principe passò quindi a dirmi, che nel momento presente doveva lasciare al Conte Saurau come Ministro dell'Armata l' esercizio libero delle sue facoltà per i sussidj in uomini o in danari e generi da fornirsi dagli Stati d' Italia; che con questo Ministro si dovrebbe trattare; che il principio era di far fornire da ciascuno Stato un contingente a ragione di *un per cento* sulle sue popolazioni; che la Toscana dovrebbe fornire a rigore sopra 10,000 uomini; che se vi fossero, e quando vi fossero dei reggimenti formati e giudicati capaci di *stare in linea*, questi sarebbero presi preferibilmente, e che

altrimenti si dovrebbe somministrare l'equivalente in danari o in generi.

Gli risposi che le circostanze nostre economiche, e la necessità di occupare e stipendiare degli uffiziali che avevano fatta onorevolmente la guerra nelle Armate francesi, ci faceva desiderare di fornire più che fosse possibile in uomini, che la formazione e pianta dei due reggimenti era fatta, che coi soldati tornati di fuori si potevano riempire, e che oltre l'esperienze avute nelle ultime circostanze della loro fedeltà e bravura, era certo che uniti agli Austriaci potrebbero rendere ottimo servizio nell' Armata di Napoli, e così permettere di mandare altrettante Truppe austriache all' Armata dell' Alpi.

Il Principe dopo aver più volte ripetuto che temeva non poter queste Truppe essere considerate come capaci di stare in linea, atteso che i reggimenti erano nel principio della loro formazione, e citando per esempio i reggimenti Piemontesi, dei quali diceva potersi fare poco conto, discese però a convenire meco, che per l' Armata di Napoli, e per le diverse guarnigioni, le Truppe toscane ritrovate fedeli, potrebbero utilmente servire, ma che dovevamo concertarci col Conte Saurau, e col Maresciallo Bellegarde, che avevano la direzione dell' armamento dell' Italia, e dei soccorsi che i diversi paesi dovessero dare all' Armate. Bensì sarà opportuno che a scanso di equivoci si verifichi primieramente, se il Tenente Maresciallo Bianchi comandante dell' Armata di Napoli non è piuttosto che Bellegarde incaricato adesso di riunire al suo corpo le truppe disponibili dei paesi oltre il Po, nel qual caso le trattative per le truppe sarebbe sempre con lui, e quello per gli altri oggetti col Conte Saurau.

Il mio parere sarebbe che si facesse ogni sforzo per fornire prestissimo quel maggior numero di truppe che fosse possibile, e per farle accettare come buone dal Comandante dell' Armata di Napoli, e che nelle trattative col Ministro Saurau si sostenesse sempre di voler somministrare truppe piuttosto che danari, o almeno, tenendo fermo di rimanere al di sotto dei limiti delle richieste poi fatte.

Non tralasciai di interpellare il Principe sull' articolo dei Magazzini ordinati da Bianchi, e mi disse che era giustissimo che tutti i paesi oltre Po contribuissero al mantenimento di quell' Armate, ed in specie il Regno di Napoli, e che se avevano spese se ne tenesse un conto separato da presentarsi al Ministro Saurau incaricato del reparto. Non posso nel momento dare altra direzione, nè suggerimento se non che quello di trattare col prefato Ministro, di devenire con lui ad una Convenzione che fissi se non il quantitativo, almeno le basi secondo le quali dovranno risolversi gli aggravj della Toscana; non si può dimenticare l' articolo del ripasso delle truppe, e delle rotte militari da stabilirsi per le Romagne, su di che vi sono infinite ragioni, e quanto alla Cavalleria vi è la mancanza assoluta dei foraggi in tutte le parti del Granducato, ed in specie in quelle che dovrebbero traversare.

Essendomi stato supposto che si volesse mandare un Generale austriaco come Comandante o Governatore militare in Toscana ho voluto interpellare il Principe di Metternich per sapere se ci fosse una tale idea, dicendogli che se avessero stimato utile un loro Generale per presiedere all' organizzazione, sotto la dipendenza di V. A. I. e R., lo avrei giudicato utile all' oggetto; ma esso mi rispose che nel presente momento avevano tutti i migliori Generali già impiegati, e che conveniva formare i corpi e poi sottoporli all' ispezione e comando dei Generali austriaci. Se la cosa rimane così, e costà non viene nessuno incaricato di tal formazione, sarà l'I. A. V. in grado di affidarla al più abile fra gli uffiziali che sono di già al di Lei servizio, e basterà che abbiano le cognizioni necessarie ad un colonnello per organizzare i nostri due reggimenti, come altrettanti maggiori potranno formare i battaglioni delle Bande. Non conosco le qualità e capacità di detti uffiziali per giudicare se ve ne sia nissuno abbastanza idoneo per una tal Commissione.

Non ignorerà infine V. A. I., che alcuni Stati di Germania, fra i quali il Regno di Würtemberg ha richiesto, e fatta una Convenzione per stipulare il pagamento da farsi in occa-

sione di passaggio di truppe estere di una indennità proporzionata per l'Infanteria e per la Cavalleria, non meno che per i trasporti, giacchè altrimenti non avrebbe il paese, nonostante la consuetudine invalsa in Germania, con che sostenere un sì grave peso. L'articolo può promuoversi con delicatezza non per ripetere rimborso del passato, ma per cautelarsi in avvenire qualora non potesse ottenersi che la rotta militare per Napoli fosse per le Romagne esclusivamente.

Ho l'onore frattanto di dirmi col più profondo ossequio

Di Vostra Altezza Imperiale e Reale

Vienna, 9 Maggio 1815.

Umilissimo Servo e Suddito
Firmato — NERI CORSINI.

Si conserva insieme con le altre *relazioni Corsiniane* nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CVII.

Due Memorie circolari di don Neri Corsini a' plenipotenziari delle Corti europee congregati a Vienna sulla circoscrizione territoriale della Toscana.

Memoria 1.ª

Les vues sages et magnanimes des Souverains Alliés ne se bornent pas á réparer les usurpations que la revolution française a causé au detriment des plus anciennes familles regnantes en Europe; Mais elles tendent aussi à donner à chaque État une consistance qui les rende capables de coopérer à la restauration de l'ordre politique et social, et au maintien de la tranquillité future. Ce n'est que dans un système semblable que l'équilibre peut être conservé au dehors, et la paix être consolidée dans l'interieur des États.

Il y a peu de Souverains en Europe qui aient souffert

autant que S. A. I. et R. l'Archiduc Grand-Duc de Toscane, des suites de la revolution. Monté sur le Throne d'un Pays que son auguste Père avait laissé si florissant, et que les soins paternelles de S. A. I. et Royale savaient rendre heureux même au milieu des convulsions politiques du continent, après les énormes sacrifices qui furent la consequence de la première invasion des français en Italie, elle se vit expulsée de ses États en 1799 par une des plus injustes aggressions motivée sur ce que l'Empéreur Son Auguste Frère aidé de ses puissans alliés la Russie, et l'Angleterre annonçait de vouloir renouveller ses efforts pour delivrer de l'esclavage l'Allemagne, et l'Italie. Rétabli momentanement en 1799 dans la possession de ses États, il en fut dépouillé de nouveau par une violation anticipée de l'armistice conclu entre la France, et S. M. l'Empéreur d'Autriche, et le traité de Luneville le transfera ensuite dans l'Electorat de Salzbourg. Ce traité avait promis au Grand-Duc une Indemnité *pleine et entière* des Etats dont on lui demandait la renonciation, mais il ne reçut en dedommagement que l'ancien archeveché de Salzbourg et quelques territoires y attenants, e dont l'étendué, la population, et la valeur intrinseque sous tous les rapports etoient infiniment inferieures à celle de la Toscane. S. A. I. et Royale ne donna pas une renonciation formelle à la Toscane, mais régardant comme provvisoire l'établissement qu'on lui offrait il s'en mit en possession en attendant que la justice de ses reclamations put dans un moment plus propice lui procurer le comptément de l'indemnité stipulée en sa faveur.

Le traité de Presbourg l'obligea à un nouveau deplacement, et en augmentant ses sacrifices le força d'aller s'établir dans l'ancien éveché de Wurtzbourg, dont la population était à peine le tiers de celle de la Toscane, et l'étendue n'en était pas même la quatrieme partie. La position géographique de ce Pays enclavé des États qui avoient du entrer dans la confederation du Rhin le forca à prendre les mémes engagemens, et à mettre par là à la disposition du Gouvernement français toutes les ressources de son Pays.

ritoire de la Principauté de Lucques qui possédait une partie du littoral, et le petit port de Viareggio. Son territoire est entierement enclavé, et forme une presqu'Isle dans l'interieur de la Toscane. Il est cerné par le grand-duché presque dans tous les points de sa frontiére, et interrompt toute communication entre les Districts de Lunigiana, et de Pietrasanta, et le reste du Grand-Duché. On est obbligé de régarder comme étrangers à la Toscane et non soumis à beaucoup d'impots tous les territoires qui en sont séparés par l'État de Lucques, et on ne peut diminuer la contrebande dans les autres territoires du Grand-Duché, qu'en cernant le dit État par une double ligne de douanes. Ces inconveniens sont tellement inherens à la position géographique respective des deux Pays que le gouvernement français ne trouva d'autre moyen de s'en garantir qu'en portant sa ligne des Douanes, et en établissant pour son compte la régie des sels, et tabacs dans la principauté de Lucques. Il indemnisa la Princesse Elisa moyennant une prestation annuelle en argent. Il serait très nuisible sous tous les rapports de ne pas faire disparaître cette enclave, et d'assujettir de nouveau la Toscane à tous les desordres qu'elle cause à sa police, et à son administration. D'ailleurs les relations intimes, et multipliées de commerce qui existent entre ces deux Peuples l'uniformité des moeurs, et du système de leur agriculture, et de leur industrie, les avantages importans que l'état de Lucques trouverait dans une libre communication avec le Port franc de Livourne, l'utilité immense de regler d'après un sistème unique, et également avantageux l'écoulement des Eaux de la Rivière du *Serchio, et de ses influens*, sont des motifs puissans pour que la très-grande majorité des Lucquois qui ne participait pas au Gouvernement doive desirer de confondre ses interêts avec ceux d'une nation, à la quelle ils sont unis par tant d'interêts, et dont ils ont admiré dépuis longtems l'excellente administration. Ces considérations l'emportent certainement dans l'Esprit des Lucquois sur les vües personnelles d'une oligarchie peu nombreuse.

Si donc la question de la destination à donner à ce petit

État devait seulement être decidée d'après l'utilité reciproque des deux pays, il est hors de doute qu'il ne pourrait y avoir qu'un avis pour la réunion, mais des motifs plus puissans semblent devoir determiner cette mesure. Les Puissances alliée ayant eu égard à la situation morale, et politique de l'Italie ont deja apprecié les considérations importantes qui suggeroient de ne pas y retablir des Republiques quelque fut la forme de leur constitutions. L'article VI du Traité du 30 Mai dernier reconnait que *la Suisse indépendente continuera de se gouverner par Elle même*, mais il ajoute que l'Italie hors des limites des pays cedés à l'Autriche sera composée d'États *souverains* c'est à dire *Monarchiques*. En effet avant que la revolution française vint ébranler les bases de l'ordre social, il était possible que l'habitude consacrant l'ouvrage des siècles fit subsister paisiblement des petites associations politiques sous le regime de quelques riches familles patriciennes, mais après 18 ans de bouleversement de toutes les habitudes, et de toutes les idées sur les quelles était fondée la force morale de ces petits Gouvernemens, après que les richesses de ces familles ont été englouties par les différens Gouvernemens qui ont desolé tant de parties de l'Europe, après que ces familles ont perdu encore le moyen de maintenir leur pouvoir, il serait aisé de se convaincre de l'impossibilité de retablir la petite Republique de Lucques si même ces puissances n'y avoient pas adopté un système entierement contraire.

Au surplus l'État de Lucques qui renferme à peine une population de 123,000 habitans, et 300 milles carrées géographiques d'étendue, est grevé de plusieurs charges telles qu'une dette publique tant constituée que viagère, des pensions dont une partie legitimement dües, et non encore liquidées, des travaux commencés, et qu'il faut achever tant sur les routes, que sur les digues tandis que le Domainc est aliéné presqu'en totalité, et les ressources qui restoient au Pays sont detruites de toute manière.

La position topographique, l'analogie des moeurs, et des interêts, le voeu des puissances alliées relativement à la forme

des Gouvernemens qui doit être établie dans les États Italiens, les Inconveniens resultans sous tous les rapports pour la Toscane du retablissement d'un Gouvernement qui dans les circonstances actuelles deviendrait nécessairement orageux, et turbulent, comme il l'a été à différentes époques, voila les motifs que S. A. I. et R. le Grand-Duc a chargé le soussigné de présenter pour obtenir la réunion de la principauté de Lucques au Grand-Duché.

Cette réunion réclamée par toutes les convenances territoriales completerait l'arrondissement, et la regularisation des frontières de la Toscane en faisant disparaître la lisière de la Côte qui sépare le Littoral de Pise de celui de Pietrasanta, et en ouvrant de quelque manière une communication quoique très difficile à travers les hautes montagnes de la Garfagnana lucquoise avec le district de Fivizzano, que la Toscane posséde dans la Lunigiana; mais ce district resterait isolé des deux autres de Bagnone, et Pontremoli si l'on ne réunissait pas les petits fiefs relevant jadis de l'Empire germanique, et qui coupent en tant de sens et sur un si grand nombre de points la Lunigiana Toscane, que non seulement il devient impossible de passer d'un *District à l'autre* mais aussi d'*un village à l'autre d'un même District sans traverser deux ou trois de ces fiefs.* Une circonscription territoriale si vicieuse entraine les plus graves inconveniens. La Police ne peut pas parvenir à atteindre les coupables, l'administration est genée dans toutes ses mésures, la contrebande devient l'occupation unique des habitans de ce pays au détriment de la Toscane, et des États voisins.

Les anciens fiefs occupés actuellement par les Troupes autrichiennes, et administrés par un Commissaire Plenipotentiaire sont au nombre de douze, savoir *Fosdinovo* et ses hameaux, *Aulla Villafranca*, *Tresana*, *Mulazzo Malgrate*, *Treschietto*, *Olivola*, *Ponte Bosio*, *Licciana*, *Monte Simone*, *Varano*; Ils n'ont pas 120 milles quarrées d'extension, et à peu près 20,000 habitans. La stérilité du sol est telle que les habitans sont forcés d'aller pendant une partie de l'année tra-

vailler en Toscane, dans les États de Parme, ou dans la Lombardie. Ces territoires étoient presqu'à charge aux ci-devant seigneurs dont la réintégration dans leur droits, écartée par le principe énoncé dans l'article VI du Traité du 30 Mai aurait les plus graves inconveniens. Le Grand-Duché de Toscane possède deja presque les deux tiers de la province de Lunigiana, mais la circonscription, et les limites de ces territoires sont tellement irreguliers qu'il ne peut y avoir ni administration, ni police, ni système financier. Ce n'est que l'excellent esprit, et l'attachement de ces Peuples à leur Souverain qui y a maintenu le bon ordre. La réunion de ces lisières de territoires formera de la Lunigiana une Province bien arrondie, et qui réunie à l'état de Lucques deviendra susceptible de participer à la regularité, et aux bienfaits d'une administration uniforme. Cette Province pourrait avoir les anciennes limites du Coté de l'État de Parme, et de celui de Modène, ce qui ferait rentrer dans le territoire du Grand-Duché les villages de Sasselbe, et de Camporaghena qui en avoient été distraits par la nouvelle delimitation entre la France, et le Royaume d'Italie convenue en 1812. Du Coté de l'État de Gênes seulement il serait indispensable d'établir une nouvelle frontiére bien determinée, et qui ne donnât pas lieu à des discussions. Le cour de la rivière de la Magra ne serait pas suffisant, car sur la droite de cette riviere se trouvent les cantons d'*Albiano*, *Madrignano*, *Calice*, *Veppo* achettés par le Grand-Duc Léopold, et qui renferment les meilleures proprietés des familles de Pontremoli. Ainsi la Toscane ne pourrait pas renoncer au territoire qui se présente sur la Carte en forme triangulaire, et qui s'étend depuis le confluent de la petite rivière de *Vara* dans la *Magra* et en suivant la *rive gauche de la dite rivière de Vara atteint la Frontière de l'État de Parme.* Cette limite ne séparérait de l'état de Gênes que le petit territoire de Sarzana sur le quel la Toscane depuis les tems des Medicis a elevè des prétentions assez fondées, et qui se trouve située sur la gauche de la riviére de Magra, comme Pontremoli, et les autres parties de la Lunigiana Toscane

qui doivent nécessairement être comprises dans ces limites. Peut être on trouverait au dela de cette dernière Rivière de *Vara* une limite plus fixe, et moins sujette à contestation si l'on parvenait, en partant de l'*embouchure de la Magra* et en suivant le bord du *Golphe de la Spezia* par la grande route jusqu'à la frontière du dit *état de Parme*. Dans ce cas outre le Territoire de Sarzana, les *ports de Lerici et la ville de la Spezia* seroient distraits de l'État de Gênes. Mais soit que l'on adopte la prémière ou la seconde des limites proposées entre cet État et le Grand-Duché de Toscane, il est visible que sa côte s'étendrait depuis Orbetello jusqu'à l'embouchure de la Magra, ou au de là jusqu'à la Spezia sans autre interruption que celle de la petite lisière possédée par la principauté de *Massa et Carrara* qui ne gêne nullement la défense, et la police du littoral étant administrée par une Princesse si intimement alliée à l'Auguste famille Imperiale, et qui a deja avec la Toscane d'anciennes conventions très-utiles aux deux Gouvernemens. D'ailleurs la communication entre les districts de Pietrasanta, de Barga, de la Lunigiana, et le reste du Grand-Duché serait parfaitement rétablie par la réunion de l'État de Lucques, et celle avec la Province de Lunigiana serait devenue beaucoup moins difficile. Il ne resterait alors pour regulariser les frontières du Grand-Duché qu'à ratifier la réunion deja faite depuis le 1.° Janvier 1812 de l'ancien petit fief de *Vernio* actuellement administré par le Gouvernement toscan, et de consommer l'incorporation deja opérée en partie des autres fiefs de *Monte Santa Maria et de Montauto*. Ces trois fiefs ont été de tout tems des répaires de brigands, et de contrabandiers; l'un est situé du coté des frontières de Bologne, les autres du coté de l'État romain, quoique formant des enclaves dans l'interieur du Grand-Duché.

La Toscane delimitée de cette manière pourrait avoir une consistance suffisant pour soutenir les frais de la defense très-dispendieuse de ses côtes, et contribuer à la paix, et à la tranquillité de l'Italie. C'est alors qu'Elle serait susceptible d'une administration uniforme pour les charges publiques distribuées

indistinctement sur tous les sujets dans une proportion équitable, et qu'elle pourrait reparer ses malheurs passées par les efforts de son industrie, et par l'extension de son commerce qui ne serait plus gêné par des enclaves territoriales.

Ces demandes qui ne blessent en rien les droits des anciens souverains et qui rentrent entièrément dans les principes du système politique annoncé par les puissances alliées, ne peuvent pas manquer d'être favorablement accueillies, sur tout quand elles sont formées au nom d'un Prince qui a tant de titres à la justice, et à la bienveillance de ces Souverains, et qui pendant quinze ans a éprouvé tant de contrarietés et supporté d'énormes sacrifices.

Vienne, le 9 Septembre 1814.

Signé — LE PRINCE NERI CORSINI.

Memoria 2.ª

Les succès éclatans des armées des Puissances Alliées en Allemagne, qui préparoient la régéneration politique de l'Europe, determinèrent ces Puissances, sur la demande, et avec la médiation de S. M. l'Empereur d'Autriche, à donner à toutes les nations un prémier exemple de leur fidelité à remplir la tache aussi glorieuse que magnanime de retablir sur leurs Thrônes les Souverains qui en avoient été depouillés par les différens Gouvernemens qui avoient dominé en France depuis la révolution.

Son Altesse Impériale, et Royale Monsigneur l'Archiduc Grand-Duc mon Maître fut un des prémiers Souverains appellés à jouir de cet heureux resultat, et avant même l'entrèe des Troupes Alliées en France, il fut autorisé par les Puissances Alliées à prendre possession du Grand-Duché de Toscane, aussi tôt que les Français en auroient été chassés.

Le Grand-Duc s'empressa dès le 28 Janvier d'envoyer ses pleins pouvoirs pour la prise de possession. On se flattait alors que la delivrance de ce pays pût être opérée plus promptement mais différentes circonstances rétardèrent l'accomplissement de ce desir, qui était vivement partagé par tous ses sujets impatiens de voir rétablir un Gouvernement, qui pendant tant d'années avait assuré leur bonheur, et qu'ils rappelloient de leurs voeux les plus ardens. Ce ne fut que le 1.° Mai que le Commissaire plénipotentiaire de S. A. I. et R. put prendre possession du Grand-Duché, mais il trouva que dans l'intervalle entre la determination adoptée par les puissances alliées sur le retablissement du Grand-Duc dans ses anciens états, et l'époque de l'installation de son Gouvernement, on avait donné une autre destination à l'Isle d'Elbe, et privé par là le Grand-Duché des possessions importantes qu'il avait dans cette Isle, d'un des plus beaux ports qui existent dans la méditerranée, et des ressources que la Toscane pourrait en rètirer pour l'aider à soutenir les frais très-considérables de la défense d'une côte étendue, et importante sous tant de rapports pour le Continent de l'Italie.

Le Grand-Duc a dû considerer comme simplement provisoire ce demembrement, qui était en contradiction avec les dispositions aux quelles les puissances alliées avoient unanimement consenti, et se croit obligé pour le maintien des droits de sa Couronne, et la conservation des intérêts de ses sujets d'emposer les motifs, qui non seulement pour la tranquillité, et le bien être de la Toscane, mais aussi pour l'intérêt général, reclament la restitution au Graud-Duché de cette partie de son territoire, et d'une position si importante pour la sureté et pour le commerce de l'Italie.

Il est inutile de rappeller que aussitôt que la maison des Medicis parvient au thrône de la Toscane, s'empressa de faire les plus grands sacrifices pour assurer l'acquisition de la ville de Portoferrajo, et de ses dépendances. Elle y parvint en depensant des sommes énormes, et ensuite elle employa une partie des ressources de son trésor à la fortifier, et à la ren-

dre presyue inexpugnable, et à en former un port très-vaste, et le plus sûr, qui existe dans la méditerranée.

Les changemens qui s'opérérent en Europe pendant deux siècles, ne troublerent jamais la possession que les Grand-Ducs de Toscane conservaient de cet établissement, et quoique la Cour d'Espagne mit la plus grande importance à la possession des *États des présides*, néanmoins il ne lui fut jamais permis par les autres puissances d'attenter à la Souveraineté que les Grands-Ducs exerçaient sur l'Isle d'Elbe à raison de la possession de cette forteresse.

L'accroissement rapide, et étonnant de la ville, et du commerce de Livourne, dont le port est en lui même peu sûr et très-incomode pour les navires, est dû en grande partie aux avantages immenses qui lui sont procurés par la réunion de Portoferrajo, et qui offre aux Bâtimens destinés a Livourne un refuge salutaire dans la mauvaise saison. Les différens traités stipulés ensuite dans le siècle dernier, et par les quels la neutralité, et les franchises du port de Livourne, furent reconnues, et garanties par toutes les puissances, régardèrent Portoferrajo comme une dépendance du port de Livourne également indispensable à la sureté de ce port, et aux avantages de toutes les nations commerçantes. La nécessité de conserver ces deux ports dans les mains du même Gouvernement ne fut jamais sentie autant qu'en 1796 lorsque les Français ayant pénétré en Italie vinrent s'emparer de Livourne par un coup de main à fin de detruire le commerce anglais, et confisquer toutes les proprietés de cette nation. Les Anglais alors maîtres de la Corse ne perdirent pas un moment à occuper par leurs troupes l'Isle d'Elbe, en declarant au Grand-Duc de le faire seulement par une réprésaille contre l'infraction des Traités, commise par les Français à Livourne, et pour empecher tout le mal que l'occupation de cette place pouvait leur causer. Dès lors la position de la garnison française à Livourne devint si précaire par les debarquemens frequens que les Anglais fesoient sur les côtes de la Maremme, et par le blocus rigoureux qu'ils furent en état d'établir devant Livourne, que

les Français furent forcés de renoncer à l'occupation de cette ville, et par une convention stipulée avec le Grand-Duc consentirent à l'évacuer à condition que les Anglais évacuéroient en même tems l'Isle d'Elbe. Cette évacuation reciproque consentie par les puissances belligérantes eût lieu au mois d'avril de 1807, et fournit une preuve évident de la nécessité où est la Toscane de réunir la possession de l'Isle d'Elbe, pour pouvoir défendre ses côtes et Livourne et protéger son commerce.

Pour juger enfin de l'excellence de la position militaire de Portoferrajo et de ses fortifications il suffit de rappeller les circonstances du siège mémorable soutenu dans les années 1800 et 1801. La Toscane étant envahie, cette forteresse fut assiégée pendant dix mois avec des forces très-considérables mais elle repoussa toutes les attaques des assiégéans, et obbligea les Français à abandonner l'Isle d'Elbe. Cette resistance ne fut soutenue que par une garnison de 600 hommes de troupes Toscanes, et par quelques renforts que les Anglais y envoyerent de Malthe. Ce n'est qu'à la suite du Traité d'Amiens que la place fut remise aux Français; mais outre les avantages immenses que la ville de Portoferrajo, et l'Isle d'Elbe offrent à la Toscane sous le rapport militaire et commercial, il est constant que la France en retirait des revenus très-considérables quoique à raison de sa position on l'eut exemptée de plusieurs Impôts, et entr'autres de la perception des droits des douanes. Ces révenus calculés approximativement à un taux fort inférieur au produit véritable rapportoient au tresor de France une somme annuelle de 842,000 francs.

Toutes ces pertes seroient deja énormes, et très-facheuses pour la Toscane si même l'Isle d'Elbe était échue en partage à un Gouvernement qui par sa nature et par ses relations politiques avec les puissances de l'Europe fournit des garanties rassurantes, et immancables de sa conduite envers ses voisins, mais il est plus facile de concevoir que d'exprimer les conséquences funestes qui peuvent resulter de la destination que des circonstances imprévues ont fait donner à cet établissement. L'opinion génerale de l'Europe, les plaintes des Gouvernemens

d'Italie les plus intéressés au maintien de la tranquillité intérieure, les inconveniens qui ont été deja la suite de cet ordre de choses rendent inutile le developpement de cette idée. L'asyle ouvert à tous les mécontens, ou partisans du regime révolutionnaire, l'ambauchage deja commencé des soldats dans plusieürs États, l'appel secret de tous les anciens militaires français ou Italiens, qui accoutumés à ravager une grande partie de l'Europe ne peuvent pas être satisfaits de la solde trés modique d'une troupe en garnison, ni des ressources que leur offrirait le travail dont ils ont depuis longtems perdu l'habitude, des liaisons nécessairement contractées pendant tant d'années d'une domination dont le principe fondamental était d'appauvrir toutes les classes de la societé pour payer genéreusement des partisans zélés dans les troupes, ou dans les employés civils, voila les germes d' une desorganisation qui serait toujours à craindre si même le prémier moteur était assez éloigné des pays où elle pourrait être tentée, mais qui deviendrait immancable et très-fatal s'il devait continuer à habiter une Isle qui touche presqu'au Continent de l'Italie. Les ressources de la vigilance plus active, la réunion de moyens militaires triples ou quadruples de ceux que l'état ordinaire exigérait, la fidelité constante et éprouvée du peuple toscan, ne seroient pas des barrières suffisantes pour écarter entierement ou deminuer l'influence funeste que le seul voisinage de l'ancien dominateur de ce Pays, et de la France entrainerait en maintenant une inquiétude dont on apperçoit deja les symptomes, et qui est alimentée par l'esperance coupable d'un nouveau renversement de l'ordre politique et social.

Voila l'exposé sincère des motifs d'intérêt général que S. A. I. et Royale Monseigneur l'Archiduc Grand-Duc a ordonné au soussigné de soumettre à la sagesse de ceux qui seront appellés à discuter une mesure d'une si haute importance pour le répos de l' Europe. La situation intérieure politique et morale de l'Italie fixera sans doute l'attention des puissances alliées. La voix d'un souverain si justement, et si éminemment intéressé à y concourir de tous ses moyens, ne peut pas man-

quer d'exciter le zèle et les profondes reflexions des Ministres de ces puissances, car il resulte de toutes les considérations qu'on vient de developper, que tandis que la paix générale ramenera dans tous les Pays de l'Europe un état de choses très-rassurant, la Toscane seule devra faire des grands efforts pours se tenir dans une attitude defensive permanente à fin de garantir le continent d'Italie de toute attaque imprévue, et le preserver même de la contagion à la quelle il sera à tout instant exposè par l'asyle accordé dans l'Isle d'Elbe anx bàtimens barbaresques.

C'est dans l'espoir que l'on sera disposé à apprecier la justice de ces remontrances que le soussigné s'empresse de remplir les ordres de son Souverain en formant la demande de la restitution de l'Isle d'Elbe au Grand-Duché de Toscane; cette demande est fondée

1.° Sur le titre legittime d'une très-ancienne possession confirmée par une foule de Traités, et à la quelle S. A. I. et R. le Grand-Duc n'a jamais renoncé.

2.° Sur la volonté formellement exprimée par les puissances alliées d'autoriser S. A I. et R. à prendre d'abord possession de la totalité de ses anciens états sans aucune distraction ni demembrement, et sans prejudice de l'augmentation de territoire à la quelle elles auroient successivement consenti.

3.° Sur la necessité demontrée de réunir la possession de l'Isle d'Elbe pour pouvoir defendre la côte de la Toscane qui est très-étendue, et dont le service militaire, et sanitaire est extremement dispendieux.

4.° Sur la considération tres-puissante d'éloigner des côtes de l'Italie les terribles resultats d'une influence si rapprochée, et qui peut devenir si funeste à sa tranquillité intérieure.

Le soussigné est convaincu d'avance de l'accueil favorable qu'une demande si conforme à la justice, aux intentions primitives des puissances alliées, et aux mésures qui peuvent assurer le repos de l'Europe, et sur tout de l'Italie, ne peut pas manquer de trouver dans un moment ou tous les voeux

et tous les intérêts se réunissent à garantir par tous les moyens le pays, et le bonheur futur de tous les États.

Vienne, le 9 Septembre 1814.

Signé — LE PRINCE NERI CORSINI.

Esistono entrambe fra le *carte Corsiniane* relative al Congresso di Vienna nella già Segreteria di Stato.

Doc. CVIII.

Trattato d' alleanza stipulato fra le corti d' Austria e di Toscana tre giorni dopo la conchiusione dell' Atto finale di Vienna.

NOS FRANCISCUS PRIMUS DIVINA FAVENTE CLEMENTIA AUSTRIAE IMPERATOR ETC. ETC.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Et Nobis et dilectissimi Domini Fratris Nostri Magni Hetruriae Ducis Imperatoriae Celsitudini apprime e re visum est, de maxime idoneis mediis amicabiliter convenire, quibus interna eaque ac externa Italiae tranquillitas consolidetur, eumque in finem a Nostris et a praelaudatae Imperatoriae Celsitudinis Plenipotentiariis Conventio inita et signata tenoris sequentis:

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITÉ.

Sa Majesté l'Empéreur d'Autriche et Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane animés d'un égal désir d'assurer, par des rapports plus intimes entre elles, la tranquillité de leurs possessions, et la paix extérieure de l'Italie, sont convenus de conclure entre elles un Traité d'amitié, d'union et d'alliance défensive, dont l'objet permanent est de pourvoir tant a la tranquillité intérieure de l'Italie, qu'à sa sûreté extérieure.

Dans cette vue, et pour parvenir à un but si salutaire, elles ont donné leurs pleins-pouvoirs, savoir,

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, au Sieur Clément-Venceslas-Lothaire Prince de Metternich-Winnebourg-Ochsencausen etc.

Et son Altesse Impériale et Royale au Prince Neri Corsini Conseiller etc.

Art. I. Sa Majesté l'Empéreur d'Autriche et Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane déclarent qu'en vertu de l'union qu'elles contractent par le présent Traité, il y aura, a dater de ce jour, entre elles, une alliance qui aura pour but la défense de leurs Etats respectifs, et le maintien du repos extérieur et intérieur de l'Italie.

II. Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane se garantissent réciproquement, de la manière la plus absolue, tous les États qu'elles possèdent en Italie suivant les stipulations du Traité général de Vienne.

III. Dans tous le cas ou la Presqu-île de l'Italie sera menacée d'une guerre, les deux hautes parties contractantes employeront, après s'être concertées à ce sujet, leurs bons offices pour empêcher cette guerre; si néanmoins leurs soins restent infructueux, elles déclarent, dès maintenant pour lors, qu'elles regarderont toute attaque ou toute agression imminente dirigée contre leurs possessions respectives en Italie, comme propre et personnelle à l'autre.

IV. Quoique la garantie mutuelle de leur État de possession en Italie, a la quelle Sa Majesté l'Empéreur d'Autriche et son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane s'engagent, doive être contenue de tout leur puissance, et que sa Majesté Impériale et Son Altesse Impériale et Royale l'entendent ainsi, d'après le principe qui est le fondement de ce Traité, que, qui attaque les possessions d'un des États, attaque l'autre, cependant les hautes parties contractantes ont jugé à propos de fixer le forces que Elles seront tenues de fournir dans toute guerre où le repos de l'Italie est mis en dan-

ger. Sa Majesté Impériale s'engage à fournir à cet effet pour le moins quatre-vingt-mille combattants de toute arme, et Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane au moins six-mille hommes de toute arme.

V. Les deux parties contractantes s'engagent réciproquement à entrétenir constamment en bon état les places fortes qui servent à assurer le sistème de défense extérieure de l'Italie. Ces places seront plus particulierement désignées.

VI. Elles conviendront immédiatement des bases d'un sistème commun de défense. Une Convention particulière reglera les rapports dans lesquels seront placées les troupes de Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc sous le commandament du Général en Chef de l'Armée autrichienne, de même que les mesures de subsistance et d'approvvisionnement.

VII. Sa Majesté l'Empéreur et Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc s'engagent et se promettent, pour le cas ou Elles se trouveront en guerre pour la défense de l'Italie, de n'écouter, ne faire aucune proposition de trêve ni de paix; de ni la traiter, ni conclure avec l'ennemi, ou les ennemis qu'Elles auront, que d'un commun accord, et de se communiquer réciproquement tout ce qui intéresseroit la sûreté de l'Italie, ou la tranquillité des leurs possessions respectives.

VIII. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plenipotentiares respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le douze Juin de l'an de grace mil-huit-cent-quinze.

Firmati — { LE PRINCE DE METTERNICH.
{ LE PRINCE CORSINI.

Nos igitur lectis et adcurate perpensis et singulis insertae hic Conventionis stipulationibus, eas omnino adprobavimus atque hasce ratas gratasque habere declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio

adpromittentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter adimpleturos esse; in quorum fidem praesens Ratihabitionis Nostrae Instrumentum manu nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio appenso firmari mandavimus.

Dabantur Lutetiis Parisiorum die vigesima mensis Julii anno millesimo octingentesimo decimo quinto, regnorum Nostrorum vigesimo quarto.

FRANCISCUS m. p.

PRINCEPS A METTERNICH.

Ad mandatum Sacrae Caes. ac Reg. Apost. Majestatis proprium
ANDREAS FLORIMMENSUS COMES A MERU.

Esiste in originale fra gli Atti solenni dell'Avvocatura Regia, n° CXX.

Doc. CIX.

Rapporto del plenipotenziario Corsini al granduca Ferdinando sul precedente trattato d' alleanza.

Altezza Imperiale e Reale.

Coi miei Dispacci spediti per Corriere de' 10 Maggio resi conto delle diverse domande che m' erano state qui annunziate per secondare le operazioni, e provvedere al mantenimento dell' Armata di Napoli, e della commissione data al Conte Saurau d' intendersela coi diversi Governi dell' Italia meridionale per tali somministrazioni, e per il loro reparto fra i Governi medesimi. Si rammenterà Vostra Altezza Imperiale e Reale che tentai fin d' allora di proporre una Convenzione che determinasse la misura di questi oneri, regolata sul piede di un Contingente militare. Non fu possibile di ridurre il Principe di Metternich alla stipulazione di una tal Convenzione, e con dolore previdi le richieste straordinarie ed arbitrarie che ci sono state fatte. Bensì avendo fin d' allora motivato il Principe un progetto di alleanza difensiva, e di Confederazione italica,

di cui mi comunicò le basi, accennai che mi riserbavo di far determinare in questa occasione gl' impegni che dovevano soddisfarsi dalla Toscana. Sapute le diverse domande del Conte Saurau non ho mancato d' informarne il Principe di Metternich, e di fargli osservare, che la guerra di Napoli sì felicemente terminata toglieva ogni pretesto a simili esazioni, e che pur troppo gli ultimi 50 mila scudi erano stati indebitamente richiesti da quel Ministro, perchè, dopo l' ingresso dell' Armata in quel Regno, era noto a tutti che doveva restare a carico del Sovrano ristabilitovi. Queste riflessioni sparse nei fogli precedenti erano poi riepilogate con forza nella carta qui annessa di lettera A. (*a*).

Il Principe di Metternich jeri l' altra sera convenne perfettamente di tutto, ed avendogli dichiarato di aver prevenuto codesto Governo di non prestarsi ad alcuna ulteriore domanda, mi rispose che la Commissione del Conte Saurau come Ministro dell' Armata di Napoli, era finita, e che non era autorizzato a fare altre richieste.

Soggiunse poi il Principe che vi era luogo adesso di occuparsi dell' altra guerra contro la Francia, alla quale dovevano anche gli Stati d' Italia proporzionatamente cooperare, e mi presentò la minuta del Trattato di lettera B, che è stato da me firmato jeri sera colle modificazioni di cui vado a parlare.

La prima domanda fu di portare il contingente a 8,000 uomini; la seconda di dichiarare che il quinto di questa truppa fosse di Cavalleria, sebbene in ultimo si fosse ridotto a contentarsi di soli 1,000 uomini. Combattei fortissimamente ambedue queste richieste, dicendo che non era punto autorizzato ad accordare gli 8,000 uomini, mentre a stento se ne sarebbero potuti fornire 6,000; e che quanto alla Cavalleria era impossibile di somministrare più di 5 o 600 uomini, e che quando si fossero potuti fornire, la regola era di considerare ogni uomo a cavallo per tre d' Infanteria.

(*a*) Si omettono gli allegati perchè nulla più dicono di quanto si contiene in questo *rapporto*.

Dopo varie discussioni recedè dalla pretensione sulla Cavalleria, ma persistè in quella delli 8,000 uomini d'Infanteria, ed io gli risposi, che sebbene fossi pronto a firmare, ed amassi anzi di darne l'esempio agli altri Stati d'Italia, tuttavia non potevo farlo che dentro i limiti delle mie istruzioni, e delle forze del Paese; ma che se non si fosse potuto combinare, avrei portato meco il Trattato come fece il Marchese di S. Marsano, che peraltro è obbligato a' 15 mila uomini per il Trattato d'Alleanza, e l'avrei rimandato soscritto colle condizioni che avrei combinate con V. A. I.

Per persuadermi sempre più della somma utilità di quest' atto, mi mostrò la minuta del Trattato che andava a firmare col Commendator Ruffo, e mi mostrò due Articoli Segreti, il primo dei quali contiene l'obbligazione di non entrare in alleanza con alcun' altra Potenza, e la rinunzia al preteso Patto di Famiglia, ed il secondo obbliga il Re delle Due Sicilie a non ammettere l'introduzione di alcuna forma di governo, o instituzione nazionale che non sia coerente ai principj di quelle che S. M. l'Imperatore ha stabiliti nel Regno Lombardo-Veneto.

Profittai del contenuto di quest' ultimo Articolo per farle osservare, che con sorpresa vedevo richiamate nel Principato di Lucca le forme introdottevi nel 1805; ma mi assicurò che tutto questo sarebbe assolutamente modificato nella esecuzione.

Ieri mattina indirizzai al Principe la nota e progetto di redazione, ed oltre di limitare a 6,000 uomini il contingente, e di far dependere i 2,000 più da un accordo da farsi volta per volta dai due Governi, domandai imputazione del valore delli approvvisionamenti e forniture in danaro ed effetti sopra il contingente da darsi in quest' anno.

Nella sera trovai che le mie osservazioni avevano prodotto il buon effetto di far ridurre il contingente nei limiti da me voluti, coll' aggiunta dell' espressione *aumoins*, affine di lasciare aperta la strada a quell' aumento che in virtù di ulteriori Convenzioni si potesse concordare fra i due Governi.

Quanto alle imputazioni delle forniture già fatte mi dis-

se, che era un oggetto estraneo alla Convenzione attuale, mentre riguardava un' altra Armata; al che risposi che i discorsi suoi e del Conte di Saurau procedevano sempre nel sistema di somministrazioni a conto degl' impegni da assumersi dalla Toscana, e siccome questi impegni erano regolati dal Trattato che andava a concludersi, era giusto d' imputarli. Mi replicò, che il Maresciallo Bellegarde, con cui probabilmente si sarebbe dovuto fare una Convenzione subalterna per l' esecuzione del Trattato, avrebbe avuto in considerazione i sacrificj già fatti. Conviene sempre riservarsi questo titolo, e benchè non sia sperabile che ne sia fatta menzione nelle corrispondenze officiali di questa Cancelleria con quel Comandante, non si deve tralasciare di farlo valere a suo tempo.

Essendo ridotta la cosa a questi termini, stimai di non dover differire la sottoscrizione del Trattato, che per verità è animato da buoni principj, ed abilmente redatto.

Passò il Principe a parlarmi di un altro oggetto analogo a questo, e che trovai ugualmente bene imaginato. Quantunque il Trattato non contenga in se stesso un caso applicabile alla guerra attuale contro la Francia, nonostante è evidente, ed il Principe non mi dissimulò che si sarebbe contato fin d' ora sul nostro contingente, atteso l' ottimo spirito, buona disciplina e bravura delle Truppe. Quindi mi osservò che sarebbe stato convenientissimo per la Toscana di accedere al Trattato di Alleanza del 25 Marzo scorso, giacchè oltre il far assumere al Granducato, dopo un Trattato sì solenne, il carattere di Stato indipendente, di amalgamarlo colle grandi Potenze di Europa, e di farlo partecipare alle garanzie che da queste si sono reciprocamente stipulate, onde la Toscana invece di essere garantita dall' Austria, e dalle altre Potenze Italiane, come porta il trattato soscritto, lo sarebbe dalle principali Potenze che avevano contratto la detta Alleanza. Esso aggiunse, che questo poteva farle sperare qualche sussidio dall' Inghilterra, su di che gli dissi francamente che non credevo di poter contare; ma esso mi rispose, che almeno le nostre coste ed il nostro commercio potrebbero essere validamente

protette nel Mediterraneo. Questo reflesso è a parer mio il più significante, e premesso, come formalmente gli dichiarai, che le nostre risorse non ci permettevano di estendere i nostri impegni oltre la misura di quelli contratti già nel Trattato, gli risposi, che era perfettamente d'accordo sull'opportunità di accedere all'Alleanza, come vi erano accedute altre Potenze della Germania, ed il Re di Sardegna, e come ci avrebbe acceduto ben presto il Re di Napoli.

Si discese quindi a parlare del modo di stipulare questa accessione in tempo sì breve, e mentre gli ordini di V. A. I. e R. mi prescrivono di tornare in Toscana, appena ultimati gli affari del Congresso, si concluse, che esso avrebbe dato le sue istruzioni al Baron Wessenberg, e che io ne avessi parlato con lui. Non ho mancato di farlo oggi, ed avendomi detto che questi Trattati d'accessione all'Alleanza erano fatti da lui, Catakart, Nesselrode, ed un altro Ministro Prussiano, che credo fosse il Baron De Humbold, mancavano ora i Ministri d'Inghilterra e di Russia, e non poteva oramai farsi se non al Quartier Generale.

Ho proposto di far la mia accessione qui verso l'Austria, e con che questa si obbligasse a procurare l'adesione delle altre Potenze, ma avendomi osservato che tutte le altre simili Convenzioni erano state fatte collettivamente da tutte le Potenze col Sovrano accedente, ho preferito di mandare al Principe di Metternich i trattati da firmarsi colla Toscana da ciascheduna di dette Potenze, e quindi rimetterli in Toscana, ai Ministri delle medesime, onde ne segua la stipulazione col Ministro di V. A. I. e R. Ho approvato un tal sistema, e frattanto mi procurerò le formule dell'accessione per renderle conformi a quelle delle altre Corti.

Vienna, li 13 Giugno 1815.

Firmato — NERI CORSINI.

Trovasi nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri insieme colle *relazioni* precedentemente inserite.

Doc. CX.

Dispacci del plenipotenziario Corsini inviati da Laybach al conte Fossombroni Ministro Segretario di Stato a Firenze.

Dispaccio 1.°

Il Dispaccio che io aveva preparato ieri per l' Eccellenza Vostra, e che troverà incluso nella presente, non potè partire per mancanza di occasioni straordinarie, e siccome il nuovo Ministro Conte di Bombelles ha avuto ordine di star pronto per partire in questa sera, e di fare il viaggio con sollecitudine, stimo dover profittare di lui per inviare la presente all' Eccellenza Vostra, ed accluderle i seguenti importanti Documenti.

1.° Sotto lettera A il N.° 1 del Giornale delle Conferenze di Troppau del dì 23 Ottobre 1820, e suoi Allegati.

2.° Sotto lettera B il N.° 2 del Giornale delle Conferenze di Troppau del 29 Ottobre, e suoi Allegati.

3.° Sotto lettera C il N.° 3 del Giornale delle Conferenze di Troppau del 7 Novembre 1820, e suoi Allegati.

4.° Sotto lettera D il N.° 4 del Giornale delle Conferenze di Troppau del 19 Novembre, e suoi Allegati.

Deve rimarcarsi che questo Protocollo contiene l' esposizione dei principj generali adottati dalle tre Corti alleate, ed il modo della loro applicazione alla rivoluzione di Napoli, ed inoltre, come supplemento al Protocollo, il dettaglio delle misure allora risolute relativamente a quel Regno (*a*).

Siccome nell' Art. VII.° del Protocollo preliminare si dice di ricercare le determinazioni de' Gabinetti di Francia, e d'Inghilterra sui principj sanzionati nel Protocollo medesimo, il Ministero Britannico sapendo che la comunicazione di detto Protocollo era stata fatta ai Ministri d' Austria, Russia e

(*a*) Il lettore si rammenti che alla *nota* 2 del testo, pag. 150, abbiamo promesso di fare un lavoro speciale sui Congressi tenuti a Vienna, Laybach e Verona.

Prussia residenti presso tutte le Corti, e quindi aveva avuto un' estesa notorietà, si è creduto in dovere di comunicare anch' esso con una Circolare a tutti i Ministri britannici il suo dissenso dai principj espressi in detto Protocollo, come massime generali da adottarsi in caso di ogni violenta mutazione interna che accadesse negli altri Stati.

Questo è l' oggetto della Circolare qui giunta con un Corriere, partito il 19 Gennaio da Londra, a Lord Stewart, e di cui unisco qui la traduzione sotto lettera E.

Rimangono altri quattro Giornali assai più brevi delle Conferenze di Troppau fino al 24 Decembre, epoca dello scioglimento di quel primo Congresso, ed appena saranno copiati mi farò un dovere di trasmetterli all' E. V.

Frattanto dai Documenti che compiego potranno abbastanza conoscersi le massime fissate dalle tre Potenze alleate, e nelle quali persistono colla maggior costanza; riservandosi però sempre di adottarne l' applicazione alle circostanze dei casi e dei paesi che si trovassero sottoposti a quelle violenti alterazioni del loro interno stato politico, alle quali è subordinato l' intervento delle Potenze nei loro affari.

Dopo la mia di jeri sono stato informato della comunicazione officiale fatta in nome di S. M. il Re di Napoli di un foglio contenente le basi della legge fondamentale per il Governo del suo Regno.

Posso assicurarla che questa comunicazione è stata perfettamente conforme al Documento che troverà qui annesso sotto lettera F.

Il Re si è fissato sopra questa redazione, anche dopo il risultato di diverse prelimiuari discussioni, che il suo Plenipotenziario ha avuto col Principe di Metternich e coi Plenipotenziarj Russi, e di cui gli è stato reso conto.

Si prevedono alcune difficoltà rispetto agli articoli che ho già nelle mie precedenti fatto conoscere all' E. V., ma la prevengo che il Re sembra nella ferma intenzione di non oltrepassare i limiti che si è prefisso nell' aderire alla institnzione di un Corpo consultivo, il quale deve aver parte nella compi-

lazione delle leggi, nello stanziamento delle pubbliche imposte, ed in altre misure di alta amministrazione, e che neppure acconsentirà a variazioni sul modo di elezione dei Membri di detto Corpo, e sulla loro amovibilità nei modi combinati all'Art. 4.°, Cap. 2.°, i di cui termini sono stati molto discussi e ben ponderati (*a*).

Il Principe Ruffo nel presentarlo al Metternich, e nel dichiarargli la ferma volontà del suo Sovrano, non gli ha lasciato ignorare di aver comunicato il foglio stesso al Marchese di San Marsano ed a me, e di averci trovati conformi nei medesimi principj, e decisi a dichiarare pericolosa ogni istituzione che sortisse dai precisi limiti nei quali è stata circoscritta quella proposta dal Re di Napoli.

Ho l'onore di confermarmi colla più distinta considerazione

Di Vostra Eccellenza

Laybach, li 8 Febbrajo 1821.

Devotis. Obb. Servo vero
Firmato — NERI CORSINI.

Dispaccio 2.°

Ricevei jeri i due Dispacci dell'Eccellenza Vostra l'uno in data del 6 che non so per qual combinazione mi giunse un giorno più tardi di quello che mi giunsero alcune lettere particolari dell'istessa data, l'altro degli 8 rimessomi da questa Cancelleria di Stato.

Si compiace l'E. V. accusarmi tutti i miei Dispacci fino al N.° 18 inclusive, l'ultimo de' quali recatole dal Sig. Barone de Stahr.

Dal ragguaglio favoritomi in questi due Dispacci intorno al passaggio di truppe, veggo pur troppo che il loro numero

(*a*) Abbiamo rilevato dall'esame complessivo delle carte *Corsiniane* ch'egli ebbe parte nella compilazione della legge proposta e sostenuta dal Re di Napoli.

sarà assai considerabile, e non minore di 35 a 40 mila uomini, e che nonostante le cose rappresentate si è creduto di poter trovare costà dei foraggi, cosa che per verità mi pare impossibile in questa annata, onde sarà un prodigio se si perverrà, mercè le tante cure del Governo, a provvedere a tutto senza disastro del paese, e della sua agricoltura; non potendosi evitare un così forte passaggio, veggo che l'E. V. ha concepito il savio progetto di farlo eseguire per una sola strada fino a Siena, e di lì diramarlo in due strade, onde giungere alla frontiera pontificia sui due punti indicati nell'ordine di marcia. Non è dubbio che questo sistema facilita il servizio, e diminuisce le spese e la perdita di molti generi.

Non tardai a parlare su tale articolo col Principe di Metternich, sebbene ne vedessi oramai l'inutilità per mancanza del tempo materiale, onde far giungere ordini che cambino le disposizioni adottate dal capo dell'Armata, quando anche questi ordini si volessero dare.

Prevenni il Principe, che cotesto Governo faceva ogni sforzo per supplire alle occorrenze di un servizio così esteso, e difficile, ma che gli rimaneva sempre il timore di non vedere compito questo servizio tanto esattamente e tanto prontamente quanto avrebbe desiderato, e gli ripetei che per i molti reflessi già fattigli, era più conveniente di far passare il grosso dell'Armata per la Romagna.

Mi rispose che il Generale Frimont si doveva soltanto decidere in Bologna sulla definitiva distribuzione della marcia dei Corpi o per la Toscana, o per la Romagna, ma che poteva essere della sua previdenza di far preparare abbondanti approvvisionamenti sopra ambedue le strade.

Siccome un Corriere straordinario di Roma aveva portato la notizia che si temeva un'escursione napoletana dalla parte del Tronto per invadere e rivoluzionare alcune città delle Marche, non tralasciai di rammentargli ciò che gli aveva detto circa la necessità di far passare il grosso dell'Armata da quella parte, onde tenere in freno i mali intenzionati, e privare il nemico delle risorse che poteva trarne, e gli dimostrai

che la colonna, che sbocca da Perugia e Foligno, era troppo lontana per poter dar soccorso, come esso credeva, a quella che marcia lungo l'Adriatico.

Quanto poi al progetto in ultimo luogo fatto dall'E. V. nelle due Note al Generale Ficquelmont, e da questo sottoposte al Generale in Capo, sembrò il Principe entrare pienamente nelle di Lei vedute, e trovare che la cosa era non solo combinabile, ma vantaggiosa, qualora non ci fosse un ritardo maggiore di quello annunciato per giungere alla frontiera del Perugino.

Ecco quel poco che posso dire all'E. V. sopra questo particolare sul quale Ella comprenderà bene, che qui sempre rispondono di essersene rimessi al Generale in Capo, cui solo è affidata la direzione delle marce a seconda delle circostanze, e su cui pesa la responsabilità delle operazioni.

Avendo avuto notizie che il Principe di Metternich non ignorava la Nota rimessa da cotesto Ministro Inglese all'E. V., e la comunicazione almeno pella sostanza del di lei contenuto, che poco prudentemente ne aveva fatta al Duca di Gallo nel colloquio tenuto col medesimo, credei espediente di prevenire il Principe di quanto l'E. V. mi aveva detto nel di Lei Dispaccio del dì 8, e della laconica ed evasiva risposta, che era stata data a quel Ministro. L'informai ancora che V. E. era già prevenuta da me della comunicazione che probabilmente le sarebbe stata fatta, e della maniera con cui un tal passo del Ministero Inglese era stato qui giudicato, e che non poteva portare a nessuna conseguenza o cangiamento nelle risoluzioni riguardanti il Regno di Napoli. Gli aggiunsi che aveva già spedito all'E. V. la traduzione letterale del Dispaccio di Lord Castelreagh a questo Lord Stewart onde potesse farne il confronto colla Memoria di Lord Burghersh. Il Principe di Metternich mostrò premura di aver al più presto una copia di quest'ultima, e prego l'E. V. a rimettermela per la più pronta occasione che sia per presentarsele.

Da Lebzeltern è stata domandata al Papa la consegna di alcune fortezze, ed in specie d'Ancona e di Civitavecchia,

e questo è il motivo per cui nel Proclama del Papa si dichiara di aver messo in stato di difesa, e rinforzato le guarnigioni di quelle Piazze, onde far conoscere che attesa la professata neutralità, non si vuole aderire ad una tale domanda.

Anche qui il Papa ha avanzate delle rimostranze contro una simile richiesta, ed alcune altre fatte dall'istesso Lebzeltern. Da quanto ho inteso pare che le risoluzioni di questo Gabinetto dipenderanno dall'aspetto o guerriero o pacifico, che saranno per prendere gli affari di Napoli, e dalle informazioni che perverranno al Generale in Capo nell'occasione del passaggio dell'Armata per le Provincie pontificie.

Pare che sia stato scritto, o vada a scriversi a Lebzeltern di venire a Laybach.

Jeri sera dopo alcuni giorni di interruzione fu tenuta una riunione fra i Ministri delle tre Corti alleate coll'intervento anche del conte Blacas, e questa ebbe per oggetto di presentare ai detti Ministri il lavoro preparato dal Principe di Metternich per fissare le basi del nuovo Governo di Napoli in seguito delle proposizioni fatte in nome del Re.

Non so quale sia stato il resultato di questo colloquio, ma è probabile, che i Ministri Russi abbiano voluto interpellare prima il loro Sovrano.

Essendo stato prevenuto dal conte Molza, che esso in nome del Duca di Modena rimetterebbe una dichiarazione da annettersi al Giornale delle Conferenze, per manifestare i sentimenti di riconoscenza di quel Sovrano per le giuste e generose misure adottate da S. M. l'Imperatore in occasione del passaggio della sua Armata per portarsi nel Regno di Napoli, e sapendo che il Ministro di Sardegna, attesa la lontananza del suo Sovrano si è limitato ad esprimere che avrebbe reso conto della Memoria intitolata *Points de vue sur l'Armée d'occupation*, e che non poteva dubitare che il suo Sovrano avrebbe applaudito alle misure non meno giuste che generose di S. M. l'Imperatore rispetto al Regno di Napoli, ho determinato di dare anch'io un breve foglio ove mi restringerò a dire, che S. A. I. e R. conoscendo da lungo tempo i sentimenti di

giustizia e di disinteresse che dirigono tutti i passi di S. M. l' Imperatore, non ha mai dubitato dei riguardi particolari, che in occasione del passaggio delle truppe si sarebbero usati verso li Stati intermedj per assicurar loro una completa indennità di ogni spesa, ma che nonostante l' I. e R. A. S. sarà soddisfatta di trovare una nuova garanzia di un tal risultato nelle disposizioni eque e benefiche che si annunciano nella citata Memoria divenuta parte integrale delle risoluzioni del Congresso.

In questi termini vado a preparare la breve Nota da inserirsi nel Giornale, e che consegnerò alla prima seduta.

E con tutto l' ossequio passo a confermarmi

Di Vostra Eccellenza

Laybach, li 15 Febbrajo 1821.

Devotis. Obb. Servitore Vero
Firmato — NERI CORSINI.

Dispaccio 3.°

Ieri sera alle 7 giunse felicemente di ritorno il Corriere napoletano latore dei quattro Dispacci dell' E. V. in data de' 20, 21 e 22 cadente segnati dei N.° 17, 18, 19 e 20.

Fortunatamente io scendeva dal palazzo abitato da S. M. il Re di Napoli, e ricevuti i Dispacci dal Corriere mi affrettai di portare e lasciare al conte Wrbna, per mostrarsi subito a S. M. l' Imperatore, quello del 22, che recavale sempre più tranquillizzanti nuove della preziosa salute del nostro Augusto Sovrano.

Avendo ricevuto nella sera il detto conte Wrbna mi disse di avere potuto subito far passare tutto a S. M., che ne era stato consolatissimo.

A S. M. il Re di Napoli feci partecipare tutto ciò che

riguardava la spedizione delle sue lettere a Palermo, e che per servire alla sollecitudine si era dovuto prendere altro compenso, e non valersi dei nostri legni, attesi i resarcimenti che sarebbero stati necessari, ma non dubito che dietro gli ordini dell'E. V. il Governatore di Livorno avrà trovato altro sicuro mezzo per far giungere detti Dispacci al loro destino, affidandoli ad uno dei nostri uffiziali. Mi lusingo pertanto che l'oggetto sarà stato compito malgrado la circostanza che ha reso impraticabile di servirsi dei nostri legni.

I ragguagli che l'E. V. mi favorisce sul perfetto ordine con cui è stato regolato il servizio nel passaggio delle numerose colonne austriache, e dei diversi servizj dell'Armata sono stati qui fatti conoscere dal Generale in capo Frimont nel modo il più onorevole per il Governo toscano, e per lo spirito di codesta popolazione; e nell'ultimo suo rapporto in data di Camuccia non cessa di encomiare lo zelo e la previdenza di tutte le Autorità, che hanno saputo superare ogni difficoltà, onde l'Armata è stata provvista di tutto, e le sono stati somministrati tutti i comodi ed assistenza possibile. Il Generale termina il suo rapporto con pregare il Maresciallo Bellegarde di metterlo subito sotto gli occhi di S. M. l'Imperatore, come è già stato fatto.

Questa è la più bella ricompensa delle tante cure che avrà costato al Governo il potere senza danno, nè disturbo della popolazione, supplire ad un così esteso ed imponente servizio.

Pare che siano accaduti degli equivoci, e che non ci sia stata tutta la buona intelligenza colle Autorità pontificie nel passaggio che hanno fatto i diversi Corpi d'Armata per le Provincie di quello Stato, e si è saputo fra le altre cose, che 24 ore dopo l'ingresso della flottiglia austriaca in Ancona, vi era arrivato dalla Segreteria di Stato di Roma l'ordine d'impedirne l'ingresso in quel Porto. Peraltro alcune lettere particolari venute dal Corpo d'Armata comandato dal Generale Walmoden annunziano, che la Romagna era stata trovata quieta e che in Forlì il buon partito aveva dato dimostrazioni amichevoli alle Truppe austriache.

La copia che V. E. mi ha trasmesso della Nota di Lord Burghersh è perfettamente conforme a quella che il Principe di Metternich mi comunicò jeri, e che dall' istesso Ministro Inglese fu fatta passare alla Corte di Modena.

Devo riservatamente far conoscere all' E. V., che due cose hanno fatto qui maraviglia sul contegno di quel Ministro. La prima di aver voluto comunicare per iscritto ed officialmente la Circolare di Lord Castelreagh a tutti i Governi presso i quali era accreditato, sebbene gli ordini del Ministero Inglese comandassero questa partecipazione solamente nel caso che la Circolare spedita da Troppau nel 19 Novembre fosse ministerialmente pervenuta ai Governi stessi, lo che non si verificava nè in Toscana nè in Modena; ed è appunto per tal motivo, che le Legazioni Inglesi in Torino ed in Francfort non hanno partecipato nulla.

La seconda cosa è l' avere nella Nota istessa esteso la protesta dell' Inghilterra anche contro le misure che gli Alleati riuniti in Laybach si erano proposti di prendere contro l' ordine attuale di cose stabilito in Napoli, dichiarando questa misura contraria alle leggi fondamentali dell' Inghilterra, dichiarazione che o non si trova affatto nella Circolare di Lord Castelreagh, o che si trova modificata dalla massima, che in detta Nota si riconosce circa il diritto, che ha ogni Stato d' intervenire nelli affari di un altro Stato tutte le volte che la sua propria sicurezza, ed i suoi interessi immediati sono messi in pericolo dai movimenti interni accaduti in un altro paese.

Queste lagnanze sono fatte apertamente dai Ministri de'Sovrani alleati, e non sarei meravigliato che portassero alla conseguenza di avanzare un formale reclamo alla Corte d' Inghilterra, tanto più che il momento in cui codesto Ministro Inglese si è permesso di tenere un tal contegno, l' ostentazione fatta di comunicare a tre Corti così prossime al Teatro della Guerra, e per iscritto, la Circolare del Ministero di Londra, ed altre particolarità che sono state raccolte, e qui referite, hanno fatto l' impressione la più sfavorevole.

Frattanto essendosi pubblicata in Germania la Circolare

del Ministero Inglese, ed avendo fatta una certa sensazione nel pubblico, pare che qui si propongano di pubblicare con alcune osservazioni anche la Circolare di Troppau del 19 Novembre, trasmessa ai Ministri delle tre Corti d' Austria, Russia e Prussia, non per fare una parte obiettiva al Governo Inglese, ma per schiarire il vero senso ed intelligenza di questa ultima Circolare.

Li recenti Dispacci però d' Inghilterra, oltre la preponderanza del partito Ministeriale nelle due Camere, recano ancora de' riscontri consolanti sul giudizio portato da quel Governo intorno alle misure adottate rispetto a Napoli, e fanno conoscere, che sebbene esso non concordi sopra certi principj generali indistintamente applicabili a tutti li Stati che subiscono una violenta alterazione nell' interno loro regime politico, tuttavia ammette che gli avvenimenti di Napoli davano all' Imperatore d' Austria il diritto come Potenza italiana ed interessata a mantenere la quiete nella Penisola, d' intervenire anche con misure coercitive nelli affari di quel Regno, e solo sostengono che l' Inghilterra non poteva essere tenuta a prendervi parte in virtù dei patti della quintuplice alleanza.

Questa sera avrà luogo l' ultima Conferenza, con cui si chiuderà il Congresso almeno per gli affari per i quali erano stati qui riuniti i Ministri Italiani, e posso confermare all'E. V. che sarà fatta la proposizione, che le accennai nella mia d' jeri per la riunione d' un nuovo Congresso in Firenze nel Settembre del 1822 (*a*).

Prevengo pure l' E. V. che il Corriere napoletano latore della presente, porta l' itinerario di S. M. il Re di Napoli e suo seguito, ed avendomi l' Intendente della Casa del Re domandato, che lo facessi conoscere anche direttamente al Sopraintendente Generale delle Poste del Granducato, lo accompagno con mia lettera al Cavalier Lustrini incaricandolo di prendere gli ordini del Real Governo per le disposizioni da darsi.

Sarà pure opportuno, che con sollecitudine siano dati alle Dogane di Frontiera, e alle porte della città gli ordini per il

(*a*) Questo invece ebbe luogo a Verona.

libero passaggio dei Diplomatici esteri, che oltre il seguito del Re, accompagnano la M. S., e questi sono,

Il Generale Barone Vincent per l'Austria;

Il Generale Pozzo di Borgo per la Russia;

Il Conte Blacas per la Francia;

Il Generale Fruxes Ministro a Torino, per la Prussia;

Il Conte S. Martino d'Agliè per la Corte di Sardegna, colla qualità di Plenipotenziario presso il Re di Napoli;

Il Principe Ruffo Ambasciatore di S. M. Siciliana presso la Corte d'Austria.

È fissato che la Duchessa di Floridia partirà domani, il Re col suo seguito sabato; i detti Ministri nei giorni intermedii.

Per evitare il caso di mancar di cavalli incontrandomi con questi Ministri, ho fissato pormi in viaggio Mercoledì verso sera tenendo la strada di Trieste, Mantova e Bologna, con fare de' brevi trattenimenti in ciascuna di queste città.

Lascio qui persona incaricata di ritirare le lettere che mi pervenissero per la Posta, e la Cancelleria di Stato sarà pregata di rimettere i plichi che per caso venissero dopo la mia partenza, al Signor Conte di Bombelles colla prima occasione.

Prego l'E. V. di essere presso S. A. I. e R. l'interpetre dei sentimenti del dolore che mi aveva recato la pericolosa sua malattia, e della consolazione vivissima che ho risentito dalla notizia dell'assicurata Sua guarigione, ed augurandomi il piacere di rivedere presto l'E. V. passo a protestarmi colla più distinta considerazione e rispetto

Di Vostra Eccellenza

Laybach, li 26 Febbrajo 1821.

Devotis. Obb. Servo vero
Firmato — NERI CORSINI.

Questi tre *Dispacci* sono i soli che abbiamo potuto rintracciare nel Ministero degli Affari Esteri, quantunque da essi apparisca che il Corsini ne scrivesse molti più.

Doc. CXI.

Dichiarazione emessa da don Neri Corsini plenipotenziario toscano al Congresso di Verona rapporto agli affari d' Italia.

Son Altesse Impériale et Royale le Granduc de Toscane sera très-satisfait d'apprendre que des arrangemens aussi sages qu'équitables aient pu être conciliés pour la reduction progressive des troupes autrichiennes stationées dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et ensuite pour l'evacuation totale de ces Etats ainsi qu'à l'egard de la diminution de l'armée d'occupation dans le Royaume réuni des Deux-Siciles, et de la modification d'un des articles arrêtés dans les Conférences de Laibach pour la nouvelle organisation de ce Royaume.

Il lui sera très-agréable surtout de voir, que le plus parfait accord a régné entre les puissances appelées à concourir à ces deux transactions.

Cette conformité dans les vues et dans la conduite des puissances, sera regardée par Son Altesse Impériale et Royale comme la garantie la plus solide de la tranquillité future, et du bien-être de la Péninsule Italienne.

Quant à l'objet de la circulaire adressée par les Cours de Russie, d'Autriche et de Prusse à Leurs Ministres près les Gouvernements d'Italie en 1821, et dont on a répété le contenu dans la dernière conférence, Son Altesse Impériale et Royale ne pourra qu'applaudir aux principes salutaires qui y sont rappelés. Ces principes sont entièrement partagés par Elle.

Sa sollicitude paternelle ne cesse de s'occuper des moyens d'assurer et de consolider de plus en plus la prospérité de ses sujets qui n'ont jamais manqué de Lui donner des preuves de leur fidélité, de leur dévouement et de leur reconnaisance; Sa confience illimitée dans les intentions aussi justes qu'amicales de ces Cours lui fera apprécier infiniment ce nouveau témoignage de leur sincère intérêt pour la sûreté des Gouvernemens

d'Italie, et pour le bonheur des peuples que ces Gouvernemens sont destinés à régir.

Vérone le 13 Décembre 1822.

Signé — Le Prince NERI CORSINI.

Esiste fra le citate *carte Corsiniane* della già Segreteria di Stato riguardanti il Congresso di Verona.

Doc. CXII.

Parere del Consiglio de' Ministri al granduca Ferdinando III in quanto a' reclamati crediti dell' Austria contro la Toscana.

Altezza Imperiale, e Reale

Il Ministro austriaco Conte Appony, come era da prevedersi, ha rinnovato per ordine di S. M. l' Imperatore con apposita Nota le sue domande per la conclusione dell' affare riguardante il Capitale di proprietà dell' istessa Maestà Sua, già vegliante sul soppresso Monte Comune. Il detto Ministro nell' annunziare la sostanza della risoluzione di S. M. l' Imperatore su questo affare, dichiara che esso è pronto a rinunziare agli interessi scaduti durante il tempo in cui la Toscana fu governata da altre Sovranità; ma nel tempo istesso lascia intendere che riguardava i resultati delle negoziazioni del Marchese Ghisilieri, del Consiglier Signorini, e del General Colli come dettati da circostanze imperiose, e tali da non dovere servire più di norma nelle trattative attuali.

Il Consiglio esaminò questo affare, allorchè la prima volta, in aspetto anche più oneroso, venne promosso dal Ministro Conte Buol, ed annette il fascicolo di tutte le carte relative a quella prima trattativa (*a*).

(*a*) Queste carte sostanzialmente consuonano con quelle che abbiamo già prodotte.

Prima peraltro di umiliare il definitivo progetto di replica, che si stà preparando, alla Nota del Conte Appony, ardisce supplicare l' Altezza Vostra Imperiale e Reale di degnarsi di dargli qualche schiarimento sopra due articoli, sui quali esso è intieramente all' oscuro, e che pur meriterebbero di essere contemplati, o almeno accennati colla dovuta riserva nella risposta.

Il primo di detti articoli riguarda il fatto della esistenza, o non esistenza di un patto o convenzione qualunque di famiglia, che regolasse i diritti dell' I. e R. A. V., o in genere quelli degli Augusti Principi Austriaci sull' eredità personale e privata di Sua Maestà l' Imperator Leopoldo. Se le successioni nei beni patrimoniali e personali dei Sovrani della Casa d' Austria non sono poste per eccezione in un sistema di giurisprudenza difforme dal gius comune, sembra indubitato, che gli assegnamenti dell' eredità personale devano essere divisibili fra i figli secondo la norma dell' ordinaria legislazione civile, giacchè non si tratta di beni demaniali, ai quali si applicano delle regole particolari, per le quali non ponno esser mai soggetti a distrazione, o divisione negli Stati dove il principio rigoroso della *Demanialità* è riconosciuto. D' altronde non può dubitarsi che nell' atto di transazione de' 4 maggio 1791 il detto credito si qualifica come spettante al patrimonio personale privato, e proveniente dall' imprestito fatto da questo Patrimonio allo Stato di Toscana per lo scioglimento del Debito Pubblico, e come tale era pure qualificato originariamente nella dimostrazione marcata (lett. DD.), ed annessa al *Rendimento di conti*, stampato dal prelodato Imperator Leopoldo.

Li stessi principj potrebbero applicarsi alla ripetizione della porzione dovuta all' I. e R. A. V. sulla Dote cospicua della di Lei Augusta Genitrice, che dall'istesso *Rendimento di conti* risulta essere impiegata anche nel 1789 nelle casse pubbliche di Vienna per un capitale di fiorini 3,768,250.

Sebbene questi due articoli siano per loro stessi delicatissimi, e forse da non motivarsi espressamente in una Nota

ministeriale, tuttavia occorrerebbe al Consiglio di sapere qualche cosa di preciso per poter fare nella risposta qualche riserva, che preservasse intieri i diritti dell' I. e R. A. V., a cui non potrebbe poi mancar modo di pregare il di Lei Augusto Fratello di farli esaminare con quella imparziale giustizia, con cui il Conte Appony ripete doversi trattare il presente affare.

Il secondo oggetto su cui il Consiglio si crede in dovere di domandare schiarimenti all' I. e R. A. V., è un recente credito che si suppone dovuto all' I. e R. A. V. per le rendite arretrate del Granducato di Vürtzbourg, le quali sono state a Lei riservate nell' atto di consegna di quello Stato alla Corte di Baviera.

Il sottoscritto Consiglier Corsini ha saputo in Vienna che questa liquidazione si andava facendo, e che il Governo austriaco per assicurare un tal rimborso a favore dell' I. e R. A. V. teneva sospeso il pagamento del suo più cospicuo debito per le rendite arretrate del Tirolo, respettivamente pagabili alla Baviera. Ultimamente per mezzo del Segretario Paver si compiacque la R. A. V. di mandare una Nota tedesca pervenutale da Vürtzbourg, ove si sollecitavano dei passi per affrettare la liquidazione di detti arretrati. Il prefato Consiglier Corsini nel rispondere a Francfort al Baron Wessemberg, che gli aveva rimesso il Trattato di Parigi, non mancò di raccomandargliela vivamente in nome di V. A. I. e R., indicandogli anche ch' era opportuno di veder finito questo affare nel momento in cui doveva trattarsene qualche altro col privato patrimonio di S. M. l' Imperatore. Il Consiglio peraltro ardirebbe pregare l' I. e R. A. V. di dare anche sopra di ciò tutti quei lumi, che credesse utili all' oggetto, e di manifestargli ancora se stimasse opportuno di far menzione di una tal repetizione nella risposta da comunicarsi al predetto Ministro.

Tutti questi articoli pertanto per i quali potrebbe restar diminuito il debito dello Stato di Toscana proveniente dal noto capitale impiegato nel Monte Comune, riguardando il patrimonio personale della I. e R. A. V., formerebbero, qualora ve-

nissero compensati a favore dello Stato, un titolo di credito contro il medesimo, ed a favore dell' I. e R. A. V., che dovrebbe esserne riconosciuta creditrice. Bensì oltre questi articoli che possono scemare il predetto debito, ve n' è un altro a senso nostro benissimo fondato, perchè risultante da un solenne trattato.

Egli è noto all' I. e R. A. V. che nel primo degli articoli segreti del trattato del 1.° Maggio 1804 fu formalmente convenuto di non esigere i frutti del capitale investito nel Monte Comune, e decorrendi dopo l' ultimo Aprile 1804, e di non domandare neppure la voltura del capitale medesimo *prima che Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica non abbia acceduto alla liquidazione delle spese fatte dall' Erario Regio per le Truppe Imperiali Regie, tanto in Toscana, quanto sotto Genova, e le quali a forma dei fogli comunicati si fanno ascendere alla somma di scudi* 675,317.

Egli è ugualmente conosciuto, che interpellata l' Imperial Corte di Vienna sull' ammissione del principio della liquidazione delle dette spese da rimborsarsi, fu scritta nel 29 Decembre 1804 dal Marchese Ghisilieri al fu Senator Mozzi, e successivamente confermata dal General Colli la dichiarazione dell' ammissione del detto principio, semprechè la Corte d' Etruria giungesse a provar legalmente, che i *Generali Austriaci avevano data positiva sicurezza* di pagare le spese occorse per le dette somministrazioni, come l' I. e R. A. V. potrà rilevare dal fascicolo di carte qui annesse (*a*).

La Corte d' Etruria si prevalse di questa stipulazione per differire il pagamento de' frutti scaduti dopo il 30 Aprile 1804, e quantunque piu volte fosse sollecitata ad eseguire un tal pagamento, potè riuscire a dispensarsene, e frattanto produsse i documenti giustificativi delle assicurazioni fatte dai Generali austriaci, documenti che furono però combattuti nella Nota del Ministro Colli del 13 Maggio 1806, ove deviando dalla letterale intelligenza della Nota del Ministro Marchese

(*a*) Esse gia si conoscono.

Ghisilieri, che richiedeva la sola prova legale della promessa di rimborso fatta dai Comandanti austriaci, si stabilisce il principio, che ammeno di un' intelligenza particolare, e di una Convenzione formale fra Governo e Governo, la Toscana non poteva essere dispensata dall' obbligazione naturale del mantenimento di un' Armata mandata a di lei soccorso, e che anche nelle di lei operazioni verso il Genovesato agiva per la difesa della Toscana medesima, lo che risulta dalle carte contenute nel fascicolo ec.

Dovendo peraltro riproporsi adesso l' esame di questo affare, siamo in grado di fare osservare a V. A. I. e R., che l' espressioni evasive, colle quali il Ministro Conte Appony è stato incaricato di declinare i ragionati obietti dati nella risposta alla Nota del Conte Buol, non sono capaci di distruggere i fondamenti delle domande di compensazione già avanzate in nome dell' I. e R. A. V.

Ella è massima inconcussa che le convenzioni pubbliche fra legittime sovranità, divengono obbligazioni reali e permanenti dei Stati rispettivi, e non possono mai essere distrutte dai successivi cambiamenti di dinastia. Nella guisa stessa che il credito di S. M. l' Imperatore sul Monte Comune di Toscana era un debito di questo Stato, conviene dire, che il credito delle spese di guerra era un titolo di repetizione contro l'Austria a favore dello Stato medesimo, e la Convenzione che ha consacrato la compensazione parziale di questi due crediti, deve essere puntualmente eseguita dopo che l' Imperial Corte di Vienna con diverse Note officiali ha riconosciuto il principio di questa compensazione.

Alle conseguenze di questo principio non possono sicuramente opporsi, nè l' asserta imperiosità delle circostanze, nè le altre deboli scuse che vengono accennate nella Nota del Conte Appony; e non può neppur dirsi che manca al Trattato del 1.° Maggio 1804 la ratifica di S. M. I. e R. Ap., sì perchè questa ratifica non era necessaria, essendo il Trattato stato stipulato soltanto in nome di V. A. I. e R., sì perchè l' unico atto che si richiedeva dalla Corte di Vienna, era la di lei

accessione all' articolo riguardante la liquidazione delle spese di guerra, accessione che fu posta in essere colla Nota officiale del Ministro austriaco e granducale Marchese Ghisilieri, munito dei pienipoteri di ambedue le Corti, e che in tal qualità aveva sottoscritto l' istesso Trattato.

Non rimane pertanto al Consiglio alcun dubbio, che il principio della parziale compensazione dell'importar delle spese di guerra, imputabile in diminuzione del credito di S. M. l'Imperatore, sia un fondamento solidissimo sul quale debba appoggiarsi la risposta al Conte Appony.

È stato discusso se si dovessero nel tempo stesso comunicare al Ministro austriaco i documenti giustificativi dell'obbligazione assunta dai Comandanti delle Truppe imperiali di rimborsare alla Toscana molti articoli di spese militari, ma avendo rilevato dalle qui annesse carte che la Corte di Vienna li aveva già rigettati nel 1806, declinando anche dal tenore della dichiarazione del March. Ghisilieri, e vedendo che attualmente si vorrebbe impugnare il principio piuttosto che l' applicazione, siamo venuti nel sentimento di insistere sull'ammissione della massima, poichè ripugnerebbe alla giustizia di S. M. l' Imperatore di negare alla Toscana ritornata sotto lo scettro d' un Principe austriaco quello che aveva accordato alla Toscana mentre era in sovranità di un Principe straniero all' Augusta Casa d' Austria.

Allorchè poi fosse concordato il principio, si potrebbe invitar la Corte di Vienna a destinar persona che esaminasse qui tutti i documenti.

Concludendo la presente nostra umilissima rappresentanza, abbiamo l' onore di osservare a V. A. I. e R.;

1.° Che la domanda di S. M. l' Imperatore appoggiata alla transazione del 4 Maggio 1791 può essere soggetta ad una significante riduzione per titoli di diversa specie, gli uni cioè dependenti da diritti ed interessi del patrimonio personale di V. A. I. e R., gli altri dependenti da diritti ed interessi dello Stato di Toscana;

2.° Che rispetto ai primi, non possiamo azzardar alcun

parere, finchè l' A. V. I. e R. non si degni somministrarci quei dati e notizie che ci sono indispensabili, e manifestarci la di Lei suprema volontà sull' uso da farsene nella risposta al Conte Appony.

3.° Che quanto ai diritti ed interessi dello Stato per la compensazione già ammessa delle spese militari, l' A. V. I. e R. ha tutto il fondamento d' insistere su tale articolo, domandando la corrispondente diminuzione del debito dei Luoghi di Monte.

4.° Che per dimostrare a S. M. l' Imperatore tutta la buona fede con cui si procede in questo affare, si possa far sentire che non vi sarà difficoltà di pagare un acconto sui frutti decorsi dal 1.° Maggio 1814, da ragguagliarsi sul capitale residuale, dopo defalcata la somma di scudi 675,317 accennata nel primo articolo segreto della Convenzione del 1.° Maggio 1804, e l' importare degli altri titoli di repetizione, che si stimasse dover affacciare.

Queste sono le osservazioni che crediamo dovere umiliare, e sulle quali attendiamo il sovrano oracolo dell' I. e R. A. V., mentre abbiamo la gloria di essere

Di Vostra Altezza Imperiale e Reale.

Li 3 Gennajo 1816.

Umilissimi Servi e Sudditi

Firmati — V. Fossombroni.
N. Corsini.
L. Frullani.

Questo *parere* conservasi insieme con le carte correlative nel Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CXIII.

Ordinanza di Ferdinando III che distrugge la saggia prammatica di Leopoldo I del 6 aprile 1789 sulla separazione del Patrimonio della Corona da quello della Finanza.

S. A. I. e R. il Granduca credendo del Suo miglior servizio che la Direzione dei Dipartimenti economici venga al possibile riconcentrata, con Motuproprio di questo giorno ha ordinato che anche lo Scrittojo delle Sue II. e RR. Possessioni ritorni come in addietro sotto la Generale Amministrazione dello Stato, e che in conseguenza la Soprintendenza allo Scrittojo suddetto dal dì 1° Novembre prossimo in poi debba come le altre Amministrazioni render conto dei proprj affari per il canale della Sua Segreteria delle II. e RR. Finanze.

È bensì Sua Sovrana volontà, che tanto il Museo di Fisica e Storia Naturale, quanto la Galleria dei Lavori in pietre dure, siano mantenuti nella immediata dipendenza dalla Sua Corte.

Il Maggior-Domo Maggiore Principe Rospigliosi è prevenuto di tali Sovrane Disposizioni per regola del suo Dipartimento.

Li 5 Ottobre 1814.

Firmato — G. Rainoldi.

Esiste nella Filza n° 1° dell' Archivio del Maggiordomo-Maggiore della cessata Corte.

Partecipazione ministeriale della surriferita Ordinanza.

Ad oggetto di riconcentrare al possibile la Direzione dei Dipartimenti economici, avendo S. A. I. e R. ordinato, che

lo Scrittojo delle RR. Possessioni debba come le altre Amministrazioni render conto dei proprj affari per il canale della R. Segreteria di Finanze, e che il Museo di Fisica e la Galleria dei Lavori siano mantenute nella immediata dipendenza della sua Corte, è stata in conseguenza scritta la seguente lettera:

Al Cav. Soprintendente allo Scrittojo delle RR. Possessioni.

Con veneratissimo Dispaccio del 5 corrente è piaciuto all'Imperial Sovrano di ordinare, che codesta Amministrazione dal 1.° Novembre prossimo debba, come le altre Amministrazioni, render conto de' proprj affari per il canale dell'I. e R. Segreteria di Finanze.

Questa circostanza mi pone nella necessità di prevenirla esser mia intenzione di rendere un compendioso conto di Cassa di codesta Amministrazione a tutto il 31 del mese corrente; a tal effetto Ella si compiacerà di prepararmi una dimostrazione delle somme incassate e pagate dal 1.° Maggio alla detta epoca del 31 Ottobre, distinguendo il tempo delle mie facoltà nella rappresentanza di Commissario Plenipotenziario, e quello nella qualità di Maggiordomo Maggiore, cioè dall'arrivo del Sovrano in poi.

È pur mente dell'I. e R. Sovrano, che il Museo di Fisica, la Galleria dei Lavori in pietre dure, la Razza di Pisa, la Guardaroba, le Scuderie ec. facciano parte delle attribuzioni del Dipartimento del Maggiordomo Maggiore, ed a tal effetto Ella mi rimetterà sollecitamente i ruoli degli Impiegati nei suddetti Dicasteri da me precedentemente autorizzati nella qualità di Commissario Plenipotenziario, i quali ruoli dovranno dal primo Ottobre corrente esser pagati dalla Cassa della Real Corte.

Resta pure sospeso in avvenire il pagamento delle spese amministrative di detti Stabilimenti, confermando peraltro nel loro pieno vigore gli ordini e rescritti da me rilasciati per il pagamento delle spese della Real Corte a tutto il 30 Settembre scorso, le quali spese in quanto a quelle che non sono ancora

liquidate saranno da me specialmente autorizzate per esser quindi pagate da codesta Cassa.

Mi confermo frattanto ec.

Partecipata una tal Sovrana Disposizione

Al Direttore del R. Museo,

Al Direttore della Galleria dei Lavori, ed

Al Direttore della Razza Reale di Pisa,

onde respettivamente rimettano a questa Segreteria una Nota delle spese non pagate relative a quell' Amministrazione a tutto il settembre prossimo passato.

Li 12 Ottobre 1814.

V.° — PRINCIPE ROSPIGLIOSI.

A. BONAINI Segretario.

Ricavato dal Protocollo n° 2 della Segreteria di Corte dell'anno 1814.

Successive disposizioni sul medesimo argomento.

È stato ordinato spedirsi l' appresso Motuproprio e Lettera.

Sua Altezza Imperiale e Reale bramando che il Dipartimento del suo Maggiordomo Maggiore sia ripristinato nelle antiche attribuzioni e dependenze, è venuto nella determinazione di annullare tutte le disposizioni prese nella circostanza di essersi dovuto assentare da Firenze, e specialmente per quello che riguarda il pagamento degl' Impiegati e delle spese amministrative delle respettive branche, che compongono detto Dipartimento, le quali spese torneranno ad esser pagate come in passato dalla Cassa della R. Corte.

Partecipato al Cavallerizzo Maggiore,

Al Primo Guardaroba,

Direttore del R. Museo,

Direttore della Galleria dei Lavori,

Direttore della I. e R. Razza di Pisa, e

Al Consig. Direttore delle RR. Finanze con la seguente Lettera.

Li 22 Aprile 1815.

Ho l'onore di rimettere a V. E. copia autentica del Real Motuproprio emanato in questo stesso giorno, col quale S. A. I. e R. annullando le disposizioni prese nella circostanza della sua assenza da Firenze, ristabilisce il Dipartimento del Maggiordomo Maggiore nelle antiche attribuzioni e dependenze.

A tal effetto, per porre in ordine la scrittura di questo Dipartimento, ed a scanso di sbagli ed equivoci che facilmente possono accadere, sono nella necessità di pregare la di Lei gentilezza a volermi rimettere con la maggior possibile sollecitudine uno stato generale di tutti i pagamenti che sono stati fatti per conto della Real Corte dalla Real Depositeria, o altre Casse, tanto per dependenza delle provvisioni che per qualunque altra spesa amministrativa, l'importare dei quali pagamenti sarà rimborsato secondo il consueto mediante i soliti passaggi di scrittura.

E con ec.

Li 22 Aprile 1815.

V.° — PRINCIPE ROSPIGLIOSI.

A. BONAINI Segretario.

Ricavato dal Protocollo n° 14 della Segreteria di Corte dell'anno 1815.

Doc CXIV.

Ordinanze relative all' appannaggio della Corte, regnante Ferdinando III, dopo la restaurazione.

È stato ordinato scriversi la seguente lettera:

Al Consig. Dirett. delle RR. Finanze.

Sua Altezza Imperiale e Reale si è degnata di approvare lo stato che ho avuto l'onore di umiliarle relativo alle spese presuntive della R. Corte per l'anno 1816. Mi affretto pertanto di prevenire V. E., che in conseguenza del resultato dello stato

medesimo si rende necessario che si compiaccia di dare delle disposizioni tali, e prendere quei provvedimenti che crederà convenienti. onde assicurare il regolar versamento nella Cassa della Real Corte di scudi venticinquemila il mese per tutto il suddetto anno 1816, compreso il mantenimento della I. Guardia del Corpo e di quella degli Anziani.

Mi lusingo che questa somma sarà sufficiente per tutte le spese inerenti alla R. Corte, seppure delle circostanze impensate non dessero luogo a delle spese straordinarie ed impreviste, che non si possono preventivamente calcolare.

E con ec.

Li 15 Gennajo 1816.

V.° — PRINCIPE ROSPIGLIOSI.

A. BONAINI Segretario.

Ricavato dal Protocollo n° 13 della Segreteria di Corte dell'anno 1816.

Aumento d'appannaggio.

Sua Altezza Imperiale e Reale avendo approvato che dalla R. Depositeria Generale venga aumentata la mensuale assegnazione per il mantenimento della R. Corte e Ufizj dipendenti dal Dipartimento della medesima, è stata perciò scritta la seguente lettera:

Al Consigliere Direttore della R. Segreteria di Finanze.

Ho avuto l'onore di umiliare a Sua Altezza Imperiale e Reale uno stato di previsione per stabilire le spese della R. Corte nell'anno seguente.

La prelodata A. S. I. e Reale si è degnata di approvare questo mio lavoro, i resultati del quale portano che a decorrere dal primo Gennajo 1817 non è sufficiente per la medesima R. Corte l'assegnazione finora percetta dalla Depositeria Generale di scudi venticinquemila il mese, ma è ne-

cessario almeno per quest' anno un supplemento di scudi tremila parimente il mese.

Prego pertanto V. E. a dare quelle disposizioni che crederà convenienti, affinchè l' intiera somma di scudi ventottomila sia mensualmente versata nella Cassa della suddetta R. Corte.

E con ec.

Il suddetto Consiglier Direttore replicando con sua lettera del 10 stante d' aver dati gli ordini opportuni per il pagamento del richiesto mensuale aumento, nell' istesso giorno fu scritto nei seguenti termini.

Al Maestro della R. Casa e Cassiere della R. Corte.

Ho il piacere di prevenirla, per di Lei norma e regola, che dal primo Gennajo anno corrente sarà versato fino a nuovo ordine in cotesta Cassa, dalla Depositeria Generale, un supplemento di scudi tremila il mese, oltre la dote finora percetta d' annui scudi trecentomila.

E con ec.

Li 5 Febbrajo 1817.

V.° — PRINCIPE ROSPIGLIOSI.

A. BONAINI Segretario.

Ricavato dal Protocollo n° 3 della Segreteria di Corte dell'anno 1817.

Altro aumento d' appannaggio.

In seguito dell' approvazione data da S. A. I. e R. il Granduca allo stato delle spese presuntive del Dipartimento della R. Corte per il futuro anno 1822 sono state scritte le appresso lettere:

Al Consiglier Direttore delle RR. Finanze.

Ho avuto l' onore di umiliare a S. A. I. e R. il Granduca lo stato presuntivo delle spese della R. Corte per il prossimo anno 1822.

Il resultato di questo lavoro porta la conseguenza che nell' indicato futuro anno occorrono per servizio della suddetta R. Corte scudi trentunmila il mese, e la prelodata I. e R. A. Sua mi ha autorizzato a darne parte a V. E., affinchè si compiaccia di prendere quelle determinazioni che crederà più convenienti a questo proposito.

Non è da far gran maraviglia l' aumento di scudi tremila il mese all' assegnazione finora percetta, se si considerano le maggiori spese alle quali di natura sua convien supplire dopo il Matrimonio dell' I. e R. Sovrano, e la circostanza di dovere ad Esso restituire a rate i vistosi imprestiti fatti per far fronte alle grandiose spese dell' anno scorso, tralasciando per brevità di notare molti oggetti che facilmente possono da V. E. esser presi in considerazione senza un più esteso dettaglio.

E con ec.

Li 31 Dicembre 1821.

Al Primo Guardaroba.

Ho il piacere di prevenire V. S. Ill., che S. A. I. e R. il Granduca ha approvato lo stato delle spese presuntive della R. Corte per l' imminente anno 1822.

A tal effetto le trasmetto copia degli articoli compresi in detto stato che interessano il Dipartimento a cui Ella meritamente presiede, e per il quale è destinata in totale la somma di lire 346,078. —. –.

Nonostante la suddetta Sovrana approvazione, si rende necessario che per disporre definitivamente delle respettive somme comprese in detto stato, Ella si uniformi agli ordini e sistemi che sono attualmente in vigore.

E con ec.

Li 31 Dicembre 1821.

Al Cavallerizzo Maggiore

Mi faccio un dovere di prevenire V. E., che S. A. I. e R. il Granduca ha approvato lo stato delle spese presuntive della R. Corte per l'anno 1822. Ho il piacere perciò di trasmetterle copia degli articoli compresi in detto stato che interessano il Dipartimento a cui Ella meritamente presiede, e per il quale è destinato in totale la somma di lire 386,503. 6. 8.

La prelodata I. e R. A. Sua ha pure approvato l'acquisto di due Stalloni per la Razza Imperiale de' Cavalli alla Cecina, i quali Stalloni dovranno supplire alla monta dell'imminente anno nuovo.

All'effetto pertanto di porre ad esecuzione quanto vien sanzionato nel paragrafo precedente, ed inerendo alle Supreme intenzioni, sarà da V. E. incaricato della scelta e compra dei due grossi Cavalli Stalloni da carrozza dei quali si tratta il capo Cavallaro Giorgi, a cui deve essere associato un compagno che sappia trattare e mantenere un carteggio.

Detti soggetti dovranno limitarsi a fare un giro nella Lombardia, Stato Veneto e Romagna, a forma delle più estese istruzioni che saranno loro date in appresso. Frattanto si rende necessario che V. E. proponga la persona da aggregarsi al nominato Giorgi, a cui potrà significare quanto sopra, onde prenda sollecitamente quelle misure che crederà più convenienti per assicurare il R. Servizio nella di lui assenza.

Per semplicizzare quanto è possibile le spese di viaggio, sarei di parere di assegnare una Diaria ai due suddetti individui, e di prendere a giornata una gubbia di muli o di cavalli col respettivo conduttore, per servire in tutta la gita con uno dei peggiori legni della R. Scuderia.

E con ec.

Li 31 Dicembre 1821.

R. Corte per l'anno 1822 approvato da S. A. I. e R. il Granduca con suo venerato Rescritto di quest' istesso giorno.

Ella osserverà che l' ammontare totale di detto stato ascende a lire 2,604,000, o siano scudi trecento settantaduemila, talmente che la R. Depositeria Generale dovrà versare nella Cassa della suddetta R. Corte scudi 31,000 il mese, cioè più scudi tremila parimente il mese degli anni precedenti, ed in questo senso sono già stati circolati gli ordini opportuni a S. E. il Sig. Consiglier Direttore delle II. e RR. Finanze, onde prenda quei provvedimenti che crederà convenienti, coerentemente a' Sovrani voleri emanati su questo proposito.

Sulla somma di lire centoventisettemila novecento sessant' otto 13. 4. destinata per le spese impreviste, devesi prelevare quella di lire centomila, la quale dovrà rimettersi, o a rate, o in una sola volta a S. A. I. e Reale il Granduca in conto dei vistosi imprestiti fatti nell' anno cadente, dovendosi anche aumentare detta somma di lire centomila, qualora vi fossero dei risparmi sulla totalità delle spese effettive riportate in detto stato.

E con ec.

Li 31 Dicembre. 1821.

FERDINANDO.

V.° — PRINCIPE ROSPIGLIOSI.

A. BONAINI Segretario.

Ricavato dal Protocollo n° 23 della Segreteria di Corte dell'anno 1821.

(REGNANTE LEOPOLDO II.)

PARTE QUARTA

Doc. CXV.

Parere del Consiglio de' Ministri al granduca Ferdinando III sulle bisogne politiche correnti in Toscana nel 1821.

Altezza Imperiale e Reale.

La qui annessa importante rappresentanza del Presidente del Buon Governo ha due parti:

La prima tratta del sistema da tenersi nella direzione e nello sfogo da darsi alle indagini recentemente intraprese per scuoprire le persone, che avevano cominciato a far parte di una società segreta formatasi da non molto tempo in questa città:

La seconda tratta di alcuni provvedimenti governativi e legislativi, che il Presidente pone in veduta all' I. e R. A. V. come meritevoli di essere presi sollecitamente in considerazione.

Mentre tratteremo nella presente rappresentanza del primo di detti oggetti, che richiede una pronta risoluzione, non tralasceremo di far presente in altra separata Memoria all' I. e R. A. V. ciò che crederemmo doversi fare per la regolare discussione delle diverse altre proposizioni motivate dal Presidente.

Aveva la Polizia da qualche tempo alcune fino allora vaghe indicazioni, che le facevano dubitare della esistenza anche in Toscana di una segreta poco numerosa associazione, che se ancora non era attiva contro il nostro interno felice regime, era almeno intenta a far proseliti per profittare delle turbolenze degli altri paesi preparando gli spiriti ad un cangiamento

politico anche in questo Granducato appena fossero mature, ed un poco consolidate le rivoluzioni di alcuni altri Stati d' Italia.

Questo progetto nacque insieme con la rivoluzione di Napoli, fu promosso con cautela finchè i settarj erano perplessi sulle determinazioni che sarebbero state adottate dalle Potenze rispetto a quella rivoluzione, e si riassunse con maggiore ardore appena dai settarj, lusingatisi di una temporaria resistenza da opporsi dai Napoletani all' Armata austriaca, si conobbe esser prossima a scoppiare la più terribile rivoluzione del Piemonte, che speravano accompagnata da nuovi e più imponenti sconvolgimenti in altri Stati d' Europa.

La Polizia sembra essersi potuta procurare in tempo opportuno dei mezzi per essere tenuta in giorno delle vedute dei settarj, e della progressiva marcia delle loro operazioni; fu informata che costoro erano cominciati a divenire assai attivi nelli ultimi due mesi, e che la setta cominciava ad avere anche qui una forma di organizzazione dirigendo i suoi mezzi di seduzione più particolarmente verso i militari, e verso i giovani praticanti della Curia.

Il lasciar progredire costoro nell' esercizio dei loro perversi mezzi di seduzione avrebbe contribuito forse a scoprire in quali classi, e sopra quali persone la corruzione avesse più facile accesso; ma questo contegno repugnava alla coscienza di un Governo morale, che deve volere sempre prevenire e non punire i delitti, ed a quella paternità che ha ognora distinto l' amministrazione benefica di V. A. I. e R.

Il Presidente penetrato da queste massime, e dopo averne tenuto proposito col Consiglio, che gli diede istruzioni coerenti alle massime istesse, si decise a prender subito qualche misura capace di far comprendere a costoro, che il Governo conosceva le loro tenebrose manovre, ed era pronto ad arrestarle e punirle.

Riuscì frattanto al Generale Comandante di sorprendere in fallo un uffiziale, che dovè confessare ciò che già si sapeva, cioè la sua associazione alla setta, e l' immediato suo al-

lontanamento dallo Stato avvertì i settarj delle scoperte che aveva già potuto fare il Governo.

Quasi contemporaneamente dalla Polizia si adottarono alcune misure semplicemente disciplinari verso alcuni giovani traviati della Curia, i quali dopo le opportune contestazioni ed ammonizioni, furono rinviati alle loro case coll' indicazione dei motivi, che avevano causato il loro allontanamento dalla capitale.

Qualche ecclesiastico o religioso, la di cui colpa ed in se stessa, e per la qualità personale dei soggetti fu trovata più grave, vennero puniti con misure più concludenti.

La Polizia ha posto la mano sopra alcuni individui dai quali ha con fondamento sperato trarre maggior partito per la rivelazione dei segreti della società, e per avvicinarsi a conoscerne i principali capi e promotori, e questa misura non ha mancato di somministrare dei resultati.

Il primo oggetto che avevano queste indagini, quello cioè di spargere il terrore e la diffidenza fra i settarj, si può dire oramai in parte ottenuto.

Questa impressione è già nata, e la Polizia ne ha riscontro; ma non bisogna contarla durevole, nè accompagnata da alcun sincero pentimento almeno nei capi del partito.

La procedura economica investirebbe già circa trenta individui di varie classi, ma per lo più de' praticanti della Curia.

Alcuni pochi arresti sono eseguiti, ma l'ordine della procedura anche in via economica porterebbe alla conseguenza di costituirne in esame, e poi arrestarne altri, ed il processo dei settarj toscani anderebbe ad inviluppare fra non molto non poche famiglie.

Finora le misure disciplinari hanno ottenuto l'approvazione e la riconoscenza de' padri, come l'otterrà sempre l'esercizio di una paterna tutela; ma se si popolassero le prigioni, se si cominciasse a compromettere la riputazione e l'interesse di molte famiglie, diverrebbe più estesa l'inquietudine, e subentrerebbe al solito dopo la prima impressione finora utile, il sentimento della compassione, che si genera sempre quando

per affari di simile natura si deve agire sopra molti, e pur troppo in questo caso si dovrebbe agire sopra i sedotti piuttosto che sopra i seduttori.

A questa prima difficoltà se ne aggiungerebbero molte altre, che interesserebbero o la sostanza o le forme.

Dalle rivelazioni, e dagli atti finora non risulta se non che l'adesione alla teoria generale della setta, al voto della *indipendenza italica*, e della riforma dei governi monarchici assoluti, *in governi monarchici costituzionali.*

Non si rileva che finora si fosse fatta alcuna applicazione ad un progetto speciale per il Governo toscano.

In mancanza di leggi positive contro le associazioni segrete, che fortunatamente non si erano mai conosciute in Toscana, e non avevano mai meritato di figurare nella nostra Giurisprudenza criminale, converrebbe ricorrere al Gius comune, ed alle Leggi romane, e nascerebbero infinite questioni sui veri termini della cospirazione formata contro lo Stato.

Molto più imbarazzanti sarebbero le forme da adottarsi per la procedura, giacchè adottandosi la via di un processo formale ed ordinario, il rumore sarebbe grande, ed estesa la vessazione delle famiglie, giacchè in questo sistema non si può risparmiare nessuno, e l'intrinseca Giustizia e regolarità degli atti lo richiede.

I resultati di fatto sarebbero nulli ed inconcludenti, e le pene applicabili in luogo di produrre il bene che si attende dall'esempio, produrrebbero un effetto tutto contrario.

La procedura economica non avrebbe inconvenienti minori, ed anzi stabilirebbe l'idea nel pubblico, di un arbitrario rigore verso alcuni, e di una studiata indulgenza verso altri.

D'altronde per la gravità della cosa sarebbe indispensabile di non lasciare la risoluzione dei processi al voto di un solo, ma converrebbe formar Commissioni o Tribunali straordinari, sempre odiosi e riprovati dalla pubblica opinione.

Se il resultato di questa procedura potesse essere quello di giungere a conoscere i veri capi ed istigatori, vi sarebbe una compensazione fra il bene ed il male; ma il male è certo,

ed il bene incertissimo, giacchè le fila che si hanno in mano, e che sono il più che potesse sperarsi di ottenere dalla prima sorpresa e spavento in cui furono per un momento i settarj, non sono tali da fare sperare di pervenire a scoperte più concludenti, ed oramai i veri seduttori si sono messi in misura da non essere colpiti, ed i mezzi che converrebbe adoperare, cioè di lunghe carcerazioni, di replicati costituti, di confronti fra gl' imputati, ecciterebbero inimicizie di famiglie, odj personali contro gli accusatori ed i testimoni, ed alla fine il sentimento della compassione sarebbe più generale che quello dell' aborrimento, se specialmente tutto questo movimento non fosse giustificato da una proporzionata utilità politica.

Il Presidente del Buon Governo sviluppando nella sua rappresentanza con molta estensione, queste ed altre simili osservazioni, ricorre all' Oracolo dell' I. e R. A. V. per avere quelle istruzioni che possono convenire alle circostanze, giacchè non potrebbe da se stesso nè arrestare la procedura, nè darle una direzione piuttosto nell' uno che nell' altro senso.

Il sentimento che in lui prevale sarebbe quello di dirigere e terminare quest' affare con un metodo tutto governativo, e di prudente esercizio di paterna tutela.

1.° Proporrebbe a tal effetto di non dar seguito a procedure o carcerazioni quando si tratti di semplice adesione alle nuove sette per parte di giovani sedotti, o di persone, che secondo le verificazioni finora fatte, non abbiano la qualità di istigatori o direttori di tali associazioni.

2.° Di potere peraltro sottoporre anche questi individui a quelle correzioni e discipline di Censura, che saranno adeguate alle circostanze loro e delle famiglie.

3.° Di potere rispetto a quelli che comparissero più gravemente imputabili, intimar loro una temporaria assenza dallo Stato, per non rientrarvi senza licenza, od obbligarli a una coatta dimora in luoghi dove possano esser meno pericolosi, o più sorvegliati.

4.° Di render conto alle II. e RR. Segreterie di quelli fra costoro che appartenessero alla classe degl' Impiegati, onde

sopra i medesimi, secondo le resultanze delle fatte verificazioni, potesse adottarsi o la misura della sospensione dall' Impiego, o anche la destituzione.

5.° Di proseguire con accuratezza le indagini per il solo effetto di arrivare quanto si può alla scoperta dei capi ed istigatori.

Sembra ancora al Consiglio che a quest' affare, almeno come si presenta finora in rapporto alla Toscana, convenga piuttosto l' esercizio del potere censorio e direttivo, che quello della Giustizia punitiva, sì perchè il male essendo nel suo principio, possono bastare le misure proprie del detto potere direttivo, che sono le più temperate e limitate; sì perchè non potrebbero applicarsi le misure della Giustizia punitiva senza un apparato di forme, e senza un movimento che implicherebbe una quantità di persone e di famiglie, e farebbe insorgere una inquietudine più nociva al Governo di quello che non potessero essere utili i resultati da ricavarsene.

Bensì rilasciata alle facoltà del Presidente l' applicazione di tutte le altre misure di Polizia, sembra al Consiglio che qualora si trattasse dell' allontanamento anco temporario di un suddito dello Stato, dovesse renderne preventivamente conto per prendere gli Ordini di V. A. I. e R., tanto per la gravità intrinseca della misura, quanto per i delicati riguardi che devono osservarsi con gli altri Governi, coi quali in materia di tale importanza, conviene tenersi in perfetta intelligenza.

E profondamente inchinati al Regio Trono abbiamo la gloria di essere

Di V. A. I. e R.

Li 10 Aprile 1821.

Umiliss. Servi e Sudditi

Firmati — V. Fossombroni. N. Corsini. L. Frullani.

S. A. I. e R. il Granduca approva pienamente il parere del Consiglio che resta incaricato di sottoporre all' I. e R. A. S.

le sue proposizioni anche sulla seconda parte della rappresentanza del Presidente del Buon Governo.

Li 11 Aprile 1821.

Firmato — G. PAUER.

Due lettere del Ministero di Stato a Dipartimenti subalterni.

Al Presidente del Buon Governo.

Sottoposta alla Sovrana Considerazione l' ultima Rappresentanza di V. S. Illustris. del 5 Maggio relativa alle procedure contro alcuni imputati d' adesione alle note sette, l' I. e R. A. S., nonostante la precedente risoluzione emanata e non ancora partecipata in seguito dell' altra di Lei Rappresentanza del 26 Aprile, si è degnata approvare:

1.° Che Ella nella sua qualità di Direttore di queste procedure, e senza alcuna dichiarazione di special grazia o indulto accordato ai detti imputati, proceda colle ordinarie di Lei facoltà a revocare quando lo creda le misure di temporaria relegazione o detenzione ordinata contro alcuni di detti imputati, come pure a non dar seguito alla procedura contro quelli che per il contegno tenuto stimasse meritevoli di esser liberati da ogni ulteriore molestia.

2.° Che rispetto agli imputati rimasti negativi Ella gli sottoponga a quelle ulteriori contestazioni che stimerà regolari, adottando rispetto ai medesimi le risoluzioni che crederà giuste e convenienti, a forma delle di Lei facoltà, le quali nel caso attuale, e relativamente alle persone esercenti la professione di Avvocato, Procuratore e Notajo, vengono estese fino alla loro provvisoria sospensione dall' esercizio, con dover però render conto all' I. e R. Consulta di quanto riguarda ciascheduno individuo sospeso, onde dalla medesima possa essere quindi risoluto l' occorrente quanto alla successiva inabilitazione o riabilitazione.

3.° Che rispetto a quelli tra gli imputati che fossero in grado di concorrere all' esame per gl' impieghi maggiori o minori, per l' Avvocatura, Procura e Notariato sia fino allo stabilimento di nuovi provvedimenti richiesto un certificato del Giusdicente del luogo del loro domicilio, munito del *Visto* di codesta Presidenza, onde attestare che non abbiano pregiudizi colla Polizia, e che senza questo certificato non si possa procedere alla loro ammissione agli esami.

4.° Che quanto ai pochi subalterni impiegati che rimanessero compromessi in dette procedure, Ella si compiaccia rappresentare l' occorrente alle competenti II. e RR. Segreterie.

5.° Che rispetto agli Ecclesiastici Ella sia autorizzato a richiamare sopra i medesimi l' attenzione e l' autorità degli Ordinarj, qualora stimi non poter esser luogo se non che a mortificazioni semplicemente disciplinari e rilasciate alle facoltà dei Vescovi, a forma delle veglianti leggi.

6.° Che non s' intenda innovata cosa alcuna rispetto alle misure decretate, o che fossero da decretarsi relativamente agli assenti dal Granducato, e che fossero implicati nelle procedure medesime.

Che finalmente rispetto agl' imputati che non esercitano, o che non siano per concorrere all' esercizio di professioni liberali per le quali si richieda una matricola, rimanga nella di Lei facoltà di prendere quelle misure che in linea di correzione reputasse convenienti alla natura dell'affare, ed alle resultanze delle procedure medesime.

E con ec.

12 Maggio 1821.

Firmato — N. Corsini.

Al Presidente dell' I. e R. Consulta.

In seguito di alcune indagini che la Polizia ha dovuto istituire sopra un piccolo numero di individui imputati di ade-

sione a sette o illecite associazioni segrete, S. A. I. e R. ha autorizzato il Presidente del Buon Governo a sospendere provvisoriamente dall' esercizio della professione d' Avvocato, Procuratore e Notajo quelli che per le risultanze delle procedure compatibili in via economica, e dopo le debite contestazioni comparissero più aggravati nelle loro imputabilità, con dover render conto a cotesta I. e R. Consulta di ciò che riguarda ciascuno degli individui come sopra sospesi, onde essa possa determinare quindi l' occorrente sulla loro definitiva inabilitazione o riabilitazione.

L' I. e R. A. S. ha parimente ordinato che fino a nuove disposizioni tutti i concorrenti agl' impieghi maggiori o minori, all' Avvocatura, Procura o Notariato, devano fra gli altri documenti esibire un certificato del Giusdicente del loro domicilio munito del *Visto* del Presidente del Buon Governo, ove si attesti che non hanno pregiudizi colla Polizia.

In difetto di tal certificato questi concorrenti non potranno essere ammessi ai consueti esami.

E con ec.

12 Maggio 1821.

Firmato — N. Corsini.

Questi documenti si conservano fra le carte riservate degli *Affari Archiviati* della già Segreteria di Stato.

Doc. CXVI.

Lettera del re Luigi Filippo al granduca Leopoldo II, responsiva di questi, ed assicurazioni date dal monarca francese al com. Berlinghieri.

Monsieur mon Frère et Neveu.

Des événemens qui Vous sont connus avaient troublé la paix intérieure de la France, et semblaient la menacer des plus

grands calamités. Appelé par le voeu des deux Chambres et l'assentiment général de la Nation, j'ai accepté la Couronne avec le titre de Roi des Français. Mes sentiments personnels vous sont trop connus pour qu'il me soit nécessaire de Vous entretenir de tout ce que j'ai éprouvé dans cette conjoncture. Je gémis des malheurs de la branche ainée de ma Famille; ma seule ambition aurait été de les prévenir et de rester dans le rang où la Providence m'avait placé; mais les circonstances étaient impérieuses, j'ai dû me dévouer: la moindre hésitation de ma part pouvait plonger le Royaume dans des desordres dont il était impossible de prévoir le terme, et qui auraient pu compromettre la continuation de cette paix indispensable au bonheur de tous les États. Dans des circonstances aussi graves, je m'empresse de vous faire connaître la ferme résolution où je suis de ne rien négliger pour maintenir et resserrer l'union et la bonne intelligence qui subsistent entre les deux pays. J'ai lieu d'espérer que Vous partagerez mes dispositions pour atteindre un but si salutaire, et je saisis avec plaisir cette occasion pour vous exprimer les assurances de la sincère estime et de la parfaite amitié avec lesquelles je suis.

Monsieur mon Frère et Neveu

Paris, le 22 Août 1830.

Votre bon Frère et Oncle
Signé — Louis Philippe.

Responsiva del Granduca.

Signor mio Fratello, Cugino e Zio.

Ho ricevuta la lettera che V. M. ha favorito d'indirizzarmi per mezzo del Marchese di Praslin, e mediante la quale Ella si è compiaciuta di darmi parte della Sua elevazione al trono come Re dei Francesi. I grati amichevoli rapporti che la mia Famiglia ha da gran tempo l'onore di mantenere con la M. V., mentre crescono un nuovo pregio a quei vincoli di paren-

tela e di sangue che sì felicemente a Lei mi uniscono, mi pongono anche in grado di più intimamente apprezzare la delicatezza dei sentimenti ch' Ella si compiace di esprimere; sinceramente sensibile alle conferme della di Lei affezione a mio riguardo, mi faccio una premurosa sollecitudine di contestarle quell'inalterabile attaccamento con cui mi pregio di ricambiarla, e di accertare nel tempo istesso la M. V., che impiegherò le più sollecite cure per coltivare e render sempre più utili e reciprocamente interessanti le relazioni che esistono fra i Nostri Stati. La prego intanto a gradire le assicurazioni dell'alta ed affettuosa stima con cui sono ec.

Presburgo, li Ottobre 1830.

Suo Aff. Fratello, Nipote e Cugino
Firmato — LEOPOLDO.

Il com. Berlinghieri al conte Fossombroni.

Eccellenza.

Ieri l'altro ebbi l'onore di presentare a S. M. il Re dei Francesi le Lettere Credenziali di S. A. I. e R. il Granduca Nostro Signore.

Non sono stato presentato dal Ministro degli Affari Esteri, come lo erano stati gli altri Ministri, ma dagli Ajutanti di Campo del Re, uno de' quali mi venne incontro per le scale, gli altri nella prima anticamera, e tutti mi scortarono tacitamente alla presenza di Sua Maestà, e quindi della Regina e della Principessa Adelaide, essendosi il Principe Reale fatto scusare meco della impossibilità in cui era di ricevermi.

Trovo la spiegazione di queste singolarità usate nel mio ricevimento, nella crise in cui si trovava e si trova il Ministero, nella quale è compreso ancora sino ad un certo segno il Ministro degli Affari Esteri. Infatti S. M. interruppe, per ricevermi, il Consiglio, che teneva in quel tempo, e che fu d'una lunghezza straordinaria, e trovo nel Giornale *Des De-*

bats che durante la mia udienza il Principe Reale stava trattenendo i Ministri.

L' accoglienza che mi fece il Re fu la più soddisfacente che possa immaginarsi. Al mio complimento, il quale non fu che un' estensione delle espressioni usate da S. A. I. e R. nelle due Sue lettere, che consegnai nel tempo stesso nelle Regie Mani, rispose co' termini della maggiore stima ed affezione pel Granduca suo Nipote, e debbo aggiungere ancora di bontà e di degnazione verso di me: ma ciò che merita più particolarmente d' essere notato si è l' avermi detto in propri termini, che assicurassi pure il mio Sovrano della sua ferma risoluzione di cooperare, per quanto poteva da Lui dipendere, alla tranquillità dell' Italia, e alla sicurezza degli Stati che la compongono, le quali aveva certa speranza che non verrebbero compromesse; e che soprattutto Egli non si presterebbe mai a favorire *nè intrighi*, *nè propagande* (fu la sua propria parola); ma che desiderava che tutti i Sovrani della Penisola imitassero nel buon governo l' esempio del Granduca di Toscana.

Mi è poi impossibile di esprimere la maniera affettuosa verso il Granduca, e per me benigna oltre ogni credere, con cui fui ricevuto da S. M. la Regina, e quindi dalla Principessa.

La crise ministeriale dura ancora, se pure non è cessata in questo momento, essendo stati questi tre giorni, può quasi dirsi, un Consiglio permanente. La difficoltà di terminarla nasce principalmente da quella di trovare sette persone di capacità e di merito che si combinino di massime su tutti i punti principali d' un sistema da fissarsi concordemente.

La mostra della Guardia Nazionale di questa Prefettura della Senna, eseguita jeri, fu assai numerosa, benchè non tanto, a mio credere, quanto dicono i giornali; io non la giudicai all' occhio, che di sessanta in settantamila uomini, ma tutta gente scelta, ben vestita e armata. Gli applausi al Re furono sommi: molti han creduto osservare che Lafayette fosse ricevuto piuttosto freddamente.

Adesso il Corpo Diplomatico è quasi completo. Manca solo degl' importanti l' Ambasciatore di Russia; e si suppone dai più che questa tardanza, dopo la cortese risposta dell' Imperatore al Re, proceda piuttosto da questione di persona, che di cosa.

Avrà Vostra Eccellenza inteso il bombardamento d'Anversa, e il disastroso incendio destato in quella città, dagli Olandesi difensori della cittadella assalita dai Belgi. Vi ha posto fine una tregua, la quale sussisterà finchè il Re d' Olanda non abbia approvata o rigettata la capitolazione della cittadella stessa.

Termino accusando il venerato Dispaccio dell' Eccellenza Vostra di N.° 122 ricevuto ier l'altro, il quale non richiede da me altra replica particolare.

E col più profondo ossequio ho l' onore di confermarmi

Di Vostra Eccellenza

Parigi, 1.° Novembre 1830.

Umilis. Devotis. Obb. Servitore
Firmato — DANIELLO BERLINGHIERI.

Ricavate dagli originali esistenti nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CXVII.

Lettera del cons. Cempini al Corsini sulla convenienza di riformare le attribuzioni arrogatesi dalla Presidenza del Buon Governo.

Pregiatis. Sig. Consigliere.

Portata la considerazione sull' affare relativo alle competenze della potestà economica, che sta giustamente tanto a cuore di S. A. I. e R., mi è sembrato, che sarebbe difficile a noi, e molto pericoloso l' impegnarsi alla redazione di un

Regolamento che tutti abbracciasse i rapporti di questa branca interessantissima di pubblico servizio.

Gl' inconvenienti che hanno dato luogo a rivolgere l' attenzione del Sovrano sulla materia di che si tratta, sono sostanzialmente:

Primo; La gravità delle condanne, che si pronunziano economicamente dal Presidente del Buon Governo, senza che si conosca la legge che rivesta questo Ministro di facoltà tanto estese:

Secondo; L' inconveniente di non esserci, almeno in atto pratico, un mezzo efficace di reclamo contro le risoluzioni economiche del Presidente del Buon Governo:

Terzo; L' inconveniente infine di trovarsi non raramente l'Autorità sovrana a dover conoscere del merito delle procedure economiche per autorizzare il Presidente del Buon Governo a pronunziare condanne anche gravi e straordinarie.

Parrebbe dunque, che la disposizione legislativa da prendersi attualmente dovesse mirare in sostanza a rimuovere gli enunciati inconvenienti, riservandosi a formare successivamente un piano d' istruzioni ben ben combinate per regolare l' andamento del servizio in una materia così importante.

Con questa veduta, tenute ferme le facoltà della Polizia in tutto ciò che concerne le misure necessarie a prevenire i delitti, restringerei la disposizione legislativa alle cose che appresso:

I.° A fissare con precisione l' estremo limite delle facoltà della Presidenza del Buon Governo relativamente alle pene e coercizioni economiche: E qui avuto riguardo all' indole dei tempi, i quali sembrano esigere un' azione più rigorosa ed energica nella Polizia, estenderei non poco le facoltà attribuite al Presidente del Buon Governo dalla Legge del 1786.

II.° A concedere a chiunque si sentisse aggravato dalle resoluzioni del Presidente del Buon Governo, il ricorso all'I. e R. Consulta, autorizzandola:

1.° A sospendere per giuste cause l'esecuzione delle risoluzioni reclamate fino a causa conosciuta:

2.° A rigettare il ricorso, e a correggere, ove sia luogo, e modificare la condanna:

3.° A rimettere sull'istanza della parte interessata l'affare ai Tribunali ordinarj, quando non vi si oppongano riguardi di buon costume, o altre gravi prudenziali considerazioni.

Il ricorso alla Consulta potrebbe aver luogo anche per le risoluzioni prese dal Presidente del Buon Governo sul reclamo dalle condanne pronunziate economicamente dai Governatori e Commissarj Regj, in quanto però eccedano le competenze dei Vicarj, attribuite per delegazione ai Cancellieri criminali dalle Istruzioni de' 5 Aprile 1816.

III.° A dichiarare, che quando gli Atti e le circostanze presentassero congruo soggetto a coercizioni e pene maggiori di quelle, che sono nelle competenze ordinarie della potestà economica.

Il Presidente del Buon Governo dovesse renderne conto all'I. e R. Consulta, la quale dovrebbe decidere, se l'affare fosse da rinviarsi ai Tribunali ordinarj, o promuoverne dall'Autorità sovrana i congrui straordinarj provvedimenti. Questo caso sarebbe rarissimo.

Quanto poi ai forestieri lascerei nella Polizia la facoltà libera di esiliarli dallo Stato senza dar luogo a reclamo, sì perchè l'estero non merita quella estesa protezione, che è dovuta al suddito, e sì perchè l'esilio dell'estero, che si è reso sospetto alla Polizia, può riguardarsi per una misura di prevenzione, e sulle misure di prevenzione non possono angustiarsi le facoltà dei Ministri del Buon Governo.

Mi creda intanto con perfetta stima

Di Casa, li 20 Agosto 1832.

Suo Devotis. Obb. Servo
Firmato — F. CEMPINI.

L'originale è fra le carte d'interesse politico degli *Affari Archiviati* nella già Segreteria di Stato.

Doc. CXVIII.

Due singolari ed importanti documenti relativi a procedure politiche.

Lettera del Presidente della Rota Criminale a Don Neri Corsini.

Si è intrapresa in via ordinaria nella Cancelleria di questa Ruota una procedura contro non pochi individui per macchinazioni contro l'ordine pubblico ascritti nella città di Livorno alla così detta *Società dei Veri Italiani* divisa in famiglie, e tendente al rovesciamento dei Troni, per riunire l'Italia tutta in Repubblica, mediante una generale rivoluzione.

Essendosi più di una volta parlato di questo processo fra me ed il Presidente del Buon Governo, si restò nella intelligenza, che avrei ordinato un prospetto delle attuali resultanze degli Atti, onde conoscere i Capi, i Regolatori e i Reclutanti di una sì iniqua Famiglia, per tenere contro di questi soli la via già intrapresa della procedura ordinaria, e riserbare li affiliati meno colpevoli, comecchè illusi e sedotti dalla malizia dei primi, alle misure della superiore Polizia.

Questo prospetto è stato ormai compilato dal Direttore degli Atti, ed è quello che qui compiegato inoltro alle mani dell'Eccellenza Vostra.

Percorrendo il prospetto medesimo si comprende quali siano e quanti i Capi, Regolatori e Reclutanti fino a qui scoperti, e quali e quanti i reclutati ed ascritti dietro gl'inganni e subornazioni dei primi, e si comprende egualmente che procedendosi contro tutti nella via ordinaria si riempirebbero le carceri di molti Tribunali, devenendosi all'arresto e detenzione dei già noti, e di quei più che potrebbero scoprirsi in appresso con sommo cordoglio dell'Augusto Nostro Monarca.

Onde ovviare pertanto a questo tristissimo resultato, potrebbe adottarsi il temperamento che vocalmente fu combinato fra me stesso e il Presidente del Buon Governo di progetta-

re, e che propone ancora nel prospetto anzidetto il Direttore degli Atti.

Il progetto dunque sarebbe che si continuasse la procedura in via ordinaria fino alla sentenza definitiva inclusivamente contro i Capi, Regolatori e Reclutanti dei rivoltosi omai cogniti, e contro quelli che come tali conoscere si potessero nella prosecuzione degli atti, e che si rilasciassero tutti gli altri alla cognizione della Economica Potestà, senza devenirsene all'arresto e carcerazione in pendenza del processo ordinario.

Ciò peraltro non può da me, nè dai Giudici adottarsi indipendentemente dai Supremi comandi, in quanto che trattandosi di delitto di perduellione, sarebbero gl'istessi Giudici necessitati, in vigore dei sistemi legali, a far proseguire gli atti, e perciò li arresti di tutti quelli che in qualche modo si trovassero implicati in questa pestifera delinquenza. Talchè quando piacesse al R. Governo di adottare il progettato sistema converrebbe che si degnasse di abbassare alla Ruota gli Ordini relativi da inserirsi in processo per norma dei Giudici.

Qualora poi si adottasse questo progetto, reputerei conveniente alle mire della Giustizia, e allo scopo della pubblica tranquillità e sicurezza, che non si vietasse al Tribunale ordinario di procedere agli esami, ed occorrendo ancora all'esperimento di quelli che si rilascerebbero alla Economica Potestà, all'oggetto non solo di acquistar prove ognor più accertate e sicure della delinquenza dei predetti Capi, Regolatori e Reclutanti, ma ben anche di scuoprire per quanto sia possibile ogni e qualunque altro ascritto alla detta setta; interessando sommamente a mio credere il pubblico bene di conoscere tutti gl'individui ascritti fra i rivoltosi, onde la Polizia possa di fronte a tutti porre in pratica le necessarie misure di precauzione.

Mentre mi dirigo a tale scopo all'Eccellenza Vostra, mi reputo in dovere di farle sentire che questa interessantissima procedura viene frattanto a rimanere in sospeso per fino a tanto

che non mi saranno abbassati quelli Ordini che piacerà di adottare al R. Governo.

Ho l'onore di risegnarmi colla più profonda stima ed ossequioso rispetto.

Di Vostra Eccellenza

Dalla Presidenza della Ruota Criminale
Li 15 Novembre 1833.

Umilis Devotis. Obb. Servitore
ANTONIO CIACCHERI.

Parere del Consiglio de' Ministri al Granduca sulla precedente proposta.

Fu concertato già in massima fra il Presidente della Ruota Criminale, ed il Presidente del Buon Governo, che nella procedura per macchinazioni contro l'ordine pubblico che si sta compilando contro gli ascritti alla società segreta scoperta in Livorno, si procurasse di non accrescere soverchiamente il numero degli arrestati, e che si limitasse una tale misura a quelli soltanto fra i detti socj, che le regolari forme del processo richiedessero di porre in stato di custodia.

L'ulteriore progresso degli atti, e le confessioni giudiciali di alcuni degli imputati, e di due impuni, porterebbero alla conseguenza di dovere procedere all'arresto di non pochi individui, che figurano come socj della setta, per esservi stati ascritti con giuramento, e per avere avuto cognizione del perverso scopo a cui le trame de' capi tendevano.

Il Direttore degli Atti, ed il Turno di Revisione della

Ruota, se anco da lui venisse consultato, non potrebber dispensarsi dal decretare l'arresto di costoro, se una Sovrana risoluzione non li autorizzasse in questo caso speciale a deviare dalle regole ordinarie.

Il Presidente della Ruota nel rassegnare il Prospetto redatto dal Direttore suddetto intorno allo stato di questa causa, s'avanza a proporre, che si continui la procedura nelle forme ordinarie contro quelli che risultassero capi, regolatori e reclutatori di socj, o che tali siano risultati dagli atti finora compilati, e che rispetto agli altri si denunzino alla Potestà Economica per adottare contro di loro al termine della procedura quelle misure che da lei si reputassero regolari secondo la sua facoltà, senza devenire per ora al loro arresto, ben inteso peraltro che il Tribunale Criminale possa procedere al loro esame, e ad esperimentarli ancora colla carcere, quando da loro si potessero acquistare nuove prove contro i capi, e regolatori della setta, o notizie interessanti sulle mire ed operazioni della medesima, e delle congreghe che le sono state affiliate.

Comparisce al Consiglio che questo sistema, senza offendere le regole della giustizia e della imparzialità, e senza nuocer punto al buon esito della procedura, sia conforme ancora alle massime politiche in un affare di tal natura, e che tenda a conciliare nel tempo istesso quel grado di severità che la tutela dell'ordine pubblico indispensabilmente richiede con quei temperamenti che la sana politica, ed insieme la Clemenza del Principe può essere disposta ad adottare verso coloro che sono stati vittime dell'altrui seduzione.

L'esperienza di simili affari ha fatto conoscere, che la soverchia estensione delle altre procedure involgendovi un gran numero di persone, e portando così la sventura in molte famiglie, ha finito talvolta con eccitare nel popolo un sentimento di commiserazione, mentre usando rigore contro i soli capi di tali trame, si ottiene tutto il vantaggio del pubblico esempio, e si fa ricadere sopra di loro la meritata esecrazione.

Quindi il Consiglio sarebbe d'avviso che si potesse approvare il sistema proposto dal suddetto Presidente.

Li 16 Novembre 1833.

V. Fossombroni.
N. Corsini.
F. Cempini.
G. Pauer.

S. A. I. e R. il Granduca approva il parere del Consiglio.

Li 17 Novembre 1833.

M. Bittheuser.

Trovasi fra le precitate carte della già Segreteria di Stato.

Doc. CXIX.

Nota officiale del conte Rewitzky ministro austriaco a Firenze, diretta a Don Neri Corsini, per istigare il Governo toscano alla recognizione del capitale proveniente dai Luoghi di Monte.

Mon Prince

C'est avec le sentiment de la plus haute satisfaction et du plus profond respect pour l'amour de justice, et d'équité de Son Altesse Impériale et Royale, Monseigneur l'Arciduc Granduc, que je me suis empressé de porter à la connaissance de mon Auguste Cour la décision de Son Altesse Impériale et Royale, dont Votre Excellence m'a donné connaissance par sa tres-honorée dépêche du 14 Mars dernier concernant les arrérages de Salzbourg et l'évaluation du credit relativement a l'arrangement pour l'affaire de la Seigneurie de Schlackenwerth, mise en rapport avec ces arrérages.

Je viens d'être assuré préalablement de la part de S. A. Mons. le Prince Chancelier, que la conclusion definitive de

cette affaire a été portée à la connaissance de Sa Majesté l'Empereur, et que Sa Majesté apprendra avec bien du plaisir le résultat de ces négociations.

Mons. le Prince Chancelier m'a donné en même tems, et conformement aux instructions que j'avais réçues antérieurement, l'ordre de faire valoir les titres de la créance de la Maison Impériale provenant des *Luoghi di Monte* de Florence.

Le besoin de justice et la vénération pour les traités de famille stipulés entre ses Augustes Prédécesseurs, dont Son Altesse Impériale Monseigneur le Grànduc, a fait preuve lumineuse aussi par sa recente résolution concernant l'affaire de Schlackenwerth en ordonnant que « la créance residuelle pour les arré- « rages de Salsbourg et les intérêts échus et à échoir soient « calculés comme un à compte de la somme due à S. M. « l'Empereur sur les *Luoghi di Monte* de Florence » Sont des nouveaux témoignages de la haute sagesse, si justement appréciée de Son Altesse Impériale et Royale, qui cherche et trouve sa propre tranquillité dans la certitude, que droit est fait à toutes les reclamations fondées en justice, que rien ne reste à l'obscur ou ajourné, et que les droits et obligations réciproques, principalement dans l'Auguste Maison dont Elle est un des membres si hautement respectés, sont mis en évidence et satisfaits, Son Altesse Impériale étant pénetrée Elle même, que tout ce qui, de ces droits sacrés, démeure en suspens ou en retard, ne manque pas de porter à des prejudices par fois incalculables.

Et comme Son Altesse Impériale et Royale, porte assurement l'espoir et la conviction, que Sa Majesté l'Empereur aura tous les justes égards à tout ce qui peut être agréable et désirable pour un Auguste parent aussi cher, il est de ma plus grande satisfaction de donner par les propositions suivantes, que j'ai reçu l'autorisation et l'ordre de vous présenter, Mon Prince, la preuve convaincante à Son Altesse Impériale et Royale, qu'Elle ne s'est point trompée dans son attente.

Le credit de Sa Majesté l'Empereur contre la Cour Impériale et Royale de Toscane relativement à la dette des *Luo-*

ghi di Monte de Florence est fondé dans le contract, que feu S. M. l'Empereur Leopold II a stipulé le 4 Mai 1791 à Florence avec Son Auguste Fils le Granduc Ferdinand, de glorieuse mémoire, Pere de Son Altesse Impériale Monseigneur le Granduc heureusement régnant.

Dans le prémier article de ce contract, dont j'ai l'honneur de joindre ci-près une copie, le capital de la propriété de Sa Majesté feu l'Empereur Leopold II sur les *Luoghi di Monte Comune* de Florence a été reduit et fixé par une stipulation positive et solemnelle à la somme de scudi 1,113,562. 3. 16. —.

Les 3 p% de rente de ce capital, que feu Sa M. Leopold II s'est réservé à lui et à ses heritiers en cedant à Monseigneur le Granduc Ferdinand tout le credit contre le Mont, savoir 1,391,953. *scudi*, 1. *lire*, 5. *soldi*, montaient à 33,406. *scudi*, 6. *lire* e 2. *soldi* par an, qui furent payés exactement à feu Sa Majesté l'Empereur François même après la mort de l'Empereur Leopold, jusqu'à l'année 1799 inclusivement, par l'entremise du chargé d'affaires d'Autriche à Florence. C'est donc de cette époque, que commencent les arrérages, dont seulement quelques à comptes partiels ont été payés.

Sa Majesté l'Empereur mon Auguste Maître voulant cependant borner ses prétentions a des limites, contre lesquelles on ne saurait avancer aucune exception soutenable, de quelque manière que ce fût, et voulant procéder selon les principes, qui sous le rapport d'équité ne laissent plus rien à désirer, a resolu que toute l'époque écoulée depuis 1799 jusq'à la réintégration de la Maison Grand-Ducale dans la Toscane en 1814; par conséquent aussi l'augmentation du capital par la capitalisation des intérêts, qui avait bien suivant les lois en vigueur sous le Gouvernement d'Etrurie, ne soient point mis en ligne de compte, et même par rapport au tems écoulé depuis le moment de la réintégration Sa Majesté veut condescendre à ce que seulement le jour de la conclusion des actes du congrès de Vienne (savoir le 9 Juin 1815), en vertu desquels la restauration de la Maison Granducale en Toscane fut sanctionnée, soit adopté pour terme, à partir duquel les rentes mention-

nées ci dessus du capital primitif de scudi 1,113,562. 3. 16. —. seront à payer à la caisse privée de Sa Majesté.

En conséquence de cette résolution les arrérages de la rente annuelle stipulée dans la somme de scudi 33,406. 6. 2. —. depuis le 9 Juin 1815, jusqu'à la fin du mois de Décembre 1840 c'est à dire 25 ans, 6 mois et 22 jours, portent en resultat la somme totale de . . . . . Sc. 853,916. 5. 4. –.

De cette somme il faut retrancher

a) un à compte de Sc. 15,000. –. –. –. que feu Monseigneur le Grand-Duc Ferdinand à payés entre les mains de la Mission I. e R. à Florence en 1817.

b) Les 90,481. Fl. 47 $X_{\overline{n}}$ à rembourser au Gouvernement granducal de Toscane suivant la liquidation de l'année 1818 a titre de prestations fournies aux troupes Impériales à leur passage à Naples, et que feu Monseigneur le Granduc a cedés également à Sa Majesté comme un à compte sur le même credit derivant du contrat du 4 Mai 1791. Cette somme monte d'aprés les cal-

Somma e segue. Sc. 15,000. –. –. –. Sc. 853,916. 5. 4. –.

Somma retro. Sc.	15,000. –. –. –. Sc.	853,916. 5. 4. –.
culs faits a Vienne a raison de 2 Flor. 15 ½ Xn. par *scudo*, a *scudi* . . . »	40,065. 5. 2. ½	
reste par conséquent a defalquer en tout.		» 55,065. 5. 2. ½
de sorte que le credit en intérêts montait le 31 Décembre 1840 à la somme de		Sc. 798,851. –. 1. ½

plus les intérêts à décourrir du 1.° Janvier 1841.

Il sera également à deduire de cette somme la creance residuelle de Son Altesse Impériale provenant des arrérages de Salsbourg qui, selon la décision récente de Son Altesse Impériale contenue dans Votre tres-honorée dépêche, Mon Prince, en date du 14 Mars dernier, est à considérer avec les intérêts échus et à échoir comme un à compte sur la somme due à Sa Majesté l'Empereur sur les *Luoghi di Monte* de Florence.

C'est à la somme qui resulte de ces stipulations que Sa Majesté l'Empereur s'est décidé à limiter ses prétentions, dont la liquidité est à jamais établie et consacrée par les stipulations évidentes et positives du contrat mentionné ci dessus.

Par où le droit fait entendre si clairement la voix, l'amour de justice de Son Altesse Impériale et Royale Monseigneur le Grand-Duc, de Son Gouvernement éclairé, et de vous même, Mon Prince, dont j'ai eu des preuves si éclatantes et nombreuses pendant mon honorable mission auprès de Son Altesse Impériale, me defendent de l'appuyer encore des mes paroles, persuadé que je suis, que les ordres de Son Altesse Impéria-

le et Royale à cet égard repondront completement à l'attente de S. M. l'Empereur mon Auguste Maître.

Je saisis avec empressement cette occasion, Mon Prince, pour avoir l'honneur de vous offrir les nouvelles assurances de ma tres-haute considération.

Florence, le 3 Mai 1842.

Signé — REWITZKY.

L'originale esiste nel Protocollo n° 354 del Ministero degli Affari Esteri, anno 1844.

Doc. CXX.

Memoria del cons. Cempini sulle vertenze degli interessi pendenti colla corte d' Austria.

In obbedienza degli ordini di S. A. I. R. il Granduca espressi nel qui unito biglietto della R. Segreteria Intima del primo aprile 1830, il Consiglio si fece un dovere di occuparsi del debito con S. M. Imperiale e Reale Apostolica per dipendenza dei consaputi Luoghi di Monte, e all' appoggio dei documenti allegati nella qui pure annessa Memoria de' 17 settembre di detto anno, e alle relative diplomatiche comunicazioni in vari tempi passate tra le Corti d' Austria e di Toscana, rappresentò alla prelodata I. e R. A. Sua il Granduca essere opportuno, e dell' interesse dello Stato d' invitare S. M. Apostolica:

1. A destinare in Firenze un Commissario per liquidare e definitivamente sistemare col governo toscano le dipendenze relative al credito della prefata M. S. Apostolica, poichè il Ministro Bombelles, al quale ne era stato conferito l' incarico nel 1827, aveva cessato dalle funzioni di Ministro della Corte d' Austria presso la Corte granducale.

2. A consentire che detto Commissario ammettesse in di-

minuzione del capitale del credito di S. M. Apostolica le spese fatte dalla Toscana nell' anno 1800 per l' assedio di Genova da verificarsi e liquidarsi nel modo che fosse giudicato equo e conveniente.

3. A riconoscere che non dovesse essere attesa la capitalizzazione dei frutti decorsi dal 1799 a tutto Decembre 1802 operata sotto il Governo Borbonico, per cui il capitale del credito stabilito nella Convenzione de' 4 Maggio 1791 in scudi 1,113,562 3. 16. veniva elevato a scudi 1,221,576. 6. 7. 1.

4. A tener ferma la disposizione già formalmente manifestata da S. M. Apostolica di ripetere i frutti arretrati a contare soltanto dal primo Maggio 1814, epoca della restaurazione dell' attual Governo toscano, calcolando questi frutti sul capitale di scudi 1,113,562. 3. 16. —., deduzione fatta da Esso dell' importare dell' enunciate spese per l' assedio di Genova.

5. Ad imputare nei frutti arretrati ciò che fosse personalmente dovuto a S. A. I. e R. per la Convenzione de' 28 Ottobre 1808 in seguito della nuova valutazione della Signoria di Schlackenverth.

6. Finalmente a contentarsi che il debito dei frutti arretrati che resultasse dalla definitiva liquidazione e sistemazione, fosse pagato per scudi ottanta fino a centomila subito, ed il rimanente a scudi ventimila l' anno senza corresponsione di frutti, tenute in giorno le annualità decorrende dal primo Gennajo 1831 in futuro.

Nel silenzio della Corte d' Austria sulla dependenza in questione, tali proposizioni non ebbero seguito, e frattanto nell' intervallo si sono raccolte ulteriori notizie sull' esito delle trattative in proposito che ebbero luogo tra il Governo Borbonico, e l' Incaricato di S. M. Apostolica general Colli, e si sono pure verificati i cambiamenti che appresso:

1. Liquidato il credito personale di S. A. I. e Reale il Granduca per dependenza della signoria di Schlackenverth l'importare del medesimo è stato pagato dal tesoro austriaco nella cassa privata di S. M. Apostolica in conto dei frutti arretrati sul credito di Essa per dependenza di Luoghi di Monte, e

così lo Stato di Toscana è divenuto debitore di una somma equivalente verso S. A. I. e Reale il Granduca.

2. S. M. Apostolica ha dichiarato che nella liquidazione dei frutti arretrati sul credito surreferito non debbano tenersi a calcolo i frutti decorsi dal 1799 fino alla conclusione dell' Atto del Congresso di Vienna, in forza del quale la restaurazione della dinastia austriaca in Toscana fu definitivamente sanzionata, e così fino al 9 Giugno 1815.

3. In conseguenza di questa dichiarazione la prelodata M. S. Apostolica è venuta ad ammettere, ed ha esplicitamente ammesso che non debba attendersi la capitalizzazione dei frutti arretrati a tutto Decembre 1802 operata sotto il Governo Borbonico, per cui il credito originario di scudi 1,113,562. 3. 16. –. si era elevato a scudi 1,221,576. 6. 7. 1.

4. Le condizioni della Finanza toscana sono notabilmente variate dopo il 1830 a causa delle spese per le grandiose operazioni nell' intervallo eseguite a pubblico comodo, cosicchè la proposizione relativa al modo del pagamento di che nella Memoria de' 17 Settembre di detto anno, non potrebbe essere attualmente tenuta ferma senza grave sconcerto della Finanza predetta.

5. In fine le ulteriori ricerche fatte negli Archivi della Segreteria degli Affari Esteri hanno portato a conoscere, che sul cadere dell' anno 1807 l' allora Regina Reggente d' Etruria, in seguito delle trattative coll' Incaricato di S. M. Apostolica general Colli propose di stabilire per stralcio in scudi 900,000 il capitale del credito di che si tratta, ferma stante la sua originaria condizione di credito irrepetibile, e ritenuto il frutto alla ragione del tre per cento, e che la Corte d' Austria era disposta ad accettare l' enunciata proposizione, quando per le sopravvenute transazioni politiche la Toscana passò a formar parte dell' Impero francese.

Insiste oggi la Corte d' Austria per la definitiva ultimazione di questa pendenza nei termini espressi, e sulle basi indicate nell' ultima Nota de' 3 Maggio prossimo decorso, cioè di calcolare gl' interessi arretrati in ragione del tre per cento sul

capitale stabilito dalla Convenzione de' 4 Maggio 1791 passata tra S. M. l'Imperatore Leopoldo, e il di lui figlio Ferdinando Terzo, e così sul capitale di scudi 1,113,562. 3. 16. —., e ciò a contare dall'Atto del Congresso di Vienna, cioè dal 9 Giugno 1815, ricusandosi di ammettere qualsiasi riduzione al capitale predetto.

Preso nuovamente in esame questo affare altrettanto importante che delicato, il sottoscritto non può dissimulare che se il Governo toscano, atteso il rifiuto della Corte d'Austria di ammettere a credito della Toscana, e in contrapposizione del credito di S. M. Apostolica per Luoghi di Monte la somma di scudi 675,317 dependentemente dalle spese fatte per le Truppe imperiali nel 1799 e 1800, di che negli Articoli Segreti della Convenzione del primo Maggio 1804 passata tra il Ministro della Regina Reggente d'Etruria, e il Marchese Ghisilieri incaricato dall'Arciduca Ferdinando allora Elettore di Salisburgo, proponesse a S. M. Apostolica, come altre volte ha proposto, e specialmente durante le trattative, delle quali era incaricato il general Colli, di tornare a discutere sopra i titoli affacciati dal Governo Borbonico in contrapposizione del credito dei Luoghi di Monte, mentre confermerebbe la Corte d'Austria nella opinione in cui è che si cerchi di differire per qualunque via il pagamento del debito di che si tratta, incontrerebbe poi l'invincibile ostacolo delle repliche che appresso.

Non potrebbe mai in senso del sottoscritto ragionevolmente impugnarsi, che il credito contro lo Stato in Luoghi di Monte costituisse una proprietà particolare del Granduca Leopoldo: tale era per certo, e tale fu riconosciuta, e dichiarata nell'atto de' 4 Maggio 1791: e neppure potrebbe controvertersi che in vigore di detto Atto questo credito particolare dell'allora imperatore Leopoldo divenisse un credito personale del medesimo contro il Granduca Ferdinando Terzo suo figlio subentrato nei diritti del padre contro lo Stato: ora così essendo, come è certamente, l'enunciata proposizione sarebbe soggetta alla replica decisiva, ed altre volte affacciata, che al

credito particolare di S. M. Apostolica contro il Granduca Ferdinando, suoi Eredi e Successori, non possano di ragione essere contrapposti in linea di compensazione i crediti che lo Stato di Toscana potesse avere contro quello di Austria: È elementare infatti che di compensazione non possa legalmente parlarsi ove non concorra l'estremo del debito e credito tra le persone medesime: S. M. Apostolica avrebbe tutto il diritto d'insistere per il pagamento del suo credito particolare e personale contro il Granduca, lasciando che il Governo toscano eserciti poi i suoi pretesi diritti contro quello d'Austria: più ricorrerebbe anco la regola che non ammette compensazione di un credito certo con un credito incerto e litigioso.

E la stessa replica militerebbe anco nell'ipotesi che si considerasse non avvenuta la Convenzione de' 4 Maggio 1791, poichè ritenuto com'è certamente, che il credito in questione sia un credito particolare di S. M. Apostolica, il Governo Toscano neppure in tale ipotesi avrebbe diritto di contrapporre in linea di compensazione a questo credito particolare i titoli che potesse avere contro la stessa M. S. come capo dello Stato Austriaco: rivestono i Sovrani due distinte rappresentanze, cioè la rappresentanza pubblica, e la rappresentanza privata, nè gl'interessi e i diritti di una rappresentanza possono confondersi e immedesimarsi negl'interessi e diritti dell'altra.

Altronde tra i diversi titoli contrapposti dal Governo Borbonico nel 1803 e 1804, allorchè il credito di che si tratta, veniva reclamato dal Marchese Ghisilieri a nome e per interesse dell'Arciduca Ferdinando allora Elettore di Salisburgo in forza dell'Articolo V del Trattato di Pace fatto in Luneville il 9 Febbrajo 1801, alcuni non potrebbero convenientemente riprodursi dal Governo Granducale, e ad altri osterebbero le dichiarazioni contenute in varie Note comunicate dal Governo Toscano alla Corte d'Austria.

Apparterrebbero alla prima categoria i pretesi titoli di reintegrazione asserti competenti allo Stato per la distrazione dei Beni di Urbino, di quelli di Francia e di Roma, e delle Gioje di Famiglia: Non sarebbe per certo in punto di mas-

sima agevole impresa il sostenere, che per tali distrazioni fatte da Sovrani legittimi ed assoluti, nascesse il diritto di reintegrazione a favor dello Stato: Ma in ogni caso contro chi, e come questo preteso diritto potrebbe mai esercitarsi? Non certamente contro lo Stato austriaco, verso il quale non poteva nascere azione veruna per le operazioni eseguite dai Sovrani di Toscana relativamente ai Beni di questo Stato: E se il Governo granducale si volgesse agli eredi de' Sovrani, che commessero l'enunciate distrazioni, sono facili a prevedersi le immense difficoltà di diritto e di fatto, che verrebbero e potrebbero essere opposte, mentre poi sarebbe anco d'uopo discendere ad obiettive contestazioni, che se la Corte d'Austria era nel caso di tollerarle dal Governo Borbonico, sentirebbe con onta, e con giusta indignazione dal ripristinato Governo granducale.

E della seconda categoria sarebbero le spese fatte nel 1799 per le Truppe austriache nell' interno del Granducato, dopo che nella Nota del Governo toscano dell' 11 Ottobre 1825 fu concordato, che tali spese sarebbero lasciate a carico totale della Toscana, insistendosi solamente perchè fossero considerate, liquidate e tenute a calcolo le spese che ebbero luogo nel 1800 per l'assedio di Genova: Così in fatto fu concluso in detta « Nota: « Per conseguenza S. A. I. e Reale pieno di con« fidenza nella Giustizia di S. M. l'Imperatore e Re spe« ra che sarà ordinato ai Commissari austriaci incaricati « della liquidazione in questione di non occuparsi punto delle « spese fatte per le truppe austriache nel 1799 e 1800 nell'in« terno del Granducato, ma di prendere in considerazione « quelle che hanno avuto luogo nelle dette epoche per l'asse« dio di Genova. »

E per queste considerazioni appunto nelle proposizioni del Consiglio contenute nella citata Memoria de' 17 Settembre 1830 la domanda da avanzarsi a S. M. Apostolica fu ristretta, esclusa qualunque altra contrapposizione, a consentire che il Commissario austriaco da incaricarsi della sistemazione definitiva del credito dei Luoghi di Monte col Governo toscano

potesse ammettere in diminuzione del capitale di detto credito le spese fatte per l' assedio di Genova, da verificarsi e liquidato nel modo che fosse giudicato equo e conveniente.

E tanto meno le contrapposizioni affacciate dal Governo Borbonico, e quella relativa alle spese fatte per le Truppe austriache anco nell' interno della Toscana, potrebbero convenientemente dedursi, dopo che S. M. Apostolica recedendo dalla domanda, nella quale hanno per lungo tempo insistito i suoi Ministri, della somma di scudi 1,221,576. 6. 7. 1. in capitale elevato a tal somma per la capitalizzazione operata sotto il Governo Borbonico dei frutti arretrati a tutto Dicembre 1802, ha dichiarato per mezzo del suo Ministro Plenipotenziario di ritenerlo nella minor somma stabilita dalla Convenzione de' 4 Maggio 1791 in scudi 1,113,562. 3. 16. —. con fissare l' epoca della decorrenza dei frutti al giorno dell' Atto del Congresso di Vienna, e così al 9 Giugno 1815.

Quindi sarebbe in senso del sottoscritto manifesto, che niun altro titolo potrebbe oggi convenientemente riproporsi nell' interesse del Governo toscano che quello del credito per le spese dell' assedio di Genova, sul fondamento accennato nella citata Nota dell' 11 Ottobre 1825, e più latamente sviluppato nella Memoria de' 17 Settembre 1830 : E rispetto a questo titolo, per evitare l' obietto della non ammissibilità della compensazione di un debito dello Stato austriaco col credito particolare di S. M. Apostolica contro S. A. I. e Reale il Granduca, sarà indispensabile di ricorrere alla dichiarazione della prelodata M. S. de' 29 Decembre 1804.

Ma poichè è da temersi e credersi fondatamente, che la Corte di Austria tornerebbe ad opporvisi virilmente, se questo titolo fosse riprodotto in linea di stretta Giustizia, e isolatamente da ogni altra considerazione, parrebbe al sottoscritto, che per tentare di ottenere se sia possibile in vista del titolo stesso una qualche riduzione sul capitale di scudi 1,113,562. 3. 16. —. e conseguentemente sul cumulo dei frutti arretrati, senza andare incontro al pericolo d' indisporre maggiormente la Corte d' Austria già dolente dei ritardi frapposti all' ultimazione di

questa pendenza', mentre deve importare al Governo toscano di averla benigna per le facilitazioni e comporti che sarà in caso di domandarle allorchè si parlerà del modo del pagamento di detti frutti arretrati, fosse espediente e di maggiore interesse del Governo toscano di mostrarsi sollecito della sistemazione dell' affare di che si tratta, riproducendo l' enunciato titolo delle spese dell' assedio di Genova, e connettendo questo titolo alla trattativa del general Colli, dalla quale emerse la proposizione di ridurre il credito in Luoghi di Monte a scudi 900,000, e alla disposizione in cui era l' Augusto Genitore di S. M. Apostolica di accettarla con raccomandare la valutazione di tali deduzioni anco in senso equitativo all' animo giusto e benevolo della prelodata M. S. per le seguenti considerazioni:

1. Che l' Augusto Suo Genitore emesse la formale dichiarazione che avrebbe aderito agli Articoli Segreti della Convenzione del primo Maggio 1804; e così alla contrapposizione del credito dello Stato di Toscana dependentemente dalle spese fatte per le Truppe austriache nel 1799, semprechè fossero le relative somministrazioni legalmente giustificate, e che i Generali austriaci avessero formalmente promesso di eseguirne il pagamento.

2. Che con l' enunciata dichiarazione il prelodato Augusto Genitore di S. M. Apostolica recedè in massima relativamente al credito della Toscana per le spese militari dal principio della non ammissibilità della compensazione fra il suo credito particolare contro il Granduca Ferdinando, e suoi Eredi, di che nella Convenzione de' 4 Maggio 1791, col debito della Finanza austriaca verso lo Stato di Toscana per dependenza delle spese militari predette.

3. Che esiste una sostanziale differenza fra le spese fatte nel 1799 per le Truppe imperiali stanziate nell' interno della Toscana, e quelle fatte nel 1800 per l' approvvisionamento di dette Truppe sotto Genova; poichè quanto alle prime si trattava di spese dependenti da somministrazioni e forniture a un corpo di armata, che aveva occupata la Toscana per li-

berarla da una dominazione straniera, e la teneva per difenderla da nuove nemiche incursioni, e così per un oggetto riguardante direttamente ed esclusivamente questo paese; laddove le seconde si referivano ad un' operazione militare fuori del territorio toscano, non intrapresa, nè eseguita per la difesa locale del paese stesso, e nel diretto ed esclusivo interesse del medesimo.

4. Che questa differenza, resa manifesta dal diverso oggetto delle operazioni che motivarono le spese suddette, fu rimarcata e sentita anco dal General Colli nella sua Nota de'13 Maggio 1806, e dal Ministro Appony nella Nota de' 9 Novembre 1816.

5. Che in conseguenza le spese per l' approvvisionamento dell' assedio di Genova, referendosi ad una operazione militare non intrapresa, nè eseguita esclusivamente e principalmente per la difesa locale della Toscana, formano per la medesima un titolo di reintegrazione e di rimborso contro il Governo che le ordinò, e per conto del quale furono eseguite anco indipendentemente da ogni preventiva promessa di pagamento.

6. Che ad escludere questa conclusione fondata nei più ovvj principj di diritto non basta quel qualunque interesse che potesse avere la Toscana nell' occupazione di Genova, poichè questo interesse non potrebbe riguardarsi che come indiretto, incidente e consequenziale, e perciò incapace di togliere alla medesima il titolo, che anco indipendentemente da ogni preventiva promessa di pagamento, gli compete per ottenere il rimborso delle spese risentite per una causa non propria.

7. Che pertanto la condizione della promessa formale di pagamento, cui fu alligata la dichiarazione di S. M. Apostolica, non potè investire, nè investiva di fatto che le spese sofferte per le Truppe austriache nell'interno della Toscana nel 1799, siccome chiaramente apparisce dal tenore della comunicazione del Marchese Ghisilieri de' 9 Dicembre 1804.

8. Che le eccezioni affacciate dalla Corte d' Austria per mezzo de' suoi Ministri, non esclusa quella in cui hanno essi sempre insistito di avere il Granduca Ferdinando Terzo rico-

nosciuti con gli Editti dell' 11 Gennajo 1800 come debito della Toscana i crediti delle Comunità dependenti dalle spese militari, quanto potevano essere applicabili alle spese delle somministrazioni nell' interno della Toscana fatte nel 1799, altrettanto erano inammissibili rispetto alle spese per l' approvvisionamento dell' assedio di Genova, non contemplate per certo negli Editti del Granduca Ferdinando Terzo delli 11 Gennajo 1800, e che fornivano al Governo toscano un titolo di rimborso indipendentemente da ogni preventiva promessa di pagamento.

9. Che nella trattativa per l' aggiustamento di questa pendenza commessa al General Colli, S. M. Apostolica tenne fermo il già ammesso principio della contrapposizione del credito per le spese militari al debito in Luoghi di Monte, ed emerse la proposizione di ultimare l' affare per stralcio: Che il General Colli nell' interesse della Corte d' Austria insisteva per limitare la riduzione del credito in Luoghi di Monte in vista delle dedotte contrapposizioni ad un milione di scudi: Che la Regina Reggente offriva di contentarsi della riduzione del credito in Luoghi di Monte a scudi 900,000: E che S. M. Apostolica era disposta ad accettare, che a tal somma fosse ridotto il capitale in Luoghi di Monte, quando per le sopravvenute transazioni politiche la Toscana passò a formar parte dell' Impero francese.

10. Che contestata dopo la reintegrazione del Governo Granducale la trattativa del Colli, e la disposizione in cui era S. M. Apostolica di accettare l' emersane proposizione di ridurre il credito di Luoghi di Monte a scudi 900,000, i Ministri della M. S. senza contrastare, anzi ammettendo la sussistenza di questi fatti, hanno soltanto replicato, che le adesioni di S. M. alle reclamate contrapposizioni erano da riguardarsi per un effetto forzato d' imperiose circostanze, e non potevano perciò in verun conto essere apprezzate e valutate dopo il ritorno del Granduca Ferdinando Terzo al Governo della Toscana.

11. Che tenuto fermo questo principio ne verrebbe la

inammissibile, e per il Governo Granducale penosissima conseguenza, che la Toscana dopo avere avuto la sorte di tornare sotto il felice dominio del suo naturale Sovrano, sarebbe trattata per parte della Corte d' Austria con maggior rigore di quello che avrebbe da essa incontrato continuando a rimanere sotto il dominio di un Governo straniero.

12. Che comunque S. A. I. e Reale veda posto al coperto, in qualunque ipotesi il suo interesse personale, poichè quanto per dependenza dei Luoghi di Monte sarà riconosciuto doversi da essa alla Corte d' Austria in virtù della Convenzione de' 4 Maggio 1791, altrettanto la medesima avrà diritto di conseguire dallo Stato toscano; nondimeno sente il debito in cui è di far valere i diritti della Toscana, e di ciò vivamente penetrato non può non insistere con piena fiducia affinchè S. M. Apostolica voglia apprezzare il complesso di tali considerazioni, e dare alle medesime quel valore di cui le giudicherà meritevoli anco in linea di pura equità per una qualche riduzione sul capitale di scudi 1,113,562. 3. 16. —. in vista delle spese fatte dalla Toscana per l' assedio di Genova, e della disposizione non impugnata dell' Augusto di lui Genitore di accettare la proposizione emersa dalla trattativa del General Colli nel 1807, e ciò tanto più che nel 1827 S. M. Apostolica consentì di entrare in nuove trattative sull' affare in questione, incaricando delle medesime il suo Ministro Bombelles, ciò che è un nuovo riscontro che la prefata M. S. Apostolica era costantemente inclinata a facilitare in vantaggio di un paese esemplarmente affezionato alla Dinastia Austriaca com' è la Toscana.

Che se potesse credersi che tali considerazioni non saranno valevoli per ottenere un utile resultato nel senso di una riduzione sul capitale di scudi 1,113,562. 3. 16. —., inallora potrebbero farsi valere, per tentare almeno di conseguire una riduzione sopra l' importare degl' interessi che resulteranno dalla relativa liquidazione da eseguirsi nel sistema voluto dalla Corte d' Austria, come dalla recente Nota de' 3 Maggio prossimo decorso, aggiungendo il riflesso dell' enormità del peso

che ricade sulla Finanza toscana per il cumulo dei frutti decorsi nello spazio di circa anni vent' otto, circostanza che potrebbe muovere l' animo benigno di S. M. Apostolica ad essere almeno in questo aspetto condescendente verso un paese felicitato dalla Dinastia Austriaca, ed attualmente governato da un Sovrano che si reca a gloria di appartenere alla medesima.

Fin qui della causa dello Stato: È per altro doveroso e giusto che il Consiglio rivolga le sue considerazioni alla causa particolare di S. A. I. e Reale il Granduca: In una Nota comunicata dal Governo toscano al Ministro Austriaco ne' 5 Giugno 1819 fu avvertito, che essendo il Granduca Ferdinando Terzo uno degli eredi dell' Imperator Leopoldo, era evidente che ai termini della Convenzione de' 4 Maggio 1791, una parte del capitale di scudi 1,113,562. 3. 16. — era divenuta proprietà del medesimo a datare dalla morte del suo Augusto Padre: Nelle carte comunicate dal Dipartimento Estero, il sottoscritto non ha trovato che il Governo Austriaco abbia dato riscontro di detta Nota, o fatte osservazioni sul tenore di essa: Solamente nel *Memorandum* confidenzialmente passato al sottoscritto dal Segretario di Legazione si sostiene, che l' erede di Ferdinando Terzo non ha diritto a partecipare del credito di che si tratta, per le ragioni del di lui genitore: l' insussistenza e futilità dei motivi a questo effetto dedotti nel citato *Memorandum*, è in senso del sottoscritto così manifesta da non esservi bisogno di trattenersi a dimostrarla: Bensì è d' uopo che il Consiglio si fermi ad esaminare se convenga riunire o no il reclamo personale di S. A. I. e Reale il Granduca della proprietà di una parte dell' enunciato capitale, per le ragioni del di lui Genitore, come uno degli eredi dell' Imperator Leopoldo, agli ufficj da farsi nel senso delle sopra espresse considerazioni, o altrimenti per ottenere una riduzione sul capitale medesimo a benefizio dello Stato.

E a questo effetto è d' uopo aver riflesso alla circostanza, che il reclamo personale, che affacciasse S. A. I. e Reale il Granduca per le ragioni del Padre, come uno degli eredi del-

l' Imperator Leopoldo, sembra implicare una qualche contradizione con le domande, che l' I. e R. A. Sua avanzasse come Capo dello Stato nell' interesse di esso, poichè mentre queste presuppongono sostanzialmente l' esclusiva pertinenza del credito di che si tratta in S. M. Apostolica, il reclamo personale di S. A. I. e Reale all' incontro presuppone che il credito stesso passasse nei figli dell' Imperator Leopoldo come eredi del Padre; e cosicchè avuto riguardo al numero dei figli lasciati dal suddetto Imperator Leopoldo non ne appartenga a S. M. Apostolica che una quota certamente, e di gran lunga inferiore al credito delle spese militari di che negli Articoli Segreti della Convenzione del primo Maggio 1814.

Altronde non parrebbe che i diritti personali del Granduca potessero rimaner pregiudicati dal soprassedere a reclamarli fino all' esito degli ufficj da farsi come sopra per interesse dello Stato.

Li 11 Aprile 1843.

Firmato — F. CEMPINI.

Esiste insieme con le congeneri carte nel Ministero delle relazioni straniere.

Doc. CXXI.

Memorandum *trasmesso dalla Legazione Austriaca al Governo toscano sulla controversia de'* Luoghi di Monte.

Lo scopo del presente *Memorandum* è di mettere in chiaro giorno tutti i punti più importauti della vertenza risguardante il credito di Sua Maestà l' Imperatore d' Austria contro Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, proveniente dal Banco detto *Monte Comune* di Firenze, dietro i dati precisi attinti nella reciproca corrispondenza dei due Go-

verni e negli atti esistenti, e di prevenire, coll' addurre una ad una tutte le confutazioni date dall' I. e R. Gabinetto alle diverse contropretese sinquì sostenute dal Ministero toscano, possibilmente in caso, che queste contropretese vengano di bel nuovo affacciate.

L' esposizione delle verità, di cui abbondano le confutazioni, sarà semplice; non si voleva a bella posta ricorrere, nè si aveva bisogno di ciò, alle risorse di una eloquenza brillante. Importava di ridurre una questione, sfigurata da tante controversie ed alterata dal corso di tante vicende politiche, alla sua semplicità originale, dal cui solo aspetto l' occhio imparziale deve necessariamente essere colpito.

Chi avrà percorso con attenzione questo *Memorandum* converrà della vera difficoltà, che si oppone al pagamento degli interessi dovuti. Corsero tanti anni che questi non sono stati soddisfatti; la somma per verità non è lieve. Ma deve perciò il proprietario di un capitale perdere i frutti del medesimo per la sola ragione, ch' egli ha usato dei riguardi amichevoli verso il debitore? E non è, nel caso presente, come si vedrà, già grande assai la perdita, che l' Imperatore si è imposto spontaneamente rinunziando ad una rendita di molti anni?

Non è arroganza il pretendere, che qualunque eccezione che si volesse opporre alla giusta pretesa dell' I. e R. Casa d' Austria basata sul credito in questione, non potrebbe sostenersi in faccia alla giustizia: gli argomenti che verranno esposti lo proveranno a sazietà.

Il voler cercare in via di espedienti, di scavare nuove e già combattute difficoltà, unicamente per dilazionare l' epoca del pagamento, è certamente lontano dal pensiero di un Governo tanto illuminato e tanto giusto qual è il Governo toscano, la cui azione è la piena espressione di un coscienzioso, savio e paterno Sovrano, di cui la venerazione per i trattati dei Suoi Augusti Antenati, l' amore ed il desio della giustizia forniscono ogni giorno nuovi esempj di giustissima ammirazione. E precisamente questi venerandi sentimenti esigono imperiosamen-

te, che l'affare del debito del Monte Comune sia esposto agli Suoi occhi nella sua vera ed originale semplicità, riducendo al loro vero ed imparziale merito le contropretese sinora poste in essere.

Così, e non altrimenti il riconoscimento dei diritti sacri di S. M. l' Imperatore non rimarrà più a lungo sospeso e ritardato; così e non altrimenti si impedirà l' ingrandimento maggiore di un debito che naturalmente deve aggravare ogni giorno di più il debitore.

Allorchè nell' anno 1788 si trattava di sollevare le Finanze della Toscana dal peso del debito pubblico, il quale per il pagamento di grandi interessi aggravava lo Stato, il Granduca, indi Imperatore Leopoldo II, di gloriosa memoria, si risolse nel 1789 di fare — mediante suo patrimonio personale tanto esistente in Toscana che a Vienna — in forma d' acquisti in proprio di Luoghi ed azioni del Banco di Firenze, detto *Monte Comune*, a questo Banco un imprestito di 1,391,953. scudi, 1. lira, 5. soldi, pagabili in tre rate consecutive.

Asceso al trono imperiale nell' anno 1791, e ristabilita la secondogenitura del Granducato di Toscana in favore del suo figlio l'Arciduca Ferdinando, l' Imperatore Leopoldo, mediante la Convenzione firmata in Firenze in data 4 Maggio 1791 gli cedè i suoi diritti su questo capitale sotto le seguenti condizioni e stipulazioni, cioè:

1.° « Che il prezzo dell' anzidetta cessione deva essere e « sia realmente nella somma di 1,113,562. scudi, 3. lire, 16. sol- « di, stante il difalco del 20 p.%, che sul totale del suddetto « credito venne accordato a S. A. I. Cessionaria, e che il « Granduca *Ferdinando ed i suoi successori devano rimanere « debitori di questo prezzo verso S. M. l' Imperatore ed i suoi « successori*;

2.° « Che il R. Cessionario e suoi non possano mai essere « costretti al pagamento del prezzo di questo capitale nè di « veruna parte di esso; Al contrario però

3.° « È in piena libertà del Cessionario e suoi di pagare

« ogni qual volta gli *piaccia il tutto o parte* del capitale, ma « non meno di 30,000 scudi per volta ;

4.° « Che dal 1 Maggio 1791 S. A. I. il Granduca sia « tenuto a far pagare annualmcnte, ed ogni tre mesi la rata, « a S. M. l' Imperatore i frutti ricompensativi, che a ragion « del 3 p.% decorreranno sulle somme risolute di detto prez- « zo come sopra risiduato e ridotto ; finalmente

5.° « Che debbano essere a carico del R. Cessionario « tutti i casi e contingenze, senza che l' Imperatore ed i suoi « eredi e successori *possano mai, in qualunque caso, nè per « qualsivoglia titolo restar tenuti a veruna specie di evizione, « deperizione ed inesigibilità* ec. ec., a riserva soltanto di quella « che accader potesse per dato e fatto dell' Imperatore ed i « suoi successori. »

In ordine alla legge del Governo di Etruria in data 11 Agosto 1802 vennero gl' interessi del 3 p.% di questo capitale, arretrati fino al 31 Dicembre 1802, aggiunti al capitale nella somma di 108,014 scudi, 2 lire, 11 soldi, 1 denaro ; dimodochè dal 1.° Gennajo 1803 gli interessi erano decorribili per l' intera somma di 1,221,576 scudi, 6 lire, 7 soldi, 1 denaro.

Frattanto, ed in seguito del trattato di pace di Luneville in data 9 Febbrajo 1801, il Granducato di Toscana venne ceduto all' Infante Duca di Parma. L' articolo 5. del trattato medesimo riconobbe al già Granduca di Toscana, allora Principe Elettore di Salisburgo, il diritto di disporre liberamente e secondo la piena sua volontà di tutti i beni particolari ed altre proprietà da lui possedute nella Toscana, sia a titolo di acquisizione, sia a quello di successione dopo suo Padre il Granduca Leopoldo, o suo figlio Francesco I (Imperatore).

Il Marchese Ghisilieri fu nominato da S. M. l'Imperatore Francesco (Zio di S. A. I. e R. il Granduca attualmente regnante) per negoziare in nome ed in vantaggio di S. A. I. l'Elettore di Salisburgo verso la Corte d' Etruria l' esatta esecuzione ed osservazione dell' art. 5.° del trattato di Luneville, ed assestare questa pendenza, allontanando possibilmente tutti gli ostacoli. La liquidazione del credito contro il Monte Co-

mune formava uno degli oggetti più importanti di questa negoziazione, egualmente importante per l'interesse del Principe Elettore di Salisburgo come creditore del Granducato di Toscana, che per S. M. l'Imperatore come creditore del suo fratello, Elettore di Salisburgo, sempre per uno e medesimo capitale.

Questa negoziazione, condotta per parte ed in nome di S. A. I. l'Elettore di Salisburgo dal suddetto March. Ghisilieri, e per parte della Reggente d'Etruria dal Cav. Mozzi suo Ministro degli Affari Esteri, principiò nel mese di Novembre 1803. La Corte d'Etruria riconobbe in tutta la sua estensione la validità e la legalità del credito che l'Elettore di Salisburgo pretendeva in base dell'art. 5.° del summentovato trattato di Luneville. Essa affacciò però alcune contropretenzioni, le quali somministrarono argomenti di contestazione per molti mesi; sicchè soltanto nel giorno 1.° Maggio 1804 venne conchiusa (*sub sperati*) tra il Marchese Ghisilieri ed il Cavalier Mozzi una Convenzione, la quale però non è stata mai ratificata dall'Austria, perchè la condizione, dalla quale doveva dipendere una tale ratifica, non si è potuta mai adempire, come si dimostrerà in seguito. Risulta però dal tenore di questa Convenzione, che il Governo d'Etruria rinunziava da per sè ad alcune contropretenzioni intorno alle quali parleremo pure successivamente.

Il Marchese Ghisilieri fu richiamato, e la negoziazione ulteriore affidata al Sig. Bar. Colli inviato d'Austria presso la Corte d'Etruria, la quale durò fino al mese d'ottobre 1807. Intanto gl'interessi del 3 p.% del capitale di 1,221,576 scudi, 6 lire, 7 soldi, 1 denaro furono pagati sino a tutto aprile 1804. Verso la fine della negoziazione del Bar. Colli, la Corte d'Etruria si era dimostrata più pieghevole, e non si era molto lontano dal prestar orecchio alle sue proposizioni, in vista delle circostanze imperiose di quel tempo, allorchè sopraggiunse l'incorporazione della Toscana all'Impero francese, e con essa fu tosto troncata ogni altra trattativa.

Ripristinato nel 1814 S. A. I. e R. il Granduca Ferdi-

nando nel Granducato di Toscana, in seguito della guerra vittoriosa contro la Francia, l' I. R. Corte di Vienna ordinò alla sua missione a Firenze nell' ottobre 1814 di ripetere presso il Ministero toscano gl' interessi del summentovato capitale. La prima risposta del Ministero granducale, rimessa alla Missione nel 22 dicembre 1814, oltre un breve racconto, alquanto incompleto, sull' andamento di questo affare ed il suo stato d'allora, accennava soltanto:

« Che S. M. l' Imperatore e l' Augusto suo fratello Arci-
« duca Ferdinando inviavano, dopo il passaggio della Toscana
« ad una branca Borbonica, un loro Commissario nella persona
« del March. Ghisilieri alla Corte d' Etruria per l' esecuzione
« dell' art. 5.° del trattato di Luneville, riguardo ai beni allo-
« diali dell' allora Elettore di Salisburgo;

« Che fra i titoli contrapposti a questo Commissario v'era
« una tal partita di spese pel mantenimento delle imperiali
« truppe austriache nel 1799 e 1800 calcolate a 675,317 scu-
« di, del rimborso dei quali il March. Ghisilieri era conve-
« nuto;

« Che una Convenzione era stata conchiusa *ad hoc* nel 1
« Maggio 1804, ove in un articolo segreto era fissato che si
« doveva devenire alla liquidazione delle medesime spese;

« Che l' Austria dimandava l' esibizione dei documenti
« giustificanti queste spese, che finalmente era stata proposta
« più tardi dalla Commissione d' allora, di concerto col Bar.
« Colli, una riduzione del capitale alla somma di 900,000
« scudi;

« Si accennano pure i titoli che la Toscana potrebbe af-
« facciare derivanti dalla vendita dei Beni d' Urbino, fatta da
« Francesco I per la somma di 550,000 scudi, e delle Gioje
« trasportate a Vienna;

« Si osserva ancora, che si supponeva, che un patto di
« famiglia dovesse sussistere tra S. M. l' Imperator France-
« sco e S. A. I. il Granduca suo augusto fratello, il qual
« patto dovesse contenere delle stipulazioni più precise sull'af-
« fare del *Monte Comune.*

A questa risposta succedette, dietro replicate dimande, un'altra nota del Ministero granducale in data 20 Febbrajo 1815, colla quale vennero emesse circostanziatamente le massime ed opinioni del Ministero intorno a questo affare. Il ragionamento di S. E. il Conte Fossombroni era così concepito:

« Egli è fuori di dubbio, che S. M. l' Imperator Leopoldo « II cedette il 4 Maggio 1791 al suo augusto figlio Ferdinan- « do III i crediti fissati per transazione alla somma di 1,221,576 « scudi, 6. lire, 7 soldi, 1 dan. Il Granduca riconobbe questa « somma come faciente parte dei beni allodiali, particolari e « personali del suo Genitore, e si obbligò a tenerla, sotto ga- « ranzia, accesa in parte sull' Amministrazione delle RR. Pos- « sessioni, in parte sul Monte Comune, e di pagarne trime- « stralmente gli interessi ch' egli stesso ne ritirò a ragione « del 3 p.% annui. S. A. I. e R., che aveva un fondo di « una rendita eguale in Toscana, corrispose religiosamente al « suo impegno sino all' anno 1799, quando fu costretto di la- « sciar la Toscana. L' Imperator Leopoldo morì nel 1792. Il « patto di famiglia, che doveva essere stato conchiuso tra i « suoi augusti figli, pare essere stato smarrito in forza dei « disordini sopravvenuti posteriormente in questo paese; que- « sto documento è necessario nel caso ch' egli avesse dei rap- « porti coll' eredità personale dell' Imperator Leopoldo, e si « desidera di averne una copia da Vienna. S. A. I. e R. es- « sendo stata spogliata nell' anno 1799 dei suoi Stati, dei « suoi beni ereditarj e perfino dei suoi beni mobiliari, egli « si trovò sciolto del suo debito verso il successore dell' Im- « perator Leopoldo, perchè S. A. I. e R. veniva di perdere « i fondi sui quali era correspettivamente basato il contratto « di cessione, tanto per il capitale quanto per gli interessi. « Dalle trattative dei Ministri e Commissarj di S. M. man- « dati in seguito in Toscana per ottenere dalla Corte d' Etru- « ria l' esecuzione dell' art. 5.° del trattato di Luneville, ri- « sulta, che Sua Maestà si è appropriata l' attivo e il pas- « sivo relativamente al Monte Comune, esonerandone intera- « mente il Granduca, e che Sua Maestà aveva annuito a di-

« verse contropretenzioni o compensazioni proposte da quella « Corte.

« Quando la Toscana veniva incorporata colla Francia, « questa potenza si addossava il debito della prima, scioglien- « do la Banca pubblica, *Monte Comune*. Risulta da queste « considerazioni, che il capitale in questione dev' essere prima « di tutto determinato e liquidato mediante dei concerti ami- « chevoli; che tutti gli interessi arretrati sino all' epoca del « felice ritorno del Granduca nei suoi Stati, sieno da ripetersi « dalla Francia, la quale godeva i frutti del capitale.

« Lo scopo delle negoziazioni del March. Ghisilieri e del « Bar. Colli era di effettuare la liquidazione del capitale in « questione. O il risultato delle loro trattative è stato accet- « tato o no; nel primo caso, la liquidazione del capitale ha « avuto luogo, ed il medesimo è stato fissato alla somma di « scudi 900,000, sulla quale bisognava calcolare gli interessi « arretrati; nel secondo caso, si deve procedere alla liquida- « zione.

« Incombe al Granduca di pagare gli interessi del capi- « tale in tal guisa liquidato dal 1 Maggio (1814). »

Questa Nota termina con un quadro dello Stato del Granducato che non permetteva di assumere nuovi aggravj.

Il richiamo del Ministro Conte di Buol-Schavenstein, e la guerra contro Murat fecero sospendere allora le trattative. Il successore del primo, Conte Appony, ne riprese il filo rimettendo al Sig. Conte Fossombroni due Note in data 30 Dicembre 1815 e del 29 Luglio 1816. Dall' erronea interpretazione di una di queste nacque un equivoco rettificato poscia dal Sig. Conte Appony. All' occasione che la Corte di Toscana offriva un conto di 15,000 scudi per interessi arretrati, S. E. D. Neri Corsini nella sua Nota in data 5 Novembre 1816, entrò in materia sul merito della questione. Egli dice in sostanza:

« Che dalla Nota in data 20 Dicembre 1804 del March. « Ghisilieri munito di pienipoteri di S. M. l' Imperatore, come « pure di S. A. I. e R. il Granduca per le negoziazioni di « quell' anno, constava, che in virtù della Convenzione del 1

« Maggio 1804, fatta dal March. Ghisilieri colla Corte d'Etru-
« ria, e dell'*articolo segreto* di questa Convenzione, la Corte
« di Vienna aveva riconosciuto in massima, che il credito
« proveniente dai Luoghi di Monte doveva essere ridotto con
« difalco delle spese di guerra dovute alla Toscana per gli
« anni 1799 e 1800, che questa stipulazione doveva essere
« seguita dalla verificazione dei documenti atti e giustifiare le
« spese in questione, la quale operazione non potè però aver
« luogo stante i cambiamenti sopraggiunti, che per accelerare
« la marcia della negoziazione riaperta dal Conte Appony era
« necessario di raccogliere tutti i documenti necessarj per la
« suddetta verificazione, ciocchè andavasi a fare senza in-
« dugio.

« Che S. A. I. il Granduca bramava di essere informato
« dello stato della liquidazione del suo credito basato sulla
« Convenzione in data 28 Giugno 1814, relativamente alla
« cessione del Granducato di Würzburg alla Baviera; poten-
« do questo credito far parte negli accomodamenti proposti.

« Che il credito proveniente dalla Convenzione in data di
« Würzburg 25 Ottobre 1808, relativamente alla compensa-
« zione dei 500,000 fiorini, poteva essere egualmente un og-
« getto da comprendersi in questa negoziazione. »

L'incaricato di Toscana a Vienna presentò a S. A. il Sig. Principe di Metternich una Nota in data 12 Maggio 1817 nella quale, appoggiandosi sulla convenzione del 1 Maggio 1804, egli cercava di far valere la contropretenzione relativamente al mantenimento delle Truppe austriache negli anni 1799 e 1800, e proponeva la nomina di Plenipotenziario austriaco per trattare colla Toscana sulla verifica dei titoli in appoggio di questa partecipazione.

Venne poi rimessa in data 27 Febbrajo 1819 una nuova Nota verbale del Ministero granducale alla Legazione d'Austria in Firenze, proponendo le vie compensative per pareggiare le già espresse contropretese e ridurre il capitale. Questa Nota non aggiunse nulla di nuovo alle Note precedenti.

Finalmente comparve la Nota verbale del Ministro gran-

ducale del 5 Giugno del medesimo anno, e in questa si parlò per la prima volta dei diritti del Granduca di Toscana in qualità d'Erede di Suo Padre sul credito proveniente dal Monte Comune. Oltre la ricapitolazione delle altre già conosciute contrapretese, ivi si osserva, che le Note ufficiali del Marh. Ghisilieri e del Bar. Colli in data 20 Dicembre 1804, e del 29 Giugno 1806, avevano annunziato, che la Corte di Vienna era nella determinazione di ratificare la Convenzione del 4 Maggio 1804, senza liquidazione degli articoli componenti il credito (della Toscana).

Riepilogando dunque tutte le eccezioni e contrapretese della Toscana avanzate dall'anno 1814 a questa parte, esse abbracciano i seguenti oggetti:

I. Si pretende, che un patto di famiglia fosse stato conchiuso tra S. M. l'Imperatore Francesco e S. A. I. e R. il Granduca Ferdinando riguardo all'eredità personale di S. M. l'Imperatore Leopoldo; e si suppone, che questo patto potesse esistere a Vienna e contenere delle stipulazioni favorevoli per la Corte di Toscana, rapporto al debito proveniente dal Monte Comune, per cui se ne desidera una copia.

II. Si pretende, che S. A. I. il Granduca Ferdinando, avendo perduto la Toscana, era per questo atto sciolto dal suo debito verso la Casa Imperiale, e che risulti dalle trattative colla Corte d'Etruria, che S. M. l'Imperatore si sia appropriato l'attivo ed il passivo relativamente al Monte Comune, esonerandone il Granduca di Toscana, ed annuendo a diverse contrapretese e compensazioni contrapposte da quel Governo, in seguito delle quali si sarebbe ridotto il credito alla somma di 900,000 scudi.

III. Si accenna, che la Toscana possa aver dei diritti contro la Casa d'Austria, derivanti dalla vendita dei Beni d'Urbino fatta dall'Imperatore Francesco I, e dalle Gioie trasportate a Vienna.

IV. Si contrappone il credito della Toscana, basato sulla Convenzione in data di Würzburg 25 Ottobre 1808 relativamente ad una compensazione di 500,000 fiorini in beni fondi, confor-

me agli articoli 1° e 2° della medesima Convenzione, a conto dei quali S. A. I. e R. ebbe già la Signoria di Schlackenwerth.

V. Si contrappone il credito della Toscana, basato sulla Convenzione del 28 Giugno 1814 relativamente alla cessione del Granducato di Würzburg alla Baviera.

VI. Si pretende l' abbuono delle spese per il mantenimento delle Truppe austriache durante il loro soggiorno in Toscana nel 1799, e durante l' assedio di Genova nel 1800.

VII. Si pretende, che qualora il risultato delle trattative del March. Ghisilieri e del Bar. Colli non è stato accettato, si deva procedere ad una nuova liquidazione del capitale dovuto all' I. e R. Casa d' Austria.

VIII. Si pretende, che tutti gl' interessi arretrati sino al ritorno del Granduca nei suoi Stati sieno ripetuti dalla Francia, la quale godeva per quel tempo i frutti del capitale.

IX. Si pretende finalmente ancora, che all' A. I. e R. il Granduca Ferdinando, nella sua qualità d' erede dell' Imperatore Leopoldo, spettasse una parte del capitale in questione passata in sua proprietà sino dal giorno della morte del Padre.

Queste sono nel loro insieme tutte le contropretese fatte per il passato dall' I. e R. Corte di Toscana. Benchè alcune di esse sieno state lasciate da parte nelle ultime Note verbali del suo Ministero, ciò nonostante per rendere completo il quadro delle contropretese e delle confutazioni, esse vanno trattate in questo scritto.

Le ragioni, che sino dal principio della ripresa delle trattative col Ministero toscano si sono sempre opposte a queste contrapretese, e che sembrano essere all' occhio imparziale di tal forza e così chiaramente convincenti, che si dovrebbe credere immantinente un ritorno alla primitiva semplicità della questione da parte della Toscana, sono le seguenti:

Ad I.mum Colla Nota firmata da S. E. Conte Fossombroni in data 20 febbrajo 1815, rimessa al Sig. Conte di Buol-Schavenstein, il Ministero granducale dichiarò, come si è già detto più sopra, « ch' egli era fuor di dubbio che S. M. l' Impera-

« tore Leopoldo ha ceduto nel 4 Maggio 1791 al suo augusto « figlio Ferdinando III Granduca di Toscana i crediti fissati per « transazione alla somma di 1,221,576 scudi, 6 lire, 7 soldi, 1 de- « naro; che il Granduca ha riconosciuta questa somma come fa- « ciente una porzione dei beni allodiali particolari e personali del- « l'augusto suo Padre, e si obbligava a ritenerla sotto garanzia « accesa in parte sull'amministrazione delle *Possessioni*, in parte « sul *Monte Comune*, e di somministrare ogni trimestre gli « interessi, ch'egli medesimo ne aveva ritirati a ragione del « 3 p.% all'anno; che S. A. I. il Granduca, che aveva un « fondo di rendite equivalenti in Toscana, soddisfece *religiosa-* « *mente* al suo impegno fino all'anno 1799, epoca alla quale « egli fu costretto di partir dalla Toscana. »

L'Imperator Leopoldo morì nell'anno 1792; l'anno dopo la cessione dei Luoghi di Monte. Per *otto o nove anni consecutivi* il Granduca Ferdinando *corrispose religiosamente gl' interessi* fissati col trattato della cessione senza fare il menomo ostacolo. Se, come si vuole supporre, un patto di famiglia tra i due augusti fratelli, l'Imperator Francesco ed il Granduca Ferdinando, fosse stato eretto intorno all'eredità del loro augusto Genitore, due sono i casi possibili riguardo all'epoca in cui un tal patto poteva aver vita, vale a dire, *prima* della partenza del Granduca nel 1799, o *dopo* la sua partenza.

Nel primo caso, chi vorrebbe ammettere che il Granduca Ferdinando avesse *religiosamente corrisposto* agli obblighi del pagamento di interessi così vistosi, se un previo concerto col creditore ne avesse diminuito il peso? Questo scrupoloso pagamento degl' interessi sino al 1799 prova evidentemente, che un simile patto di famiglia non esisteva, e che per conseguenza egli non poteva smarrirsi in quei tempi: *Nel secondo caso*, la causa per la quale questo patto doveva essere smarrito negli Archivj della Corte di Toscana, cioè la confusione cagionata dagli avvenimenti politici prima del 1799, non esisteva altrimenti, e non è da presumersi che un tale patto, s'egli fosse stato conchiuso *dopo il* 1799, trattandosi di un oggetto non indifferente, si fosse perduto d'occhio.

Ma ammettiamo che tutte quelle vicende politiche, e nessun traslocamento della Corte di Toscana fossero avvenuti. È egli probabile che un tale patto si potesse trovare nei suoi Archivi? Una considerazione di un indole tanto delicata, e così intrinsecamente collegata coi sentimenti coscienziosi dell' uomo onesto, si presenta agli occhi di chi scrive queste righe, ch'egli ha pena di trattarla. Nella massa dei popoli si può trovare persona che abbagliata da privati interessi, possa dimenticarsi al punto di approfittare di un caso fortuito a danno altrui. A S. M. l' Imperator Francesco si è riconosciuto, in coscienza, il diritto di proprietà illesa sull' intero capitale ossia credito derivante dai Luoghi di Monte di Firenze, in virtù della cessione. L' Europa intera, amica o nemica, sempre testimone dei suoi fatti e dei suoi fasti, ha sanzionata e riconosciuta l' identità della vita colla divisa dell' Augusto Monarca: *Justitia Regnorum fundamentum!* Sarebbe inutile di dare un maggiore sviluppo a questo argomento. Chi avrebbe il coraggio di sostenere, che l' Imperator Francesco di gloriosa memoria, avesse voluto fare una ingiusta pretesa *scientemente?* Ed ingiusta sarebbe essa stata, qualora un patto simile, ch' egli non poteva aver dimenticato, avesse esistito.

Ad II^mum^. La perdita della Toscana, sofferta da S. A. I. il Granduca Ferdinando, non poteva alterare in niun modo i diritti di S. M. l' Imperatore sul credito in questione, e ciò per i seguenti motivi:

L' art. V. del trattato di cessione del 4 Maggio 1791 si esprime in questo modo:

« Che Noi (Leopoldo II) ed i nostri eredi e successori « dobbiamo essere onninamente disimpegnati dall' obbligo di « mantenere vivi ed esigibili i Censi ed i Luoghi di Monte, « dei quali è composto il capitale ceduto, talmente che l' ef- « fetto sia, che in *qualunque caso*, tanto solito *che insolito*, « *pensato* ed *impensato* debbano essi riputarsi come contratti « creati ed acquistati originariamente dal Real Cessionario, « ed in conseguenza *a di lui carico dovranno essere tutti i casi* « *o contingenze future, senza che Noi possiamo mai in qualun-*

« *que caso, nè per qualunque si voglia titolo restar tenuti a ve-*
« *runa specie di evizione, deperizione ed inesigibilità, a riserva*
« *soltanto di quella che accader potesse per dato e fatto Nostro e*
« *non altrimenti.* »

L'articolo VII. del medesimo trattato dice:

« Che per l'esatta ed inviolabile osservanza delle sopra-
« espresse convenzioni s'intende obbligata la Nostra Cesarea
« Persona, eredi e beni, e beni dei Nostri eredi presenti e
« futuri, e rispetto all'Altezza R. del Serenissimo Granduca
« Nostro Carissimo Figlio, oltre l'obbligazione della sua pro-
« pria Persona, eredi e beni, deve intendersi ancora obbli-
« gato ed ipotecato, come la Reale Altezza Sua obbligò ed
« ipotecò specialmente, non derogando, non solo il suo pa-
« trimonio allodiale presente e futuro, consistente in im-
« mobili, ragioni ed azioni, quanto ancora i beni tutti
« della R. Corona di Toscana, in ogni più ampla e valida
« forma. »

Queste stipulazioni parlano assai chiaramente, ed egli è assolutamente impossibile di non essere persuaso di due cose; la prima, che S. M. l'Imperatore non è che indirettamente creditore del Monte Comune, e che il creditore diretto è S. A. I. il Granduca stesso, il quale è debitore personale verso l'Imperatore della somma dovutagli dal Monte Comune con diminuzione però del 20 p.%; e che gli avvenimenti politici succeduti alle guerre sul finire del secolo passato, in seguito dei quali il Granduca Ferdinando perdeva la Toscana, non sono certamente da comprendersi nella riserva, colla quale termina l'articolo V. dell'Atto di cessione; la seconda, che in forza dei due articoli sopra espressi, Sua Maestà era, anche dopo la perdita della Toscana imposta dal trattato di pace di Luneville, *nell' incontestabile pieno suo diritto*, di mandare ad effetto le conseguenze delle ipoteche formali e speciali date dal suo Augusto Fratello nell'art. VII dell'Atto anzidetto, sopra il suo Patrimonio allodiale presente e futuro, e di attenersi immediatamente a S. A. I. per il pagamento degl'interessi, con riserva alla prelodata A. S. Imp, di rivalersene poi sul Monte

Comune. Nessuno, anche chi non fosse punto versato nel *gius comune*, potrà contestare questa verità.

Ma l'Imperator Francesco, per un effetto dei suoi sentimenti personali verso il suo Augusto Fratello, non ne volse esigere il pagamento, che in quanto ch'esso veniva fatto al suo fratello dal Monte Comune. Questa condescendenza, e le negoziazioni che S. M. ha voluto aprire, in comune col suo Augusto Fratello, per indurre la Corte d'Etruria a soddisfare il Granduca, non avendo alterato per nulla i loro rapporti anteriori, come creditore da una e come debitore dall'altra parte, il successore ed erede del debitore non può rifiutarsi di mettere in corso il pagamento della rendita sul piede che esisteva antecedentemente, e ciò tanto meno, che S. A. Imperiale si trovava nella stessissima posizione come prima, nella quale egli non avrebbe mai potuto esigere una riduzione del capitale, nè una modificazione qualunque alla sua primaria obbligazione.

Ma veniamo a queste tante volte citate trattative colla Corte d'Etruria, dalle quali si voleva dedurre che S. M. l'Imperatore si era fin appropriato l'attivo ed il passivo relativamente al Monte Comune.

Per le cure di S. M. l'art. 5.° del trattato di Luneville riconosceva a S. A. I., come si è detto al principio di questo *Memorandum*, il diritto di disporre liberamente dei suoi beni allodiali in Toscana. Il capitale, collocato sul Monte Comune, formando uno dei principali oggetti compresi nelle disposizioni dell'art. 5.° del suddetto trattato, furono incaricati il March. Ghisilieri, e più tardi il Bar. Colli di trattare colla Corte d'Etruria. Risulta dalle istruzioni di questi negoziatori, da tutte le negoziazioni, e dalla Convenzione stessa del 1 Maggio 1804, ch'essi hanno sempre agito e trattato in *nome di S. A. I. l'Arciduca Ferdinando* allora Elettore di Salisburgo, e non mai in nome dell'Imperatore, il quale non prese parte in queste trattative, che in qualità di patrocinatore dell'Elettore e di capo di famiglia, e per appoggiare le giuste dimande dell'Augusto suo Fratello.

Dopo 6 mesi di negoziazioni venne di fatti conchiusa, tra il Marc. Ghisilieri ed il Cav. Mozzi Ministro della Corte d'Etruria, una convenzione (*sub sperati*) in data 1 Maggio 1804, per mezzo della quale il Governo d'Etruria rinunziò a diverse sue contropretese anteriori. Fralle compensazioni però, colle quali quel Governo intendeva di diminuire il debito proveniente dal Monte Comune, v'era quella che si pretendeva di avere contro l'Austria a titolo di spese di mantenimento delle Truppe Imperiali nella Toscana negli anni 1799 e 1800, e vennero aggiunti due articoli segreti a questa Convenzione del tenore seguente:

1.° Che S. A. I. l'Elettore di Salisburgo si obbligava di non pretendere gli interessi decorribili dal 1 Maggio 1804 in poi dalla Corte d'Etruria, se non se dopo che S. M. I. R. A. avrebbe annuito alla liquidazione di queste spese di mantenimento calcolate a 675,317 scudi.

2.° Che S. A. I. dichiarava, che la Corte d'Etruria dopo effettuata questa liquidazione non doveva pagare gl'interessi decorrenti dall'ultimo d'Aprile 1804, che per il rimanente del capitale principale da diminuirsi in proporzione della liquidazione.

La Corte imperiale dichiarò, che la ratifica di questa Convenzione poteva aver luogo soltanto allorquando la Corte di Etruria avrebbe effettuato questa liquidazione, e dimostrato con prove autentiche, che i Generali comandanti le Truppe austriache avessero promesso il rimborso delle spese pel mantenimento di esse Truppe in Toscana. Queste prove, il Governo d'Etruria non le poteva mai somministrare, per ciò la liquidazione non si è potuta mai effettuare (come si vedrà in appresso alla confutazione della pretesa VI), e per conseguenza, mancando questa condizione, la sanzione della Convenzione del 1.° Maggio 1804 *non ha mai avuto luogo*. Come puossi dunque invocare una Convenzione, la quale non è stata mai ratificata?

Ma, dicesi, le trattative non finivano là; Al richiamo del March. Ghisilieri seguì il Bar. Colli, e dopo molte e pres-

santi rimostranze venne offerto dalla Corte d' Etruria, per mezzo del Cav. Lustrini, una somma di 800,000 scudi in via d' accomodamento, che l' Austria non era lontana dal darvi il suo consenso.

È verissimo che questa somma, la quale fu portata poi a 900,000 scudi venne offerta, e che l' Austria era alquanto disposta ad accettare questa somma, perchè risultava dalle trattative del Sig. Bar. Colli col Cav. Lustrini, che questi aveva l' ordine non soltanto di pagare gli interessi arretrati dall' ultimo Aprile 1804 sino alla metà d' Ottobre 1807, ma anche di desistere da ogni pretesa a titolo di mantenimento delle Truppe imperiali. Le circostanze d' allora erano di una imperiosità tale da imporre dei sacrificj per salvare la parte principale, e se la Corte d' Austria si mostrava disposta ad un accomodamento colla Corte d' Etruria, egli era per arrivare più presto ad una conclusione finale della vertenza, e per avvantaggiare così gl' interessi del Principe Elettore di Salisburgo. Cosa risulta dalle trattative condotte dal comune Rappresentante? Null' altro se non se, che non il Granduca Ferdinando, ma l' Imperatore mediante il suo consenso forzato dalle circostanze politiche avrebbe dovuto soffrire un danno, perchè in virtù di questo consenso il Granduca sarebbe rimasto in faccia dell' Imperatore debitore, ovvero responsabile soltanto della somma stabilita colla Corte d' Etruria. Ma precisamente perchè quel consenso sarebbe stato non libero ma forzato, egli non può essere di verun peso nelle circostanze attuali, che sono *totalmente cambiate in seguito del ristabilimento dello Statu quo.*

Supponiamo ora, che durante l' assenza del Granduca Ferdinando dalla Toscana l' Imperatore avesse insistito, come avea tutto il diritto di farlo, presso il suo Fratello sul pagamento della rendita in questione, ovvero che Sua Maestà anche senza prevalersi di questo diritto, si fosse semplicemente astenuto da qualunque passo presso il Governo d' Etruria tendente a procurare al suo Augusto Fratello il godimento degli interessi dovutigli dal Monte Comune; la Convenzione del 1

Maggio 1804, e le negoziazioni che la chiamavano in vita non avrebbero mai avuto luogo, almeno per quanto vi prendeva parte l' Imperatore, e per conseguenza esse non potrebbero essere ora opposte ai giusti reclami di S. M.; nè servire di motivo il ritardo di un pagamento, il quale nel supposto caso non sarebbe stato ristabilito per il solo fatto della ripristinazione dell'A. Sua Imp. nei suoi Stati.

L' aver dunque S. M. l' Imperatore accordato al suo Augusto Fratello dei contrassegni d' affezione e d' interesse, sarebbe dunque una causa per indebolire i titoli dei reclami dell' Imperatore! Non si può presumere, che S. Maestà abbia a temere seriamente una simile interpretazione da parte di Sua Altezza Imperiale il Granduca felicemente regnante, nè dal suo Ministero.

Ad III.ium La insussistenza delle pretese *ex capite* della vendita dei Beni d' Urbino, e del trasparto di Gioje dello Stato a Vienna è stata già provata dal March. Ghisilieri, dimodochè non ne fu più fatto menzione neppure nella suddetta Convenzione del 1.° Maggio 1804, e tranne la Nota verbale del Ministero granducale rimessa all' I. e R. Legazione a Firenze nel giorno 22 Dicembre 1814, ed un piccolo cenno fatto in quella del 27 Febbrajo 1819, nessun' altra Nota di quel Ministero ne ha fatto più menzione. Ed è veramente non ammissibile, per non dire irriverente, il voler chieder conto dell' amministrazione e delle azioni degli Augusti Antenati di S. A. Imp., Monarchi assoluti della Toscana; per cui si deve riguardare questa antica pretesa come interamente allontanata dall' odierna questione.

Ad IV.um Anche la pendenza basata sulla Convenzione del 25 Ottobre 1808 è stata testè pienamente assestata colla soddisfazione della Corte granducale di Toscana, conforme alle Note concambiate nella prima metà del 1842 tra il suo Ministero e la Missione d' Austria a Firenze.

Ad V.um Risulta da un dispaccio dell'I. e R. Cancelleria di Corte e Stato in data 22 Luglio 1824, che nel corso delle trattative anteriori a quell' epoca, la Corte di Toscana ha di-

chiarato di annuire al principio stabilito per le compensazioni degli arretrati, il quale principio serviva di base alle negoziazioni colla Baviera riguardo alle cessioni reciproche. Per conseguenza la rispettiva contropretenzione non forma più un oggetto della presente discussione.

Ad VI.^{um} Per giustificare la pretesa del rimborso delle spese di mantenimento delle Truppe imp. nel 1799 e 1800, il Ministero toscano nella sua Nota in data del 5 Novembre 1816 si appoggia sull' adesione che l' Austria avrebbe data all'articolo segreto della Convenzione del 1° Maggio 1804.

Riferendosi a ciò che si è detto *ad II.*^{um} non si può mai abbastanza ripetere, che questa adesione non è stata promessa che *condizionalmente*, cioè: La Corte d' Austria, come ciò risulta dagli atti, non ha promesso la sua adesione che all'*espressa condizione*, che la liquidazione delle spese delle sue Truppe, durante il loro soggiorno in Toscana nel 1799 e durante l'assedio di Genova nell' anno 1800, fosse da lei riconosciuta, e che a questo la Corte d' Etruria avesse prima provato in modo autentico ed incontestabile, e che i Generali comandanti le Truppe imperiali in quell' epoca avevano dato la formale promessa, che le spese del mantenimento di queste Truppe sarebbero rimborsate dall' I. R. Governo d' Austria.

La Corte d' Etruria non ha mai potuto adempire a questa condizione in un modo soddisfacente. Essa ha prodotto alcune lettere dei generali Klenau, Hohenzollern, Fröhlich, Palffy ec., dirette al Senato di Firenze; ma queste lettere, lungi dall' essere ammissibili come prove a favore della contrapretenzione della Corte d' Etruria, servivano al contrario a quella dell' Austria per provare sino all'evidenza, ch'egli era sino d'allora riconosciuto, che le spese suddette dovevano essere a carico della Toscana. E per dimostrare sin all' ultima evidenza, quanto sia vero e fondato l' obbligo della Toscana di portare queste spese, non occorre altro che citare i tre Decreti di S. A. I. il Granduca Ferdinando in data 11 Gennajo 1800, coi quali *lo stesso Sovrano dichiarò per* DEBITO DELLO STATO LE SPESE DEL MANTENIMENTO DELLE TRUPPE DURANTE L' INVASIONE SINO

AL 31 GENNAJO 1800, *ed assegnò varie parti delle rendite dello Stato, in pagamento alle Comuni che aveano somministrato delle prestazioni alle Truppe.* L'I. R. Armata in Italia aveva allora da fare con un nemico, il quale si prevaleva di tutte le risorse, senza riguardo, dei paesi da lui occupati; se i Generali austriaci avessero dovuto attenersi soltanto alle provvisioni, ai trasporti e mezzi pecuniarj già esistenti, essi sarebbero stati paralizzati in tutte le loro operazioni. Da ciò resultava l'inevitabile necessità, onde trovarsi in forza uguale alla sua, di agire come lui, e chiedere dai paesi, liberati dalla sua gravosa oppressione, una contribuzione proporzionata in viveri e mezzi di trasporto, alla quale essi si prestavano volentieri, perchè queste prestazioni furono effettuate con riguardo e regolarità, e perchè l'Armata austriaca impediva l'occupazione nemica.

Queste prestazioni ebbero luogo in seguito di requisizioni, ed erano per la loro natura non suscettibili d'un rimborso. Egli è per queste considerazioni che S. A. I. il Granduca Ferdinando, prima di lasciar la Toscana, procurò di ripartire per mezzo dei sopracitati decreti queste prestazioni sulla Toscana, senza far menzione di alcun rimborso dall'estero.

In vista di tutto questo la Corte d'Austria non ha mai dato la sua ratifica al trattato Ghisilieri, perchè il principio stabilito dalla Corte di Etruria come base della riduzione del credito in questione, non venne mai riconosciuto dall'Austria per mancanza di prove sufficienti onde dimostrare la validità della contropretesa, ed il Governo toscano deve presumibilmente incontrare le medesime difficoltà, poichè nella sua Nota Ministeriale del 9 Novembre 1806 si annunziava, ch'esso si sarebbe con premura occupato a raccogliere tutti i documenti, che avevano servito di base sotto il Governo Borbonico alla verifica delle suddette spese; senza che però questi documenti fossero stati prodotti nell'intervallo di 26 anni passati da quell'epoca a questa parte. Il soggiorno delle Truppe austriache in Toscana non ha già mai avuto altro fine, che

quello di respingere l' aggressione di un comune nemico, e di restituire i paesi soccombenti al loro legittimo Sovrano.

Che il Governo etrusco, e poscia il Governo francese, abbiano affacciato questa contrapretesa, ciò non deve sorprendere, ed era anzi naturale, perchè le Truppe non militavano in favore loro, e perchè le negoziazioni dell' Elettore di Salisburgo presso la Corte d'Etruria appoggiate dall' Imperatore furono dirette contro i Luoghi di Monte, conseguentemente contro lo Stato d' Etruria. Ma egli è conforme a tutti i principj di giustizia e di equità, che un paese, alla cui difesa truppe alleate combattono e lo reggono contro un nemico, sostenga il loro mantenimento. E quando l' Austria sotto l' impressione di circostanze assai sfavorevoli doveva respingere questa pretesa della Corte d' Etruria e del Governo francese, come si può pretendere da Lei di riconoscere ora per ammissibile ciò che fino *ab origine* avea sempre negato come una pretesa ingiusta?

Quello che deve sorprendere sopra tutto si è, che dopo il ristabilimento della Casa legittima sul trono della Toscana in grazia degli sforzi dell' Imperatore, si voglia ora sostenere contro la Corte d' Austria una pretesa, la quale è stata sempre combattuta presso il Governo d'Etruria dal Plenipotenziario di S. A. I. il Granduca Ferdinando (di gloriosa memoria) istesso d' accordo coll' Austria, e che si voglia far rinascere la pretenzione di una Corte, sia estranea, sia nemica, per mantenimento delle medesime Truppe che hanno sparso il loro sangue per l' indipendenza del Sovrano toscano, e trionfato di una maniera gloriosa. Non dovrebbesi piuttosto pensare, che la sola memoria di questo fatto bastasse per rinunziare alla pretesa basata sul mantenimento dei difensori della Toscana?

Dall' esposto risulta, ch' egli sarebbe contrario ai doveri più sacri di Sovrano, se Sua Maestà l' Imperatore volesse aggravare le Finanze del suo Stato di un obbligo che per diritto non sussiste.

Ad VII.^{um} Le Note rimesse dal Ministero granducale alla Missione d' Austria contengono due proposizioni diverse riguar-

do ad una nuova liquidazione per diminuire il capitale dovuto alla Corte d'Austria. Quelle del 20 Novembre 1815, e del 5 Novembre 1816 la desiderano stabilita sulla base delle contropretenzioni avanzate dalla Corte d'Etruria, e quella del 9 Agosto 1816 suppone, che la Corte d'Austria fosse disposta a sottomettere ad un nuovo esame la primitiva Convenzione stipulata direttamente tra i due Sovrani d'Austria e di Toscana. Per quanto una liquidazione, ovvero riduzione del credito di Sua Maestà l'Imperatore in base delle predette contropretese sia ammissibile, o no, risulta indubitatamente dal fin qui esposto, e sarebbe pena inutile il ripeterlo. La supposizione poi che la Corte Imperiale e Reale fosse disposta a trattare di una proposta rettifica della Convenzione primitiva, ossia dell'istrumento di cessione, era un mero equivoco, e non poteva essere altrimenti, quando che si sottoponga alla più minuta analisi le parole ed il senso, e lo spirito dell'istrumento stesso. Nessuna delle susseguenti Note del Ministero toscano non avendone più dato cenno, si deve ritenere, che una simile proposizione sia da riguardarsi come non avvenuta.

Ad VIII.um S. M. l'Imperatore attualmente regnante, volendo procedere secondo i principj, che sotto il rapporto d'equità non lasciassero nulla da desiderare, ha autorizzato la sua Missione in Toscana a dichiarare, come ha dichiarato colla sua Nota in data 3 Maggio 1842 al Ministero toscano, che tutta l'epoca, per la quale durò l'assenza della famiglia granducale dalla Toscana, cioè dal 1799, sino alla reintegrazione della medesima in Toscana nel 1814, per conseguenza anche l'aumento del capitale primitivo per la capitalizzazione legale dei frutti durante il Governo di Etruria, non siano messi in calcolo; di più anche riguardo al tempo scorso dal momento della reintegrazione, Sua Maestà condiscende, che gl'interessi del primitivo capitale di 1,113,562 scudi, 3 lire, 16 soldi siano da pagarsi alla Cassa privata di Sua Maestà solamente a partir dal giorno della conclusione degli Atti del Congresso di Vienna (9 Giugno 1814), in virtù dei quali Atti la ristaurazione della Casa granducale nella Toscana venne sanzionata. Finalmente

Ad IX.um Si può dire, che fra tutte le sue sorelle questa minore è la più inaspettata pretesa, tanto per la sua indole quanto per l'epoca, in cui n'è stata fatta parola per la prima volta durante queste lunghissime negoziazioni.

Il Granduca Ferdinando ha continuato di pagare, come si è detto, *religiosamente* gli interessi *di tutto il prezzo* del capitale cedutogli, dal 1791 sino all'anno 1799. Il suo Padre morì nel 1792. È egli possibile che questi pagamenti provenienti da un debito verso la Cassa patrimoniale di S. M. l'Imperatore Francesco fossero eseguiti così regolarmente e senza veruna difficoltà, nè riserva o protesta, se vi fosse stato il menomo dubbio sul pieno diritto di S. M.? Egli è più che certo che nello spazio di 7 anni, dall'epoca della morte dell'Imperator Leopoldo sino alla partenza del Granduca Ferdinando dalla Toscana, tutte le questioni relative alla successione dell'Imperatore dovevano essere state, se non ultimate, almeno poste in essere. Nessuna traccia rimase, che il Granduca Ferdinando avesse creduto allora di aver qualche diritto su questo credito. Soltanto nell'anno 1819, *ventisette anni dopo la morte* avvenuta, venne per la prima volta affacciata dal Ministero toscano la pretesa di un diritto che potesse spettare al Granduca Ferdinando, nella sua qualità d'erede, sul credito dell'Imperatore dai Luoghi di Monte. Mai un dubbio, mai una riserva, mai una protesta nè all'epoche del pagamento degl'interessi intieri del capitale, nè nelle occasioni dei successivi pagamenti a conto degli arretrati. Non è questa una prova evidente, che il Granduca Ferdinando riconobbe di aver nessun diritto su questo credito? Altrimenti avrebbe Egli continuato di pagare, come ha fatto, gli intieri interessi, per 7 anni consecutivi, dopo la morte del padre, senza far valere, o *almeno riserbarsi*, i diritti d'erede?

Quando l'Imperator Leopoldo colla Convenzione de' 4 Maggio 1791 cedeva i suoi diritti di proprietà sul capitale del Monte Comune al suo figlio l'Arciduca Ferdinando, cioè quando egli autorizzava quest'ultimo a reclamarne successivamente il rimborso dal Monte Comune, egli col medesimo Atto

lo costituì debitore di Lui e dei *Suoi successori* rispetto a questo capitale. Il Granduca diventò per conseguenza creditore del Monte Comune, e debitore dell' Imperator Francesco come successore dell' Imperator Leopoldo, e per questa ragione il Capitale del Monte Comune non poteva più essere confuso coll' eredità di quest' ultimo, avendone egli disposto di suo vivente. Era un debito formale contratto verso l' Imperator Leopoldo e *Suoi successori*, con defalco del quinto di tutto il capitale sul Monte a favore del debitore, il quale, come tale, diventò estraneo alla eredità. E come si potrebbe spiegare altrimenti il rilascio di un quinto di tutto il capitale? Quale altro sarebbe stato il motivo dell' Atto di cessione e di questa concessione, se non quello di fissare, di suo vivente, col suo figlio tutto ciò che avea rapporto ai Luoghi di Monte? Se l' Imperator Leopoldo avesse avuto l' intenzione, che questo capitale entrasse un giorno nella massa della sua eredità, e che il suo figlio Ferdinando dovesse averne una parte, la cessione sarebbe stata inutile.

Ciò risulta chiaramente dallo spirito e dalle stesse *parole* dell' istrumento di cessione, perchè l' Articolo III.° del medesimo dice: « Che parimente rimanga in piena libertà del pre-« lodato R. Cessionario *e Suoi* ec. ec. di pagare in ogni tem-« po, in cui gli torni più comodo, il prezzo o capitale pre-« detto, TANTO PER L'INTIERO, che a rate ec. ec. »

Ora, chi prevede e ammette il caso della restituzione di un *intiero* capitale, si dichiara anche debitore dell' *intiero* capitale, e per conseguenza degl' interessi stipulati di questo intiero capitale, senza riguardare chi sia il creditore, e questi interessi sono senza dubbio dovuti.

Quando dunque il Granduca Ferdinando, come parte *accettante ha annuito* alla restituzione dell' *intiero capitale o prezzo* (colla facoltà come dal med. trattato) come si può pretendere che una parte di questo capitale debba essere *per sempre* esclusa dalla restituzione, vale a dire nel caso presente, che una parte degli interessi pattuiti non siano da pagarsi?

Il R. Cessionario ha ammesso il caso della restituzione

dell' *intiero prezzo o capitale*, per conseguenza egli ha annuito alla (possibile) restituzione dell' *intiero prezzo ossia capitale*, senza clausula alcuna, per sè e suoi; questa possibilità forma dunque uno degli obblighi suoi: volendo confondere questo capitale coll' eredità dell' Imperator Leopoldo all' effetto di non restituirne quella parte a cui egli pretende a titolo d' erede, L' INTIERA *restituzione* del capitale diventerebbe IMPOSSIBILE, e perciò l' atto di cessione sarebbe in tal guisa *violato* in una delle sue stipulazioni.

Non si può dunque dubitare, che Sua Altezza I. e R. il Granduca, volendo mantenere sicuramente intatto in tutti i suoi punti il trattato di famiglia del 4 Maggio 1791 sarà convinto della non sussistenza di un tale titolo, mentre non si può neppure ragionevolmente temere, che si voglia insistere in questa contropretesa unicamente per dilazionare maggiormente l' esecuzione degli obblighi contratti in forza di trattati inviolabili.

Venuto il momento in cui era, per causa della ventilazione dell'eredità di S. M. l' Imperator Francesco (di gloriosa memoria) l' ultimazione della pendenza relativa al Monte Comune, è diventata una necessità assoluta, si è creduto opportuno, di riunire in un solo quadro tutte le confutazioni, che la Corte d' Austria ha da dare alle diverse contropretese.

L' introduzione di questo *Memorandum* rende conto del suo scopo; giunti che siamo alla fine del medesimo, ci abbandoniamo con tutta la fiducia alla speranza di aver ottenuto l' intento.

Questo *Memorandum*, senza la firma del suo vero estensore, trovasi situato nell' ultima *posizione* di si disgraziato affare, vale a dire, nell' Archivio del Ministero delle relazioni straniere.

Doc. CXXII.

Convenzione *finale stipulata fra le Corti d' Austria e di Toscana relativamente ai* Luoghi di Monte.

Essendo Sua Maestà l' Imperatore Ferdinando I d'Austria, in virtù dell' Atto stipulato in Firenze tra Sua Maestà l' Imperatore Leopoldo II, e fu Sua Altezza Reale Ferdinando III Granduca di Toscana in data 4 Maggio 1791, creditore di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca Leopoldo II di Toscana attualmente regnante, per la somma di un milione centotredici mila cinquecento sessandue scudi, lire 3, soldi 16, non che degl' interessi arretrati dall' anno 1799 a questa parte, tranne la somma pagata a conto dei medesimi, ed avendo tanto la prelodata Altezza Sua Imperiale e Reale, quanto l' Augusto Suo Padre opposto pel corso di molti anni delle contropretese a titolo di indennizzazioni, che si stima superfluo di annunciare nell' Atto presente, i sottoscritti, d' ordine e d' autorizzazione dei loro respettivi Sovrani, cioè, per parte di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana il Consiglier Segretario di Stato Ministro degli Affari Esteri, Principe Don Neri Corsini, e per parte di Sua Maestà l' Imperatore, l' Incaricato d' Affari d' Austria in Firenze, Commendatore Carlo Colombano Schnitzer Nobile di Meerau, sono venuti in via di transazione, e previo cambiamento di Note Ministeriali, a stabilire la seguente Convenzione per dipendenza del suddetto atto del 4 Maggio 1791, alla quale Convenzione così firmata dai sottoscritti, i due Augusti Sovrani si sono riservati d'apporre, in segno di approvazione, la propria firma.

Articolo I.

Sua Maestà l' Imperatore Ferdinando I d' Austria, volendo dare al suo Augusto Cugino Germano, il Serenissimo Granduca Leopoldo II di Toscana, una prova manifesta della Sua

affezione, intende non tanto di renunziare, come renunzia, al ricupero degl' interessi ancora dovutigli al tre per cento della suddetta somma per tutto il tempo dell' assenza della Famiglia Granducale dalla Toscana, ossia dall' anno 1799 sino al giorno della sanzione della sua reintegrazione, ossia dal giorno della conclusione degli Atti del Congresso di Vienna, 9 Giugno 1815, rinunziando conseguentemente pure all' aumento del capitale primitivo per la capitalizzazione legale degl' interessi, conforme ordinava la Legge del già Governo d' Etruria, ma consente anche di ridurre il capitale del suddetto suo credito dalla primitiva somma di un milione centotredici mila cinquecento sessantadue scudi, lire 3, soldi 16, alla minor somma di novecento mila scudi, moneta toscana, non che alla diminuzione proporzionale degl' interessi scaduti dal 9 Giugno 1815 a questa parte; dimodochè il capitale del debito di Sua Altezza Imperiale e Reale il Serenissimo Granduca di Toscana verso Sua Maestà l' Imperatore, proveniente dal suddetto Atto del 4 Maggio 1791, rimane per sempre stabilito nella somma di novecentomila scudi toscani.

ARTICOLO II.

Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca Leopoldo II di Toscana dal canto suo rinunzia per sempre, per sè, suoi eredi e successori a qualsivoglia pretensione sinora sostenuta contro l' I. e R. Corte d' Austria a titolo d' indennizzazione qualunque per il passato, e riconosce di nuovo per sè, suoi eredi e successori il suddetto debito di scudi novecentomila a favore degli eredi e successori di Sua Maestà l' Imperatore Francesco I di gloriosa memoria, sotto l' espressa clausola, che Sua Maestà l' Imperatore Ferdinando I assuma, conforme assume, dirimpetto a chiunque avesse dei diritti a questo credito, tutta la responsabilità che deriva dal presente accomodamento.

ARTICOLO III.

Vengono mantenute nella loro piena integrità tutte le stipulazioni, nessuna esclusa, del suddetto Atto del 4 Maggio 1791,

in quanto non siavi derogato espressamente per mezzo della presente Convenzione.

Perciò rimane sempre in facoltà di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, e de' suoi eredi e successori, di ritenere in mano il capitale come sopra ridotto a novecentomila scudi per il tempo che a lui più parrà e piacerà, senza che possa mai in qualunque circostanza esser costretto al pagamento del capitale medesimo, nè di veruna parte di esso.

ARTICOLO IV.

Rimane parimente in piena libertà della prelodata Altezza Sua Imperiale e Reale, e suoi eredi e successori, di pagare in ogni tempo in cui gli torni più comodo il capitale predetto, tanto per l'intiero che a rate, non minori però di scudi trentamila per ciascheduna, da sborsarsi in Toscana nelle mani di quella persona che a Sua Maestà piacerà di deputare per tale effetto, senza verun carico e rischio del debitore, previo però un conveniente avviso da darsi in termine di due mesi almeno alla detta persona come sopra da Sua Maestà deputata.

ARTICOLO V.

Dal dì 1.° del mese di Gennajo 1844 è tenuta e si obbliga Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana di far pagare annualmente, e ad ogni tre mesi la rata, conforme al summentovato Atto del 4 Maggio 1791, i frutti recompensativi che a ragione del tre per cento correranno sulla somma come sopra ridotta e residuata.

In quanto al pagamento degl' interessi decorsi dal 9 Giugno 1815 a tutto il dì 31 Dicembre 1843 sopra la medesima somma di scudi novecentomila, defalcatine i pagamenti già fatti a conto, si obbliga inoltre la prelodata Imperiale e Reale Altezza Sua di effettuarlo, a partire dal dì 1.° Gennajo del futuro anno 1845, per mezzo di rate di scudi diecimila settecento cinquanta, cadauna di queste rate esigibili alla scadenza

di ogni rata trimestrale degl' interessi correnti, sino alla estinzione di tutto il debito arretrato d'interessi. L'ammontare totale di questo debito, dopo defalcati i pagamenti fatti in varie epoche a titolo di acconto, rimane oggi definitivamente liquidato in scudi seicento quarantunmila ottocento cinquantanove, lire 2, soldi 13 (salvo errore di calcolo); dimodochè l' estinzione del medesimo, mediante le preindicate rate trimestrali di scudi diecimila settecento cinquanta ciascuna, avverrà nell' ultimo trimestre del 1859.

ARTICOLO VI.

Resta fermo quanto venne stipulato nel più volte rammentato Atto del 4 Maggio 1791, e precisamente agli Articoli V° e VII° riguardo alle garanzie del capitale a tutto carico di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, e riguardo alle ipoteche date in forza dell' Atto suddetto, s' intendono le medesime garanzie ed ipoteche nella pienezza della loro forza applicate e comunicate anche all' ora ridotta somma di scudi fiorentini novecentomila.

Fatto in Firenze in doppio originale, questo dì ventidue del mese di Maggio milleottocento quarantaquattro.

(L. S.) *Firmato* — Principe don NERI CORSINI.

(L. S.) *Firmato* — CARLO COLOMBANO SCHNITZER DE MEERAU.

Noi Ferdinando I accettiamo e confermiamo come sopra.

(L. S.) *Firmato* — FERDINANDO.

AVVERTENZA

Il cambio delle ratifiche accadde in Firenze il dì 29 Luglio 1844 per atto passato fra i due Ministri stipulanti di sopra nominati.

Esiste l' originale nella serie degl' instrumenti internazionali che si conservano presso l' *Avvocatura Regia*.

Doc. CXXIII.

Memoria *redatta dall' Archivista nella Direzione de' Possessi dello Stato a richiesta del R. Ministero delle Finanze ec., in quanto agli acquisti fatti da Leopoldo II dallo Stato medesimo.*

L'Amministrazione dei Beni Ecclesiastici, coerentemente al Sovrano Rescritto del 12 Dicembre 1814, concesse a Livello, mediante pubblico Istrumento del 29 Settembre 1815, rogato Ser Carlo Redi, alle LL. EE. il Principe Don Tommaso, e Consigliere Don Neri fratelli Corsini, e loro terza linea mascolina, tutti i beni componenti il Gran-Priorato di S. Sepolcro di Pisa dell' Ordine Gerosolimitano di Malta, formato dalle seguenti cinque Commende cosiddette Priorali, cioè Commenda di S. Sepolcro di Pisa, del Tempio di Pistoja, della Magione di Poggibonsi, di Laiatico e Orciatico, e di S. Rabano dell' Alberese, per l' annuo total Canone di lire 42,125. —. 2.; che per lire 13,669. 1. 10. si riferiva alla Commenda di S. Rabano dell' Alberese, a forma della Perizia Baccani.

Del suddetto Gran-Priorato era stato investito nel 1736, con Breve del Pontefice Clemente XII., Don Lorenzo Corsini zio dei Conduttori.

Successivamente, per Contratto del 28 Settembre 1831 rog. Ser Carlo Redi, le prefate LL. EE. renunziarono a favore dello Stato di Toscana, e per esso alla R. Depositeria Generale, il dominio utile di tutti i Beni che costituivano la rammentata Commenda dell' Alberese, e per prezzo delle ragioni utili fu stabilito, che lo Stato corrispondesse loro, o a chi avesse avuto titolo di succedere nel Livello, l'annua somma di lire 7,000, mediante il corrispondente defalco di altrettanta somma sul Canone che i Sigg. Corsini dovevano continuare a corrispondere per i Beni dell'altre Commende, e che dovesse acquistare, previa opportuna stima da farsene, i bestiami esistenti nella tenuta dell' Alberese di proprietà dell'Eccellentissima Casa

Corsini, semi, maggesi, semente, attrezzi rurali, masserizie e quant' altro fosse trovato esistere nella Tenuta medesima.

La stima delle Masserizie e Mobili ammontò a	L.	1,017.	5. —.
La stima del Mobiliare e Arredi Sacri esistenti nella Chiesa di San Rabano.	»	460.	13. 4.
La stima dei Bestiami, Attrezzi ec. a	»	105,973.	6. 8.
La stima degli Attrezzi ec. degl' inservienti della Tenuta addetti al servizio delle Imbasciate di Bestiami, e della Fattoria a	»	1,500.	13. 4.
La stima della sementa di grano ed altri cereali a. . .	»	21,617.	7. 6.
La stima dei fieni e paglie a.	»	6,339.	—. —.
	L.	136,908.	5. 10.

La qual somma fu convenuto pagarsi alla prefata Eccellentissima Casa Corsini in cinque annue rate eguali, con la corresponsione del frutto a scaletta in ragione del 5 p%.

L' Amministrazione della suddetta Tenuta passò in ordine al Sovrano Rescritto del 23 Aprile 1832 dalla Depositeria Generale al Dipartimento delle RR. Possessioni.

Mediante pubblico Istrumento del 10 aprile 1845 rogato Ser Carlo Redi, l'ex-Granduca di Toscana Leopoldo II, comprò nel suo privato interesse dallo Stato alcuni Beni, già di pertinenza dell' Amministrazione Demaniale, situati nel Piano e Pendici di Buriano, nelle Pendici di Colonna, e nelle Comunità di Castiglion della Pescaja e di Gavorrano, la predetta tenuta dell' Alberese situata nella Comunità di Grosseto, ed alcuni Beni smembrati dalla Fattoria di Pratolino, e riuniti a quel Parco.

La compra e respettiva vendita dei Beni di Buriano ec. fu fatta per il prezzo determinato dal Cav. Pietro Municchi e Giovanni Giuggioli con la loro Relazione del 23 Gennaio 1839 di lire 59,038. 13. 4., che lire 56,748. 13. 4. per il valore fondiario rilevato separatamente, e al netto dell'importare delle servitù e dei diritti già competenti ai Comunisti di Buriano e di Colonna sulla massima parte del fondo, e lire 2,290 per il valore del soprassuolo boschivo; dei Beni componenti la Tenuta dell'Alberese per il prezzo di lire 1,113,757. 14. —. com-

prensivo, oltre la stima fondiaria, ancora quello dei bestiami, soprassuolo in legnami e raccolte pendenti, e di tutti e singoli i corredi ed assegnamenti in detta Tenuta esistenti a forma delle perizie Municchi e Giuggioli de' 23 Giugno, e 28 Agosto 1840.

E dei Beni formanti l'antico Parco di Pratolino, non meno che di quelli aggiunti posteriormente, per il prezzo di lire 191,695. 8. 6. compreso il mobiliare, a forma delle Perizie di Francesco Pacciani del 24 Luglio 1829, e del cav. Pietro Municchi del dì 12 Febbraio 1838.

Il credito dello Stato venditore per mezzo degl' indicati Beni, frutti sul medesimo ec. resulta dal seguente conteggio stato inserito nel predetto Contratto del 10 Aprile 1845, rogato Redi.

Per il prezzo delle Preselle nelle Pendici di Burlano e Colonna, situate nelle Comunità di Castiglione della Pescaja, e di Gavorrano, lire cinquantanovemila trentotto, soldi tredici e denari quattro	L.	59,038. 13. 4.
Per l'importare dei frutti sopra la detta somma decorsi dal quindici Settembre inclusive milleottocento trentasette, fino al presente giorno, alla ragione del cinque per cento l'anno, lire ventiduemila trecentoquarantaquattro, soldi nove e denari tre	»	22,344. 9. 3.
Per il rimborso delle Imposizioni per i suddetti Beni pagate dalla stessa epoca del quindici Settembre milleottocento trentasette, lire tremila quattrocento undici e denari otto, comprese lire centosessantotto, e soldi diciannove per rimborso parimente delle imposizioni pagate dopo il diciannove Novembre milleottocentotrentaquattro per i Beni dall'Amministrazione Demaniale alienati a Sua Altezza I. e Reale col Contratto di detto giorno, superiormente citato	»	3,411. —. 8.
Per il prezzo della Tenuta dell'Alberese situata nella Comunità di Grossetto, lire un milione centotredicimila settecentocinquantasette e soldi quattordici	»	1,113,757. 14. —.
Per l'importare dei frutti calcolati al cinque per cento l'anno dal dì 15 Maggio milleottocentotrentanove inclusive fino al presente giorno, lire trecentoventottomila settecentotredici soldi tre e denari quattro	»	328,713. 3. 4.
Per il prezzo dell'antico Parco di Prato-		
Somma e segue.	L.	1,527,265. —. 7.

Somma retro. L. 1,527,265. —. 7.

lino, lire trentaquattromila ottocentotre, soldi quattro e denari sei. L. 34,803. 4. 6.

Per l'importare dei frutti calcolati al quattro e mezzo per cento dal primo Gennaio milleottocentodiciassette fino al presente giorno, lire quarantaquattromila dugentottantadue, soldi dodici e denari dieci . . . . . » 44,282. 12. 10.

Per il prezzo dei Beni aggiunti all'antico Parco, e compresi nel nuovo, lire cinquantaseimila quattrocento quaranta, e soldi dieci . . . . . » 56,440. 10. —.

Per l'importare de'frutti calcolati al quattro e mezzo per cento dal primo Gennaio milleottocentoventitre fino al presente giorno, lire cinquantaseimila cinquecentosettantaquattro, soldi nove e denari undici . . . . » 56,574. 9. 11.

Per il prezzo dei Beni aggregati al nuovo Parco e compresi nel terzo acquisto, lire novantanovemila otto, soldi due e denari quattro . . . . » 99,008. 2. 4.

Per l'importare dei frutti calcolati al quattro e mezzo per cento dal primo Gennaio milleottocentotrentasette, fino al presente giorno, lire trentaseimila ottocento sessantotto, soldi due e denari sei . . . . . » 36,868. 2. 6.

Per valuta di mobiliare e biancherie, lire mille quattrocentoquarantatre, soldi undici, e denari otto . . . » 1,443. 11. 8.

E per rimborso delle gravezze pagate per tutto l'anno milleottocentotrentanove lire quattromila quattrocentottantatre, soldi otto e denari tre . . . » 4,483. 8. 3.

Defalcasi l'ammontare delle spese occorse per lavori fatti ad alcuni stabili compresi nella Tenuta di Pratolino ai termini dell'Articolo II dei patti per la vendita dei Beni smembrati da

Somma e segue. L. 333,904. 2. —. L. 1,527,265. —. 7.

	Somma retro. L.	333,904. 2. —	L. 1,527,265. —. 7.	
quella Reale Tenuta . . . . L.	14,790. 18. 4.			
E più defalcasi l'importare del prezzo delle piante consegnate dall' Amministrazione del R. Parco di Pratolino allo Scrittoio delle Reali Fabbriche negli anni milleottocentoventotto, milleottocentoventinove, e milleottocentotrenta ai termini del citato Articolo	8,067. 2. 4.			
L.	22,858. —. 8.	22,858. —. 8.		
Restano L.		311,046. 1. 4.		311,046. 1. 4.
Totale del Credito — Lire un milione ottocentotrentottomila trecentoundici, soldi uno, e denari undici . . .			L.	1,838,311. 1. 11.

In compensazione di altrettanta rata dell' enunciato credito di lire 1,838,311. 1. 11. venne imputato, fino alla concorrenza di lire 594,367. 1. 10. il credito che S. A. R. teneva nel suo particolare contro lo Stato, tanto per il pagamento della somma di lire 533,064. 13. 6. fatto sotto dì 25 Maggio 1842 alla Cassa privata di Sua Maestà Apostolica in conto di ciò che era ad essa dovuto dallo Stato di Toscana per dipendenza del credito in Luoghi di Monte, di che nelle Convenzioni de' 4 Maggio 1791 fra i defunti Granduca Ferdinando III, ed il di lui Augusto Genitore Leopoldo I, credito definitivamente liquidato dipoi con la Convenzione passata tra S. M. l' Imperatore Ferdinando I d'Austria, e S. A. I. e R. il Granduca Leopoldo II fatta in Firenze sotto dì 22 Maggio 1844, quanto per i frutti alla ragione del quattro per cento l' anno sul detto capitale di lire 533,064. 13. 6. decorsi fino al giorno del citato Contratto nella quantità di lire 61,302. 8. 4., e così il credito appartenente allo Stato per dipendenza degli acquisti come

sopra fatti da S. A. R., si ridusse dalla suddetta somma di lire 1,838,311. 1. 11. a quello di lire 1,243,944. —. 1.

N. B. *Nulla si dice in detto Contratto dei frutti su questa somma residuale. (In quanto allo sfogo di questa partita vedansi i due* prospetti *inseriti al numero successivo).*

La *Foresta* cosiddetta dell' Opera di S. M. del Fiore nel Casentino fu donata nel 1380 dal Comune di Firenze all' Opera suddetta, e fu da quegli Operai pro-tempore amministrata per più di quattro secoli, quando per aderire alle istanze fatte dai Rev. Monaci del Sacro Eremo di Camaldoli, con Contratto de' 29 Aprile 1818 rogato dal Notaro Dott. Giuseppe Viscontini, fu dagli Operaj, autorizzati dalla Sovrana Risoluzione del 29 Marzo 1817, e dal Beneplacito Apostolico de' 26 Gennajo 1818, concessa in Enfiteusi per il corso di anni 100 ai prefati Rev. Monaci, insieme con tutti gli altri Beni, che l' Opera possedeva in quell' epoca nelle Comunità di Premilcuore, Bagno, Stia, Pratovecchio; e S. Gaudenzio, nelle quali è situata la Foresta suddetta, per l'annuo canone di lire 16,296., ed altrettanta somma a titolo di Laudemio magno, e coll'obbligo di corrispondere il frutto del 5 per cento l' anno sulla somma di lire 63,167. 13. 6. che stava a rappresentare, e il predetto Laudemio, ed il prezzo delle stime vive e morte, semi sparsi, legnami, attrezzi ec. inservienti al corredo dei fondi allivellati.

Nel 1837 essendo stato rappresentato a S. A. R., che la Foresta suddetta si trovava in uno stato di gravissima deperizione, ordinò con le Risoluzioni partecipate all' Avvocatura Regia dalla Segreteria di Stato sotto dì 17 Agosto, e 2 Ottobre 1837, che dovesse rimanere sciolto in tronco il Livello a contare dal 1.° Novembre 1838; che fosse rilasciato ai Rev. Monaci il godimento di quei Beni tenuti a cultura campestre con alcune adiacenze e appendici boschive; che questo rilascio potesse farsi con lo stesso titolo di Livello, e con la responsione a favore dell' Opera del competente canone da stabilirsi per mezzo di regolari Perizie; che tutti i Beni destinati a

formare la nuova Tenuta forestale dovessero far passaggio nell' amministrazione della Soprintendenza Generale alle RR. Possessioni, e dovesse esser istituita una speciale Amministrazione forestale in Pratovecchio dipendente dalla stessa Soprintendenza, con l' obbligo in essa di corrispondere all' Opera quella prestazione, la quale col canone per il nuovo parziale Livello da stabilirsi coi Rev. Monaci, venisse a formare la integrità dell' annua responsione dovuta all' Opera in ordine al rammentato Contratto.

Si procedè infatti sotto dì 11 Febbrajo 1840 fra i Rev. Monaci, e i Deputati dell' Opera alla celebrazione del pubblico Istrumento rogato da Ser Carlo Redi, in forza del quale venne a rescindersi il Livello stipulato nel 1818; ritornò all' Opera quella vasta porzione dei ricordati Beni già passati nel materiale possesso delle RR. Possessioni, e già destinati ad essere assoggettati ad una speciale Amministrazione forestale; ed infine fu stipulato coi predetti Rev. Monaci il nuovo livello di quella porzione di Beni, che si credè potesse esser loro rilasciata, senza pregiudizio della nuova Amministrazione forestale.

Il canone stabilito per questo nuovo Livello fu di lire 3,398. 1. 5. l' anno, essendo così rimasto a carico dei Beni retroceduti all' Opera, e posseduti materialmente dalle RR. Possessioni, il canone di lire 12,897. 18. 7.

Si riconobbero inoltre i prefati Rev. Monaci debitori dell' Opera Domina diretta di un capitale fruttifero al cinque per cento l' anno di lire 38,735. —. 11. ammontare delle stime vive e morte, semi, attrezzi ec. inservienti al corredo dei Beni formanti subietto del nuovo Livello; e conseguentemente a carico dei Beni tornati all' Opera, e posseduti dal Dipartimento delle RR. Possessioni, rimase la somma di lire 24,432. 12. 7.

Venne istituita un' Amministrazione forestale in Pratovecchio col Motuproprio del primo Giugno 1839, e ne fu nominato Ispettore Carlo Siemoni.

Successivamente S. A. R. nella veduta di portare al più perfetto grado di coltivazione la Foresta predetta, e ricono-

sciuto che per raggiungere un tale scopo era necessario trattarla con modi eccezionali incompatibili colle forme, cui sono soggette le pubbliche Amministrazioni, deliberò di farsi esso acquirente nel suo particolare, della Foresta medesima, e manifestò questa sua volontà con Risoluzione del 19 Maggio 1852. In seguito della quale, mediante pubblico Istrumento de' 28 Aprile 1857 rogato Ser Pier Antonio Spighi, previo il Consenso Apostolico, comprò la più volte nominata Foresta per il prezzo di lire 389,323. 12. 2., compreso l'importare delle stime vive e morte, raccolte pendenti, legnami, livelli attivi ec. capitale ragguagliato al 100 per 4 e mezzo, dell'annua responsione di lire 14,119. 11. 3. (comprese lire 1,221 12. 8. frutti al 5 per cento sulla preaccennata somma di lire 24,432. 12. 7. che corrispondeva all'Opera il Dipartimento delle RR. Possessioni, aumentata di lire 3,400 in proporzione dell'utilità che avea risentito la Foresta per la costruzione della Strada regia ruotabile della Consuma, ed il braccio Comunitativo di Stia, e così sopra l'annua rendita di lire 17,519. 11. 3.

Fu convenuto che il detto prezzo fosse irrepetibile, e venisse rilasciato in mano dell'Augusto Acquirente, a condizione che a titolo di frutto corrispondesse all'Opera la indicata somma di lire 17,519. 11. 3. l'anno.

Comprò pure la proprietà di diversi Beni acquistati dal R. Dipartimento, in parte conservati nella primitiva condizione, e in parte serviti per aggiunta, o costruzione di nuove fabbriche, o per ampliazione e costruzione di nuove strade; tutti i bestiami, stime morte ed attrezzi, grasce in essere, semi sparsi, raccolte pendenti, legnami, mobili e biancherie, crediti ec. per il prezzo complessivo di lire 305,754. 12. 4. come appresso:

Per i Beni stabili conservati nel loro primitivo stato in.	L.	35.216. 19. 8.
Per i Beni serviti ai miglioramenti.	»	122,563. 5. 7.
Per i Bestiami, stime morte, attrezzi, grasce in essere, semi sparsi, e raccolte pendenti.	»	25.009. 15. —.
Per i mobili e biancherie	»	7.416. 1. 8.
Per i Legnami	»	97,150. —. —.
E per i crediti defalcato il convenuto abbuono	»	18,398 10. 5.
Somma e segue.	L.	305,754. 12. 4.

	Somma retro. L.	305,754. 12. 4.
La qual somma attese le seguenti detrazioni, cioè		
Importare delle stime, e corredi della Tenuta forestale consegnati dai Reverendi Monaci al Dipartimento delle RR. Possessioni, valutato nella determinazione del prezzo a favore dell'Opera . . . . . L.	13,133. 12. 7.	
Prezzo non soluto dello Stabile che il Dipartimento acquistò dalla Chiesa di S. Maria a Poppina, il cui pagamento venne accollato all'Augusto Compratore. . . . . »	1,242. 1. 4.	
Ammontare dei debiti dell'Amministrazione forestale accollati interamente a S. A. R. . . . . »	10,677. 2. 11.	
L.	25,052. 16. 10. »	25.052. 16 10.
Venne a residuarsi a . . . . . L.		280,701. 15. 6.

E siccome gli effetti giuridici del detto Contratto de' 28 Aprile 1857 rogato Spighi dovevano retrotrarsi al primo Maggio 1852, da questa epoca fu convenuto che S. A. R. pagasse i frutti sul capitale del prezzo, rimborsasse il pagato all'Opera a titolo di canone, pagasse il canone di lire 358. 10. –. per l'affitto concessole del Cantiere sulla spalla destra dell'Arno sotto-corrente del Ponte sospeso alle Cascine dell'Isola, rimasto escluso dalla vendita, così la predetta somma di lire 280,701. 15. 6. si elevò a quella di lire 381,116. 12. –. a forma del conteggio redatto dal Primo Computista Sig. Gustavo Buoninsegni, somma che S. A. R., e per esso il suo rappresentante giustificò di aver pagato alla Cassa del Dipartimento delle RR. Possessioni, come resulta dal Mandato di N.° 148 de' 28 Aprile 1857.

Finalmente con altro Contratto dello stesso giorno 28 Aprile 1857. rogato Spighi, S. A. R. comprò parimente nel suo particolare interesse, alcuni Beni che l'Ispettore Siemoni, senza avere ottenuto le debite autorizzazioni, aveva acquistato da Maria Cipriani, da Paolo Ricci e da Giuseppe Carretti, che non furono compresi per l'ignoranza in cui era il Dipar-

timento di tali acquisti, nella vendita della Foresta di Prato-vecchio; e questa compra venne conclusa per il prezzo di lire 1,856. 13. 4. che S. A. R. si obbligò di pagare direttamente al predetto Ispettor Siemoni.

Dall' Archivio della Direzione Generale dei Possessi dello Stato, li 14 Ottobre 1859.

CESARE MESSERI Archivista.

Questa dettagliata *Memoria* mi è stata partecipata dal R. Ministero delle Finanze ec.

Doc. CXXIV.

Instrumento sui generis, *col quale l' ex-Granduca fa il saldo de' debiti contratti con lo Stato mediante lo essersi appropriati i Beni nazionali descritti nell' antecedente documento.*

Leopoldo Secondo Gran Duca di Toscana, a tutti quelli che vedranno la presente, salute.

Facciamo noto qualmente avanti il Dottor Carlo Redi Procuratore dei Regj Dipartimenti e Notaro residente a Firenze, sotto dì dieci Aprile milleottocentoquarantacinque si presentarono Sua Eccellenza il Sig. Consigliere Cav. Gran-Croce Conte Guido Alberto della Gherardesca Maggiordomo Maggiore della I. e R. Corte, e Sua Eccellenza il Sig. Consigliere Cav. Gran Croce Francesco Cempini Direttore della I. e R. Segreteria di Finanze e della R. Depositeria, e procederono alla stipulazione del seguente pubblico Instrumento, cioè:

Al Nome di Dio Amen. L'Anno del Nostro Signore Gesù Cristo milleottocentoquarantacinque, Indizione Romana Terza, e questo dì dieci del mese di Aprile, sotto il Pontificato di Sua Santità Gregorio Decimo Sesto, e Sua Altezza Imperiale e Reale il Serenissimo Leopoldo Secondo Principe Imperiale d' Austria, Principe Reale d' Ungheria e di Boemia, Arciduca

d' Austria e Gran Duca di Toscana ec. ec. ec. Nostro Amatissimo Sovrano felicemente dominante.

Essendochè mediante il pubblico Instrumento rogato da me Notaro infrascritto in questo medesimo giorno, siasi proceduto alla liquidazione del credito appartenente allo Stato di Toscana per dependenza del prezzo de' Beni acquistati in compra da Sua Altezza Imperiale e Reale nella sua specialità e Nome privato, e fatti gli opportuni conguagli, fra i quali la compensazione del credito, che la prefata I. e R. Altezza Sua teneva nel suo particolare contro lo Stato, sia resultato che il credito dello Stato medesimo per la indicata dependenza si riduce alla somma di lire un milione dugentoquarantatremila novecentoquarantaquattro e denari uno.

Che avendo il Maggiordomo Maggiore della I. e R. Corte rappresentato a Sua Altezza Imperiale e Reale essere state dalla Cassa del Dipartimento di Corte fatte varie spese, le quali per la natura del loro titolo sembravano doversi rimborsare alla Cassa predetta dalla Reale Depositeria, Sua Altezza Imperiale e Reale, autorizzasse i componenti il Consiglio di Stato, Finanze e Guerra ad esaminare quali di dette spese formassero per la mentovata Cassa di Corte un giusto titolo di rimborso a carico dello Stato e a regolarizzare questa pendenza.

Che dopo il conveniente esame sia stato riconosciuto far carico allo Stato, ed essere rimborsabili al Dipartimento di Corte le spese indicate nella qui annessa Dimostrazione, formanti in complesso la somma di lire un milione trecentotrentatremila dugentocinquanta e soldi uno, siccome quelle, che vennero fatte per cause ed oggetti direttamente ed esclusivamente interessanti lo Stato.

E che siasi ravvisato congruo di estinguere altrettanta rata di questo debito dello Stato verso il Dipartimento della I. e R. Corte, mediante la cessione operativa il rilascio e dazione in pagamento del prenunciato credito di lire un milione dugentoquarantatremila novecentoquarantaquattro e denari uno.

E volendosi che di questa cessione consti in buona e valida forma, quindi è che;

Per il presente pubblico Instrumento, di cui la minuta precedentemente vista, approvata e soscritta dall' Illustriss. Sig. Capitolino Mutti Cavaliere dell' Ordine del Merito sotto il titolo di San Giuseppe, Avvocato Regio, sarà depositata nell' Archivio della I. e R. Depositeria Generale, apparisca e sia noto, qualmente avanti di me Dottor Carlo Redi Procuratore dei Regi Dipartimenti e Notaro residente a Firenze, e alla presenza dei sottoscritti Testimonj, si sono personalmente costituiti:

Sua Eccellenza il Sig. Conte Guido Alberto Della Gherardesca, Cav. Gran Croce degli Ordini di San Giuseppe di Toscana e del Merito Civile della Corona di Baviera, Cavalier Priore e Balì dell' Ordine di Santo Stefano di Toscana, e Cav. dell' Ordine di San Gennaro di Napoli, Consigliere di Stato e di Finanze, Ciamberlano di Sua Altezza Imperiale e Reale, e Maggiordomo Maggiore della I. e R. Corte, e

Sua Eccellenza il Sig. Francesco Cempini Cav. Gran Croce dell' Ordine di San Giuseppe, e di quello Imperiale Austriaco della Corona di Ferro, Consigliere Intimo Attuale di Stato, Finanze e Guerra, Direttore della I. e R. Segreteria di Finanze e della R. Depositeria.

E premessa da entrambi solenne ed espressa dichiarazione e protesta da intendersi apposta e ripetuta in ogni parte del presente Instrumento, e tante volte quante possa occorrere che per quanto facciano, dicano, stipulino e promettano, non hanno inteso, nè intendono di obbligare i propri Beni, nè quelli de' loro sig. Eredi e Successori, ma unicamente e semplicemente, quanto al primo, gli Assegnamenti e Capitali spettanti al Dipartimento della I. e R. Corte, e quanto al secondo, gli Assegnamenti e Beni dello Stato, e detta protesta e dichiarazione ferma stante e non altrimenti, la prefata E. S. il sig. Consiglier di Stato Cav. Gran Croce Francesco Cempini Direttore della I. e R. Segreteria di Finanze ha ceduto e cede il credito appartenente allo Stato di Toscana per dependenza del prezzo de' Beni acquistati in compra da Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca nella sua specialità, e per suo

particolare e privato interesse, e liquidato nella somma di lire un milione dugento quarantatremila novecento quaranta quattro, e denari uno, come risulta dal precitato pubblico Instrumento di questo giorno all' I. e R. Dipartimento di Corte, e per esso alla prelodata Eccellenza Sua il sig. Consigliere Cav. Gran Croce Conte Guido Alberto Della Gherardesca Maggiordomo Maggiore, e Direttore del detto Dipartimento della I. e R. Corte, trasferendo al Dipartimento medesimo il dominio del credito cedutogli, all' effetto che mediante la cessione del credito stesso rimanga operato il pagamento di altrettanta rata del debito, che nella somma di lire un milione trecento trentatre mila dugento cinquanta, e soldi uno lo Stato di Toscana tiene con lo stesso Dipartimento della R. Corte dipendentemente dalle spese resultanti dalla Dimostrazione in data de' nove Aprile stante, registrata a Firenze in questo stesso giorno, Vol. 290, f.° 144, cas. 5, e firmata dai Componenti il Real Consiglio di Stato, e dalla detta E. S. il Sig. Consigliere Maggiordomo Maggiore Conte Della Gherardesca, le quali spese essendo state fatte dalla Cassa del mentovato Real Dipartimento di Corte per cause ed oggetti direttamente ed esclusivamente interessanti lo Stato, è stato riconosciuto formare giusto titolo di rimborso a favore del Dipartimento predetto; la quale Dimostrazione, dichiarano le Parti contraenti che deve formar parte integrale del presente Contratto, e perciò si annette all' originale del medesimo per rimettersi con esso al pubblico Generale Archivio dei Contratti con obbligo di trascriverlo al Protocollo.

E la prefata E. S. il Sig. Consigliere Conte Guido Alberto Della Gherardesca nei modi e nomi suddetti, ha accettato ed accetta nell' interesse dell' I. e R. Dipartimento di Corte la cessione ad esso fatta del surriferito credito di lire un milione dugento quarantatre mila novecento quaranta quattro e denari uno in pagamento ed estinzione di altrettanta rata del debito, che nella maggior somma di lire un milione trecento trentatre mila dugento cinquanta e soldi uno, tiene lo Stato di Toscana verso il Dipartimento medesimo per la dependenza

suddivisata, il qual debito perciò è venuto a residuarsi nella quantità di lire ottantanove mila trecento sei, e denari undici.

In seguito di che è stato convenuto, e si conviene, che il debito residuale nella prenunciata somma di lire ottantanove mila trecento sei, e denari undici, sarà dalla R. Depositeria pagato, senza corresponsione di frutto, alla Cassa del Real Dipartimento di Corte dentro il corrente anno mille ottocento quarantacinque in otto rate eguali, ed ogni mese la rata, con la scadenza della prima al trentuno Maggio prossimo venturo, e così le altre successivamente di mese in mese fino al saldo del debito che sopra.

Le spese del presente Contratto e relative copie autentiche, saranno a carico della R. Depositeria.

Fatto, letto e pubblicato il presente Instrumento in questa città di Firenze, e precisamente nell' Imperiale e Reale Palazzo Pitti nella stanza di residenza di S. E. il Sig. Consiglier di Stato Maggiordomo Maggiore della Imperiale e Real Corte, alla presenza dell' Illustris. Sig. Segretario Andrea del fù Sig. Gaspero Bonaini, e del Sig. Lorenzo del fù Sig. Giuseppe Bicchierai, ambedue di condizione impiegati, domiciliati in Firenze, testimoni maggiori di età, ed aventi gli altri requisiti prescritti dalla Legge, specialmente chiamati ed avuti, i quali unitamente a me Notaro e alle Parti Contraenti hanno firmato il presente Originale, previa lettura fattane, e contestualmente il mio Repertorio Notariale di Loro propria mano e carattere, questo dì ed anno suddetti.

Cav. Prior. Balì Guido Alberto Conte Della Gherardesca nei modi e nomi suddetti.

Francesco Cempini nei modi e nomi suddetti.

Andrea Bonaini Testimone.

Lorenzo Bicchierai Testimone.

Io Dott. Carlo del fù Giovan Batt. Redi Notaro residente a Firenze m. p.

Registrato a Firenze il 10 Aprile 1845.

N. B. *Viene omessa la Dimostrazione summenzionata, per-*

chè perfettamente conforme a' prospetti *ricavati dai libri di scrittura della R. Depositeria, prodotti al Numero successivo.*

Questo documento esiste in copia autentica nella Filza n° 1005 della R. Depositeria, anno 1845.

Doc. CXXV.

Prospetti *ricavati dai libri di scrittura della R. Depositeria contenenti i conteggi passati fra la Corte e lo Stato per dipendenza d' acquisto di Beni stabili.*

Prospetto 1.°

A dì 31 Dicembre 1845.

A S. A. I. e R. il Granduca Leopoldo II nostro amatissimo Sovrano per prezzo di Beni, ed è l'importare di fondi, frutti e accessorj di proprietà dello Stato di Toscana ad Esso venduti nella sua particolarità a forma del Contratto del dì 10 Aprile p. p. rog., Ser Carlo Redi R. Procuratore, e passato fra il Cav. Matteo Bittheuser Segretario intimo di Gabinetto della prelodata A. S. I. e R. a ciò delegato con Atto del dì 5 Aprile medesimo, e S. E. il Sig. Consigliere Francesco Cempini Direttore della R. Segreteria di Finanze e R. Depositeria, come distintamente resulta dal suddetto Contratto, ed altri documenti relativi posti in un' unica Filza Affari segnata di n° 1005 alla quale . . . . . L. 1,838,311. 1. 11.
Dall' Amministrazione del Demanio per i Beni situati nel Piano, e Pendici di Buriano, e nelle Pendici di Colonna, posti nelle Comunità di Castiglion della Pescaja, e di Gavorrano, e come sono descritti	
Somma e segue.	L. 1,838,311. 1. 11.

Somma retro. L. 1,838,311. 1. 11.

nella Perizia dei Sigg. Giovanni Giuggioli, e Cav. Pietro Municchi del di 23 Gennajo 1839, e che qui per brevità si tralascia la descrizione, con Rendita imponibile di L. 2,066. 20. —. nella Comunità di Castiglion della Pescaja, e di L. 147. 16. —. in quella di Gavorrano per il prezzo che si compone . . . . . L. 84,794. 3. 3.

Valore fondiario netto . . . L.	56,748. 13. 4.	
Idem del soprassuolo boschivo. »	2,290. —. —.	
Per frutti al 5 p. % dal 15 Settembre 1837. »	22,344. 9 3.	
Gravezze pagate »	3,411. —. 8.	
L.	84,794. 3. 3.	

Dalle RR. Possessioni — importare della vastissima tenuta dell'Alberese traversata in pianura dalla R. Strada Orbetellana, e Aurelia, la quale ricorrendo per lunghissimo tratto il Fiume Ombrone dalla Vietta di Poggio Pennacchio per la Barca denominata dell'Alberese fino al Mare, e lungo il Mare oltrepassando le Pendici dell'antica Badia di San Rabano posta nella Comunità di Grosseto dell'estensione di quasi 20 miglia quadrate con Fabbriche ec. e con Rendita imponibile di L. 19,250. 14. —. di che nella Relazione, e Perizia dei Sigg. Giovanni Giuggioli e

Somma e segue. L. 84,794. 3. 3. L. 1,838,311. 1. 11.

Somma retro. L.	84,794. 3. 3.	L. 1,838,311. 1. 11.	
Cav. Pietro Municchi del dì 23 giugno 1840 per il prezzo che si compone come segue . .	» 1,442,470. 17. 4.		
Valore del Predio comprensivo del Bestiame, soprassuolo, e raccolte pendenti all'epoca del 15 Maggio 1839 in cui entrò in possesso . .	L. 1,113,757. 14. –.		
Frutti al 5 p. % da detto di a oggi . . .	» 328,713. 3. 4.		
Dalle RR. Possessioni suddette per il valore di parte dei Beni della tenuta di Pratolino nelle Comunità di Vaglia, distaccati in tre epoche dal 1817 in poi, con Rendita imponibile di L. 2,965. 55. —. per i prezzi seguenti, al netto di alcuni rimborsi dovuti al Nobile Compratore.	» 311,046. 1. 4.		
Beni di 1° acquisto, e fruttiferi al 4 ½ p. % dal 1° Gennaio 1817 . .	L. 34,803. 4. 6.		
Detti di 2° acquisto dal 1° Gennajo 1823. .	» 56,440. 10. –.		
Detti di 3° acquisto dal 1° Gennajo 1837. .	» 99,008. 2. 4.		
Mobiliare e Biancherie che vi esisteva . .	» 1,443. 11. 8.		
Frutti decorsi su'			
Somma e segue. L.	191,695. 8. 6.	L. 1,838,311. 1. 11.	L. 1,838,311. 1. 11.

Somma retro.	L.	191,695.	8.	6.	L. 1,838,311. 1. 11.	L. 1,838,311. 1. 11.
detti Beni dall' epoche dei respettivi acquisti	»	137,725.	5.	3.		
Rimborso d' imposizioni pagate	»	4,483.	8.	3.		
	L.	333,904.	2.	–.		
Si defalcano per rimborsi di spese ed altro dovuto al Compratore per le cause di che in detto Contratto. .	»	22,858.	–.	8.		
	L.	311,046.	1.	4.		
					L. 1,838,311. 1. 11.	L. 1,838,311. 1. 11.

A Avanzi L. 61,303. 1. 10. Avere S. A. I. e R. per prezzo di Beni sono l' importare dei frutti in ragione del 4 per % l' anno dovutili sulla somma pagata all' Austria di L. 533,064 —. —. fino del 25 Maggio 1842 e decorsi da detto di, a tutto 10 Aprile passato, imputabili questi unitamente al detto Capitale nel prezzo de' Beni acquistati col Contratto del 10 Aprile 1845 Rogato Redi . . . . . L. 61,303. 1. 10.

Al Conto Stato L. 1,333,250. 1. —. Avere S. A. I. e R. il nostro Granduca per prezzo di Beni, importare di ciò che Esso andava Creditore dallo Stato Toscano per dependenza delle seguenti spese fatte dalla Cassa della sua R. Corte nell' interesse dello Stato, e compensate col debito che teneva per dependenza dei Beni che ha acquistato dallo Stato medesimo nelle sue particolarità, e come distintamente resulta dal secondo Contratto del 10 Aprile 1845, rogato

Ser Carlo Redi, e passato fra S. E. il sig. Conte Guido Della-Gherardesca Maggiordomo Maggiore di S. A. I. e R. il nostro Augusto Sovrano, e S. E. Cempini Ministro delle RR. Finanze e R. Depositeria posto nella suddetta F. Affari n° 1005, qual somma si porta nel surriferito Conto di Stato, piuttostochè a quello di Avanzi come verosimilmente sembrava, stante l'essere tali spese nella maggior parte causate da miglioramento di ordine Finanziero . . . . . L. 1,333,250. 1.—.

Viaggi all'Estero, non compreso quello di Napoli di che in appresso, dalle LL. AA. II. e RR. il defunto Granduca Ferdinando III: e l'attual Granduca Leopoldo II: fatti per cause ed oggetti interessanti lo Stato, detratte le somme rimborsate dalla Cassa dello Stato predetto sotto di 13 Febbraio 1823 e sotto de' 29 Marzo 1827 per le spese dei due viaggi a Verona nell' occasione dell' Congresso, e del viaggio a Vienna nell'anno 1826, lire centosettantamila-settecentoquattordici, soldi diciotto e danari quattro . . . . . L. 170,714. 18. 4.

Esequie per S. A. I. e R. la Gran-Duchessa Marianna di gloriosa memoria, lire centodiciasettemila-quarantadue e soldi 12. —. . . . . » 117,042. 12. —.

Lavori per la Cappella Medicea dei depositi nella Basilica Laurenziana, escluse le L. Dugentocinquantaduemila pagate pel dipinto della Cupola, lire centoquarantaseimila novecentoquarantasei e soldi 17. —. » 146,946. 17. —.

Viaggio a Napoli per lo sposa-

Somma e segue. L. 434,704. 7. 4.

Somma retro. L	434,704.	7.	4.
lizio con S. A. I. e R. la Gran-Duchessa Maria Antonia, lire centoquarantottomila novecentosettantanove, s. 12. 8. . »	148,979.	12.	8.
Spese fatte per le gite di S. A. I. e R. nell' interno del Granducato, onde esaminare localmente le condizioni delle respettive Provincie, e deliberare dipoi sopra i bisogni delle medesime, sopra i miglioramenti di cui fossero suscettibili; assicurarsi di tempo in tempo che gli Ordini suoi fossero eseguiti a seconda delle sue vedute, e dare anco personalmente sulla faccia dei luoghi le direzioni, disposizioni ed eccitamenti che le circostanze esigevano, lire settecentoquarantaduemila centonovantadue, soldi 14. 4. . »	742,192.	14.	4.
Regali fatti ai Ministri Esteri, ed altri Personaggi, escluso l' importare già rimborsato ne' 29 Marzo 1827 di quelli fatti precedentemente, lire settemila trecentosettantatre, s. 6. 8. »	7,373.	6.	8.
L.	1,333,250	1.	—.

Pr

S. A. I. e Reale il Gra

DARE

1845

3 Giugno L. 11,163 5. 1. pagate al Dipartimento dell' I. e R. Corte, e per Esso al Cav. Pietro Baldi Cassiere in conto del credito di fior. 89,306. —. 11. resultato a favore di S. A. I. e R. il Granduca Leopoldo II nella sua specialità e nome proprio, nella liquidazione passata con questa I. e R. Depositeria per dependenza di Beni acquistati dalla prefata I. e R. A. S. e per spese da Essa fatte eseguire nell' interesse dello Stato, in ordine al Pubblico Contratto di cessioni e convenzioni del 10 Aprile 1845 rogato Redi . . . . . Usc. 53. q. 4. L. 11,1
1 Luglio L. 11,163. 5. 1. Pagate al Dipartimento suddetto e per esso al mentovato Cassiere in Conto come sopra. » 58. » 4. » 11,1
2 Agosto L. 11,163. 5. 1. Pagate al Dipartimento sud. e per esso al mentovato Cassiere in Conto c. s. . . . . » 63. » 4. » 11,1
2 Settembre L. 11,163. 5. 1. Pagate al Dipartimento sud. e per esso al mentovato Cassiere in conto c. s. . . » 69. » 4. » 11,1
19 detto L. 11,163. 5. 1. Pagate al Dipartimento sud. e per esso al mentovato Cassiere in conto c. s. . . . . » 72. » 4. » 11,1
2 Ottobre L. 11,163. 5. 1. Pagate al Dipartimento sud. e per esso al mentovato Cassiere in conto c. s. . . » 74. » 4. » 11,1
11 Novembre L. 11,163. 5. 1. Pagate al Dipartimento sud. e per esso al mentovato Cassiere in conto c. s. . . » 79. » 4. » 11,1
3 Dicembre L. 11,163. 5. 4. Pagate al Dipartimento sud. e per esso al mentovato Cassiere in saldo del sopra enunciato credito. . . . . » 84. » 4. » 11,1

Detto per prezzo di Beni

31 detto L. 1,838,311. 1. 11. Avere più Conti, sono l'importare del prezzo di Beni fondi, frutti e accessorj, di proprietà dello Stato di Toscana, alla prefata I. e R. A. S. venduti nella sua particolarità, a forma del Contratto de' 10 Aprile p. scorso rog. Ser Carlo Redi R. Procuratore, e passato fra il Cav. Matteo Bittheuser Segretario Intimo di Gabinetto della prelodata A. S. I. e R. a ciò delegato con Atto del dì 5 Aprile medesimo, e S. E. il Consigliere Francesco Cempini Dirett. dell' I e R. Segreteria di Finanze e R. Depositeria, come distintamente resulta dal sud. Contratto e Documenti relativi posto tutto in F. Affari al n° 1005 . . . . . Gle. 229. » —. » 1,838,3

L. 1,92

» II in Conto a parte

AVERE

jo L. 533,064. —. —. Dare Stato in di 31 Dicem-
844 di tante il Campione antecedente consegna
lore S. A. I. e R. il Granduca Leopoldo II per
state pagate ne' 29 Maggio 1842 dalla Cassa cen-
d' Austria e quella privata dell' Imperatore d' Au-
Ferdinando I per interesse della Corte di Toscana
r. 177,688. per stare in conto di Capitale e frutti
redito che S. M. l' Imperatore Leopoldo II di Au-
teneva con S. A. I. e R. Ferdinando III Grandu-
Toscana, per dependenza di LL. di Monte in
dell' Atto de' 4 Maggio 1791. . . . . » —. q. 2. L. 533,064. —. —.
bre L. 61,303. 1. 10. Dare Avanzi, e sono l' im-
re dei frutti, in ragione del 4 p. % l' anno dovuti
A. I. e R. il Granduca sulla somma suddetta pa-
all' Austria fino de' 25 Maggio 1842 e decorsi da
di a tutto il 10 Aprile passato imputabili questi
mente al detto pagamento sul prezzo dei di contro
iati Beni. . . . . Gle. 230. » 75. » 61,303. 1. 10.
L. 1,333,250. 1. —. Dare il Conto Stato, impor-
li ciò che la prefata A. S. I. e R. andava credi-
dello Stato Toscano, per dependenza di spese fatte
Cassa della Sua R. Corte nell' interesse dello Stato
simo e compensate col debito, che teneva per il
dei di contro notati Beni, come distintamente
a dal secondo Contratto de' 10 Aprile 1845 rog.
Carlo Redi e passato fra S. E. il Conte Guido della
ardesca Maggior Domo Maggiore del rammentato
to Sovrano, e S. E. Cempini Ministro delle
Finanze e R. Depositeria, posto in F. Affari al
05 . . . . . » 230. » 3. » 1,333,250. 1. —.

L. 1,927,617. 2. 10.

Doc. CXXVI.

Convenzione fra le corti d' Austria e di Toscana pel pagamento dell' Appannaggio al ramo Borbonico parmense, fino a che fosse rimasto in Lucca.

Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc, et Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ayant désiré de règler Leurs intérêts Personnels relativement, à la rente de 500,000 francs accordée à S. M. l'Infante Marie Louise Duchesse de Lucques conformément aux dispositions de l'Art. 101 de l'Acte du Congrès de Vienne signé le 9 Juin 1815, et à la teneur du Traité stipulé à Paris le 10 Jun 1817, ont nommé des Plénipotentiaires pour arrêter et signer en Leurs Noms une Convention à cet égard, savoir:

S. A. I. et R. le Grand-Duc de Toscane etc.

Le Sieur Victor Fossombroni, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre du mérite sous le titre de Saint Joseph, et de celui des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'Ordre de Saint Etienne, Officier de la Légion d'Honneur, Chambellan, Conseiller, Secrétaire d'Etat, et Ministre des Affaires Etrangères etc. etc.

S. M. I. et R. Apostolique etc.

Le Sieur Antoine Comte d'Appony, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre du mérite sous le Titre de Saint Joseph, et de l'Ordre Constantinien de Saint Géorges de Parme, Commandeur de l'Ordre Impérial de Léopold, Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa dite Majesté I. e R. Apostolique près la Cour de Toscane etc.

Les quels après avoir reconnu leurs pleinspouvoirs respectifs sont convenus des Articles suivans:

ART. I.

Les arrérages de la rente supplémentaire de cinqcentmille francs payable par S. M. l'Empereur, et par S. A. I. et R. le Grand Duc à S. M. l'Infante Marie Louise en vertu de l'Art. 101 de l'Acte du Congrès de Vienne, rappellé dans l'Art. 6 du Traité de Paris du 10 Juin 1817, seront acquités en totalité par S. M. I. et R. Apostolique pour les termes échus jusques et compris le trent'un Decembre milhuitcentdix-sept.

ART. II.

S. M. I. et R. Apostolique de Son côté s'engage à ce que S. A. I. et R. Monseigneur le Grand-Duc de Toscane, quelque puisse être le succés de la négociation pour l'arrangement definitif de la liquidation avec Lucques, ne puisse jamais être tenue a concourir en rien au payement des arrérages dus à l'Infante antérieurement à l'époque du 1.° Janvier 1818.

Le payement de ces arrérages qui résulterait de l'arrangement définitif pour la liquidation entre les Cours d'Autriche et de Lucques tombera entièrement à la charge de S. M. l'Empereur, qui en vertu de cette obligation régarde et déclare l'hypothèque spéciale affectée aux Terres Bavaro–Palatines comme entièrement éteinte à l'égard du montant des arrérages antérieurs à l'époque du 1.° Janvier 1818, et garantit S. A. I. et R. contre tout recours que S. M. l'Infante ou les Héritiers pourraient vouloir exercer au sujet des dits arrérages, ne reconnaissant désormais la validité de l'hypothèque sur les Terres susénoncées que pour ce qui concerne le payement courant de la rente supplémentaire due à S. M. l'Infante à commencer du 1.° Janvier 1818.

ART. III.

A commencer du premier Janvier milhuitcentdixhuit la rente supplémentaire de cinqcentmille francs par an sera payée

à S. M. l'Infante Marie Louise par S. A. I. et R. le Grand-Duc jusqu'à l'époque où Sa dite A. I. et R. entrera dans la jouissance de la propriété et de la Souveraineté du Pays de Lucques.

ART. IV.

Le montant de la rente échu depuis l'époque du 1.° Janvier 1818 et à écheoir par la suite sera acquitté à Vienne par termes égaux de six en six mois entre les mains du Chargé d'Affaires de Lucques, ou de tel autre qu'il plaira à Sa dite Majesté l'Infante de désigner à cet effet. Il sera donné connaissance à S. M. l'Empereur des différens payemens à mésure qu'ils seront effectués.

ART. V.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le terme de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de Leurs armes.

Fait a Florence le dix Juillet milhuitcentdixhuit.

(L. S.) *Signé* — Le Chevalier V. FOSSOMBRONI Secrétaire d'État et Ministre des Affaires Etrangères.

(L. S.) *Signé* — Le Comte A. APPONY, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. I. et R. Apostolique près S. A. I. et R. Monseigneur le Grand-Duc de Toscane.

Dichiarazione supplementare voluta dall' Austria.

Son Altesse Impériale et Royale Monseigneur l'Archiduc Grand-Duc de Toscane voulant satisfaire à l'invitation de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique tendant e reconnaître formellement le droit de reversibilité des Seigneuries de Bohême connues sous le nom de Bavaro-Palatines, établi en faveur de sadite Majesté par l'Article 101 de l'Acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815, et à déclarer que lesdites Seigneuries ne pourront en attendant être aliénées ni affectées à des nouvelles charges; S. A. I. et R. l'Archiduc Grand-Duc conformément aux dispositions contenues dans l'Article 101 enoncé, et a son adhésion à l'Act susdit, reconnaît le droit de reversibilité des Seigneuries de Tachlovitz, Busthithieradt, Svoleniovés, Poritschen, Katzow, Ploskovitz, Politz, Reichstadt, situées en Bohême en faveur de S. M. I. et R. Apostolique, et declare que lesdites Seigneuries rentreront dans le Domaine particulier de S. M. lorsque en execution de l'Article 102 de l'Acte du Congrès et de l'Article 4 du Traité de Paris du 10 Juin 1817 aura effectivement lieu la réversion du Duché de Lucques à S. A. I. et R., ses héritiers et successeurs.

S. A. I. et R. Monseigneur le Grand Duc déclare en outre pour Lui, ses héritiers et successeurs, que lesdites Seigneuries ne seront en attendant aliénées, ni affectées à des nouvelles charges, et consent que cette Déclaration soit insérée dans les Régistres publics au gré de S. M. I. et R. Apostolique pour tous les effets que de droit.

Fait à Florence le 22 Janvier 1819.

Signé — FERDINAND m. p.

Ambedue questi documenti esistono nel Ministero delle relazioni straniere.

Doc. CXXVII.

Lettera del cav. Bargagli incaricato d' Affari a Roma al conte Serristori ministro delle relazioni straniere a Firenze, per avvertirlo delle ire svegliatesi in Pio IX contro le leggi giurisdizionali Leopoldine.

Eccellenza

Non debbo occultare all' E. V. che jeri mentre mi portai dal Card. Ferretti onde fargli le prime confidenziali aperture intorno ai due Vescovati di Fiesole e Montalcino, e per impegnarlo della sua mediazione onde poter devenire a nuove proposizioni per l' Arcivescovato di Lucca, lo trovai immensamente alterato ed esaltato circa a notizie ricevute dalla Toscana.

Egli principalmente si fermò sull' intenzione in cui è il Governo granducale di estendere al Ducato di Lucca le leggi toscane Leopoldine in materia giurisdizionale;

Palesò che la più valida resistenza sarebbe opposta dall' Autorità pontificia a questo fatto;

Che tentare simil passo significherebbe decisa volontà di troncare ogni armonia fra i due paesi;

Che il Papa infine era angustiatissimo per simili notizie, giungendo perfino a dire, che incontrerebbe mille volte la morte, prima che annuire o tollerare un tale avvenimento.

Si mostrò poi meco anche sommamente eccitato per effetto di un abboccamento avuto dall'E. V. con Mons. Sacconi, di cui parmi abbia questi esagerato il tenore, proclive come sempre mi è sembrato piuttosto a suscitare dispareri, che a contribuire alla buona armonia, ed agli amichevoli rapporti fra i due Governi.

Io non potevo dunque incontrare momento meno opportuno per prendere iniziativa degli affari anzidetti.

Non ho omesso nè zelo, nè argomento alcuno per acquietare il di lui esacerbato animo, sopra entrambi questi punti, sui quali volle meco aprirsi.

Infine sembrandomi la cosa di qualche momento ho creduto con tutta riservatezza di portarla a cognizione dell' E. V. mentre ho l' onore di ripeterle i sentimenti della mia più distinta considerazione e rispetto ec.

Di Vostra Eccellenza

P. S. Animato sempre dal desiderio di essere in qualche modo utile al mio paese, e di contribuire a conciliare e sopire ogni principio di vertenza, prevengo l' E. V., che a questo fine non ho risparmiato neppure le vie indirette, procurandomi un abboccamento col conte Pietro Ferretti.

Egli mi ha con tutta franchezza palesato (or sono pochi momenti) che le cose scritte da Mons. Sacconi sul duplice argomento di questa mia *riservatissima comunicazione*, erano tali da irritare ed esacerbare la suscettibilità di chicchessia.

Mi ha soggiunto, aver le mie parole tranquillizzato il Cardinale ed il Papa;

Che io scriva a Firenze, che non si risparmi prudenza e circospezione nei contatti col Sacconi, tanto più che la sua dimora in detta città non è che precaria;

Che è indubitato non potersi fare una eccezione per Lucca alle leggi fondamentali di uno Stato;

Che dovranno pèrciò applicarsi, anche a quel Ducato, gli ordinamenti Leopoldini;

Che nell' attual momento però non conviene toccare questo tasto;

Che col temporeggiare si otterrà l' intento;

Che infine dovendosi egli quanto prima trasferire in Toscana, si chiamerebbe molto fortunato se potesse essere mediatore per la sistemazione di questa pendenza, al qual' effetto mi ricercherebbe delle commendatizie per l' E. Vostra.

Roma, li 11 Novembre 1847.

Devotis. Obb. Servitore
Firmato — S. BARGAGLI.

Esiste in originale nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CXXVIII.

Due lettere del barone B. Ricasoli al conte Serristori, mentre si tratteneva in Genova presso Re Carlo Alberto, ond' invocarne l' appoggio nella vertenza di Fivizzano col Duca di Modena.

Eccellenza

Onorato da Sua Altezza Imperiale il Granduca di una non meritata fiducia nella missione affidatami presso Sua Maestà il Re di Sardegna, vengo a rimettere nelle mani di Vostra Eccellenza la narrativa delle cose conseguentemente operate.

Arrivato in Genova nella mattina del giorno 18 corrente fu prima mia cura di pregare il Console Generale di Toscana di far conoscere a S. E. il Ministro degli Affari Esteri la missione speciale della quale io era incaricato, onde la volesse partecipare a Sua Maestà il Re, e intendere la Reale volontà sul tempo che si fosse degnata ricevermi per la presentazione delle lettere autografe di Sua Altezza Imperiale. In seguito ebbi avviso che Sua Maestà il Re mi avrebbe ricevuto il giorno stesso a ore 5 pomeridiane.

Sua Maestà mi ricevè con particolare benevolenza, e si espresse con molto interesse intorno la vertenza della Lunigiana, disapprovando la condotta dal Duca di Modena tenuta dirimpetto il Granduca nell' occupazione di Fivizzano fatta con armata mano, e senza precedente consegna; disse parole di dispiacere anco per tutto l' altro contegno del Duca, non tacendo la famosa lettera della riserva dei 300 mila uomini; terminò col dichiarare che dal canto suo farebbe ogni possibile per conciliare una onorevole riparazione al Granduca, al quale avrebbe dato repliche il giorno appresso.

Nella sera stessa ebbi l' onore di conferire a lungo col Ministro degli Affari Esteri, non tanto intorno il fatto della occupazione di Fivizzano operata dalle truppe modenesi, quan-

to sulle cose interne nostre. Di queste, come di ogni altra particolarità, che sia fuori della mia presente incombenza mi riserbo darle conto al mio non lontano ritorno. Intanto posso accertare l'Eccellenza Vostra, che il Gabinetto di Torino è perfettamente d'accordo nel caratterizzare per illegale nel fatto, e indegna pei modi, l'occupazione di Fivizzano; conviene nelle ragioni per le quali il Governo toscano intendeva a temporeggiare. In queste ragioni, riposte nello spirito pubblico che il Governo toscano volle, e vuole rispettare, il Re stesso conviene. Dello spirito pubblico ha più volte toccato il Ministro degli Affari Esteri in un secondo colloquio tenuto con me in questa mattina, e credo quella considerazione abbia per la sua parte influito nelle decisioni adottate successivamente, e che il Ministro mi ha partecipate nelle ore pomeridiane di questo giorno, il cui tenore è il seguente: Il Re unisce la sua mediazione a quella del Sommo Pontefice per conseguire una onorevole sistemazione della vertenza di Fivizzano; ha specialmente incaricato il Marchese Ricci di corrispondere direttamente col Marchese Molza, e di unire i suoi uffizi a quelli di Monsignor Corboli, e di avere per avute da Sua Maestà quelle istruzioni stesse, che il Governo pontificio avesse già date a Mons. Corboli intorno la sistemazione della questione suddetta, aggiungendo che di vederla presto sistemata sentiva desiderio non tanto per la dignità del Granduca, quanto per gli interessi d'Italia.

Mi pare che con questo sia compita la mia missione. Tuttavolta attenderò un ordine dell'Eccellenza Vostra per partirmi di qui.

Mi permetterò soltando di osservare, che ove fosse necessaria ancora la mia permanenza, sarà utile di provvedermi non tanto di quelle istruzioni che interessano direttamente il soggetto di cui sono incaricato, ma di farmi altresì consapevole delle istruzioni che Vostra Eccellenza trasmetterà al cav. Martini, e di quelle comunicazioni che il Governo toscano ricevesse da quello di Sua Santità, o da qualche estera potenza, sempre rispetto alla vertenza della Lunigiana, onde

io sia pienamente informato, e possa regolarmi nelle comunicazioni che fossi ancora per avere col Governo di Sua Maestà Sarda.

Con le proteste della più profonda considerazione ho l'onore di segnarmi

Dell' Eccellenza Vostra

Genova, 19 Novembre 1847.

Devotis. Obb. Servitore
B. Ricasoli.

Lettera 2.ª

Eccellenza

Col mio rapporto di jeri mi limitai a riferire i fatti e le cose, che mi parevano sostanziali rispetto alla mia missione speciale presso questo Governo Sardo: a così fare mi obbligava la strettezza del tempo e la necessità delle cose stesse che non permettevano dilazione.

Supplisco oggi con questo secondo rapporto in cui esporrò alcune particolarità, forse giovevoli alla questione Lunigianese e a successive risoluzioni.

Dissi jeri che tanto il Re, quanto il Suo Governo avevano dato molto peso alla situazione dello spirito pubblico in Toscana. Non si dissimulano che è più facile di contentare il Granduca, che il Popolo. Il Ministro degli Affari Esteri Conte di San Marzano me lo ha ripetuto più volte. Il Duca di Modena altresì impone con la sua caparbia sventatezza, come potrebbe imporre un Re risoluto alla testa di una grande ed agguerrita armata. La irragionevolezza del Duchino (così lo chiamano qua) in principio, mi avvidi, teneva irresoluti dal farsi interponitori tra le parti contendenti. Si rendeva piena ragione al Granduca, ma in sostanza lo spirito pendeva tra le

difficoltà di condurre il Duca alle cose di necessaria ragione, e fare Atto di cui lo spirito pubblico se ne appagasse.

Il Re crede che l'Austria abbia influito ed influisca sulla condotta del Duca: il Ministro degli Affari Esteri non crede dell'Austria, ma crede che vi sieno certamente dei raggiratori intorno al Duca. Io credo che questa non sia che questione di parole. E credo così tanto più che il Ministro stesso mi dipingeva la Monarchia austriaca come perfettamente disorganizzata, e incapace a nissun atto gagliardo, fosse anco uno sforzo. Il principe di Metternich lo sente, e non vorrebbe conflitti in Italia; ma Radetzky vuole tenere la Dittatura d'Italia. Con questo, mi pare, si spieghino molte cose. E se ne spiega molte altre, vedendo come il fantasma dell'antica influenza austriaca preoccupi un tantino nelle questioni esterne questo Governo, il quale, mentre è fermo in casa, non sa ancora decidersi a mostrarsi forte fuori a prò del risorgimento e dell'indipendenza de' Principi italiani. Condurlo a questa decisione dovrebb'essere la mira della politica de' Principi riformatori, che reggono Roma e Firenze. E ve lo potrebbero condurre più facilmente che non si crede, secondo il mio parere, prendendo alla opportunità un'attitudine ferma e forte; superiore alla loro forza reale; dirò, audace, sempre rispetto alla forza fisica disponibile, non rispetto alla ragione. Anzi la ragione dovrebb'esserci in primo luogo, e dovrebbe poi servire di occasione a spiegare questo ardire; dovrebbesi, come si suol dire, prendere la palla al balzo. Se i trambusti d'Italia turbano l'Austria, non dispiacciono meno al Re di Piemonte, che teme agitino il suo popolo, oramai mosso. Allora il timore di dentro lo spingerebbe a spiegare la sua forza fuori; e per qual causa la piglierebbe, non è dubbioso. Certo per la causa dei Principi riformatori come Lui è. In una parola dirò: bisogna compromettere il Re di Piemonte nella politica italiana. E questo sarebbe un bene generale, che non ha bisogno di altre spiegazioni. La mediazione chiesta al Re per la sistemazione degli affari lunigianesi è ottimo pensiero nel punto in cui sono oggi le cose. Ma questa mediazione è stata

chiesta puramente e semplicemente; e non poteva chiedersi altrimenti. Mi pare però necessario di influire onde nei particolari conduca a soluzione veramente giovevole alle cose nostre. Nel conferire col Ministro si è preso in esame i modi che darebbero una soluzione agli affari della Lunigiana. Tre ne sono comparsi: 1.° L'evacuazione del territorio di Fivizzano e successiva consegna nei modi legali: 2.° Il riscatto; 3.° L'evacuazione di detto territorio, l'adesione alla Lega Doganale per parte del Duca di Modena, e successiva consegna al Duca del territorio Fivizzanese. Col primo si sodisfa alla legalità vulnerata; il Granduca dev'esserne contento in quanto si è rimesso in ciò che facesse il Re. Ma lo spirito pubblico è credibile che non ne sarà sodisfatto. Nei due altri modi è salvo l'onore del Granduca; è salva la quiete interna, perchè è credibile che entrambi contenteranno lo spirito pubblico, il quale troverà nell'adesione alla Lega Doganale una concessione al progressivo incivilimento italiano. Intorno a questi due miglior modi sta a contrariare l'esito il riflesso, che il Duca Modenese non gli accetti. Io non aveva la missione di trattare sopra veruno di questi modi; ma l'esame ne è stato completo. A trattare non solo ostava la lettera del Granduca al Re, ma il non sapere quali fossero le istruzoni date al cav. Martini. La risoluzione adunque adottata dal Re di unire la sua interposizione a quella del Sommo Pontefice; di confermare nel suo rappresentante in Modena le istruzioni, che l'Inviato pontificio ha ricevuto dal suo Governo, mi è parso frattanto il risultato più favorevole che oggi si potesse conseguire. Mi pare che in questo non sia tolto al Governo toscano di provvedere con istruzioni all'Inviato suo a Modena, onde le dichiarazioni e l'attitudine presa dal Sommo Pontefice conduca a soluzione della questione concorde ai veri interessi toscani e italiani. Mi pare necessario di far questo, per non formarsi degl'imbarazzi dentro casa, che sono di più difficile accomodamento delle vertenze esteriori.

Prima di lasciare il Ministro ho dichiarato che ove a tutto costo, per la forza dei Trattati, la Toscana dovesse con-

segnare Fivizzano, era necessario che il Duca di Modena dasse amnistia piena a tutti coloro che in un modo o nell' altro fossero politicamente compromessi dirimpetto al nuovo dominio, e fosse con ciò non solo impedita qualunque reazione, ma insieme sospesa l' emigrazione, e richiamati gli emigrati. Il Ministro ha soggiunto che questo era necessario, e poteva bastare anco la sola promessa del Duca. Ho io ripreso, che al Governo toscano non poteva bastare; a troppo grave rimprovero dirimpetto a Toscana e Italia sarebbe andato incontro, non tanto nel caso che fosse fatto molestia qualunque a uno degli abitanti di Fivizzano, anco per abuso di potere di subalterne autorità, quanto se trascurasse di riserbarsi il diritto esplicito e legale di tutelare quei di Lunigiana. Essere dunque condizione essenziale della consegna di questo territorio l' articolo di una piena amnistia, ed espressa in termini che assicurino da ogni duplice interpetrazione.

Nell' aspettativa di lettere di Vostra Eccellenza, che mi permettano il mio ritorno in Firenze, prendo la opportunità per protestarmi con la maggiore considerazione

Dell' Eccellenza Vostra

Genova, li 21 Novembre 1847.

Devotis. Obb. Servitore
Firmato — B. Ricasoli.

Estratte dall' Archivio del Ministero delle relazioni straniere.

Doc. CXXIX.

Tre rapporti *officiali del cav. Giulio Martini al Governo toscano sulle vertenze insorte col Duca di Modena a proposito di Fivizzano.*

Rapporto 1.° — Al Conte Serristori.

Eccellenza

Il venerato Dispaccio di Vostra Eccellenza sotto la data del 23 del corrente mi venne rimesso jeri mattina dal Corriere Vegni, ed io mi affretto a porgerle i più rispettosi ringraziamenti per le illuminate direzioni che con esso mi trasmette, raccolte in separata Memoria, non che pel favoritomi invio dei documenti ch' io le aveva precedentemente richiesti.

Senza ripetere in una somma strettezza di tempo quanto con questa medesima spedizione rassegno direttamente a S. A. I. e R., vedrà l'Eccellenza Vostra dal relativo mio *rapporto*, che le intenzioni dal R. Governo manifestate, quanto alla sistemazione della grave pendenza di Lunigiana, sono già presso a ricevere il loro compimento; vedrà del pari che se riusciva impossibile il non disgiungere in qualche modo da questa la trattativa della Lega Doganale, pure quanto e come era possibile non si è trascurato di associarvela.

I varj progetti costì immaginati affinchè, almeno agli effetti daziarj, il Ducato di Modena, o la parte di esso che si compone del Ducato di Massa e Carrara e dei Feudi Estensi non sfuggano alla Unione, eransi qui fra noi già replicatamente discussi, compreso quello che consisterebbe nel prendere in appalto per conto della Lega queste Dogane, ma sino all' ultima estremità l' affare continuerà a trattarsi nel suo più semplice e più lato aspetto di una vera e propria accessione alla *dichiarazione di Torino.*

Come poi il Duca di Modena sia sceso in sentimenti più ragionevoli ed equi per la composizione dell' affare di Fivizzano, mentre dai più voleva dubitarsi anche della di lui accoglienza delle proposte mediazioni, ecco ch' io vado a dirlo.

Fu da me jeri mattina il Barone Neumann, e vi fu per due motivi:

Primo — Per leggermi alcuni paragrafi di dispacci del Principe di Metternich, nei quali il Direttore della politica austriaca mostrava apertamente di propendere a favore del Duca di Modena. Compresi bene che il Neumann non mi leggeva che la parte contraria alla Toscana, tacendomi la favorevole, ma a me conveniva di prenderlo in parola, volendo parlare alto e forte; cosicchè ascoltata quella lettura in silenzio, non senza lasciar travedere un sorriso sardonico che non sfuggì all' osservatore, replicai: — M. le Baron j'avoue que la lecture de ces phrases produit sur moi une impression pénible, car si on nous refuse à Vienne de la bienveillance à la quelle nous aurions droit de pretendre, sur tout dans la question actuelle, on devrait du moins ne point faire bon marché de tout sentiment de justice, en ayant l'air d'oublier méme les principes fondamentaux du droit des gens. —

Qui una discussione assai viva s' impegnò fra il Ministro e me (ed era quello che cercavo) volendo come era necessario in quel momento decisivo far vibrare la corda sensibile, il timore della Guerra d' Italia! Le cose andarono a tal punto ch' io potei dichiarare nel tuono il più positivo, che ove il Duca di Modena non avesse, come era da attendersi, accolta la mediazione, allorchè di ciò si fosse da me acquistata la certezza, non avrei esitato un momento, *senza chiedere istruzioni al mio Governo*, di dirigere al Marchese Molza una Nota nella quale riepilogando la di lui inconveniente condotta a mio riguardo (ne avevo rimarcati tutti gli atti senza farne per ora lagnanza), e contrapponendovi la storia genuina e completa della condotta conciliante da me tenuta col Sovrano e col Governo di Modena, gli avrei annunziato che abbandonava il Paese nello spazio di due ore, rendendo lo stesso Modenese Governo re-

sponsabile di tutte le conseguenze che potessero derivarne, e gravi e molte ne sarebbero derivate difatti. Che questa Nota avrei preso sopra di me di pubblicarla nei Giornali, appena giunto a Bologna, e che qualunque cosa ne accadesse a me stesso, avrebbe poco a presso tenuto dietro la pubblicazione di tutta la trattativa durante il mio soggiorno qui.

Il Bârone fu altamente sorpreso e spaventato da quella mia risoluzione detta con la massima freddezza, e soggiunse — Mon Dieu vous n'y pensez pas! — replicai ero irremovibile: volle impormene aggiungendo; — Le Marechal Radetzky a ses instructions tant pour le cas d'une collision à l'interieur, que pour celui où d'autres troupes italiennes s'introduiraient sur le territoire. — Que le Marechal remplisse ses instructions, s'il en a; cela ne me regarde ni me préoccupe nullement; ce qui me préoccupe c'est de faire mon devoir vis-à-vis de mon Souverain et de mon Pays. —

Il tuono del Neumann divenne allora dolcissimo, e abbandonando la idea di farmi paura, scese al secondo e vero oggetto della sua visita.

Si era questo di mostrarsi dolente che il Corboli ed il Ricci avessero circa la mediazione presentata al Molza una Nota scritta, la quale esigeva una risposta.

Mi parve di dover subito sciogliere il nodo. Se la risposta si teme che possa essere compromittente, ebbene che Molza faccia una semplice accusa di ricevimento, ed annunzi che S. A. R. riceverà Ella medesima i rappresentanti del Santo Padre e del Re di Sardegna.

Il Barone fu incantato del progetto e mi promesse d'andar subito dal Marchese Molza per farlo porre in pratica. Non si accorse per altro che era questa una implicita e chiara accettazione della mediazione di fronte al tenore delle Note che mi era conosciuto. Lo confortai nel suo proposito con dimostrargli che il Molza, uomo che si teneva sempre in silenzio nelle conferenze, e inesattamente le riferiva al Sovrano, non era un organo ma un ostacolo, cosicchè tutto consigliava di trattare direttamente col Principe.

Due ore dopo Monsignor Corboli ed il Marchese Ricci ebbero l'accusa di ricevimento, e l'invito d'Udienza per la sera, nella quale il primo potè anche presentare la lettera autografa del Santo Padre preconizzata dal Cavalier Bargagli, e pochi momenti prima giunta da Bologna per Staffetta.

Informato del buon esito della udienza stessa, in unione al Ricci visitai il Barone Neumann al Teatro, lo ponemmo al fatto delle concilianti disposizioni d'ambe le parti, e ne ricevemmo ripetuti ringraziamenti come di servigio reso *anche all' Austria.*

Or che il Duca si è pronunziato in modo così conveniente, spedito ch'io abbia il Corriere, mi propongo di recarmi dal Ministro degli Affari Esteri per esternargli nel modo il più amichevole *e conveniente* il desiderio d'inchinare S. A. R., e di esprimergli i miei sentimenti. Sarà porre il sigillo ad un accordo nella parte essenziale quasi concluso, ed avrò campo di rientrare sulla questione della Lega.

Ho creduto prezzo dell'opera non risparmiare a Vostra Eccellenza questo dettaglio, ma prego d'essere scusato se il tempo mi manca per dire più e meglio.

Ho l'onore di rassegnarmi con la più alta e rispettosa considerazione

Di Vostra Eccellenza

Modena li 27 Novembre 1847.

Umil. Obbl. Servitore
Firmato — G. MARTINI.

Rapporto 2.° — Al Granduca.

Altezza Imperiale e Reale

La vertenza di Fivizzano è sistemata.

Quali siano i modi convenuti per l'esecuzione del relativo accordo fatto qui con l'intervento degli inviati Pontificio e

Sardo, vorrà degnarsi l'Imperiale e Reale Altezza Vostra di rilevarlo dall'originale della prammatica che ho l'onore di rassegnare qui unita insieme ad una copia del Proclama che dovrà essere pubblicato a nome di S. A. R. il Duca Francesco V dal Commissario Modenese.

Credo indispensabile alcune osservazioni da servire di schiarimento alla compiegata carta autentica.

Il Paese di Pallerone ove debbono ritirarsi le Truppe che oggi occupano il Vicariato di Fivizzano, è situato entro i confini degli antichi Dominj Estensi, cosicchè la evacuazione è assoluta, e la riparazione da questo lato principale non poteva esigersi più completa.

La scorta di dieci uomini e di un uffiziale accordata a ciascuno dei due Commissarj ha avuto il doppio oggetto, e di fare legalmente riporre il piede in Fivizzano alle Truppe di Vostra Altezza Imperiale e Reale, e di avere nel Paese una forza sufficiente a mantenere l'ordine in ogni evento, mentre si compiono gli atti di tradizione di dominio, e se ne allontanano le Estensi Milizie.

Per il compimento degli atti stessi si è determinato il giorno sette del corrente mese, onde evitarne uno festivo o immediatamente successivo a giorno di festa nei quali maggiore è l'affluenza di persone estranee alla località, e temibile l'eccitamento che d'ordinario producono le riunioni nei ridotti destinati alla vendita del vino.

È inteso che l'uffiziale ed i militari componenti la scorta d'onore del Commissario toscano non dovranno appartenere all'arme dei Carabinieri, per evitare ogni più remota causa di collisioni che nascer potessero da penose reminiscenze.

Sia dunque che appartengano alla linea o ad altro corpo militare, abbiamo qui ritenuto che l'accennato picchetto verrà tratto dai distaccamenti che attualmente si trovano in Pontremoli, troppo maggiore essendo la distanza che avrebbero da percorrere movendo o da Firenze o da Pietrasanta.

In questo concetto è considerato che alle ore dieci antimeridiane di martedì prossimo dovranno col Commissario tro-

varsi in Fivizzano, si è calcolato che possano, per gli ordini che Vostra Altezza Imperiale e Reale vorrà degnarsi di emanare, giungere la sera di lunedì sei a Terrarossa ed ivi pernottare, percorrendo nella successiva mattina di buon' ora la distanza che da Fivizzano gli separerà non eccedente le miglia sette.

Il Governo Modenese prescrive che nessuno ostacolo sia loro frapposto per transitare sui punti del territorio estense che intersecano l' accennato stradale.

Non si è omesso di prevedere la possibilità che i militari toscani partendo la mattina del sette da Terrarossa per recarsi in Fivizzano, s' incontrino con la totalità o con parte della Colonna estense in marcia per Pallerone. In questo caso le due Truppe dovranno rendersi vicendevolmente il saluto militare.

Sebbene nel concordato annesso sia fatta parola della tradizione dei paesi di Terrarossa, Albiano, Calice e Ricò quando questa fosse possibile, noterò esser bene inteso col Marchese Molza in presenza degl' inviati Pontificio e Sardo, che tale possibilità non esiste oggi per non essersi ancora composta la vertenza di Pontremoli; che però le relative espressioni debbono esser riguardate nel momento attuale come oziose, ove l' accordo circa Pontremoli non si fosse nell' intervallo costì concluso e ratificato, nel qual caso spetterebbe al R. Governo di considerare se la contemporanea cessione potesse aver luogo.

Il Governo di Modena impegnandosi a fare in modo che i dieci militari componenti la scorta del proprio Commissario siano scelti fra gli uomini i più disciplinati, tranquilli e sicuri, io ho promesso dal canto mio che una precauzione uguale si adotterebbe da quello di Vostra Altezza Imperiale e Reale.

Ripeto infine una preghiera di questo Sovrano espressa per l' organo del suo Ministro degli Affari Esteri, che il Proclama di Vostra Altezza in quella parte nella quale annunzierà la pacifica soluzione delle insorte vertenze, sia nella sua redazione quanto sarà creduto possibile conforme al sentimento del Proclama estense.

Ove le frasi adottate in quest' ultimo per assicurare ai Fi-

vizzanesi un assoluto oblio del passato non sembrassero assai esplicite, è mio dovere di aggiungere essersi bene inteso nella Conferenza finale, che l'effetto debba esser quello di una dimenticanza assoluta d'ogni dimostrazione o atto ostile occasionato dalla reversione del dominio e della non consentita occupazione.

La esposizione che ho avuto l'onore di rassegnare fin qui a Vostra Altezza dovrebbe far supporre, che dopo l'arrivo dell'ultimo Corriere di null'altro siasi trattato che di formulare in scritto ciò che erasi in antecedenza convenuto.

Ben diversamente peraltro han proceduto le cose! E limitandomi ad accennare, che al punto di concludere si è voluto far ritrattare a S. A. R. il Duca la data parola, sì per l'amnistia, sì pel ritiro delle Truppe fuori della frontiera, dirò in genere che una questione delle più vive e delle più dispiacevoli si era impegnata jeri sera sino al punto di determinarci a far sentire che chiederemmo i nostri passaporti.

La dichiarazione positiva da me fatta di non recedere nemmeno di un pollice, e l'attitudine solenne presa in comune co' miei Colleghi, han fatto sparire le tentate ritrattazioni.

Credo mio preciso dovere, pel rispetto che debbo a questo Sovrano, di non affidare alla carta veruno dei dettagli che su tal proposito hanno avuto luogo da 24 ore in poi, tanto più che ne è risultata la desiderata concordia.

Il Corriere giungendo a Firenze dimattina di buon'ora è a tutti sembrato, dopo i più esatti calcoli, che rimanga tempo sufficiente al R. Governo per prendere le disposizioni che per l'adempimento si esigono.

Ho la gloria di essere con profonda venerazione

Di Vostra Altezza Imperiale e Reale

Modena, Giovedì sera 2 Dicembre 1847.

Umilissimo Servo e Suddito fedelissimo
Firmato — GIULIO MARTINI.

P. S. Secondo le mie notizie, che ritengo per sicure, le

truppe austriache si sarebbero ritirate dal punto di S. Benedetto rivarcando il Po. Credo che l' arrivo della flotta inglese a Livorno dia la spiegazione degli ordini inviati a tale effetto dallo stesso Barone di Neumann.

Rapporto 3.° — Al conte Serristori.

Eccellenza

Il Corriere Bacci si sarà jeri trovato a Firenze anche prima dell' ora in cui giunse presso di me l' altro Corriere Vegni latore del venerato foglio di Vostra Eccellenza in data del 2, e di altra lettera dell' I. e R. Segreteria di Gabinetto.

Dal mio rapporto a Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca nostro Signore, e dai documenti che ho col medesimo rassegnati, Ella si sarà compiaciuta di rilevare che l' accordo concluso nel giorno stesso del 2 col Governo di Modena per la sistemazione della vertenza di Fivizzano, corrisponde esattamente, anche per le espressioni delle quali si è fatto uso, ai desiderj da Lei in quest' ultima comunicazione manifestati.

Se più presto non ha potuto la cosa condursi a termine, vorrà l' Eccellenza Vostra nella sua somma giustizia riconoscere, che ciò è unicamente dipeso dall' indugio non breve verificatosi nell' arrivo degli ordini di costà sollecitati verso Monsignor Corboli ed il sig. Marchese Ricci, indugio del quale io mi sono replicatamente permesso di far apprezzare alla somma saviezza del superior Governo le possibili conseguenze.

Che ciò che da questo con somma ragionevolezza si richiedeva, onde ottenere una riparazione, fosse facile a conseguirsi per tutt' altrove che a Modena, io ben volentieri lo consento; ma che una facilità uguale ci si parasse davanti presso la Corte Estense nelle circostanze attuali, creda pure che non sussiste; e serva se non altro a far ritenere su questo concetto quanto ho già riferito sull' essersi da noi dovuto spingere le dichiarazioni fin quasi all' estremo limite di una rottura as-

soluta per trionfare delle resistenze che da ogni parte ci si opponevano, senza ristarsi nemmeno dal far ritrattare la parola Sovrana.

Il Duca per se stesso di carattere sommamente irritabile e disposto a mostrare irretrattabilità nei proprj atti, siano essi di qualsivoglia natura; Il Maresciallo Radetzky incalzante perchè non si riconoscesse in verun modo l'arbitrio della occupazione, probabilmente, e dirò oggi quasi certamente, da lui consigliata; Il Barone Neumann non certo a noi favorevole in cuore, più che mai desideroso ora di umiliare la Toscana e di rifiutare alla opinione pubblica del Granducato una soddisfazione, per essere in confronto degli Inviati Pontificio e Sardo escluso dalla interposizione d'ogni buon officio nella sistemazione della disputa; il desiderio, e dirò anche il bisogno altamente sentito dall'Austria, quanto la sua stessa posizione lo consente, di cementare il Duca di Modena, ultimo baluardo contro la invasione nella Lombardia dei principj predominanti nella massima parte degli altri paesi d'Italia; tutto ciò costituiva un cumulo di circostanze tali da rendere assai difficile una soluzione decorosa e pacifica, ed i miei Colleghi hanno quanto me esperimentato nel molto loro zelo per difendere nella causa toscana la parte della giustizia, quanto fosse arduo il riuscire.

Per garantire quanto possibile fosse che la tranquillità si mantenga in Fivizzano, frattanto che si compiono gli atti di passaggio, si è creduto più d'ogni altro adattato il sistema di una guardia di onore a ciascuno dei Commissarj, giacchè quello della provvisoria consegna del paese a militari d'estero Stato, sebbene italiano, avrebbe forse potuto generare qualche reclamo altronde, e qualche nuova complicazione; e poi perchè il Marchese Ricci non avrebbe mai consentito a prender sopra di se un simile impegno (credo anzi che avrebbe rappresentato in senso contrario), e le istruzioni da chiedersi da lui avrebbero in ogni modo ritardata d'assai la composizione non senza gravi pericoli.

Ora non resta altro da desiderarsi se non che le popola-

zioni toscane diano prova del senno che le ha sempre distinte, e perciò considerino che quando il Duca di Modena viene oggi a ricevere da Sua Altezza Imperiale e Reale nei modi legali il passaggio dei paesi ceduti, e fa rivarcare alle proprie Truppe *la frontiera*, conviene col fatto suo proprio (voglia o non voglia) che la occupazione fu arbitraria. Aggiunta a questa dichiarazione di fatto essendo l'altra che pone i Fivizzanesi presenti e lontani al coperto di ogni molestia futura, inserita nello stesso Proclama di apprensione di possesso, io spero che Vostra Eccellenza giudicherà che al punto cui eran giunte le cose, la sistemazione sia da ritenersi come assai conveniente.

Avrei certamente gradito che di questa potesse redigersi un Concordato da pubblicarsi, cui colla propria firma intervenissero i Rappresentanti Pontificio e Sardo. Ma come farlo? Qui non si è trattato di *mediazione*, ma di semplice *interposizione* di buoni ufficj.

Se avesse dovuto eseguirsi una vera e propria mediazione, conveniva prima di tutto che i due Inviati fossero muniti di lettere patenti *ad hoc;* e queste non sono mai arrivate, o per lo meno era necessario che il Papa la offrisse nella Sua Autografa a questo Sovrano, dal che si è affatto astenuto. Le istruzioni che l'uno e l'altro dei Rappresentanti avessero nei proprj Dispacci non sarebbero mai state sufficienti a dar loro la veste di Mediatori; ma io poi aggiungerò che anche oggi dubiterei che coteste istruzioni sieno andate tant'oltre. È dunque provato che nè Monsignor Corboli, nè il Marchese Ricci avevan poteri per prender parte ad un atto qualunque.

A questa mancanza che potrebbe riuscire essenziale di fronte all'eccitamento della pubblica opinione in Toscana, sembra alla tenuità mia, e tale opinione dividono anche i miei Colleghi coi quali ne ho tenuto proposito, che possa ora supplirsi con un Articolo della Gazzetta di Firenze, il quale annunzi, che tanto il Santo Padre che il Re di Sardegna, interpostisi per mezzo dei loro respettivi Rappresentanti a Modena alla composizione, hanno riconosciuto nei termini dell'accordo

del 2 Dicembre tutti gli estremi di giustizia e di convenienza per la Toscana, e crederebbe Monsignor Corboli che in questa occasione potesse pubblicarsi anche la Lettera di Sua Santità a Sua Altezza Imperiale e Reale, sempre che non vi osti il desiderio del Pontefice, ed io lo ho da questa parte rassicurato in forza di quanto sul proposito riferiva all' Eccellenza Vostra il sig. Cavalier Bargagli.

La udienza che i miei Colleghi avevano domandata a S. A. il Duca per annunziargli martedì mattina l' accettazione della Toscana, e che era stata loro concessa per quel giorno medesimo, era poi rimasta sospesa per le gravissime discussioni suscitate dal fatto del Marchese Molza, che non solo poneva in dubbio, ma pretendeva di non riconoscere affatto che il Principe si fosse impegnato al ritiro delle Truppe e alla amnistia.

Vinte anche queste difficoltà, e la cosa conclusa nella sera del 2, furono essi ricevuti dall' A. S. jeri mattina, e tornarono a parlare della pendente trattativa della Lega. Le disposizioni del Sovrano si mantengono sempre in apparenza sfavorevoli, sebbene la più parte dei Ministri coi quali abbiamo avuti replicati colloquj, siano oramai quasi apertamente dal lato nostro; ma i Ministri qui nulla possono e nulla vogliono. Si pretende (e lo credo) che l' Arciduca Massimiliano e il Baron Neumann, questo nascostamente, e con diverso linguaggio sulle labbra, spingano quotidianamente il Duca alla negativa.

Noi continuiamo e continueremo per qualche giorno ancora i nostri sforzi, ed io tosto che mi sia nota la eseguita cessione di Fivizzano, chiederò una nuova udienza.

Abbiamo preso il partito di dividerci, per essere più spesso in grado di avvicinare il Duca, e per contrabbilanciare conseguentemente le contrarie influenze quanto sarà possibile.

Ho l' onore di rassegnarmi con la più alta e rispettosa considerazione

Di Vostra Eccellenza

Modena li 4 Dicembre 1847.

P. S. Deferente sempre ai superiori lumi del R. Governo, ove giudicasse dovere adottare una risoluzione contraria, crederei quanto a me che l' Articolo della *Gazzetta* superiormente proposto, non dovesse comparire prima del 7, giorno destinato per gli atti legali del passaggio di *dominio*. La parola *amnistia* non mi parrebbe da usarsi, come quella che include la idea di perdono d' atti ostili verso una autorità *legittima*. In questo argomento debbo aggiungere che S. A. il Duca nella udienza d' jeri confermò anche verbalmente a Monsignor Corboli ed al Marchese Ricci, che la condotta de' Fivizzanesi sarebbe posta in assoluto oblio. Si mostrò un po' irritato ch' io gli avessi postillata e corretta la minuta del suo Proclama che volli vedere anticipatamente, ciò fu indispensabile, mentre la prima redazione era assolutamente inammissibile.

Umiliss. Obb. Servitore
Firmato — G. MARTINI.

Questi tre *rapporti* esistono in originale nella relativa *posizione* del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CXXX.

Carteggio autentico dal quale appariscono i maneggi della corte di Toscana per ottenere la sovranità della Sicilia nel 1848.

Sir Giorgio Hamilton a Lord Napier Ammiraglio nel Mediterraneo.

Io ebbi un' udienza dal Granduca iersera alla sua villa vicina alla mia residenza (fuori di Porta S. Gallo), e la conversazione si volse principalmente sugli affari di Sicilia.

Siccome da qualche tempo ei non aveva inteso cosa alcuna da Sicilia, egli era naturalmente ansiosissimo di avere delle informazioni, lo che i nostri Dispacci mi posero in istato di dargli.

Rispetto a suo figlio mi disse, ch' ei s' era accomodato a non fare difficoltà di sorta sopra tale soggetto, nel caso che il trono gli venisse offerto; ma siccome egli ha solo nove anni d' età, ei doveva trattare perchè gli fossero assegnati tali tutori (precettori) a sua compagnia, secondo ch' egli crederà conveniente.

Firenze, 17 Giugno 1848.

Firmato — G. HAMILTON.

Lord Napier al Console Goodwin a Palermo.

Signore

Io ho l' onore d' includere in questa un estratto della lettera che ho ricevuta da Sir Giorgio Hamilton, la quale dà ragguaglio di un colloquio che ei ebbe fra il Granduca di Toscana e lui medesimo intorno agli affari di Sicilia.

Egli apparisce che Sua Altezza Reale sia apparecchiato ad acconsentire, sotto certe condizioni, alle aperture le quali il Parlamento di Sicilia possa fargli l' onore di decretare per l' elezione di uno de' suoi figli al trono di quel regno.

Io non ho alcuna guarentigia per esprimere la parte del Governo di Sua Maestà, nessuna preferenza per un candidato anzichè per un altro; ma al Governo di Sicilia non dee lasciarsi ignorare le disposizioni del Granduca di Toscana; e voi pertanto vorrete avere la bontà di visitare il Presidente, e alla presenza di Mariano Stabile leggergli l' estratto che v' accompagno.

Potrebbe al tempo stesso essere espediente di sottoporre con ogni rispetto al Presidente quanto sia desiderabile procedere, col più lieve indugio possibile, alla scelta di un re; lo che recherebbe grande stabilità al Governo, offrirebbe in verità un argomento di nazionale interesse e di speranza alla popolazione intera, e troncherebbe gl' intrighi e le dissenzioni di cui una lunga sospensione dal carico della Monarchia po-

trebbe divenire teatro la Sicilia. Siccome egli deve necessariamente scorrere qualche tempo prima che le negoziazioni su quel proposito possano essere formalmente conchiuse, e il nuovo sovrano condotto a prendere possesso del trono, nell' intervallo dovrebbe darsi il Parlamento, senza dubitazioni, a compiere quelle modificazioni alla Costituzione, le quali desidera di sanzionare sopra la sua autorità esclusiva. Ho ec.

Napoli, 24 Giugno 1848.

Firmato — NAPIER.

Il Console Goodwin a Lord Napier.

Milord

Io ho avuto l'onore di ricevere il dispaccio di V. G. del 24 Giugno, il quale mi trasmette un estratto della lettera di Sir Giorgio Hamilton alla G. V. sopra la disposizione del Granduca di Toscana rispetto alla Corona di Sicilia.

Prendendo il dispaccio di V. S. e quello che lo inchiude, io m' affrettai a visitare Don Ruggiero Settimo, e gli lessi per intero ambedue le carte, e conseguentemente le posi nelle mani di Mariano Stabile, che brevemente discusse il loro contenuto in un modo amichevole.

Mariano Stabile, dopo aver accennato che delle aperture vennero già fatte al Granduca d' accettare la Corona di Sicilia, e d' assumersi il governo della Sicilia, finchè il suo secondo figlio toccasse l' età determinata, disse, che i Comuni stessi, il dì 29, risolverebbero in Comitato segreto, di prendere in considerazione la scelta del re.

Nella passata adunanza, come venne annunziato, ebbe luogo la seguente deliberazione: Egli è stato dunque deciso, che la riforma dello Statuto debba essere senz' indugio eseguita, e che le Camere debbano procedere alla scelta di un re. Ogni

sforzo dee farsi per abbreviare la discussione e recare a fine si buono intendimento fra le due Camere, tanto da dovere evitare la necessità di una Commissione mista, i cui procedimenti son sempre da temersi, e i resultati, per la maggior parte dei casi, non soddisfacenti. Io ho l'onore ec.

Palermo, 29 Giugno 1848.

Firmato — GOODWIN.

Il Console Goodwin a Lord Napier.

Milord

La segreta adunanza dei Comuni del dì 8, risultò nella risoluzione, di ritirare le forze siciliane dalle Calabrie e d'impiegarle ad espugnare la cittadella di Messina. La presa della fortezza vuol essere un lontano avvenimento, a meno che la libera comunicazione fra Reggio e la cittadella non sia efficacemente tagliata.

Nessuna risposta s'ebbe dal Granduca di Toscana alla recatagli offerta della Corona di Sicilia per lui stesso, dietro rinunzia a quella di Toscana, o per il suo secondogenito, assumendo egli il governo della Sicilia, finchè il figlio non toccasse l'età ec. Io ho l'onore ec.

Palermo, 9 Luglio 1848.

Firmato — GOODWIN.

Queste lettere officiali di rispettabili personaggi inglesi sono estratte e fedelmente tradotte dalla Corrispondenza inglese intorno agli Affari d'Italia nel 1848-49, pubblicata e presentata al Parlamento per ordine della Regina della Gran-Brettagna.

Doc. CXXXI.

Istruzioni date al cav. Lenzoni per una Missione straordinaria a Vienna nel Luglio del 1849.

Avendo S. A. I. e R. il Granduca con decreto del 24 Giugno decorso incaricato di una Missione straordinaria presso S. M. I. e R. Apostolica il cav. Ottaviano Lenzoni, suo Ministro residente presso la R. Corte di Napoli, occorse il dì 6 Luglio indirizzare a quel Diplomatico le istruzioni che si leggono nel seguente Dispaccio.

Il mutamento profondo delle condizioni politiche della Toscana, anzi della Italia tutta, i segnalati servigj che le armi imperiali hanno reso in Toscana alla causa del Principato e dell' ordine, inducono la necessità di rannodare fra il Governo granducale e quello di Sua Maestà Apostolica gli antichi rapporti.

Dopo le ultime tristissime vicende era in Toscana indispensabile una forza la quale ristabilisse in modo durevole l'impero delle leggi e della legittima autorità.

I vincoli di sangue che uniscono S. A. I. e R. il Granduca e Sua Maestà l' Imperatore Francesco Giuseppe, la perfetta disciplina delle Armate austriache, ove nessun mal seme corruttore del principio dell' autorità si era introdotto, finalmente la maggior facilità di ottenere il loro piuttostochè qualunque altro siasi sussidio, fecero accettare di preferenza le armi imperiali a quelle di ogni altra potenza per la grande opera del consolidamento dell' ordine dello Stato. Infatti l'Esercito austriaco domò pienamente ed in pochi giorni la forsennata anarchia livornese, e la sua sola presenza bastò a comprimere i parziali tentativi di disordine che più qua e più là si manifestavano tuttavia in alcune parti del Granducato. Adesso finalmente la legittima autorità, il rispetto dell' ordine e della legge possono dirsi dappertutto ristabiliti.

Questo rapido cenno delle ultime vicende della Toscana basta a provare la imprescindibile necessità di rannodare i rapporti diplomatici fra i due Stati, non meno che i vincoli di Famiglia fra S. A. I. e R. il Granduca, e Sua Maestà l'Imperatore d'Austria. Sia per bisogni di politica, sia per legge di alta convenienza ciò non può essere più lungamente differito, e V. S. è chiamata dalla fiducia di S. A. I. e R. a compiere questa importante missione.

La più grave e la più complicata fra tutte le questioni per le quali V. S. arrivata a Vienna si troverà a dover praticare i suoi officj diplomatici, è senza dubbio quella della occupazione austriaca in Toscana. Sebbene non sia luogo a temere che il Gabinetto di Vienna voglia per ora almeno, richiamare le sue forze dal Granducato, pur tuttavolta V. S. facendo sentire a quali pericoli si troverebbe esposta la Toscana, se dopo gli ultimi avvenimenti questa forza protettrice si ritirasse improvvisamente da lei, procurerà che la occupazione istessa continui e si prolunghi fino al momento in cui la Toscana, creatasi una forza propria, possa da se medesima provvedere alla difesa dell'ordine, e alla sicurezza della società. Qualunque pensiero in contrario Ella giungesse a penetrare che si fosse insinuato nei divisamenti del Governo austriaco, V. S. non mancherà di combatterlo, ed al primo sentore è pregata di darne immediato avviso al Governo granducale.

Però, siccome da un lato la presenza di una forza si ritiene indispensabile, dall'altro però la forza che attualmente occupa la Toscana può considerarsi come soverchia, e quindi da un certo grado in là come inutilmente gravosa per la Finanza dello Stato, Ella interporrà, sig. Ministro, con ogni debita riserva e con la più estrema delicatezza, le pratiche convenienti affinchè l'Armata austriaca, la quale trovasi presentemente in Toscana venga ristretta al numero adequato al bisogno e secondo le misure da convenirsi.

Nè a ciò debbono soltanto limitarsi le Sue premure rispetto alla questione della permanenza delle Truppe austriache in Toscana. Oltre i due fini già accennati importa sommamente

di raggiungere anche quello che al corpo di truppa stanziata in Toscana venga mantenuto e conservato il carattere di Truppa ausiliaria. La perfetta ragionevolezza di questa domanda non può mettersi in dubbio, qualora si consideri che la truppa austriaca è entrata in Toscana, quando la Toscana era generalmente tranquilla e sottomessa al suo legittimo Sovrano, governata in suo nome, ed al quale senza ledere menomamente i di lui diritti si è voluto prestare quell' assistenza e quell' appoggio che egli non poteva sul momento procacciarsi con le forze proprie. Ed è poi da notarsi che questo principio è stato solennemente riconosciuto e proclamato dallo stesso Generale comandante il corpo di spedizione d' Aspre nel suo Manifesto del 5 Maggio promulgato al momento di fare il suo ingresso nel Granducato. Il riconoscimento di questo principio e la sua franca e leale applicazione con tutte le sue conseguenze, sono ardentemente indispensabili all' oggetto di regolare i necessarj rapporti tra la truppa stanziata, ed il Governo di S. A. I. e R. il Granduca.

Ad un triplice fine pertanto deve rivolgersi, signor Ministro, l' opera sua in ciò che concerne la questione della Truppa stanziata in Toscana. — Continuarne la permanenza, diminuirla in correspettività del bisogno; e conservarle il carattere di soccorso prestato da Stato amico a Stato amico ed indipendente.

I mezzi di persuasione onde conseguire questo triplice risultato, la misura entro la quale occorre che rimangano i relativi officj diplomatici, vengono accennati nelle norme generali qui sopra indicate, ed a seconda delle diverse eventualità, e per ogni di più si rilascia alla sua ben nota intelligenza il supplirvi adequatamente.

V. S. compirebbe poi opera utilissima e graditissima se mercè i suoi premurosi officj riuscisse ad ottenere che s' inviassero da Vienna a Milano o a Firenze le convenienti Istruzioni, onde si cessasse dal pretendere che il Governo toscano fornisse alle truppe austriache gli oggetti tutti dei quali esse abbisognano. Lo stato della Finanza è tale che siffatta gravez-

za sarebbe, anco in linea di semplice anticipazione, veramente incompatibile. È vero che il Governo austriaco con atto che onora la sua lealtà ha dichiarato di rilasciare al tesoro toscano la somma di 400,000 fiorini ricevuta dalla città di Livorno; ma questo atto il quale implica il riconoscimento dello stato di angustia in cui trovasi la nostra Finanza, conviene che non diventi illusorio a forza di reiterate esigenze, le quali verrebbero a poco per volta e lentamente a paralizzare gli effetti che il Governo imperiale ha avuto in mente di operare ordinando il rilascio della suddetta somma.

È facile il prevedere, che i rapporti i quali vanno a riassumersi fra i due Governi prenderanno sollecitamente un carattere di molta intimità. Questo muovono a ritenere la storia degli eventi passati, e la situazione attuale delle cose, e finalmente i legami di sangue che uniscono le due Famiglie regnanti. Perciò è manifesto che ogni atto che si compia a Vienna non può non interessare vivamente a Firenze, e la condotta e le intenzioni del Gabinetto austriaco non possono non risvegliare al più alto grado l'interesse del Governo granducale. Fra le questioni più gravi tuttora pendenti a Vienna, ed intorno alle quali preme sommamente conoscere le intenzioni del Governo imperiale, figura in prima linea quella dell'ordinamento della Costituzione, e del modo di applicarla. Appena perciò il Gabinetto austriaco procederà a risolvere le diverse questioni che alla Costituzione si riferiscono, appena procederà alla applicazione delle risoluzioni adottate, Ella è pregata, sig. Cavaliere, di porgerne immediato avviso al Governo Granducale.

Non è presumibile che il Governo di S. M. Apostolica voglia entrare in contestazioni ed aprir discussioni sul passato. Ella è invitata, sig. Ministro, ad evitarne ogni occasione, ma qualora per circostanze che non è dato prevedere, ciò dovesse verificarsi, il linguaggio da tenersi dovrà essere conforme alla verità, e alla dignità, ugualmente alieno da una intempestiva apologia del passato, e da una poco dannosa giustificazione.

Dopochè V. S. avrà rannodato fra i due Governi le relazioni diplomatiche, vi è luogo a credere che per parte del Gabinetto di Vienna possano venirle fatte delle aperture, fors' anche delle proposizioni formali per una Lega. Su tale argomento è d'uopo procedere con diverse distinzioni.

O Le verrà proposta una Lega doganale;

O Le verrà proposta una Lega politica;

E trattandosi di Lega politica,

O questa sarà comprensiva di tutti i grandi Stati d' Italia o almeno della più gran parte dei medesimi;

O essa comprenderà solamente l' Austria, e i Ducati di Modena e di Parma.

Se si tratterà di Lega doganale, senza esaminare quali e quanti Governi entrerebbero a farne parte, Ella non s' impegni a nulla, e ne referisca a Firenze, ove la questione economica che la Lega doganale proposta dall' Austria solleva, sarà convenientemente esaminata, e d' onde le verranno, dopo le indagini e gli studi fatti, inviate le relative Istruzioni.

Se si tratterà di Lega politica e questa sia comprensiva di tutti i grandi Stati d' Italia, o almeno della gran maggiorità dei medesimi, Ella mostrerà di fare buona accoglienza al progetto, potrà entrare rispetto ad essa in officj diplomatici, ma sempre però senza prendere impegni definitivi, nè inceppare in modo alcuno la libertà di azione del Governo granducale; molto più se in questo progetto di Lega non tutti i Governi italiani fossero compresi. E per regola generale, il grado di buona accoglienza da farsi a questo progetto di Lega politica sarà in ragione del numero e della importanza degli Stati italiani che entrerebbero a farne parte.

Se poi contemplando l' ultima ipotesi, la Lega politica che le venisse proposta non dovesse, oltre l' Austria, comprendere che i due Ducati di Parma e di Modena, in questo caso Ella procurerà di declinare dalla trattativa, rilasciando alla di Lei prudenza il farlo in modo da salvare tutte le convenienze, e da non alterare i buoni rapporti indispensabili a conservarsi tra i due Stati.

Con la più estrema riserva Ella è pregata di far sentire al Gabinetto imperiale, che onde le trattative fra i due Governi procedano con quella facilità, e siano animati da quelle disposizioni che tanto contribuiscono a mantenere la reciproca benevolenza, occorre che il rappresentante del Governo di S. M. Apostolica in Firenze sia persona la quale non siasi trovata troppo direttamente mescolata ai tristi avvenimenti che in Firenze istesso sonosi negli ultimi tempi compiti. L'acerba memoria che di quei tempi si conservasse, sarebbe ostacolo gravissimo agli utili resultati che si ha in animo di ottenere.

Che le questioni si trattino, che gli affari si risolvano e ciò con la maggiore sollecitudine, ed il migliore accordo possibile, tutto questo è sicuramente negli interessi del Governo austriaco come lo è in quelli del Governo toscano. Le regole di cautela da seguire nella trattativa di questo affare si rilasciano alla di Lei somma prudenza, solo non tralascio di raccomandarle che le premure tutte a questo fine dirette siano meramente verbali.

Per tutte le questioni alle quali appella il Dispaccio del Maresciallo Radetzky al Generale d'Aspre, ed a cagione del quale V. S. è incaricata di abboccarsi col sig. Maresciallo medesimo, le sue Istruzioni sono contenute nel Dispaccio del Presidente del Consiglio, del quale Ella è Latore, e di cui le viene comunicato copia.

Aggradisca ec.

LEOPOLDO.

DUCA DI CASIGLIANO.

Tal documento importantissimo è ricavato dal Protocollo n° 416 delle relazioni straniere esistente nella *Segreteria Intima di Gabinetto*.

Doc. CXXXII.

Lettera del presidente Baldasseroni al maresciallo Radetzky richiedente il segnalato favore, *che le truppe austriache occupassero a lungo tempo la Toscana.*

Eccellenza

S. Altezza Imperiale e Reale l' Arciduca Granduca mio Signore, *riconoscente verso la Maestà dell' Imperatore Suo Augusto Parente ed Alleato per il compartitogli favore di un corpo ausiliare di Truppe austriache, il quale ha concorso a consolidare l' ordine e la quiete nel Granducato, e lo ha in gran parte garantito da ostilj aggressioni, sente nello stato attuale delle cose tutta la convenienza, e nutre corrispondente desiderio che la presenza e durata di quel soccorso si prolunghi fino a che le Truppe toscane aumentate di numero e meglio costituite, offrano alla conservazione e difesa della pubblica tranquillità tutta quella garanzia che è nei voti comuni.*

Nutrendo peraltro il desiderio che la presenza di un Corpo ausiliario austriaco in Toscana possa ancora per qualche altro tempo prolungarsi, sente del pari l' A. S. l' assoluta necessità che la forza numerica di quel Corpo venga sollecitamente ridotta, e proporzionata ugualmente all' odierno stato politico d' Italia, quanto alle condizioni interne della Toscana, ormai del tutto normali e pienamente tranquille, come per ultimo alle forze del Paese, sopra del quale deve pur ricadere un aggravio qualunque per tal dipendenza.

In questa combinata veduta S. A. I. e R. il Granduca ha già ordinato al suo Ministro residente in Vienna di aprire con il gabinetto di S. M. l' Imperatore analoghe trattative, e mi ha commesso d' esprimere nel suo Real Nome a V. E. quanto particolarmente Esso conti sulla benevola ed efficace di Lei influenza per raggiungere lo scopo de' più vivi suoi desiderj.

E nell' adempire al sovraespresso Sovrano comando presso di V. E., mi è doppiamente gradito il riscontro di poterle in pari tempo rammentare quanto con i sentimenti del più be-

nevolo interesse per la Toscana Ella degnavasi, Sig. Maresciallo, esternarmi in proposito la prima volta che io ebbi l'onore di ossequiarla in Firenze.

Osservate le condizioni della Toscana con quel colpo d'occhio sicuro e degno della tanta di Lei saviezza ed esperienza, V. E. compiacevasi allora di dirmi, che una volta pacificata interamente l'Italia, Ella era pienamente convinta che ove pure S. A. I. e R. il Granduca lo avesse desiderato, un Corpo ausiliare di un numero ben discreto di Truppa, e se mal non mi sovvengo, di circa a 5,000 uomini, sarebbe stato più che sufficiente a concorrere a presidiare la Toscana.

E tale sarebbe presso a poco il voto di S. A. I. e R. il Granduca e del suo Governo, opinandosi con piena convinzione, pari alla conoscenza del Paese, che un Corpo ausiliare circoscritto alla forza di cinque a' sei mila uomini superasse anche i veri bisogni di esso, e che ogni di più, eccedendo manifestamente e soverchiamente ogni relativa pubblica esigenza, imporrebbe d'altronde al Paese medesimo un carico non che grave, assolutamente incomportabile.

Sul qual proposito io debbo inoltre, Sig. Maresciallo, sottomettere altre considerazioni meritevoli di fissare tutta la suprema di Lei attenzione.

Dal Maggio a quest'oggi il numeroso Corpo di Truppe imperiali che ha stanziato in Toscana, e la maggior parte del quale ha soggiornato in Firenze, è stato acquartierato precariamente, ed in quel modo che è stato possibile, anzichè in quello che sarebbe stato regolare e conforme ai desiderj del Governo.

La stagione estiva si prestava e si presta anche tuttora a rendere meno grave e tollerabile al soldato gl'incomodi di quella specie d'alloggio, ma la stagione è omai prossima a cambiare, ed il Comando delle Truppe imperiali in Toscana bene a ragione preoccupandosi delle conseguenze temibili da quel cambiamento, sollecita con ogni insistenza l'adozione di misure che provvedano ad un acquartieramento d'inverno per le Truppe medesime, accennando per Firenze, come norma alle provvidenze stesse la presenza di una forza di 10,000 uomini.

Io non mi estenderò, Sig. Maresciallo, a provarle che una forza così rilevante sarebbe peso gravissimo e senza esagerazione incomportabile allo intiero Granducato; io confido a tal uopo nella saviezza e benevolenza dell' I. e R. Governo Austriaco, e nelle buone disposizioni che V. E. mi mostrava, rallegrandosi dello spirito che aveva trovato in Toscana. Mi limiterò invece ad assicurarla, anche in nome e per ordine del Granduca mio Sovrano, che una guarnigione di diecimila uomini in Firenze, sarebbe in ogni ipotesi impossibile, anche per misura precaria, e per una sola invernata.

La Toscana che non è stata mai militare, penuria di tutto ciò che occorre all' acquartieramento delle Truppe: E quand' anco si volesse trascurare ogni riguardo economico, facendo soccombere la Finanza sotto il carico d' aggravj straordinari, vi è poi una difficoltà materiale, alla quale neppure con sacrifizio pecuniario può provvedersi sollecitamente, cioè l' assoluta mancanza di locali.

Il Comando militare austriaco che con ragione si occupa premurosamente di un sano acquartieramento per le Truppe, facendo in questi giorni le relative ispezioni, ha dovuto convincersi della verità di questo fatto, ed aver la certezza che per arrivare allo scopo d' acquartierare discretamente in Firenze una forza di circa 10,000 uomini, farebbe d' uopo occupare la massima parte de' Conventi, così di uomini che di donne, cacciando dai respettivi Chiostri i Religiosi e le Religiose ai quali appartengono.

Ora io non debbo dissimulare a V. E., Sig. Maresciallo, come S. A. I. e R. il Granduca ed il suo Governo si vedrebbero con vivo dispiacere ridotti in tempo di pace e di tranquillità ad una misura così esorbitante, e che produrrebbe, come già ha incominciato a produrre, in un paese eminentemente cattolico, come è la Toscana, gli effetti i più disgustosi.

Imperocchè da una parte il Nunzio Pontificio fa pratiche contro la occupazione de' Conventi, ed accenna a proteste per parte del Sommo Pontefice; dall' altra il Clero secolare e regolare, *che è stato fin qui amico dell' ordine e del Governo*,

e benissimo disposto verso la Casa Austriaca, si ributta per una misura non sofferta neppure in tempo di anarchia; e del resto, per ultimo, il partito amico al disordine si dispone a profittare del dispiacere con cui si sente la cosa, per alienare gli animi delle masse popolari dall' affezione al Principe ed al Governo costituito.

E in mezzo alle angustie di questa posizione, che S. A. I. e R. il Granduca dispiacente della cosa in se stessa, ed anche più dispiacente che la odiosità del provvedimento rivolgasi contro il Governo imperiale e contro le sue Truppe, mi ha commesso d' informare espressamente V. E., affinchè nella tanta Sua saviezza voglia anche in pendenza delle trattative con la Corte di Vienna, sollecitare una misura, per cui il numero del Corpo ausiliare stanziato in Toscana, venga sensibilmente ridotto, e non si insista troppo per il momento sull' adozione di misure, che dirette all' acquartieramento di una guarnigione troppo numerosa in Firenze, sarebbero sempre incomportabili, e riuscirebbero poi inutilmente gravose ed odiose, se, come è sperabile, dovessero essere fra breve tempo, o per il tutto o per una gran parte revocate.

S. A. I. e R. ha tanta confidenza in Lei, che io partecipandovi pienamente, voglio augurarmi di doverle presto dirigere sinceri e ben meritati ringraziamenti per la benevola premura con la quale spero saranno da Lei accolti gli offici, che per servire ad un Sovrano Comando, e per intimo sentimento del proprio dovere, mi sono permesso dirigerle.

Ho frattanto l' onore di ripetere a V. E., Sig. Maresciallo, le proteste della mia più distinta considerazione, con che sono

Di Vostra Eccellenza

Firenze, 1.° Settembre 1849

Umiliss. Obb. Servitore
Gio. Baldasseroni.

Questa *lettera* che mette in chiara luce gl' intimi sentimenti del Governo toscano nel tempo in cui fu scritta dal Presidente de' Ministri, fu comunicata in copia autentica dal Baldasseroni medesimo al Ministero degli Affari Esteri con *nota officiale* dell' istesso giorno.

Doc. CXXXIII.

Voto *emesso dall' cav. Iacopo Mazzei ministro degli Affari Ecclesiastici relativamente a due esorbitanti pretese affacciate dagli Austriaci che occuparono la Toscana.*

Le due pretese del Governo austriaco, 1ª che la giurisdizione dei Tribunali Militari Austriaci si estenda ai sudditi toscani che si rendono debitori di eccitamenti delle II. e RR. Truppe alla diserzione (Embauchage), 2ª che l' I. e R. Comando austriaco in Toscana possa, quando gli sembri reclamarlo la gravità delle circostanze, dichiarare tutta o parte della Toscana in stato d' assedio, — mi compariscono così contrarie ad ogni principio di ragione da non potersi passare.

1.ª

Sia che si riguardi la giurisdizione in relazione al territorio, sia che si riguardi in relazione alle persone, è facile intendere che stando ai principii, le Autorità austriache non possono spiegare giurisdizione nè sul territorio toscano, nè sui sudditi toscani che quivi si rendono debitori d' istigazioni alla diserzione verso le Truppe austriache.

La giurisdizione nel territorio toscano e sopra sudditi toscani non può derivare che dal sommo impero della Toscana: Finchè questo impero non fa atto di delegazione ai tribunali austriaci, non può intendersi come essi possono pretendere d' esercitarle.

Ciò non ha bisogno di dimostrazione; ma sarebbe mai che gli Austriaci fossero in Toscana in tale condizione nella quale per generale consenso delle Nazioni dovesse dirsi non procedere la regola comune in fatto di giurisdizione?

Quando dico consenso generale delle Nazioni accenno ad

una possibile modificazione nel *gius delle genti*, e divenuta massima comune di universale giurisprudenza.

Ma invano nelli scrittori di diritto internazionale cerco questa eccezione, lo che basterebbe per concludere, che il principio è rimasto inalterato.

Ma vi è di più, ed oltre il necessario. La dottrina non ha mancato di configurare la condizione di eserciti che si trovano come oggi si trova in Toscana l' esercito austriaco; ed in questa condizione il principio è riconosciuto e mantenuto.

Il Galliani nella sua opera *Dei doveri de' Principi neutrali* configura il caso di esercito in territorio nemico, e di esercito in territorio neutrale ed amico. Dimostra come li eserciti in territorio nemico esercitano giurisdizione su tutto e su tutti, perchè non riconoscendo l' Autorità nemica, la supplantano, e da vincitori spiegano sovranità propria. E quanto alli eserciti in territorio neutrale ed amico, mentre riconosce la regola limitativa la giurisdizione territoriale per i delitti commessi dalli attinenti all' Armata, per ogni resto, e quando si tratti di sudditi dello Stato, dove l' esercito si trova, riconosce il principio della prima giurisdizione della sovranità dello Stato medesimo. (Cap.° 8.° § 5.°)

La quale Autorità si spinge a termini così puntuali al caso nostro, che contempla espressamente i delitti contro la sicurezza dell' Armata, e così il delitto dell' *Embauchage*, e conferma per questo il principio. « Ivi. — Per contrario se il « reo convenuto fosse un suddito del neutrale, il diritto di « dimandare giustizia non s' appartiene già al solo individuo « militante, ma ai di lui capi, o superiori, che in nome « dell' attore lo richiederanno. Allora il Sovrano del territorio « è tenuto a farla amministrare da' suoi Magistrati con esatta « imparzialità; e non rendendola s' imputerebbe a costoro, e « poi in ultimo a lui il rifiuto della chiesta giustizia. E se « non un solo individuo, ma l' intero corpo della truppa tran- « sitante fosse leso da qualche atto di gravissima offesa da un « individuo del territorio, neppure ha mai il condottiero di « quello dritto di farsi giustizia da sè, e colle sue forze; ma

« deve sempre dirigersi, e domandarla ai Magistrati, e al « Sovrano del territorio (*a*). »

Or dunque, donde mai traggono li Austriaci la pretesa contraria alla ragione ed alla dottrina?

Essi dicono; esser cosa coerente alle loro Leggi. — Ma questa è una petizione di principio, perchè le loro leggi non possono aver forza in Toscana sopra i sudditi toscani, per la stessa ragione per la quale non possono sopra di essi spiegare giurisdizione i loro Tribunali.

Intorno alla quale allegazione delle loro leggi, è da credere ch' essi leggendo nei loro Codici che l' *Embauchage*, è delitto sottoposto al Fôro militare, ne traggono una conseguenza esorbitante.

È da credere che essi facciano scambio tra giurisdizione dei Tribunali del loro Stato, e giurisdizione dei Tribunali del loro stesso Stato, e di uno Stato diverso.

Se un articolo dei loro Codici dice che l' *Embauchage* è un delitto sottoposto al Fôro militare, ciò ha legittimo effetto di avulsione dell' affare del Tribunale ordinario del proprio Stato; — ma il pretendere che questo effetto legittimamente s' estenda ai tribunali di un altro Stato, dove è una indipendente sovranità, vuol dire sconoscerla e supplantarla.

Finchè il Comando austriaco dicesse voler garanzie che il Governo toscano punisca severamente quei delitti, fino a creare ove occorra appositamente più gravi repressioni che non siano oggi, ciò può formare giusto subietto di convenzione; ma pretendere che la loro presenza faccia cessare l' esercizio della legittima sovranità, è cosa sulla quale, meglio considerando, non potranno insistere.

(*a*) Intendo parlare di casi nei quali un suddito del neutrale o facesse da spia, o cercasse sedurre e far disertare, o tentasse far mancare i viveri, tramar sorprese, bagnar le polveri, incendiar magazzini, ed altri atrocissimi attentati contro il corpo della truppa guerreggiante. A rigor di diritto neppure questi casi possono autorizzare il condottiero straniero ad usar giurisdizione su' sudditi del sovrano del luogo stando nel territorio di esso. Egli è ben vero, che tanta scrupolosità di rado si osserva, e la premura, che i comandanti hanno d' impedire col terrore del prontissimo gastigo atti così nocivi ad essi, fa spesso saltar di sopra alle regole; ma un abuso non ha mai forza di costituir regola, e cambiare il diritto. — Ivi. —

2.ª

La seconda pretesa, oltre trovare la stessa opposizione di principii, colpisce la sovranità nella sua più intima essenza, perchè lasciando tutti i principii che sono di ragione, e perciò indistruttibili; — se nel primo caso, cedendo, si farebbe implicitamente una delegazione di giurisdizione contro la quale si scatenerebbe la generale opinione, in questo secondo caso si abdicherebbe necessariamente una parte della sovranità.

Si dica pure che gli Austriaci hanno interesse a difendersi; chi lo nega? Ma chi può negare che non abbia lo stesso e maggiore interesse di difendersi la sovranità di che essi sono ausiliarii?

Se ciò è vero, chi non vede che cedendo in questo articolo la sovranità abdicherebbe se stessa?

Il carattere di ausiliare che riveste l'Autorità austriaca, deve farla certa, che dove sorgesse il comune pericolo, sorgerebbe la provvidenza necessariamente comune. Nel che l'Autorità austriaca ha tanta garanzia di efficace influenza, da non doverne desiderare maggiore.

E la comune difesa la troverebbe tutta nella dichiarazione di stato d'assedio che farebbe l'Autorità Sovrana, e nell'esercizio de' poteri inerenti a detto stato che si facesse a nome della stessa Autorità. Altrimenti bisognerebbe intendere che la forza austriaca non è in Toscana come forza ausiliare, ma vi stia come forza nemica tenendo la minaccia dello stato d'assedio come la spada di Damocle sulla testa non solo dei sudditi, ma anche sarei per dire su quella del Principe.

Firmato — J. MAZZEI.

Questo bellissimo e commendevolissimo *voto* fatto da un Ministro che poco dipoi, vedendo la mala parata, renunziò il seggio ministeriale, si conserva in originale nel Protocollo 425 del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CXXXIV.

Corrispondenza del cav. Martini ministro residente di Toscana a Torino col presidente Baldasseroni relativamente alla Convenzione militare con l' Austria.

Eccellenza

Mancante da più giorni di ogni officiale comunicazione per parte del R. Governo, credo di non doverle lasciare ignorare come la Convenzione recentemente conclusa fra la Toscana e l' Austria, giudicata con quella leggerezza e quello spirito di parte che caratterizza in oggi anche non pochi degli uomini che sono alla testa dei pubblici affari, si è qui voluta rappresentare come un atto calamitoso per la indipendenza del nostro paese, quasi tale da dare sopra di esso un' assoluta supremazia alla Corte di Vienna. Nella assenza del Marchese d' Azeglio ho potuto accorgermi che in questo erroneo concetto erano ascesi alcuni dei di lui Colleghi, talchè mi è sembrato il caso di venire con essi loro ad una franca discussione dell' atto istesso, ed allo esame della posizione politica ed economica nella quale di fronte alla occupazione austriaca ed alle eventualità più o meno prossime dall' allontanamento di queste truppe dal territorio, trovavasi il Granducato prima della esistenza del Trattato, come di quella in cui è attualmente dopo di averlo stipulato.

Da questo confronto resultando in modo incontestabile, che quelle difficoltà che si vuole supporre sia l' Austria per suscitare quando che sia, in forza del comune accordo ammesso dal paragrafo ultimo dell' articolo primo, per la epoca della evacuazione definitiva, le avrebbe potuto elevare del pari, ed anche con maggiore efficacia quando l' atto non si fosse concluso, tutti quelli coi quali mi è occorso di sostenere la disputa han dovuto ben loro malgrado riconoscere come il Governo toscano abbia fatto cosa utile, anzichè al Principe ed allo Stato dannosa.

Appena il Presidente del Consiglio sia di ritorno avrò seco lui un eguale abboccamento in questo importante proposito, nè ometterò di ben chiarire anche l'animo del Re avanti di lasciare questa residenza per profittare dell' ottenuto congedo.

Così mi lusingo con fondamento che le prime impressioni che già cominciano a dissiparsi, saranno completamente distrutte nel Governo Sardo, e nella parte sana della società di Torino; nè resterà contro di noi che la stampa interessata a deviare la opinione pubblica da un giudizio imparziale, sia perchè intende di mantenere la irritazione contro l'Austria, sia perchè creda di favorire il suo scopo rivoluzionario con creare dissapori fra i diversi Stati d'Italia.

La discussione del Bilancio degli Affari Esteri si è proseguita nei due scorsi giorni lenta e faticosa pel Governo, da cui si oppugnano invano le riduzioni proposte alla Camera anche per la seconda metà dell'anno presente dalla relativa Commissione. Ai Deputati della sinistra si uniscono in ciò molti di quelli del centro, ed anche della estrema destra; cosicchè può dirsi che il Ministero ed il Commissario Regio trovansi quasi costantemente in minorità. La economia totale pel Bilancio degli Esteri, proposta dalla Commissione predetta, e che si vuole ad ogni costo realizzare nel secondo semestre, oltrepassa pel 1850 la cifra di 500,000 franchi; nè occulta il Parlamento il suo fermo proposito di procedere a riduzioni anco più estese nell'anno avvenire, compatibili bensì col buon andamento del servizio. A tali misure conveniva aspettarsi, giacchè i fondi finora stanziati a quel Dicastero erano senza dubbio sproporzionati con la estensione, le risorse e la importanza politica dello Stato.

Ho l'onore di essere con alta considerazione

Dell'Eccellenza Vostra

Torino, 28 Maggio 1850.

Devotis. Obb. Servitore
Firmato — G. MARTINI.

Seconda lettera del Martini al Baldasseroni.

Eccellenza

Ebbi jeri col sig. marchese di Azeglio il colloquio annunziatole in prevenzione nel mio Dispaccio di N.° 128, e facendo uso delle direzioni somministratemi dal Governo del Granduca, nulla omisi per dimostrargli come nel punto di diritto, che era quello da prendersi in esame, la Convenzione recentemente conclusa fra il Governo stesso e quello di S. M. l'imperatore d'Austria, abbia lasciata illesa e pienamente garantita la indipendenza assoluta dell'Augusto Nostro Sovrano e dello Stato, quale venne proclamata e confermata dai trattati del 1815.

Se per una parte il Presidente del Consiglio si mostrò dolente della stipulazione di quell'atto, che nel suo modo di considerarlo, inclinava a ritenere come cagione possibile di dispute e di difficoltà per quando il soccorso armato dell'Austria debba cessare a richiesta del Principe che lo riceve; per l'altra ascoltò con visibile compiacenza le considerazioni dalle quali, premessa la necessità della presenza di truppe estere nel Granducato per qualche tempo ancora, deve a seconda della lettera e dello spirito del trattato concludersi non essere nè diminuito, nè molto meno precluso alla Toscana l'uso di alcuno di quei mezzi, dai quali prima della stipulazione avrebbe potuto giovarsi per far valere il proprio diritto ad esigere la evacuazione dal territorio dello Stato.

Di tali considerazioni espresse nel Dispaccio di N.° 86 il sig. marchese d'Azeglio mostrò desiderio che io gli dessi comunicazione officiale, anche per essere al caso di porlo sotto gli occhi di S. M., onde è che qualora, come egli me lo lasciava travedere, mi pervenga da parte sua qualche Nota in proposito, mi uniformerò all'invito ricevuto col Dispaccio predetto, modellando la mia replica sui termini precisi di esso.

Debbo poi aggiungere, che in questo non breve colloquio, il primo ministro facendo le parti delle circostanze pur trop-

po a tutti note che hanno condotta in Toscana una truppa straniera, e che ve la trattengono temporaneamente, tenne meco il linguaggio il più amichevole, dichiarando a più riprese, come le sue interpellazioni da non altro movessero che dal vivo suo interesse per il Granduca e per la Toscana, e dall'obbligo che gli corre di ben chiarirsi su tutto ciò che si riferisca al mantenimento dell'equilibrio politico dell'Italia, quale è stabilito dai trattati che formano la base del diritto pubblico europeo.

Sua Maestà con la Reale Consorte era attesa jeri sera al Castello di Mancalieri di ritorno dalla Savoia: domattina vi giungeranno pure il Duca e la Duchessa di Genova. La Corte darà in questa occasione, fra qualche giorno, una festa diurna alla Regia Villa di Stupinigi. Si sta pure preparando un'illuminazione nella capitale.

Ho l'onore di essere con alta considerazione

Di Vostra Eccellenza

Torino, 2 Giugno 1850.

Devotis. Obb. Servitore
Firmato — G. MARTINI.

Terza lettera del Martini al Baldasseroni.

Eccellenza

Affinchè nulla Le rimanga ignoto di ciò che è passato fra questa Legazione ed il Governo Piemontese a riguardo alla vera intelligenza da darsi alla Convenzione Militare di recente conclusa fra la Toscana e l'Austria, credo di mio dovere di rimetterle in copia la *Nota* pervenutami dal Sig. Cavalier d'Azeglio il 4 del corrente mese, e la replica che io vi ho fatta nei termini precisi del Dispaccio Ministeriale di N.° 26;

dopo di che avendo avuto luogo d' incontrarmi con esso momentaneamente, ne ho ricevute le più esplicite conferme del suo interesse, e piena intelligenza col Governo del Granduca.

Gli schiarimenti richiestimi dal Ministro Sardo sulla Convenzione predetta, nei termini d' altronde molto amichevoli, non prendendo di mira che la quistione dell' equilibrio politico, nella quale tutti gli Stati sono ugualmente autorizzati a vegliare, mi è sembrato di non dovermi astenere dal replicarvi, sì per la cosa in se stessa, sì per le istruzioni che col Dispaccio predetto m' inoltrava il Sig. Duca di Casigliano prima di partire per Vienna.

Accuso in questo incontro il ricevimento dell' ossequiato di Lei Dispaccio N.° 92, assicurandola che mi accingo a praticare le ricerche desiderate sul conto del nominato Gio. Batta. Basilio, ed ho l' onore di ripetermi con alta considerazione

Di Vostra Eccellenza

Torino, 7 Giugno 1850.

Dev. Obb. Servitore
G. Martini.

Tal corrispondenza è ricavata dall' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CXXXV.

Nota del Marchese d' Azeglio al cav. Martini sulla Convenzione militare stipulata dalla Toscana con l' Austria.

Il sottoscritto Presidente del Consiglio, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, dopo di aver letto ed esaminato il Trattato stipulato nel giorno 20 del p. p. Maggio tra S. A. I. e R. l' Arciduca Granduca di Toscana, e S. M. l' Imperatore d' Austria relativamente al soggiorno temporario nello Sta-

to granducale di un Corpo ausiliare di Truppe austriache, ha l'onore di fare osservare all'Illus. Sig. Ministro residente dall'Altefata A. S. I. e R. presso S. M. il Re di Sardegna:

Che se in conseguenza dei passati rivolgimenti politici che hanno recentemente agitato la penisola italiana, a cui si allude nel testo del Trattato, il fatto dell'ingresso di un Corpo ausiliare di truppe austriache in Toscana, sembra che possa spiegarsi dietro quelle considerazioni che si deducono dalla natura degli avvenimenti medesimi, non pare tuttavia che avuto riguardo alle condizioni stipulate nel Trattato, le stesse considerazioni possano egualmente applicarsi all'ulteriore trattenimento di esse truppe.

Benchè risulti dall'articolo preliminare del Trattato, che S. A. I. e R. il Granduca ha manifestato il suo desiderio per un ulteriore trattenimento delle truppe ausiliarie austriache nello Stato granducale, e risulti altresì che tale trattenimento deve essere soltanto temporario, a tenore del primo allineo dell'articolo primo; essendo però esso stipulato per un tempo indeterminato, pare che una tale disposizione venga a stabilire un precedente irregolare.

Riflettendo inoltre che il quarto allineo dello stesso articolo primo concernente il diritto d'iniziativa che ciascuna fra le Alte Parti contraenti si è riservato, per ciò che si riferisce alla completa evacuazione dal Granducato delle truppe ausiliarie austriache, potrebbe dar luogo ad opinioni ed interpretazioni divergenti, quando venga a verificarsi il caso di doverlo esercitare, sembra intanto al Sottoscritto che si viene a costituire col medesimo uno stato di cose anormali, e ne nasca il dubbio che questo stato di cose non possa sin d'ora conciliarsi colla lettera e con lo spirito dei Trattati anteriori aventi per scopo di regolare l'equilibrio fra le Potenze europee.

Dietro tali considerazioni, premendo al sottoscritto che questo equilibrio sia efficacemente conservato negli Stati della penisola italiana, e mosso dal desiderio di veder mantenersi e farsi sempre più stretti i vincoli di amicizia e di buona vicinanza felicemente esistenti fra la Toscana e la Sardegna; e

volendo nel medesimo tempo pervenire ad allontanare tutti i dubbi ai quali il Trattato suddetto potrebbe dar luogo, ove l'opinione pubblica non fosse illuminata e debitamente rassicurata, prega chi scrive la S. V. Illus. a volergli somministrare tutte quelle spiegazioni ed assicurazioni che saranno del caso, onde possa valersene per sua norma, e servirsene all'uopo per proprio governo.

Coglie frattanto il sottoscritto questa circostanza per rinnovare al Sig. Ministro di Toscana, le proteste della distintissima sua considerazione

Torino, 4 Giugno 1850.

Firmato — AZEGLIO.

Esiste in copia autentica nel Ministero delle relazioni straniere in Firenze.

Doc. CXXXVI.

Nota responsiva del cav. Martini al Marchese d' Azeglio.

È perfettamente noto al Governo di S. M. il Re di Sardegna come le traccie lasciate dagli sconvolgimenti politici degli anni decorsi obbligano nel momento attuale più o meno, tutti gli Stati, sì piccoli che grandi, ad uno sviluppo di forze materiali non ordinarie, all' oggetto d' assicurare e mantenere l' ordine interno e la pubblica tranquillità.

Sebbene la Toscana più fortunata di altre regioni, provi meno di alcune fra queste le sinistre conseguenze delle passate vicende, pur nondimeno subisce essa del pari, fino ad un certo punto, le condizioni comuni, ed il soggiorno temporario di un Corpo d' armata estera è nel Granducato una necessità inevitabile, sino a tantochè non sia esso pervenuto a ricostituire una forza militare propria che valga a dispensarlo dall' altrui soccorso.

Dopochè, mercè quello portato a S. A. I. e R. il Granduca da S. M. I. e R. Apostolica, l'ordine fu materialmente ricondotto nella totalità dei suoi Stati, doveva di natura sua susseguire che per conservarlo fosse richiesta la temporaria continuazione del soccorso medesimo, e se ne regolassero e fissassero mediante un Trattato le condizioni sotto il doppio aspetto politico ed economico.

Ciò non pertanto il sig. Presidente del Consiglio Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri di S. M., in una pregiatissima sua Nota diretta lo scorso giorno al sottoscritto Ministro Residente di Toscana, quanto si mostra inclinato a riconoscere la gravità de' motivi che determinarono lo ingresso di un Corpo di truppe austriache negli Stati di S. A. I. e R. il Granduca, altrettanto sembra rimanere in dubbio sulle possibili conseguenze della prolungata presenza di quel Corpo ausiliare per un tempo che il relativo Trattato non ha tassativamente prestabilito; e dubita pure che il diritto d'iniziativa per la domanda di una completa evacuazione vicendevolmente riservatasi dalle Alte Parti contraenti nell'atto stesso, potendo forse trar seco al momento dell'effettuazione una divergenza d'opinioni e d'interpetrazione, valga ad originare uno stato di cose non perfettamente conciliabile con la lettera e con lo spirito dei Trattati anteriori, che ebbero per iscopo di regolare l'equilibrio fra le Potenze europee, e quello più specialmente degli Stati della penisola italiana.

È fuori di disputa peraltro che la Convenzione presa ad esame si fonda sopra al principio formalmente espresso nel suo preambulo, che il soccorso del quale è concordata la continuazione debba durare soltanto quanto ne prescrive il bisogno, d'onde l'indipendenza assoluta del Principe e dello Stato proclamata solennemente dai Trattati del 1815, che formano la base del diritto pubblico europeo, è pienamente garantita e rispettata; e riserba ad ambedue le Alte Parti contraenti la iniziativa per la domanda della cessazione del soccorso medesimo, rilasciando poi, come dalla natura della cosa veniva indicato, ad un comune accordo il ridurla ad atto.

Ora questo finale resultato s'informa naturalmente del principio espresso, e dell' adempimento dello scopo del sussidio prestato, su di che a norma non solo delle condizioni proprie del paese, ma altresì di quelle generali, sarebbero in qualunque nuova ammissibile ipotesi, non tanto le Alte Parti contraenti, quanto i Gabinetti tutti delle grandi Potenze europee.

Giova poi al sottoscritto di aggiungere che quandochè, invece di lasciare indeterminata la durata del soccorso, si fosse questa prestabilita per un lasso determinato di anni, si sarebbe vincolato il Principe a ritenerlo per tutto il tempo prefisso, mentre nel sistema prescelto la cessazione di esso si sottopone all' impero delle circostanze.

Del resto la istoria dei Trattati conclusi per un consimile capitalissimo oggetto negli ultimi trenta anni, somministra in copia gli esempi di stipulazioni uguali fra le varie Potenze d' Europa, senza che siasi mai per questo potuto elevare il dubbio che le precedenti Convenzioni generali regolatrici dell' equilibrio politico dei diversi Stati ne avessero ricevuta la benchè minima alterazione; e per tacere di quelli che potrebbero molto opportunamente desumersi dalla Convenzione fra la Spagna e la Francia dell' anno 1824, e da altre fra il Regno di Napoli e l' Austria negli anni 1821-24-25, che ebbero poi il suo scioglimento nel Marzo 1827, servirà qui di citare quella firmata fra le Corti di Piemonte e di Vienna il 24 Luglio 1821 per il soggiorno di un Corpo ausiliare di truppe austriache negli Stati di S. M. Sarda: Convenzione nella quale sebbene la durata del soggiorno delle truppe ausiliatrici fosse provvisoriamente designata, tuttavia lo effettivo ritiro di esse non era stipulato in modo assoluto, nè derivava dalla natura stessa del patto, ma giunta l' epoca, si subordinava, come difatti avvenne, ad uno *scambievole accordo.*

Volentieri il sottoscritto somministra a S. E. il sig. Presidente del Consiglio di S. M. Sarda questi schiarimenti, come attestato ulteriore della viva e costante premura nella quale seco lui concorre di coltivare e rendere sempre più intimi i legami di amicizia e di buona vicinanza che fra loro congiun-

gono felicemente la Sardegna e la Toscana, nè dubita quanto a sè, che la opinione del pubblico onesto ed imparziale possa essere indotta oramai in pregiudicevoli errori sull' indole e la portata di un atto, del quale la stampa conservatrice in Toscana ha già intrapreso un esame franco ed approfondito, considerandolo e sottoponendolo a minute analisi sotto tutti gli aspetti.

Gode il sottoscritto di ripetere all' Eccellenza Vostra in questa circostanza l' omaggio dell' alta sua considerazione ec.

Torino 5 Giugno 1850.

Firmato — MARTINI.

Esiste ugualmente in copia autentica nell' Archivio del precitato Ministero.

Doc. CXXXVII.

Due Lettere del Duca di Casigliano ministro degli Affari Esteri di Leopoldo II rivolte ad ottenere lo sgombro delle truppe austriache dalla Toscana.

Al cav. Lenzoni ministro granducale a Vienna.

Ella conosce, Sig. Ministro, la Convenzione diplomatica che sotto 22 Aprile 1850 venne stipulata fra questo Governo, e quello di S. M. I. e R. Apostolica per regolare il trattenimento temporaneo in Toscana di un corpo di Truppe austriache, che in forze anche superiori era intervenuto nel Granducato fino dal Maggio 1849, in seguito dei deplorabili avvenimenti che vi avevano avuto luogo.

Nella parte proemiale della Convenzione anzidetta, l' oggetto e la portata dell' accordo relativo furono espressi in una maniera ben netta e precisa.

Fu S. A. I. e R. il Granduca nostro Signore il quale in seguito delli sconvolgimenti politici, che avevano agitato la penisola italiana, manifestava il desiderio di trattenere nel Granducato un Corpo di truppe austriache per il completo ristabilimento e la consolidazione della tranquillità e dell' ordine; mentre dall' altra parte S. M. l' Imperatore, *in conformità di quel desiderio*, consentiva di porre una parte delle sue Truppe a disposizione del suo Augusto Parente ed Alleato, *per quel tempo che sarà necessario, onde raggiungere lo scopo sopraenunciato.*

Il Corpo delle Truppe ausiliarie ascese in principio, ed in ordine all' art. I. delle Convenzioni a 10,000 combattenti.

La forza numerica di quel Corpo avrebbe potuto essere modificata per comune accordo fra le due Alte Parti contraenti, rimanendo peraltro inteso che esso non potrebbe mai venir diminuito al di sotto di 6,000 uomini.

Finalmente, tuttociò che si riferisce alla completa evacuazione del Granducato, *deve essere ugualmente regolato di comune accordo fra le parti contraenti*, riservandosi ciascuna di esse fino da quel momento il diritto d' iniziativa intorno a tale questione.

Sono così oltrepassati cinque anni da che le Truppe ausiliarie stanziano in Toscana, ed il Governo granducale si compiace di riconoscere con leale ed affettuosa gratitudine tutto il benefizio che dal loro soggiorno è resultato pel conseguimento dello scopo, cui esso mirava.

Nel periodo decorso la forza primitiva del Corpo ausiliario è stata di comune accordo progressivamente diminuita talmente, che esso è ora ridotto al minimo termine della cifra consentita, cioè di uomini 6,000.

Ed in questo lungo periodo le condizioni toscane, per limitarsi ora a parlare di queste, hanno siffattamente cambiato, che il Governo granducale sente esser ormai raggiunto lo scopo al quale mirava il trattenimento delle Truppe ausiliarie nel Granducato, in ordine alla Convenzione del 22 Aprile 1850.

Il ristabilimento e la consolidazione della tranquillità e dell' ordine si sono bene auguratamente raggiunti, e gode l'ani-

mo di potere osservarlo con sicurezza tanto maggiore, quanto che ha anco potuto farsene la prova nella critica annata che abbiamo traversata, e nel corso della quale la popolazione toscana fra il caro dei viveri, e, diciamolo pure, fra la miseria, e le cause eccitanti che potevano sorgere, non fu smentito un momento il suo carattere subordinato e tranquillo, e la pubblica quiete non ne è stata punto alterata.

Altronde son già remosse, o allontanate le cause d' agitazione politica che potevano esser speciali alla Toscana, mentre dall' altro lato è il Governo in misura da non mancare di mezzi per comprimere qualche movimento locale che, contro ogni probabilità, volesse tentarsi nell' interno del Granducato.

Già da due anni lo Statuto del 1848 è completamente abolito; — i processi politici dei quali la rivoluzione del 1849 ci fece il triste legato, sono già da qualche tempo compiti, — l' ordine governativo è ricomposto; — un nuovo Codice penale adattato ai tempi è stato nell' anno scorso pubblicato; — le autorità politiche sono armate di facoltà e di poteri ben più estesi di quelli che possedevano nel 1847.

Il Corpo della Gendarmeria, forte di oltre 2,000 uomini, ed in complesso la forza delle Truppe granducali, compresa la Gendarmeria, ma esclusi i Cacciatori volontari di Costa e Frontiera, ha raggiunto la cifra di 10,000 uomini, mentre nel 1847 oltrepassava di poco i 6,000.

La disciplina delle Truppe medesime sotto l' azione delli Ufficiali superiori che il Governo austriaco ci ha dati, e che hanno pienamente corrisposto, non lascia a desiderare, ed il Governo non può rimanere in dubbio della sufficienza delle medesime a reprimere i moti che potessero accadere nell' interno del Granducato, e che sono d' altronde improbabili fuori del caso di più estese e generali conflagrazioni.

A questo quadro sincero e fedele dell' interno della Toscana, e che Ella Sig. Ministro, è in grado di paragonare alle condizioni nelle quali trovavasi nell' estate 1849, non aggiungerò parole per toccare della differenza pur grande, che passa fra le attuali condizioni dell' Italia, e dell' Europa in

generale, e le condizioni del 1849 e 50; allorchè tutti gli Stati sortivano appena dalla rivoluzione, e segnatamente la Francia che esercita tanta influenza sulle sorti del mondo, era in una situazione tanto precaria e minacciosa da far temere da un momento all' altro una crise, i di cui effetti avrebbero potuto temersi universali.

Dopo di ciò il soggiorno ulteriore delle Truppe ausiliarie in Toscana costituirebbe un carico quanto grave, altrettanto non giustificato per le condizioni del paese, subito che è forza di riconoscere che ne è venuto meno l' oggetto per essere stato conseguito lo scopo, a cui il soggiorno stesso era preordinato.

S. A. I. e R. il Granduca mi ha quindi commesso di scriverle che, protestando al Governo di S. M. I. e R. A. la sua più sincera e sentita riconoscenza per l' amorevole soccorso prestatole, onde ristabilire e consolidare l' ordine e la tranquillità nei suoi Stati, voglia fargli conoscere come esso si trova ora in debito di esercitare il diritto d' iniziativa riservatosi nell' art. I della Convenzione del 1850, per provocare quell' accordo che si esige all' evacuazione del Granducato.

S. A. I. e R. il Granduca desidera che s' incominci dal far cessare lo stato d' assedio della città e porto di Livorno, giacchè quello stato eccezionale manca oggi di causa, e non può ulteriormente giustificarsi, dopo che in tutto il Regno Lombardo-Veneto quella straordinaria condizione di cose ha dato luogo al generale ristabilimento della normalità.

Desidera poi l' I. e R. A. S., quando altro pure non accada, che esiga provvedimenti diversi, nella quale eventuale contingenza sarebbe facile il combinare una conveniente protrazione di termini, che ad oggetto d' impedire l' impressione troppo viva, che il completo ed immediato ritiro delle Truppe ausiliarie qua stanziate potesse fare piuttosto nell' opinione de' paesi limitrofi che nella Toscana medesima, la detta totale evacuazione si eseguisca di comune accordo per gradi, onde, Ella Sig. Ministro, è incaricato di proporre che, cominciando l' evacuazione nel corso del mese di Gennaio p. av., fosse

ella compiuta nello spazio di mesi sei; talchè si effettuasse a quell' epoca il ritiro di 2,000 uomini, e si compisca l' evacuazione totale nel corso del mese di Maggio successivo col ritiro residuale di 2,000 uomini.

Se durante tale graduale ritiro della sua Truppa il Comando generale austriaco desiderasse di concentrare maggiormente la forza diminuita, potrebbe a tal uopo essergli ceduta l' occupazione esclusiva di una delle fortezze di Firenze, o di Livorno, o della città di Lucca.

S. A. I. e R. il Granduca nel quale non verranno mai meno i sentimenti di gratitudine verso S. M. l' Imperatore per i conseguiti beneficii, desidera, Sig. Ministro, che nel fare presso il Gabinetto di Vienna l' officio che Le viene commesso, non solo esprima i sentimenti preaccennati, ma quelli pure vi unisca della più ferma e sincera intenzione di mantenere sempre col Governo Austriaco *i più intimi e stretti rapporti, seguitando ad andare di concerto in tutto ciò che può più specialmente contribuire a mantenere la quiete e la tranquillità nella penisola, e prevenire qualunque alterazione politica nella medesima.*

L' I. e R. A. S. confida inoltre con animo pienamente tranquillo sul valevole e sempre desiderato amichevole appoggio del suo Augusto Congiunto ed Alleato, S. M. I. e R. Ap. e non vorrebbe giammai dubitare che fosse per mancargli l' assistenza e la cooperazione di un Corpo della valorosa Armata austriaca se, per gravi disturbi nell' interno del Granducato, o per contingenze estere o generali, ne venisse l' opportunità ed il bisogno.

Debbo inoltre notarle, che alle ragioni sopravvertite altre se ne aggiungono che, comunque possano sotto un qualche rapporto stimarsi secondarie, sono pure di gravissimo peso, e di massima importanza per noi.

Dall' epoca dell' ingresso delle Truppe austriache in Toscana fino a tutto Aprile decorso, le spese fatte dal R. Tesoro per questo titolo oltrepassano 21 milioni di lire, senza comprendere molte altre spese fatte dalle Comunità ed ancora

illiquide, ma che, senza esagerazione, possono fin d'ora valutarsi fra' 3 e i 4 milioni di lire.

Anche ridotto alla cifra minima di 6,000 uomini il Corpo delle Truppe ausiliarie, costa attualmente più di 3 milioni di lire all'anno, senza contare il carico delle Comunità.

Ella che conosce il paese, e che per le pubblicazioni fatte dal Governo conosce al pari le condizioni delle Finanze, sarà facilmente persuaso, che il paese stesso non può sostenere più a lungo questa spesa, specialmente dopo che abbiamo portato a circa 10,000 uomini la forza della Truppa dello Stato.

Qualora poi per considerazioni d'interesse generale l'I. e R. Governo Austriaco non credesse giunto il momento opportuno pel ritiro delle sue Truppe dal Granducato, Ella Sig. Ministro, facendo valere le condizioni delle Finanze toscane notoriamente pur troppo stringenti, avanzerà le pratiche le più pressanti, affinchè codesto I. e R. Governo volendo trattenere per motivi dipendenti dalla sua propria politica, un Corpo delle sue Truppe in Toscana, voglia pure assumere a suo carico quella parte del mantenimento delle Truppe medesime che ora grava, ed in modo assai oneroso l'Erario granducale. Ella è autorizzata a dichiarare che in tale ipotesi nulla si saprebbe opporre qui contro la continuazione del Presidio austriaco, *che non ha finora e per l'utilità del servizio reso, e per la condotta delle Truppe, dato motivo di sorta per farne desiderare l'allontanamento.*

Nell'invitare V. E. d'iniziare le pratiche le meglio intese che possono condurre a raggiungere lo scopo prefisso, l'avverto ad ogni buon fine, che tanto la Legazione Austriaca presso questa R. Corte, quanto il Sig. Maresciallo Radetzky sono stati prevenuti del passo che Ella è incaricato di fare presso il Gabinetto di Vienna.

Ed attendendo opportuni riscontri sull'iniziamento e progresso delle premure che le vengono commesse, passo ec.

Firenze, 16 Novembre 1854.

Firmato — Duca di Casigliano.

Al Barone Hügbel ministro Austriaco a Firenze.

Eccellenza

Il trattenimento nel Granducato di un Corpo di truppe austriache, concordato dalla Convenzione de' 22 Aprile 1850, ebbe per scopo il *completo ristabilimento e la consolidazione della tranquillità e dell' ordine nella Toscana.*

A questo fine S. M. I. e R. Apostolica consentiva al desiderio espressole di porre una parte delle sue truppe a disposizione del Suo Augusto Parente ed alleato il Granduca *per quel tempo che sarà necessario onde raggiungere lo scopo sopraccennato.*

Subordinatamente a questo preconcetto, l' Art. I.° della Convenzione precitata volle che dall' accordo fra le due parti contraenti dipendesse la modificazione della forza del Corpo ausiliare originariamente stabilita in 10,000 combattenti, siccome volle, del pari, che tutto ciò che si referisce alla completa evacuazione del Granducato, debba essere ugualmente regolato di comune accordo fra le alte Parti medesime, essendosi ciascuna di esse, sin da quel momento, riservato il diritto d' iniziativa intorno a tal questione.

Quali fossero le condizioni politiche della Toscana nel 1849 e nei successivi mesi del 1850 non ho bisogno di rammentare a Vostra Eccellenza, perchè Ella recossi appunto in quel' epoca in questa capitale.

Nè tampoco ho bisogno di spender parole a farle il quadro attuale della Toscana, perchè ben auguratamente per me V. E. è un testimone ed un osservatore troppo oculato e discreto per non vederne ed apprezzarne, ella stessa, l' immenso divario.

A fronte pertanto della intieramente variata condizione delle cose, S. A. I. e R. il Granduca, nel quale i sentimenti di leale riconoscenza verso S. M. l' Imperatore per il conseguito beneficio non verranno mai meno, ha dovuto d' altron-

de sentire che lo scopo di un trattenimento di un Corpo ausiliare in Toscana, ai termini della Convenzione del 22 Aprile 1850, deve considerarsi come completamente conseguito e raggiunto.

Conseguentemente l' I. e R. A. S. si è creduto in debito di esercitare il diritto d' iniziativa, che le compete, onde provocare quell' accordo che si conviene per regolare di concerto la completa evacuazione del Granducato, per l' esauste Finanze del quale è oggi un carico non tollerabile, e non più giustificato dal bisogno quello della spesa di mantenimento del Corpo ausiliare, che ammonta sempre ad una cifra considerabilissima, nonostante i principj abbastanza larghi e generosi, in base dei quali la benevolenza di S. M. l' Imperatore accordava graziosamente quel soccorso.

Altronde la forza delle Truppe toscane ordinate e disciplinate da ufficiali superiori che dallo stesso Governo Imperiale ci sono stati cortesemente inviati, giunge ormai a 10,000 uomini, e questa cifra è abbastanza forte per formare un carico alla Finanza inconciliabile con quello della Truppa ausiliare, oltre l' imbarazzo ogni giorno sentito della mancanza di locali adattati all' alloggio conveniente dell' una e dell' altra milizia.

Mosso da queste considerazioni, S. A. I. e R. il Granduca ha commesso al Commendator Lenzoni suo Ministro Plenipotenziario presso la Corte di Vienna di avanzare al Gabinetto Imperiale la doppia domanda, che s' incominci dal far cessare lo stato d' assedio della città e porto di Livorno, e che si devenga successivamente alla completa evacuazione del Granducato, quando nuove circostanze non sopraggiungano, le quali esigano diversi provvedimenti. Nella quale eventualità sarebbe facile combinare una conveniente protrazione di termine. E siccome sembra prudente d' impedire l' impressione troppo viva che il completo immediato ritiro delle Truppe ausiliarie qua stanziate potesse fare piuttosto nella opinione dei paesi limitrofi che della Toscana medesima, così il Commendator Lenzoni è stato incaricato di proporre che la detta totale evacua-

zione si eseguisca di comune accordo per gradi; talchè rimanga compiuta al finire del mese di Maggio prossimo futuro; in modo che incominciando l'evacuazione nel mese di Gennajo prossimo, si effettuasse a quell'epoca il ritiro di 2,000 uomini, e si compisca l'evacuazione totale nel mese di Maggio successivo, col ritiro dei residuali 2,000 uomini.

Quanto alla cessazione dello stato d'assedio in Livorno, V. E. converrà facilmente esser quella una misura comandata dalla giustizia, e da ogni riflesso di politica convenienza, ora che un consimile stato eccezionale è cessato anche nel Regno Lombardo-Veneto.

Altronde se la misura non avesse prodotto effetto dopo un quinquennio, converrebbe disperare dell'efficacia della medesima; ciocchè d'altronde non è vero, giacchè da molto tempo la condizione del paese è talmente migliorata che la subiezione di esso allo stato d'assedio si è ridotta ad una parola, e l'autorità militare applica punizioni anche più blande di quelle che sarebbero inflitte dalle leggi civili.

Quanto poi alla provocata completa evacuazione del Granducato, V. E. vorrà ugualmente vedervi, nella Sua saviezza, l'espressione di un sentimento dettato dalla cambiata situazione del paese, dal giusto desiderio di ricondurlo intieramente ad uno stato normale, e dal bisogno di sgravare il Paese medesimo da una spesa ormai superiore alle sue forze, dopochè per il periodo trascorso ha oltrepassati 21 milioni di lire, indipendentemente da molti carichi ai quali hanno supplito le Comunità.

Il Governo di S. A. I. e R. il Granduca ha piena fiducia, signor Barone, nei di Lei benevoli ufficj presso il Governo che Ella così meritamente rappresenta, al doppio effetto, che la domanda che sarà al medesimo avanzata venga presa nel suo vero aspetto, e sia favorevolmente secondata, aggiungendo questo ai motivi di vera riconoscenza che la Toscana tutta deve serbare al Governo Imperiale, per aver tanto contribuito a ripristinare e consolidare in essa quell'ordine e quella tranquillità, che disgraziati avvenimenti le avevano rapita.

In questa fiducia ho l'onore di rinnovarle, signor Barone, le proteste dei sentimenti della più distinta considerazione ec.

Firmato — DUCA DI CASIGLIANO.

Dalle minute concepite dal prefato Ministro scrivente che si conservano nella *posizione* analoga nell'Archivio delle relazioni straniere.

Doc. CXXXVIII.

Prima liquidazione delle spese occorse pel mantenimento delle truppe austriache stanziate nel Granducato fatta dai Commissarj toscani ed austriaci.

54ª Adunanza tenuta il 28 Giugno 1852.

Alle ore dieci antimeridiane del giorno suddetto si adunano le due Commissioni nel consueto locale, e udita la lettura del processo verbale della seduta precedente lo approvano.

Quindi i Commissarj Toscani dichiarano di avere esaminato il prospetto presentato nell'ultima seduta contenente la liquidazione generale e finale di tutti i conteggi passati tra le due Commissioni in tutte le conferenze fin qui avute, e di averlo trovato esatto e pienamente conforme alle resultanze dei prospetti parziali già approvati.

In seguito della quale dichiarazione i Commissarj Austriaci e Toscani convengono, concordano ed approvano, che a forma della detta generale e finale liquidazione, valutate e conteggiate tutte le competenze, sì in danaro che in natura dovute al Corpo di Armata Austriaca stanziato in Toscana, tanto nel tempo della occupazione dal 5 Maggio 1849 al 20 Maggio 1850, quanto nel periodo intercalare dal 21 Maggio 1850 a tutto il mese di Giugno dello stesso anno, e valutate e defalcate tutte le somministrazioni sì in danaro che in generi fatte nel tempo medesimo dalla Toscana per mezzo delle Comunità o di altri Dipartimenti dello Stato, il Governo granducale è resultato debitore verso il Governo imperiale, della somma di fiorini au-

striaci un milione e quattrocentodiecimilaventinove, carantani sedici e centesimi sessantanove, pari a lire quattro milioni e dugentotrentamilaottantasette, soldi sedici e denari otto.

Esaurita così la missione di cui le due Commissioni erano state onorate dai respettivi Governi, i Commissarj austriaci si pregiano di esprimere alla Commissione toscana le proteste della più distinta riconoscenza pei tanti riguardi verso di essi usati, per le amichevoli prove d'interesse, per lo spirito di equa conciliazione e pel cordiale ajuto dalla medesima prestato durante gl' importanti lavori della liquidazione.

E i Commissarj toscani nel ringraziare la Onorevole Commissione austriaca delle cortesi e gentili espressioni usate a loro riguardo, debbono e per dovere e per intimo sentimento contestare ai Componenti la medesima, la propria gratitudine non tanto per la somma attività da essi spiegata nelle operazioni in comune eseguite, quanto ancora per quella costante urbanità di modi e squisita delicatezza d' animo con che vollero in ogni occasione trattarli.

Finalmente dei presenti due protocolli sui quali sono state volta per volta trascritti gli originali dei processi verbali delle conferenze tenute dalle due Commissioni, se ne consegna uno alla Commissione austriaca e l'altro alla Commissione Toscana.

Dopo di che la Seduta si scioglie.

G. Gargiolli.
M. Ceccherelli.
G. Gasbarri Segretario.

Cassina
Intendente alle Suss.

A. Rottenari
Commiss. di Guerra.

John Magg.

Per copia conforme
F. Ponticelli.

Estratto dal Protocollo citato nella surriferita deliberazione.

Doc. CXXXIX.

Seconda liquidazione passata fra i Commissarj toscani ed austriaci.

60ª Adunanza tenuta il dì 10 Luglio 1854 a ore 10 di mattina.

Le due Commissioni si adunano nel solito locale destinato alle loro sedute, e udita la lettura fatta dal Segretario del Processo verbale di quella precedente lo approvano.

I Commissarj Austriaci presentano il riepilogo generale delle resultanze ottenute dai trenta conteggi mensuali dal 1.° Luglio 1850 a tutto Dicembre 1852 già stabiliti, concordati ed approvati da ambe le Commissioni nelle conferenze fin qui avute.

Dal riepilogo medesimo trovato esatto apparisce in sostanza, che l' I. e R. Governo Austriaco dopo ricevuto credito per l' Armata ausiliare stanziata in Toscana di tutte le competenze, tanto in danaro effettivo quanto in generi in natura, a forma della Convenzione stipulata il 22 Aprile 1850; fogli, tariffe e prospetti di corredo, valutate e defalcate tutte le spedalità e somministrazioni parimente in danaro ed in generi fatte dalle varie Comunità, e dalle diverse R. Casse dello Stato, rimane debitore verso il Governo I. e R. Toscano al seguito di liquidazione fatta a cura della Commissione a tutto il 31 Dicembre 1852 di quanto appresso, cioè:

In effettivo Contante

Di fiorini (moneta di convenzione) quarantanovemilasettecentoottantanove e 26 carantani, pari a lire Toscane centoquarantanovemila trecentosessantotto soldi 6 e denari 5.

In Generi in natura

Di razioni dugentottantamila seicentottantanove di legna forte pel casermaggio a libbre 3 e once 4.

Di razioni centoventisettemila trentuna di olio a denari uno e mezzo, e viceversa, resulta creditore verso l' I. e R. Governo granducale di razioni millequattrocentoquarantaquattro di strame.

I predetti II. e RR. Commissarj austriaci avvertono però che in quanto alla cifra in contante risultata a debito del loro I. e R. Governo non hanno nulla da osservare; ma che relativamente alle differenze verificatesi nei combustibili ritengono non doversene fare alcun conto, atteso che fu praticato lo stesso nella liquidazione precedente, nella quale invece (specialmente l' olio) resultò in molto maggior copia di razioni a favore del prelodato I. e R. Governo Austriaco, e furono nonostante rilasciate per compensazione di quanto poteva per avventura resultare a debito in una seconda liquidazione, in quella cioè che ha termine colla presente seduta.

Alle quali cose dedotte dagli onorevoli Commissarj austriaci, i Commissarj granducali hanno risposto non essere di loro competenza decidere. e tanto meno annuire all' avvertenza in proposito. Che accettavano puramente le resultanze della ultimata liquidazione quali esse si erano, e che queste debitamente rassegnate poi all' I. e R. Governo Toscano sarebbero state nella sua saviezza, per altra via discusse a sfogo della domandata compensazione.

I Commissarj toscani frattanto avendo già stabilito un calcolo approssimativo sull' ammontare in contanti di tali differenze per generi in natura resultati in credito o in debito, non potendo farlo con precisione matematica, attesa la varietà dei prezzi nelle diverse piazze, e nei trenta mesi ai quali si riferisce la liquidazione; premesso che nessun calcolo si faccia delle 1,444 razioni di strame, siccome parvità di materia, e tanto più che i cavalli erariali hanno certamente avuto in tem-

po debito la paglia necessaria per la lettiera, crederebbero che oltre ed indipendentemente dalla somma preavvertita, di cui l' I. e R. Erario austriaco sarebbe passivo verso quello I. e R. Toscano in fiorini 49,789 26, ossiano lire 149,368. 6. 5. toscane, dovesse contarsi sopra altri fiorini duemilaquattrocentonovantacinque, carantani zero, pari a lire 7,485. 9. per legna forte, e fiorini 99. 14. ossiano lire 297 14. 6. per olio, bene inteso fatto il debito conguaglio del più e del meno; e tenuto conto delle razioni da inverno distinte da quelle da estate, che sono per la metà della competenza, come meglio apparisce dal relativo e separato prospetto che si unisce all' appoggio del riepilogo generale della liquidazione.

I Commissarj austriaci convenendo sulla incompetenza affacciata dai loro Colleghi toscani, i quali non si credono autorizzati a decidere sulla domandata compensazione, convengono altresì che starà ai respettivi alti Governi a farne quel conto che crederanno di loro interesse.

Dato così termine alla onorevole missione di cui le due Commissioni furono incaricate dagli II. e RR. Governi respettivi, i Commissarj austriaci si pregiano di esprimere e protestare la più distinta riconoscenza alla Commissione toscana per i riguardi di che ha voluto essergli sempre cortese, per le non dubbie amichevoli prove di cordialità, di conciliazione durante gl' importanti e lunghi lavori della liquidazione.

I Commissarj toscani hanno unanimemente corrisposto a cotanto gentili e cortesi espressioni esprimendo alla sua volta con tutta la sincerità dell' animo agli onorevoli Commissarj austriaci la propria gratitudine per la somma attività da essi spiegata nelle operazioni in comune eseguite, e per quella squisita delicatezza e costante urbanità di maniere con che vollero sempre ed in ogni occasione trattarli. Aggiungendo poi il più vivo rammarico per la imminente loro partenza dalla Toscana, assicurandoli però che riterranno di loro indelebile e grata memoria.

Finalmente dei presenti due protocolli, su i quali volta per volta sono stati trascritti gli originali dei Processi verbali

delle conferenze tenute dalle due Commissioni, se ne consegna uno ai Commissarj austriaci, e l'altro alla Commissione toscana, che lo deposita nell' Uffizio del Commissariato granducale, ove si trovano tutte le carte relative all' ultimata liquidazione.

Dopo di che la Seduta si scioglie.

A. Niccolini.
F. Ponticelli.
G. Gargiolli.

Cassina
Intendente alle Sussistenze.
Rottenari
Commiss. di Guerra.

Trentanove
Capocc.

Per copia conforme
F. Ponticelli.

Estratto dal Protocollo citato nella surriferita deliberazione.

Doc. CXL.

Terza liquidazione passata fra i Commissarj toscani ed austriaci.

15ª Adunanza tenuta il 18 Maggio 1857.

I Commissarj austriaci e toscani si adunano a ore 11 antimeridiane del giorno suddetto, e procedono da prima ad approvare il processo verbale della Seduta precedente, previa la lettura fattane dal Segretario.

Quindi i Commissarj toscani dichiarano di aver esaminato e di aver trovato in perfetta regola le seguenti dimostrazioni e conteggi, che si fanno un pregio di restituire alla Commissione imperiale, ritenendo secondo il solito in Uffizio uno degli originali di ciascuna dimostrazione e conteggio a corredo della liquidazione.

Tre dimostrazioni delle competenze delle legna da ardere che era dovuta per riscaldare i quartieri e le stanze di Uffizio, del Generale, Uffiziali, Impiegati e Parti delle II. e RR.

Truppe Austriache nei mesi di Gennajo, Febbrajo e Marzo 1855.

Quattro dimostrazioni dalle quali risulta il numero dei cavalli erariali che furono veramente presenti in Toscana, nei mesi di Gennajo, Febbrajo, Marzo, e Aprile 1855, e per i quali secondo la Convenzione de' 22 Aprile 1850, ed in coerenza delle ulteriori concessioni dell' I. e R. Comando Supremo, è dovuta la somministrazione dei foraggi.

Quattro prospetti dimostranti l' obbligo convenzionale dell' I. e R. Governo Toscano, in ordine al trattato diplomatico, pel mantenimento del Corpo d' Armata imperiale nei suddetti quattro mesi.

Quattro conteggi riferibili agli stessi mesi di Gennajo, Febbrajo, Marzo e Aprile 1855, riguardanti l' obbligo e la somministrazione convenzionale del Governo toscano per le Truppe austriache che in quel tempo stanzionavano in Toscana; e

Un Elenco supplementario delle somministrazioni in natura effettuate dalla Comunità di Dovadola nel mese di Marzo 1851 e 1853.

Dichiarano infine gli stessi Commissarj toscani di avere esaminato il — Riepilogo e conto finale — presentato nell' ultima seduta, e contenente la liquidazione generale e finale di tutti i conteggi passati tra le due Commissioni in ogni conferenza fin qui tenuta, e di averlo riscontrato esattissimo, e corrispondente in ogni sua parte tanto alle risultanze parziali dei conteggi già concordati, quanto alle altre partite di debito e credito che non erano state, come non potevano essere in quelli considerate, ed inoltre in piena relazione colle dimostrazioni marcate delle lettere G, H, I, e consegnate nella precedente Adunanza del dì 11, 12 e 13 Ottobre 1855 referibilmente alle diverse diminuzioni delle competenze in danaro ed in natura, secondo le riduzioni della Truppa e del suo Stato Maggiore, non che in perfettissima corrispondenza colle dichiarazioni espresse nella quarta seduta del di 24, 25 e 27 Agosto 1855, e coll' analoga risoluzione di S. A. I. e R. il Gran-

duca del dì 7 Settembre di detto anno, colla quale relativamente alla determinazione precisa dell'epoca in cui debba intendersi cessato per la Toscana l'obbligo del mantenimento delle Truppe, veniva annuito alle proposizioni state avanzate su tal particolare dal Governo austriaco per mezzo dei suoi Commissarj, portanti alla conclusione che coll'ultimo d'Aprile dovessero cessare nel Governo toscano gli obblighi del mantenimento della Truppa in quanto alla competenza dovutale in danaro, fermo stante per altro l'obbligo nel Governo medesimo di ogni altra somministrazione in natura che fosse occorsa alla Truppa stessa nei giorni di marcia fino al passaggio della medesima dalla Frontiera.

A questo punto la onorevole Commissione imperiale espone alla sua volta come in conformità di quanto Essa dichiarava nella seduta del dì 10 Novembre 1856, si diede premura di consultare con apposito rapporto il suo Imperiale e Real Governo intorno ai rilievi che in detta seduta vennero affacciati dalla Commissione toscana circa alle differenze che nei diversi conteggi di liquidazione risultavano a credito del Governo imperiale fra le somministrazioni del combustibile e strame fatte alla Truppa d'occupazione, e quelle dovute a forma delle competenze alla Truppa medesima, e passa quindi a dar comunicazione ai Commissarj toscani del Dispaccio di N. 5,777 dell'I. e R. Comando della II Armata, e Comando Generale pel Regno Lombardo Veneto, Sezione III, Dipartimento 3°, col quale le vengono date opportune istruzioni rispetto alla pratica di alcune verificazioni da premettersi avanti di pronunziare la relativa risoluzione.

Dopo di che continuano gli stessi Commissarj imperiali a far presente alla Commissione toscana come essi abbiano avuto luogo di riscontrare che le differenze delle quali si tratta, per quanto essi abbiano potuto rilevare nelle istituite verificazioni, deriverebbero principalmente dall'essere stato l'effettivo della Truppa in minor numero di quella per il quale competevano le dette somministrazioni a base della Convenzione. Aggiungono bensì gli stessi Commissarj, che nell'esame da

essi fatto dei conti mensili, delle somministrazioni effettuate alla Truppa per conto del R. Governo granducale, hanno avuto luogo di assicurarsi che queste somministrazioni, come le altre, di qualsiasi genere, sebbene siano state fatte secondo il numero delle Truppe che si trovavano effettivamente presenti in Toscana, sono peraltro state fatte nella loro totalità, per cui le Truppe medesime non si son trovate mai nella necessità, per mancanza di somministrazioni loro competenti, di procurarsele a proprie spese, o a spese del Governo imperiale, e conseguentemente non si è verificato che abbian sofferto mai pregiudizio sulle competenze loro dovute.

E qui la Commissione toscana senza opporsi alla sopradedotta ragione, a quella cioè, che le differenze in discorso provengono anche dall' essere stato l' effettivo della Truppa minore di quello per cui correva la competenza in ordine alla Convenzione, ripete inoltre come essa ritenga sempre però che derivino anche da non presentate quietanze per parte delle Comunità, sia per non essere state rilasciate dalle Autorità militari austriache, ed anche perchè forse qualcuna ne è restata presso le Amministrazioni municipali, come ebbe luogo di rilevare nella seduta del dì 10 Novembre 1856. Soggiungendo poi che a confermare la inappuntabilità con cui sono state eseguite le somministrazioni, e a dar sicurezza che le Truppe imperiali durante il loro soggiorno in Toscana non sono state mai nel caso in cui siano loro mancate le dovute somministrazioni, è pure un fatto quello di non essere mai pervenuto alcun reclamo in proposito all' Uffizio del Commissario granducale, per le somministrazioni eseguite a detta Truppa, ma di essere stata a riguardo dell' esatto e bene ordinato trattamento delle Truppe stesse, esternata invece, e più di una volta, la piena sodisfazione delle Superiori Autorità austriache che erano al Comando del Corpo di occupazione.

In seguito di che i lodevolissimi Commissarj imperiali al nome del contenuto nel surriferito Dispaccio, ed apprezzando di buon grado le giuste e savie considerazioni della Commissione toscana, mentre si riserbano a rassegnare, come è stato

loro ingiunto nell'ultimo rapporto al respettivo Governo per render conto al medesimo, come non sia avvenuto mai, secondo le più scrupolose indagini fatte in proposito, che le II. e RR. Truppe austriache abbian dovuto a proprie spese, vale a dire a carico dell' I. e R. Erario austriaco, procacciarsi le somministrazioni del combustibile per mancanza di quelle che eran loro dovute, valendosi dell' autorizzazione conferita loro col prelodato Dispaccio col quale viene rimesso in facoltà di essi di procedere all' atto pratico a norma di quanto emergerà da dette indagini, dichiarano di non voler passare nemmeno alla valutazione a contanti le differenze summenzionate le quali consistono in

Razioni 482 di strame a 3 funti di Vienna per foraggi,

Razioni 498,146 di legna forte per il casermaggio a libbre 3 per Razione,

Razioni 45,611 di legna forte per gli Uffiziali, parti, e loro Uffizj, e

Razioni 479,951 olio a denari 1 ½

In seguito di tutte le sopraespresse dichiarazioni i Commissarj austriaci e toscani convengono, concordano ed approvano, che a forma della detta liquidazione generale e finale, valutate e conteggiate in essa tutte le competenze sì in danaro che in natura dovute al Corpo d' Armata austriaca stanziato in Toscana dal Gennajo 1853 a tutto aprile 1855; e fino alla completa sua evacuazione dal territorio toscano, e valutate e defalcate tutte le somministrazioni sì in danaro che in genere fatte nel tempo medesimo dalla Toscana per mezzo delle Comunità o di altri Dipartimenti dello Stato, il Governo granducale è resultato debitore verso il Governo imperiale della somma di fiorini austriaci quindicimila novecento ventinove, carantani cinquantasei e dieci centesimi, pari a lire toscane quarantasettemila settecentottantanove, soldi sedici, denari uno e un quinto. Cosicchè vengono dalle parti firmati i tre originali del riepilogo e conto finale, dei quali originali uno rimane presso la Commissione toscana, e gli altri due si consegnano

alla Commissione austriaca perchè ne ritenga uno presso di sè, e sia inviato l'altro all' I. e R. Ministero di Vienna.

Così resta per parte delle due Commissioni esaurita la missione della quale erano state onorate dai respettivi Governi.

I Commissarj austriaci si pregiano di esprimere alla Commissione toscana le proteste della più sentita riconoscenza per tanti riguardi verso di essi usati, per le amichevoli prove d' interesse, e per lo spirito di equa conciliazione, non che pel cordiale ajuto dalla medesima prestato negl' importanti lavori di liquidazione.

E i Commissarj toscani nel ringraziare l' onorevole Commissione austriaca delle cortesissime e gentili espressioni usate a loro riguardo, si fanno un dovere di contestare ai Componenti la medesima la propria gratitudine, sia per la indicibile attività da essi spiegata nel procedimento delle operazioni in comune eseguite, quanto ancora per quella costante urbanità di modi e squisita delicatezza di animo con che si compiacquero di trattarli in ogni occasione, esternando infine ai medesimi il più vivo rammarico per la loro imminente partenza dalla Toscana, non senza assicurarli però della indelebile e grata memoria che conserveranno per essi.

Finalmente dei presenti due Protocolli sui quali sono stati volta per volta trascritti i processi verbali delle conferenze tenute dalle due Commissioni, se ne consegna uno alla Commissione austriaca, e l' altro alla Commissione toscana.

Dopo di che la Seduta si scioglie.

M. A. Niccolini.
F. Ponticelli.
G. Gargiolli.
A. Barbensi.
Segretario.

Schlossrn
Commiss. di Guerra.
Pyrimsky
I. e R. Ufficiale di Prov.

Per copia conforme
F. Ponticelli.

Estratto dal Protocollo citato nella surriferita deliberazione.

Doc. CXLI.

Liquidazione delle spese sostenute dalle Comunità per il mantenimento e servizio delle Truppe austriache dal loro principio fino al 30 *Aprile* 1855.

17.ª ed ultima Adunanza del 17 Maggio 1858.

La Commissione si riunisce nella solita stanza terrena della Corte de' Conti alle ore 10 antimeridiane del suddetto giorno, e dopo la lettura fattane dal Segretario approva il processo verbale della seduta precedente.

Successivamente il Ten. Colonnello Ponticelli annunzia agli altri componenti la Commissione, che, a tenore di quanto venne stabilito nell' ultima passata seduta, i revisori che ne erano stati incaricati han potuto riunire in un rendiconto generale tutti i resultati dei rendiconti parziali delle revisioni dei conti delle spese delle Comunità da essi condotte a termine.

Questo rendiconto generale, che vien sottoposto all' esame della Commissione, si compone di un registro segnato di lettera A che contiene,

I.° Un Prospetto in cui figurano i tredici seguenti titoli;

1.° Pane, viveri, foraggi e combustibili in natura e a contanti;

2.° Alloggi e stallaggi;

3.° Acquartieramento della Uffizialità, e accasermamento della Truppa;

4.° Trasporti e vetture;

5.° Approvisionamento dei Forti in Livorno;

6.° Vestiario;

7.° Acquisto e mantenimento di locali per esercizj militari;

8.° Munizioni da guerra, e fortificazioni passeggere;

9.° Spedalità;

10.° Frutti sugli imprestiti;

11.° Spese inerenti agl' imprestiti;

12.° Spese per Truppa toscana;

13.° Spese di amministrazione e diverse.

Si vedono riassunte e distinte, secondo gli anni in cui sono state eseguite, tutte le spese sostenute dalle diverse Comunità del Granducato nel mantenimento delle II. e RR. Truppe austriache durante il loro soggiorno in Toscana (le quali ascendono a forma dei loro conti alla somma di lire 12,967,614. 19.) confrontate, come nei rendiconti parziali, coll' ammontare di quelle abbuonate dalla revisione (che ammontano a L. 12,330,227 9.) e così con le differenze del più, e del meno abbuonato dalla revisione.

II.° Un altro prospetto simile, che precede quello anzidetto, col quale si dimostrano riepilogate nei cinque appresso titoli:

1.° Dalla R. Depositeria generale.

2.° Retratto dalla vendita degli oggetti serviti per l' acasermamento della truppa e per l' acquartieramento della Ufficialità.

3.° Retratto dalla vendita dei generi serviti per l' approvvisionamento dei Forti di Livorno.

4,° Rimborsi e storni di frutti.

5.° Entrate diverse.

L' Entrate generali le quali, secondo l' indebitamento respettivamente datosi da ciascuna Comunità, ascendono a L. 5,208,209.14 mentre quello effettivo resultante dopo le eseguite verificazioni ammonta a lire 5,140,642. 4. 8.

Tanto l' uno che l' altro di questi due prospetti vengono poi riassunti in un quadro finale che fa pur parte del suddetto registro A, dal quale si rileva che dalla somma totale ammessa dalla revisione in lire 12,330,227. 9. defalcando gli acconti che le Comuni hanno in più tempi incassati o dalla Depositeria, o da altre parti, le Comuni stesse rimangono creditrici al 30 Aprile 1855, epoca alla quale è stata protratta la liquidazione, coerentemente alla risoluzione de'23 Maggio 1856 della somma di lire 7,189,585. 4. 3. invece della maggior

somma di lire 7,759,405. 5. a quanto il loro credito ascenderebbe a forma dei conti presentati.

Un secondo registro marcato B segue quello surramentato, e contiene tanti separati prospetti quanti sono i titoli dell' entrate e delle spese. Con questo viene sviluppato per titoli, per annate e per Comunità l' ammontare delle une e delle altre col solito confronto del resultato della revisione.

Un terzo registro segnato C contiene due prospetti, dal primo dei quali si vengono a conoscere Comunità per Comunità l' entrate e spese generali, e i resti di credito emergenti dai loro rendimenti di conti alla respettiva chiusura dei medesimi, non meno che quelli finali resultanti a forma della revisione, e dal secondo si rilevano le cause per le quali i revisori hanno talora aumentato, talora diminuito le une o le altre, e dalle quali è in sostanza derivata la complessiva deduzione di lire 559,820. 8.

Ed un quarto registro finalmente dimostra l' ammontare delle somme che al primo ingresso delle Truppe austriache versarono le Comuni subalterne nelle casse comunitative di Firenze, Pisa, e Pistoja per sussidiarle nelle spese summentovate.

I componenti la Commissione ammirano la chiarezza e precisione di questo rendiconto generale, l' approvano in ogni sua parte e vi appongono in segno di ciò la propria firma, dichiarando di voler contestata a tutti gl' impiegati che hanno preso parte a sì importante e difficile lavoro, la loro piena sodisfazione per l' impegno impiegatovi, e per l' assiduità ed intelligenza spiegata nell' immaginarlo e nel condurlo ad esecuzione.

Dopo di che la prelodata Commissione stabilisce di rassegnare subito al Superior Governo il rendiconto suddetto insieme a tutti i parziali rendiconti di ciascuna Comunità, che gli fanno corredo e che sono stati a tal uopo per ordine alfabetico collocati in sette separate filze, per attender poi le determinazioni del Governo medesimo, sia sui rigetti ed abbuoni di spese, come pel collocamento da darsi a tutti i documenti che han fatto soggetto della operata liquidazione.

Dato così compimento alla onorevole commissione della quale erano stati incaricati coi Decreti del dì 8 Aprile 1853 e dì 23 Maggio 1856, i Commissarj, sicuri di nulla aver trascurato che da loro dipendesse, onde i lavori di liquidazione procedessero con scrupolosa esattezza, si ringraziano reciprocamente dell' ajuto prestatosi nelle operazioni in comune eseguite, ed esternandosi scambievolmente la propria gratitudine per la cortesia, e buona intelligenza sempre tra di essi mantenuta durante le operazioni medesime, terminano con proporsi di raccomandare al R. Governo per una ricompensa gli impiegati che hanno prestato l' opera loro nella liquidazione, e particolarmente poi la sorte di quelli fra essi che vanno a rimanere senza destino.

Null' altro restando da trattare, la Seduta si scioglie.

FILIPPO PONTICELLI.
G. GARGIOLLI.

Per copia conforme
F. PONTICELLI. A. BARBENSI Segretario.

Estratto dal Protocollo citato nella surriferita deliberazione.

Doc. CXLII.

Dimostrazione delle spese occorse pel mantenimento delle Truppe austriache durante l' occupazione seennale della Toscana, liquidate da apposite Commissioni nominate dal Governo Granducale e da quello Imperiale di Vienna.

Titoli delle Spese	*Ammontare*	*Osservazioni*
Somministraz. in Danaro effettivo e in Generi.	L. 17,670,853. 8. 6.	Questo articolo è al netto non solo della somma di L. 94,876. 14. 6. importare delle Competenze in Danaro non spettanti agli uomini trattati negli Spedali del Granducato per n° 537,482. Giornate conforme alle Liquidazioni operate coll' Ec-
Somma e seg.	L. 17,670,853. 8. 6.	

Somma retro. L. 17,670,853. 8. 6.

celso I. e R. Governo Austriaco per l'epoche seguenti:

Dal 1° Luglio 1850, a tutto Dicem. 1852.	G.ti 324,553.	L. 57,559. —. —.	
Dal 1° Genn. 1853, fino al giorno della totale evacuazione delle II.eRR. truppe dalla Tosc.na	» 212,929	» 37,317. 14. 6.	
	G.ti 537,482.	L. 94,876. 14. 6.	

ma anche di quella di L. 138,052. 8. 8 per le rate ritenute al già fornitore Luigi R. Buccellato in estinzione del di lui debito resultante dalle somme percette di più sui prezzi delle Razioni del Pane e Foraggi somministrate dal 1° Agosto 1850 a tutto Febbraio 1852 alle Guarnigioni di Firenze, Livorno e Pisa.

Approvvisionam.° dei Forti . . » 136,039. 15. 1. Questo titolo di spesa è al netto di L. 68,987. 2. 6. retratto dai generi di deposito venduti volta per volta che erano deperiti, e di quelli rimasti in essere alla partenza delle Truppe.

Tabacco da fumo » 124,069. 5. 4. La quantità del Tabacco consu-

Somma e segue. L. 17,930,962. 8. 11.

Somma retro.	L.	17,930,962. 8. 11.	
			mato dagli Austriaci è ascesa a libbre 144,358, once 4.
Acquartieramento della Ufficialità, e accasermamento della Truppa	»	1,759,170. 5. 10.	Questa spesa è al netto di L. 289,438. 9. 7. che le diverse Comunità del Granducato hanno incassato per vendita degli Oggetti mobiliari serviti ad uso delle II. e RR. Truppe.
Alloggi, e Stallaggi . . .	»	2,175,057. 8. 2.	
Trasporti e Vetture. . . .	»	493,776. 10. 10.	Questo titolo di spesa è al netto delle somme percette dagli Uffiziali e sotto uffiziali Austriaci a forma della Convenzione sui Trasporti, e Vetture loro somministrate.
Acquisto e mantenimento di Locali per Esercizj Militari . .	»	55,554. 9. 2.	Questa cifra si compone per L. 37,000 del terreno acquistato in Livorno per formare il Campo degli Esercizj Militari che serve ora ad uso delle RR. Truppe Toscane, e per L. 18,554. 9. 2. delle spese occorse per le Scuole d'Equitazione, del Nuoto, del Bersaglio, e dei Cadetti, e da altre relative al mantenimento dei Locali a questo oggetto destinati.
Muniz. da Guerra, e fortificazioni passeggere.	»	24,501. 1. 8.	Sono le spese sostenute dalla Comunità di Livorno negli anni 1849 e 50 per L. 24,398. 11. 8. valuta di Mitraglia, confezione di cartucce ed opere, e spese per le sale d'Artifizio, e dalla Comunità d'Anghiari nel 1849 per L. 102. 10. —. per fortificazioni passeggere.
Somma e segue.	L.	22,439,022. 4. 7.	

Somma retro. L.	22,439,022. 4. 7.	
Spedalità . . »	1,116,981. 19. —.	L'ammontare di questa spesa è appurato tanto da tutte le somme ricavate dalla vendita del Mobiliare servito per l'uso degli Austriaci negli Spedali di Cestello in Firenze, e di S. Antonio in Livorno, come da tutti i rimborsi e prodotti diversi provenienti dalla prestata Ospitalità.
Spese d' Uffizio delle II. e RR. Cancellerie Austriache . . »	7,005. —. —.	
Vestiario somministrato nel 1849 dai Municipj di Livorno, Arezzo e S. Sepolcro. »	131,250 19. 3.	Nella prima liquidazione operata coll' I. e R. Governo Austriaco essendo stata increditata la Toscana dell' importare del Vestiario somministrato alle Truppe Imperiali dalle di contro Comunità, ne è conseguito che di questa spesa il Governo Granducale ne ha già avuto da quella parte il rimborso, e ne resta sempre debitore alle di contro Comunità.
Spese pel trattamento d'una Colonna di Truppe Toscane che unita a quelle Ausiliarj occupò nel Maggio 1849 la città di Livorno. »	94,526. 14. 10.	La Ministeriale del Dipartimento delle RR. Finanze del 24 Febbraio 1853 ordinò che queste spese venissero cumulate alle altre dipendenti dalla occupazione Austriaca.
Frutti di Capitali presi ad imprestito da va-		
Somma e segue. L.	23,788,786. 17. 8.	

Somma retro.	L. 23,788,786. 17. 8.	
rie Comunità del Granducato, e spese inerenti ai medesimi. .	» 1,424,072. 19. 2.	I frutti dei quali sono state in Liquidazione increditate le diverse Comunità a tutto Aprile 1855, in ordine alle venerate disposizioni del Consiglio dei Ministri del 23 Maggio 1856 ascendono a L. 1,386,941. 5. 9. Le spese a. . » 37,131. 13. 5. L. 1,424,072. 19. 2.
Pigione del Quartiere ceduto in affitto dai PP. di S. Croce di Firenze per residenza d' Uffizio del R. Commissario Granducale	» 4,095. —. —.	Dopo aver servito ad uso d' Uffizio del R. Commissario le stanze terrene della Dogana vecchia, fu per lo stesso oggetto preso in Affitto il Quartiere del quale si tratta nel di primo Maggio 1853 e fu reso libero nel di 31 Ottobre 1857, epoca nella quale venne trasferito l' Uffizio medesimo nelle stanze a terreno della R. Corte dei Conti.
Condonazioni .	» 1,002. —. —.	All' Amministrazione del Seminario fiorentino che ne fece dimanda fu condonato dal R. Governo il pagamento della di contro somma della quale era debitrice per importare di Mobiliare vendutole quando venne esitato tutto quello che era servito per gli Austriaci nello Spedale Militare di Cestello.
Spese d' Amministrazione e diverse . . .	» 157,110. 16. 7.	
Totale	L. 25,375,067. 13. 5.	

INDEBITAMENTI

Spese che sono occorse pel mantenimento delle II. e RR. Truppe Austriache come dalla Dimostrazione in qc. . . . . L. 25,375.067.1[illegible]

I. e R. Depositeria Generale pel Mobiliare che venne acquistato per uso della Ufficialità Austriaca già stanziata nella R. Villa del Poggio Imperiale, e che è stato dipoi consegnato al Magazziniere Brunori che lo ha valutato . . . . . » 2,533.[illegible]

T. Col. F. Ponticelli R. Commissario Granducale per anticipazione fattagli dalla R. Depositeria per supplire alle spese minute d' Uffizio . . . . . » [illegible]00 — —

L. 25,377.[illegible]0[illegible] —

INCREDITAMENTI

I. e R. Depositeria Generale per i pagamenti da Essa fatti come appresso			L. 17,076,515. 13. 6.
Dietro invitazione di questo R. Commissariato al netto delle somme incassate	L.	2,527,148. 10. 11.	
Per anticipazione a diverse Comunità per supplire alle spese	»	4,549,367. 2. 7.	
	L.	17,076,515. 13. 6.	
Comunità del Granducato Creditrici per spese sostenute pel mantenimento delle Truppe Imperiali (Vedasi l' Alleg. di Lett. A che fa corredo alla Liquidazione dei Conti delle Comunità medesime presentata dalla Commissione al R. Governo con Rappresentanza del dì 17 Maggio 1858)			» 7,189,585. 4. 3.
I. e R. Depositeria per i Crediti ceduti alle Casse di Risparmj di Firenze, e Livorno, e da essa riconosciuti a favore dei seguenti RR. Spedali che hanno prestato l' Ospitalità alle suddette II. e RR. Truppe			» 1,110,218. 15. 8.
Arcispedale di S. M. Nuova di Firenze per gli Spedali di Cestello, S. Lucia e Manicomio	L.	835,969. 15. —.	
Spedale di Livorno	»	211,445. 14. —.	
» » Pisa	»	10,674. 13. 4.	
» » Siena	»	13,586. —. —.	
» » Lucca	»	21,182. 13. 4.	
» » Pistoja	»	12,601. 6. 8.	
» » Arezzo	»	4,758. 13. 4.	
	L.	1,110,218. 15. 8.	
Spedali riuniti di Prato per Spedalità somministrata nel 1° Semestre 1850			» 1,442. 13. 4.
Spedale del Borgo S. Sepolcro. Idem			» 38. 13. 4.
			L. 25,377,801. —. 1.

Prospetto delle spese fatte direttamente dalla Depositeria, e dalle Comunità per il mantenimento delle Truppe austriache.

Ammontare delle spese che si referiscono al suddetto mantenimento delle II. e RR. Truppe Ausiliarj come dalla Dimostrazione in qc.	L.	25,375,067. 13. 5.
Si aggiungono quelle pagate dalla R. Depositeria Generale per disposizioni dirette del Ministero delle RR. Finanze, senza, cioè, che ne sia stata rilasciata l'invitazione dall'Uffizio del R. Commissario granducale per le somministrazioni alle Truppe suddette, le quali per la differenza resultante fra la somma di L. 23,614,739. 2. —. indicata nella qui unita Officiale di detta R. Depositeria in data 27 Maggio 1858, e quella di L. 17,076,515. 13. 6. qc. ascendono come appresso a	»	6,538,223. 8. 6.
Rimborso stabilito dalla Commissione Liquidatrice nella liquidazione comprensiva delle competenze dovute e delle somministrazioni eseguite alle Truppe dal 15 Maggio 1849 a tutto il 20 Maggio 1850, e durante il tempo intercalare dal 21 Maggio 1850 a tutto il successivo mese di Giugno di detto anno . . . . . L. 4,230,087. 16. 8.		
Pagamenti diversi dei quali quest'Uffizio non conosce il dettaglio . . . . . » 2,308,135. 11. 10.		
	L.	6,538,223. 8. 6.
Totale Generale delle Spese.	L.	31,913,291. 1. 11.

OSSERVAZIONE

Come ad alcune Comunità continua l'aggravio del pagamento dei Frutti sui Capitali presi ad imprestito, così an-

che alla R. Depositeria resta l'incarico di qualche spesa relativa alla cessata occupazione.

Dal R. Commissariato per la Liquidazione delle spese occorse per le II. e RR. Truppe Austriache.

Firenze, li 31 Maggio 1858.

Il Commissario — F. PONTICELLI.

G. CIANFANELLI Computista.

Doc. CXLIII.

Corrispondenza fra le corti di Toscana e di Modena per il ristabilimento delle relazioni diplomatiche fra l'una e l'altra.

Il Conte Forni al Duca di Casigliano.

Le gentili e gradite espressioni colle quali Vostra Eccellenza nella sua qualità di Ministro degli Affari Esteri di Sua Altezza Imperiale e Reale l'Arciduca Leopoldo II Granduca di Toscana mi si rivolge nell'ossequiato suo foglio 17 corrente, non potevano dal Governo di Sua Altezza Reale l'Augusto mio Sovrano venire accolte che colla massima soddisfazione, servendo desse ad attestare delle ottime disposizioni dell'attuale Ministero Toscano di procurare un assoluto oblio sui tristissimi casi che hanno interrotto per qualche tempo le relazioni amichevoli fra i due Stati, e di ritornare a quei desideratissimi rapporti di buon vicinato che sempre per l'addietro esisterono fra la Corte di Modena e quella di S. A. I. e R. il Granduca.

E certo che se una dura necessità costrinse l'animo ognor proclive ad indulgente moderazione del preossequiato mio Sovrano a restringersi in quel contegno che unico venivagli suggerito dalla tutela e dalla conservazione dei proprj incontra-

stabili diritti, egli non cessò mai per questo dal risguardare nella preossequiata A. S. I. e R. un membro rispettabile ed amato della famiglia, cui entrambi appartengono, dal quale in tempi migliori aveva riscosso spontanee attestazioni di affetto; ed ora che le migliorate condizioni della penisola italiana riconducono il bramatissimo Principe Toscano in seno dei fedeli suoi sudditi, sentesi dal Sovrano nostro vieppiù il desiderio ed il bisogno di riannodare con esso le precedenti buone relazioni di Stato, che così bene convengono agli interessi dei loro rispettivi sudditi, ed ai reciproci rapporti di sangue.

La rettitudine per altro e la giustizia di V. E. e dell' attuale Ministero toscano vorrà in quest' incontro penetrarsi che per giungere ad un fine tanto consolante pei due governi è pur sempre duopo rimuovere alcun ostacolo che vige tuttora, e qui non intendendo parlare dei fatti dolorosi i quali voglionsi imputabili ad un genio malefico, che tutti più o meno scosse i Governi italiani, e che giova di completamente dimenticare, mi restringo solo ad accennare alla protesta emessa nel 22 Aprile ultimo dalla Commissione Governativa, la quale dopo un felice ritorno a' principj di dovuta sudditanza, resse provvisoriamente cotesto Stato in nome di S. A. I. e R. il Granduca, e che siccome all' E. V. è noto, non venne anche dall' A. S. I. e R. pubblicamente contradetta ec. ec.

E finchè può credersi che l' effetto anche semplicemente astratto di quella protesta mantenga vive nel Governo toscano le istesse intenzioni d' ingrandimento a danno degli Stati Estensi che produssero con questi una inevitabile rottura di buone relazioni, come potrà sperarsi che desse si ripristinino in modo conveniente e durevole?

Io ciononostante mostrerei di non aver bastante fiducia nella spontaneità delle vantaggiose espressioni che l' E. V. ci ha indirizzate, se intralasciassi di far marcare la conseguente necessità che il Governo toscano dichiari di recedere completamente da qualunque persistenza sulla prefata protesta, il che anzi mi lusingo sarà per avvenire nei termini più soddisfacen-

ti, stante la rettitudine di S. A. I. e R. il Granduca, e coll'efficace cooperazione dell'attuale Ministero.

Non lascio da ultimo di assicurare V. E. che su quant'altro formava oggetto del riverito suo foglio 17 corrente, ho già praticati i corrispondenti offici presso questo Ministero dell'Interno, affinchè il tutto sorta l'esito desiderato, ed ho l'onore di offrirle i sentimenti dell'alta mia considerazione.

Modena, 31 Luglio 1849.

Firmato — G. Forni.

Il Duca di Casigliano al Conte Forni.

Eccellenza

Il modo sommamente cortese e gradito, col quale è piaciuto all'Eccellenza Vostra di replicare officialmente al mio foglio del 17 Luglio col venerato suo del 31 detto, è un sicuro pegno nel Governo di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana mio Signore dei sensi, che ispirano quello di S. A. R. il Duca di Modena, onde corrispondere all'iniziativa già assunta dal Governo granducale, ed affinchè si ricuopra del meritato oblio tutto ciò, che ha potuto essere dolorosa cagione d'interrompere per qualche tempo le ottime relazioni, che avevano in prima sempre esistito fra i due Stati limitrofi.

Io mi affretterò a riporre sotto gli occhi di S. A. R. il Granduca il contenuto preciso di detto suo ossequiato dispaccio, e mi farò quindi un dovere di comunicarle le istruzioni che S. A. I. e R. si compiacerà abbassarmi in proposito, nella ferma fiducia che i sentimenti, i quali del pari animano i due Sovrani, ed i vincoli di sangue, che gli uniscono, ed i veri interessi dei due Stati renderanno facile il riannodamento di quelli amichevoli rapporti, che sono dal complesso di tali circostanze susseguiti.

Non potrà peraltro sfuggire alla somma sagacità dell' Augusto Principe, che l' Eccellenza Vostra ha l' onore di servire, nè a quella del Suo Ministro, che, obliando i casi dolorosi trascorsi, fa d' uopo altresì convincersi, che niuna intenzione d' ingrandimento a danno degli Stati limitrofi può esistere in un Governo, che primo ha desiderato di ravvicinare gli antichi legami di buon vicinato.

Ringrazio l' E. V. della bontà, colla quale ha degnato occuparsi di quant' altro formava soggetto del mio foglio del 17 Luglio, ed ho l' onore di offrirle i sentimenti della mia alta considerazione.

Li 3 Agosto 1849.

Firmato — DUCA DI CASIGLIANO.

Il Duca di Casigliano al predetto Conte Forni.

La iniziativa già assunta col mio mezzo dal Governo di S. A. I. e R. il Granduca di Toscana mio Signore nel dì 17 Luglio decorso, onde riannodare con quello di S. A. R. l'Arciduca Duca di Modena gli antichi legami di buon vicinato, del pari suggeriti dai vincoli di sangue che uniscono i due Principi, e dai veri interessi dei loro respettivi sudditi, mentre dovette far fede del vero spirito che anima il Governo granducale verso lo Stato limitrofo, fu accolta da S. A. R. il Duca di Modena con quella reciprocità di sentimenti che trovasi espressa nel venerato foglio dell' Eccellenza Vostra in data del 31 di detto prossimo passato mese di Luglio 1849.

Mi feci un dovere di tosto riscontrare il ricevimento di detto ossequiato foglio colla mia officiale del 3 Agosto corren-

te, ed ebbi l'onore di significare all'E. V. che riserbandomi a porre sotto gli occhi di S. A. I. e R. il Granduca *il contenuto preciso del detto prelodato dispaccio*, mi sarei data premura di comunicarle le istruzioni che S. A. I. e R. si sarebbe degnata abbassarmi in proposito.

Sono ora lieto di annunziare all'E. V. che la prefata A. S. I. e R. mossa dal vivo desiderio di eliminare qualunque ostacolo al pronto ristabilimento delle officiali buone relazioni di Stato fra i due Governi, tali quali vengono indicate da tutti i riflessi di utilità e di reciproca convenienza, m'impone di partecipare alla E. V. affinchè si compiaccia darne officialmente cognizione al Suo Augusto Sovrano, che, prescindendo dai fatti dolorosi che è mente dei due Principi di ricuoprire del meritato oblio, l'A. S. I. e R. intende altresì recedere completamente dal contenuto della protesta del 22 Aprile decorso, emessa in un momento affatto eccezionale dalla Commissione Governativa, la quale resse provvisoriamente lo Stato in nome del suo legittimo Sovrano.

S. A. I. e R. nell'atto di considerare la protesta medesima *come non avvenuta*, dichiara nel tempo stesso solennemente di riportarsene, per ciò che concerne i limiti dei due Stati, a quanto fu stabilito nell'atto finale del Congresso di Vienna del 9 Giugno 1815; e nel Trattato firmato in Firenze il 28 Novembre 1844, e pubblicato soltanto quando si verificarono la reversione anticipata del Ducato di Lucca e respettivamente quella dei Ducati di Parma, Piacenza e Guastalla, contemplata dall'articolo 99 dell'atto finale del Congresso di Vienna, e dall'art. 3.° del Trattato di Parigi del 10 Giugno 1817, riserbandosi a partecipare officialmente questa sua dichiarazione alle Potenze Europee, onde abbia essa quella medesima pubblicità, la quale fu data alla più volte menzionata protesta dei 22 Aprile decorso.

S. A. I. e R. nutre la giusta fiducia che la prova solenne che intende di dare in questo modo della sua ferma e leale volontà, di ravvivare le antiche buone relazioni col Governo di S. A. R. il Duca di Modena, sarà susseguita dal desiderato ef-

fetto, onde sia tolto qualunque impedimento a ristabilire gli officiali, ed amichevoli rapporti fra i due Stati.

Accolga l'E. V. i sensi ec.

Li 21 Agosto 1849.

Firmato — DUCA DI CASIGLIANO.

Estratto dai protocolli esistenti nell'Archivio delle relazioni straniere.

Doc. CXLIV.

Il Duca di Casigliano scrive al Cav. Cornacchia ministro del Duca di Parma per riprendere le antiche relazioni con quello Stato.

Eccellenza

Gli antichi officiali rapporti di buon vicinato essendosi spontaneamente riannodati dal Governo, che ha retti codesti Stati in nome di S. A. R. il Duca di Parma, con quello di S. A. I. e R. il Gran Duca di Toscana mio Signore, stendendo così meritamente un velo sopra i tristi avvenimenti che poterono per poco tempo intorbidarli, la prefata Altezza Sua Imperiale e Reale nell'atto di esprimere a S. A. R. il Duca di Parma le più vive congratulazioni per il suo felice ritorno nei suoi dominj, reputa essere consentaneo ai dettami di una giusta reciprocità, ed a quel sentimento di franca lealtà che saranno mai sempre la sua scorta di ordinarmi di partecipare all'Eccellenza Vostra affinchè si degni officialmente comunicarlo a S. A. R. il Duca di Parma Suo Augusto Sovrano, che la prelodata Altezza Sua Imperiale, e Reale intende recedere completamente dal contenuto della Protesta del 22 Aprile decorso, emessa in un momento affatto ec-

cezionale dalla Commissione Governativa, la quale resse provvisoriamente lo Stato in nome del suo legittimo Sovrano, e diretta contro l'occupazione Militare di territorj appartenenti a S. A. R. il Duca di Parma, e respettivamente a S. A. R. il Duca di Modena, operata in nome di detto legittimo Sovrano.

Sua Altezza Imperiale, e Reale nell'Atto di considerare la protesta medesima *come non avvenuta*, dichiara nel tempo stesso di riportarsene per ciò che concerne i limiti dei respettivi Stati a quanto fu stabilito nell'Atto finale del Congresso di Vienna del 9 Giugno 1815, e nel Trattato firmato in Firenze il 28 Novembre 1844, e pubblicato in Parma soltanto quando si verificarono la reversione anticipata del Ducato di Lucca, e respettivamente quella dei Ducati di Parma, Piacenza e Guastalla contemplata dall'articolo 99 dell'Atto finale del congresso di Vienna, e dall'articolo 3.° del Trattato di Parigi del 10 Giugno 1817.

Dopo avere comunicata questa sua dichiarazione al Governo di S. A. R. il Duca di Modena, che se ne è chiamato pienamente soddisfatto, ne ordinò altresì la officiale partecipazione alle *Potenze Europee*, la quale *ebbe luogo* immediatamente, onde essa avesse quella stessa pubblicità che fu data alla più volte menzionata protesta del 22 Aprile decorso.

Adempiendo in questo modo ai giusti riguardi che la reciproca posizione dei due Stati esige S. A. I. e R. il Granduca ha conosciuto di porgere a S. A. R. il Duca di Parma una novella pruova dei sentimenti che lo animano verso la di Lui augusta persona, e della sua ferma volontà di convalidare vieppiù i legami amichevoli che già esistevano fra i due Governi ec.

Firenze, 29 Agosto 1849.

Firmato — DUCA DI CASIGLIANO.

Estratto dai protocolli esistenti nel Ministero delle relazioni straniere.

Doc. CXLV.

Richiesta d' onoranze rese allo stemma imperiale austriaco quando venne nuovamente inalzato in Firenze nel 1850.

Il Legato austriaco al Duca di Casigliano.

Le Baron de Hügel, Chargé d'affaires d'Autriche en Toscane, a l'honneur d'annoncer à S. E. M. le Duc de Casigliano, Ministre des affaires étrangères de S. A. I. et R. Monseigneur le Granduc, qu'il désire faire attacher les armes Impériales d'Autriche à l'Hôtel de la Légation, qui en avaient été arrachées d'une manière indigne l'année dernière par une horde de révolutionnaires, qui se glorifiaient alors de rénier toutes les lois de la civilisation et du droit des gens.

Son Excellence concevra facilement que cet acte doit se faire avec une certaine pompe, comme réparation de l'insulte, en présence de Personnes nommées à cet effet par le Gouvernement granducal et d'un détachement de troupes toscanes, dont un détachement avec un piquet de troupes autrichiennes sera tenu à faire la garde d'honneur de l'Hôtel depuis le moment du replacement des armes, jusqu'à la nuit, c'est à dire, de midi jusqu'à 4 heures.

Le soussigné est d'opinion qu'il sera nécessaire de faire insérer le compte-rendu de cette cérémonie dans le Monitore toscano.

Le soussigné voudrait fixer samedi le 5 Février pour cet acte, et il a l'honneur de demander à S. E. M. le Duc de Casigliano, de vouloir bien lui indiquer les noms des Personnes, qui seront tenues à être présentes à cette cérémonie.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler a S. E. M. le Duc de Casigliano, l'espression de sa haute considération

Florence, le 26 Décembre 1849.

Signé — Ch. Hügel.

Il Duca di Casigliano al Legato Austriaco.

Le soussigné Ministre des affaires étrangères de Son Altesse Impériale et Royale Monseigneur le Granduc de Toscane a l'honneur d'annoncer à M. le Baron de Hügel Chargé d'affaires d'Autriche aupres de Son Auguste Maître la reception de Son office avec la date du 26 du courant mois de Décembre 1849 qui exprime l'intention de faire attacher les armes Impériales à l'Hôtel de la Légation le samedì 5 Février 1850 et le juste désir que cet acte soit accompagné de la pompe convenable, et qui est indiquée par toutes les considérations d'opportunité et de justice aprés les deplorables évenemens de l'année dernière.

Le soussigné en se rendant l'organe de la volonté la plus formelle de S. A. I. et R. le Granduc, et de l'opinion unanime du conseil des Ministres, s'empresse à reconnaître la nécessité de la reparation, qui est réclamée, à l'indigne offense fait aux armes impériales dans des circonstances à jamais regrettables et est heureux de communiquer à M. le Baron de Hügel la résolution du Gouvernement toscan d'après laquelle cet acte doit être accompagné par toute la solemnité, dont il a été recemment entouré à Naples dans une pareille occasion.

A la suite de cette résolution le soussigné à l'honneur de prèvenir M. le Baron de Hügel que le samedì 5 février à *l'heure qu'il le prie de voulor bien lui indiquer pour la transmission des ordres relatifs de la part du Ministère de la Guerre* une compagnie de Grénadiers du regiment des velites avec musique en tête, se trouvera placée en bataille vis-à-vis de l'Hôtel de la Légation pour rendre les honneurs militaires aux armes impériales *au moment* de leur élevation.

Son Excellence le Ministre de la guerre se trouvera présent à la céremonie à laquelle seront également invités à paroître tous les généraux toscans, qui se trouvent actuellement à Florence, les officiers supérieurs en activité de service, et les autres officiers qui font part de la garnison de la capitale.

S. A. I. et R. Monseigneur le Granduc a daigné ordonner que son aide de camp et Chambellan, S. E. le Général Joseph Sproni senateur de Toscane et commandant de l'Impériale et Royale garde du corps intervienne à la cérémonie accompagné par un des officiers de la garde.

Après la cérémonie la compagnie des grénadiers défilera pour se rendre à son quartier, en laissant toutefois à la porte de l'Hôtel une garde d'honneur qui sera tenue a y rester jusq'à l'heure qui lui sera indiquée et pour tout le temps, pendant lequel on voudra la retenir.

Il est inutile d'ajouter que d'après le désir exprimé par M. le Baron de Hügel le compte-rendu de la cérémonie sera inseré dans le Moniteur toscan du jour suivant.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à M. le Baron de Hügel l'expression de sa haute considération.

Florence le 30 Décembre 1849.

Signé — LE DUC DE CASIGLIANO.

Dispaccio del Gabinetto Intimo.

S. A. I. e R. il Granduca fa prevenire il Ministro Segretario di Stato pel Dipartimento degli Affari Esteri che l'ajutante generale dell'I. e R. A. Sua, Generale Sproni, con uno degli Uffiziali dell'I. e R. guardia del Corpo, interverrà alla casa di Residenza dell'incaricato di affari di S. M. I. e R. Apostolica in occasione della solenne riapposizione dell'Arme austriaca.

Li 29 Dicembre 1849.

Firmato — M. BITTHEUSER.

Esistono nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CXLVI.

Il Duca di Casigliano fa sapere al Governo pontificio, per mezzo del Bargagli, la determinazione del Granduca di far concordato con la S. Sede.

Al marchese Bargagli.

Sua Altezza Imperiale e R. il Granduca nostro Augusto Sovrano m' impone d' invitare l' E. V. ad avanzare al Governo di Sua Santità un' apertura in materia di somma importanza e delicatezza, la quale mentre è mossa da sentimento di vera devozione alla S. Sede, e di alta convenienza, deve necessariamente incontrare il gradimento del Governo medesimo.

Penetrata l' I. e R. A. S., in unione a' suoi Ministri, da quei sentimenti religiosi, e di venerazione e di rispetto alla Chiesa che si onora di non avere smentiti giammai, brama di fare sparire ogni ancorchè remoto motivo di disaccordo fra l' autorità civile e l' ecclesiastica nei suoi Stati, conservando alla prima tutta quella forza e indipendenza che le appartengono, ed assicurando alla seconda quella giusta libertà, che ha diritto di ottenere e non le è contesa.

Il Governo toscano sa di non avere in nessuna occasione mancato ai suoi doveri in così grave rapporto, ma riconosce adesso il tempo che se la stretta unione dei due poteri, e la quiete di tutte le coscienze sono in ogni epoca fra i bisogni primarj della società, bene a più forte ragione essi appariscono tali in quella attuale, nella quale più che in ogni altro ciascheduna autorità deve dal canto suo efficacemente concorrere al sostegno della nostra santa Religione, a far rivivere i veri principj di sana morale ed infine alla salvezza della società medesima, che viene nelle sue più salde basi non solo minacciata, ma attaccata.

S. A. I. e R. il Granduca m' ingiunge d' incaricarla di far presente alla Santa Sede Apostolica, che il suo Governo è

pronto a riaprire le sospese trattative per la conclusione di un concordato, rilasciando alla scelta di S. Santità il determinare se tali negoziati debbono riannodarsi presso il Governo della S. Sede, ovvero in Firenze presso quello granducale, ed annunziando che mentre nel primo caso si riserba mandare quelle disposizioni ulteriori che sono inerenti a tale risoluzione, attenderebbe nel secondo che fosse dalla Santità Sua designata la persona, che le piacesse di munire di speciali poteri a tale scopo nella capitale della Toscana.

Mentre l' A. S. I. e R. con questa ultima proposizione ha in animo di porgere una novella prova della sua giusta devozione a S. Santità, si augura altresì che l' apertura che l' E. V. è incaricata di fare, debba essere con grato animo accolta dal S. Padre, essendo conforme ai sentimenti che la S. Sede ha in più riscontri ed in più modi manifestati.

In tale fiducia il Governo toscano nutre ancora la lusinga, che partendosi da ambedue i Governi in sì grave trattativa lo stesso desiderio di conciliazione, debba questa con comune compiacenza, e con grandissimo reciproco vantaggio portarsi a buon fine.

Accolga sig. Ministro i sensi della mia predistinta considerazione ec.

Firenze, 18 Marzo 1850.

Firmato — Il Duca di Casigliano.

Responsiva del Bargagli al Duca di Casigliano.

Non appena ricevuto il dispaccio dell' E. V. del 18 corrente, N.° 31, col quale mi si annunzia la determinazione presa da S. A. I. e R. il Granduca e dal suo Governo, di riassumere le sospese trattative di un concordato colla S. Sede, mi sono immediatamente condotto a Portici, ove non avendo sul momento potuto vedere S. Santità, mi sono procurato un

abboccamento col Card. Antonelli, che poco prima aveva ricevuta una simile comunicazione per parte di Mons. Massoni.

L'Em. Segretario di Stato si è mostrato altamente soddisfatto della risoluzione adottata in Toscana, massime nelle attuali circostanze in cui altrove mostrasi ben altro che deferenza all'autorità della Sede Apostolica. Ho letto il dispaccio originale dell'E. V., i cui termini gli sono riusciti di tanto gradimento, che ha voluto ritenerlo presso di sè, onde sottoporlo alla considerazione della prefata Santità Sua.

Mi ha soggiunto che quanto prima sarà in grado di dirmi se le ulteriori trattative dovranno riaprirsi in Roma, ovvero in Firenze.

Ho sentito dal medesimo, come la corrispondenza del Piemonte del giorno d'jeri, gli abbia recato l'atto di *protesta* dell'Ordine Episcopale di quel Regno, e insieme la notizia della mozione fattasi nel Senato per la produzione dei documenti relativi alle asserte trattative del concordato da riformarsi. Su di che, osservava egli, non sussistendo atto di sorta, perchè mai iniziate tali trattative, emergere una prova luminosa, tanto dell'assurdo supposto, quanto anche del mal'animo del Ministro Siccardi.

Malgrado le notizie jeri giunte col Postale da Parigi, che non escluderebbero il pericolo di qualche parziale movimento in quella Metropoli al seguito delle note elezioni socialistiche, la partenza del Papa, a tutt'oggi, è fissata per giovedì 4 Aprile; in quella sera il S. Padre dormirà a Caserta; il venerdì seguiterà fino a Sessa, ed il sabato giungerà a Terracina, ove sembra si tratterrà la domenica in *Albis*. Sta fermo nel resto, l'itinerario descrittole altre volte. Il generale Baraguay d'Hilliers, lascierà Roma verso la metà di Maggio.

Gradisca frattanto, sig. Duca, che io le rinnuovi le proteste dell'alta mia considerazione ec.

Napoli, 24 Marzo 1850.

Firmato — S. BARGAGLI.

Particola di lettera del Bargagli al Duca di Casigliano.

Sabato sera ebbi l'onore di felicitare il S. Padre per la ricorrenza della S. Pasqua. In questa circostanza sentii ripetermi tutta la sua soddisfazione per le trattative che vanno a riaprirsi di un Concordato colla Toscana. Mi disse di aver risoluto che tali trattative debbano riassumersi in Roma, piuttosto che in Firenze, e che dal Card. Segretario di Stato si sarebbe data officiale partecipazione di questa risposta alla dimanda del Governo granducale.

Risposta del Cardinale Antonelli al Marchese Bargagli.

Il S. Padre, cui dal sottoscritto Cardinale Pro-Segretario di Stato si rassegnò la pregevole *Nota* di V. E. del 23 del prossimo passato mese, ha provato il più vivo gradimento nel rilevare le felici disposizioni che animano S. A. I. e R. il Granduca di Toscana, e il suo Ministero nello scopo di togliere ogni benchè lieve motivo di disaccordo fra l'autorità ecclesiastica e civile del Granducato. I sentimenti in fatti che si manifestano per venire ad un passo così utile e necessario all'unione di due poteri, ed alla quiete delle coscienze, provano sempre più la somma religione del Sovrano e del suo Governo, e il rispetto verso la Chiesa e l'Augusto suo Capo. Quindi la Santità Sua è ben lieta che si riaprano le sospese trattative per la conclusione di un concordato fra la S. Sede e la Toscana, e vedrà assai volentieri che questo abbia effetto in Roma.

Il Cardinale scrivente nel partecipare tuttociò all'E. V. affinchè si compiaccia elevarlo a cognizione del suo Governo, si pregia confermarle i sensi della sua distinta considerazione ec.

Dal R. Palazzo di Portici
1.° Aprile 1850.

Firmato — G. Card. Antonelli.

Estratti dall'Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CXLVII.

Protesta presentata da mons. Massoni al Duca di Casigliano relativamente alle Circolari *del Governo toscano sull' interpetrazione di alcuni articoli del Concordato.*

Eccellenza

Uno dei più forti doveri inerenti alla mia rappresentanza mi vieta di mantenere un ulteriore silenzio sul contenuto della Lettera circolare, ormai resa di pubblica notorietà, che l' I. e R. Ministero degli Affari Ecclesiastici ha stimato dirigere all' Episcopato toscano in data 30 Giugno ultimo passato, relativa all' applicazione dell' articolo, che è per ordine il V°. tra quelli sinora concordati fra la S. Sede ed il Governo granducale in materia ecclesiastica.

Si dichiara nella predetta Circolare (senza che ne risulti alcun previo concerto ed intelligenza con la S. Sede) ritenersi dall' I. e R. Governo, che la libertà delle comunicazioni dei Vescovi e dei Fedeli colla S. Sede medesima, onde tratta il citato art. V., sia senza pregiudizio del *Regio Exequatur*, di cui a forma delle leggi e consuetudini toscane debbono esser muniti gli atti provenienti da estere autorità; e che quanto alle comunicazioni dei regolari con i loro Superiori generali, sia mantenuto in osservanza il sistema e le consuetudini stabilite in Toscana dopo il 1815.

Per ciò poi che riguarda all' espressioni ivi usate, assoggettansi per queste gli atti del supremo Capo della Chiesa alle stesse norme e pratiche stabilite per gli atti delle Potenze estere, in conseguenza sembrerebbero qualificare il supremo potere del Papa come potere estero pel territorio toscano; a meno che, siccome giova di credere, non si fosse voluto alludere per avventura agli atti del Papa come Principe territoriale degli Stati Ecclesiastici, e non già accennare con essa alla suprema autorità *spirituale* del Padre comune dei Fedeli.

Tutto ciò premesso io mi trovo nella penosa necessità di protestare contro le anzidette disposizioni, come lesive della libertà della Chiesa, e molto più contro le notate espressioni, perchè contrarie ai principj ed alle dottrine della stessa Chiesa Cattolica, ov' esse propriamente alludano alla autorità spirituale del suo supremo Governo.

Dopo aver soddisfatto ad un obbligo indeclinabile, voglia concedermi l' E. V. l' ambito onore di confermare i sentimenti della mia più alta e distinta considerazione

Firenze, 17 Luglio 1851.

Firmato — V. MASSONI.

Estratta dall' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CXLVIII.

Nota del Marchese Bargagli al Cardinale Antonelli sul soggetto della precedente protesta.

Dopochè ritenevasi, con generale soddisfazione della Toscana, che l' importante atto firmato in Roma sotto li 25 Aprile ultimo decorso consolidasse quegl'intimi e necessari rapporti tra Chiesa e Stato, che se furon sempre le vere basi della società, oggi tanto più possono dirsi la tavola della comune salvezza, non è a dire con quanto senso di stupore e di rammarico veggansi ora compromessi gli sperati beneficj per un malaugurato incidente, che non può aver altra origine che quella di una falsa intelligenza, se si abbia il debito riguardo alle varie fasi che hanno accompagnato e susseguito le trattative di tali accordi.

A maggior luce della verità fa d' uopo riprodurre fedelmente alcuni dei principali fatti che si riferiscono a questo argomento.

Il Governo granducale sin da quando si proponeva l' ar-

duo assunto di porre nella maggior possibile armonia le proprie leggi coi canoni della Chiesa, fu sin da principio esplicito nel dichiarare, che per la doppia necessità delle secolari consuetudini nel Granducato, e delle disgraziate circostanze dei tempi presenti, si rendeva impossibile l'abbracciare in un Concordato tutte le questioni, che la nostra legislazione giurisdizionale poteva presentare.

E fu certo bella prova della religione dell'Augusto Principe e del suo Governo, l'affrontare coraggioso tante difficoltà e resistenze delle leggi, delle consuetudini, e di un'opinione forte anche per numero, e se dovè sentirsi la necessità di un limite, ben seppe ponderare ed apprezzare a dovere di quanto beneficio pur fosse il venire all'atto della cosa, segnalando al senso religioso un avvenimento che tanto valeva a rinvigorirlo.

Fra gli oggetti che fu dichiarato in principio e sempre, non poter formar parte della trattativa stessa, e doverne necessariamente rimaner fuori, fu in special modo la pratica dell'*Exequatur*.

Una tale limitazione, come dominò i relativi negoziati di mons. Boninsegni, fu tanto più dichiarata in termini più chiari ed espliciti, e le mille volte ripetuti dal nuovo negoziatore, S. E. il Sig. Senator Baldasseroni Presidente del Consiglio dei Ministri di Toscana.

Talchè niuno vorrà revocare in dubbio, che le discussioni dell'affare venivano aperte nella chiara intelligenza, che alcune questioni, fra le quali l'*Exequatur*, non vi sarebbero comprese, e rimarrebbero perciò intatte.

E così infatti fu come di condizione *sine qua non*.

Ma non poteva sfuggire al Consiglier Baldasseroni, che il disposto dell'art. V. della Convenzione, con la quale si dichiarano i Vescovi pienamente liberi nelle pubblicazioni del loro Ministero, avrebbe distrutto ogni effetto di questa inevitabile riserva, se non si fosse comunque fatto conoscere a' Vescovi che questa pratica, essendo rimasta fuori da ogni trattativa, doveva ritenersi non pregiudicata.

Questo concetto del prefato Ministro, per la specialità e forza dei motivi che lo determinavano, fu oggetto continuo di avvertenza e di dichiarazione nel decorso delle trattative, e anche dopo la conclusione di essa, all' effetto che il vederlo poi portato ad atto, mediante l' avvertita partecipazione ai Vescovi, non si presentasse come novità o come contradizione alle cose convenute.

Infatti, in coerenza a queste premesse, il sullodato Presidente prima del noto cambio delle ratifiche, preparava una lettera circolare all' Episcopato toscano, non tanto in relazione agli Art. II.° e IV, ma anche a prevenzione che il disposto dell' art. V.° non doveva ritenersi lesivo dell' osservanza della vigente disciplina sull' *Exequatur*.

E tanta era la generosa delicatezza portata in questo dal prelodato Presidente, che facendosi quasi scrupolo d' avventurare parola, in subietto di tanta delicatezza ed importanza, volle rimettermi in precedenza ed in minuta la Lettera circolare in discorso, onde io mi assicurassi che il linguaggio della medesima non potesse affatto risvegliare quivi ombra alcuna di suscettibilità.

Su di che lo scrivente ben penetrato della responsabilità inerente all' incarico, e tuttochè lontano dall'idea di formali approvazioni, inopportune ad esser richieste in argomento non discusso, volle e potè ottenere, in modo del tutto privato, che mons. Santucci, il quale tanta parte aveva presa nelle discussioni, non fosse ignaro di questo progetto di Circolare.

E qui notisi che due avvertenze venivano da lui fatte, per la bontà e zelo che lo distinguono, l' una relativa alle pubblicazioni dei Vescovi, sulle quali mostrò desiderio che conservandosi la stessa dizione usata dalla Segreteria di Stato, la parola *affissioni* avesse l' aggiunta di *esterne* invece di quella *fuori dell' interno della Chiesa*. L' altra versava nel voler meglio escluso ogni più remoto dubbio, che la Chiesa potesse comparire acquiescente a quella pratica di *Exequatur*, che per aver dovuto rimaner fuori delle trattative, non andava a ricevere innovazioni.

Le quali avvertenze fedelmente rappresentate al più volte nominato Presidente, egli fu sollecito di aderire scrupolosamente ai manifestati desiderii, col cambiare *nel modo proposto* la frase relativa alle affissioni; e per ovviare ad ogni dubbio di possibile congettura o interpetrazione di acquiescenza per parte della S. Sede, formulò a parte una Circolare *ad hoc*, con in fronte il dichiarato principio che il Governo Toscano di fatto suo proprio, *e così indipendentemente da ogni tenuto concetto* riteneva che la libertà delle comunicazioni contemplate nell' art. V.° non portasse pregiudizio al fatto sussistente in Toscana dell' *Exequatur*.

E tanto si andò oltre in questo debito ossequio di deferenza alla giusta e religiosa osservazione, che furono fino adottate nella parte motivata della Circolare le precise parole che a quest' oggetto erano state confidenzialmente accennate — *Ritenendo l' I. e R. Governo ec.*

Ora chi mai dopo queste premesse, sulla cui verità lo scrivente appella all' onorevole testimonianza di quanti hanno partecipato a queste trattative, avrebbe mai potuto imaginare che tanta lealtà e deferenza di condotta nel Governo toscano, dovesse aver per premio e corona di fatiche una solenne e formale protesta di biasimo e di condanna, e non limitata soltanto alla parte estrinseca ed alle forme, ma ciò che più monta alla sostanza della circolare del 30 Giugno?

Come esser può che la Chiesa madre amorosa e longanime, abbia voluto trattare con quell' atto di tanto peso, quale è appunto una solenne e formale protesta, Chi a Lei aveva recentemente data la più gran prova di devozione, mentre è questo il maggior rigore che spiega verso Chi da Lei si discosta?

Che altro di più ha potuto farsi contro chi manomesse leggi ed autorità di Ecclesiastica Gerarchia?

Nessuno potrebbe trovare ragione e spiegazione di questo fatto, e di questo contegno, se non in una inopportuna dimostrazione di zelo, che comunque dettata, apre e lascia una serie di conseguenze, che se nuoceranno allo Stato per il di-

saccordo che ne emerge, non gioveranno punto alla causa ed agl' interessi della Religione Santissima.

E mal si ricorrerebbe per giustificare una tale estremità di misura alla censura di quelle espressioni — *Estera Autorità* — usate nella Circolare stessa.

Poichè è troppo chiaro per se stesso che non possono desse mai riferirsi all' incontrastabile venerata autorità del Padre comune de' Fedeli, ma prendere invece di mira con una formula generica quella pratica vigente per gli atti provenienti dagli esteri governi.

Che se lungi dall' accettare questa naturale e spontanea intelligenza, volevasi invece dar peso alle prime impressioni di un senso diverso, sebbene incredibile, ed allora perchè non prendere il facile partito di chiederne officiosi schiarimenti, coi quali il Governo granducale sarebbe stato ben sollecito di porre in maggior luce il proprio sentimento?

Quel sentimento che d' altronde era impossibile non ritenere in un paese cattolico, e tanto più nella circostanza di nuovi accordi colla S. Sede.

Il sottoscritto marchese Bargagli ministro residente di S. A. I. e R. il Granduca di Toscana presso la S. Sede nel far palese lo stupore e la viva amarezza del suo Augusto Principe e Governo, mentre domanda reverentemente alla giustizia ed alla bontà dell' Eminenza Vostra Revd. una spiegazione per così inatteso, anzi inesplicabile procedere del Rappresentante del Governo Pontificio in Firenze, si augura che nella sua saviezza troverà modo che la lealtà della condotta del Governo Toscano non debba minimamente rimanere offesa, e che queste rispettose e vive premure, abbiano quel resultato che è certamente dovuto alla buona fede, che sempre, ed in specie in questa circostanza ha caratterizzato il Governo di S. A. I. e R. il Granduca di Toscana.

Il sottoscritto ha frattanto l' onore ec.

Roma, 21 Luglio 1851.

Firmato — S. Bargagli.

Lettera del Bargagli al Duca di Casigliano per informarlo della soluzione ricevuta a Roma dalla riferita protesta di mons. Massoni.

Eccellenza

Non debbo mancare di prevenire l'E. V. che con questo medesimo corso di Posta rendo conto dettagliato a S. E. il sig. Presidente del Consiglio de' Ministri del termine che ha finalmente avuto il grave e delicatissimo affare cui ha dato luogo la nota *protesta* di Mons. Massoni.

Non diffondendomi in particolari che codesto Ministero avrà luogo di conoscere minutamente dal carteggio che io ho avuto colla prelodata E. S., mi limiterò a dire, che l'avvenuto ritiro di un tal atto, l'esclusione dell'Incaricato Pontificio da ogni trattativa di un tale incidente, e la dichiarazione implicita ma reale nel biglietto dell'Em. Cardinale Pro-Segretario di Stato, che il fatto della consuetudine dell'*Exequatur* sussiste, ed è rimasto fuori del Concordato, questi tre punti, io diceva, mi paiono la miglior soluzione che potesse sperarsi in questa sì spiacevole circostanza.

Dato termine in siffatta guisa anche a questo affare, oltre all'altro dell'avvenuto cambio della ratifica del nuovo trattato di giunzione delle strade ferrate Lombardo-Venete con la Toscana, e dato sesto ad altri importanti e gravi affari, prevengo l'E. V., che col giorno di dimani parto per trasferirmi ai Bagni di Rapolano, predisposto tutto l'occorrente per il servizio ordinario di questa Legazione.

Ho frattanto l'onore di ripetere anche in questa circostanza all'E. V. i sensi dell'alta mia considerazione

Roma, 12 Agosto 1851.

Firmato — S. Bargagli.

Ricavate ambedue dall'Archivio del Ministero delle relazioni straniere.

Doc. CXLIX.

Lettera del presidente Baldasseroni a' Prefetti della Toscana rispetto alle due Circolari *mandate dal Governo sul Concordato con la S. Sede.*

Ill. Signore

Nell'interesse che il capo politico di cotesta provincia conosca la verità in una materia così interessante, qual si è quella degli accordi ultimamente passati con Roma, credo opportuno di dirigerle la presente, la quale conterrà puramente e semplicemente la narrazione di fatti, che può essere utile non siano ignorati dalle persone intelligenti e di buona fede.

L'essere state pubblicate contemporaneamente al Concordato due *Circolari* per parte del Ministero degli Affari Ecclesiastici, ha somministrato occasione o piuttosto pretesto a maligne interpetrazioni, quasi che il Governo agendo contraditoriamente abbia tolto con una mano quello che aveva conceduto con l'altra.

Osserverò pregiudicialmente, che tenuto conto della contestualità di quelli atti, ciò sarebbe stato nel Governo anco più stupidezza che malafede, e che in verità mi sembra più stupido che maligno chi vuol far pesare sopra il Governo un addebito di quella natura, e non inclina invece con prudente circospezione ad opinare che quelle Circolari abbiano una ragione tutta loro propria, e siano rigorosamente nel senso dei concerti e delle intelligenze passate fra i due Governi.

E la cosa è di fatto così, siccome mi è dato attestarle per la parte principale che ho avuta alle trattative, senza temere di potere essere smentito.

Le Circolari anzidette son due: La prima riguarda il modo di esecuzione degli articoli II e IV del Concordato, i quali si riferiscono alla libertà nei Vescovi, quanto alle pubblicazioni relative al loro Ministero ed alla facoltà che pure

hanno di affidare l' Uffizio della predicazione evangelica a chi meglio stimeranno.

Senza bisogno di giustificare quelle riserve, che in detta prima Circolare si leggono, dirò soltanto, che esse sono solennemente convenute colla Santa Sede, la quale per mezzo dell' Em. Cardinale Antonelli ha diretta ai Vescovi una Circolare della quale abbiamo copiato scrupolosamente le frasi.

L' altra Circolare si riferisce all' art. V. del Concordato, ed annunzia come il Governo ritiene mantenuto l' *Exequatur*, e che sian pure mantenute in osservanza le regole e le consuetudini stabilite in Toscana dopo il 1815, quanto alle comunicazioni dei regolari con i loro superiori generali.

Così l' oggetto di quella Circolare è duplice, ma in nessun modo contrasta col disposto dell' art. V. suddetto.

Per quello che riguarda le comunicazioni dei regolari con i loro superiori generali è reflessibile, che l' articolo medesimo non le contempla minimamente; aggiunge poi, che quello che ora si pratica in proposito fu assentito dalla S. Sede al momento in cui vennero restaurate le Corporazioni religiose, siccome resulta dalle negoziazioni relative.

Tanto io giustificava in Roma, e tanto venne riscontrato per vero ed esatto, cosicchè esclusa dall' art. V. ogni frase che si referisce alle comunicazioni dei regolari (frasi che si ritrovano nei precedenti progetti) fu convenuto che senza farne ulteriormente menzione, le cose restassero in *statu quo*, e che il Governo ad esuberanza lo avrebbe annunziato, onde non dar luogo ad equivoci.

È questo un fatto che ha per testimonj quanti ebber parte alla negoziazione, e del quale emerge la prova anche dal confronto di diversi testi di articoli stati in discussione.

L' altro oggetto della Circolare è quello di ritenere in vigore la consuetudine e la disciplina dell' *Exequatur*.

Il principio che dal loro nascere fino alla fine, informò e dominò le negoziazioni, quello si fu che il Governo granducale non poteva renunziare a questa pratica ormai tradizionale, e che vedevasi mantenuta in vigore anche in altri

Stati Cattolici, che come il Regno di Napoli sono legati alla S. Sede da un Concordato, e mantengono con essa anche per la parte religiosa i migliori rapporti.

La cosa non trovò sostanzialmente difficoltà, rispondendosi soltanto per parte dei Negoziatori romani, che la Santa Sede tollerava quel principio senza averlo mai sanzionato, ed avrebbe così con noi continuato a tollerarlo senza intendere di prestare al medesimo una qualunque adesione.

Ed in ciò i Negoziatori romani seguivano le dichiarazioni fatte dal Papa Benedetto XIV in una istruzione circolata ai Vescovi del Piemonte, al seguito di un Concordato fatto in quel tempo colla Casa di Savoja.

Così rimase inteso, che si togliesse per parte della Toscana il vincolo della licenza preventiva, già necessaria per ricorrere alla S. Sede, ritenendosi dal Governo granducale intatta ed illesa la pratica dell' *Exequatur*, alla quale il Governo papale avrebbe prestata tacita pazienza e tolleranza.

In questi preconcetti fu disteso l' art. V. il quale portando che tutte le comunicazioni dei Vescovi e dei Fedeli colla S. Sede, saranno libere, non esclude che gli atti resultanti da queste comunicazioni, in quanto debbano usarsi nel fôro esterno, ed aver valore nel medesimo, rimangono sottoposte al Regio *Exequatur*.

Questo concetto e questa intelligenza furono espressi ed ammessi dal primo giorno fino all'ultimo delle negoziazioni, e posteriormente alle medesime, per guisa che certamente non verrà in mente ad alcuno di revocarlo in dubbio.

E questi fatti che Le garantisco sul mio onore e sulla mia coscienza, come scrupolosamente esatti in ogni loro più minuto dettaglio, basterebbero io credo, ove pure ve ne fosse bisogno, a garantire la lealtà e la delicatezza del Governo da ogni attacco qualunque.

Eppure ciò non è tutto.

Volendo noi spingere la circospezione, la prudenza, l'ossequio fino all' ultimo termine escogitabile, facemmo comunicare officialmente per mezzo del Marchese Bargagli ai Nego-

ziatori Romani le Circolari che volevamo pubblicare. Ricevemmo su quelle l' officiosa insinuazione di variare qualche parola, e fummo scrupolosi ad adottare il consiglio.

Più precisamente ancora sappia, che i primi tre versi della Circolare relativa all' *Exequatur*, sono quelli medesimi suggeriti da Roma, tantochè io feci ristampare la Circolare già impressa e che presentava qualche leggerissima differenza, per adottare rigorosamente le medesime frasi che in modo officioso, è vero, e con tutte le riserve convenienti alla circostanza, ci venivano proposte.

E questi fatti Ella ritenga per veri fino allo scrupolo, intendendo di garantirglieli per tali sul mio onore, e sulla mia coscienza.

Resta che io le dica qualcosa sulla frase che leggesi nella Circolare medesima. — Atti provenienti da Estera Autorità — la quale contorta ad un senso odioso ha somministrato pretesto ad obbiettive osservazioni.

Io non starò a ripeterle essere per lo meno assurdo il supporre che il Governo volesse far pompa di concetti ed espressioni offensive per la S. Sede, e come benignamente si dice, poco men che scismatiche, nell' atto di pubblicare il Concordato colla medesima.

In realtà quella frase è usata in modo dimostrativo con l' animo anzi preordinato a far vedere, che non si faceva una distinzione odiosa per gli atti provenienti dalla S. Sede, siccome poi è fuor di dubbio che l' *Exequatur* non applicandosi agli atti che riguardano materie puramente spirituali, non vulnera minimamente il primato del Sommo Pontefice, che a nessuno può mai venire in mente di qualificare per Estera Autorità nelle materie riguardanti appunto le cose spirituali, ed interessanti il Cattolicismo.

Pur nondimeno ci è noto, che disgraziatamente la non molta riflessione di alcuno, e le malevoli suggestioni di qualche spirito torbido, accolgono e respettivamente spargono imputazioni altrettanto false ed assurde, quanto calunniose per la lealtà del Governo.

Ella ha in questa Lettera la genuina storia dei fatti, e questo deve servire a rettificare le idee di chi non vuol muoversi ad agir per passione.

Perciò io non solamente lo autorizzo, ma nel mio particolare lo prego vivamente a far uso della presente in senso di verità e di giustizia prudentemente e convenientemente sì, ma senza soverchia riserva, e spacciando pure il mio nome tutte le volte che crede, giacchè sono sicuro che niuno può smentirmi, nè qui nè altrove.

Sono con tutto l'ossequio ec.

Firenze, . . Agosto 1851.

Suo Devotiss. ec.

Firmato — GIO. BALDASSERONI.

Da copia ricevuta per mezzo del Ministero degli Affari Ecclesiastici.

Sentenza della Congregazione del S. Officio di Roma mandata ad eseguirsi in Toscana per mezzo dei Tribunali granducali.

D'Ordine dell'Illus. e Rev. Monsig. Vicario Generale di S. E. Rev. Monsignor Arcivescovo di Firenze, ed in esecuzione della Officiale dell'Eminentissimo Cardinal Macchi datata in Roma li 13 Gennaio 1858, si notifica al sig. Ferdinando Oettinger Negoziante domiciliato in Firenze, che gli Eminentissimi Padri Inquisitori Generali sedenti in Roma, in risoluzione della causa matrimoniale fra Maria Burgatt cattolica, ed il ridetto Ferdinando Oettinger protestante, in feria IV 23 Decembre 1857, prese in esame le resultanze degli Atti, hanno giudicato: « est hactenus deductis matrimonium inter « Ferdinandum Oettinger et Mariam Burgatt fuisse nulliter « contractum idque notificatur Viro ad deducenda sua jura si « quae habeat. »

Dalla Curia Arcivescovile, li 19 Febbraio 1858.

RIGOGLI Canc.

L'Anno 1858, e questo dì 20 del mese di Febbraio.

D'Ordine dell'Illus. e Rev. Mons. Vicario Generale di S. E. Rev. Mons. Arcivescovo di Firenze, io sottoscritto Cursore addetto alla Curia Arcivescovile di Firenze, ed ivi domiciliato, ho notificato al sig. Ferdinando Oettinger negoziante domiciliato in Firenze il soprascritto Atto di significazione, rilasciandola al suo domicilio, in piazza S. Croce, parlando a Luigi Foceque suo Ministro.

P. Carli Cursore.

Estratta da copia autentica a noi esibita da probe persone.

Doc. CL.

Dispacci del marchese I. Tanay de' Nerli reggente la Legazione toscana in Torino al Ministro degli Affari Esteri di Firenze sulla sospensione dello Statuto nel Granducato.

Dispaccio 1.°

Mi è pervenuto esattamente l'ossequiato Dispaccio direttomi da Vostra Eccellenza il 23 stante sotto N.° 141 a fine:

1.° Di segnalare alla mia attenzione i due Decreti Sovrani riportati nel Monitore Toscano di N.° 223; l'uno relativo allo scioglimento della Camera dei Deputati, ed alla sospensione temporaria dello Statuto, l'altro relativo a nuove discipline sulla libertà della stampa;

2.° Di notificarmi che i motivi che hanno indotto il Governo granducale a siffatti provvedimenti sono chiaramente e francamente esposti nei considerandi dei Decreti medesimi;

3. D'ingiungermi di modellare sovr'essi il mio linguaggio nelle comunicazioni che a questo proposito potessero aver luogo fra questa Legazione ed il Gabinetto di Torino.

Nel recarmi a debito di assicurarla, che siffatta ingiunzio-

ne verrà da me alla occorrenza scrupolosamente osservata, la prego intanto d'accogliere i sensi del mio profondo ossequio

Torino 26 Settembre 1850.

Firmato — M. TANAY DE' NERLI.

Dispaccio 2.° in cifra.

Nel *Risorgimento* e nella *Croce di Savoja* si è pubblicato alcuni dì sono, che il Re saputi i Decreti toscani, proruppe nelle seguenti parole: « Più gli altri mancano ai loro giura- « menti, più mi confermo nel mio; prima deporrei il potere « che violarlo. » — Appena vedute quelle parole andai intorno a' mezzi più scaltri onde scuoprire la vera loro origine, investigare come quei periodici ne fossero al tempo stesso informati, e da chi. — Dopo non facili nè brevi pratiche, sono finalmente pervenuto a constatare con ogni certezza: 1.° Che un membro dell'attual Gabinetto, assente il D'Azeglio, nel render conto al Re dei Decreti toscani, s'ingegnò, discorrendo della loro portata, di tener dubbiosa la mente sovrana fino al punto da strappare dalla regia bocca le citate parole. — 2.° Che questo medesimo personaggio poco dopo il colloquio col Re portandosi alle direzioni dei detti Giornali per impegnarle di trattare dal punto di vista del Governo la questione di diritto costituzionale suscitatasi nella occasione della condanna degli Arcivescovi di Torino e di Cagliari, riportò senza riserbo quelle parole, che furono poi dai giornalisti ministeriali rese di pubblica ragione. — Nel dare notizia di tutto ciò, sono lieto di assicurarla, che la prima impressione risvegliata nell'animo del Re dai Decreti granducali, trovasi oggi radicalmente distrutta per l'opera di persona che di frequente avvicina il giovane Monarca, la quale ha fatto persuaso S. M. del vero spirito di quei provvedimenti, e delle considerazioni

di gran mole sulle quali sono basati. — La missione per Torino, Roma, Napoli e Firenze data dal Gabinetto francese al Dehelling ha destato in singolar modo l'attenzione di questo Inviato Austriaco. — Mi sono state dirette per di lui parte interpellazioni in proposito, alle quali ho risposto nei termini stessi del Dispaccio che ebbi a dirigere a V. E. su questo argomento il 23 settembre caduto N.° 206.

Torino, 8 Ottobre 1850.

Dispaccio 3.°

Il Presidente del Consiglio dei Ministri appena informato della lieve indisposizione che mi tiene in casa da domenica in poi, ha avuto il gentil pensiero di recarsi da me per domandarmi nuove precise del presente mio stato.

Durante questa visita, la conversazione del Presidente si è fra le altre cose aggirata sulla promulgazione de' recenti Decreti toscani.

Il modo onde il Marchese di Azeglio si è fatto pel primo a discorrere di questi atti, mi ha reso intimamente persuaso che esso ne ha coscienziosamente inteso il senso e la portata. E prendendo la cosa dal punto di vista prettamente toscano, ha saputo perciò tener conto delle gravissime considerazioni sulle quali i Decreti sono basati.

Solo ha espresso il desiderio che tali atti non abbiano influenza sull'avvenire del Paese, e che non tornino a detrimento dell'affetto che la maggioranza del popolo toscano ha costantemente nutrito per la Dinastia che felicemente ci governa.

Al che ho risposto, che l'avvenire della Toscana dipendendo esclusivamente dalle circostanze politiche generali per un lato, e da quelle particolari all'Italia e al Granducato per l'altro, gli affetti dinastici del popolo nostro fatti già a que-

sta considerazione, si sarebbero mantenuti in ogni ipotesi nella loro integrità e nella loro purezza.

Ho l'onore di confermare a V. E. i sensi del mio profondo ossequio

Torino, 11 Ottobre 1850.

Firmato — M. TANAY DE' NERLI.

Ricavati dall'Archivio del Ministero delle relazioni straniere.

Doc. CLI.

Dispaccio del conte di Buol al barone Hügel ministro austriaco a Firenze relativamente al sistema politico che il gabinetto di Vienna intendeva continuare in Italia anche dopo il Congresso di Parigi.

Monsieur le Baron

Les interpellations adressées à M. le Président du Conseil de Sa Majesté Sarde au sujet du Traité de paix signé à Paris le 30 Mars d. ont donné lieu dans les Chambres piémontaises à des discussions qui ont sans doute attiré la sérieuse attention du Gouvernement grand-ducal tout comme elles ont fixé la nôtre.

Dans le cours de ces débats le Comte de Cavour a declaré que les Plénipotentiaires de l'Autriche et de la Sardaigne au Congrès de Paris s'étaient séparés avec la conviction intime que les deus pays étaient plus éloignés que jamais de tomber d'accord sur leur politique, et que les principes soutenus par l'un et par l'autre gouvernement étaient inconciliables.

Après avoir pris connaissance des explications données par le comte Cavour au Parlament piémontais, nous ne pouvons, je l'avoue, que souscrire à l'opinion qu'il a emise sur l'infran-

chissable distance qui nous sépare de lui sur le terrain des principes politiques.

Parmi les pièces justificatives que le Président du Conseil a soumises à l'appreciation des Chambres, la Note présentée sous la date du 16 Avril dernier par les Plénipotentiaires piémontais aux Chefs des Cabinets de Paris et de Londres, nous a semblé particulierement digne d'attention. Réduite à sa plus simple expression, cette pièce n'est qu'un plaidoyer des plus passionnés contre l'Autriche. Le système de compression et de réaction violente inauguré en 1848 et en 1849 doit nècessairement, affirme le Comte de Cavour, maintenir les populations dans un état d'irritation constante et de fermentation révolutionnaire, et les moyens employés par l'Autriche pour comprimer cette fermentation, les eccupations permanentes des territoires qui ne lui appartiennent pas, détruisent, selon le président du Conseil, l'équilibre établi par le traité de Vienne, et sont une menace continuelle pour le Piémont.

Les dangers créés pour le Sardaigne par l'extension de puissance de l'Autriche, sont aux yeux du Comte de Cavour si flagrans, qu'ils pourraient d'un moment à l'autre forcer le Piémont à adopter des mesures extrèmes dont il est impossible de calculer les conséquences. C'est ainsi que les appréhensions qu'inspire au Chef du Cabinet Sarde l'attitude de l'Autriche en Italie, lui servent de prétexte pour lancer contre nous une menace à peine déguissée, et que rien assurément n'a provoquée.

L'Autriche, pour sa part, ne saurait d'aucune façon admettre la mission attribuée par le Comte de Cavour à la Cour de Sardaigne, d'elever la voix au nom de l'Italie. Il y a dans cette presqu'-île différens gouvernemens complétement indépendans l'un de l'autre, et reconnus comme tels par le droit public de l'Europe, qui en revanche ignore entièrement l'espèce de protectorat auquel le Cabinet de Turin semble aspirer à leur égard. Quant à nous, nous savons respecter l'indépendance des divers gouvernemens établis dans la péninsule, et nous croyons leur offrir une nouvelle preuve dé ce respect en aisant

en cette occasion franchement appel à leur jugement impartial. Ils ne nous démentiront pas, nous en sommes persuadés, lorsque nous posons en fait que le Comte de Cavour eût été beaucoup plus près de la vérité, en intervertissant le raisonnement dont il a fait usage. A l'entendre, il n'y a que la présence prolongée des troupes auxiliaires dans quelques États italiens qui entretient dans les esprits le mécontentement et la fermentation. Ne serait-il pas infiniment plus juste de dire que la continuation de l'occupation n'est rendue nécessaire que par les machinations incessantes du parti subversif, et que rien n'est fait pour encourager ses coupables espérances et pour surexciter ses passions ardentes que le language incendiaire dont a naguère retenti l'enceint du parlement piémontais?

Le Comte de Cavour a établi que la Sardaigne, jalouse de l'indépendance d'autres gouvernemens, n'admet point qu'une Puissance quelconque puisse avoir le droit d'intervenir dans un autre État, en eût elle été formellement requise par celui-ci. Pousser le respect de l'indépendance d'autres gouvernemens au point de leur contester le droit d'appeller à leur secours, dans l'intérêt de leur conservation, une puissance amie, c'est là une théorie à la quelle l'Autriche a constamment refusé son adhésion. Les principes professés par l'Autriche en parcille matière, sont trop connus pour que nous nous sentions le besoin de les exposer de nouveau. C'est dans l'exercice d'un droit de Souveraineté incontestable que l'Empereur et ses augustes prédécesseurs ont plus d'une fois prêté des sécours armés à des voisins qui les avaient reclamés contre des ennemis extérieurs ou intérieurs. Ce droit, l'Autriche entend le maintenir et se réserver la faculté d'en faire éventuellement usage. Est il permis, du reste, à qui que ce soit d'avoir des doutes sur les intentions qui ont présidé aux interventions auxquelles l'Autriche s'est prêtée à différents époques en Italie, lorsque l'histoire est là pour démontrer qu'en agissant ainsi nous n'avons jamais poursuivi des vues intéressées, et que nos troupes se sont sur le champ retirées dès que l'Autorité légitime déclarait pouvoir maintenir l'ordre public sans secours étrangers.

Il en sera toujours de même. Tout comme nos troupes ont quitté la Toscane à peine l'ordre légal s'y trouvait suffisamment consolidé, elles seront prêtes à évacuer les États pontificaux dès que leur gouvernement n'en aura plus besoin pour se défendre contre les attaques du parti revolutionnaire. Loin de nous, au reste, de prétendre exclure du nombre des moyens propres à faciliter ce resultat de sages réformes intérieures que nous n'avons discontinué à conseiller aux Gouvernemens de la péninsule dans les limites d'une saine pratique et avec tous les égards dus à la dignité et à l'indépendance d'États au sujet desquels nous ne reconnaissons pas au Cabinet de Turin le droit de s'ériger en censeur privilégié. Mais nous sommes persuadés d'un autre côté que les démolisseurs ne cesseront de dresser leurs machines de guerre contre l'existence des gouvernemens réguliers en Italie aussi longtems qu'il y aura des pays qui leur accorderont appui et protection, et des hommes d'État qui ne craignent point de faire indirectement appel aux passions et aux tendances destructives.

En résumé, loin de nous laisser détourner de notre ligne de conduite par une sortie inqualifiable qui, nous voulons bien l'admettre, a été amenée surtout par le besoin d'un triomphe parlementaire, nous attendrons de pied ferme les événemens, persuadés que l'attitude des gouvernemens italiens, qui ont été comme nous l'objet des attaques du Comte de Cavour, ne différera pas de la nôtre. Prête à applaudir à toute réforme bien entendue, à encourager toute amélioration utile, émanée de la volonté libre et éclairée des gouvernemens italiens, à leur offrir notre appui moral et notre concours empressé pour le développement de leur ressources et de leur prospérité, l'Autriche est tout aussi fermement décidée à user de tout son pouvoir pour repousser toute aggression injuste de quelque côté qu'elle vienne, et pour concourir à faire avorter partout où s'étend sa sphère d'action, les tentatives des artisans de troubles et des fauteurs de l'anarchie.

Je vous charge, Monsieur le Baron, de donner communication de cette dépêche à M. le Président du Conseil et de

me rendre compte des explications que vous obtiendrez en retour.

Recevez, Monsieur le Baron, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Vienne, le 18 Mai 1856.

Signé — BUOL.

Da copia autentica esistente nel Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CLII.

Dispaccio del presidente Baldasseroni al cav. Lenzoni adesivo al contenuto nel precedente dispaccio del conte Buol.

Eccellenza

Sul cadere del mese decorso il sig. Barone di Hügel, Ministro plenipotenziario di S. M. I. e R. Apostolica presso questa Corte, venne a darmi comunicazione di un dispaccio che aveva ricevuto con data dei 18 del mese stesso da S. E. il Conte Buol, e nel quale si esprimevano i sentimenti destati nel Gabinetto Imperiale dalle repliche che il Conte de Cavour aveva fatte alle interpellazioni state ad esso dirette nelle Camere piemontesi, a proposito del Trattato di pace sottoscritto a Parigi nel 30 Marzo precedente, e più propriamente sul protocollo della conferenza in data degli 8 Aprile successivo, nel quale ebbe luogo fra i Membri della medesima un cambio d'idee e di concetti sopra le condizioni degli Stati italiani.

Il dispaccio precitato, nel quale si trovava consegnata l'espressione del fermo proposito di S. M. I. e R. Apostolica a perseverare nella politica fin ora seguita verso gli Stati italiani, con respingerne ogni aggressione ingiusta, e contribuire a far mancare i tentativi dei promotori del disordine e del-

l'anarchia, terminavasi coll'incarico al Barone di Hügel di farmene comunicazione, e di render poi conto delle spiegazioni con le quali fosse stata quella da me ricambiata.

Io non esitai un momento a replicare di viva voce al Barone di Hügel, come partecipassi alle disaggradevoli impressioni che i recenti avvenimenti di Torino avevan dovuto ragionevolmente destare nel Gabinetto di Vienna.

Il Barone di Hügel aveva potuto esserne giorno per giorno testimone, e mentre io rendeva anco una volta sincera giustizia alla generosa lealtà con la quale il Governo imperiale aveva, nel momento del bisogno, soccorso quello di S. A. I. e R. il Granduca con le sue Truppe, e le aveva poi ritirate da questi territorj, tostochè il bisogno cessatone, era a lui stata fatta la domanda, io concludeva congratulandomi meco stesso della risoluzione nella quale sentiva trovarsi il Gabinetto di Vienna, riguardandola come un nuovo segno per la sicurezza ed indipendenza delli Stati della Penisola.

Nell'assenza di S. A. I. e R. il Granduca, io non mi estesi allora maggiormente, volendo prenderne gli ordini, prima di dar per scritto alcuna replica più categorica al dispaccio che mi era stato comunicato.

Vengo adesso a supplire in quanto pur vi fosse di bisogno.

Fu certamente deplorabile per la quiete d'Italia, il fatto che dopo già assicurata la pace del mondo con il Trattato de' 30 Marzo, si aprisse a Parigi, ove la maggior parte dei Governi d'Italia non erano rappresentati, una discussione sulle condizioni della Penisola, tanto più pericolosa, quanto più ravvolgevasi nel vago e nell'indefinito.

Più deplorabile ancora è stata la circostanza che le parole dette alla conferenza abbiano avuto un doppio eco, che ha dato loro una portata capace di far nascere illusione, e fomentando speranze di mutamenti politici, creare il disordine dove non era, o aumentarlo là dove pure ne rimaneva qualche resto.

È impossibile che i Governi della Penisola riconoscano

mai in uno di essi il diritto di parlare in nome di tutta l'Italia, di erigersi in censore privilegiato degli atti di altri Stati indipendenti, e di farsi, fors'anco senza sufficiente cognizione di causa, promotore di miglioramenti, di progressi, di riforme delle quali ciascun Sovrano ha il diritto di serbarsi l'iniziativa, secondo i veri bisogni del proprio paese, e secondo la regola di quella pratica opportunità da cui dipende sempre la felice attuazione e la buona riuscita, anco delle migliori e più utili disposizioni.

Ciò che è accaduto sotto questo rapporto è tanto più deplorabile in quanto che anco nell'ipotesi la più favorevole all'assunto, sarebbesi fatto perdere alle disposizioni che qualche Governo volesse adottare, il merito della spontaneità, mentre poi si è già troppo concesso all'idea, che i parziali miglioramenti provocati debbono invece risolversi a favorire il concetto di quella pretesa unità italiana, con la quale, in ultima analisi, si minaccia l'esistenza e l'indipendenza di molti stati della Penisola.

Attentatorio a questa indipendenza, è anche il principio affacciato quanto all'intervento di truppe forestiere negli Stati che occasionalmente ne sentissero il bisogno, non potendo al certo mettersi in dubbio il diritto competente a ciascun Sovrano d'invocare il soccorso di altro Governo, al quale si trovi legato per amicizia e per omogeneità di vedute politiche, onde conservare la sicurezza del proprio Stato e la quiete necessaria nel medesimo, ove le proprie forze non fossero sufficienti.

In questi termini io mi sono sempre espresso con i Membri del Corpo Diplomatico presenti in questa capitale, tutte le volte che mi è caduto in acconcio, nè ho dissimulata allo stesso Ministro d'Inghilterra l'amarezza generalmente prodotta dal modo tutt'altro che conveniente con cui erano stati trattati in quel Parlamento alcuni governi italiani, sebbene, quanto a quello di Toscana in particolare, ci si fosse fatto l'onore di osservare un discreto silenzio.

E questi sentimenti sono certamente quelli che serviranno di regola alla condotta di questo Governo nella difficile po-

sizione, nella quale, in gran parte artificialmente, sono state oggi poste le condizioni d' Italia che, per quanto poteva giudicarsene, versavano generalmente alla quiete, ed al consolidamento dell' ordine, prima che con le avvenute pubblicazioni si riscaldassero, più o meno, le menti degli abitanti nelle diverse parti di essa.

V. E. è invitata a fargli francamente conoscere a cotesto Gabinetto, dando anche lettura del presente dispaccio a S. E. il sig. Conte di Buol, Ministro degli Affari Esteri e della Casa di S. M. I. e R. Apostolica.

Aggradisca ec.

Li 5 Giugno 1856.

Firmato — Gio. Baldasseroni.

Esiste nel Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CLIII.

Note del presidente Baldasseroni, come ministro delle Finanze, al Ministero degli Affari Esteri intorno a' rimborsi reclamati dal Fisco austriaco di Milano contro la Toscana.

Alloraquando nell' epoca memorabile del 1848, li avvenimenti costrinsero anco il Governo toscano ad inviare le sue Truppe a prender parte alla guerra Lombarda, i concerti allora presi dall' Esercito Sardo, e con i diversi Governi di Lombardia, portarono a questo, che le Truppe allora presenti in quei territorj ricevessero dai Comuni le razioni in natura, mentre il soldo ed ogni altra competenza in danaro restava a carico dei Governi respettivi.

In vista però delle difficoltà che s' incontrarono nella trasmissione del numerario, fu nel Maggio 1848 convenuto col Governo Provvisorio di Milano, che esso anticipasse il con-

tante per rivalersene sul Tesoro toscano, — che i pagamenti fossero sempre accompagnati da quietanze del cassiere dell'Armata col — *Visto* — del Commissario di Guerra, da stare in luogo di altrettante cambiali a tre mesi sulla R. Depositeria di Firenze; siccome probabilmente resulterà anche al Ministero degli Affari Esteri per le corrispondenti officiali di quel tempo, in cui il Ministro Martini trovavasi al quartier generale di S. M. Sarda.

Correlativamente alle cose predette procede di fatto la faccenda, se non che la sopravvenienza delli avvenimenti della guerra e dell'armistizio che lor succedette, cambiato il Governo Lombardo, non ebbe luogo altrimenti la presentazione di quei *Buoni* alla R. Depositeria, la quale per tale dipendenza rimase debitrice di somma che non è stata mai nè liquidata, nè pagata, perchè sino a questo momento non ripetuta coll'esibizione dei titoli che soli possono giustificare il credito.

Recentemente peraltro, ed al seguito di analoghi officj diplomatici de' 26 Novembre caduto, furono notificati a questa Avvocatura Regia due separati decreti de' 19 e 30 Ottobre proferiti dal Tribunale Provinciale di Milano, e con i quali si ordina sia fatta intimazione di due libelli di denunzia di lite esibiti da tale Antonio Berretta già membro del Governo Provvisorio di Lombardia, ed appellanti a due liti promosse contro il denunciante dall'I. e R. Fisco di Milano per pretesa refusione di somme fatte erogare per mantenimento delle Truppe Sarde, e per quello delle Truppe Toscane.

Raccolte in proposito quelle migliori informazioni che il disordine delle cose nei tempi ai quali appellano i fatti, poteva permettere, ne è resultato, che dipendentemente dai concerti in principio accennati, e dall'esecuzione che quelli si ebbero, il Tesoro toscano è fuor di dubbio debitore di somme per somministrazioni di soldo state fatte alle sue Truppe nell'estate del 1848 in Lombardia.

E stando in questi termini la cosa, l'A. S. I. e R. il Gran duca, al quale ne è stato reso conto, ha ordinato, che anzichè prender parte comunque ad una contestazione forense con

intervento di terzi interessati, e col dispiacere di sentir riprodurre pubblicamente la storia di tempi che vorrebbonsi dimenticati, si faccia appello diretto all' I. e R. Gabinetto di Vienna, e nel denunziarle la ricognizione in genere del debito di che si tratta, porgasi ad esso domanda di venir seco direttamente a liquidazione del debito medesimo, e ad equitativi concerti sul pagamento, non senza avvertire come si ritenga, che debbano esser base all' uno ed all' altro la presentazione, e respettivamente il ritiro de' recapiti stati firmati dalle autorità militari toscane, dai quali unicamente può attingersi il titolo e la prova del debito più volte citato.

Il Ministero delle Finanze adempie al dovere di comunicare all' altro degli Affari Esteri le sopraespresse sovrane intenzioni, affinchè con ogni possibile sollecitudine, ed in quella miglior forma che reputerà opportuna, voglia procurarne il dovuto adempimento.

Li 17 Dicembre 1855.

Firmato — G. Baldasseroni.

Seconda nota come sopra.

Il Ministero delle Finanze non aveva dimenticato il debito che a carico del Tesoro granducale corre a favore di quello Imperiale Austriaco per dipendenza di somministrazioni fatte dal Governo Provvisorio di Milano nel 1848 alle Truppe toscane in Lombardia, e che sull' appoggio dei relativi documenti è stato liquidato nella cospicua somma di lire toscane cinquecento trentatre mila trecento trentatre. 6. 8 (Lire 533,333. 6. 8.), pari a svanziche 504,000. —. —.

Se non che rimaste sempre vive fino a questi ultimi recentissimi tempi le liquidazioni occorse per appurare, nell' in-

teresse reciproco de' due Governi, le partite di debito e credito dipendente dalle spese occasionate dalla permanenza in Toscana delle Truppe ausiliarie, il Ministero stesso non credè inopportuno l' attendere il resultato finale di queste liquidazioni per vedere se, e fino a qual punto poteva questo influire sulla finale sistemazione della preavvertita pendenza.

Ora però che questo resultato finale si è conosciuto, e lungi dal portare un credito al Tesoro toscano, ha necessitato il medesimo a pagare all' altro Austriaco una somma che è stata già corrisposta, il Ministero scrivente si trova in obbligo di replicare all' altro degli Affari Esteri, in relazione alla sua memoria del 26 Novembre prossimo scorso, che mentre non restano a farsi obietti sul fondo circa il pagamento del debito di cui si tratta, si esternerebbe soltanto il desiderio che lo sborso venisse composto di due rate uguali, da corrispondersi l' una entro l' imminente nuovo anno 1858, e l' altra entro l' anno successivo 1859, quando, come il Ministero vorrebbesi fondatamente augurare, ciò fosse per esser consentito anco dal beneplacito del Governo Imperiale, cui verranno avanzati analoghi ufficj.

Il Ministero scrivente sta del resto in attenzione di corrispondente riscontro su quest' ultimo punto, per prender poi in proposito definitivi provvedimenti.

Li 14 Dicembre 1857.

Firmato — G. BALDASSERONI.

N. B. Resulta dalla posizione dell' affare, che 250,000 svanziche furono effettivamente pagate nell' Agosto del 1858 in Milano, e che altrettanta somma rimane tuttavia da pagarsi la rata dell' Agosto del 1859.

Esistono in originale nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Doc. CLIV.

Ordinanze del Maggiordomato di Corte relative alla refusione delle spese fatte da Leopoldo II nel viaggio nuziale a Napoli per parte della Finanza.

Al primo Compulsta della Corte.

S. A. I. e R. il Granduca ha approvato le spese fatte da S. E. il sig. Gran-Ciamberlano in occasione del viaggio a Napoli e successivo matrimonio della prelodata I. e R. A. Sua. Le ritorno in conseguenza i relativi documenti, l'importare dei quali ascende a lire centoventimila seicentodiciotto, soldi 14, denari 8; per la qual somma ella farà i convenienti passaggi di scrittura.

L'I. e R. Sovrano nell'approvare le suddette spese ha dichiarato, che quelle di tali spese fatte dal Professor Savi nella somma di lire 2,328 9. —. devono considerarsi come un donativo fatto al Museo di Pisa a cui sono stati regalati i generi con detta somma acquistati. Gli altri oggetti comprati, ai quali si referiscono le partite contrassegnate nell'annesso Prospetto col seguente asterisco *, per l'importare in totale di lire 2,231 12 —. esistono presso la prelodata I. e R. A. Sua. E finalmente sono stato autorizzato a reclamare il rimborso dalle RR. Finanze della somma di lire 34,030 — per l'importare non tanto della tabacchiera regalata al Ministro degli Affari Esteri a Napoli, quanto de' regali fatti alla Segreteria Intima, ed all'altra del suddetto Ministero. Queste notizie credo che gli saranno utili per la classazione delle indicate spese.

E con ec.

Li 30 Settembre 1833.

V.° — C. Della Gherardesca.

A. Bonaini Segretario.

Al Direttore delle RR. Finanze.

S. A. I. e R. il Granduca con Suo venerato Dispaccio di quest' istesso giorno mi ha autorizzato a dirigermi a V. E. onde questa Amministrazione sia rimborsata dall' I. e R. Depositeria Generale della somma di lire trentaquattromilatrenta ammontare delle seguenti spese, comprese fra quelle fatte ed approvate dalla prelodata I. e R. A. Sua in occasione del viaggio ultimamente fatto a Napoli, e ritorno a Firenze, cioè:

Valore della tabacchiera regalata al Ministro degli Affari Esteri Principe del Cassero	Lire	11,530. —. –.
Mancia elargita alla Segreteria Intima di S. M. il Re	»	7,500. —. –.
Mancia elargita alla Segreteria degli Affari Esteri	»	15,000. —. –.
	Lire	34,030. —. –.

Nella lusinga che V. E. vorrà compiacersi di circolare gli ordini opportuni a ciò relativi, passo a ec.

Li 30 Settembre 1833.

V.° — C. Della Gherardesca.

A. Bonaini Segretario.

Al Gran-Ciamberlano cav. Ginori.

Ho il piacere di prevenire V. E., che S. A. I. e R. il Granduca con suo venerato dispaccio di quest' istesso giorno si è degnato di approvare nella loro totalità le spese fatte da V. E. nel viaggio della prelodata I. e R. A. Sua a Napoli, e ritorno a Firenze; dette spese ascendono a lire 120,618. 14. 8.,

per la qual somma saranno fatti i convenienti passaggi di scrittura.

E con ec.

Li 30 Settembre 1833.

V.° — C. Della Gherardesca.

A. Bonaini Segretario.

Estratti dall' Archivio del Maggiordomato della cessata Corte.

Doc. CLV.

Aumento d' appannaggio imposto da Leopoldo II a carico della Finanza nel 1845.

Al Direttore delle RR. Finanze.

S. A. I. e R. il Granduca con Suo Sovrano Dispaccio del 16 stante si è degnato farmi conoscere, che con risoluzione del 20 Febbrajo decorso ha approvato, che la consueta assegnazione, solita corrispondersi dalla R. Depositeria all' Amministrazione della R. Corte, sia aumentata di annue lire centosessantamila, con l' avvertenza di più esser desiderio dell' I. e R. A. Sua, che di tale aumento di assegnazione, benchè imputabile dal giorno del Rescritto, non dovevano effettivamente sborsarsi le rate fino a tanto che non fosse stata combinata la nota liquidazione e compensazione fra i due Regj Dipartimenti.

Essendo stata concordata ed ultimata la suddetta liquidazione, mediante la recente stipulazione del relativo Contratto, mi auguro che possa aver luogo il pagamento per parte della suddetta I. e R. Depositeria delle quote già stabilite; al qua-

le oggetto sono persuaso che V. E. si compiacerà dare quegli ordini che nella sua somma saviezza crederà più convenienti.

E con ec.

Li 18 Aprile 1845.

V.° — C. Della Gherardesca.

A. Bonaini Segretario.

Al primo Computista della R. Corte.

Il Consiglier Direttore della R. Segreteria di Finanze, in replica a quanto gli fu scritto nel 18 Aprile scorso (P. 80 a 17) dice di aver dato gli ordini opportuni affinchè in esecuzione della Sovrana risoluzione de' 20 Febbrajo precedente sia pagata dalla R. Depositeria alla R. Corte, a contare da questo ultimo giorno inclusive, l'annua somma di lire 160,000. a rate mensuali, in aumento dell'assegnazione fino a quell' epoca corrisposta alla R. Corte predetta,

S. A. I. e R. il Granduca con suo venerato dispaccio de'16 Aprile prossimo passato si è degnato di prevenire S. E. il sig. Consigliere Maggiordomo Maggiore dell' I. e R. Corte, che con risoluzione del dì 20 Febbrajo decorso é stato approvato, che la consueta assegnazione, che l' I. e R. Depositeria corrisponde all' amministrazione della R. Corte sia aumentata di annue lire centosessantamila da decorrere il relativo pagamento dalla suddetta epoca del 20 Febbrajo prossimo passato.

Prevengo di più V. S. Illus., che in conto della suddetta somma e per saldo delle rate a tutto il corrente mese, la suddetta I. e R. Depositeria verserà nella Cassa della suddetta R. Corte la somma di lire novantottomila dugentoventidue, soldi 4, denari 4; mediante questa riscossione la prefata E. S. brama che venga anticipato all' I. e R. Sovrano il saldo del credito che tiene verso questa suddetta Amministrazione ascendente a

lire novantaseimila quattrocentotrentatre, soldi 6, denari 11 nonostante il disposto nella precedente Ministeriale de' 18 Aprile prossimo passato, nella quale era prescritto di pagare detta somma alla fine dell' anno corrente.

E con ec.

Li 18 Settembre 1845.

V.° — C. DELLA GHERARDESCA.

A. BONAINI Segretario.

Estratti dall' Archivio del Maggiordomato della cessata Corte.

Doc. CLVI.

Nuovi oneri imposti da Leopoldo II alla Finanza a sgravio della propria Corte.

Al primo Computista della R. Corte.

S. A. I. e R. il Granduca si è degnato approvare, che dalla Cassa della R. Depositeria sieno pagate a quella di Corte lire 140 mila in conto delle spese commesse dal primo Aprile del corrente anno in appresso per il mantenimento della R. Guardia del Corpo, e dei RR. Sergenti di Palazzo, quali spese debbono far carico allo Stato, e non altrimenti al Dipartimento dell' I. e R. Corte.

Tanto partecipo a V. S. Illus. per l' uso opportuno, mentre mi confermo ec.

Li 24 Novembre 1857.

V.° B. BARTOLINI-BALDELLI.

A. LANDI Segretario.

Al Ministro della Guerra.

Ho l'onore di partecipare all'E. V., che S. A. I. e R. il Granduca si è degnato approvare, che le spese commesse nell'anno 1857 pel mantenimento della R. Guardia del Corpo e dei RR. Sergenti di Palazzo nella complessiva somma di lire 171,591. 14. 8., debbano per lire 122,379. 16. sopportarsi dalla Cassa dell'Amministrazione militare, a forma della Nota che mi faccio un dovere di accluderle

Aggradisca ec.

Li 27 Marzo 1858.

V.° — B. Bartolini-Baldelli.

A. Landi Segretario.

Estratti dall'Archivio del Maggiordomato della cessata Corte.

FINE DEI DOCUMENTI

INDICE DEI DOCUMENTI

PARTE PRIMA

Doc. I. *La Principessa Elettrice de' Medici partecipa a Francesco di Lorena la morte di Gio. Gastone suo fratello, e propone un accomodamento di famiglia.* Pag. 3

» II. *Progetto d' accomodamento inviato dall' Elettrice al nuovo grauduca Francesco II, insieme colla surriferita lettera* . . . . . » 4

» III. *Responsiva del granduca Francesco II alla precedente lettera dell' Elettrice* . . . . . » 6

» IV. *Convenzione o patto di famiglia stipulato tra la Principessa Elettrice de' Medici ed il granduca Francesco II di Lorena* . . . . . » 7

» V. *Lettere del granduca Francesco di Lorena a suoi consiglieri in Toscana, Richecourt e Ginori, relativamente al primo* donativo gratuito, *e decreto d' accettazione* . . . . . » 12

« VI. *Singolare richiesta di nuova sovvenzione in danari a titolo di* donativo gratuito . . . . . » 14

» VII. *Sollecitazioni del granduca Francesco II alla Principessa Elettrice rispetto alla vendita de' beni demaniali di Francia, ed alla distrazione delle gioie dello Stato* . . . . . » 15

» VIII. *Maria Teresa d' Austria unisce le sue preghiere a quelle del marito per ottenere dalla Principessa Elettrice quanto veniva da esso sollecitato con l' antecedente lettera* . . . . . » 16

» IX. *Responsiva della Principessa Elettrice al granduca Francesco II, colla quale mentre acconsente l' alienazione de' beni demaniali di Francia, nel tempo stesso rifiuta di consegnare al senator Ginori le gioie dello Stato.* . . . . . » 17

» X. *Responsiva della Principessa Elettrice de' Medici a Maria Teresa regina d' Ungheria del medesimo tenore della precedente* . . . . . » 20

Doc. XI. *Lettera credenziale del granduca Francesco II al senator Carlo Ginori per la Principessa Elettrice, onde ella facessegli la consegna delle gioie dello Stato.* Pag. » 22

» XII. *Responsiva del senator Ginori al granduca Francesco*
» *II, dandogli conto della fallita commissione affidatagli presso la Principessa Elettrice rispetto alle gioie dello Stato.* . . . . . » 24

» XIII. *Lettera del granduca Francesco II al marchese Carlo Rinuccini per esortarlo a consigliare la Principessa Elettrice di venire alla conclusione per la vendita de' beni di Francia, e sopratutto a cedere le gioie dello Stato.* . . . . . » 27

» XIV. *Responsiva del marchese Rinuccini all' antecedente lettera indirizzatagli dal granduca Francesco II* . » 28

» XV. *Il granduca Francesco II con questa nuova lettera cerca di blandire la Principessa Elettrice sul tema de' beni di Francia, e sembra desistere dalla richiesta delle gioie* . . . . . » 30

» XVI. *Responsiva della Principessa Elettrice alla precedente lettera del granduca Francesco II.* . . . . . » 31

» XVII. *Lettera del granduca Francesco all' Elettrice rivolta a fare un nuovo tentativo, onde smuoverne la costanza sull' argomento delle gioie dello Stato.* . » 33

» XVIII. *Risposta dell' Elettrice al granduca Francesco colla quale gli dichiara il suo fermo proponimento di non voler nulla cedere sul punto delle gioie.* . . . » 34

» XIX. *Il granduca Francesco II vuole scusarsi con l' Elettrice del fallito tentativo relativamente alle gioie, e nel tempo medesimo si lagna che tale sconcezza sia stata propalata al pubblico* . . . . . » 35

» XX. *Dispaccio di Francesco II al principe di Craon capo della Reggenza, rammaricandosi del biasimo ovunque suscitatosi per l' indegno attentato commesso contro l' Elettrice* . . . . . » 36

» XXI. *Altro dispaccio di Francesco II diretto al marchese di Stainville suo incaricato d' affari alla corte di Francia per dargli mendicate spiegazioni in quanto all' affronto fatto all' Elettrice per strapparle di mano le gioie dello Stato* . . . . . » 37

» XXII. *Inventario delle gioie dello Stato di Toscana fatto legalmente compilare dalla Principessa Elettrice de' Medici il di 10 marzo 1740 (Ab Incar.), alle quali ella pure avea aggiunte alcune gioie proprie.* » 39

Doc. XXIII. Particola *di Testamento della Principessa Elettrice del dì 5 Aprile 1739 consegnato ai Rogiti del Notaro Dottor Iacopo Vinci* . . . . . Pag. 49

» XXIV. Particola *di lettera della Principessa Elettrice al granduca Francesco II de' 7 ottobre 1740, con cui gli accompagna un esemplare delle sue disposizioni testamentario* . . . . . » 50

» XXV. *Nota delle medaglie d' oro di diverse grandezze attinenti all' Eredità della Principessa Elettrice richieste e mandate a Vienna dopo la di lei morte* . » Ivi

» XXVI. Nota *delle gioje dell' Elettrice richieste e mandate a Vienna il dì 23 marzo 1748* . . . . . » 53

» XXVII. *Nota di altri oggetti preziosi richiesti e mandati a Vienna dalla Reggenza di Toscana di detto anno 1748, provenienti dall' Eredità Medicea* . . . » 55

» XXVIII. *Il granduca Francesco II non avendo potuto ottenere le gioje dello Stato dalla Principessa Elettrice chiede denari alla Reggenza.* . . . . . » 56

» XXIX. *Dispaccio del conte di Richecourt capo della Reggenza toscana all' Imperator-Granduca sul progetto di creare de' debiti nel Granducato a favore della Corte imperiale* . . . . . » 57

» XXX. *Memoria del conte di Richecourt al baron Toussaint sul progetto del prestito da farsi in Toscana a comodo della corte di Vienna* . . . . . » Ivi

» XXXI. *Replica dell' Imperator-Granduca al Capo della Reggenza sul progettato imprestito toscano promosso a Vienna, di cui s' ignora l' esito.* . . . . . » 62

» XXXII. *Prima lettera indirizzata da Francesco di Lorena alla Principessa Elettrice per richiederla d' acconsentire all' alienazione de' beni allodiali Medicei situati in Francia.* . . . . . » 63

» XXXIII. *Altra lettera di Francesco di Lorena all' Elettrice sul medesimo argomento* . . . . . » 64

» XXXIV. *Responsiva della Principessa Elettrice a Francesco II sul tema della vendita de' beni demaniali situati in Francia* . . . . . » 65

» XXXV. *Il granduca Francesco aggiunge nuove premure all' Elettrice, onde venire a concludere la vendita de' beni di Francia* . . . . . » 67

» XXXVI. *Il granduca Francesco insiste presso l' Elettrice onde venire a pronta conclusione rispetto alla vendita de' beni di Francia* . . . . . » 68

Doc. XXXVII. *La Principessa Elettrice, mentre si mostra proclive all' alienazione de' beni di Francia, significa al granduca Francesco la sua ferma intenzione di volerla effettuare con le debite cautele* . . . . . Pag. 69

» XXXVIII. *Francesco II partecipa all' Elettrice d' aver incaricato il marchese di Stainville di trattare coll' abate Pennetti a Parigi per facilitare la vendita de' beni di Francia* . . . . . » 71

» XXXIX. *Il granduca Francesco II incarica il suo Ministro a Parigi di concertare con l' Agente dell' Elettrice la pronta contrattazione de' beni demaniali toscani situati in Francia* . . . . . » 72

» XL. *Il grincipe di Craon notifica alla Principessa Elettrice di aver ricevuto da Vienna l' annessa Procura per devenire alla stipulazione del contratto di vendita de' beni di Francia all' istesso granduca Francesco II* . . . . . » 73

Procura del granduca Francesco II al principe di Craon per l' oggetto superiormente indicato . . . . Pag. 74

» XLI. *Il principe di Craon da comunicazione all' Elettrice di una lettera ad esso inviata dal Granduca per indurla a superare la repugnanza ch' ella aveva di stipulare la cessione de' beni di Francia nel modo espresso nell' antecedente procura* . . . . . » 77

Lettera del Granduca Francesco al principe di Craon superiormente allegata . . . . . Pag. 78

» XLII. *Minuta dell' atto di consenso della Principessa Elettrice relativamente alla vendita de' beni allodiali Medicei situati in Francia, prestato a richiesta del granduca Francesco II* . . . . . » 79

» XLIII. *Il granduca Francesco manda al marchese di Stainville suo ministro a Parigi le opportune facoltà per raccogliere l' eredità della Principessa Elettrice, circa a quanto ella possedeva in Francia* . . . . . » 82

Lettera patente inviata contemporaneamente al suddetto Ministro. . . . . Pag. 82

» XLIV. *Il granduca Francesco commette al Segretario La Guerre d' impossessarsi per suo conto di tutto quanto rimaneva in Francia di pertinenza della defunta Principessa Elettrice* . . . . . » 84

» XLV. *Minuta della protesta spedita dal granduca Francesco II alla corte del re Carlo III di Napoli relativamente a' beni Medicei situati in quel reame, pre-*

ceduta dal parere del Consiglio privato di detto Granduca . . . . . Pag. 86
Avis du Conseil . . . . . *Pag.* 87
Atto di Protesta . . . . . » ivi
Doc. XLVI. *Nota o relazione de' beni allodiali medicei nel reame di Napoli, in Romagna, ed a Roma, divenuti proprietà dello Stato di Toscana in virtù della Convenzione del 1737 inserita al n° IV.* . . . . . » 89
» XLVII. *Altra relazione de' beni, capitali e crediti spettanti all' eredità Medicea nel reame di Napoli* . . . » 94
Dell' Amatrice . . . . . *Pag.* 92
Del Principato di Capestrano, e Baronia di Carapelle . » 93
Dalla Terra di Bussi. . . . . » 94
Di Cività Reale, e Accumuli . . . . . » ivi
Notizie risguardanti un credito della Serenissima Casa Medici contro la Comunità di Foggia. . . . . » 95
» XLVIII. *Lettera corredata di dimostrazioni dell' auditor Antonio Mormorai al conte di Richecourt relativamente alle rendite de' Beni Medicei d' Francia, d' Urbino e di Napoli descritti negli antecedenti documenti.* » 97
Specchio di Beni e Rendite di Francia dipendenti dalla successione di Margherita Luisa d' Orleans Granduchessa di Toscana. . . . . *Pag.* 98
Specchio de' Beni e Rendite dependenti dalla successione di Vittoria della Rovere Granduchessa di Toscana, situati nello Stato Ecclesiastico . . . , . . » 99
Specchio de' Beni, Rendite e Crediti esistenti nel Regno di Napoli . . . . . » 100
» LXIX. *Relazione del Luogotenente Fiscale Scaramucci al conte di Richecourt rispetto a' crediti dello Stato di Toscana colla Corona di Spagna* . . . . . » 101
» L. *Francesco II ordina alla Reggenza d' allestire tre battaglioni di fanterie toscane per inviarle a guerreggiare in Germania* . . . . . » 118
» LI. *Rappresentanza del Consiglio di Reggenza al suddetto sovrano intesa a stornar l' ordine d' inviare Truppe toscane a guerreggiare in Germania* . . . . . » 119
» LII. *Risposta di Francesco II alla Reggenza, ingiungendole di tener pronte le richieste Truppe toscane alla partenza per la Germania* . . . . . » 121
» LIII. *Capitoli o Convenzione colla quale S. M. l' Imperator-Granduca cede tre de' suoi battaglioni toscani al militar servizio, soldo e mantenimento di S. M. l' Imperatrice-Regina* . . . . . » 122
» LIV. *L' Imperator-Granduca impone al Capo della Reg-*

genza di far partire il contigente toscano per la guerra di Germania. . . . . . Pag. 124
La seguente lettera del Barone di Toussaint al Marchese Botta-Adorno fa come parte integrale dell' antecedente . . . . . *Pag.* 125
Doc. LV. *Estratto di lettera del Baron Cristiani governatore di Milano al suddetto marchese Botta-Adorno relativa alla diserzione delle Truppe toscane durante la loro marcia alla volta della Germania.* . . . . . » 127
» LVI. *Estratto di lettera del colonnello Goundrecourt comandante il contingente militare toscano al maresciallo Botta-Adorno relativamente al giuramento della Truppa, e alla diminuzione del soldo appena entrata a servizio dell' Austria* . . . . . » 128
» LVII. *L' Imperator-Granduca esige nuovi contingenti militari dalla Toscana per valersene in Germania* . » 129
» LVIII. *Altra rappresentanza del Consiglio di Reggenza per esimere la Toscana da un secondo contingente militare.* . . . . . » 130
» LIX. *Terza rappresentanza della Reggenza all' Imperator-Granduca per impetrare alleviamento da' nuovi contingenti militari* . . . . . » 133
Risposta di Francesco II alla precedente rappresentanza. . . . . *Pag.* 136
La Reggenza invoca dal Sovrano misure equitative per attenuare i mali cagionati alla Toscana dai predetti contingenti militari . . . . . » 137
» LX. *L' Imperator-Granduca ordina che in benemerenza de' servigi prestati dalla Truppa toscana nella guerra* de' sette anni, *ella sia disciplinata e montata all' austriaca.* . . . . . » 139

PARTE SECONDA

» LXI. *Istrumento di transazione fra l' imperator Giuseppe II ed il granduca Leopoldo I relativamente alla pretesa eredità paterna in Toscana, preceduto dal carteggio diplomatico allora passato fra le due corti.* » 140
Il maresciallo Botta-Adorno al conte Orsini di Rosemberg. . . . . *Pag.* 140
Risposta del Conte Orsini di Rosemberg al morerciallo Botta-Adorno. . . . . » 141
Replica del Botta al Rosemberg . . . . . » 142
Il conte Orsini di Rosemberg al maresc. Botta-Adorno. » 143
Plenipotenzia dell' imperator Giuseppe II al principe di Kaunitz Rittberg. . . . . » ivi

Plenipotenzia del granduca Leopoldo al conte Orsini di Rosemberg . . . . . *Pag.* 144
Istrumento di convenzione e transazione tra i due fratelli austriaci . . . . . » 145
Ratifica dell' imperator Giuseppe II . . . . . » 147
Ratifica del granduca Leopoldo I . . . . . » 149
Lettera del conte Orsini di Rosemberg al granduca Leopoldo I. . . . . » 150
Responsiva di Leopoldo I al conte Orsini di Rosemberg » 151

Doc. LXII. *Lettera patente dell' imperator Giuseppe II al granduca Leopoldo I rispetto all' elezione del maresciallo Botta-Adorno a Commissario plenipotenziario imperiale in Italia* . . . . . Pag. 152

» LXIII. *Lettera del gran-cancelliere Kaunitz al conte di Rosemberg primo ministro in Toscana rispetto al tratmento da farsi al granduca Leopoldo I.* . . . . » 153

» LXiV. *Responsiva del conte di Rosemberg sul proposito delle pretese avanzate dalla corte di Vienna* . . . . » 156

» LXV. *Altra lettera del Kaunitz al conte di Rosemberg sul medesimo soggetto* . . . . , ... » 157

» LXVI. *Terza lettera del Kaunitz al conte di Rosemherg sull' argomento medesimo* . . . . . » 158

» LXVII. *Quarta lettera del Kaunitz sull' istessa materia* . » 160

» LXVIII. *Atti relativi alla formale recognizione della* Galleria Fiorentina, *qual proprietà dello Stato toscano, emanati da Leopoldo I.* . . . . . » 162

Memoria annessa . . . . . *Pag.* 163
Rappresentanza del Senator Gianni al Granduca rispetto alla consegna della Galleria predetta. . . . . » 165

» LXIX. *Lettera del cons. Tavanti Ministro delle Finanze al conte di Thurn Maggiordomo Maggiore, con due motupropri comprovanti la proprietà dello Stato sul Museo di Fisica di Firenze* . . . . . » 167

» LXX. *Stime fatte per conto dello Stato del materiale greggio e lavorato esistente nei Magazzini dell' Officina delle pietre dure, quando fu consegnata all'Amministrazione de' beni della Corona* . . . . . » 170

Sfogo della sopraddetta stima in quanto ai generi di magazzino . . . . . *Pag.* 171
Sfogo della sopraddetta stima relativamente ai lavori ultimati . . . . . » 172
Proposizione del Direttore Siries su tal materia . . » *ivi*
Parere del Maggiordomo Maggiore della Corte sul medesimo proposito . . . . . » 173
Lettera dell' Amministratore de' beni della Corona al Direttore Siries . . . . . » *ivi*

Prima lettera del Soprintendente de' Sindaci all' Amministratore de' Beni della Corona relativa all' Officina delle pietre dure . . . . . *Pag.* 174
Seconda lettera del Soprintendente de' Sindaci all' Amministratore de' beni della Corona sul medesimo soggetto . . . . . » 175

Doc. LXXI. *Rescritti ed Ordini relativi all' Appannaggio della Real Corte imposto al Tesoro pubblico dal granduca Leopoldo I* . . . . . Pag. 176
Rescritto primo . . . . . *Pag.* 176
Rescritto Secondo portante l' esecuzione dell' antecedente . . . . . » 177
Motuproprio che induce aumento d' appannaggio . . » *ivi*
Altro Motuproprio che induce ulteriore aumento . . » 178
Dimostrazioni delle somme enunciate negli Ordini antecedenti . . . . . » 179

» LXXII. *Motuproprio relativo alla Guardaroba Generale riconosciuta proprietà dello Stato* . . . . . » 180
Istruzioni annesse al precedente Motuproprio . . *Pag.* 180

» LXXIII. *Motuproprio e dimostrazioni relative alla constatazione delle sostanze patrimoniali private del granduca Leopoldo I nel* 1786 . . . . . » 184
Prima dimostrazione generale de' capitali e frutti posseduti personalmente dal granduca Leopoldo I . . . . *Pag.* 187
Distinzione della Sorte e Frutti componenti la Somma totale di L. 4,211,465, alle quali ascende il Credito di S. A. R. riportato nella Dimostrazione Generale . » 192
Dimostrazione Finale dello stato attuale del Credito Personale di S. A. R. con la R. Depositeria, Banchi di Vienna, e Monte Camune . . . . . » 193
Frutti spettanti a S. A. R. maturati a tutto Marzo 1786 e da maturare fino a tutto Dicembre. . . . . » 196
Dimostrazione delle Somme delle quali S. A. R. può disporre attualmente, e di quelle che di mano in mano saranno incassate sopra le antidescritte. . . . . » 197
Ristretto de' capitali che esistono nel Banco e Ufizio del rame di Vienna, e nel Monte Comune di Firenze, provenienti dalla Dote e Controdote primitiva di S. A. R la Serenissima Granduchessa di Toscana, a forma delle Dimostrazioni annesse al Motuproprio de' 7 Giugno 1786 . . . . . » 198
Ristretto dell' ammontare de' frutti annui sopra i dicontro capitali esistenti nei due Banchi di Vienna e Monte Comune di Firenze relativo alle Dimostrazioni che fanno parte integrale del Motuproprio di S. A. R. del dì 7 Giugno 1786 . . . . . » 199
Resultato delle due precedenti dimostrazioni . . . » 200

» LXXIV. *Risoluzioni sovrane relative all' Amministrazione del Patrimonio della Corona, e di quello personale del Granduca* . . . . . » 201

Istruzioni per l'Amministratore generale del Patrimonio della Corona, e del Patrimonio personale del Granduca . . . . . *Pag.* 202

Doc. LXXV. *Singolare Chirografo portante dichiarazione di credito, e respettivamente di debito fra i granduchi Leopoldo I e Ferdinando III, padre e figlio Loreno-Austriaci* . . . . . Pag. 207

Allegato di lettera A nel surriferito Chirografo . *Pag.* 211
Lettera del Senator L. Bartolini-Baldelli Amministratore del Patrimonio della Corona con cui partecipa il surriferito Chirografo al Direttore delle Regie Possessioni » *ivi*

PARTE TERZA

» LXXVI. *Motuproprio di Ferdinando III col quale costituisce alla moglie un estradotale onerandone il patrimonio nazionale della Corona* . . . . . » 214

» LXXVII. *Obbligazioni assunte dai Comandanti austriaci di pagare all' erario toscano tutto quanto veniva loro somministrato.* . . . . . » 217

Lettera del tenente maresciallo Froelich al Senato Fiorentino de' 9 Settembre 1799 . . . . . *Pag.* 218
Lettera del cav. Federigo de' Ricci Luogotenente del Senato Fiorentino al Cancelliere della Comunità di Firenze del dì 9 Settembre 1799. . . . . » *ivi*
Il Commissario austriaco Bunoch richiede il Senato Fiorentino, sotto il dì 28 Ottobre 1799, che le Comunità presentino i conti delle somministrazioni fatte alle truppe tedesche . . . . . » 219
Biglietto indirizzato dal general Palfy al Senato Fiorentino il dì 18 Novembre 1799 . . . . . » 220
Invito del Commissario austriaco Faller alla Comunità di Firenze per devenire alla liquidazione delle somministrazioni fatte agli austriaci, dal dì 29 Dicembre 1799. » *ivi*
Lettera del generale austriaco Spannocchi al Senato Fiorentino del dì 5 Febbraio 1800 ond' avere degli approvvisionamenti per le truppe anche fuori di Toscana. » 221

» LXXVIII. *Lettera del conte di Cobentzel al conte Mozzi per accreditare il marchese Ghisilieri a trattare gl' interessi pendenti fra l' Elettore di Salisburgo e l' Imperatore d' Austria, con la Corte d' Etruria, e responsiva di questo a quello* . . . . . » 222

Responsiva del conte Mozzi al conte di Cobentzel. *Pag.* 223

» LXXIX. *Pienrpotere dell' Elettore di Salisburgo al marchese Ghisilieri, accompagnato da una Nota pel conte Mozzi* . . . . . » 224

Nota del marchese Ghisilieri al conte Mozzi . . . *Pag.* 225

Doc. LXXX. *Lettera del ministro spagnuolo Cevallos al conte Mozzi relativa alla missione del marchese Ghisilieri alla corte d' Etruria, tradotto dall' idioma iberico* Pag. 226

» LXXXI. *La Regina Reggente d' Etruria nomina una Commissione specialmente incaricata di raccogliere i documenti necessari per difendere gl' interessi della Finanza toscana contro le pretese austriache* . . » 227

» LXXXII. *Due lettere diplomatiche del conte Mozzi sul proposito della missione Ghisilieri a Firenze* . . . . » 228

1. Al Principe di Castelfranco ambasciatore di Spagna a Vienna. . . . . *Pag.* 228

2. A don Pedro Cevallos a Madrid . . . . . » 230

» LXXXIII. *Il conte Mozzi accompagna al marchese Ghisilieri una Memoria compilata dalla Commissione incaricata d' appurare gl' interessi pendenti fra la Casa Lorena-Austriaca e la Toscana* . . . . . » 233

Prima Memoria della Commissione speciale risguardante i conteggi fra l' Elettore di Salisburgo e l' Imperator d' Austria, con lo Stato di Toscana . . . . . *Pag.* 233

Allegato 1.° . . . . . » 237

Allegato 2.° . . . . . » 239

Allegato 3.° . . . . . » 240

Allegato 4.° . . . . . » 241

» LXXXIV. *Tre lettere del marchese Ghisilieri al conte Mozzi in risposta agli obietti contenuti nella precedente Memoria* . . . . . » 243

Lettera 1.ª . . . . . » 243

Lettera 2.ª . . . . . » 246

Lettera 3.ª . . . . . » 247

» LXXXV. *Il conte Mozzi replica al marchese Ghisilieri, inviandogli altra memoria della Commissione* ad hoc *contenente le ragioni competenti allo Stato toscano per ammettere a compensazione i suoi titoli con quelli reclamati dalla Casa d' Austria* . . . . . » 249

Biglietto del Ministero delle Finanze a quello degli Affari Esteri . . . . . *Pag.* 251

Rappresentanza della Commissione *ad hoc* alla Regina Reggente . . . . . *ivi*

Memoria relativa a' diritti resultanti dal Trattato di Famiglia del 1737, ed alla qualità demaniale de' beni lasciati dalla Casa Medicea allo Stato di Toscana . » 253

» LXXXVI. *Lettera obiettiva del marchese Ghisilieri rispetto alla precedente Memoria.* . . . . . » 264

» LXXXVII. *Ufficio del conte Mozzi al Ministero delle Finanze, acciocchè la Deputazione* ad hoc *formuli l'* Ultimatum *che segue* . . . . . » 265

Doc. LXXXVIII. *Proposizioni* d' Ultimatum *formulate dalla Commissione* ad hoc *relativamente agli accomodamenti fra la Casa Loreno-Austriaca e la Toscana* . . Pag. 267

Proposizione d' Ultimatum sulla liquidazione degl' interessi Austriaci con lo Stato di Toscana, e stralcio delle respettive pretensioni . . . . . *Pag.* 281

Proposizione di Ultimatum sulla liquidazione degl' interessi di S. A. R. l' Arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo collo Stato di Toscana, e stralcio delle respettive pretensioni . . . . . » 283

Instrumento di vendita de' Beni demaniali toscani situati ad Urbino, concluso fra l' imperator-granduca-Francesco e la S. Sede . . . . . » 285

» LXXXIX. Nota *del conte Mozzi al marchese Ghisilieri* . . » 294

» XC. *Testo della Convenzione stipulata fra l' arciduca Ferdinando Elettore di Salisburgo e la Regina Reggente d' Etruria, che non fu ratificata per colpa della Corte di Vienna* . . . . . » 955

Articoli segreti annessi alla surriferita Convenzione *Pag* . 298

» XCI. *Prospetto delle somme pagate al marchese Ghisilieri appena stipulata la precedente Convenzione, e prima che fosse spirato il termine prefisso alla ratifica per parte de' Principi austriaci* . . . . » 299

» XCII. *Lettera del conte Mozzi a don Petro Cevallos ministro di Carlo IV a Madrid sul tema della predetta Convenzione* . . . . . » 303

» XCIII. *Parere emesso dalla Congregazione dirigente le Finanze del Regno d' Etruria circa le vertenze pecuniarie co' Principi austriaci* . . . . . » 307

Nota del marchese Ghisilieri al conte Mozzi. . . *Pag.* 315

» XCIV. *Memoria della Deputazione* ad hoc *per giustificare i rimborsi dovuti dall' Austria alla Toscana per le sussistenze militari* . . . . . » 316

» XCV. *Note indirizzate dal baron Colli al conte Mozzi sulle vertenze pecuniarie co' Principi austriaci* . . » 321

Nota 1. . . . . *Pag.* 321

Nota 2. . . . . » 325

Nota 3. . . . . » 326

» XCVI. *Nota responsiva del conte Mozzi alle precedenti Note del baron Colli* . . . . . » 327

Rapporto alla Regina Reggente d' Etruria fattole dalla Commissione incaricata di difendere gl' interessi dello Stato . . . f . . . . . *Pag.* 332

» XCVII. *Pieno potere dato da Ferdinando III a don Neri Corsini per il Congresso di Vienna* . . . . . » 338

» XCVIII. *Prima relazione di don Neri Corsini al granduca*

Ferdinando III sulla probabilità della guerra col re Giovacchino di Napoli. . . . . . Pag. 340

Doc. XCIX. *Corrispondenza fra il granduca Ferdinando III, il generale austriaco Nugent ed il conte Fossombroni relativamente alla guerra contro Murat* . . . . » 342

Lettera del generale Nugent al Granduca . . *Pag.* 343
Altra lettera del generale Nugent al Granduca . . . » 344
Responsiva del Granduca al Nugent . . . . . » 345
Lettera del general Nugent al conte Fossombroni . . » ivi

» C. *Motuproprio ed istruzioni concernenti le facoltà conferite da Ferdinando III al Consiglio de' Ministri all' appressarsi de' Murattiani alla Toscana* . . » 347

Istruzioni annesse . . . . . *Pag.* 347

» CI. *Lettera esortatoria del re Giovacchino Murat al granduca Ferdinando III* . . . . . » 349

» CII. *Seconda relazione di don Neri Corsini a proposito della guerra col re Giovacchino di Napoli.* . . » 350

» CIII. *Terza relazione del plenipotenziario Corsini al granduca Ferdinando rispetto alla guerra col re di Napoli* . . . . . » 353

Nota officiale indirizzata dal gabinetto di Vienna al governo toscano onde prendesse parte alla guerra di Napoli . . . . . *Pag.* 356

» CIV. *Quarta relazione del plenipotenziario Corsini al granduca Ferdinando rispetto alla guerra col re di Napoli* . . . . . » 357

» CV. *Memoria inviata da Ferdinando III a suo fratello imperator Francesco sulla condotta del Ministero toscano durante l' invasione de' Murattiani nel Granducato* . . . . . » 363

Seconda lettera del re Giovacchino Murat al granduca Ferdinando III . . . . . *Pag.* 368
Lettera di Gaetano Rainoldi direttore della Segreteria intima di Ferdinando III al Plenipotenziario Corsini sugli avvenimenti di Toscana durante l' invasione de' Murattiani. . . . . *Pag.* 369

» CVI. *Quinta relazione del plenipotenziario Corsini al granduca Ferdinando sulla guerra col re di Napoli.* » 372

» CVII. *Due Memorie circolari di don Neri Corsini a' plenipotenziari delle Corti europee congregati a Vienna sulla circoscrizione territoriale della Toscana* . » 380

Memoria 1. . . . . *Pag.* 380
Memoria 2. . . . . » 389

» CVIII. *Trattato d' Alleanza stipulato fra le corti d' Austria e di Toscana tre giorni dopo la conchiusione dell' Atto finale di Vienna* . . . . . » 395

Doc. CIX. *Rapporto del plenipotenziario Corsini al granduca Ferdinando sul precedente trattato d' alleanza* Pag. 398

» CX. *Dispacci del plenipotenziario Corsini inviati da Laybach al conte Fossombroni Ministro Segretario di Stato a Firenze* . . . . . » 403

Dispaccio 1.° . . . . . *Pag.* 403
Dispaccio 2.° . . . . . » 405
Dispaccio 3.° . . . . . » 409

» CXI. *Dichiarazione emessa da don Neri Corsini plenipotenziario toscano al Congresso di Verona rapporto agli affari d' Italia* . . . . . » 414

» CXII. *Parere del Consiglio de' Ministri al granduca Ferdinando III in quanto a' reclamati crediti dell' Austria contro la Toscana* . . . . . » 415

» CXIII. *Ordinanza di Ferdinando III che distrugge la saggia prammatica di Leopoldo I del 6 Aprile 1789 sulla separazione del patrimonio della Corona da quello della Finanza* . . . . . » 422

Partecipazione ministeriale della surriferita Ordinanza. . . . . *Pag.* 422
Successive disposizioni sul medesimo argomento. . . » 424

» CXIV. *Ordinanze relative all' appannaggio della Corte, regnante Ferdinando III, dopo il suo ritorno* . . » 425

Aumento d' appannaggio . . . . . *Pag.* 426
Altro aumento d' appannaggio . . . . . » 427

PARTE QUARTA

» CXV. *Parere del Consiglio de' Ministri al granduca Ferdinando III sulle bisogne politiche correnti in Toscana nel* 1821 . . . . . » 433

Due lettere del Ministero di Stato a' Dipartimenti subalterni . . . . . *Pag.* 439

» CXVI. *Lettera del re Luigi Filippo al granduca Leopoldo II, responsiva di questi, ed assicurazioni date dal monarca francese al comm. Berlinghieri* . . . » 441

Responsiva del Granduca . . . . . *Pag.* 442
Il comm Berlinghieri al conte Fossombroni . . . » 443

» CXVII. *Lettera del cons. Cempini al Corsini sulla convenienza di riformare le attribuzioni arrogatesi dalla Presidenza del Buon Governo* . . . . . » 445

» CXVIII *Due singolari ed importanti documenti relativi a procedure politiche*, cioè; . . . . . » 448

Lettera del presidente della Rota Criminale a Don Neri Corsini. . . . . Pag. 448
Parere del Consiglio de' Ministri al granduca sulla precedente proposta . . . . . » 450

Doc. CXIX. *Nota officiale del conte Rewitzky ministro austriaco a Firenze, diretta a don Neri Corsini, per istigare il Governo toscano alla recognizione del capitale proveniente dai Luoghi di Monte* . . . . . Pag. 452

» CXX. *Memoria del cons. Cempini sulle vertenze degli interessi pendenti colla corte d' Austria* . . . . » 457

» CXXI. Memorandum *trasmesso dalla Legazione austriaca al Governo toscano sulla controversia de'* Luoghi di Monte . . . . . » 469

» CXXII. Convenzione *finale stipulata fra le corti d' Austria e di Toscana relativamente ai* Luoghi di Monte . » 494

» CXXIII. Memoria *redatta dall'Archivista della Direzione dei Possessi dello Stato a richiesta del R. Ministero delle Finanze ec., in quanto agli acquisti fatti da Leopoldo II dallo Stato medesimo* . . . . . » 498

» CXXIV. Instrumento sui generis, *col quale l' ex-granduca fa il saldo de' debiti contratti con lo Stato mediante lo essersi appropriati i Beni nazionali descritti nell' antecedente documento* . . . . . » 507

» CXXV. Prospetti *ricavati dai libri di scrittura della R. Depositeria contenenti i conteggi passati fra la Corte e lo Stato per dipendenza d' acquisto di Beni stabili* . . . . . » 512
Prospetto 1.° . . . . . Pag. 512
Prospetto 2.° . . . . . » 518

» CXXVI. *Convenzione fra le corti d' Austria e di Toscana pel pagamento dell'Appannaggio al ramo Borbonico parmense, fino a che fosse rimasto in Lucca* . . . » 520
Dichiarazione supplementare voluta dall' Austria . Pag. 523

» CXXVII. *Lettera del cav. Bargagli incaricato d' affari a Roma al conte Serristori ministro delle relazioni straniere a Firenze, per avvertirlo delle ire svegliatesi in Pio IX contro le leggi giurisdizionali Leopoldine.* » 524

» CXXVIII. *Due lettere del barone Bettino Ricasoli al conte Serristori, mentre si tratteneva in Genova presso Re Carlo Alberto, ond' invocarne l'appoggio nella vertenza di Fivizzano col Duca di Modena* . . . » 526
Lettera prima . . . . . Pag. 526
Lettera seconda . . . . . » 528

» CXXIX. *Tre* rapporti *officiali del cav. Giulio Martini al Go-*

verno toscano sulle vertenze insorte col Duca di Modena a proposito di Fivizzano . . . . . Pag. 522
Rapporto 1.° — Al conte Serristori . . . . . *Pag.* 522
Rapporto 2.° — Al Granduca . . . . . » 535
Rapporto 3.° — Al conte Serristori . . . . . » 539

Doc. CXXX. *Carteggio autentico dal quale appariscono i maneggi della corte di Toscana per ottenere la sovranità della Sicilia nel* 1848. . . . . » 543
Sir Giorgio Hamilton a Lord Napier Ammiraglio nel Mediterraneo . . . . . *Pag.* 543
Lord Napier al Console Goodwin a Palermo . . . . » 544
Il Console Goodwin a Lord Napier. . . . . » 545
Il Console Goodwin a Lord Napier . . . . . » 546

» CXXXI. *Istruzioni date al cav. Lenzoni per una Missione straordinaria a Vienna nel Luglio del* 1849 . . » 547

» CXXXII. *Lettera del presidente Baldasseroni al maresciallo Radetzky richiedente il* segnalato favore, *che le Truppe austriache occupassero a lungo tempo la Toscana.* » 553

» CXXXIII. Voto *emesso dal cav. Mazzei ministro degli Affari Ecclesiastici relativamente a due esorbitanti pretese affacciate dagli Austriaci che occuparono la Toscana* » 557

» CXXXIV. *Corrispondenza del cav. Martini ministro residente di Toscana a Torino col presidente Baldasseroni relativamente alla Convenzione militare con l' Austria* . . . . . » 561
Lettera prima del cav. Martini al Baldasseroni . . *Pag.* 561
Lettera seconda idem . . . . . » 563
Lettera terza idem . . . . . » 564

» CXXXV. *Nota del marchese d' Azeglio al cav. Martini sulla Convenzione militare stipulata dalla Toscana con l' Austria* . . . . . » 565

» CXXXVI. *Nota responsiva del cav. Martini al march. d'Azeglio* . . . . . » 567

» CXXXVII. *Due Lettere del Duca di Casigliano ministro degli Affari Esteri di Leopoldo II rivolte ad ottenere lo sgombro delle truppe austriache dalla Toscana,* cioè ; » 570
Al cav Lenzoni ministro granducale a Vienna . . *Pag.* 570
Al Barone Hügel ministro austriaco a Firenze . . . » 576

» CXXXVIII. *Prima liquidazione delle spese occorse pel mantenimento delle Truppe austriache stanziate nel Granducato fatta dai Commissari toscani ed austriaci* » 579

» CXXXIX. *Seconda liquidazione passata fra i Commissari toscani ed austriaci* . . . . . » 581

» CXL. *Terza liquidazione passata fra i Commissari toscani ed austriaci* . . . . . » 584

Doc. CXLI. *Liquidazione delle spese sostenute dalle Comunità per il mantenimento e servizio delle Truppe austriache dal loro principio fino al 20 Aprile 1855* Pag. 590

» CXLII. *Dimostrazione delle spese occorse pel mantenimento delle truppe austriache durante l' occupazione seennale della Toscana, liquidate da apposite Commissioni nominate dal Governo granducale e da quello Imperiale di Vienna* . . . . . » 593

» CXLIII. *Corrispondenza fra le corti di Toscana e di Modena per il ristabilimento delle relazioni diplomatiche fra l' una e l' altra* . . . . . » 604

Il conte Forni al Duca di Casigliano. . . . . *Pag.* 604
Il Duca di Casigliano al conte Forni. . . . . » 603
Il duca di Casigliano al predetto conte Forni . . . » 604

» CXLIV. *Il Duca di Casigliano scrive al cav. Cornacchia ministro del Duca di Parma per riprendere le relazioni anche con quello Stato* . . . . . » 606

» CXLV. *Richiesta d' onoranze rese allo stemma imperiale austriaco quando venne nuovamente inalzato in Firenze nel 1850* . . . . . » 608

Il Legato austriaco al Duca di Casigliano . . . . *Pag.* 608
Il Duca di Casigliano al Legato austriaco. . . . . » 609
Dispaccio del Gabinetto Intimo. . . . . » 610

» CXLVI. *Il Duca di Casigliano fa sapere al governo pontificio, per mezzo del Bargagli, la determinazione del Granduca di far Concordato con la S. Sede.* . » 611

Al marchese Bargagli . . . . . *Pag.* 611
Responsiva del Bargagli al Duca di Casigliano . . . » 612
Particola di lettera del Bargagli al Duca di Casigliano » 614
Risposta del Cardinale Antonelli al marchese Bargagli. » *ivi*

» CXLVII. *Protesta presentata da mons. Massoni al Duca di Casigliano relativamente alle* Circolari *del Governo toscano sull' interpetrazione di alcuni articoli del Concordato* . . . . . » 615

» CXLVIII. *Nota del marchese Bargagli al cardinale Antonelli sul soggetto della precedente protesta* . . . . » 616

Lettera del Bargagli al Duca di Casigliano per informarlo della soluzione ricevuta a Roma dalla riferita protesta di mons. Massoni . . . . . *Pag.* 621

» CXLIX. *Lettera del presidente Baldasseroni a' Prefetti della Toscana rispetto alle due* Circolari *mandate dal governo sul Concordato con la S. Sede* . . . . » 622

Sentenza della Congregazione del S. Officio di Roma mandata ad eseguirsi in Toscana per mezzo dei Tribunali granducali. . . . . *Pag.* 625

Doc. CL. *Dispacci del marchese I. Tanay de' Nerli reggente la Legazione toscana in Torino al ministro degli Affari Esteri di Firenze sulla sospensione dello Statuto nel Granducato* . . . . . Pag. 627

Dispaccio 1.° . . . . . *Pag.* 627
Dispaccio 2.° decifrato. . . . . » 628
Dispaccio 3.° . . . . . » 629

» CLI. *Dispaccio del conte di Buol al barone Hügel ministro austriaco a Firenze relativamente al sistema politico che il gabinetto di Vienna intendeva continuare in Italia anche dopo il congresso di Parigi* » 630

» CLII. *Dispaccio del presidente Baldasseroni al cav. Lenzoni adesivo al contenuto nel precedente Dispaccio del conte Buol* . . . . . » 634

» CLIII. *Note del presidente Baldasseroni, come ministro delle Finanze, al ministero degli Affari Esteri intorno a' rimborsi reclamati dal Fisco austriaco di Milano contro la Toscana* . . . . . » 637

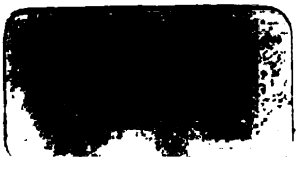
Prima Nota. . . . . *Pag.* 637
Seconda Nota come sopra . . . . . » 639

» CLIV. *Ordinanze del Maggiordomato di Corte relative alla refusione delle spese fatte da Leopoldo II nel viaggio nuziale a Napoli per parte della Finanza* . » 641

Al primo Computista della Corte. . . . . *Pag.* 641
Al Direttore delle RR. Finanze. . . . . » 642
Al Gran Ciamberlano cav. Ginori. . . . . » *ivi*

» CLV. *Aumento d' appannaggio imposto da Leopoldo II a carico della Finanza nel* 1845 . . . . . » 643

Al Direttore delle RR. Finanze . . . . . *Pag.* 643
Al primo Computista della R. Corte . . . . . » 644

» CLVI. *Nuovi oneri imposti da Leopoldo II alla Finanza a proprio vantaggio* . . . . . » 645

Al primo Computista della R. Corte. . . . . *Pag.* 645
Al ministro della Guerra . . . . . » 646